

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfs	20 Stimmen
Dagegen	1 Stimme

Abschreibung – Classement

Präsident: Gleichzeitig wird beantragt, die einschlägigen Vorstösse abzuschreiben.

*Zustimmung – Adhésion**An den Nationalrat – Au Conseil national*

85.047

**Strafgesetzbuch
und Militärstrafgesetzbuch. Revision
Code pénal et code pénal militaire.
Révision**

Botschaft und Gesetzentwürfe vom 26. Juni 1985 (BBI II, 1009)
Message et projets de loi du 26 juin 1985 (FF II, 1021)

*Antrag der Kommission
Eintreten*

*Proposition de la commission
Entrer en matière*

M. **Aubert**, rapporteur: Avant de procéder à l'exposé des travaux de la commission, j'aimerais saisir l'occasion qui m'est offerte de faire une courte déclaration personnelle. Il m'est arrivé quelque chose de très désagréable ce matin. Je devais présider une séance à 7 h 30 et je l'ai oubliée. Je ne me suis pas oublié, j'ai oublié. Pendant que dix de mes collègues se réunissaient dans la salle No 4, j'étais dans ma chambre d'hôtel à lire mon journal. Je les prie de bien vouloir m'excuser. J'ai alors suivi l'exemple d'un autre président de commission qui venait de la Suisse orientale et qui nous avait montré que, dans un cas semblable, il fallait faire un geste. Cet usage, introduit par un représentant du canton d'Appenzell, j'entends le confirmer en tant que Neuchâtelois et je souhaite que cette répétition le transforme bientôt en une règle coutumière: lorsque le président, en session, manque une séance, il offre une bouteille à ses collègues. J'espère que vous aurez l'amitié d'agréer mes explications et mes regrets.

J'en viens maintenant au rapport introductif sur la révision partielle du code pénal suisse et du code pénal militaire. Premièrement, j'essaie ici de vous rappeler dans quelle situation législative nous nous trouvons aujourd'hui. Nous avons un code pénal suisse qui a été adopté en 1937, c'est donc une loi vieille de 50 ans. Elle était fondée sur un message du Conseil fédéral de 1918. C'est a donc une conception vieille de 70 ans. Le message du Conseil fédéral était lui-même fondé sur un avant-projet d'experts de 1894-1895. C'est donc une idée qui est bientôt centenaire. Sans qu'il faille nécessairement changer ce qui est ancien, il nous paraît que, de temps en temps, quand une loi est quinquagénaire, qu'elle repose sur des idées du début du vingtième siècle, il est bon de la remettre sur le métier. C'est à quoi nous procédons aujourd'hui. Nous faisons une révision générale du code pénal suisse. Mais, comme vous le savez, nous y procédons par étapes. Nous en avons déjà franchi deux avec plus ou moins de succès. Nous avons modifié les règles sur l'usage de la violence dans une loi de 1981 qui a été soumise à référendum et qui a franchi la barrière du vote populaire. Nous avons cherché à modifier les dispositions

sur l'interruption de la grossesse. Là, notre effort n'a pas réussi: la loi de 1977 a trébuché en référendum en 1978. Et puis, nous voici aujourd'hui devant une nouvelle étape. Vous savez qu'il en viendra plus tard une autre sur ce qu'on peut appeler la criminalité économique. Vous savez aussi que la partie générale du code pénal suisse est en réexamen. Aujourd'hui, nous nous occupons des atteintes à la vie, à l'intégrité corporelle, à la famille et des délits d'ordre sexuel.

Deuxièmement, pourquoi cette révision générale n'a-t-elle pas pris la forme d'une révision totale? Pourquoi pas une révision totale du code pénal suisse après bientôt un demi siècle d'application? Les réponses sont simples: d'abord, nous tenons une révision totale du code pénal suisse pour politiquement très difficile. Nous ne pensons pas que les obstacles politiques pourraient être surmontés. Ensuite, le code pénal suisse a le mérite d'exister. Nous pouvons nous donner un certain temps pour examiner successivement les différentes parties qui le compose. Et puis, nous donnons ainsi la possibilité aux citoyens de méditer plus tranquillement sur chacune des révisions. Naturellement, nous courons un risque avec cette manière de faire la révision générale par étapes plutôt qu'une révision totale. Nous n'avons plus de véritable vue d'ensemble. C'est particulièrement visible en ce qui concerne les pénalités qui sont prévues. Pour finir, nous prévoyons des pénalités plus élevées pour des délits moins graves et des pénalités moins élevées pour des délits plus graves. Je vous donne un exemple. Nous avons failli – c'était le résultat du projet du message du Conseil fédéral – avoir une pénalité plus élevée pour le faux monnayage que pour le viol.

Peut-être que certains qui sont dans cette salle pensent que les arguments qui conduisent à procéder par étapes à la révision générale du code pénal suisse auraient pu servir à refuser la révision totale de la Constitution fédérale. J'aimerais tout de même leur dire, notamment à ceux que je vois sur les bancs de la délégation vaudoise, que le code pénal suisse est de 1937, alors que la Constitution fédérale date de 1874. En outre, le code pénal suisse a subi une demi-douzaine de révisions jusqu'aujourd'hui et la Constitution fédérale, plus de 120. Décidément, là plus encore que pour le code pénal suisse, nous avons perdu la vue d'ensemble. De sorte que je peux soutenir l'opportunité qu'il y a de procéder à une révision générale par étapes du code pénal suisse comme j'ai soutenu l'idée d'une révision totale de la Constitution fédérale.

Naturellement, l'opportunité de reconsidérer le code n'est pas simplement due à son âge. Il y a de grandes idées dans cette révision partielle du code pénal suisse et c'est mon troisième point.

Si nous cherchons à déterminer les valeurs profondes que nous voulons défendre, il me semble que c'est d'abord la liberté individuelle, ensuite le consentement libre, qui va de pair avec la précédente, et puis le développement paisible de l'enfance, enfin la dignité de l'homme et l'image que l'on s'en fait dans la société. Je m'explique brièvement sur ces différentes valeurs.

D'abord la liberté. Une des constances du projet, c'est que le législateur pénal ne doit pas s'immiscer dans les rapports entre adultes consentants. C'est leur affaire. Quelque opinion morale qu'on puisse en avoir, le législateur pénal n'a pas à s'en occuper, sauf les cas les plus graves tels que l'homicide ou les lésions corporelles graves, l'inceste ou la bigamie. Mais, en principe, nous n'avons pas à nous immiscer dans les rapports entre des adultes qui sont consentants. Je vous prie d'observer la différence qu'il y a, par exemple, entre les articles 198 à 201 du code actuel, sur les proxénètes et les souteneurs, et l'article 195 du projet. Vous y verrez que nous ne condamnons plus le fait d'être souteneur ou d'être proxénète simplement parce que ces personnes s'enrichissent de l'industrie d'autrui, mais nous ne les condamnons que si elles portent atteinte à la liberté ou au libre développement d'autrui.

J'ai dit la liberté, cela suppose naturellement le libre consentement. Quand je dis consentement, il faut que ce consente-

ment soit libre. Nous prévoyons donc des pénalités lorsque des actes sont commis à l'encontre d'une personne dépendante, ou d'une personne faible d'esprit, ou d'une personne qui est dans un état de détresse.

J'ai dit aussi le développement paisible de l'enfant, de la jeune personne, et cela nous vaudra, je pense, un large débat au sujet de l'article 187 du projet de code pénal.

J'ai dit encore la dignité de l'homme. C'est ce qui a incité le Conseil fédéral et la commission à prévoir, en plus d'une peine à l'égard des représentations pornographiques, une peine aussi à l'égard des représentations de la brutalité. Nous reverrons ces points demain lorsque nous traiterons des articles 135 et 197.

En plus de ces idées, il y a, dans l'ensemble du projet, une conception qui relève à la fois de la justice et de la technique législative, c'est que nous éliminons du code pénal suisse les incriminations qui dépendent du résultat de l'acte, celles qu'on appelle les «erfolgsqualifizierte Delikte», ce qui nous a conduit à supprimer une bonne douzaine d'alinéas.

Enfin, bien entendu, nous avons tenu compte des enseignements de la jurisprudence du Tribunal fédéral et nous avons dû convenir que certains articles du code actuel, rédigés de manière maladroite, devaient être changés.

Quatrième point, je le dis en passant, mais cela pourra plaire à certains de nos collègues, les révisions proposées entraînent la suppression, tout compte fait, d'une vingtaine d'articles. Donc, nous ne légiférons pas par accumulation, au contraire, nous raccourcissons le code pénal.

Cinquième point, le projet est divisé en trois: lettres A, B et C.

La lettre A a pour objet les dispositions sur la vie, l'intégrité corporelle et la famille. Puisqu'on en était à dissocier, on aurait aussi pu faire un texte pour la vie et l'intégrité corporelle, un autre pour la famille.

La lettre B traite des infractions d'ordre sexuel. Nous savons tous que c'est dans le traitement de ce deuxième projet, le projet B, que nous aurons les controverses les plus vives. Je pense surtout aux propositions qui concernent l'article 187 sur la protection des mineurs et l'article 189 sur le viol.

Enfin, nous avons un projet C d'une autre nature. C'est un projet qui a deux dispositions assez disparates, qui n'ont de commun que de traiter de certains aspects du problème de la drogue.

Le découpage A, B, C, se recommande par certaines qualités. Il permettra au citoyen, en cas de référendum, de ne viser qu'un projet et non pas les autres. Il permettra à l'opinion publique de se faire un sentiment plus différencié. Mais vous devez convenir qu'il a aussi son côté problématique. Il y a, dans tout découpage de loi, une légère saveur opportuniste qui le rend contestable, mais je dois dire que notre commission ne s'est pas insurgée contre la division en trois projets.

Le sixième point tend à vous rappeler que nous avons, comme il était naturel, cherché à assurer le parallélisme entre le droit pénal commun et le droit pénal militaire, c'est-à-dire qu'aussi bien pour le projet A que pour le projet B vous êtes invités à réviser le code pénal suisse et les dispositions correspondantes du code pénal militaire. A ce propos, il y a eu dans la commission un débat sur l'opportunité de maintenir, dans le code pénal militaire, des dispositions qui ne sont pas spécifiquement militaires. Mais nous avons conclu qu'il conviendrait à une autre révision de la législation pénale militaire de répondre à cette importante question. Nous maintenons donc le parallélisme entre les deux codes et vous aurez l'occasion de voir que les dispositions proposées pour le code pénal militaire sont vraiment très proches de celles qui sont proposées pour le code pénal suisse.

Septième point, les travaux de la commission, je peux être très bref. Nous avons tenu neuf séances. La première était du mois de janvier 1986, la dernière était du mois de mai 1987, c'est-à-dire qu'en environ un an et quart la commission a le sentiment d'avoir examiné, avec un certain soin, ces projets. Nous avons procédé à deux lectures et nous avons même eu le bénéfice de voir un film violent, pour ne

pas dire brutal, avec deux ou trois séquences tout à fait bêtes et méchantes dont je ne suis pas sûr qu'elles aient contribué à élever le niveau culturel des membres de la commission.

Un dernier point: il me reste les remerciements. Je veux commencer par remercier le chef du Département. Vous me direz qu'après tout il n'a pas à être remercié, il venait avec un projet – c'est le Conseil fédéral qui a usé de son droit d'initiative – un projet qu'il lui fallait défendre.

Permettez que je vous dise une chose sur la présence des conseillers fédéraux dans les séances de commission. J'ai une certaine expérience de ce que cela signifie du côté du parlementaire. Nous avons eu beaucoup de représentants du Conseil fédéral qui sont venus en quelque sorte par devoir, par courtoisie, pour nous rendre visite, et qui restaient à leur place sans rien dire pendant toute la durée de la séance. Cela fait des heures et des journées qui ont été ainsi perdues. Ce n'est pas du tout le cas de Mme Kopp. Elle est venue par devoir, c'est vrai. Elle est venue par courtoisie, c'est sans doute vrai aussi. Mais elle est venue pour nous aider et il me semble qu'elle a pris une part extrêmement active à nos travaux. La preuve c'est que le code pénal, tel qu'il ressort des délibérations de la commission, par rapport au projet du Conseil fédéral, n'a pas subi de modifications radicales.

Remerciements aussi aux membres de l'administration, au Professeur Krauskopf, vice-directeur de l'Office de la justice, à M. Riedo, chef de la section du droit pénal de l'Office de la justice, ainsi qu'au colonel-brigadier Barras, l'auditeur en chef; remerciements à Mme Wallimann, qui était l'ange gardien qui s'assurait que tout allait bien dans nos travaux; aux secrétaires, Mmes Ali Khan et Favre, qui ont fait des procès-verbaux utilisables, ce qui est quelque chose; enfin, à mon ancien collègue, le Professeur Hans Schultz, qui avait été le président de la commission d'experts et qui a bien voulu nous assister de ses conseils au cours de nos nombreuses séances.

En conclusion, je vous invite à entrer en matière sur les projets A, B et C.

Steiner: Ich stimme für Eintreten. Die Debatte möchte ich als ehemaliger Staatsanwalt und Richter in jungen Jahren, aber auch als Ehemann, Vater und Grossvater begleiten und damit gleichzeitig festhalten, dass alle Parlamentarier ihre persönlichen Erfahrungen in die Gesetzgebung einbringen. Im Strafbereich wiegt die Verantwortung des Gesetzgebers besonders schwer. Es stellt sich immer die Frage: Was ist Recht, und wandelt sich das Recht bzw. die Anschauung dazu im Verlaufe der Zeiten? Wenn ja, wie? Und wie wäre dem Rechnung zu tragen? Es tauchen Gedanken aus dem Rechtsstudium über Schuld und Sühne und über das richtige Mass auf.

Eine weitere Ueberlegung: Wir setzen Recht für das Volk, sowohl für den Rechtsbrecher als auch für das Opfer. Wir setzen es auch für den strafrechtlich unbeteiligten Bürger, dem wir den Rechtsstaat zu garantieren haben, der sich darauf verlässt und der daran Halt findet. Bei unserer Arbeit als Gesetzgeber dürfen wir ferner die Organe nicht vergessen, die dieses Recht dann anzuwenden haben, vorab die Richter, in ihrer schweren Verantwortung, über Mitmenschen zu Gericht zu sitzen. Auch der Richter ist kein Uebermensch. Auch er ist abhängig von seinem Umfeld. Wir sollten dabei besonders an die heranwachsende Richtergeneration denken, die mit anderen Massstäben als wir geschult und von anderen Vorstellungen über den Sinn des Lebens geprägt sein wird.

Diese Gedanken sollten wir in unsere Beratung einfließen lassen, beispielsweise über die Instrumente, die wir den Richtern geben, besonders im Rahmen der Strafzumessung und der Strafverfolgungsverjährung.

Hier verfolgen Experten und Bundesrat eine Linie, die meiner Auffassung über die Generalprävention widerspricht. Man wird mich bei diesen Streitpunkten konsequent auf der härteren Linie der Kommissionsvarianten finden, die übrigens eher der bisherigen Praxis entspricht. Dabei denke ich

auch an die Opfer von Delikten aller Art, die in der Tendenz unserer Zeit – die den Täter verstehen und schonen will, Qual und Pein der Opfer hingegen vernachlässigt oder ignoriert – zu kurz kommen. Uebrigens scheint mir, dass auch im kantonal geregelten Begnadigungswesen Aufweichungstendenzen sichtbar werden.

Bereits in dieser Eintretensdebatte möchte ich aus dem Entwurf B die bevorstehende Auseinandersetzung über das richtige Mass beim Schutzalter ansprechen. Hier sollte man meines Erachtens berücksichtigen, dass die bisherige Richtschnur – 16 Jahre Schutzalter – aus einer mehr als 50 Jahre zurückliegenden Gesetzgebung stammt, geformt von Personen aus dem letzten Jahrhundert. Angesichts der Veränderungen, die seither geschehen sind, erscheint die Prüfung einer Liberalisierung als angebracht.

Erfreulich finde ich die Anteilnahme von Volk und Medien an unserer Arbeit in diesem Bereich, aber auch an unseren weiteren Auseinandersetzungen über die Strafbarkeit oder Strafflosigkeit der Vergewaltigung in der Ehe. Auch hier hoffe ich auf eine hochstehende, sachliche Debatte, wie das gottlob schon in der Kommission der Fall war, und auf klare und gute Entscheide.

Damit habe ich unsere Kommissionsarbeit angesprochen, von deren Führung und Ablauf ich sehr befriedigt bin. Beeindruckt hat mich auch die Kompetenz der Departementsvorsteherin, ihrer Mitarbeiter und des Experten. Ich bin froh, dass der Kommissionsreferent die Reverenz bereits erwiesen hat. Gerade der Umstand, dass sich die Resultate der Kommission, besonders im Entwurf B, mit der Vorlage verschiedentlich nicht decken, macht unsere Arbeit sinnvoll. Dass – und damit schliesse ich – wir die Ueberprüfung unseres Strafgesetzes leider in Raten statt in einer Gesamtschau vornehmen müssen und damit auch hier die Zeit der grossen Würfe vorbei ist, muss im Interesse zeitgerechter Regelungen hingenommen werden. Sorge tragen sollte man aber dabei der Uebersichtlichkeit und der Rechtssicherheit, auf die der Bürger Anspruch hat.

Ich stimme für Eintreten und wünsche der Vorlage eine gute Aufnahme.

Frau **Meier Josi**: Wir haben es heute mit einer Revisionsvorlage aus dem Besonderen Teil des Strafgesetzbuches zu tun. Das dispensiert uns aber nicht davon, grundsätzliche Ueberlegungen zum Strafanspruch des Staates anzustellen. Die Einzelentscheidungen fallen leichter, wenn wir uns diese Grundfrage zuerst wieder beantworten. Grundsatzüberlegungen helfen auch dabei, den einzelnen Artikeln nicht ein falsches Gewicht zu geben. Manchmal scheint mir, die Gesellschaft sei im Strafrechtsdenken noch nicht sehr weit gekommen und es sei im Bewusstsein der Leute höchstens das räuchende «Aug' um Aug', Zahn um Zahn» vorhanden. Für viele ist das heute noch das einzig gültige Rezept für eine Mindeststrafe, die sie am liebsten selbst in die Hand nähmen, statt einen ersten historischen Versuch zu unternehmen, das Mass einer Vergeltung zu begrenzen. Dabei hat Plato schon verlangt, dass man vernünftigerweise nicht strafen solle, weil Unrecht geschehen sei, sondern damit Unrecht nicht wieder geschehe. Er verteidigte also schon den Gedanken, dass Strafe weniger repressiv als vielmehr präventiv sein müsse.

Das Strafrecht will beides, vermag aber nicht alles. Sühne zum Beispiel kann es nicht bewirken. Sie hat mehr zu tun mit einer freiwilligen Versöhnung des Verbrechers mit der verletzten Ordnung als mit der staatlichen Vergeltung. Heute besteht also weitgehend Konsens darüber, dass wir mit der Strafandrohung und mit der Strafe einen Rechtsbruch missbilligen und die Rechtsordnung schützen wollen. Diese Rechtsordnung hält die Würde des einzelnen Menschen, die Freiheit seiner Entscheidungen hoch. Sie verlangt als Gegenstück seine Mitverantwortung. Ich unterstütze hier, was Herr Aubert gesagt hat.

Aus dieser Zielsetzung ergibt sich unter anderem, dass Strafandrohung, Strafzumessung und Strafvollzug nicht weiter zu gehen haben, als dies zur Aufrechterhaltung der Gemeinschaftsordnung notwendig ist. Damit ist aber auch

gesagt, dass wir uns immer wieder um eine gerechte Rechtsordnung bemühen müssen, bevor wir Strafen für deren Verletzung androhen. Aus der Sicht meiner Weltanschauung sind Leib und Leben fundamental zu schützen, sind die Familie, die geschlechtliche Integrität von Mann und Frau und die Möglichkeit harmonischer Entwicklung der Kinder beispielsweise besonders schützenswert.

Die Kommission hat nicht im Sinne, Ihnen in diesen Bereichen irgendetwas Revolutionäres vorzuschlagen. Wir wollen nur reformieren. Professor Schultz, der als Experte unsere Arbeiten begleitete, sagte in einem Vorwort zur noch aufgeschobenen Revision des Allgemeinen Teils: «Wer Reform sagt, hat eine grundsätzliche Entscheidung getroffen. Er bejaht die Notwendigkeit einer staatlichen Rechtsordnung als Friedensordnung, die gegen die ihr Widerstrebenden als letztes Mittel den Rechtszwang und damit die Strafe einsetzt. Dies bedeutet, denen eine Absage zu erteilen, die es für möglich erachten, ohne ein Strafrecht auszukommen. Der Mensch ist weder mit Hobbes als grundsätzlich böse – *homo homini lupus est* – noch mit Rousseau als von Natur aus gut und nur durch die Vergesellschaftung verdorben anzusehen, sondern er ist zum Guten wie zum Bösen fähig und bedarf der festen Stütze durch die Rechtsordnung.»

Aus diesem Zitat unterstreiche ich nochmals die Vorstellung des Strafrechts als letztem Mittel zur Wiederherstellung der Rechtsordnung. Diese Vorstellung geht davon aus, dass dem sittlichen Vorbild, der Erziehung in der Familie, der Meinungsbildung in der Gesellschaft – ich denke hier an die Verantwortung der Medienschaffenden – eine grössere Bedeutung zukommt als dem Strafrecht und dass es grundsätzlich auch gilt, die Möglichkeiten des Zivilrechts zur Wiederherstellung der Rechtsordnung auszuschöpfen, bevor das Strafrecht bemüht wird. Andererseits ist nicht zu verkennen, dass im pluralistischen Staat, wo sittliche Auffassungen häufig auseinanderklaffen, das Unrechtbewusstsein oft nur noch aus Strafrechtsnormen bezogen wird, oder dass umgekehrt als gut und richtig betrachtet wird, was nicht verboten ist. Wir haben auch das in der Kommission nicht übersehen.

Im Lichte dieser Ueberlegungen plädiere ich für Eintreten auf die Vorlage. Wer nur Schlagzeilen liest, wird zum falschen Eindruck verleitet, wir debattierten hier nur über eine Liberalisierung der Bestimmungen im Sexualstrafrecht. Dabei sind mit dieser Revision vielmehr – Sie haben es gehört – drei wichtige von total 19 Titeln des Besonderen Teils des StGB den heutigen kriminalpolitischen Bedürfnissen anzupassen. Dass mit dieser Anpassung nicht eine leichtfertige Anbiederung an Verhaltensmoden gemeint ist, wird die Debatte zeigen. Wir haben uns die Erfahrungen einer 50jährigen Rechtsprechung zunutze gemacht. Ich begrüsse es, wenn wir dem Richter mit der Vorlage mehr Möglichkeiten geben, nach Mass des Einzelfalles zu urteilen, wenn wir das Prinzip des Schuldstrafrechtes betonen und festigen, wenn wir teils nicht bewährte Tatbestandsumschreibungen korrigieren, zu Unrecht privilegierende Bestimmungen aufheben – ich denke etwa an den Zweikampf –, überholte Regeln streichen und zu Kompliziertes vereinfachen. Gerade im ersten Titel wurden verschiedene Schutzbestimmungen zugunsten von Kindern oder Abhängigen verstärkt. So werden Kinder und Abhängige beispielsweise jetzt besser gegen Körperverletzungen geschützt. Die Revision eröffnet den Kampf gegen heute besonders bedrohliche Erscheinungen wie harte Drogen, harte Pornos. Auch grausame Gewaltdarstellungen werden im Interesse Jugendlicher neu verpönt.

Wenn man das alles beachtet, sollte man beim Sexualstrafrecht die Pros und Contras zum Schutzalter 16 oder 15 nicht dramatisieren. Die Kommission ist sich völlig einig über das grundsätzliche Schutzbedürfnis Jugendlicher. Die Jugendlichen bedürfen einer Schonzeit, einer Zeit, in der wir von ihnen noch nicht verantwortliches Handeln erwarten dürfen. Wir wollen sie ihnen zubilligen. Aber wir werden uns andererseits davor hüten müssen, unsere eigenen, vor 40 und 50 Jahren gemachten Erfahrungen mit Tabus, die unsere pubertäre Phantasie oft noch ganz anders plagten als der

heutige, bedeutend natürlichere Umgang mit der Geschlechtlichkeit, auf die heutigen Verhältnisse übertragen zu wollen.

Die Kantone kannten 1937 meist Schutzalter zwischen 12 und 14 Jahren. Damit sei nur angedeutet, dass je nach Zeit und äusseren Verhältnissen die Schutzalter verschieden beurteilt werden. Wir dürfen davon ausgehen, dass es sich bei der Geschlechtlichkeit um eine grosse, positive Kraft im Leben des Menschen handelt und dass dabei nicht mehr wie früher jede zärtliche Einübung zum voraus mit dem Geruch des Verbrechens assoziiert wird. Darin liegt der entscheidende Unterschied. Raub, Mord, Betrug, Ehrverletzung sind unter keinen Umständen als Weg zu einem natürlichen Verhalten einzustufen – ganz im Gegensatz zur Geschlechtlichkeit.

Wenn wir also das Bedürfnis des Jugendschutzes grundsätzlich anerkennen und geschlechtliche Gewalttaten vorbehaltlos verurteilen, dürfen wir wohl auch die Gefahren des rechtswidrigen geschlechtlichen Umganges nicht überschätzen. Auch zahlenmässig ist das erwiesen. Die Massenmedien haben hier eindeutig die Tendenz, die Wirklichkeit schwer zu verzerren, weil ihre Umsätze von der Darstellung anormalen Verhaltens offensichtlich profitieren. Sie können dabei auf unser eigenes ambivalentes Verhalten, unsere Haltung zwischen Abscheu und Neugier, zählen. «Sex and Crime» waren zu allen Zeiten verkäuflicher als tiefgründige Kommentare über irgendein Wirtschaftsvorgehen. In Tat und Wahrheit machten Sexualverbrechen 1984 nur noch 1 Prozent aller Anzeigen und nur 2 Prozent aller Verurteilungen aus dem Strafrechtsbereich aus. Die Rückgänge gegenüber 20 Jahren zuvor sind frappanter als die Zahlen selbst. Darin zeigt sich die Tendenz, nur noch dort anzuzeigen und zu verurteilen, wo wirklich Opfer von Gewalttaten feststellbar sind. Dieser Tendenz sind wir im Rahmen der angezeigten Strafrechtsziele gefolgt. Wir sind dabei sehr behutsam vorgegangen.

Im Sinne des Gesagten plädiere ich für Eintreten und Zustimmung. Im Gebiet der Vergewaltigung habe ich dann noch einen Minderheitsantrag zu vertreten.

Jagmetti: Wäre die Debatte, die wir jetzt führen, in der kommenden Wintersession durchgeführt worden, hätten wir sie mit einem 50-Jahr-Jubiläum der Schlussabstimmung des Strafgesetzbuches verbinden können, das seinerzeit erst die Vereinheitlichung des schweizerischen Strafrechts gebracht hat, vielleicht am ausgeprägtesten und am eindrücklichsten damit, dass die Todesstrafe gesamtschweizerisch abgeschafft worden ist.

Seither hat sich die Schweiz verändert, insbesondere in drei Beziehungen, die uns hier beschäftigen müssen. Einmal sind die äusseren Gegebenheiten anders geworden, besonders diejenigen im Bereiche der technischen Mittel und der wirtschaftlichen Fakten, womit auch andere Handlungsformen, neue Arten der Gefährdung und anderes verbunden sind. Dann hat sich die gesellschaftliche Lage gewandelt in ihrem sozialen Gefüge, das heute insbesondere die Jugendlichen und Erwachsenen etwas anders als früher in die gesellschaftliche Ordnung einbettet. Am wichtigsten erscheinen mir die Änderungen in einem dritten Bereich: Die Wertvorstellungen und damit auch die Moralordnung als Grundlage unserer Strafrechtsordnung haben sich gewandelt. Ich spreche nicht von einem Verlust von Wertmassstäben, auch nicht von einer Moralordnung, die man über Bord geworfen hat, sondern von einer Veränderung von beidem. Diese Veränderung muss nicht einfach mit einem negativen Kennzeichen verbunden sein; sie kann durchaus auch sehr positive Aspekte haben. Wo liegen diese Unterschiede?

Nach meiner Auffassung einmal darin, dass früher vielleicht stärker als heute bestimmte Verhaltensmuster bestanden, die man beachten musste, die weitergegeben wurden und deren Einhaltung gleichzeitig die massgebende moralische Ordnung beinhaltete.

Heute scheinen mir für diese Strafrechtsreform drei andere Gesichtspunkte fast wichtiger zu sein als übertragene Verhaltensmuster. Den einen hat der Kommissionspräsident zu

Recht in den Vordergrund gestellt. Es ist die Vorstellung der Freiheit und des Selbstbestimmungsrechtes des einzelnen, von dem wir ausgehen, das wir aber auch schützen. Insofern kommt dieser Freiheitsvorstellung hier eine zentrale Rolle zu. Im zweiten Punkt geht es um den Schutz des Menschen, sicher um den besonderen Schutz des Jugendlichen, aber auch des Menschen überhaupt. Der dritte Punkt betrifft den Schutz der massgebenden Wertvorstellungen. Ich will das konkret illustrieren. Es wurde vor kurzem erklärt, der Mensch habe ein Recht auf Pornographie, ja, man könnte noch beifügen: auf Brutalitätsdarstellungen, und zwar deshalb, weil das zur Meinungsäusserungsfreiheit gehöre und man schliesslich den Menschen nicht gegen sich selbst schützen wolle und müsse. Wenn er also solches anschauen wolle, solle man ihm das nicht verbieten. Ich glaube, das geht an etwas ganz Grundlegendem vorbei, nämlich daran, dass unser Strafrecht nicht einfach den Menschen vor anderen und sich selbst schützt, sondern auch die Wertvorstellungen als solche schützt, z. B. den Respekt vor dem Leben und vor der Würde des Menschen. Wenn wir nicht wollen, dass Unmenschliches zum Handelsobjekt gemacht wird, ist das ein Anliegen, das in unserem Strafgesetzbuch seinen Niederschlag finden muss.

Ich würde also diese drei Gesichtspunkte von Freiheit, Schutz des Menschen als solchem und Schutz seiner Wertvorstellungen im Vordergrund sehen. Am besten würde diese Zielsetzung durch eine Totalrevision unseres Strafgesetzbuches erreicht. Dass wir die Revision in Teilen durchführen müssen, ist für mich ein Makel dieser Vorlage, aber – ich sage es sofort – ein unvermeidlicher Makel. Es wäre kaum möglich, dass wir das Ganze in einem Zug durchberaten würden. Schon der Stoff, der uns jetzt vorliegt, hat die Kommission vor eine Reihe von langen Beratungen gestellt, und ich glaube, dass es auch für unsere Plenardiskussion besser ist, wenn wir die Debatte so durchführen können. Es liegt an uns, dafür zu sorgen, dass aus diesen Teilrevisionen ein Ganzes wird.

Wir haben auch zwei Bestimmungen des Allgemeinen Teils in die Revision einbezogen: eine neue Bestimmung im Sinne von Artikel 66bis und eine ergänzende Bestimmung, nämlich jene zu Artikel 44.

Damit sind drei Themenkreise in die Revision einbezogen: Leib und Leben, das Sexualstrafrecht und die Drogendelikte. Mit dem Einbezug von Artikel 44 und seiner Revision haben wir den Bereich der Vorlage C etwas ausgeweitet und damit ein gesellschaftliches Problem aufgegriffen, das sich in unserer Zeit stellt und dem wir besonderes Gewicht beimessen müssen, weil die junge Generation in spezieller Art und Weise davon betroffen ist. Wir werden auch mit einer veränderten Bestimmung von Artikel 44 das Drogenproblem in der Schweiz nicht lösen. Wir wissen das; aber uns damit auseinanderzusetzen und dort einen Beitrag zur Lösung zu leisten, wo wir es können, sollten wir uns nicht entgehen lassen. In diesem Sinne danke ich den Kommissionsmitgliedern, dass sie Verständnis hatten für diese Ausweitung der Thematik von Vorlage C. Ich danke ganz besonders auch dem Justiz- und Polizeidepartement und seiner Vorsteherin für das Verständnis, das sie diesem Anliegen entgegenbrachten, und für die Vorlage, die sie gestützt darauf ergänzend ausgearbeitet haben.

Ich beantrage Ihnen – mit dem besten Dank an all jene, die an der Vorbereitung beteiligt waren –, auf die Vorlage einzutreten.

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr
La séance est levée à 13 h 00*

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision

Code pénal et code pénal militaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1987
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.06.1987 - 08:00
Date	
Data	
Seite	356-359
Page	
Pagina	
Ref. No	20 015 663

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Elfte Sitzung – Onzième séance

Mittwoch, 17. Juni 1987, Vormittag
Mercredi 17 juin 1987, matin

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Dobler

85.047

Strafgesetzbuch
und Militärstrafgesetzbuch. Revision
Code pénal et code pénal militaire.
Révision

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 356 hiervoor – Voir page 356 ci-devant

Cavelty: Wenn man bei der Revisionsvorlage nach einem roten Faden sucht, nach einem Leitgedanken, der alles überstrahlt, so dürfte man etwas Mühe haben, fündig zu werden. Was als Leitidee bleiben wird, ist das Bestreben, einzelne Bestimmungen den heutigen soziaethischen Anschauungen etwas anzupassen, wobei keine besonders markante Veränderungen zu registrieren sind. Bezeichnenderweise dürften denn auch Fragen wie jene des Schutzalters, ob 14, 15 oder 16 Jahre, oder wie jene nach der Höhe der Strafandrohung für verschiedene Delikte am meisten zu reden geben, also Fragen des Masses, nicht so sehr des Prinzips. Die vorstehende Revision ist mithin mehr eine Frage der Feinarbeit, beinahe der Feinmechanik, nicht so sehr eine solche grundsätzlicher Auseinandersetzung oder auch nur eine Frage verschiedener Strafrechtsphilosophien. Ich halte dies ohne kritischen Unterton fest; denn im vorgegebenen Rahmen konnte natürlich kein anderes Ergebnis resultieren.

Offen für mich ist höchstens die Frage, ob eine Revision in diesem eher engen Rahmen überhaupt nötig und dringlich war und ist, dies besonders wenn ich die Anträge des Bundesrates betrachte, denen ich weitgehend kaum einen dringlichen Revisionswert zusprechen kann, zumal sie in den meisten brisanzverdächtigen Punkten vom Bisherigen kaum abweichen, beispielsweise beim Schutzalter, bei der Vergewaltigung in der Ehe usw.

Zum Teil war die Kommission dann etwas reformfreudiger, wobei jedoch selbst die weitgehendsten Anträge am Bisherigen kaum Wesentliches ändern. Hätte man am Anfang, vielleicht schon vor der Expertenkommission, gewusst, wie klein die Neuerungen in der bundesrätlichen Vorlage sein würden, so hätte man die Revision in dieser breiten Form vielleicht unterlassen. Aber die erfolgte breite Auslegeordnung und Diskussion haben auch so ihren Wert, und ich möchte dem Departement dafür danken; denn nicht alles, was ernsthaft geprüft und diskutiert wird, muss notwendigerweise auch geändert werden.

So steht aus meiner Sicht einem Eintreten auf die Vorlage nichts entgegen, nur muss uns bewusst sein, dass wir mit der vorliegenden Revision zur Lösung der grossen Problematik des Strafrechts kaum viel beitragen. So wird man sich zum Beispiel irgendwann einmal ganz allgemein über den Sinn der Freiheitsstrafen Gedanken machen müssen. Ist das Einsperren eines ungefährlichen Täters und seine mehr oder weniger unnütze Beschäftigung in den Vollzugsanstalten wirklich der Weisheit letzter Schluss? Müsste der Gedanke der Wiedergutmachung in einer nützlicheren Form, zum Beispiel durch Leistung berufsspezifischer

Arbeit, nicht mehr gefördert werden? Wenn man davon hört, dass in anderen Ländern der Strafvollzug gar von Privaten in entsprechenden Privatgefängnissen gegen staatliche Entschädigung durchgeführt wird – das soll in Amerika bereits der Fall sein –, so fragt man sich doch ernsthaft nach dem Sinn des Ganzen. Noch grössere Zweifel befallen mich, wenn ich an den Strafvollzug gegenüber Drogendelinquenten denke. Auch hier steht für mich nicht so sehr die Strafbarkeit in erster Linie im Zweifel, sondern mehr die Form der Strafe und deren Vollzug. Frau Meier hat gestern schon auf diese Problematik hingewiesen.

Mit diesen kurzen Hinweisen möchte ich nur sagen, dass wir meines Erachtens noch viele andere und wichtige Probleme im Strafrecht zu lösen haben. Einen Ansatzpunkt im allgemeinen Teil machen wir heute bereits, und ich begrüsse vor allem diesen Teil, wo festgelegt wird, dass man dann, wenn ein Täter durch die Tat schon genug bestraft ist, von einer Strafverfolgung oder Bestrafung Abstand nehmen könne. Diese neue Richtung, dieses In-Diskussion-Stellen grundsätzlicher Fragen begrüsse ich sehr.

Deshalb bitte ich, die heutige Vorlage in bejahendem Sinne zu behandeln, zumal sie doch eine positive Anpassung an die heutigen Empfindungen mit sich bringt. Besonders dann ist sie zu begrüßen, wenn man den etwas progressiveren Anträgen auf der Fahne folgt.

Ich bin für Eintreten und danke für die Vorlage.

M. Meylan: Nous avons déjà eu un débat très bref d'entrée en matière au sein de la commission, et le Conseil fédéral n'a consacré dans son message que deux pages à la partie générale de cette révision. Cela étonne si l'on songe que nous révisons des textes qui ont été conçus, on l'a rappelé hier, à la fin du siècle dernier, élaborés au début de ce siècle et mis en vigueur vers la seconde moitié de ce siècle seulement. Cela prouve une chose en tout cas, c'est que les principes fondamentaux qui ont guidé les auteurs du code pénal ont été confirmés. D'autre part, la brièveté des considérations générales s'explique aussi du fait que, grâce à notre système politique et juridique, les autorités judiciaires ont pu se livrer elles-mêmes aux réformes nécessaires, depuis un demi-siècle, dans l'application du code pénal suisse. On a cité hier la jurisprudence du Tribunal fédéral, et je voudrais rappeler que cette jurisprudence constitue l'échelon suprême et décisif, certes, mais le dernier échelon de toute une série de procédures où toute une série de juges issus de milieux juridiques plus proches de la base ressentent les modifications de mœurs et apportent par leurs jugements des corrections à des textes peut-être un peu dépassés. C'est pourquoi nous avons ce privilège dans notre pays – ce qui n'est pas le cas dans tous les pays – après bientôt 50 ans d'application de devoir revoir une partie importante du code pénal non pas comme une révolution, alors que souvent les mœurs ont subi des révolutions, mais comme une évolution. Comme l'a dit fort justement hier Mme Josi Meier, c'est du réformisme parce que nous avons eu, grâce aux institutions de notre pays, la possibilité de faire des réformes avant même de changer la lettre du code. Il est bon d'attirer l'attention sur cet aspect positif de nos institutions qui ont permis cela.

J'ai dit tout à l'heure que ceux qui, dès la fin du siècle dernier, ont conçu ce code pénal avait été animés par des idées radicales et libérales de l'époque, et ces idées ont été largement confirmées par la suite. Elles ont rallié des milieux qui, à l'époque, leur étaient opposés. En effet, bien plus que les libéraux, la Suisse conservatrice et catholique voyait dans le droit pénal un moyen important de faire prévaloir les valeurs morales. C'est aussi une idée d'une certaine gauche de notre époque, qui pense que c'est grâce à des mesures étatiques que les individus trouveraient le bonheur et que la société bénéficierait de la vie la meilleure. Or, l'expérience nous a montré qu'il ne fallait être ni individualiste à outrance ni croire que c'est l'Etat qui, par des pénalités, pouvait régler tous les défauts des hommes. Nous rejoignons ici une évolution tout à fait caractéristique de notre époque; nous avons en effet dépassé l'individualisme

absolu de la fin du siècle passé, nous avons également dépassé cette croyance en l'Etat souverain et tout puissant qui assurerait le bonheur des gens, et nous en sommes arrivés à cette philosophie qu'on appelle le personnalisme, c'est-à-dire le respect de la personne au sens où l'entend le philosophe français Mounier, la personne humaine qui n'est ni seulement un individu ni seulement un membre de la société parmi d'autres, mais quelque chose de plus, à la fois individu et membre de la société, méritant par là le respect le plus absolu. Il me semble que c'est bien la philosophie qui inspire les dispositions dont nous discutons aujourd'hui. A ce titre, nous pouvons, mes amis et moi, entrer en matière sur ces thèses, qui sont devenues les nôtres il y a déjà plusieurs dizaines d'années et elles le resteront, nous ne reviendrons pas en arrière.

Enfin, dernier point que l'on peut prendre en considération dans un débat d'entrée en matière avant d'entrer dans le détail, c'est cette séparation qui est difficile à comprendre pour bon nombre de nos concitoyens entre le droit pénal et la morale, et c'est notre rôle d'hommes politiques de faire comprendre que si l'on est pour la non-répression de tel ou tel acte jugé contraire à la morale on n'est pas pour autant favorable à cet acte. Si la réforme qui nous est proposée semble relativement moins sévère à l'égard de certains actes que la morale n'admet pas par rapport aux textes existants, cela ne signifie pas que nous faisons preuve de moins de sens moral que les hommes et les femmes qui nous ont précédés dans l'administration de la justice, cela signifie simplement que nous parions davantage sur la responsabilité des personnes. C'est ce que nous devons faire. Si nous continuons dans ce chemin, en matière de droit pénal, nous trouverons la solution au problème évoqué hier, qui n'est pas encore résolu, à savoir la question de l'avortement. Je crois qu'aussi longtemps qu'on n'aura pas compris qu'il faut séparer l'aspect moral de l'aspect pénal, nous serons dans une impasse, nous serons un pays qui n'a pas résolu un problème important. Le jour où nous aurons pu faire comprendre qu'on peut être moralement contre l'avortement sans pour autant le pénaliser, à ce moment-là nous aurons ouvert la voie qui permettra un règlement de cette affaire. C'est dans cet esprit que nous devons poursuivre, c'est dans cet esprit que va la réforme qui nous est proposée.

Bundesrätin Kopp: Vorerst möchte ich mich bei Ihrer Kommission für die sachliche und überaus fruchtbare Zusammenarbeit während der Kommissionsarbeit bedanken. Herr Präsident, es war für mich nicht nur ein Akt der Pflicht und der Höflichkeit, an Ihren Sitzungen teilzunehmen; sie brachten mir durchaus auch einen persönlichen Gewinn und eine persönliche Bereicherung.

Im Rahmen dieser Eintretensdebatte möchte ich aber auch für Ihre Voten bestens danken. Gestatten Sie mir, dass ich nach dem Referat Ihres Kommissionspräsidenten die Vorlage nochmals in groben Zügen umreisse und Ihnen gleichzeitig einen Ueberblick über die verschiedenen Revisions-etappen gebe.

Die heutige Vorlage betrifft die zweite Etappe einer Revisionsstätigkeit, die 1971 im Auftrag meines Departementes von einer Expertenkommission unter dem Vorsitz von Herrn Prof. Hans Schultz in Angriff genommen wurde. Die erste Revisionsetappe galt der Ueberprüfung der Vorschriften über die Abtreibung und die straflose Beendigung der Schwangerschaft. Sie alle wissen, dass mit dem Nichteintretensentscheid Ihres Rates im Jahre 1981 und dem Beschluss des Nationalrates in der diesjährigen Frühjahrssession das Geschäft abgeschlossen wurde. Bereits im Oktober 1982 traten die revidierten Vorschriften über Gewaltverbrechen als dritte Etappe in Kraft. Vor uns liegen noch folgende Revisionsetappen: die vierte und letzte Etappe des Besonderen Teils des Strafgesetzbuches bemüht sich um eine wirksame Bekämpfung der Wirtschaftskriminalität und betrifft vor allem die Vermögens- und Schuldbetriebsdelikte. Mit der entsprechenden Botschaft ist auf Ende nächsten Jahres zu rechnen. Schwerpunkte der Revision bilden zweifellos die Computerdelinquenz, der Check- und Kreditkar-

tenmissbrauch sowie die Geldwäscherei. Aus dieser vierten Etappe ausgegliedert wurde als besondere Gesetzesvorlage die neue Strafbestimmung über Insidergeschäfte; der Nationalrat wollte dieses Geschäft an sich in dieser Session behandeln, kam aber leider aus zeitlichen Gründen nicht dazu, so dass es auf die Herbstsession verschoben werden musste.

Am 19. Juni wird schliesslich eine neue Expertenkommission unter dem Vorsitz von Prof. Lutz Krauskopf, Vizedirektor im Bundesamt für Justiz, den Allgemeinen Teil des StGB, das Jugendstrafrecht und das Dritte Buch einer umfassenden Revision unterziehen. Bei diesen Arbeiten, Herr Cavelti, wird es um Ihr besonderes Anliegen gehen, nämlich den Sinn der Freiheitsstrafe, insbesondere der kurzen Freiheitsstrafe, wie überhaupt die ganze Frage des Vollzugs neu zu überdenken ist. Ich kann Ihnen versichern, dass bereits einige Ansatzpunkte in Richtung der von Ihnen entwickelten Gedanken gehen.

Die rege Revisionsstätigkeit der «Baustelle» StGB mit zahlreichen «Um-» und teilweise auch «Neubauten» in den verschiedensten Stadien ihrer Realisation mag erstaunen, wenn man denkt, dass unser StGB die Jahreszahl 1937 trägt. Doch wurden 1937 lediglich die parlamentarischen Beratungen abgeschlossen. Ihr Präsident hat bereits gestern darauf hingewiesen, dass die Vorarbeiten zu den Entwürfen auf die Jahre 1893 und 1894 zurückgehen. Der Fluss unserer Zeit scheint in eine Stromschnelle geraten zu sein, und in solchen Zeiten werden grundlegende Gesetze wie das StGB in Bewegung gesetzt.

Soviel zu den Revisionen; und nun zur Vorlage Leib, Leben, Sittlichkeit und Familie. Bei dieser Vorlage handelt es sich geradezu um ein Paradebeispiel für notwendige Gesetzesänderungen, drängt sich doch eine Revision auf, und zwar nicht nur wegen gewandelter Ansichten in der Gesellschaft (Stichwort Sexualstrafrecht), sondern auch infolge technischer Neuerungen (Stichwort Brutalität auf Videokassetten). Die Bedürfnisfrage wurde denn auch in der gestrigen und heutigen Eintretensdebatte klar bestätigt; sie ist unbestritten. Um Ihnen eine differenzierte politische Meinungsbildung zu ermöglichen, unterbreiten wir Ihnen die Botschaft in drei getrennten Gesetzesentwürfen: den Entwurf A über die strafbaren Handlungen gegen Leib und Leben und gegen die Familie; den Entwurf B betreffend das Sexualstrafrecht; den Entwurf C betreffend Konsumenten geringer Mengen von Betäubungsmitteln im Militärdienst – mithin eine Aenderung des Militärstrafgesetzes –; ferner eine Ergänzung des bürgerlichen Strafgesetzbuches, nämlich die nachträgliche Umwandlung der Strafe eines verurteilten Rauschgiftsüchtigen in eine Massnahme. Dies wurde aufgrund eines Antrages Ihres Ratskollegen Jagmetti aufgenommen.

Die Gesamtvorlage ist – dies hat auch die Eintretensdebatte bestätigt – ein ausgewogenes Ganzes. Sie zielt darauf ab, die Tatbestände der strafbaren Handlungen gegen Leib und Leben, gegen die Sittlichkeit und gegen die Familie den heutigen kriminalpolitischen Bedürfnissen unserer modernen Gesellschaft anzupassen – mit dem doppelten Ziel, bestimmte Erscheinungen unserer Gesellschaft, die nach einer strafrechtlichen Regelung rufen, in entsprechende Vorschriften zu fassen und veränderten sozioethischen Auffassungen in einer Weise Rechnung zu tragen, die wiederum einer weiten Mehrheit der Bevölkerung erlaubt, sich damit zu identifizieren. Nun einige Bemerkungen zu den einzelnen Gesetzesentwürfen.

Zum Gesetzesentwurf A. Erklärte Ziele der Revision im Gesetzesentwurf A sind: Erfassung von strafrechtsrelevanten neuen Sachverhalten; Neuumschreibung gewisser Tatbestände; Aufhebung wirkungsloser Verbotsnormen. Auffälligste Neuerung in diesem Entwurf stellt eine Bestimmung dar, die künftig eindringliche, grausame Gewaltdarstellungen ohne künstlerischen oder wissenschaftlichen Wert unter Strafe stellen soll. Der Ruf nach einer derartigen Bestimmung wurde in den letzten Jahren immer lauter; ich verweise auf die verschiedenen parlamentarischen Vorstösse. Auch die Öffentlichkeit hat erschreckt zur Kenntnis

genommen, dass infolge der Verbreitung von Videogeräten der Konsum von Kassetten brutalen Inhalts namentlich bei Jugendlichen sehr in Mode gekommen ist. Solche Darstellungen sind nun aber geeignet, beim Betrachter eine verrohende Wirkung hervorzurufen, indem dieser animiert wird, sich selbst zu Gewaltanwendungen gegenüber einem Mitmenschen hinreissen zu lassen oder gegenüber der Anwendung von Gewalt im allgemeinen immer gleichgültiger zu werden.

Der Klassiker «Die Klasse von 1984» mag für gewisse Jugendliche ein «Vorbild» sein. Eltern und Elternvereinigungen haben mich in zunehmendem Masse ersucht, in dieser Revisionsvorlage auch den «Brutalos» den Kampf anzusagen. Sie haben bei mir offene Türen eingerannt; denn Gewalttätigkeit im normalen Alltag gibt es nachgerade genug zu sehen. Darstellungen von grausamen Brutalitäten, die um des blossen Nervenkitzels willen verbreitet werden und jeglicher Rücksicht auf Menschenwürde spotten, verdienen keinen Schutz, es sei denn – so setzt es die vorgeschlagene Bestimmung voraus – sie enthielten einen kulturellen oder wissenschaftlichen Wert. Ihre Kommission und der Bundesrat sind sich einig, dass die bildliche oder schriftliche Propaganda nach einer strafrechtlichen Regelung sucht.

Neben der Teilnahme an einem Raufhandel soll künftig neu auch die Beteiligung an einem Angriff auf eine oder mehrere Personen strafbar sein, wenn dabei ein Angegriffener oder ein Dritter verletzt oder getötet wird. Mit dem neuen Artikel 134 soll eine Lücke geschlossen werden, zumal solche Angriffe von Schlägertrupps auf einzelne Mitmenschen oder zahlenmässig weit unterlegene Personengruppen leider eine recht häufige Zeiterscheinung geworden sind.

Künftig soll nicht nur wie bisher die Abgabe von Alkohol an Kinder strafbar sein, sondern auch die Abgabe anderer gesundheitsgefährdender Stoffe, insbesondere von Betäubungsmitteln. Diese neue Regelung stützt sich auf die leider bis heute gültige Erfahrung, dass je länger, je mehr junge Menschen zu Drogen greifen.

Eine Reihe von Aenderungsvorschlägen verfolgt das bereits erwähnte Ziel, verschiedene in der Praxis zutage getretene Unzulänglichkeiten des geltenden Rechts auszuräumen.

Das gilt insbesondere für jene Bestimmungen, die hilf- und wehrlose Menschen, namentlich Kinder und Jugendliche, noch besser gegen Misshandlungen und Gefährdungen ihrer Gesundheit und ihres Lebens schützen wollen. So schlagen wir Ihnen vor, die vorsätzliche einfache Körperverletzung und die wiederholten Tätlichkeiten an diesen Personen von Amtes wegen zu verfolgen. Das bedeutet eine klare, konsequentere, aber auch ehrlichere Gesetzgebung. Denn das geltende Recht täuscht einen Schutz des Kindes vor Misshandlungen vor, den es schliesslich nicht bietet, zum einen, weil regelmässig gewisse Tatbestandselemente schwer nachweisbar sind, und zum anderen, weil das Antragserfordernis die Anwendung der betreffenden Normen hindert. Es ist doch unlogisch und inkonsequent, im Falle der Misshandlung eines Kindes durch Eltern oder andere Obhutspflichtige das Strafantragsrecht ausgerechnet in die Hände jener zu legen, vor denen das Gesetz das Kind schützen will.

Das gilt aber auch und vor allem für die Neuerungen an den Bestimmungen über die Tötungsdelikte. Es geht dort im wesentlichen um eine bessere Anbindung des Mordtatbestandes an das Schuldprinzip und eine differenziertere Umschreibung des Totschlags.

Der Tatbestand der Vernachlässigung von Unterhalts- und Unterstützungspflichten kann nicht zuletzt dank des neuen Kindesrechtes wesentlich vereinfacht werden.

Schliesslich beantragen wir Ihnen, eine Reihe von Vorschriften aufzuheben, weil sie in der Praxis bedeutungslos geworden sind. Dies gilt insbesondere für die Strafbestimmungen gegen den Ehebruch, das Verlassen einer schwangeren Frau sowie die Unterdrückung und Fälschung des Personenstandes.

Nun einige Worte zum Gesetzesentwurf B, zu den strafbaren Handlungen im Sexualbereich. Es ist unverkennbar, dass

sich unsere heutigen Vorstellungen über die Sexualität geändert haben. Die Einstellung zur Sexualität ist seit der Schaffung des Strafgesetzbuches um manches Tabu «ärmer» geworden. Die Sexualität wird als eine normale Ausdrucksweise des Menschen anerkannt. Eine Anpassung der Gesetzesbestimmungen drängt sich deshalb auf.

Der Entwurf B orientiert sich hierfür an folgenden Leitlinien: Sexuelles Verhalten soll erst strafbar sein, wenn es einen anderen schädigt oder schädigen könnte, der Partner die Tragweite einer solchen Handlung nicht erkennen kann oder jemand davor bewahrt werden soll, sexuelle Darstellungen oder Handlungen gegen seinen Willen wahrnehmen zu müssen. Während nun diese Leitlinien in den Reihen Ihrer Kommission kaum in Frage gestellt wurden, bestehen unterschiedliche Auffassungen darüber, wie sie die betreffenden Rechtsnormen beeinflussen sollen. Dies bestätigen Ihnen schon die in der Fahne enthaltenen Minderheitsanträge.

Um einen solchen kontroversen Punkt geht es beim Schutzalter, also der Frage, von welchem Alter an dem Kind die Fähigkeit zuzubilligen sei, in sexueller Hinsicht verantwortlich zu handeln. Ihre Kommission schlägt Ihnen ein Schutzalter 15 vor, ein Minderheitsantrag hält an der Altersgrenze 16 fest.

Mit Blick auf die heutige Debatte hat der Bundesrat vorgestern den Punkt Schutzalter nochmals einlässlich diskutiert. Unbestritten ist das geschützte Rechtsgut, die ungestörte Entwicklung des Kindes, bis es die notwendige Reife erreicht hat, die es zur verantwortlichen Einwilligung in sexuelle Handlungen befähigt. Unbestritten ist ferner die Beibehaltung einer festen Altersgrenze gegenüber einer willkürlichen Regelung, die auf die Unreife des Kindes im Einzelfall abstellen müsste. Der Bundesrat ist nach wie vor der Meinung, es sei das Schutzalter bei 16 Jahren zu belassen. Er zählt in der Botschaft namentlich die Gründe auf – ich verweise auf die Seiten 57 und 58 –, die für ein Schutzalter von 15 Jahren sprechen. Es sind gute Gründe. Der Bundesrat legt aber auch dar, was ihn zum Entscheid bewegen hat, das Schutzalter bei 16 zu belassen. Ich möchte diese Ausführungen hier nicht wiederholen, sondern lediglich noch einmal darauf hinweisen, dass auch heute noch weite Kreise der Bevölkerung einer Liberalisierung des Schutzalters ablehnend gegenüberstehen.

Um einen weiteren heiklen Punkt geht es beim Vergewaltigungstatbestand. Kommissionsmehrheit und Bundesrat beantragen, die Vergewaltigung in der Ehe nicht in den Tatbestand aufzunehmen. Es liegen dazu indes Minderheitsanträge von Herrn Miville und Frau Meier vor. Ich werde in der Detailberatung darauf zurückkommen, ebenfalls auf den Antrag von Herrn Cavetty.

Weitere Kernpunkte der Revision sind: die Ausnützung einer Abhängigkeit, die sich als Voraussetzung für die Strafbarkeit einer Reihe von Bestimmungen versteht, so bei den geschlechtlichen Handlungen mit Abhängigen, mit Anstaltspfleglingen, Gefangenen und Beschuldigten sowie bei der Förderung der Prostitution.

Das Moment der Strafbarkeit liegt darin, dass diese Personen dazu gebracht werden, in sexuelle Zumutungen oder in die Ausübung der Prostitution einzuwilligen, was sie aus freien Stücken nicht getan hätten.

Die Erzwingung von sexuellen Handlungen unter Anwendung von Gewalt oder Drohung: Erfasst werden neu auch weibliche Opfer von weniger als 16 Jahren, also ohne jede Altersgrenze. Die grausam verübte Tat wird mit einer Mindeststrafe von drei Jahren Zuchthaus bedroht. Strafmildernd sollen sich hingegen gewisse entlastende Umstände auswirken, wie sie allenfalls eintreten mögen, wenn zwischen Täter und Opfer persönliche Beziehungen bestehen.

Schliesslich die Pornographie, die der Bundesrat als Darstellung sexuellen Verhaltens ohne menschliche Bezüge versteht. Die Vorlage unterscheidet zwischen harter und weicher Pornographie. Als harte Pornographie qualifizieren sich Darstellungen, die geschlechtliche Handlungen mit Kindern, Tieren, menschlichen Exkrementen oder Gewalttätigkeiten zum Inhalt haben. Alle übrigen Darstellungen gelten als weiche Pornographie.

Ihre Kommission schlägt Ihnen vor, die harte Pornographie für über 18jährige Personen in beschränktem Rahmen freizugeben, und weicht insofern vom Vorschlag des Bundesrates ab. Ich werde in der Detailberatung auf diesen Punkt zurückkommen.

Schliesslich noch ein Wort zum Gesetzesentwurf C. Im Gesetzesentwurf C ging es ursprünglich ausschliesslich um eine Aenderung des Militärstrafrechtes. Wir schlagen Ihnen eine neue Bestimmung vor, die es dem Truppenkommandanten erlaubt, gegen Konsumenten geringer Mengen von Betäubungsmitteln direkt vorzugehen. Der Konsum geringer Mengen von Betäubungsmitteln ist während der Rekrutenschule nicht selten. Er hat keine Dienstuntauglichkeit zur Folge, denn in der Regel sind diese Konsumenten sozial integriert. Das schliesst jedoch nicht aus, dass der Drogenkonsum auch in kleinen Mengen den betreffenden Wehrmann zu einer Gefahr für sich selbst und die ihn umgebenden Personen werden lässt, insbesondere während Schiessübungen. Den Truppenkommandanten soll ermöglicht werden, disziplinarische Sanktionen zu verhängen. Der Drogenkonsum in geringen Mengen während des Militärdienstes wird deshalb neu strafbar.

Aufgrund eines Antrages von Herrn Jagmetti schlägt Ihnen die Kommission darüber hinaus vor, in diesem Zusammenhang auch den Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches zu ändern. Es geht um die Drogensüchtigen. Nach Artikel 44 StGB kann der Richter im Zeitpunkt der Urteilsfällung entscheiden, ob die Strafe zu vollziehen sei oder ob an die Stelle einer Strafe eine Massnahme im Sinne einer Behandlung zu treten habe. Entscheidet sich der Richter für eine Massnahme, kann nachher immer noch der Wechsel zur Strafe erfolgen. Wenn sich der Richter jedoch für die Strafe entscheidet, ist nachher eine Umwandlung in eine Massnahme nicht mehr möglich. Der Antrag Jagmetti geht dahin, diese nachträgliche Anordnung einer Massnahme zu ermöglichen. Die Kommission schlägt Ihnen deshalb vor, diese Möglichkeit in einem neuen Artikel 44 Ziffer 6 Absatz 2 vorzusehen. Da der Gesetzesentwurf C die Drogenproblematik betrifft, hält es die Kommission für richtig, diese Aenderung des StGB in diesem Teil unterzubringen.

Ich komme zu den Schlussfolgerungen. Die Vorlage versucht, dem Strafrecht den Platz einzuräumen, der ihm gebührt: Dort die Rechtsordnung klar und unmissverständlich zu sichern, wo dies für ein ungestörtes Zusammenleben nötig ist, Zurückhaltung jedoch da zu üben, wo sich diese Ordnung durch andere Mittel, zum Beispiel das Zivilrecht, aufrechterhalten lässt oder wo eine Einmischung des Staates überhaupt nicht wünschenswert ist, weil es ausschliesslich um den privaten Bereich des verantwortungsbewussten Einzelnen geht. Der Bundesrat ist sich bewusst, dass die Vorlage heikle Fragen aufwirft. Sachliche Auseinandersetzungen werden indessen zu fruchtbaren Resultaten führen. In diesem Sinn bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Detailberatung – Discussion par articles

A **Schweizerisches Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetz** **Code pénal suisse. Code pénal militaire**

Titel und Ingress, Ziff. I Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 66bis Randtitel und Abs. 1

Antrag der Kommission

Mehrheit

Randtitel

Verzicht auf Weiterverfolgung und Strafbefreiung

Abs. 1

...., so sieht die jeweils zuständige Behörde

Minderheit

(Arnold, Affolter, Dobler)

Ist der Täter bei Vergehen und Uebertretungen durch die unmittelbaren Folgen seiner Tat körperlich oder seelisch besonders schwer betroffen, so sieht die zuständige Behörde von der Ueberweisung an das Gericht oder der Bestrafung ab.

Antrag Hefti

.... der Bestrafung ab, sofern sich dies auch gegenüber den von der Tat Betroffenen rechtfertigen lässt.

Art. 66bis titre marginal et al. 1

Proposition de la commission

Majorité

Titre marginal

Exemption de poursuite, de renvoi ou de peine

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

(La modification ne concerne que le texte allemand)

Minorité

(Arnold, Affolter, Dobler)

Si l'auteur d'un délit ou d'une contravention a été physiquement ou psychiquement atteint de manière directe et particulièrement grave par les conséquences de son acte, l'autorité compétente renoncera à le renvoyer devant un tribunal ou à lui infliger une peine.

Proposition Hefti

.... à lui infliger une peine, pour autant que cela puisse se justifier également vis-à-vis de la personne touchée.

M. Aubert, rapporteur: Comme cela a été dit à plusieurs reprises lors du débat d'entrée en matière, le projet A, qui vise la partie spéciale du code pénal, contient une disposition de la partie générale. L'explication est simple. La commission d'experts voulait traiter du problème dans les seuls cas d'atteinte à la vie et à l'intégrité corporelle et elle s'est aperçue que la question était beaucoup plus générale. C'est pourquoi la disposition, qui figurait d'abord dans les articles 117 et 125 du code, a été ensuite introduite dans la partie générale.

Le texte a déjà été brièvement commenté lors du débat d'entrée en matière. Je vous rappelle toutefois qu'il s'agit de la situation suivante: une personne commet une infraction et en subit un tel détrimment que les autorités de la justice pénale renonceraient à la poursuivre, à la renvoyer ou à la punir.

Il ne s'agit pas exactement du principe de l'opportunité de la poursuite, tel que nous le connaissons dans certains cantons de la Suisse française, Genève, Neuchâtel et Vaud. Si les conditions de l'article 66bis sont réunies, l'autorité judiciaire doit alors renoncer à la poursuite, au renvoi ou à la peine. Il est vrai que ces conditions sont exprimées en termes suffisamment larges pour que l'autorité judiciaire dispose d'un réel pouvoir d'appréciation. De sorte que nous sommes bien dans un domaine assez proche de celui de la procédure.

Tout à l'heure, M. Arnold développera sa proposition de minorité, ensuite de quoi je demanderai au président de pouvoir répondre.

Arnold, Sprecher der Minderheit: Artikel 66bis ist eine neue Bestimmung im Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches. Bestimmungen des Allgemeinen Teils verdienen wegen ihrer umfassenden Wirkung für das ganze Strafgesetzbuch und alle Nebenstrafgesetze des Bundes besondere Aufmerksamkeit. Ich möchte Sie bitten, den Text dieser neuen

Bestimmung nochmals sorgfältig durchzulesen. Neu ist Artikel 66bis auch von seinem Inhalt und von seiner Idee her. Zwar gab es den Sachverhalt schon immer, dass sich ein Straftäter bei der Begehung der Tat selber schwer verletzte oder dass der fehlbare Autolenker mit seinem Verkehrsunfall den Tod seiner Ehefrau oder seines Kindes verursachte. Wer hätte in solchen Fällen nicht schon den Ausspruch gehört: «Der ist gestraft genug!» Damit meinte man offenbar, eine staatliche Strafe sei in einem solchen Falle nicht mehr nötig.

Es ist nun aber interessant nachzuprüfen, wie sich der Gesetzgeber zu diesem Problem, das es zu allen Zeiten gab, bisher gestellt hat. Das Schweizerische Strafgesetzbuch wird dieses Jahr – es wurde wiederholt, auch von Frau Bundesrätin Kopp vorhin, gesagt – 50 Jahre alt. In all diesen Jahren hat es der Gesetzgeber offenbar nie als notwendig und richtig erachtet, den Straftäter, der sich selber Schaden zufügt, ganz von Strafe zu befreien. Hatte der Gesetzgeber bisher weniger Verständnis für den Täter, weniger Mitleid mit ihm, als wir im Jahre 1987? Das war es wohl nicht, sondern wir alle hatten bisher die Vorstellung, dass jeder, ohne Ausnahme und ohne Wenn und Aber, einer staatlichen Strafe unterstellt sei, wenn er im Zustand der Zurechnungsfähigkeit eine Handlung begangen hatte, die der Gesetzgeber mit Strafe bedroht.

Wohl gibt das Schweizerische Strafgesetzbuch mit seinem weiten Strafrahmen von Busse bis zu mehrjährigem Zuchthaus dem Richter einen grossen Spielraum, die Schwere der Tat, aber auch die besonderen Umstände und die persönlichen Verhältnisse des Täters zu berücksichtigen. Aber den Entscheid darüber, ob überhaupt eine Strafe auszusprechen sei, hat der Gesetzgeber selber getroffen und nicht dem Richter anheimgestellt. Der einzige mir bekannte, geringfügige Einbruch in diesen Grundsatz findet sich in einem Nebenstrafgesetz des Bundes, nämlich in Artikel 100 Absatz 2 des Strassenverkehrsgesetzes, der lautet: «In besonders leichten Fällen kann von der Strafe Umgang genommen werden.» Beachtlich ist hier, dass nur in besonders leichten Fällen von Strafe Umgang zu nehmen sei.

Vergessen Sie nicht: Strafsachen werden nicht bloss von Gerichtshöfen mit drei, fünf oder sieben Richtern, sondern sehr häufig auch von Einzelrichtern, Polizeirichtern, Staatsanwälten, Untersuchungsrichtern – zum Beispiel im Strafverfahren –, ja sogar von Verwaltungsbehörden beurteilt.

Es gab vermutlich noch einen anderen Grund, warum der Gesetzgeber bisher grundsätzlich an der Durchführung des Strafverfahrens in jedem Falle festhielt. Bei vielen Straftaten werden Drittpersonen an Leib und Leben oder am Vermögen geschädigt. Der gestern verteilte Antrag von Herrn Hefti verweist auf diesen Sachverhalt. Die Durchführung des Strafverfahrens, insbesondere des Strafuntersuchs, gibt den Geschädigten erste Unterlagen, dass sie sich wehren können. Ich weiss, dass das Strafverfahren nicht in erster Linie den Zivilgeschädigten, sondern der Durchsetzung des staatlichen Strafanspruches zu dienen hat. Die Wirklichkeit sieht aber anders aus. Wie könnten Private und Versicherungsgesellschaften die Zivilfolgen bei Verkehrsunfällen regeln, wenn sie nicht auf die Polizei- und Untersuchungsakten zurückgreifen könnten? Auf Strafverfahren verzichten, wie es der neue Artikel 66bis in bestimmten Fällen vorsieht, heisst immer auch, den Geschädigten wichtige Unterlagen für die Geltendmachung von Schadenersatzforderungen entziehen und ihre Rechts- und Beweislage verschlechtern. Wenn Artikel 66bis schon im Untersuchungsverfahren zur Anwendung käme, wie es der Bundesrat vorsah, würde beispielsweise beim Einbrecher, der auf dem Fluchtweg vom dritten Stock des Hauses stürzt und sich schwer verletzt, nicht mehr abgeklärt, was er im Haus gestohlen hat. Oder wollen Sie, dass man die Hintergründe nicht mehr weiter abklärt, wenn der Bastler einer Bombe, die offenbar für einen Sprengstoffanschlag bestimmt war, sich beim Manipulieren selber schwer verletzt? Meine Beispiele sollen bewusst anschaulich sein.

Aus diesen Ueberlegungen konnte man dazu neigen, den

neuen Artikel 66bis überhaupt abzulehnen. Die Kommissionsminderheit hat sich aber schliesslich dazu durchgerungen, behutsam einen ersten Schritt in dieses strafrechtliche Neuland zu tun und eine Lösung für den Täter, der sich selber schädigt, in beschränktem Rahmen ins Gesetz aufzunehmen, damit Erfahrungen mit dieser Neuerung gesammelt werden können, bis die vom Bundesrat in Aussicht genommene Totalrevision des Allgemeinen Teiles des Strafgesetzbuches stattfindet.

Wie sieht nun die Lösung der Minderheit aus? Worin unterscheidet sie sich von Bundesrat und Kommissionsmehrheit?

1. Die Kommissionsminderheit will Strafbefreiung nur bei Uebertretungen und Vergehen eintreten lassen, nicht bei der schwersten Art der Delikte, bei den Verbrechen. Bei dieser Lösung kann bereits dem Fall Rechnung getragen werden, wo der Autolenker durch seinen Verkehrsunfall den Tod naher Angehöriger verursacht, weil die fahrlässige Tötung einen Vergehenstatbestand darstellt und nicht ein Verbrechen. Dieser Fall ist also bei der Minderheit der Kommission auch erfasst.

2. Nach Ansicht der Minderheit sollen die schweren Folgen, die den Täter treffen und die zu berücksichtigen wären, Folgen körperlicher oder seelischer Art sein. Blosser Vermögensschaden, bloss wirtschaftliche Folgen sollen nicht genügen.

3. Nach Bundesrat und Kommissionsmehrheit müssen die Untersuchungs- und Straforgane eine schwierige Abwägung vornehmen. Sie müssen nämlich prüfen, «ob die Strafe im Verhältnis zu den schweren Folgen unangemessen wäre». Das bedeutet offenbar, dass die Schwere der Tat und des Verschuldens einerseits zu den schweren Folgen und zur schweren Schädigung des Täters andererseits in Vergleich zu setzen sind.

Die Kommissionsminderheit möchte den Behörden dieses schwierige Abwägen ersparen. Sie führt ein objektives Kriterium ein; die Strafbefreiung soll eintreten, wenn die Folgen körperlicher und seelischer Art für den Täter besonders schwer sind.

4. Eine Frage, die die Kommission stark beschäftigte, war: Wer soll zuständig sein, um die Strafbefreiung anzuordnen? Diese Frage wird von der Kommissionsminderheit so entschieden, dass dieser Entscheid entweder von der Ueberweisungsinstanz oder von der Strafinstanz zu fällen sei. Was heisst das? Ueberweisungsbehörden sind in der Regel besondere Behörden oder Staatsanwälte; sie sind für den weiteren Gang des Strafverfahrens verantwortlich und sollen bereits über diese Fragen entscheiden können. Die Minderheit sieht ferner vor, dass in jedem Fall auch die Strafinstanz, die den Fall materiell beurteilt, diesen Entscheid treffen können soll. Wer in der Sache selber zuständig ist, soll auch für diesen Vorentscheid zuständig sein.

Nach Meinung der Minderheit – und hier deckt sie sich mit der Kommissionsmehrheit – soll dieser schwierige Entscheid nicht schon auf der Stufe der Polizeiorgane oder der Untersuchungsbehörden getroffen werden. Mit diesen Einschränkungen stimmt die Kommissionsminderheit dem Grundsatz des Artikels 66bis zu.

Affolter: Ich bin nicht zufällig Sympathisant der Anhänger dieses Antrags, sondern ich möchte Sie angelegentlich bitten, dem Antrag der Minderheit zu folgen; ich bedaure, dass sich in der Kommission keine Mehrheit dafür finden liess. Für mich bedeutet diese Ergänzung des Allgemeinen Teiles des Strafgesetzbuches, der ja sonst nicht tangiert ist, einen bedeutenden Einbruch in bewährte Prinzipien der schweizerischen Strafrechtspflege, eine Aenderung, die nach meiner Meinung in der grundsätzlichen Tragweite bedeutend über das Meiste hinausgeht, was wir nachher noch zu beraten haben. Ich stehe unter dem Eindruck, dass diese grundsätzliche Tragweite in den Vorberatungen zum Teil verkannt, zum Teil vielleicht auch bagatellisiert worden ist. Für mich, aber auch für viele Strafrechtsspezialisten, insbesondere solche, die einmal richterliche Tätigkeiten ausgeübt haben,

steht ausser Frage, dass mit dem neuen Artikel 66bis eine Hinwendung zu dem gemacht wird, was wir als Opportunitätsprinzip bezeichnen, und dass auch die Strafprozesshöhe vieler Kantone durch diese Bestimmung erheblich tangiert wird. Das kam im übrigen auch in den Vernehmlassungen zum Ausdruck.

Ich möchte nicht wiederholen, was Herr Arnold Ihnen dargelegt hat. Ich möchte mich nur zu dem äussern, was mich an dieser Neuerung gemäss bundesrätlichem Vorschlag am meisten stört und was auch der Antrag der Minderheit korrigieren möchte, nämlich die Ausdehnung der Möglichkeiten zur Strafbefreiung auf die schweren Straftatbestände, auf die Verbrechen.

Die neue Bestimmung – das kann jeder nachlesen – stellt ohne Zweifel eine klare Abkehr von bewährten bisherigen bundesgerichtlichen Rechtsauffassungen dar. Das Bundesgericht hat bis jetzt die Anwendung des Opportunitätsprinzips für schwerere Delikte immer konsequent abgelehnt, weil dieses – wie es sagt – das Gebot der Rechtssicherheit und der Rechtsgleichheit verletze. Im neuesten Entscheid, der massgebend ist (BGE 109, IV. 49), gibt das Bundesgericht jenen Autoren Recht, die verlangen, dass aus Gründen der Rechtssicherheit eine genaue Fixierung der Ausnahmen vom Verfolgungszwang zu verlangen sei und dass je schwerer die Tat, desto stärker das Legalitätsprinzip gelten müsse. Von solchen Ueberlegungen ist in diesen neuen Artikel 66bis nichts eingeflossen. Ich lasse auch den Einwand nicht gelten, Verbrechen könnten nicht ausgeschlossen werden, weil die Verbrechenqualifizierung von der angedrohten Höchststrafe abhängt und auch geringfügigere Delikte darunter fallen könnten, oder denjenigen, bei der kommenden Revision des Allgemeinen Teils des Strafrechtes werde die Unterscheidung Uebertretungen, Vergehen, Verbrechen ohnehin obsolet. Für mich ist die Vorstellung unter allen Titeln stossend, dass – ich nenne jetzt auch ein Beispiel – ein junger, der Hochschule knapp entwachsener Untersuchungsrichter – solche gibt es heute viele – darüber zu befinden hat, ob beispielsweise ein Raubmörder durch die unmittelbaren Folgen seiner Tat so schwer betroffen sei, dass eine Strafe unangemessen wäre, und dass dieser Untersuchungsrichter in der Folge aus eigener Kompetenz von der Strafverfolgung absehen kann. Da spielen so viele Dinge hinein, wie Verschulden, Ergreifung der Täterpersönlichkeit, allfällige Interessen des Opfers usw., die zumindest bei Kapitalverbrechen ganz eindeutig in die Hände des Richters gehören. Bei schweren Delikten besteht ja überall auch noch die Einrichtung der Begnadigung, die solchen Grenzfällen unter Umständen gerecht werden kann.

Wollte man also damit die Untersuchungs- und Ueberweisungsbehörde betrauen, müssten zum Teil ganz neue Rechtsmittelsysteme in den Kantonen aufgebaut werden. Es müsste z. B. möglich gemacht werden, dass vom Beschuldigten ein gerichtliches Urteil erwirkt, provoziert werden kann, weil ja auch der Täter einen Anspruch auf Freispruch hat. Es müsste dem Staatsanwalt auch die Möglichkeit eingeräumt werden, den staatlichen Strafanspruch durchzusetzen.

Ich glaube, alle diese Dinge wurden eigentlich zu wenig durchdacht und werden den Kantonen bei der Einführung noch ganz schwere Sorgen bereiten.

Der Antrag der Minderheit nimmt vielen dieser Probleme die Schärfe. Herr Arnold hat mit Recht gesagt, dieser Antrag sei ein Einstieg, eine Stufe zu einem durchaus vertretbaren Gedanken, der im Strafrecht verwirklicht werden soll. Der Antrag der Minderheit bedeutet aber vor allem nicht einen derart schweren Einbruch in das Legalitätsprinzip.

Ich möchte mich hier nicht weiter zu den andern Vorzügen äussern, wie z. B. Ausschluss des wirtschaftlichen Schadens usw., sondern Sie wirklich sehr bitten, der Kompromissformel der Minderheit der Kommission zuzustimmen.

Cavelty: Ich möchte den Mehrheitsantrag verteidigen. Ich habe schon beim Eintreten betont, dass die Einführung dieses Artikels 66bis der eigentliche Fortschritt in der heutigen Revision sei. Wir kommen endlich von einem reinen

Gefängnisgedanken weg und gehen mehr in Richtung Wiedergutmachung, Resozialisierung, Besserung des Täters, und das geschieht meistens nicht durch Gefängnis.

Im hier vorliegenden Fall geht es doch darum, dass der Täter durch seine Tat selbst dermassen schwer bestraft ist, dass Besserung und Resozialisierung schon deshalb zu erwarten sind. Warum soll man ihn dann noch ins Gefängnis stecken? Das ist mein erster Grund für die Unterstützung der Mehrheit.

Ein zweiter Grund: Die Minderheit will eine Unterscheidung zwischen Verbrechen und den übrigen Straftatbeständen einführen. Diese Unterscheidung ist schon heute nur auf dem Papier vorhanden. Heute schon gibt es im Strafvollzug zwischen Zuchthaus oder Gefängnis praktisch keinen Unterschied. Diese Unterscheidung wird in der neuen Revision, die bereits im Gang ist, auch theoretisch ausgemerzt. Die nächste Revision wird nicht mehr von Verbrechen und Vergehen sprechen. Die Minderheit führt hier somit etwas ein, was nächstens nicht mehr praktikabel sein wird.

Was ist eigentlich ein Verbrechen? Verbrechen ist eine Tat, die gemäss Artikel 9 Strafgesetzbuch mit Zuchthaus als Höchststrafe bedroht ist. Es geht nicht um die konkrete Bestrafung, sondern nur um die theoretische Strafandrohung. Es kann sich darunter ein in der Praxis relativ kleiner Fall verstecken, der wegen der hohen Strafandrohung in der Theorie in die Kategorie des Verbrechens fällt. Hier wurden Beispiele mit Bombenlegern gebracht. Ich verstehe, dass die Minderheit, um ihren Antrag zu begründen, derart drastische Beispiele wählt. Es gibt aber auch ganz harmlose Beispiele, die mehr für die Mehrheit sprechen. Ich denke an die vorsätzliche, schwere Körperverletzung, bei der Zuchthaus angedroht wird. Darunter kann man sich etwas Gewaltiges, Schlimmes vorstellen. Es kann aber auch ganz anders sein. Sie wissen, beim Begriff «vorsätzlich» gibt es eine Unterscheidung zwischen «absichtlich» und «eventualvorsätzlich». Die Grenze zwischen «eventualvorsätzlich» und «fahrlässig» ist dermassen subtil, dass man sie kaum ziehen kann. Wenn jemand die Folgen hätte kennen müssen, sie aber nicht gekannt hat, dann ist er schon wegen «eventualvorsätzlich» strafbar. Ich denke zum Beispiel an einen Fall, in dem jemand mit einem defekten Fahrzeug fährt. Er hätte bei Prüfung dieses Fahrzeuges erkennen müssen, dass die Bremsen nicht in Ordnung waren. Aber er hat es nicht geprüft und den Fehler nicht erkannt. Nun passiert ein schweres Unglück mit diesem Fahrzeug mit schwerer Körperverletzung, Tötung oder schwerer Verletzung eines Angehörigen des Schuldigen. Da könnte man nach dem Antrag der Minderheit, so wie ich ihn verstehe, von diesem Artikel 66bis nicht Gebrauch machen, obwohl dieser Artikel 66bis gerade für so einen Fall unbedingt Anwendung finden müsste. Das ist nun vielleicht auch ein gesuchter Fall, um unsere Ansicht zu unterstützen. Aber immerhin sehen Sie daraus, dass die von der Mehrheit vorgeschlagene Lösung vernünftig ist. Es ist auch nicht so, dass man jetzt von Artikel 66bis in jedem Fall obligatorisch Anwendung machen müsste. Es ist eine Vorschrift, die dann angewendet werden kann und soll, wenn der konkrete Fall dies gebietet. Soviel Vertrauen muss man dem Richter, aber auch den Strafbehörden entgegenbringen. Schliesslich und endlich sollten wir vom Gedanken loskommen, dass das Strafrecht in erster Linie dafür da sei, um den Täter zu bestrafen und ins Gefängnis zu werfen. Rehabilitation, Resozialisierung und Besserung stehen im Vordergrund.

Jagmetti: Herr Affolter hat uns dargelegt, dass die Lösung nach Artikel 66bis, wie sie die Kommissionsmehrheit vorschlägt, der bisherigen Praxis des Bundesgerichts widerspricht. Wenn wir aber gesetzgeberisch tätig sind, geschieht dies, um eine neue Ordnung herbeizuführen, die durch eine blosser Präzisierung oder Fortentwicklung des Rechts, durch die Rechtsprechung gar nicht zu realisieren ist. Mich stört es nicht, dass wir gesetzgeberisch Neuland beschreiten. Das ist unser Auftrag, der weiter über das hinausgeht, was die reine Rechtsanwendung durch die Gerichte darstellt. In diesem Sinne sehe ich kein Hindernis, die Frage so an die Hand zu

nehmen, wie es die Kommissionsmehrheit mit dem Bundesrat vorschlägt.

Die Frage ist eher die, ob sich das mit den allgemeinen Grundsätzen unserer Rechtsordnung, mit den Grundgedanken unseres Strafrechtes, rechtfertigen lässt. Da bitte ich nun doch, die konkrete Auswirkung der beiden Vorschläge von Mehrheit und Minderheit miteinander zu vergleichen. Herr Cavelti hat mir schon einiges vorweggenommen. Ich gestatte mir, es mit einem ganz konkreten Beispiel zu illustrieren.

Nehmen wir einen Mann an, der auf die Idee kommt, er wolle einen Diebstahl begehen, um eine Kasse mitlaufen zu lassen. Zu diesem Zweck steigt er in ein Haus ein, indem er über die Fassade und das Fenster den Raum betritt. Er sucht die Kasse, findet sie nicht, verlässt das Haus wieder via Fenster und Fassade, stürzt, wird schwer verletzt und als Paraplegiker dauernd invalid. Was hat er gemacht? Er hat den vollendeten Versuch eines Diebstahls begangen. Diebstahl ist nach Artikel 137 Strafgesetzbuch Verbrechen, weil eine Zuchthausstrafe angedroht ist, neben der Gefängnisstrafe. Es kommt ja auf die Höchststrafe an, wie Herr Cavelti gesagt hat. Nach Artikel 9 Absatz 1 Strafgesetzbuch handelt es sich um ein Verbrechen. Der Mann wird milder bestraft nach Artikel 22 Strafgesetzbuch, weil er ja nur einen Versuch begangen hat, aber am Verbrechen ändert das an sich nichts. Mit anderen Worten, die Bestimmung, wie sie die Kommissionsminderheit vorschlägt, wäre auf den Mann nicht anwendbar, diejenige der Kommissionsmehrheit hingegen schon. Nun frage ich Sie: Ist denn das wirklich die Meinung? Soll denn einer, der eine Tat begangen hat, die nicht schwerer wiegt als die vorliegende, die wohl ihr Gewicht hat, der aber diese ganz schwere Beeinträchtigung des Täters gegenüber steht, von der Anwendung dieser Bestimmung ausgeschlossen sein? Ich meine, dass wir mit den allgemeinen Grundsätzen unserer Rechtsordnung nicht in Konflikt geraten, wenn wir solche Sachverhalte einbeziehen. Das ermöglicht die Bestimmung von Artikel 66bis. Die Kommission hat – da darf ich darauf hinweisen – den Absatz 3 beigefügt, um deutlich zu machen, dass es nicht Aufgabe etwa einer Polizeistelle wäre, den Entscheid zu treffen, sondern dass dieser Entscheid durch die Organe der Strafrechtspflege, also mindestens durch einen unabhängigen Untersuchungsrichter getroffen werden muss, mit den entsprechenden Rechtsmitteln, die auch dort zur Verfügung stehen. Damit meine ich, dass wir getrost dem Mehrheitsentscheid folgen können. Er schafft keine unverhältnismässigen Privilegierungen, sondern führt das ein, was dem Grundgedanken entspricht. Dort, wo sich eine totale Disproportion zwischen Strafrecht und Lage des Täters ergibt, weil der Täter in der Folge seiner Tat sehr stark beeinträchtigt ist, soll nicht das ganze Strafverfahren durchgeführt werden, sondern ein unabhängiges Organ der Strafrechtspflege soll einen entsprechenden Entscheid treffen können, wie wir das vorschlagen.

Ich bitte Sie, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

M. Aubert, rapporteur: La proposition de minorité Arnold a comme particularité qu'elle contient au moins trois différences par rapport au texte du Conseil fédéral et de la majorité de la commission. Une première différence quant à l'infraction, une deuxième, quant aux conséquences et une troisième, quant aux organes de la justice pénale.

En ce qui concerne la première différence, la majorité ne distingue pas selon les types d'infraction. M. Arnold, soutenu par M. Affolter, entend limiter l'article 66bis aux contraventions et aux délits, à l'exception des crimes.

Quant aux conséquences, M. Arnold ne prévoit que celles sur la personne même de l'auteur, physiques ou psychiques et non pas celles sur ses biens.

Quant à l'organe de la justice pénale, M. Arnold, soutenu par M. Affolter, désire exclure les autorités de poursuite, pour ne viser que les autorités de renvoi et les autorités de jugement. Il est évidemment assez difficile, ensuite, de procéder à une seule décision. Il y aurait lieu d'en prendre trois, dans un cas

semblable. Mais notre procédure est telle que nous voterons en bloc, pour choisir entre la majorité et la minorité.

Je voudrais très brièvement, parce que cela a déjà été fait avec beaucoup de talent par MM. Cavelti et Jagmetti, donner les raisons pour lesquelles la majorité de la commission tient au texte du Conseil fédéral et rejette celui de la minorité.

Il y a d'abord la différence entre contravention et délit, d'une part, crime d'autre part, différence qui est assez artificielle. M. Cavelti l'a démontré tout à l'heure. Notre code pénal ne distingue pas très clairement, en ce qui concerne l'exécution des peines, entre le crime et le délit. On peut, d'ailleurs, se demander si les vues de 1937 sont encore celles d'aujourd'hui. Par exemple, un vol est un crime, un abus de confiance est un délit. Or, un abus de confiance est peut-être aussi grave qu'un crime.

Venons-en aux exemples. M. Cavelti m'a enlevé celui de l'article 122; je ne peux donc pas l'utiliser. M. Jagmetti m'a enlevé celui de l'article 137; je ne peux pas non plus l'utiliser. Mais il y a encore les articles 113 et 115. Pour l'article 113, imaginez un père de famille qui nettoie son mousqueton et, par malheur – les mousquetons sont toujours chargés lorsqu'on les nettoie, c'est connu – le coup part, son fils est abattu et meurt. C'est un homicide par négligence (article 117), c'est un délit. MM. Arnold et Affolter nous disent: «c'est évident, les conséquences sont graves, nous ne punissons pas». Je prends maintenant le même exemple en combinant un peu. C'est un peu romantique, mais cela peut se produire. Un homme surprend sa femme avec un amant, ou une femme surprend son mari avec une maîtresse, ils tirent, ils manquent, mais abattent l'enfant qui était dans la chambre. A ce moment-là, que se passe-t-il? Avoir tué l'enfant est de toute façon un homicide par négligence. Par conséquent, l'éponge sera passée. Mais vouloir commettre un meurtre par passion est un crime. Selon la version de MM. Arnold et Affolter, on doit punir.

Pour l'article 115, prenez le cas de deux désespérées, une mère et son enfant, qui envisagent le suicide, qui l'organisent et qui l'opèrent. Seule la fille meurt, pas la mère. C'est un crime et, à ce moment-là, vous voulez que cette femme, qui a vu mourir sa fille, aille encore répondre devant une autorité de poursuite, devant une autorité de renvoi et devant une autorité de jugement.

C'est trop artificiel de vouloir distinguer entre le crime et le délit. Je vous invite à suivre sur ce point la version de la majorité de la commission.

Quant aux conséquences, dans la plupart des cas, ce sont les conséquences personnelles qui sont visées, soit le mal qu'on se fait à soi-même en tombant d'une façade, ou bien la destruction de la vie privée parce qu'on a atteint son conjoint ou son enfant. Mais on peut aussi imaginer des hypothèses où on se ruine entièrement, par exemple par un incendie qui dévaste la ferme familiale. Il n'y a pas eu d'atteinte à la personne, mais aux biens. Je trouve que cela aussi doit être considéré.

Enfin, que l'autorité doit être judiciaire, nous sommes tous d'accord. M. Jagmetti a bien voulu nous proposer un alinéa 3 qui le dit clairement. L'autorité de renvoi, l'autorité de jugement, nous sommes d'accord. Mais l'autorité de poursuite, là vous n'êtes pas d'accord. J'aimerais tout de même vous dire ceci: Prenez l'exemple de l'hémiplégique que proposait tout à l'heure M. Jagmetti. Ce voleur manqué qui s'est brisé la colonne vertébrale en tombant de la façade est dans une chaise roulante. Et vous voulez qu'il aille devant l'autorité d'instruction, parce qu'elle n'aurait pas le pouvoir de mettre un terme à cette procédure extrêmement pénible. Je comprends très bien ce que dit M. Affolter, que parfois les juges d'instruction sont embarrassés. Vous parlez de juristes frais émoulus. N'oubliez pas la manière dont l'article 66bis est rédigé. Il est dit «au point qu'une peine serait inappropriée». Si décidément l'autorité de poursuite hésite et se dit «je ne vais pas suspendre la poursuite, allons plus loin, peut-être que le Ministère public ou la Chambre d'accusation ou l'autorité de jugement en décidera autrement que moi», rien ne l'empêche de continuer. Quand on est dans un

cas clair, limpide, comme l'hypothèse de l'infirme en chaise roulante, j'estime que déjà l'autorité de poursuite doit pouvoir mettre un terme à la procédure.

Pour toutes ces raisons, en ce qui concerne l'infraction, les conséquences, l'autorité compétente, je trouve le texte de la majorité préférable à celui de la minorité. Je vous invite donc à suivre la majorité et à refuser la version de la minorité.

Bundesrätin Kopp: Ich kann mich den grundsätzlichen Ueberlegungen, wie sie Herr Cavelti, Herr Jagmetti und jetzt der Kommissionspräsident dargestellt haben, voll anschliessen. Ich bin insbesondere davon überzeugt, dass mit diesem neuen Artikel 66bis in keiner Art und Weise von den Grundgedanken unserer Rechtsordnung abgewichen wird, wie dies insbesondere Herr Affolter befürchtet.

Der Minderheitsantrag der Herren Arnold, Affolter und Dobler möchte zunächst einmal die Verbrechen aus dieser Bestimmung ausklammern. Dazu ist zu sagen, dass eine Tat in die Kategorie «Verbrechen» fällt, wenn sie mit Zuchthaus als Höchststrafe bedroht ist. Sie wissen aber, dass unser StGB bei sehr vielen Tatbeständen einen weiten Strafrahmen vorsieht, nämlich Zuchthaus oder Gefängnis. Es wäre deshalb ungerecht, wenn wir lediglich auf das Kriterium der Strafandrohung abstellen würden. Dazu kommt, dass vorgesehen ist, im künftigen Recht nicht mehr zwischen Zuchthaus- und Gefängnisstrafen zu unterscheiden, sondern zu einer Einheitsstrafe überzugehen, wo diese Unterscheidung zwischen Verbrechen und Vergehen ohnehin dahinfallen würde.

Wir haben – das sage ich ganz speziell zu den Herren Arnold und Affolter – in unserer Botschaft klar ausgeführt, dass der nach Artikel 66bis zu treffende Entscheid wesentlich von der Schwere und der Strafwürdigkeit der Tat und damit vom Verschulden des Täters abhängt. Die Beispiele des Raubmörders oder desjenigen, der eine Bombe bastelt, die von den beiden Herren zitiert wurden, sind nun gerade klassische Fälle, die wegen der Schwere des Verschuldens nicht unter diesen Artikel 66bis fallen würden.

Weiter unterscheidet sich der Minderheitsantrag auch dadurch, dass er die vermögensrechtlichen Folgen ausschliessen möchte. Das ist der zweite Unterscheidungspunkt zum Mehrheitsantrag. Mir scheint aber, dass auch diese Einschränkung abzulehnen sei; denn ein vermögensrechtlicher Schaden vermag jemanden genauso schwer zu treffen. Ich denke beispielsweise an einen ungeheuren Vermögensschaden infolge einer fahrlässigen Brandstiftung, die durch das Auflöten einer Wasserleitung ausgelöst wird und damit endet, dass das gesamte Heimwesen in Schutt und Asche aufgeht. Muss nun tatsächlich hier der Strafrichter auch noch wegen fahrlässiger Brandstiftung einschreiten? Mir scheint, dass diese Frage zu verneinen ist.

Schliesslich – das ist der dritte Unterschied – will der Minderheitsantrag nur noch der Ueberweisungsbehörde und dem Gericht die Befugnis zur Strafbefreiung einräumen. Auch hier scheint es mir nicht richtig zu sein, die Strafverfolgungsbehörden auszuklammern, denn wir dürfen doch davon ausgehen, dass Untersuchungsrichter und Staatsanwaltschaft nicht leichtfertig von einer Strafverfolgung absehen. Sie werden sicher in Zweifelsfällen den Entscheid darüber dem urteilenden Richter überlassen.

Aus all diesen Ueberlegungen bitte ich Sie, den Antrag der Minderheit abzulehnen und dem Antrag von Bundesrat und Ihrer Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

Präsident: Wir bereinigen Artikel 66bis Absatz 1. Wir haben den Antrag der Mehrheit, unterstützt durch den Bundesrat. Wir haben den Antrag der Minderheit, und wir haben einen Antrag unseres Kollegen Hefti.

Dieser Antrag von Herrn Hefti qualifiziert sich als Zusatz in bezug auf beide Fassungen. Wir sollten daher zuerst den Antrag Hefti bereinigen.

M. Aubert, rapporteur: La proposition de M. Hefti s'applique aussi bien à la version de la minorité qu'à celle de la majorité.

L'auteur n'est pas là pour défendre sa proposition, mais il ne peut pas attendre des membres de la commission qu'ils s'empressent de la soutenir eux-mêmes.

Sur le fond, je crois d'abord que certains éléments de l'idée de M. Hefti sont pris en considération dans la notion de la peine «inappropriée». Je crois aussi qu'il y a, dans l'idée de M. Hefti, un certain désir de vengeance: il faut envoyer une personne en prison si la victime de l'infraction le souhaite ou paraît en avoir besoin. Pour ces deux raisons, sans avoir consulté mes collègues puisque cette proposition est venue hier après-midi, je vous engage personnellement à la rejeter.

Präsident: Herr Hefti musste sich leider verabschieden und kann deshalb seinen Antrag nicht begründen. Er hält jedoch daran fest, und er ist auch damit einverstanden, dass wir ihn als Zusatz zu beiden Anträgen betrachten.

Arnold: Ich habe keinen Auftrag, für den Antrag von Herrn Hefti zu sprechen. Ich mache Sie nur darauf aufmerksam, dass Herr Hefti unabhängig von mir, etwas aufgegriffen hat, was ich vorher bei der Begründung des Minderheitsantrages darlegte. Vergessen Sie auch im Strafrecht den Geschädigten nicht!

Was macht der Geschädigte, wenn die Strafverfolgungen einfach eingestellt werden? Ich mache Sie jetzt schon darauf aufmerksam, dass Sie im Verlauf der Beratungen zu einer Bestimmung kommen, wo Sie, wenn Sie der Mehrheit folgen, genau meinem Anliegen Rechnung tragen – dort auch vertreten durch Herrn Cavelti. Ich meine die «fahrlässige Körperverletzung». Dort hat die Kommission abweichend vom Bundesrat beschlossen, dass die fahrlässige Körperverletzung mit schweren Folgen nicht ein Antragsdelikt werden soll, sondern ein Officialdelikt. Warum? Lesen Sie die Protokolle nach: mit Rücksicht auf die Verletzten, auf die Geschädigten. Dort hat man dem Anliegen der Geschädigten sehr weitgehend Rechnung getragen.

Jagmetti: Der Antrag Hefti ist als Antrag zur Mehrheit oder zur Minderheit gemeint. Meines Erachtens hat er aber in beiden Fällen doch einen unterschiedlichen Wert. Wenn Sie nämlich den Text der Mehrheit mit jenem der Minderheit vergleichen, so stellen Sie fest, dass im Text der Mehrheit, das heisst auch im bundesrätlichen Text, die Rede davon ist, dass die Strafe unangemessen wäre. Der Mehrheitstext enthält damit ein Abwägungselement, das Sie im Text der Minderheit nicht im gleichen Masse finden.

Die Idee von Herrn Hefti ist im Mehrheitstext an und für sich untergebracht, weil nämlich die Idee der Abwägung dort zum Ausdruck kommt. Deshalb müsste man, wenn man dem Text von Herrn Hefti zustimmen will, ihm vor allem beim Minderheitsantrag Gewicht geben. Folgen Sie dem Mehrheitsantrag, so ist die Idee der Abwägung so oder anders enthalten.

M. Aubert, rapporteur: En réponse à M. Arnold, je voudrais encore ajouter ceci. La victime garde toutes ses créances de droit civil, y compris les créances de satisfaction pour tort moral.

Bundesrätin Kopp: Gestatten Sie mir nach Ihren Voten nur noch eine kurze Bemerkung. Nach der Vorlage des Bundesrates hängt der Entscheid über die Angemessenheit der Strafe vom Verschulden des Täters ab und nicht von der Konsequenz, die die Tat für das Opfer gehabt hat. Ich bin mit Herrn Arnold der Meinung, dass die Situation des Opfers in unserer Rechtsordnung angemessen mitberücksichtigt werden muss. Ich darf Sie darauf aufmerksam machen, dass in meinem Departement jetzt an der Botschaft zu einem Opferhilfegesetz gearbeitet wird. Der Entwurf kam in diesen Tagen auf meinen Tisch. Dort wird dieser Frage nachzugehen sein, aber auch ganz besonders im Allgemeinen Teil. Herr Cavelti hat in seinem Eintretensvotum darauf hingewiesen, dass es in Zukunft bei der Neuordnung der Strafen auch darum gehen könnte, eine Wiedergutmachung mit dem Opfer anzustreben. Dort, im Allgemeinen Teil, sowie

beim Opferhilfegesetz wird es darum gehen müssen, die Stellung des Opfers zu verbessern, aber nicht im Zusammenhang mit Artikel 66bis, weil hier auf das Verschulden des Täters abgestellt wird.
Aus diesen Gründen bitte ich Sie, den Antrag von Herrn Hefti abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Hefti 7 Stimmen
Dagegen 25 Stimmen

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit 7 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit 29 Stimmen

Art. 66bis Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 66bis al. 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 66bis Abs. 3

Antrag der Kommission

Als zuständige Behörden bezeichnen die Kantone Organe der Strafrechtspflege.

Art. 66bis al. 3

Proposition de la commission

Les cantons désignent comme autorités compétentes des organes chargés de l'administration de la justice pénale.

M. Aubert, rapporteur: Je ferai une remarque d'ordre rédactionnel pour la langue française, que j'avais déjà faite en commission mais qui n'a pas été portée sur le dépliant. L'alinéa 3 doit être lu ainsi: «Par autorité compétente, il faut entendre un organe chargé de l'administration de la justice pénale». Cela ne concerne que le texte français. Cette utile précision est due, je le rappelle, à M. Jagmetti.

Angenommen – Adopté

Art. 112

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
(Die Aenderung betrifft nur den französischen Text)

Art. 112

Proposition de la commission

.... sa façon d'agir est particulièrement odieux, il sera puni

Angenommen – Adopté

Art. 113, 114, 116, 122

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 113, 114, 116, 122

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 123

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. Aubert, rapporteur: A l'article 123 ainsi qu'à l'article 126, le Conseil fédéral, suivi par la commission, propose de transformer certaines infractions, qui jusqu'alors n'étaient poursuivies que sur plainte, en infractions poursuivies d'office. Il s'agit en particulier de la protection des enfants contre des lésions corporelles simples ou des voies de fait répétées.

A cette occasion, nous avons eu des représentations de la part de médecins pédiatres. Mme Kopp en a déjà parlé dans le débat d'entrée en matière. Les pédiatres craignent qu'en introduisant la poursuite d'office à l'encontre d'un certain nombre d'infractions commises au détriment d'enfants, d'enfants maltraités, le traitement médical qui est prodigué à l'enfant lui-même, ainsi qu'à ses parents qui l'ont maltraité, pourrait être compromis. Ils sont inquiets et nous avons cherché à les rassurer. J'ai rencontré l'un des membres éminents de l'association des médecins pédiatres. L'Office fédéral de la justice a préparé une réponse circonstanciée. Je souhaite dire encore quelques mots ici pour dissiper un malentendu.

Tout d'abord, j'aimerais faire observer que l'article 123, comme l'article 126, ne vaut pas seulement pour les enfants, mais aussi pour des personnes âgées. Il faut toujours considérer ces textes comme protégeant des personnes dignes de l'être, qu'elles soient jeunes ou qu'elles soient âgées.

En outre, déjà maintenant, lorsqu'il s'agit de lésions corporelles graves, la poursuite a aussi lieu d'office et lorsqu'il s'agit d'infraction à l'article 134, que nous abandonnons, la poursuite a lieu d'office, or l'infraction de l'article 134 recouvre pour une part l'infraction de l'article 123. La nouveauté n'est donc pas grande; elle vaut surtout pour les voies de fait répétées et quelques cas de lésions corporelles simples.

La commission a bien dû se rendre compte que si les enfants ne sont protégés contre certaines lésions corporelles simples et contre les voies de fait répétées que lorsqu'ils portent plainte, cela signifie qu'eux ne porteront pas plainte, n'ayant pas l'exercice des droits civils; la plainte sera donc à la disposition du représentant légal. Ce sera probablement la personne dont l'enfant a souffert, de sorte qu'on aboutit à une situation absolument impossible où le parent qui a battu l'enfant devrait ensuite porter plainte au nom de l'enfant. Il faudrait imaginer alors qu'on désigne un autre représentant légal, c'est une procédure qui durerait longtemps. Bref, si nous subordonnons la poursuite à une plainte, nous pouvons aussi bien supprimer ces dispositions.

Enfin, ce qui alarmait le plus les médecins pédiatres, c'est qu'ils pensaient qu'en déclarant que l'infraction se poursuit d'office tout le monde devrait dès lors dénoncer les affaires de ce genre, et que la machine judiciaire, se mettant en branle, nuirait au traitement médical.

Je voudrais répéter ici une ou deux vérités élémentaires. D'abord, lorsqu'une infraction se poursuit d'office, les particuliers qui en ont connaissance n'ont pas l'obligation de la dénoncer, ils peuvent le faire, mais ils n'en ont pas le devoir. Il n'y a pas d'obligation de droit fédéral de dénoncer les infractions, quand on est un simple particulier qui a été témoin d'un acte qui se poursuit d'office. Il y a le cas des médecins, c'est vrai. D'après certaines législations cantonales, les médecins pourraient être tenus de signaler les cas suspects dont ils ont eu connaissance, mais on admet que ces obligations du droit cantonal sont contrecarrées lorsqu'il y va de l'intérêt du patient. Par conséquent, le médecin, s'il y va de l'intérêt du patient, du traitement de l'enfant, du traitement de ses parents, n'aurait pas cette obligation que lui fait la législation cantonale. Il en irait de même, d'après notre expert, M. Schultz, pour les assistants sociaux et toutes les personnes qui gravitent autour de ces cas douloureux.

J'espère, avec ces quelques propos, avoir rassuré les médecins-pédiatres, dont les préoccupations sont aussi celles de la commission.

*Angenommen – Adopté***Art. 124***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 125 Abs. 2***Antrag der Kommission*

Streichen (beibehalten des geltenden Textes)

Art. 125 al. 2*Proposition de la commission*

Biffer (maintenir le texte actuel)

M. Aubert, rapporteur: Contrairement au Conseil fédéral, la commission du Conseil des Etats estime que les lésions corporelles commises par négligence doivent néanmoins être poursuivies d'office, s'il s'agit de lésions graves. Si elles sont poursuivies sur plainte, il faut se déterminer assez rapidement, dans un délai de trois mois. Imaginez un accident de ski survenant à un touriste étranger qui entend retourner chez lui. Dans des cas semblables, il faut que la poursuite puisse être engagée d'office. C'est la raison pour laquelle nous maintenons l'alinéa 2.

*Angenommen – Adopté***Art. 126 Abs. 2, 127***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 126 al. 2, 127*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 128***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

(Die Aenderung betrifft nur den französischen Text)

Art. 128*Proposition de la commission*

.... une personne qu'il a blessée, ou à une personne en danger de mort

M. Aubert, rapporteur: La modification apportée au texte français est purement rédactionnelle.

*Angenommen – Adopté***Art. 129***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 130 – 132***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. Aubert, rapporteur: Il s'agit ici, vous vous en souvenez peut-être, de trois dispositions sur le duel (Zweikampf). Le duel – il faut bien le dire – bénéficiait, dans le code de 1937, d'un certain privilège. Mais Richelieu a passé par là, dans la personne du Conseil fédéral. Maintenant, le duel ne bénéfi-

ciera plus de privilège. Il y a, en revanche, un problème inverse pour une catégorie toute particulière de duels qu'on appelle la «Mensur», c'est-à-dire un duel d'étudiants où les combattants prennent toutes les dispositions qu'il faut pour ne pas se blesser gravement. M. Affolter et M. Moll nous ont fait des descriptions excitantes de la «Mensur», montrant le courage qu'il faut avoir pour subir cette épreuve. Qu'en est-il du droit?

Aujourd'hui, d'après le code pénal de 1937, la «Mensur» est punissable, quoique légèrement, article 131, chiffre 2: quand les combattants ont pris des mesures propres à écarter le danger de mort, le juge prononcera des arrêts ou l'amende, c'est tout de même une contravention. Si nous rayons les articles 130 à 132 du code, quelle sera la situation? Ce seront les règles générales qui s'appliqueront. Or, pour des lésions corporelles simples, encore que ce ne soit pas dit dans le code pénal, mais c'est l'avis unanime de la doctrine et de la jurisprudence, *volenti non fit injuria*, c'est-à-dire qu'on n'est pas punissable si la victime a consenti. D'après cette règle générale, la «Mensur», avec la proposition du Conseil fédéral et de la commission, ne sera plus punissable. Voilà pourquoi je pense que cette réforme, au lieu d'alarmer les partisans de la «Mensur», devrait les satisfaire.

Affolter: Sie werden wahrscheinlich nicht erstaunt sein, dass ich mir hier auch noch ein paar Bemerkungen zur Aufhebung dieser Zweikampftartikel erlaube. Ich danke dem Herrn Kommissionspräsidenten für die Darstellung der Rechtslage. Ich habe keine Einwände.

Ich möchte auch meinen Kommissionskollegen und -kolleginnen bestens für das grosse Verständnis danken, das sie den Schilderungen von Herrn Moll und mir über die Bedeutung und den Wert der studentischen Mensur entgegengebracht haben. Wir haben in der Kommission diese Problematik eingehend und sehr sachlich diskutieren können. Das ist nicht so selbstverständlich. Ich darf Sie an die leidenschaftlichen Auseinandersetzungen zu Zeiten der Beratung des Strafgesetzbuches vor bald 60 Jahren erinnern, als sich Bundesräte, spätere Bundesräte oder Fast-Bundesräte nebst zahlreichen Parlamentariern gegen die beabsichtigte sogenannte Kriminalisierung der Mensur gewendet und andere sich ebenso wortgewaltig dafür eingesetzt haben. Die Ausführungen zu dieser Frage im Stenographischen Bulletin von damals nehmen Dutzende von Seiten in Anspruch. Das ist auch nicht erstaunlich, wenn man weiss, dass aus dem Waffenstudententum, aus den schlagenden Verbindungen, im Laufe der Zeit über ein Dutzend unserer Landesväter und Hunderte von Parlamentariern hervorgegangen sind. Heute sind es nur noch eine Handvoll Parlamentarier, die aus eigenem Erleben wissen, was studentische Mensur bedeutet. Immerhin haben wir den Trost zu wissen, dass unsere Landesmutter, Frau Bundesrätin Kopp, die Tochter eines ehemaligen Waffenstudenten ist. (*Heiterkeit*)

Ich bin auch dankbar, dass man in der Kommission den erzieherischen Werten der Mensur Anerkennung gezollt hat, es sind Mut, Selbstdisziplin, Ritterlichkeit, Kameradschaftlichkeit, Standhaftigkeit, Fairness usw. Das wurde nicht von mir gesagt, sondern von Kollegen, die von dieser alten studentischen Übung offenbar doch etwas beeindruckt waren.

Heute werden übrigens ebenso viele Messuren gefochten wie noch in den dreissiger Jahren. Die schlagenden Verbindungen haben in den letzten Jahren sogar eine gewisse Renaissance erlebt, auch in den Mitgliederbeständen. In allen schlagenden Verbindungen ist die Frage der Aufhebung dieser Zweikampftartikel sehr intensiv diskutiert worden, auch in der Dachorganisation, im Schweizerischen Waffenring. Die Eingaben von dieser Seite an die Kommission fanden gebührende Beachtung.

Ich möchte Ihnen – schon zuhänden der Materialien – kurz die Gründe aufzeigen, die uns heute dazu führen, entgegen der ursprünglichen Absicht der ersatzlosen Streichung der Zweikampftartikel, gemäss Antrag von Bundesrat und Kom-

mission, keinen Widerstand mehr entgegenzusetzen. Dies kommt nicht einer sang- und klanglosen Abdankung gleich, für die die Waffenstudenten ohnehin nicht zu haben wären, sondern entspringt Ueberlegungen der Vernunft und auch der Einsicht, dass mit der Streichung doch auch gewisse Vorteile einhergehen.

Einmal ist der Strafrechtswissenschaft und den vorberatenden Instanzen zu folgen, nämlich dass die Sonderregelung des Zweikampfes allgemein und in kriminalpolitischer Hinsicht eigentlich überholt ist.

Die Artikel 130 bis 132 fanden bisher in den 50 Jahren, in denen sie bestehen, praktisch kaum Anwendung, obschon die Mensur unter die Offizialdelikte fällt und als solche eigentlich mit Haft und Busse strafbar ist. Man war aber bei den Studenten, die Mensuren schlugen, immer alert genug, um sich von den Ordnungshütern nicht erwischen zu lassen. Immerhin befand man sich an diesen Pauktagen in der Illegalität. Bei der jetzt vorgeschlagenen Abschaffung der Zweikampftartikel kommt bei Verletzungen aus Mensur praktisch nur einfache Körperverletzung in Frage, also ein Antragsdelikt; Strafanträge sind jedoch zufolge der straffen Regeln des waffenstudentischen «Comment» kaum denkbar. Und wenn schon, würde der übergesetzliche Rechtfertigungsgrund der Einwilligung Platz greifen und zu Straflosgkeit führen. Anwendungsfälle von Artikel 122 Ziffer 1 fallen praktisch ausser Betracht, weil sich die Paukanten durch vorgeschriebene Vorkehren gegen schwere Körperverletzung schützen, und auch Artikel 123 Ziffer 1 Absatz 2 trifft auf die Mensur nicht zu. Die Durchführung der sogenannten Pauktage, an denen Mensuren geschlagen werden, wird nach neuem Recht an sich keinen Straftatbestand mehr darstellen und damit aus der bisherigen Illegalität heraustreten können. Man könnte in Zukunft also auch einen Pauktag auf dem Bundesplatz abhalten, was wir nicht tun werden. (*Heiterkeit*)

Das stellt im grossen und ganzen die Quintessenz der Kommissionsberatungen dar. Die Herausforderung zum Zweikampf wurde völlig zu Recht gestrichen, weil quer in der kriminalpolitischen Landschaft liegend. Ich möchte hier ausdrücklich erwähnen, dass sowohl vom Bundesratstisch aus wie von Expertenseite her in der Kommission unmissverständliche Erklärungen erfolgten, die diese Feststellungen bestätigen und auch dazu geführt haben, dass das Misstrauen gegen die Abschaffung des Zweikampftartikels bei dem Waffenstudenten abgebaut werden konnte. Sie werden auf eine spätere Rechtsanwendung bestimmenden Einfluss haben.

Zusammenfassend darf ich festhalten, dass die studentische Mensur, die mit dem Aufkommen des Universitätslebens in der Schweiz Eingang gefunden hat und auf eine 150jährige Tradition zurückblickt, mit dieser Revision jedenfalls nicht in Frage gestellt ist und noch viel weniger – wie dies ursprünglich befürchtet wurde – geächtet oder kriminalisiert wird.

Zum Schluss: Wenn Couleur-Brüder von etwas Liebgewordenem Abschied nehmen müssen, dann reiben sie einen sogenannten Salamander. Das ist ein alter, eher heidnischer, studentischer Brauch. Nachdem sich diese Lokalität trotz Holzgetäfer usw. nicht so gut dafür eignet, werden die hier noch verbliebenen Mensurkenner, das sind die Herren Gerber, Moll und meine Wenigkeit, *tres faciunt collegium*, dies anderwärts tun, in *memoriam* einer uns vertrauten und bewährten gesetzlichen Ordnung, die nun obsolet geworden und in Frieden gestorben ist. (*Heiterkeit*)

Steiner: Ein Kurzbeitrag zur Auflockerung: In der Sitzung vom 7. Juli 1986 sprach Ständerat Moll vehement in dieser Sache. Er bezeichnete sich dabei als hoffentlich satisfaktionsfähigen Stellvertreter des abwesenden Ständerates Affolter. Moll wird nun, gemäss Protokoll, vom «satisfaktionsfähigen» zum «sanktionsfähigen» Stellvertreter von Affolter degradiert. Was sind die Folgen, Ihr schlagenden Herren? (*Heiterkeit*)

Angenommen – Adopté

Art. 133

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 134

Antrag der Kommission

.... eines Angegriffenen oder eines Dritten zur Folge hat,

Art. 134

Proposition de la commission

... l'une d'entre elles ou un tiers aura trouvé la mort

M. Aubert, rapporteur: Je vous rappelle que nous avons aujourd'hui un article 134 qui s'occupe particulièrement des enfants et qui sera abrogé au profit des articles 123, 126 et 219, nouvelle version du code pénal.

En ce qui concerne le nouvel article 134, nous reprenons le projet du Conseil fédéral en lui apportant un complément. Il nous est apparu que si, au cours d'une telle agression, ce n'était pas une personne agressée, mais un tiers qui se trouvait là par hasard, qui trouvait la mort ou qui était victime d'une lésion corporelle, il n'y avait pas lieu de modifier l'incrimination.

Angenommen – Adopté

Art. 135

Antrag der Kommission

Abs. 1 bis 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 4

Wer solche Gegenstände oder Vorführungen Personen über 18 Jahren zeigt, zu denen er enge persönliche Beziehungen hat, und wer solche Gegenstände zu diesem Zweck herstellt, einführt oder lagert, bleibt straflos.

Art. 135

Proposition de la commission

Al. 1 à 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 4

N'est pas punissable celui qui montre de tels objets ou de telles représentations à des personnes de plus de 18 ans avec lesquelles il a des rapports personnels étroits et celui qui fabrique, importe ou prend en dépôt de tels objets à cette fin.

M. Aubert, rapporteur: C'est une nouveauté, la pénalisation de la représentation de la violence, qui remplace aussi un texte devenu suranné. Donc, l'article 135 pénalise la représentation de la violence. Je serai extrêmement bref sur ce point; le message est clair, Mme Kopp et certains de mes collègues en ont parlé dans le débat d'entrée en matière. Nous nous sommes efforcés de présenter ici un texte qui soit à peu près parallèle à celui de l'article 197 pour ce qu'on appelle la pornographie dure.

Si vous comparez le texte de la commission avec celui du Conseil fédéral, vous remarquerez que nous avons voulu libéraliser la consommation de ces tristes produits, lorsqu'elle est le fait d'adultes en cercle restreint. De même que l'absinthe est en général prohibée, mais qu'on peut la boire tranquillement chez soi, il nous est apparu que les organes de la police et de la justice ne devaient pas s'immiscer dans la façon de vivre des particuliers, du moins quand des jeunes gens n'étaient pas impliqués.

Permettez-moi encore une dernière observation. Personnellement, je ne suis pas du tout sûr que ce genre de dispositions soit efficace. La prohibition de ces choses, moralement répréhensibles, n'a souvent d'autre conséquence que d'en renchérir le prix sans en réduire la circulation.

Jagmetti: Schon gestern habe ich mir erlaubt, kurz auf diese Problemstellung hinzuweisen. Soll man denn den Menschen gleichsam gegen sich selbst schützen, indem man die Brutalitätsdarstellung als solche verbietet, oder soll man sich allenfalls auf den Schutz Jugendlicher beschränken? Was Sie hier als Ergebnis der Kommissionsarbeiten sehen, ist eine Kombination von beidem: Einmal den Schutz der Jugendlichen, den wir allgemein gestaltet haben, dann aber – darüber hinausgehend – eine allgemeine Begrenzung der Zirkulation solcher Objekte. Weshalb? Soll man denn den Erwachsenen daran hindern, solches anzuschauen, wenn er das anschauen will? Die Kommission war der Meinung, dass hier neben dem Schutz der Betrachter letztlich auch der Schutz der Wertmassstäbe zur Diskussion steht und dass wir nicht wünschen, dass Dinge, bei denen die menschliche Würde und die menschliche Existenz – ich kann es nicht anders sagen – in den Dreck gezogen werden, ungehemmt verbreitet werden dürfen. Dort müssen wir Grenzen setzen, Grenzen, die – im Interesse der Wertmassstäbe in unserer Gesellschaft – zur Aufrechterhaltung der Moralvorstellungen dienen, die uns leiten. Es geht ja um ganz grundlegende menschliche Werte, um die Existenz des Menschen, um die Rücksicht auf ihn. Da sollten wir die Grenze klar setzen. Die Kommission verbindet also beides, einerseits den Schutz Jugendlicher, aber darüber hinaus auch die Wahrung der Wertmassstäbe in diesen zentralen Fragen.

Bundesrätin Kopp: Der Bundesrat hält an dem generellen Verbot fest. Es wird nun Ihre Aufgabe sein, zu entscheiden, ob Sie ein generelles Verbot brutaler Darstellungen einführen oder ob Sie, wie es Ihnen die Kommission vorschlägt, zulassen wollen, dass solche Darstellungen Personen über 18 Jahren, zu denen eine enge persönliche Beziehung besteht, straflos gezeigt werden können.

Wenn der Bundesrat an seinem generellen Verbot festhält, so aus der Ueberlegung, dass damit die Einfuhr solcher Produkte – wer Gelegenheit hatte, sich solche «Brutallos» anzusehen, wird mir zustimmen, dass das zum Widerlichsten gehört, was produziert wird – verhindert würde und diese bereits an der Grenze beschlagnahmt werden könnten. Es ist auch nicht von der Hand zu weisen, dass es bei Schaffung einer «Nische», wie sie Ihre Kommission vorsieht, trotzdem dazu kommen wird, dass auch Jugendliche unter 18 Jahren diese Darstellungen zu Gesicht bekommen werden.

Das ist der Grund, weshalb der Bundesrat der Meinung ist, man sollte ein generelles Verbot vorsehen und die «Nische», die Ihre Kommission vorschlägt, nicht schaffen.

Abs. 1 – 3 – Al. 1 – 3
Angenommen – Adopté

Abs. 4 – Al. 4

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	9 Stimmen
Für den Antrag des Bundesrates	15 Stimmen

Art. 136

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
(Die Aenderung betrifft nur den französischen Text)

Art. 136

Proposition de la commission
...., ou aura mis à sa dispositions des boissons alcooliques ou d'autres substances dans une quantité propre à mettre en danger la santé,

Angenommen – Adopté

Art. 213

Antrag der Kommission
Mehrheit
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Minderheit
(Steiner)
Randtitel
Blutschande

Art. 213

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral
(La modification de la minorité ne concerne que le texte allemand)

Steiner, Sprecher der Minderheit: Mit dem geänderten Inhalt von Artikel 213 bin ich einverstanden. Ein Beitrag in der «Weltwoche» von letzter Woche über den Missbrauch von Minderjährigen in der Familie hat mich sehr nachdenklich gestimmt, so nachdenklich, dass ich beinahe Hemmungen bekam, nur des Randtitels wegen, und dies auch nur in deutscher Fassung, hier anzutreten. Allein die Diskussion über diesen Punkt in der Kommission und das knappe Abstimmungsergebnis erfordern eine Klärung.

Ich beantrage Beibehaltung des eingebürgerten Begriffs der Blutschande und Verzicht auf die neue Formulierung Inzest. Warum? Auch die Befürworter bestreiten nicht, dass mit Inzest ein weiteres Fremdwort in die Gesetzessprache aufgenommen wird. Der Begriff Blutschande sei veraltet, er sei unschön, wird argumentiert, als ob Formulierungen aus dem Bereich der Kriminalität überhaupt schön sein könnten. Der Durchschnittsbürger – auch für ihn machen wir die Gesetze – fragt: Was ist Inzest? Unsere Antwort lautet: Blutschande. Das versteht er. Warum denn nicht diesen Begriff auch gleich im Gesetz selber belassen? Konsultieren Sie den Duden, sowohl Rechtschreibung als auch Bedeutungswörterbuch: Der Begriff Blutschande wird umschrieben mit Geschlechtsverkehr zwischen engsten Blutsverwandten. Beim Begriff Inzest wird auf Blutschande verwiesen. So einfach ist das. Also ein weiteres Argument, den Randtitel Blutschande zu belassen, dies ist mein Antrag. (PS: Uebrigens habe ich im dritten Duden, dem Aussprachewörterbuch, auch die richtige Betonung des Wortes gefunden, und das ist nicht *Inzest*, sondern *Inzest*. Das war ebenfalls ein Diskussionspunkt in der Kommission, nicht wahr, Herr Kollege Cavelti?)

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	16 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	7 Stimmen

Art. 214, 215, 216

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 217

Antrag der Kommission
Abs. 1
Wer ohne ausreichenden Grund seine familienrechtlichen
Abs. 2
.... und Stellen zu, wenn diese dem Berechtigten beistehen.

Art. 217

Proposition de la commission
Al. 1
Celui qui, sans motif suffisant, n'aura
Al. 2
.... les cantons, lorsque ceux-ci fournissent une assistance au bénéficiaire.

M. **Aubert**, rapporteur: Ici, la commission du Conseil des Etats propose deux modifications au texte du Conseil fédéral. Au premier alinéa, elle entend protéger certaines situations où une personne qui, d'après le droit civil, devait des aliments, ne les a pas fournis. Il faut tenir compte de certaines circonstances particulières.

Nous avons eu en vue, notamment, le cas de parents qui doivent soutenir leur enfant au-delà de la minorité, jusqu'à vingt-cinq ans lorsqu'il fait des études, mais entretiendraient des relations tendues avec lui. Un enfant qui, par exemple, manquerait aux règles les plus élémentaires de la politesse que l'on doit, aujourd'hui encore me semble-t-il, à ses parents. Si, dans une pareille circonstance, les parents coupent les vivres à un enfant qui les a nargués, il nous paraît que, la dette civile subsistant, il ne faut pas la doubler d'une sanction pénale. Telle est la modification de l'alinéa premier. Je passe à la modification de l'alinéa 2. Il nous a paru que les cantons n'avaient pas à porter plainte lorsqu'ils n'avaient pas, eux-mêmes, fourni assistance au bénéficiaire.

Angenommen – Adopté

Art. 218

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 219

Antrag der Kommission

Abs. 1

.... unmündigen Person schwerwiegend verletzt oder vernachlässigt

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 219

Al. 1

Celui qui aura gravement violé

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Aubert**, rapporteur: Ici, la commission propose d'empêcher qu'on abuse de ce genre de disposition. Qu'une action pénale puisse être déclenchée contre des parents qui, par exemple, n'auraient pas fait tout ce qui était humainement pensable pour la santé de leur enfant. L'exemple qui a été donné est le suivant: que faut-il penser de parents qui n'auraient pas entrepris toutes les opérations nécessaires pour redresser la dentition de leur enfant? Il nous est apparu que là il n'y avait pas lieu à l'action pénale. Voilà pourquoi nous avons ajouté l'adverbe «gravement», «celui qui aura gravement violé son devoir d'assistance».

J'ajoute encore ceci pour la langue française, c'est rédactionnel, il faut lire aussi à la troisième ligne: «ou qui aura gravement manqué à ce devoir»; ajouter une deuxième fois l'adverbe «gravement». Le problème ne se pose pas pour la langue allemande.

Bundesrätin **Kopp**: Wir haben bei der Ausarbeitung des Entwurfes bewusst auf eine Einschränkung des Tatbestandes, wie sie Ihnen Ihre Kommission vorschlägt, verzichtet. Die Erfahrung mit den Artikeln 134 und 135 des geltenden Rechts hat nämlich gezeigt, dass eine solche Einschränkung die Wirksamkeit dieser Vorschriften wesentlich beeinträchtigt. So zeigt sich zum Beispiel, dass nach bundesgerichtlicher Rechtsprechung «.... die Gesundheit oder geistige Entwicklung nur dann schwer gefährdet ist, wenn die Misshandlung, Vernachlässigung oder grausame Behandlung einen erheblichen Schaden an der Gesundheit oder eine erheblich von der Norm abweichende geistige Entwicklung des Kindes in grosse Nähe rückt».

Ich bitte Sie deshalb, die Artikel 123 Ziffer 2 Absatz 3 (Einfache Körperverletzung), Artikel 126 Absatz 2 (Tätlichkeit), Artikel 217 (Vernachlässigung von Unterhaltungspflichten) und Artikel 219 (Verletzung der Fürsorge- und Erziehungspflicht) als eine Einheit zu betrachten und hier, wie bei den eben genannten Vorschriften, auf eine Einschränkung, die Ihre Kommission Ihnen vorschlägt, zu verzichten.

che Körperverletzung), Artikel 126 Absatz 2 (Tätlichkeit), Artikel 217 (Vernachlässigung von Unterhaltungspflichten) und Artikel 219 (Verletzung der Fürsorge- und Erziehungspflicht) als eine Einheit zu betrachten und hier, wie bei den eben genannten Vorschriften, auf eine Einschränkung, die Ihre Kommission Ihnen vorschlägt, zu verzichten.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag des Bundesrates

8 Stimmen

Für den Antrag der Kommission

24 Stimmen

Art. 220, 358bis, 358ter

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. II Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. II préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 47a

Antrag der Kommission

Randtitel

Verzicht auf Weiterverfolgung und Strafbefreiung

Abs. 1 und 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 47a

Proposition de la commission

Titre marginal

Exemption de renvoi ou de peine

Al. 1 et 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 116 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

(Die Aenderung betrifft nur den französischen Text)

Art. 116 al. 1

Proposition de la commission

Si sa façon d'agir est particulièrement odieuse, il sera puni

Angenommen – Adopté

Art. 117, 118, 121, 122 Ziff. 2 und 3, 123, 125 bis 127, 128

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 117, 118, 121, 122 ch. 2 et 3, 123, 125 à 127, 128

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 128a

Antrag der Kommission

Randtitel

Angriff

Abs. 1

Wer sich an einem Angriff eines Angegriffenen oder eines Dritten zur Folge hat,

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 128a

Proposition de la commission

Titre marginal

Agression

Al. 1

Celui qui aura participé à l'agression l'une d'entre elles ou un tiers aura trouvé la mort

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. III Ingress

Antrag der Kommission

1. Das Zollgesetz

2. Für den Fall, dass die Aenderung vom des Schweizerischen Strafgesetzbuches/Militärstrafgesetzes (Strafbare Handlungen im Sexualbereich) nicht in Kraft tritt, wird das Zollgesetz wie folgt geändert:

Ch. III préambule

Proposition de la commission

1. La loi fédérale sur les douanes

2. Pour le cas où la modification du du code pénal suisse/code militaire (infractions d'ordre sexuel) n'entrerait pas en vigueur, la loi fédérale sur les douanes serait modifiée comme il suit:

Angenommen – Adopté

Art. 36 Abs. 4

Antrag der Kommission

Werden bei der Revision Waren entdeckt, die Veröffentlichungen und Gegenstände unsittlicher Natur sowie strafbare Gewaltdarstellungen enthalten (Art. 135 und Art. 204 StGB) und deswegen voraussichtlich der Einziehung unterliegen, so sind sie vorläufig zu beschlagnahmen und der Staatsanwaltschaft des Kantons, in dem der Adressat der Sendung seinen Wohnsitz oder Sitz hat oder der örtlich zuständigen Staatsanwaltschaft zu übermitteln. Filme, für welche eine Einfuhrbewilligung besteht, unterliegen dieser vorläufigen Beschlagnahme nicht. Ueber die Aufrechterhaltung der Beschlagnahme wird ausschliesslich von den zuständigen kantonalen Strafverfolgungsbehörden nach kantonalem Prozessrecht entschieden. Die Beschwerde gegen Massnahmen der Zollverwaltung ist ausgeschlossen.

Art. 36 al. 4

Proposition de la commission

Si, lors de la vérification, des marchandises sont découvertes qui comportent des publications et objets immoraux de même que des représentations punissables d'actes de violence (art. 135 et 204 CP) et qui, pour cette raison, sont selon toute vraisemblance sujets au séquestre, ils seront saisis provisoirement et transmis au ministère public du canton dans lequel le destinataire de l'envoi a son domicile ou un siège ou au ministère public du for. Les films pour lesquels il existe une autorisation d'importation ne sont pas soumis à cette mesure provisoire. Le séquestre ne pourra être confirmé que par les autorités de poursuite pénale compétentes en vertu du droit cantonal de procédure. Le recours contre des mesures prises par l'administration des douanes est exclu.

M. **Aubert**, rapporteur: Vous avez ici la conséquence de la division de notre projet en plusieurs parties, notamment un projet A et un projet B.

L'article 36, alinéa 4, de la loi fédérale sur les douanes se préoccupe des objets qui contreviennent, soit à l'incrimination de l'article 135, représentation de la violence, soit à l'incrimination de l'article 197, pornographie. C'est ce que vous voyez entre les parenthèses. Ces deux textes sont

inclus dans deux lois différentes, dont le sort pourrait être différent, par exemple le projet A ne serait pas frappé d'une demande de référendum, tandis que le projet B, qui est davantage discuté, serait frappé d'une demande de référendum et rejeté. Il nous faut tenir compte de cette hypothèse et, pour le cas où le projet B échoue, ne pas viser l'article 197, mais bien l'article actuel du code pénal suisse, qui est l'article 204. Nous avons une disposition symétrique dans le projet B.

Angenommen – Adopté

Ziff. IV

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. IV

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfs

35 Stimmen
(Einstimmigkeit)

B

Schweizerisches Strafgesetzbuch

Militärstrafgesetz

Code pénal suisse

Code pénal militaire

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 110 Ziff. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 110 ch. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 187 Ziff. 1 Ingress

Antrag der Kommission

Mehrheit

1. Wer nach Vollendung des 15. Lebensjahres mit einem Kind unter 15 Jahren eine

Minderheit

(Schoch, Affolter, Arnold, Dobler)

1. Wer nach Vollendung des 16. Lebensjahres mit einem Kind unter 16 Jahren eine

Art. 187 ch. 1 préambule

Majorité

1. Celui qui, âgé de 15 ans révolus, aura commis un acte d'ordre sexuel sur un enfant de moins de 15 ans,

Minorité

(Schoch, Affolter, Arnold, Dobler)

1. Celui qui, âgé de 16 ans révolus, aura commis un acte d'ordre sexuel sur un enfant de moins de 16 ans,

M. Aubert, rapporteur: Nous arrivons à l'un des points les plus délicats de la révision partielle du code pénal à laquelle nous procédons aujourd'hui. L'article 187 traite de la mise en danger du développement de mineurs et pose plusieurs questions.

D'abord le problème de l'âge jusqu'auquel on est mineur au sens de cette disposition, soit l'âge de la protection. Le deuxième point est celui de la punissabilité d'auteurs qui n'auraient pas atteint l'âge que nous aurions d'abord déterminé. Je vous prie d'observer que, dans la première phrase du chiffre 1, il y a deux idées qu'il faut bien distinguer, l'âge de protection, d'une part, et l'âge d'impunissabilité pour l'auteur, d'autre part.

Troisième question, celle de la peine aussi est controversée. Nous avons, en quatrième lieu, le problème d'une exemption facultative de peine pour des personnes qui sont plus âgées que l'âge de protection, mais moins âgées que 18 ou 20 ans; nous verrons cela tout à l'heure. La cinquième question concerne la prescription de l'action pénale.

Il me semble qu'ainsi j'ai énuméré les cinq questions qui sont en discussion aujourd'hui. Vous me permettrez de les prendre successivement.

D'abord le problème de l'âge de protection. Faut-il un âge déterminé dans la loi, ou ne faut-il pas laisser aux autorités de la justice pénale le soin de dire, de cas en cas, si une jeune personne, un enfant, était ou non digne de protection? Faut-il une règle schématique ou faut-il un jugement selon les circonstances? Je vous signale qu'au sein de la commission un de nos collègues, avec des arguments qui ne manquaient pas de poids, estimait que les règles schématiques ne conduisaient qu'à des difficultés et qu'il aurait mieux valu se demander s'il ne fallait pas y renoncer. Tout de même, les législations étrangères, qui ont dû procéder de réflexions du même genre que celles auxquelles nous nous livrons aujourd'hui, sont toutes arrivées à la conclusion qu'il fallait maintenir un âge. Vous trouvez un âge à peu près dans toutes les lois que nous avons examinées lors de la préparation de ce projet.

Je vais donc vous dire quelques mots des législations étrangères. Il vaut la peine de savoir comment les choses se passent à l'étranger. Je sais bien que ce n'est pas un argument rationnel. Ce n'est pas parce qu'ici les choses se passent ainsi qu'ailleurs elles devraient se passer de la même manière. Mais il y a là les résultats de réflexions dont il vaut la peine de prendre connaissance. A l'heure actuelle, des pays qui nous entourent, la République fédérale d'Allemagne a choisi comme âge 14 ans, dans le cas ordinaire; l'Autriche, 14 ans aussi; la France, 15 ans; l'Italie, en principe 14 ans. Mais là j'indique dès maintenant, pour vous montrer combien cette législation est compliquée, que l'Italie, pour l'acte sexuel, prévoit 14 ans, tandis que, pour d'autres actes d'ordre sexuel, elle prévoit 16 ans. Cela paraît curieux, mais il se trouve que les Bernois raisonnaient déjà ainsi au siècle dernier. Voilà pour les pays qui nous entourent. Je ne doute pas que le représentant du Conseil fédéral, pour défendre sa thèse, nous donnera encore d'autres informations.

J'aimerais vous dire aussi que, si le législateur fédéral a décrété 16 ans en 1937, le code pénal suisse, à ce moment-là, remplaçait les codes pénaux des différents cantons. Il n'est pas non plus sans intérêt de voir quel était l'âge de la protection sexuelle dans les divers cantons de la Suisse. Hier, je me suis livré à une recherche assez intéressante. Je suis allé lire M. Karl Stoss, les «Grundzüge», de 1893. Je suis aussi allé lire une thèse de Paul Widmer, de 1922. J'ai essayé de me faire une idée de ce qu'étaient les législations cantonales à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. J'ai trouvé les résultats suivants:

Fribourg, le Tessin et le Valais, 12 ans;
Appenzell Rhodes Intérieures, les Grisons, Argovie, la nubilité;
Schwyz, Obwald, Glaris, Zoug, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Schaffhouse, Thurgovie et Neuchâtel, 14 ans;
Zurich et Lucerne, 15 ans;
Vaud, jusqu'en 1901, 12 ans, depuis 1901, 15 ans;

Genève, jusqu'en 1892, 14 ans, depuis 1892, 15 ans;
Berne, 16 ans;

St-Gall, jusqu'en 1917, 14 ans, depuis 1917, 16 ans.

Voilà le tableau qu'on avait en 1918, lorsque le Conseil fédéral a fait son message et son projet. Si vous lisez le message du Conseil fédéral, vous n'êtes pas très avancés. Il dit simplement «ce sera 16 ans», sans explication. A ce moment-là, il faut bien dire que s'exerçait une très forte influence des associations féminines qui demandaient 18 ou même 20 ans. L'image qu'on avait à l'esprit, ne l'oublions pas, c'était des messieurs d'un certain âge, des vieux messieurs, qui s'intéressaient aux fillettes. On disait aussi parfois des satyres. Même sans être des satyres, c'était des messieurs qui importunaient les fillettes. Les associations féminines, qui étaient très préoccupées par ce problème, ont demandé qu'on élève la norme et elle a été fixée à 16 ans.

Je voudrais que vous compreniez que tout cela échappe à la pure rationalité, on avait 12, 14 ou 15 ans au dix-neuvième et au début du vingtième siècle et, depuis le 1er janvier 1942, tout à coup, tout s'est aligné sur 16 ans parce que le Conseil fédéral, les Chambres et le peuple suisse l'ont voulu ainsi. Il y a aujourd'hui d'autres pays qui prévoient 16 ans, c'est vrai, mais la plupart de ces pays ont ou bien la poursuite sur plainte et non pas d'office, ou bien le principe de l'opportunité et non pas celui de la légalité de la poursuite. Une partie des difficultés que nous connaissons en Suisse provient du fait que ce genre d'infraction se poursuit d'office et que, dans la plupart des cantons, en tout cas en droit, lorsque les éléments constitutifs ont été constatés, la poursuite doit avoir lieu jusqu'au jugement et jusqu'à la condamnation. Seuls un certain nombre de cantons, dans leur législation de procédure – Genève, Neuchâtel et Vaud, que j'ai déjà cités – permettent déjà, soit aux autorités de poursuite ou de renvoi, soit à l'autorité de jugement de renoncer à une peine malgré les termes de la loi. Je voudrais que vous vous rappeliez cela, parce que cela me paraît important pour la détermination de l'âge, c'est vrai que plusieurs pays prévoient 16 ans, mais ce chiffre est entouré d'une certaine flexibilité – poursuite sur plainte seulement ou bien principe de l'opportunité de la poursuite.

J'observe en passant que le code pénal suisse dit qu'on cesse d'être un enfant pour devenir un adolescent, avec la responsabilité pénale accrue qui en résulte, à l'âge de 15 ans – voyez les articles 82 et 89. On devient un jeune adulte à l'âge de 18 ans, mais un adolescent dès l'âge de 15 ans: c'est donc à 15 ans que, du point de vue de la responsabilité, on cesse d'être un enfant.

Je voudrais maintenant justifier pourquoi la commission, par un vote de 8 voix contre 4, non sans avoir hésité, a suivi la proposition de M. Steiner ainsi que celle de M. Miville et a proposé de remplacer 16 ans par 15.

D'abord, l'image du vieux satyre semble être moins vraie statistiquement. Dans la plupart de ces affaires – c'est du moins l'expert qui nous le disait – ce sont des personnes de moins de 25 ans qui sont impliquées comme auteurs. Les jeunes filles – il ne s'agit pas seulement d'elles, mais il s'agit notamment d'elles – semblent, toujours d'après ce que nous avons entendu de notre expert, être mieux en mesure de mettre en déroute les vieux messieurs qui voudraient les importuner. De plus en plus, et c'est ce qui fait la difficulté de notre problème, nous sommes confrontés à des cas d'amours d'adolescents, d'amours juvéniles entre un garçon de 18 ou 20 ans et une fille de 14 ou 16 ans.

Je précise encore qu'il doit s'agir de rapports librement consentis, cela est un point très important. Il est évident que tout ce qui concerne la violence est réglé aux articles 189 et 190, tout ce qui concerne la dépendance, l'abus de pouvoir, est réglé à l'article 188 et dans d'autres dispositions. Ici, ce dont nous parlons, c'est de rapports qui sont librement consentis. C'est une jeune fille de 15 ans et demi qui a librement consenti à avoir des rapports sexuels ou des rapports analogues avec une autre personne.

Je voudrais aussi noter ceci, qui me paraît essentiel pour comprendre l'avis de la majorité de la commission. On a

aujourd'hui une idée assez différente de l'amour physique de celle qu'on en avait il y a une cinquantaine d'années. De mon temps – je peux le dire, étant plus que quinquagénaire – l'amour physique était considéré comme une chose assez répréhensible, en tout cas douteuse. Je ne veux pas vous répéter ici les adjectifs qu'on y accolait lorsque j'étais un jeune garçon. L'amour physique n'était pas beau. Aujourd'hui, il est considéré comme moins répréhensible, moins douteux, presque louable. Vous me répondez que nous n'avons pas à épouser les modes. C'est vrai, mais ce que je veux dire, c'est que l'effet psychique sur une personne de 15 à 16 ans qui aurait eu des relations sexuelles n'est pas du tout ce qu'il était dans les années trente ou quarante. A cette époque-là, on faisait tout pour les culpabiliser. Aujourd'hui, décidément, la société n'y voit plus de faute. Et si, dans une certaine famille – ce que je trouve tout à fait honorable – on estime que ces choses-là ne doivent pas se faire, c'est à elle, non à l'appareil judiciaire, d'intervenir.

Car, il y a, là aussi, un point que vous ne devez pas négliger. L'intrusion de l'appareil judiciaire dans ces affaires est extrêmement délicate. Croyez-vous, même si vous avez l'impression qu'une jeune fille souffre d'avoir eu certaines relations, que son sort sera amélioré lorsqu'elle aura dû aller dire et répéter au juge d'instruction, puis au juge du fond, ce qui s'est passé entre elle et un jeune garçon. Ou bien cela lui est parfaitement indifférent et ne lui a fait aucun mal et nous ne voyons pas pourquoi le code pénal passerait par là, ou bien il y a pour elle un véritable problème et nous ne voyons pas non plus en quoi le code pénal, pour cette catégorie de 15 à 16 ans, apporterait un remède.

Telles sont les raisons qui ont fait que votre commission, toute réflexion faite, vous propose de vous écarter du Conseil fédéral et de passer de 16 ans à 15 ans.

Monsieur le Président, vous savez que d'autres questions sont posées par l'article 187. Etant donné qu'elles se tiennent, je voudrais en effleurer quelques-unes. Cela me permettra de parler très brièvement tout à l'heure.

Tout d'abord, l'impunissabilité de l'auteur qui a lui-même un âge inférieur à celui de la limite; que ce soit 16 ou 15 ans, la règle est la même, elle nous a été suggérée par M. Hänsenberger. Elle figure à l'article 187, chiffre 1: «celui qui, âgé de 15 ans révolus» – selon la version de la majorité – ou «âgé de 16 ans révolus» – selon la version de la minorité. C'est vrai qu'avec ce texte on supprime un certain nombre de cas pénibles. Selon la version de la majorité, la personne de 14 ans et demi qui a des rapports avec une autre personne de 14 ans et demi ne sera pas punissable.

Il y a toutefois deux problèmes que la version de M. Hänsenberger – qui est devenue la version de la commission – ne résout pas. J'ai réfléchi à ce que nous avons décidé. Quand nous disons que la personne qui n'a pas atteint l'âge de 15 ans ou de 16 ans ne viole pas le code pénal, c'est juste lorsqu'elle a des rapports avec une autre personne d'un âge à peu près pareil. Mais une personne de 14 ans qui a des rapports avec une personne de 6 ans, cela reste grave. Je trouve un peu carrée la règle que la majorité vous propose. Je ne veux pas la contester ici, elle ne l'est d'ailleurs par personne, mais je souhaite que, lorsqu'on délibérera de ce sujet dans l'autre Chambre, on se pose ce genre de question.

Il y a un autre aspect que nous ne devons pas oublier. Imaginez une personne de 14 ans et demi qui a des rapports avec une autre de 13 ans et demi. Elle n'est pas punissable, selon l'article 187, chiffre 1. La liaison se poursuit mais, lorsque cette personne, au bout de six mois, atteint l'âge de 15 ans, elle devient tout d'un coup punissable. Ce qui signifie que la fidélité, dans ce genre de liaison, conduit devant le tribunal. M. Jagmetti en avait d'ailleurs fait la remarque en commission. Cela aussi doit nous faire réfléchir. Attention aux effets secondaires assez désagréables de certaines règles que, dans de bonnes intentions, nous avons posées. Au chiffre 2, le Conseil fédéral propose non pas l'impunissabilité, mais la possible exemption de peine pour un auteur qui a moins de 18 ans. Ce chiffre a suscité une proposition de minorité, qui préfère fixer l'âge à 20 ans. Nous tournons

toujours autour de cette situation délicate des amours juvéniles. Cette sorte de règle facultative résout très bien le problème des rapports avec un enfant de 6 ans: dans un tel cas, on ne renoncera pas à poursuivre, à renvoyer, à punir. Mais nous ne résolvons pas le deuxième problème, celui où la fidélité finit par conduire devant le tribunal. Supposons que vous choisissiez 18 ans: à 17 ans, vous commencez une liaison, vous la suivez pendant un an et, à l'anniversaire des 18 ans, vous dites à votre amie «au revoir, je dois rentrer à la maison». C'est quelque chose qu'il faudra encore examiner. Je me demande si la véritable solution, ou en tout cas un progrès dans la solution, ne pourrait pas venir de l'adjonction d'une autre idée, que M. Arnold avait déjà développée en séance de commission, mais peut-être dans des termes trop schématiques pour qu'elle soit acceptée. C'est l'idée de la différence d'âge. Nous ne devons pas l'abandonner ou plutôt, comme elle ne fait l'objet d'aucune proposition aujourd'hui, je crois que le Conseil national serait bien inspiré de l'étudier.

M. Arnold, par sa proposition, rejoignait les soucis d'un pénaliste de l'Université de Lausanne, M. Martin Killias. M. Killias nous disait: «Au fond, on saisirait mieux ces problèmes si on supprimait toute pénalité pour les auteurs qui n'ont que 4 ou 5 ans de plus que la personne qu'on s'obstine à considérer comme une victime. On fixerait une différence d'âge qui serait exclusive de la peine». Je regrette que nous n'ayons pas pu pousser plus avant l'idée de M. Arnold. Et c'est après la fin de nos délibérations que M. Killias nous a fait part de ses préoccupations. Peut-être que la différence d'âge pourrait nous permettre d'améliorer le code. En tout cas, en ce qui concerne la première question, j'espère que vous aurez compris pourquoi, toute réflexion faite, la commission propose 15 ans au lieu de 16 ans.

Schoch, Sprecher der Minderheit: Ich vertrete den Antrag der Minderheit, die sich für die Beibehaltung des heute gültigen Schutzalters von 16 Jahren ausgesprochen hat.

Um Ihnen die Situation einigermaßen verständlich vor Augen führen zu können, um die Fragestellung so auf den Tisch legen zu können, wie wir sie brauchen, damit wir einen sachgerechten Entscheid fällen können, muss ich ein bisschen über die Gesamtproblematik referieren, so wie das der Herr Kommissionspräsident soeben auch gemacht hat. Für den, der die Gesamtproblematik nicht überblickt, ist es ausserordentlich schwer, einen Entscheid zur Frage Schutzalter von 15 oder 16 Jahren zu fällen.

Ausgangspunkt ist die Frage nach dem geschützten Rechtsgut. In der Regel ist das geschützte Rechtsgut an sich jedem, der mit Strafrecht zu tun hat, sofort verständlich. Es kann um das Leben gehen, um die körperliche Integrität oder um das Eigentum, auch um die Ehre. Dabei haben wir nie Probleme. Beim Tatbestand von Artikel 187 ist das geschützte Rechtsgut die ungestörte sexuelle Entwicklung des Kindes. Und in diesem Zusammenhang stellt sich vorweg gleich die zentrale Frage: Soll der Staat dieses Rechtsgut überhaupt strafrechtlich schützen? Lohnt es sich, ist es richtig, dass der Staat hier eingreift, dass er sich einmischt? Oder könnte sich der Staat nicht auch auf den Standpunkt stellen, es sei Sache der Eltern und Erzieher, diesen Entscheid zu fällen, ihre Kinder einer geordneten Entwicklung zuzuführen? Es stellt sich also die Frage, ob es nicht sinnvoller wäre, dass sich der Staat aus der ganzen Sache überhaupt heraushält.

Diese Grundsatzfrage, die Frage, ob sich der Staat damit beschäftigen soll oder nicht, ist einhellig dahingehend beantwortet worden, dass der Staat eine strafrechtliche Regelung treffen muss, und zwar vertritt nicht nur die Kommissionsminderheit, sondern auch die Kommissionsmehrheit diese Auffassung. Diese Auffassung wird auch vom Bundesrat geteilt, und auch die Expertenkommission, die unsere Revision vorbereitet hat und die in anderen Fragen recht progressive Auffassungen formuliert hat, hat eindeutig die Auffassung vertreten, es sei notwendig, das Kind in seiner sexuellen Entwicklung strafrechtlich zu schützen. Wir haben jetzt vom Kommissionspräsidenten gehört, dass

auch alle umliegenden europäischen Länder – also Länder, die in etwa unser Kulturdenken teilen, zu deren Kulturkreis wir gehören – eine Schutzaltersgrenze ansetzen.

Ist die Grundsatzfrage «Schutzalter – ja oder nein?» mit Ja beantwortet, dann ist an sich der Hauptentscheid gefallen. Die weitere Frage, wo die Altersgrenze anzusetzen sei, ist dann effektiv eigentlich nur noch eine Frage von sekundärer Bedeutung. Daraus ergibt sich ein zweifacher Schluss, und ich lege Wert darauf, Ihnen diesen darzulegen, bevor ich auf die Ueberlegungen eingehe, die mich und die Kommissionsminderheit dazu veranlassen, am Schutzalter von 16 festzuhalten.

Es gibt sich daraus nämlich zum einen, dass die Differenz zwischen der Mehrheit und der Minderheit der Kommission eben nicht grundsätzlicher, sondern nur gradueller Art ist. Ich möchte nicht so weit gehen, zu behaupten, diese Differenz sei nur gerade nebensächlicher Bedeutung, aber sie ist nicht von zentraler Bedeutung. Es ergibt sich daraus aber auch – und das scheint mir sehr wesentlich –, dass alle oder sehr viele der Argumente, die in der öffentlichen Diskussion und auch in den Medien gegenüber der Position der Kommissionsminderheit vorgebracht worden sind, effektiv Argumente gegen den Grundsatz und nicht gegen die Position der Kommissionsminderheit sind. Auch sehr vieles von dem, was unser Herr Kommissionspräsident heute im Rahmen seines ausserordentlich beeindruckenden, überzeugenden Plädoyers vorgetragen hat, ist eigentlich Argument gegen den Grundsatz und nicht Argument gegen die Position der Kommissionsminderheit. Man könnte all das, was gegen die Kriminalisierung von Jugendlieben usw. gesagt worden ist, *mutatis mutandis* auch dem Standpunkt der Kommissionsmehrheit gegenüber geltend machen. Die kleine Differenz, ob Schutzalter von 15 oder 16 Jahren ändert daran überhaupt nichts. Ein Beispiel aus der Medienwelt, dem «Tages-Anzeiger» vom letzten Montag: Da steht beispielsweise die Schlagzeile: «Die Kriminalisierung der Jugendsexualität hat u. a. zur Folge, dass viele Kinder Liebesbeziehungen vor ihren Eltern verheimlichen.» Das stimmt, aber das ist kein Argument gegen die Position der Kommissionsminderheit, sondern ein Argument gegen das, was überall gilt, überall akzeptiert und anerkannt wird. Das kann genau so gut gegen die Kommissionsmehrheit wie gegen den Standpunkt der Kommissionsminderheit vorgebracht werden!

Ich frage mich in diesem Zusammenhang übrigens, wo die Medien eigentlich die Legitimation dazu hernehmen – das gilt nicht nur für den «Tages-Anzeiger», das gilt für alle von mir konsultierten Blätter – das Einstehen für das Schutzalter 15 als fortschrittlich zu bezeichnen und jenes für das Schutzalter 16 als rückständig. Diese Massstäbe sind mindestens nicht von objektiver Bedeutung, sondern sie sind recht subjektiv. Soviel zur Ausgangssituation.

Der Bundesrat schreibt auf Seite 57 seiner Botschaft im Zusammenhang mit Artikel 187: «Geschützt wird die ungestörte Entwicklung des Kindes, bis es die notwendige Reife erreicht hat, die es zur verantwortlichen Einwilligung in sexuelle Handlungen befähigt.» Die Frage, die wir zu beantworten haben, ist die Frage danach, wann diese Reife bei einem jungen Menschen erreicht ist. Es ist unbestreitbar, dass nicht alle Jugendliche die Schwelle erreicht haben, wenn sie das 14., 15. oder 16. Altersjahr vollendet haben. Das ist völlig ausser Diskussion. Die Erreichung der Reife, von der der Bundesrat spricht, ist individuell verschieden. Optimal wäre daher, wie das unser Kommissionspräsident soeben auch dargelegt hat, eine Beurteilung der Kernfrage von Fall zu Fall, also je nach dem Stand der körperlichen und geistig-seelischen Entwicklung bei einem betroffenen Jugendlichen. Es ist richtig, dass Herr Cavelti in der Kommission einen solchen Antrag vorgebracht hat. Die Kommission hat diesen Antrag eingehend diskutiert, ist aber zum Schluss gekommen, dass es aus praktischen Gründen nicht möglich sei, eine in dieser Weise flexible Altergrenze einzuführen. Ich meine, dieser Entscheid der Kommission ist richtig, auch wenn die Variante Cavelti theoretisch überzeugen würde. Auch aus einem zweiten Grund kann der seinerzeitige Antrag Cavelti nicht realisiert werden, jedenfalls

keine Lösung für uns bringen: es geht auch um eine Frage der Rechtssicherheit. Wer sich mit einem jugendlichen Mädchen oder Knaben einlässt, sexuelle Beziehungen aufnimmt, wird sich immer die Frage stellen müssen: Ist das Mädchen, ist der Knabe jetzt schon reif oder nicht? Sind die Kriterien erfüllt, von denen der Bundesrat und auch das Parlament ausgehen oder nicht? Er wird in einen Bereich der Rechtsunsicherheit hineingeraten, der es ihm in jedem Falle schwer machen wird, zu entscheiden, wie er sich verhalten soll. Ich bin daher für eine feste Grenze, wo immer diese auch angesetzt sei, dann weiss jedermann, was auf ihn zukommt. Eine starre Altersgrenze ist unumgänglich.

Es ist demnach nun die Frage zu stellen, wo diese starre Altersgrenze zu ziehen sei: bei 15 oder 16 Jahren, nachdem der Vorschlag der Expertenkommission von 14 zum vornehieren ausser Abschied und Traktanden gefallen ist.

Die Begründung für den Standpunkt der Kommissionsminderheit ist lapidar und einfach. So lapidar und einfach, dass ich darüber gar nicht viel Worte verlieren muss. Die Kommissionsminderheit kann nicht glauben, dass Jugendliche im Alter von 15 Jahren bereits die vom Bundesrat – und auch von uns – geforderte, notwendige Reife erreicht haben, die sie zur verantwortlichen Einwilligung in sexuelle Handlungen befähigt. Ich habe in meiner Umgebung, bei Bekannten und Verwandten, Umschau gehalten. Ich komme einfach zu keinem anderen Schluss, als dass Jugendliche im Alter von 15 Jahren noch Kinder sind. Ich kann schauen und suchen so weit und breit, wie ich will, ich finde keine 15jährigen Jugendlichen – erst recht nicht jüngere –, die bereits die notwendige Reife, die wir erwarten, mitbringen. Es mag sein, dass die Verhältnisse in den Ballungszentren anders liegen als dort, wo ich zu Hause bin. Aber ich muss meinen Entscheid auf der Basis von tatbeständlichen Verhältnissen fällen, die ich kenne und mit denen ich vertraut bin. Ich konzidiere durchaus, dass das in Zürich oder Basel vielleicht etwas anders aussehen mag. Aber ich vertrete hier meine Mitbürger aus Appenzell-Ausserrhoden und in dieser Frage sicher auch noch ein bisschen diejenigen aus Appenzell-Innerrhoden.

Zu einer Reihe von Einzelfragen ist gesondert Stellung zu nehmen, wobei ich nicht auf alle Probleme im Detail eingehen will. Einige Aspekte sind hier aber doch aufzugreifen. Vorerst zur Frage der Schulpflicht: Es ist geltend gemacht worden, die Schutzaltersgrenze 15 dränge sich auf, weil die Schulpflicht bis zum 15. Altersjahr gehe. Ich kann zählen, soviel ich will, aber wer mit 7 Jahren die erste Klasse der Primarschule besucht, der verlässt die Schule nach seinem 16. Geburtstag, mindestens wenn er in den Monaten Juli bis Dezember geboren ist. Die Dauer der Schulpflicht (9 Jahre) ist also kein Kriterium. Schulpflichtige Jugendliche müssen jedenfalls noch im Schutzalter stehen, sonst erhalten wir Zustände, die doch ernsthafte Probleme mit sich bringen könnten. Gerade also wegen der Schulpflicht, meine ich, drängt sich das Schutzalter 16 auf.

Die Minderheit nimmt sodann die Formulierung der Mehrheit auf, wonach als Täter nur ein Jugendlicher in Frage kommt, der seinerseits dem Schutzalter entwachsen ist. Als Täter kommt nur in Frage – nach der Formulierung der Minderheit – wer älter als 16 Jahre ist. Damit wirkt sich die Formulierung der Kommissionsminderheit nicht gegen die Jugendlieben oder gegen das aus, was Herr Aubert als Jugendlieben bezeichnet hat, sondern ist geradezu eine Schutzbestimmung zugunsten des Täters. Sie kriminalisiert Jugendlieben nicht, sondern hält einen relativen Freiraum offen. Die kritischen Bemerkungen des Präsidenten gegenüber dieser Formulierung habe ich zwar mitverfolgt, und ich muss gestehen, dass die Kommission diese Aspekte vielleicht etwas zu wenig überdacht hat. Soweit ich bis jetzt die Sache zu überblicken vermag, meine ich indessen, dass die Formulierung auch und gerade beim Schutzalter 16 sinnvoll und zweckmässig sei und die Sache weniger brisant mache. Die Kommissionsminderheit beantragt des weiteren unter Ziffer 2 von Artikel 187, dass eine Grenze von 20 Jahren angesetzt werde, um den Täter – allerdings fakultativ – von der Bestrafung zu befreien. Auch damit ist Jugendlieben die

Kriminalisierung nicht zum vorneherein angedroht, sondern damit ergibt sich die Flexibilität, von der Herr Kommissionspräsident Aubert gesprochen hat – eine Flexibilität, wie sie in anderen Ländern mit etwas höheren Schutzaltersgrenzen gehandhabt wird. Damit ermöglichen wir eine sinnvolle Handhabung des Artikels 187 durch unsere Strafgerichte. Ein besonders wichtiger Aspekt: Der Artikel 187 soll neu nach der Revisionsvorlage auch für gleichgeschlechtliche Beziehungen gelten. Es gibt keine Sonderbestimmung für gleichgeschlechtliche, für homosexuelle Beziehungen, seien sie zwischen Mann und Mann oder Frau und Frau. In diesem Zusammenhang muss ich Ihnen sagen: Es ist für mich schlicht und einfach unvorstellbar, dass ein 15jähriger Knabe bereits über die notwendige Reife verfügt, die es ihm ermöglichen würde, einen von umfassender Verantwortung getragenen Entscheid im Hinblick auf die Eingehung einer gleichgeschlechtlichen Beziehung zu einem älteren Mann zu fällen. Das kann ich mir nicht vorstellen. Genau das gleiche gilt natürlich für ein 15jähriges Mädchen. Versetzen Sie sich doch einmal in die Lage der Eltern eines 15jährigen Kindes, das durch einen erwachsenen Mann oder eine erwachsene Frau in ein gleichgeschlechtliches Verhältnis hineingezogen worden ist. Diese Eltern werden es niemals begreifen, dass ihnen das Strafrecht keinen Schutz gewährt. Gerade aus diesem Grund muss die Grenze mindestens auf 16 Jahre angesetzt werden.

Nun habe ich Ihnen zum Schluss noch eine kleine Pointe. Die Kommissionsmehrheit möchte die Altersgrenze, wie wir gehört haben, bei 15 Jahren ansetzen. Die gleiche Kommissionsmehrheit setzt aber die Altersgrenze für die Abgabe von alkoholischen Getränken an jugendliche Personen auf 16 Jahre an. Sie dürfen also mit einem 15jährigen Mädchen zwar schlafen, aber Sie dürfen dem Kind nach dem vollzogenen Geschlechtsakt keinen Whisky verabreichen. Die gleiche Kommission hat auch beschlossen, dass Sie einem Jugendlichen pornographische Filme erst dann zeigen dürfen, wenn er 18 Jahre alt gewesen ist. Das sind zwei kleine Pointen, die den Sachverhalt an sich nicht allzu gewaltig zu beeinflussen vermögen. Aber bedenken Sie immerhin, dass es die gleichen Mitglieder der gleichen Kommission für richtig hielten, bei Alkohol das Schutzalter auf 16 und bei Pornographie sogar auf 18 Jahre anzusetzen. Ich meine, dass es bei dieser Situation wohl nicht sehr weit daneben ist, wenn die Kommissionsminderheit der Auffassung ist, 16 Jahre seien richtig.

Ich gebe zu – ich möchte das nochmals sagen –, die Frage des Schutzalters 15 oder 16 Jahre ist keine Frage von staatsrechtlicher Bedeutung. Wir können auch mit einem Schutzalter von 15 Jahren leben. Pflichtbewusste, besorgte Eltern werden ohnehin das ihnen von der Natur und unserer Gesetzgebung her Obliegende tun, um die sichere und geordnete Entwicklung ihrer Kinder zu gewährleisten. Aber ich meine, wenn wir jetzt darüber entscheiden müssen, ob 15 oder 16 Jahre, dann ist es doch richtig, die Grenze bei 16 Jahren anzusetzen.

Miville: Ich gratuliere dem Kollegen Schoch zu seinen Pointen. Aber vielleicht, Herr Schoch, ist unter den Gesichtspunkten, die für unser heutiges gesellschaftliches Leben massgebend sind, eine geschlechtliche Handlung unter mehr oder weniger Gleichaltrigen beispielsweise nicht so gravierend wie Alkohol und Gewöhnung an den Alkoholismus und nicht so gravierend wie Pornographie. Im übrigen, Herr Schoch, habe ich für alles, was Sie von Ihrem Standpunkt aus gesagt haben, viel Verständnis. Sie haben betont, dass Sie hier eine ländliche Region vertreten. Da kann ich wohl verstehen, dass Sie in gewissen Fragen zu anderen Schlüssen kommen als ich, der ich eine Zeit meines Lebens in Basel Amtsvormund gewesen bin. Dort habe ich von der sexuellen Reife der jungen Generation ein anderes Bild erhalten und andere Erfahrungen gemacht, als das bei Ihnen der Fall ist. Das muss man beiderseits anerkennen, und man muss versuchen, zu einem richtigen Schluss zu kommen.

In dieser Beratung ist jetzt der Moment gekommen, sich an gewisse Dinge zu erinnern, die gestern und heute morgen in der Eintretensdebatte gesagt worden sind, zum Beispiel, dass wir neuen gesellschaftlichen Gegebenheiten Rechnung zu tragen haben – das haben wir *notabene* bei jeder Gesetzesrevision zu tun. Das heisst also, dass wir der neuen gesellschaftlichen Situation der jüngeren Generation und bei der Vergewaltigung in der Ehe auch dem neuen Bewusstsein einer jungen Frauengeneration Rechnung zu tragen haben. Rechnung zu tragen haben wir den Auffassungen über sexuelle Fragen, wie sie sich in den letzten Jahrzehnten mehr und mehr ergeben haben. Ich meine die offenere Haltung dort, wo früher gesellschaftlich allgemein anerkannte Schranken gezogen waren, die heute ihre frühere Rolle nicht mehr spielen. Anders gesagt: Ein Kind von 16 Jahren war vor wenigen Jahrzehnten noch etwas anderes als ein «Kind» von 16 Jahren heute.

Es ist im weiteren an das zu denken, was von verschiedenen Rednern in der Eintretensdebatte gesagt worden ist: Unser Strafgesetz muss dort strafen, wo Schaden gestiftet wird, und nicht dort, wo moralische Verhaltensweisen zur Diskussion stehen. An das alles ist zu denken, wenn wir uns jetzt mit diesem Schutzalter befassen.

Schutzalter heisst, es soll etwas geschützt werden, strafrechtlich sanktioniert geschützt werden. Was soll geschützt werden? Mehrere Votanten haben es bereits gesagt: Die ungestörte seelische, sexuelle, gesamtheitliche Entwicklung der Jugendlichen. Nun haben wir uns zu fragen, wo die Limite zu liegen hat? Die Experten haben sich mit guten Argumenten für die Limite 14 entschieden. Der Bundesrat und Herr Schoch und seine Minderheit halten mit beachtlichen Argumenten am Schutzalter 16 fest. In dieser Situation glaube ich, glaubt die Kommissionsmehrheit, dass das Schutzalter 15 einen Kompromiss darstellt, der nun nicht als faul zu bezeichnen ist. Es gibt auch gute Kompromisse. Es gibt bei dieser Differenz zwischen dem Schutzalter 16 und dem eher zeitgemässen Schutzalter 14 den kleineren Schritt von 15, einen Schritt, den wir in der Gesetzgebung immer wieder vollziehen müssen – aus dem Zwiespalt zwischen neuen gesellschaftlichen Erfordernissen einerseits und andererseits dem, was es bei unserem Volk und bei unserer Referendumsdemokratie noch verträgt.

Unsere Gesetzgebung vollzieht sich im allgemeinen in kleinen Schritten. Wir müssen nur darauf achten, dass diese Schritte nicht so klein ausfallen, dass sie am Ende einem Stillstand gleichkommen. Die Botschaft nennt die Gründe, welche für das Schutzalter 15 sprechen könnten. Das Schutzalter 16 entspricht nicht mehr den heutigen Lebensumständen und der heutigen Einstellung zur Sexualität. Das Schulalter wird hier ins Feld geführt; Herr Schoch vertritt allerdings – wie wir gehört haben – eine andere Auffassung. Das Schutzalter 15 spielt in unserem Rechtsleben auch in anderen Zusammenhängen eine Rolle, was zu beachten ist. Im Blick auf diese Frage ist zu bedenken, dass die heutige, junge Generation früher geschlechtsreif ist – das wird in der Entwicklungspsychologie als Akzeleration bezeichnet. Nach zwei schweizerischen Untersuchungen hatten zu Beginn der siebziger Jahre etwa 40 Prozent der jungen Männer und etwa 46 Prozent der Mädchen vor Vollendung des 16. Altersjahres Erfahrungen mit sexuellen Handlungen, die unter Artikel 191, Ziffer 2, Strafgesetzbuch bzw. jetzt also Entwurf Artikel 187, Ziffer 1, fallen (vergleiche Bruno Meile «Sexualität und Jugend», Band 2, «Muster des sexuellen Lernens», Frauenfeld/Stuttgart 1977, Seite 50 ff, und K. Cassee «Frau werden. Aspekte sexueller Sozialisation», Dissertation Phil. I, Zürich 1981).

Ich möchte Sie auf etwas aufmerksam machen: Zwar finden wir es wichtig, dass solche neuen gesellschaftlichen Gegebenheiten Ausgangspunkt unserer Ueberlegungen sind und empfehlen deshalb Schutzalter 15; andererseits stimmen wir – die Mehrheit – im Falle des Missbrauchs von Kindern unter 15 Jahren einer strengeren Strafandrohung zu. Wir befürworten in diesem Falle Zuchthaus bis zu 10 Jahren anstelle von Zuchthaus bis zu 5 Jahren oder Gefängnis, wie das der Bundesrat empfiehlt.

Zu wenig betont wurde meiner Meinung nach in der Kommission der Unterschied, der darin besteht, ob eine ältere Person ein Kind missbraucht oder ob kindliche Spielereien stattfinden. Ich meine damit nicht die Mensur des Kollegen Affolter, sondern es sind die kindlichen Spielereien unserer Jugendlichen, die mich im Rahmen dessen, was wir hier zu diskutieren haben, beschäftigt.

Seit 1974 – das ist kürzlich publiziert worden – hat die Zahl von 18- und 19jährigen Jugendlichen, die wegen Unzucht mit Kindern verurteilt wurden, um 75 Prozent abgenommen. Dem aber steht eine durch Untersuchungen erhobene Dunkelziffer von Jugendlichen gegenüber, die trotz gesetzlichem Verbot miteinander schlafen; diese Dunkelziffer muss sehr hoch sein. In der «Weltwoche» stand: «Mit durchschnittlich 15 Jahren gehen Jugendliche zum ersten Mal miteinander ins Bett. Mit 18 Jahren hat rund ein Drittel der Schweizer Jugendlichen regelmässig sexuelle Beziehungen.» Dies ist das Ergebnis einer Untersuchung des Zürcher Präventivmediziners Kurt Biener aus dem Jahre 1984.

Im Kanton Waadt ergab eine Studie im Jahre 1983, dass mehr als ein Viertel der befragten Mädchen bereits im Schutzalter mit einem Mann oder mit einem Jugendlichen geschlafen hatten. Aehnliche Resultate zeitigte eine repräsentative Umfrage der Zeitung «Blick».

Das sind Ueberlegungen, die vielleicht dafür massgebend sind, dass unsere Nachbarländer das Schutzalter anders ansetzen als wir, nämlich 14 in der Bundesrepublik, in Oesterreich und Italien, 15 in Frankreich. Deshalb meine ich auch, dass wir in der Kommission zu wenig beachtet haben, dass diese Dinge nicht kriminalisiert werden dürfen, wobei wir immerhin sagen: «...hat der Täter zur Zeit das 18. Altersjahr noch nicht zurückgelegt, kann die zuständige Behörde von der Strafverfolgung der Ueberweisung an das Gericht oder der Bestrafung absehen.»

Ist das Schutzalter bei 15 oder gar 16 Jahren angesetzt, so läuft die Definition der inkriminierten Handlungen im Entwurf darauf hinaus, dass die ganze Dogmatik der sogenannten «anderen unzuchtigen Handlungen» ins neue Recht übernommen wird, mit der Folge, dass geschlechtlich motivierte Handlungen kriminalisiert werden, die auch in der Schweiz – wie ich es soeben anhand von Untersuchungsergebnissen ausgeführt habe – unter Jugendlichen dieses Alters mehr oder weniger gang und gäbe sind. Dadurch geraten nicht nur die Jugendlichen in Schwierigkeiten, sondern vor allem auch ihre Eltern, Lehrer und Erzieher, die bei Schülerparties und Jugendfreundschaften vor kaum lösbare Probleme gestellt werden. Ueber die Konstruktion des unechten Unterlassungsdelikts riskieren Sie, wegen Gehilfenschaft verurteilt zu werden, wenn Sie nicht einschreiten. Es hat mir – leider viel zu spät, so dass es in der Kommission nicht mehr zur Sprache gebracht werden konnte – ein Strafrechtsprofessor und Bundesrichter einen Vorschlag gemacht. Er wollte hier einfügen: «Wer mit einem um mindestens vier Jahre jüngeren Kind» – unter 16 oder je nach dem 15 Jahren – «eine geschlechtliche Handlung vornimmt

Ich denke nicht daran – ich habe es dem Herrn auch erklärt –, das hier zum Antrag zu erheben, denn es konnte in der Kommission nicht besprochen werden. Wir hatten keine Gelegenheit, diesen Vorschlag nach allen Seiten hin zu überprüfen. Ich werde dieses Material aber der Nationalratskommission übergeben und halte den Vorschlag für bedenkenswert.

Es würde auf diese Weise eine Differenziertheit der Regelung erreicht, die es erlaubt, auch innerhalb der Kategorie der Jugendlichen Zwischenbeziehungen mit nahezu gleichaltrigen Partnern und dem Missbrauch von Kindern zu unterscheiden.

Es würde im weiteren eine Rechtssicherheit erreicht, in welcher das strafrechtliche Schicksal der Jugendlichen nicht einfach dem Ermessen der zuständigen Behörden anheimgestellt würde mit allem, was das an unterschiedlichen Praktiken von Kanton zu Kanton zur Folge haben kann. Es würde eine Entkriminalisierung von sogenannten Gehilfen erreicht – denken Sie an den Freiburger Fall, der uns in

der Kommission auch beschäftigt hat –, die sich daraus ergibt, dass der Altersvorsprung des Täters als sachliches Tatbestandsmerkmal formuliert wird und daher allfälligen Teilnehmern zugute kommt. Ich wollte diese interessante Ueberlegung immerhin erwähnt und in der Debatte betont haben.

Im Hinblick auf die neue gesellschaftliche Beurteilung von wenig ins Gewicht fallenden, nicht schädigenden sexuellen Handlungen sowie auf die Situation der jüngeren Generation in unserer Gesellschaft mit allen Versuchungen, die sich ergeben können (während Ferienlagern, nach dem Besuch einer Disco oder einer Rock-Show, bei Schülerparties oder Jugendfreundschaften), scheint es mir gegeben, dem Vorschlag der Experten von Schutzalter 14 Jahren, der wohlbedacht war, wenigstens mit dem von 15 Jahren entgegenzukommen.

Steiner: Ich habe mit Herrn Miville abgemacht, dass er den Standpunkt der Mehrheit für die 15 Jahre vertritt. Darf ich noch etwas ergänzen und speziell auf das Votum von Herrn Schoch eintreten?

Ich möchte den Eindruck mildern, dass es bei der Herabsetzung des Schutzalters um Wüstlinge und Kinderschänder gehe. In der Praxis geht es um Fälle, wo man sagen muss, diese Leute haben zu früh angefangen. Aus einer Statistik des Experten geht hervor, dass von den Unzuchtsfällen, die er als Gerichtspräsident behandelt hat, die Hälfte der Opfer Mädchen unter 15 Jahren waren und die andere Hälfte solche zwischen 15 bis 16 Jahren. Er meinte, wenigstens die 15- bis 16jährigen Jugendlichen sollten aus dem strafrechtlichen Zugriff herausgenommen werden. Man darf diesen Ueberlegungen folgen, speziell aufgrund der Argumente des Expertenberichtes, nach denen diese Kinder im oberen Bereich des Schutzalters kaum die Rolle der schutzbedürftigen Opfer spielen, sondern selber die Initiative zu sexuellen Handlungen ergriffen haben. Die Hauptargumente des Vernehmlassungsverfahrens für Schutzalter 15 Jahre haben mich sehr interessiert. Es waren dies die Schulpflicht, das den heutigen Lebensumständen nicht mehr entsprechende Schutzalter und insbesondere die Praxis der Strafgerichte. Ich habe mich persönlich in jüngster Zeit wieder erkundigt und wiederhole, was ich am Anfang sagte: Die Unzuchtsdelikte nahe der Schutzaltersgrenze 16 werden heute je länger, je weniger geahndet. Diese grosse Dunkelziffer im Bereich der Sexualdelikte bringt die Schwierigkeit der Durchsetzung des heutigen Rechtszustandes zum Ausdruck. Das widerspricht auch der Rechtssicherheit. Wir müssen an diese unbefriedigende Praxis denken und nicht an ihr vorbeisehen.

Ich bin Herrn Miville dankbar, dass er zum Vergleich auf die Schutzalter der umliegenden Länder hingewiesen hat. Wohl müssen wir bei unserer Gesetzgebung nicht immer nach dem Ausland schielen, aber wenn alle umliegenden Länder Schutzalter mit 1 bis 2 Jahren Differenz gegenüber der Schweiz haben, muss man sich doch fragen, was ein solches Gefälle rechtfertigt. Sind denn die Menschen jenseits unserer Grenze so anders? Kann Recht vor und hinter dem Grenzstein derart verschieden sein?

Ich schliesse mit einer Feststellung, die ich bereits in der Kommission gemacht habe: Zuerst haben wir uns mit den 14 Jahren der Expertenkommission auseinandersetzen müssen, die durch den Bundesrat nicht mehr aufgenommen wurden, im Gegenteil, der Bundesrat ist – wahrscheinlich gestützt auf das Vernehmlassungsverfahren – bei 16 Jahren geblieben. Aber die 14 Jahre der Expertenkommission haben uns in der Kommission allerhand zu denken gegeben. Dort führte ich aus, dass ich eine massvolle Herabsetzung von 16 auf 15 Jahre befürworte, und zwar mit Rücksicht auf den grossen Teil unserer Bevölkerung – ich erinnere an das Votum von Herrn Schoch –, der mit achtenswerten Gründen eine zu starke Liberalisierung kategorisch ablehnt. Hier liegt das Risiko einer referendumpolitischen Auseinandersetzung, und zwar in einer Art, die in unserem Lande Gräben aufwerfen könnte, wie wir sie nicht wünschen. So habe ich in der Kommission den Antrag gestellt, einheitlich alle

Bestimmungen bezüglich 16 Jahre auf 15 zu reduzieren. Das ist geschehen.

Herr Kollege Schoch, zu Ihrer Pointe mit Artikel 136: Dass wir nicht einheitlich gefolgt sind, sondern das Verabreichen von alkoholischen Getränken zum Beispiel noch mit 16 Jahren ahnden, ist effektiv ein Lapsus. In der zweiten Lesung ist ein Antrag von Frau Kollegin Josi Meier mit einer Stimme Mehrheit gutgeheissen worden. Sie haben grundsätzlich Recht, aber ich möchte Ihre Pointe in diesem Punkt doch etwas relativieren. Da ist etwas Ungeschicktes passiert, und ich nehme an, dass dieser Punkt Stoff für den Nationalrat sein wird. Ich bitte Sie, für 15 Jahre einzutreten.

Jagmetti: Mein Votum ist nur als knappe Ergänzung gedacht. Ich möchte die Fragestellung, wie sie von den Vorrednern sehr ausführlich und eindrücklich dargelegt worden ist, nicht wiederholen.

Wenn ich selbst für 15 Jahre optiere, so aus der Erkenntnis, dass jede gesetzliche Altersgrenze uns vor Schwierigkeiten stellt, weil sich Jugendliche in diesem Altersjahr sehr unterschiedlich entwickeln. Ich knüpfe nicht an die alte Zürcher Tradition an, die bis zum Inkrafttreten des Strafgesetzbuches gegolten hat und 15 Jahre betrug, sondern an die Bestimmung von Artikel 82, und zwar deshalb, weil ich zwischen Schutz und Verantwortung einen Konnex sehe. Artikel 82 legt fest, was Kinder sind und welche Verantwortung sie tragen. Dieses Stadium «Kind» – nach Gesetz – endet mit dem vollendeten 15. Altersjahr, dann beginnt das Stadium «Jugendliche».

Es mag etwas theoretisch erscheinen, wenn man nun von Schutz und Verantwortung spricht und da einen Zusammenhang sieht. Aber ich glaube, dass das viel mehr als Theorie ist. Es ist schliesslich der Mensch in seiner Entwicklung, den wir in unsere Ordnung hineinnehmen. Sollen wir ihn denn unterschiedlich einbetten, je nachdem ob es um seinen Schutz oder um seine Verantwortung geht? Ist es nicht so, dass dort, wo die Verantwortung beginnt, eben auch der Sonderschutz enden muss, damit wir eine Übereinstimmung von beiden haben? Wenn Sie der Meinung wären, diese Altersgrenze müsse allgemein beim vollendeten 16. Altersjahr sein, dann hätte ich auch dafür Verständnis. Aber ein Auseinanderklaffen von Verantwortung und Schutz scheint mir nicht überzeugend zu sein. Deshalb votiere ich für 15.

Freilich – und da bin ich Herrn Miville für seinen Hinweis dankbar – überzeugt mich die völlige Straflosigkeit des Jugendlichen selbst im Schutzalter, ganz unabhängig vom Altersunterschied, nach wie vor nicht ganz. Herr Aubert hat schon darauf hingewiesen, dass dann eine Beziehung, die unter 15- und 15einhalbjährigen aufgebaut worden ist, plötzlich strafrechtlich erfassbar wird, nachdem sie es vorher nicht war. Das ist unlogisch. In diesem Sinne glaube ich, dass alle drei Varianten, die uns heute gedruckt vorliegen, noch nicht ganz den wünschbaren Reifegrad haben, ohne dass ich damit sagen würde, die Kommission hätte nicht sorgfältig an dieser Bestimmung gearbeitet. Aber es ist eine Bestimmung, die schwierig ist, weil eben beides – ich wiederhole es –, Schutz und Verantwortung, in einem engsten Verhältnis zueinander stehen.

Küchler: Gestatten Sie mir, nach den Voten der Vertreter der Kommissionsmehrheit nochmals eine Meinung zugunsten der Kommissionsminderheit zu äussern. Die Behandlung des Themas Sexualität der Jugendlichen ist doch zweifelsohne ein delikates Problem. Jede exakte Grenzziehung ist – wie Herr Kollege Jagmetti eben ausgeführt hat – mindestens in Einzelfällen durchaus diskutabel und bereitet Schwierigkeiten. Trotzdem bin ich der Auffassung, dass auch künftig grundsätzlich eine Schutzaltersgrenze statuiert werden muss, wie die Kommission es beschlossen hat, und dass diese Schutzaltersgrenze weiterhin bei 16 Jahren angesetzt werden muss. Dies hauptsächlich aus folgenden sechs Ueberlegungen:

1. Die immer wieder aufgestellte Behauptung, heute verlaufe sowohl die seelische wie auch die körperliche Entwicklung

beim jungen Menschen beschleunigter als früher, stimmt mit meinen praktischen Erfahrungen in der Jugendstrafrechtspflege in einer ländlichen Region nicht überein. Vielmehr ist festzustellen, dass wohl die physische Reife heute beim jungen Menschen sehr früh eintritt, dass jedoch von diesem Zeitpunkt an in der Regel mehrere Jahre verstreichen, bis die Persönlichkeitsreife denselben Stand erreicht hat. Immer wieder haben wir es nämlich mit jungen Leuten zu tun, die körperlich zwar erwachsen sind, in ihrem Empfinden, Benehmen und Reagieren jedoch Kinder geblieben sind. Diese ausgeprägte Diskrepanz zwischen körperlicher und seelischer Reife führt beim heranwachsenden Menschen dazu, dass er oft während Jahren in einer Entwicklungsphase steckt, die gekennzeichnet ist durch Labilität, Unsicherheit, Angstzustände und dergleichen mehr. In dieser Labilitäts- oder Unsicherheitsphase ist die Gefahr schlechter und schädlicher Beeinflussung besonders gross. Dass demzufolge der junge Mensch im Bereiche der geschlechtlichen Handlungen gerade während dieser mindestens bis zum 16. Altersjahr dauernden Zeit eines besonderen Schutzes bedarf, liegt doch auf der Hand.

2. Zu beachten gilt es auch, dass der Gesetzgeber, das heisst die Eidgenössischen Räte, noch vor nicht allzu langer Zeit das Jugendstrafrecht revidiert und die Altersgrenze für die Verantwortlichkeit der Jugendlichen hinaufgesetzt haben, was für mich wiederum nichts anderes bedeutet, als dass man damals auch der Auffassung war, dass bei den jungen Menschen die mit der Verantwortung zusammenhängende geistige Entwicklung mit ihrer körperlichen nicht Schritt hält.

3. Es kommt hinzu, dass in letzter Zeit – wie das auch Herr Kollege Schoch angetönt hat – die Schulpflicht in den einzelnen Kantonen immer weiter verlängert wird. Das Schutzalter von 16 Jahren entspricht also heute praktisch dem obligatorischen Schulabschlussalter. Dies ist meines Erachtens in diesem Zusammenhang von nicht geringer Bedeutung, beginnt doch mit dem Schulabschluss eine gewisse Loslösung von zu Hause, eine gewisse Verselbständigung des jungen Menschen und damit auch eine Zeit, wo der junge Mensch Verantwortung für sich selbst zu übernehmen hat. Falls die Schutzaltersgrenze tiefer als bei 16 Jahren angesetzt würde, dann wären etliche Schulen vor nicht leichte Probleme gestellt. Ich frage Sie an: Wollen wir dies? Wohl kaum.

4. Wie Sie eben gehört haben, unterscheidet der Artikel 187 StGB nicht zwischen hetero- und homosexuellen Handlungen. Nach Ansicht von Sachverständigen können indessen Heranwachsende auch nach dem 14. oder 15. Altersjahr durch homosexuelle Handlungen in ihrer geschlechtlichen Entwicklung in schwerwiegender Weise gestört werden, weshalb sich meines Erachtens auch aus dieser Sicht die Beibehaltung des Schutzalters von 16 Jahren unter allen Umständen aufdrängt.

5. Ein weiterer wichtiger Punkt ist, dass uns auch die zukünftige Entwicklung unserer Gesellschaft bei einer Herabsetzung des Schutzalters zu denken geben muss. Besteht hier nicht die konkrete Gefahr, dass immer jüngere Altersschichten immer häufiger mit immer intensiveren sexuellen Kontakten konfrontiert werden? Haben hier die gesetzlichen Normierungen nicht gleichzeitig eine wertstützende oder den Wertschwund verhindernde Funktion? Ich meine ja. Zwar bin ich mir bewusst, dass die Schutzaltersgrenze bei 16 Jahren den sexuellen Kontakt jugendlicher untereinander kaum verhindern kann. Sie hält aber erfahrungsgemäss viele dem Schutzalter Entwachsene und besonders die Erwachsenen selber von geschlechtlichen Beziehungen mit dem Schutzalter unterstellten Jugendlichen ab. Dies ist doch wiederum für die Beschlussfassung über die aufgeworfene Frage relevant.

6. Ein letzter Aspekt. In der Praxis wird heute gar nicht so sehr die Bestrafung der Erwachsenen wegen ihrer verbotenen geschlechtlichen Beziehungen zu Kindern unter 16 Jahren kritisiert als vielmehr die strafrechtliche Verfolgung Minderjähriger untereinander, die eine intime Bekanntschaft mit beispielsweise einem Mädchen am Ende des Schutzalters

pflegen. Da aber Ziffer 2 des vorgesehenen Artikels 187 StGB künftig die Möglichkeit einräumt, jugendliche Täter von Strafe zu befreien oder bei jugendlichen Tätern sogar von einer Strafverfolgung Umgang zu nehmen, drängt sich auch aus dieser Sicht eine Herabsetzung des Schutzalters nicht auf.

Aufgrund all dieser Darlegungen halte ich zusammenfassend aus ethischen, soziologischen und gesellschaftlichen Gründen eine Herabsetzung des Schutzalters für höchst fragwürdig und spreche mich für die Beibehaltung des Schutzalters von 16 Jahren, das heisst also für den Minderheitsantrag, aus.

Iten: Ich möchte zum Thema «Schutzalter» einige psychologische Argumente anführen. Argumente dieser Art kommen eher zu kurz. Ich gehe dabei vom Kind aus und nicht vom moralischen Bewusstsein unserer Gesellschaft, wie das etwa Karl Miville gemacht hat.

In der Botschaft spricht der Bundesrat mehrere Male von der «seelischen» und der «charakterlichen Reife», ohne indes zu sagen, was darunter zu verstehen ist. Ich möchte diesen Begriff etwas näher bestimmen und stütze mich dabei auf neuere Literatur.

Mit 16 Jahren kommen bestimmte psychische Entwicklungen zum Abschluss, die nahelegen, das Schutzalter auf 16 Jahre festzulegen. Ich nenne drei: erstens die intellektuelle Entwicklung, zweitens die Entwicklung im Wertebereich und drittens die Herausbildung des Selbstbildes.

Zum ersten: Das Denken des Kindes bewegt sich zwischen 12 und 15 Jahren im Bereich der konkreten Sachvorstellungen und schreitet allmählich zum abstrakten, schlussfolgernden Denken voran. Dieser Schritt erlaubt auch eine gewisse Distanzierung zum Eigenerlebnis. Das Kind kann durchaus schon vorher logisch und sachgerecht denken, aber nicht losgelöst von anschaulichen Grössen. Erst gegen Ende dieser Phase kommt es eine Stufe weiter. Es setzt das formale Denken ein, ein Denken nach logisch-abstrakten Begriffen, unabhängig von konkreten Bezügen also. Raum und Zeit zum Beispiel können jetzt überblickt und in rein formale Zusammenhänge gebracht werden. Dieses abstrakte Denken, losgelöst von konkreten Sachvorstellungen, gibt dem Kind eine gewisse Unabhängigkeit und Freiheit und bildet die wichtige Basis für die Einsicht in Werte.

Zum zweiten: In der Pubertät zwischen 12 und 15 Jahren durchlebt das Kind eine sogenannte «sensible Periode», in der es besonders aufnahmefähig für Werte und empfindsam für die Forderungen des Erwachsenenlebens ist. Es bildet sich eine Werteskala heraus, die zu einer individuellen Werthierarchie führt. Das Kind tastet sich an zentrale Lebenswerte heran und lernt sie dank der Fortschritte des formalen Denkens richtig einschätzen und unabhängig von Personen und Erlebnissen deuten. Das Kind sollte in dieser Phase höchster Wertempfindlichkeit nicht hin und her gerissen sein von allzu negativen Erlebnissen, die eine geschlechtliche Begegnung mit um vieles älteren Personen zweifellos darstellen könnte. Eine Verleitung oder Verführung zu geschlechtlichen Handlungen kann die Wertfindung empfindlich stören und die Persönlichkeitsentwicklung geradezu hemmen oder fehlerhaft machen. Darum ist es gut, wenn das Kind bis zum Abschluss seines Wertsystems vor einem irritierenden Erlebnis geschützt ist. Das jüngere Kind wertet noch stark personenbezogen und kann die Werte im allgemeinen nicht von konkreten Erfahrungen lösen und generalisieren. Das zeigt deutlich, wie unsicher die Wertwelt ist. Es könnte durchaus geschehen, dass sie einseitig von Sexualität dominiert würde, was einer Fehlentwicklung gleichkäme.

Zum dritten: Parallel zur Denk- und Wertentwicklung verläuft die Erarbeitung des Selbstbildes oder des Selbstkonzeptes. Damit ist ein erster wichtiger Schritt in der Persönlichkeitsbildung getan. Während sich das Selbstkonzept vom 12. bis zum 15. Lebensjahr noch beträchtlich ändert, bleibt es zwischen 16 und 19 Jahren ziemlich konstant. Damit erreicht das Kind nach einer Zeit des Umbruchs eine stabile Identität und eine gewisse Abgeschlossenheit in der charakterlichen Entwicklung, die so solid sind, dass starke

Erlebnisse verkräftbar werden. Die grosse Bedeutung des Selbstkonzeptes für die gesamte Entwicklung im Jugendalter, vor allem für die Komponente der Selbstdurchsetzung, liegt auf der Hand. Gelingt es den Jugendlichen nicht, ein positives, strukturiertes Selbstkonzept zu entwickeln, so ist das Hineinfinden in die Erwachsenenwelt gefährdet. Ein angemessenes Selbstkonzept verhindert auch Kriminalität und abweichendes Verhalten. Im Alter von 11 bis 15 Jahren beobachten wir bei Kindern noch ein starkes Auseinanderklaffen von realem und idealem Selbstbild. Später wird dies überwunden, was wichtig ist für die Gewinnung einer stabilen Identität.

Die Reife des Kindes scheint also inhaltlich durch das Erlangen des formalen Denkens, durch den Aufbau einer individuellen Werthierarchie und durch ein festes Selbstkonzept gegeben zu sein. Damit erreicht das Kind in seiner Persönlichkeitsentwicklung einen ersten stabilisierenden Abschluss. Es erlangt eine gewisse Selbstsicherheit und eine Unabhängigkeit den Erwachsenen gegenüber. Das ist, wie wir gesehen haben, im 16. Altersjahr der Fall. Nun braucht es den Schutz im intimen persönlichen Bereich nicht mehr im gleichen Masse wie vorher.

Aufgrund der Tatsache, dass die drei aufgezeigten Entwicklungen im Denken, im Wertebereich und beim Selbstbild mit 16 Jahren zu einem persönlichkeitsbildenden Abschluss kommen und damit eine erste Reife signalisieren, halte ich das Schutzalter 16 für richtig, befürworte aber die Revision, die die geschlechtliche Liebe unter Gleichaltrigen oder beinahe Gleichaltrigen von der Strafverfolgung ausschliesst, und halte bei dieser Sachlage das Feilschen um das Schutzalter 14 oder 15 für unangebracht. Ich plädiere für 16.

Mme Bauer: Avec le Conseil fédéral, avec le canton de Genève, que j'ai l'honneur de représenter dans ce conseil, avec la grande majorité des femmes, je vous engage à maintenir jusqu'à 16 ans l'âge de protection des jeunes, ainsi que le propose la minorité de notre commission. Chargés de la révision du code pénal, les membres de la Commission d'experts le rappellent: En démocratie, le citoyen est libre de se comporter comme il l'entend, pour autant qu'il ne lèse personne par ses actes. Un comportement sexuel n'est dès lors punissable que s'il est nuisible pour une autre personne, ou si le partenaire ne possède pas pleinement la faculté d'apprécier les conséquences de ses actes. C'est le cas des enfants et des adolescents qu'il importe dès lors de protéger, non pas des amours juvéniles entre jeunes du même âge ou d'un âge assez proche, mais bien des entreprises de ceux que Jean-François Aubert appelle les «vieux satyres».

Il y a quatre raisons principales d'en rester à 16 ans:

1. S'il n'est pas contestable que le développement physique des jeunes est plus précoce aujourd'hui, le développement psychique ne suit pas forcément cette tendance. Concernant la sexualité, les jeunes, il est vrai, sont informés plus tôt et mieux qu'autrefois. Mais on note qu'ils accèdent plus tardivement à la maturité d'esprit en raison de l'allongement des études et de la période de formation qui les empêchent d'entrer de plain-pied dans la vie pratique. Ainsi ne devons nous pas nous laisser influencer par les chiffres très bas cités par le président de la commission, concernant la majorité sexuelle des adolescents, telle qu'elle était admise autrefois dans certains cantons. Il s'agissait d'abord de cantons ruraux; l'espérance de vie était plus basse; on entrait plus rapidement dans la vie active et professionnelle; on se mariait plus jeune; et surtout, les femmes n'avaient encore aucun droit. Elles étaient généralement considérées comme des objets propres à la reproduction.

Les adolescents, aujourd'hui encore, ne sont pas capables – nous en sommes convaincus – de saisir pleinement la signification de leurs actes sexuels et surtout d'en assumer les conséquences.

2. La présidente de l'Association des femmes médecins de Suisse, la doctoresse Ursula von Schulthess l'affirme: Le nombre grandissant des grossesses et des avortements chez les adolescentes est le résultat d'expériences précoces

non contrôlées; les médecins leur déconseillent de plus en plus fréquemment l'utilisation de contraceptifs, et notamment d'hormones qui se sont révélées néfastes au développement des adolescentes. Or, pour une jeune fille de 14, 15 ou 16 ans, une grossesse représente une charge physique très lourde qui peut entraîner des complications graves. Il en est de même des avortements qui, chez un être jeune, donc particulièrement vulnérable, peut mettre en danger tout le développement, tant physique que psychique. On n'insistera jamais assez sur les conséquences physiques de l'avortement, telles que la stérilité, ou sur ses conséquences psychiques, telles que la névrose et les difficultés d'ordre sexuel dont sont victimes des adolescents, aussi bien filles que garçons, traumatisés pendant leur puberté.

3. Faut-il vraiment que nous alignions notre législation sur celle de quelques pays qui ont abaissé à 15, voire à 14 ans, l'âge de protection (on pourrait même citer des pays islamiques où l'âge de protection est probablement fixé à 10 ans!) Nous ne le pensons pas. C'est bien plutôt l'opinion publique de notre pays qu'il importe de prendre en considération. Or, il ne fait pas de doute que dans sa majorité, elle est hostile à l'abaissement de l'âge de la maturité sexuelle. Enfin, les considérations d'ordre moral ne sauraient être négligées. Et il n'est que de considérer la concordance des positions des grandes Eglises officielles du pays, qui toutes trois, se sont prononcées en faveur du maintien à 16 ans de l'âge de protection.

4. Chez nous en Suisse, sauf dans quelques cantons où les jeunes peuvent voter à 18 ans déjà, c'est à 20 ans qu'ils accèdent aux droits politiques. Pourquoi abaisserait-on encore la majorité sexuelle dès lors que l'âge de protection fixé à 16 ans correspond aujourd'hui, pour la plupart des jeunes, à la fin de la scolarité obligatoire et qu'il importe de ne pas aggrandir encore l'écart entre majorité civile, civile et sexuelle, donc d'en rester à 16 ans.

Pour conclure, je citerais la doctoresse von Schulthess: «Die Herabsetzung des Schutzalters wird den Täter schonen, nicht aber das Opfer.» C'est bien l'auteur du délit, le séducteur, que l'on protégerait et non pas la victime, si l'on abaissait l'âge de protection. Est-ce cela vraiment ce que nous voulons? Restons en donc à 16 ans et acceptons la proposition du Conseil fédéral qui est aussi celle de la minorité de la commission.

Bundesrätin Kopp: Ich danke Ihnen für Ihre Voten. Wenn man sie sorgfältig verfolgt hat, gelangt man zur Schlussfolgerung, dass es gute Gründe gibt, das Schutzalter bei 15 Jahren festzusetzen. Der Bundesrat hat diese guten Gründe übrigens selber in seiner Botschaft ausgeführt; es gibt aber auch Gründe, das Schutzalter bei 16 zu belassen. Herr Iten hat zu Recht darauf hingewiesen, dass die Frage des Schutzalters an Schärfe verliert, weil wir ja in Absatz 2 vorsehen, dass beim jugendlichen «Täter» von einer Strafe abgesehen werden kann.

Ich habe Ihnen bereits in meinem Eintretensvotum die Haltung des Bundesrates dargelegt. Die Meinungsunterschiede über die zu treffende Regelung sind vor allem Folge einer unterschiedlichen Gewichtung der zu schützenden Werte. Ein in diesem Zusammenhang unbestrittenemassen zu respektierender Wert ist die persönliche Entscheidungsfreiheit eines jeden Einzelnen in sexuellen Belangen. Dies gilt sicher für das Bild des mündigen, selbstverantwortlichen, im Vollbesitz seiner geistigen und seelischen Kräfte stehenden erwachsenen Menschen, der in sexuelle Kontakte einwilligt und demzufolge zu Recht nicht bevormundet werden darf. Geht es aber an – so frage ich Sie –, dieses Bild des erwachsenen Menschen ohne weiteres auf 15- oder 16jährige anzuwenden?

Der Bundesrat ist der Meinung, dass das Schutzalter bei 16 Jahren zu belassen ist. Er kann nach wie vor der Aussage, dass mit einer früher eintretenden körperlichen Entwicklung junger Menschen eine beschleunigte seelische Reife einhergehe, nicht restlos beipflichten. Es gilt in diesem Zusammenhang auch zu berücksichtigen, dass sich die Gewissensbildung vieler Bürger sozusagen ausschliesslich nach

den Normen des Staates richtet – aufgrund der Ueberlegung: Was nicht strafbar ist, ist erlaubt. Schliesslich darf ich nochmals darauf hinweisen, dass auch heute noch weite Kreise der Bevölkerung einer Liberalisierung des Schutzalters ablehnend gegenüberstehen.

Aus diesem Grunde bitte ich Sie im Namen des Bundesrates, der Kommissionsminderheit zuzustimmen.

Gestatten Sie mir, Herr Präsident, dass ich, bevor wir zur Abstimmung gelangen, hier noch auf eine Differenz zwischen der bundesrätlichen Fassung und der Kommissionsfassung aufmerksam mache: Herr Präsident Aubert hat bereits darauf hingewiesen, ebenfalls Herr Ständerat Jagmetti. Ich bin den Herren sehr dankbar dafür. Offensichtlich hat sich Herr Aubert noch einmal, nach Abschluss der Beratung, diese Frage gründlich überlegt.

Die Kommissionsmehrheit sieht vor, dass jugendliche Täter im Schutzalter straffrei sein sollen. Der Bundesrat hat sich die Gründe, die für oder gegen eine solche Strafbefreiung sprechen, sehr sorgfältig überlegt, ist aber zu einer anderen Schlussfolgerung gekommen als die Kommissionsmehrheit. Es sind nämlich durchaus Fälle denkbar, bei denen aufgrund der Tatumstände eine Täter-/Opferbeziehung im Sinne des Strafrechtes überwiegt. Denken Sie an das Beispiel, das Ihr Kommissionspräsident selber genannt hat, wenn ein fünfzehnjähriger Knabe an einem zehn- oder achtjährigen Mädchen sexuelle Handlungen vornimmt. Nach dem Vorschlag des Bundesrates fiel dieser Täter unter das Jugendstrafrecht. Sie wissen alle, dass im Jugendstrafrecht die Massnahmen im Vordergrund stehen. Der Bundesrat ist der Meinung, dass gerade einem solchen jugendlichen Täter mit einer Massnahme besser geholfen ist als mit einer zum vorneherein garantierten Straffreiheit.

Herr Jagmetti und Ihr Kommissionspräsident haben auch darauf hingewiesen, dass es unlogisch ist, dass gewisse Handlungen bis zu einem bestimmten Alter straffrei, über diesem Alter hingegen strafwürdig sein sollen. Hier geht die Logik nicht ganz auf. Dazu kommt, dass wir in Absatz 2 vorschlagen, dass jugendliche Täter straffrei bleiben könnten.

Ich möchte Sie deshalb bitten, Herr Präsident, die Abstimmung so durchzuführen, dass einerseits über das Schutzalter abgestimmt wird und nachher über die Fassung der Kommissionsmehrheit und die Fassung des Bundesrates. Ich möchte Ihnen beantragen, in bezug auf das Täteralter bei der Fassung des Bundesrates zu bleiben. In bezug auf das Schutzalter habe ich Ihnen die Ansicht des Bundesrates bereits bekanntgegeben.

Präsident: Von seiten des Bundesrates wird beantragt, dass wir zwei Abstimmungen durchführen: eine erste über das Schutzalter und eine zweite über die einzelnen Fassungen.

Jagmetti: Meines Erachtens wäre es besser, wenn die beiden Abstimmungen so durchgeführt werden könnten, dass wir a) über das Schutzalter abstimmen und b) über die Strafbarkeit der sich unterhalb der Schutzaltersgrenze befindenden Täter. Sie haben jetzt drei Lösungen. Es gibt theoretisch natürlich eine vierte: Schutzalter 15 und Strafbarkeit des Täters, der noch nicht so alt ist. Diese Variante ist jetzt im Entwurf nicht enthalten. Wenn man also zwei Abstimmungen durchführen könnte, hätten wir nachher das klare Ergebnis: Schutzalter 15 oder 16 und Strafbarkeit des Täters innerhalb des Schutzalters: ja oder nein.

Präsident: Wir stimmen ab über das Schutzalter.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit (15 Jahre)	13 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit (16 Jahre)	20 Stimmen

Präsident: Wir stimmen nun über die Frage der Straffreiheit ab. Ich schlage Ihnen vor, dass wir die Fassung des Bundesrates dem Antrag der Minderheit gegenüberstellen.

Cavelty: Es geht hier nicht nur um die Frage verschiedener Fassungen, sondern es geht um die Frage, ob die Täter, die unter 16 Jahre alt sind und mit Gleichaltrigen, auch unter 16jährigen, geschlechtliche Handlungen vornehmen, strafflos oder strafbar seien. Das ist eine wichtige materielle Frage. Ich wollte das noch präzisieren, damit diejenigen, die nicht in der Kommission waren, den Unterschied sehen. Eine Schwierigkeit, die sich aus der Straffreiheit des unter 16jährigen Täters ergibt, wurde noch nicht erwähnt; nämlich die Behandlung der Gehilfenschaft zu solchen Taten: Wenn die Eltern dazu behilflich sind, dass Kinder unter 16 Jahren miteinander Verkehr haben, kann diese Gehilfenschaft nicht bestraft werden, wenn der Täter selbst straffrei ausgeht. Dies spricht für die Fassung des Bundesrates.

Präsident: Es bleibt also dabei, dass wir über die Fassung der Minderheit und die Fassung des Bundesrates abstimmen.

Mme Bauer: Pour ceux qui n'étaient pas membres de cette commission, la distinction n'est pas si aisée. Serait-il possible que le président de la commission nous explique brièvement la différence entre les deux propositions pour lesquelles nous avons à nous décider.

M. Aubert, rapporteur: Maintenant, nous savons que l'âge de protection est de 16 ans. La personne qui n'a pas 16 ans est protégée.

Le problème qui se pose alors est celui de l'auteur. Dans les propositions de la commission, aussi bien de la majorité que de la minorité, il avait été admis que, si l'auteur était âgé de moins de 15 ans (version de la majorité) ou de 16 ans (version de la minorité), il serait exempt de plein droit de toute peine, tandis que le Conseil fédéral estime qu'une personne de moins de 16 ans (version que vous venez d'adopter) ne doit pas être nécessairement exempte de toute peine; qu'elle doit simplement bénéficier du chiffre 2, c'est-à-dire qu'il y aura lieu de voir si, d'après les circonstances, elle doit ou non être punie. Je vous rappelle qu'il y a une grande différence selon qu'une personne de moins de 16 ans a eu des rapports avec une personne de 15 à 16 ans ou avec une fillette de 5 à 6 ans. Ce n'est pas du tout pareil.

Jagmetti: Ich möchte darauf hinweisen, dass dieser Entscheid seinerzeit in der Kommission – der Herr Präsident möge mich korrigieren, wenn es nicht stimmt – ganz knapp getroffen worden ist.

Hänsenberger: Diese Einfügung «.... nach Vollendung des 16. Altersjahres» wurde auf meinen Antrag in der Kommission aufgenommen. Der Herr Präsident hat es so zitiert. Aber ursprünglich stammt der Antrag nicht von mir, sondern von den Experten, vor allem von Professor Schultz, der uns ja während der ganzen Beratung begleitet hat.

Der Antrag soll dem Umstand Rechnung tragen, dass es etwas anderes ist, wenn Kinder ähnlichen oder fast gleichen Alters miteinander Initialriten betreiben, als wenn eine ältere Person ein minderjähriges Kind verführt. Auf Antrag dieses Experten habe ich diese Formulierung gewählt. Es ist auch nicht ganz dasselbe, ob wir das im Absatz 1 haben oder auf den Absatz 2 verweisen, wo nur berücksichtigt werden kann.

Ich bitte den Rat, an dieser Formulierung der Minderheit festzuhalten. Wir schaffen damit eine Differenz zum Bundesrat. Der Nationalrat kann diese – wenn nötig – im Sinne der Ausführungen des Präsidenten, der mit Recht darauf hingewiesen hat, dass zwischen 14- und 9jährigen Kindern auch eine Schwierigkeit bestehen könnte, noch verbessern.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	11 Stimmen
Für den Antrag des Bundesrates	20 Stimmen

Art. 187 Ziff. 1 Rest

Antrag der Kommission

Mehrheit

.... Zuchthaus bis zu zehn Jahren oder

Minderheit

(Cavelty)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 187 ch. 1 reste

Proposition de la commission

Majorité

.... la réclusion pour dix ans au plus

Minorité

(Cavelty)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. Aubert, rapporteur: Nous quittons pour l'instant ces problèmes de délimitation des cas punissables. Nous y reviendrons d'ailleurs au chiffre 2, mais maintenant nous délibérons de la peine.

Le Conseil fédéral, considérant que la plupart de ces affaires sont punies en fait d'une privation de liberté d'assez courte durée, nous propose d'adapter la loi à la pratique des tribunaux et de prévoir comme peine maximale cinq ans de réclusion.

Il est apparu à la majorité de la commission que certaines de ces affaires pouvaient tout de même revêtir une réelle gravité, qu'il n'y avait donc pas lieu d'abandonner entièrement la règle actuelle de l'article 191, chiffre 1, et qu'il nous fallait maintenir la possibilité d'aller jusqu'à dix ans de réclusion. Je dois dire ici que, d'une manière générale, les pénalités prévues par la majorité de la commission, non seulement pour les faits de l'article 187, mais aussi et surtout pour ceux de l'article 189, ont été rehaussées par rapport au projet du Conseil fédéral. Mais vous avez pu constater que M. Cavelty vous demande d'en rester à la version du Conseil fédéral qui prévoit cinq ans. Vous aurez donc à choisir tout à l'heure sur deux propositions, entre une peine maximale de cinq ans de réclusion et une peine maximale de dix ans de réclusion. Dans sa majorité, la commission vous propose la peine maximale de dix ans de réclusion.

Cavelty, Sprecher der Minderheit: Wie der Kommissionspräsident gesagt hat, halte ich den Antrag des Bundesrates aufrecht: Strafandrohung von höchstens fünf Jahren statt zehn, wie die Kommission es verlangt. Nachdem Sie jetzt mit dem Schutzalter hinaufgegangen sind, dürfte ein zusätzlicher Grund für die Niedrighaltung der Strafandrohung gegeben sein.

Ich ging von folgenden Ueberlegungen aus. Es geht hier – wie vorhin wiederholt betont wurde – um die sogenannten Normalfälle, wo die Opfer unter 16 Jahren sind, die Normalfälle, die keine Komplikationen und keine Verschärfungen beinhalten, keine Nötigung, keine Schändung usw. Wenn Verschärfungen bestehen, z. B. Nötigung, dann ist eine Strafandrohung von zehn Jahren vorgesehen. Bei der Schändung ist eine Strafandrohung von nur fünf Jahren vorgesehen, bei der geschlechtlichen Handlung mit Anstaltszöglingen sogar nur eine Strafandrohung von Gefängnis.

Hier möchte nun die Kommissionsmehrheit direkt auf zehn Jahre hinaufgehen. Das scheint mir unproportional und nicht den gegebenen Umständen entsprechend zu sein. Dazu ist zu sagen, dass in der Praxis in den letzten Jahrzehnten nie über fünf Jahre gegangen wurde. Ich habe zwar keine Statistik darüber bekommen. Aber alle bestätigen mir, dass man sich nicht erinnern kann, dass je ein Gericht für Normalfälle über fünf Jahre gegangen wäre.

Es geht hier, wie Herr Präsident Aubert in anderem Zusammenhang gesagt hat, um «un acte librement consenti», eine einfache Verletzung. Es geht, wie Herr Miville in einem anderen Zusammenhang gesagt hat, um «ein wenig ins Gewicht fallendes Delikt», verglichen mit den schwereren Delikten, die folgen. Schon deshalb muss man einen Unterschied in der Strafandrohung machen.

Der Hauptgrund, warum ich diesen Antrag aufrechterhalte, ist ein praktischer: Sie wissen, die Kompetenzordnung für die Gerichte in den Kantonen stellt ab auf die Höchststrafe, die angedroht ist. Delikte, die theoretisch mit Zuchthaus von mehr als fünf Jahren bedroht sind, kommen in den meisten Kantonen direkt vor die höchste kantonale Strafinstanz, also vor das Kantonsgericht oder das Obergericht.

Es wäre wirklich zu viel verlangt, wenn all diese einfachen Fälle der geschlechtlichen Handlung mit unter 16jährigen direkt die obersten Gerichtsbehörden der Kantone belasten sollten. Ich wurde von Staatsanwälten und Richtern diesbezüglich angegangen und gebeten, den Antrag hier so zu vertreten, wie er auf der Fahne ist. Ich bitte, dem Antrag zuzustimmen.

Bundesrätin Kopp: Ich bitte Sie, den Antrag von Herrn Cavelly zu unterstützen und das Strafmass auf fünf und nicht auf zehn Jahre festzusetzen.

Herr Cavelly hat zu Recht darauf hingewiesen, dass das bisherige Strafmass nie auch nur annähernd ausgeschöpft wurde. Er hat zu Recht auch darauf hingewiesen, dass es sich hier um die einfachen Fälle handelt, also wo Jugendliche mit diesen sexuellen Handlungen einverstanden sind. Sobald Gewalt angewendet wird, findet eine Idealkonkurrenz zu Artikel 189 (Vergewaltigung) oder allenfalls zu Artikel 190 (Nötigung zu einer geschlechtlichen Handlung) statt. Wenn diese Idealkonkurrenz vorliegt, dann erlaubt es das Strafgesetzbuch, das Strafmass bis auf 15 Jahre auszudehnen. Aber hier sprechen wir ja nicht von diesen qualifizierten Delikten, sondern von einfachen sexuellen Handlungen mit Jugendlichen, die mit diesen Handlungen einverstanden sind.

Dazu kommt, dass der neue Artikel von geschlechtlichen Handlungen schlechthin spricht. Darunter fallen nach heutigem Empfinden auch harmlosere Handlungen, wie zum Beispiel das Petting. Eine Maximalstrafdrohung von zehn Jahren Zuchthaus, wie sie die Kommissionsmehrheit beantragt, könnte hier zu unverhältnismässig hohen Sanktionen führen.

Aus dieser Sicht erscheint uns die mittlere Höchststrafe von fünf Jahren Zuchthaus als richtig, zumal schon das geltende Recht für die anderen unzüchtigen Handlungen die gleiche Maximalstrafe vorsieht.

Ich bitte Sie also nochmals, dem Antrag von Herrn Cavelly zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	23 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	10 Stimmen

Art. 187 Ziff. 2

Antrag der Kommission

Mehrheit

.... nicht zurückgelegt, so kann die zuständige Behörde....

Minderheit

(Affolter, Aubert, Hänsenberger, Schoch)

.... das 20. Altersjahr

Art. 187 ch. 2

Proposition de la commission

Majorité

.... moins de 18 ans, l'autorité compétente

Minorité

(Affolter, Aubert, Hänsenberger, Schoch)

.... moins de 20 ans,

M. Aubert, rapporteur: C'est une disposition extrêmement intéressante que celle du chiffre 2 de l'article 187. C'est là que le Conseil fédéral et la commission cherchent à apporter un peu d'assouplissement, de flexibilité dans le traitement de ce que je me suis permis d'appeler les amours juvéniles.

Vous avez vu de quoi il s'agit. Si l'auteur a moins d'un certain âge, sera-ce 18 ans, sera-ce 20, nous en délibérerons

tout à l'heure, si l'auteur est un adolescent ou une adolescente, il peut ne pas être poursuivi, ou renvoyé, ou puni par les autorités judiciaires. Notez la différence avec ce que nous avons décidé au début de la matinée, à l'article 66bis, où il y avait une conséquence de plein droit pour les autorités judiciaires. Ici, il n'y a qu'une faculté. Cela ressemble au principe de l'opportunité de la poursuite. Bien entendu, n'en bénéficient que les personnes qui ont moins d'un certain âge. Il faudrait aussi penser aux personnes de 21 et de 22 ans.

Vous aurez donc à délibérer de l'âge au-dessous duquel vous entendez donner à l'auteur le bénéfice de la flexibilité. J'attire votre attention sur le fait que le chiffre 2 du projet du Conseil fédéral comportait aussi, comme circonstance qui pouvait entraîner l'exemption de la peine, le mariage subséquent de l'auteur avec la victime. Nous avons renoncé à cette deuxième circonstance qui pouvait entraîner l'exemption de peine, principalement parce que nous pensions qu'avec une majorité de protection de 15 ans et un délai de prescription de l'action pénale de deux ans on arrivait à 17 ans et que c'était alors un peu une farce que de dire que le mariage subséquent pouvait entraîner l'exemption de la peine. Cela n'aurait finalement profité qu'à certaines personnes de nationalité étrangère qui peuvent se marier avant l'âge de 17 ans.

J'admets que, depuis que nous avons dit 16 ans, la circonstance du mariage subséquent reprend une signification qu'elle avait perdue avec l'âge de 15 ans, puisque 16 ans plus deux ans de prescription nous amènent à un âge où on peut se marier.

Il est vrai que l'abandon de la circonstance du mariage a aussi une autre raison tout à fait différente. Certains estimaient qu'il n'était pas très heureux de pousser les gens à des mariages inconsidérés, simplement pour échapper aux rigueurs de la justice.

Tout ce que j'aimerais dire en ce qui concerne le mariage subséquent, si rien ne se fait aujourd'hui sur ce point, c'est que le Conseil national reconsidère le problème.

J'en viens à la question majeure. Faut-il offrir la flexibilité aux personnes de moins de 18 ans, comme le propose la majorité de la commission, ou à celle de moins de 20 ans, comme le suggère la minorité de la commission? Je m'honore de figurer dans les rangs de mes adversaires de tout à l'heure, MM. Schoch et Affolter, qui demandent aussi 20 ans. Je crois qu'après la décision que nous avons prise sur l'âge de protection, soit 16 ans, il serait raisonnable de dire que la flexibilité vaut de 16 à 20 ans. Une flexibilité qui ne vaudrait que de 16 à 18 ans me paraîtrait ne couvrir qu'un nombre insuffisant de ces situations délicates qui rendent notre législation difficile. Vous permettrez donc qu'ici je parle au nom de la minorité de la commission: je souhaite que ce soit la version 20 ans et non pas la version 18 ans qui trouve grâce à vos yeux.

Affolter, Sprecher der Minderheit: Ich glaube, das Wichtigste hat soeben der Herr Kommissionspräsident gesagt. Mit dem Entscheid, das Schutzalter auf 16 Jahren zu belassen, ist auch ein wesentliches Moment geschaffen worden, dass wir von einer Altersgrenze von 18 Jahren – wie die Mehrheit vorsieht – auf 20 Jahre gehen sollten. Wir haben es hier sicherlich nicht mit einem allzu weltbewegenden Problem zu tun. Für das 20. Altersjahr spricht aber die grössere Flexibilität, die dem Richter in der Beurteilung des noch nicht volljährigen Täters zusteht. Es handelt sich – wie Sie sehen – bei dieser Ziffer 2 um eine Kann-Bestimmung, die ohnehin einen gewissen Ermessensspielraum des Richters oder der jeweiligen Behörde, die zuständig ist, in sich einschliesst. Die höhere Limite sollte vor allem auch ermöglichen, den Umständen des Einzelfalls besser gerecht zu werden, die da sind: familiäres Umfeld des Täters und des Opfers, Eigenarten der Herkunftsländer, Dauerhaftigkeit und Beziehungsenge der Liebes- und Partnerschaftsverhältnisse. All das lässt sich in einem etwas grösseren Zeitraum, eben innerhalb von 20 Jahren, besser beurteilen.

Ich glaube übrigens auch nicht, dass man sich in dieser Frage von den mehr formellen Kriterien des Begriffes des Jugendlichen leiten lassen sollte.

Ich bitte Sie deshalb, dem Minderheitsantrag, der übrigens auch dem bundesrätlichen Antrag in zweiter Auflage entspricht, zuzustimmen und in Berücksichtigung des soeben durch den Rat gefällten Entscheides, das Schutzalter auf 16 Jahren zu belassen, die Altersgrenze in Ziffer 2 auf 20 Jahre festzulegen.

Bundesrätin Kopp: Dieser Entscheid ist vielleicht nicht weltbewegend, aber er ist sehr bewegend für den 19jährigen, der mit einer noch nicht 16jährigen eine Liebesbeziehung pflegt und mit ihr geschlechtliche Handlungen vornimmt. Ich bin also auch, zusammen mit der Minderheit, der Meinung, wir sollten hier den Rahmen etwas grosszügiger abstecken.

Ich möchte Sie bitten, dem Antrag der Minderheit zuzustimmen.

M. Aubert, rapporteur: En ce qui concerne la différence entre 18 et 20 ans, les opinions ont été exprimées et nous connaissons celle du Conseil fédéral.

Je me suis trompé tout à l'heure. Si je lis bien la version de la minorité, à laquelle j'ai d'ailleurs souscrit, elle inclut encore la circonstance d'exemption du mariage subséquent, de sorte que je trouve qu'il faudrait procéder à deux votes, un pour décider entre 18 et 20, un autre pour décider si le mariage subséquent peut être une cause d'exemption de la peine.

Affolter, Sprecher der Minderheit: Die Fassung der Minderheit, so wie ich sie auffasse, würde die Erwähnung der Heirat ebenfalls nicht einschliessen.

M. Aubert, rapporteur: Alors je ne m'étais pas trompé, c'est le dépliant qui se trompe.

Il serait tout de même plus satisfaisant, pour connaître l'opinion de ce conseil, que nous ayons deux votes, sur l'âge, 18 ou 20, et aussi, puisqu'un certain flottement règne dans cette salle, sur la circonstance libératoire du mariage subséquent.

Präsident: Wir nehmen zwei Abstimmungen vor. Die erste betrifft das Alter.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit (18 Jahre)	12 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit (20 Jahre)	17 Stimmen

Präsident: Es bestehen nun noch Differenzen zwischen der Minderheit plus Bundesrat und der Mehrheit bezüglich der Frage des Eheschlusses.

Miville: Herr Affolter hat präzisiert, dass die Minderheit an diesem Kriterium des Eheschlusses nicht festhält.

M. Aubert, rapporteur: Je fais une proposition, je demande qu'on en revienne à la version du Conseil fédéral avec le mariage subséquent comme circonstance libératoire.

Schoch: Darf ich eine kleine Bemerkung zur Klarstellung machen: So wie ich den Standpunkt der Minderheit verstanden habe, wollen wir die nachfolgende Heirat nicht als möglichen Strafbefreiungsgrund in das Gesetz aufnehmen. Unser Minderheitsantrag schliesst diese Heirat deshalb aus. Auf der Fahne ist er etwas missverständlich dargestellt, so dass wir jetzt über die Frage entscheiden müssen: Soll die mögliche spätere Heirat ein Strafbefreiungsgrund sein oder nicht? Ueber diese Frage muss jetzt abgestimmt werden. Daher möchte ich Ihnen empfehlen, sich der Minderheit anzuschliessen. Wir wollen verhindern, dass ein Delinquent, der mit einem unter 16jährigen Mädchen eine Beziehung hatte, dieses Mädchen im Interesse der möglichen Strafbefreiung heiratet. Wir wollen nicht, dass Zweckehen abgeschlossen werden.

freiung heiratet. Wir wollen nicht, dass Zweckehen abgeschlossen werden.

M. Aubert, rapporteur: Je vous rappelle simplement que nous aurons l'article 188, chiffre 2, où le mariage subséquent est une circonstance libératoire, et personne ne demande la suppression de cette disposition. Nous avons demandé la suppression, à l'article 187, en raison de l'âge de 15 ans.

Cavelty: Ich möchte noch ein Wort zugunsten der bundesrätlichen Fassung sagen. Der Bundesrat hält an der Strafbefreiung im Falle der Heirat fest. Natürlich wollen wir keine Zweckehen provozieren. Das ist aber nur eine Seite. Wenn die Heirat erfolgt ist – und das wird die Mehrheit der Fälle sein –, und alles geht im Frieden weiter, dann soll das doch eine Berücksichtigung verdienen. Dann soll man keine alten Sachen ausgraben und jemanden strafen, weil er mit seiner jetzigen, angetrauten Frau früher ein Verhältnis hatte. Das ist doch der Sinn des bundesrätlichen Antrages.

Deshalb möchte ich Sie bitten, dem Antrag des Bundesrates zuzustimmen.

Präsident: Ich stelle demnach die Fassung des Bundesrates (Berücksichtigung einer allfälligen Heirat) der Fassung der Mehrheit gegenüber.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag des Bundesrates	22 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	9 Stimmen

Art. 187 Ziff. 3

Antrag der Kommission Mehrheit

.... Kind sei mindestens 15 Jahre alt.

Minderheit

(Schoch, Affolter, Arnold, Dobler)
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 187 ch. 3

Proposition de la commission Majorité

.... âgée de 15 ans au moins

Minorité

(Schoch, Affolter, Arnold, Dobler)
Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. Aubert, rapporteur: Il n'y a pas d'observation. L'âge sera de 16 ans et non pas de 15, comme vous l'avez décidé antérieurement.

*Angenommen gemäss Antrag der Minderheit
Adopté selon la proposition de la minorité*

Art. 187 Ziff. 4

Antrag der Kommission Mehrheit

4. Die Strafverfolgung verjährt in zwei Jahren.

Minderheit

(Affolter, Arnold, Dobler, Steiner)

4. Die Strafverfolgung verjährt in fünf Jahren.

Art. 187 ch. 4

Proposition de la commission Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

(La modification ne concerne que le texte allemand)

Minorité

(Affolter, Arnold, Dobler, Steiner)

4. L'action pénale se prescrit par cinq ans.

M. Aubert, rapporteur: Je n'ai pas d'explication à donner, mais il y aura une réponse à faire à M. Affolter après qu'il aura développé sa proposition.

Affolter, Sprecher der Minderheit: Die Strafverfolgung verjährt bei Delikten, die mit Zuchthaus bedroht sind, in 10 Jahren. Die Minderheit, mit 7 zu 5 Stimmen in der Kommission unterlegen, kann sich mit dieser drastischen Verkürzung der Verjährungsfrist auf 2 Jahre nicht einverstanden erklären. Die Reduktion wird mit Erfahrungen von Psychologen und Psychiatern begründet, die mit Rücksicht auf die Psyche des Opfers diese Lösung empfehlen. Es sollten nicht über zu lange Zeit Ermittlungs- und Untersuchungshandlungen stattfinden, denen die Jugendlichen oder Kinder ausgesetzt sind. Ich halte fest: Psychiater vergessen gelegentlich, dass es neben dem Opfer und der Rücksicht auf das Opfer auch noch den Strafverfolgungsanspruch des Staates gibt und die Sühne des Täters. Unzucht mit Kindern – um diesen alten, jetzt abgeschafften Ausdruck zu gebrauchen – gehört zu den schlimmsten Delikten, die uns in der richterlichen oder einer sonstigen Tätigkeit in der Rechtspflege begegnen. Es kommt nicht von ungefähr, dass man sie auch weiterhin mit einer Zuchthausstrafe bis zu 5 Jahren bedroht. Wenn diese Delikte nun schon nach 2 oder höchstens 3 Jahren statt nach 10 Jahren verjähren, ist zu befürchten, dass ein guter Teil dieser Delikte ungesühnt bleibt. Vielfach sind Gerichte und Strafverfolgungsbehörden mit der Geschlechterledigung in Rückstand – sie sind überlastet, oder es sind Langweiler am Werk –, so dass die Sühne wegen Ablauf der Verjährungsfrist unterbleibt. Die Rücksicht auf die Psyche des Opfers, meine ich – und mit mir die Minderheit –, darf den Sühnedenken unseres Strafrechtes nicht in Frage stellen und den Täter auch nicht derart privilegieren – im Vergleich zu anderen schweren Verbrechen, bei denen wir die 10jährige Verjährungsfrist haben. Man darf seine Bestrafung nicht von der Speditivität der Strafverfolgungsbehörden und Gerichtsinstanzen – insbesondere auch im Fall der Ergreifung von Rechtsmitteln – abhängig machen.

Im übrigen ist es so, dass bei Sittlichkeitsdelikten gegenüber Kindern die Ermittlungs- und Untersuchungshandlungen zumeist unmittelbar nach der Tat vorgenommen werden und dass die Opfer später kaum mehr mit Beweiserhebungen zu rechnen haben. Oft werden sie auch von verständigen Richtern – zu diesen zählte ich mich seinerzeit auch – von den Gerichtsverhandlungen dispensiert.

Schliesslich wurde auch ein weiterer Umstand in den Vorberatungen unserer Kommission offenbar nicht berücksichtigt. Gerade Sittlichkeitsdelikte an Kindern werden sehr oft lange, Monate oder Jahre nach dem Zeitpunkt entdeckt, in denen der Täter mit seiner deliktischen Tätigkeit aufgehört hat. Die Verjährung der Strafverfolgung beginnt nun aber mit dem Tag, an dem das strafbare Verhalten aufhört, so dass auch von daher Gefahr besteht, dass solche Verbrechen wegen Ablauf der Zeit nicht mehr verfolgt werden könnten und ungesühnt blieben. Darauf hat bisher niemand hingewiesen, es scheint mir aber ausserordentlich wichtig zu sein. Auch unter diesem Gesichtspunkt scheint mir die starke Senkung der Strafverfolgungsverjährung nicht annehmbar.

Die Minderheit beantragt Ihnen, eine weniger drastische Verkürzung der Verjährungsverjährung vorzunehmen, nämlich von 10 auf 5 Jahre statt auf 2 Jahre. Wir bleiben damit im Rahmen der Fristen-Regelung im Strafgesetzbuch in Artikel 70, wo eine Verjährungsfrist von 5 Jahren vorgesehen ist, wenn die strafbare Tat mit einer anderen Strafe als Zuchthaus bedroht ist.

Ich bitte Sie, der Minderheit zuzustimmen.

Cavelty: Ich spreche für eine zweijährige Verjährungsfrist. Gerade die Tatsache, dass wir jetzt das Schutzalter auf 16 Jahre hinaufgesetzt haben, sollte – mit Blick auf die Opfer, die wir nicht vergessen dürfen – auf diesen Entscheid einwirken. Denken Sie an die Praxis. Als ich Richter war, kamen ähnliche Fälle vor. Wenn zum Beispiel ein 15 1/2-jähriges Mädchen noch nach 5 Jahren in eine Untersuchung einbezogen werden kann, ist sie über 20 Jahre alt und vielleicht inzwischen schon verheiratet. Sie muss bei einer 5jährigen Verjährungsfrist als Zeugin vor den Untersuchungsrichter treten und alles erzählen, was vor 5 Jahren

geschah. Das stört die Verhältnisse der betreffenden Person. Gerade mit Rücksicht auf diese Opfer ist die kürzere Verjährungsfrist vorgesehen.

Dazu kommt eine Meinungsverschiedenheit zwischen Herrn Affolter und mir. Ich meine, dass die Verjährung um die Hälfte unterbrochen wird, wenn die Strafverfolgung eingeleitet wird. Es ist nicht so, dass man durch eine Schlaperei in der Untersuchung jeden Fall so lange hinausziehen kann, dass er nicht mehr bestraft wird.

Ich bin überzeugt, dass 2 Jahre auch genügen. Es geht hier nur um die einfachen Fälle. Alle, die mit Drohung oder Schändung zu tun haben, fallen nicht darunter. Auch die meisten Wiederholungsfälle sind nicht erfasst, denn in der Praxis führen Wiederholungsfälle von Unzucht mit Kindern oder jetzt von geschlechtlichen Handlungen mit Kindern zum Psychiater, zu Massnahmen usw. Es ist also nicht zu befürchten, dass sehr viele Delinquenten zu schnell von der Verjährung Gebrauch machen könnten.

Arnold: Verjährungsverjährung heisst, dass auf das Ende dieser Frist von zwei Jahren oder verlängert um ein Jahr ein rechtsgültiges Urteil vorliegen muss. Wenn die Parteien den Fall an ein kantonales, oberes Gericht oder an das Bundesgericht weiterziehen und dieses Verfahren nicht innert zwei bzw. drei Jahren abgeschlossen ist, muss dieser Fall abgeschrieben werden.

Ich bitte Sie, die Frist nicht nur unter dem Gesichtspunkt der Befragung der Zeugen zu sehen. Diese hat vielleicht innerhalb eines halben Jahres stattgefunden. Aber Sie wissen, was dann noch folgt: Die Forderungen der Zivilparteien, die erstinstanzliche Verhandlung, ein Weiterzug an das Obergericht und am Schluss der Weiterzug an das Bundesgericht. Das alles muss innert dieser Frist unter Dach sein, sonst ist der Fall verjährt.

Frau Meier Josi: Im wesentlichen hat Herr Cavelty den Standpunkt der Mehrheit schon festgehalten. Die Kommission hat in der Tat präzisiert: Es geht um die Verjährung der Strafverfolgung. Ein Grund für eine kurze Verjährungsfrist wurde bisher noch nicht erwähnt: Nach Ablauf verschiedener Jahre können sich vor allem junge Menschen und Kinder gar nicht mehr genau erinnern. Sie sind dann äusserst fragwürdige Belastungszeugen. Und vor allem, je jünger die Leute sind, desto eher werden Phantasien mit Wirklichkeiten vermischt. Das war auch noch ein Grund, weshalb die Mehrheit der kürzeren Verjährungsfrist zugestimmt hat. Man möchte, dass diese Untersuchungen schnell erledigt werden.

Bundesrätin Kopp: Herr Cavelty und Frau Josi Meier haben die wesentlichen Gründe dargelegt, weshalb Ihnen Kommissionsmehrheit und Bundesrat eine zweijährige Verjährungsfrist vorschlagen. Es geht darum, dass das seelische Gleichgewicht des Opfers nicht erneut durch Untersuchungshandlungen gestört werden soll – darauf hat Herr Cavelty hingewiesen –, aber auch darum, dass es nach einigen Jahren ausserordentlich schwierig ist, den genauen Hergang überhaupt zu ermitteln. Die Beweisschwierigkeiten, die dadurch entstehen, sind ausserordentlich gross. Aus diesen beiden Gründen empfehle ich Ihnen, der Kommissionsmehrheit und dem Bundesrat zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	15 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	15 Stimmen

Präsident: Ich stimme der Minderheit zu.

*Angenommen gemäss Antrag der Minderheit
Adopté selon la proposition de la minorité*

Art. 188*Antrag der Kommission**Ziff. 1**Mehrheit*

.... von mehr als 15 Jahren,

Minderheit

(Schoch, Affolter, Arnold, Dobler)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ziff. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Ziff. 3**Mehrheit*

Die Strafverfolgung verjährt in zwei Jahren.

Minderheit

(Affolter, Arnold, Dobler, Steiner)

Die Strafverfolgung verjährt in fünf Jahren.

*Antrag Affolter**Ziff. 3*

Streichen

Art. 188*Proposition de la commission**Ch. 1**Majorité*

.... âgé de plus de 15 ans,

Minorité

(Schoch, Affolter, Arnold, Dobler)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Ch. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Ch. 3**Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

(La modification ne concerne que le texte allemand)

Minorité

(Affolter, Arnold, Dobler, Steiner)

L'action pénale se prescrit par cinq ans.

*Proposition Affolter**Ch. 3*

Biffer

M. **Aubert**, rapporteur: Au sujet de l'article 188, je n'ai rien à dire. Vous avez déjà passé de 15 à 16 dans un vote précédent et, pour le chiffre 3, vous venez, par un vote un peu fortuit, de décider de passer de 2 à 5 pour le délai de prescription. Je suppose qu'il n'y a pas lieu de répéter ces votes.

*Ziff. 1 – Ch. 1**Angenommen gemäss Antrag der Minderheit**Adopté selon la proposition de la minorité**Ziff. 2 – Ch. 2**Angenommen – Adopté**Ziff. 3 – Ch. 3**Angenommen gemäss Antrag der Minderheit**Adopté selon la proposition de la minorité**Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen**Le débat sur cet objet est interrompu**Schluss der Sitzung um 12.35 Uhr**La séance est levée à 12 h 35***Zwölfte Sitzung – Douzième séance****Donnerstag, 18. Juni 1987, Vormittag****Jeudi 18 juin 1987, matin**

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Dobler

85.047

**Strafgesetzbuch
und Militärstrafgesetzbuch. Revision
Code pénal et code pénal militaire.
Révision**
Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 360 hiervor – Voir page 360 ci-devant

Art. 188

M. **Aubert**, rapporteur: Nous avons déjà délibéré hier de l'article 188, mais nous avons encore une proposition de M. Affolter. Je demanderai que M. Affolter s'exprime à ce sujet là.

Affolter: Sie finden auf Ihrem Pult noch einen Antrag, den wir gestern eingereicht haben und der der tatsächlichen Situation im Strafgesetzbuch Rechnung trägt. Ich beantrage Ihnen nämlich, die Ziffer 3 zu streichen. Das ist die richtige Reaktion; denn nach Artikel 70 des geltenden Strafgesetzbuches verjährt die Strafverfolgung in fünf Jahren, wenn die strafbare Tat mit einer anderen Strafe bedroht ist. Das heisst also, dass wir das nicht mehr gemäss dem ursprünglichen Minderheitsantrag erwähnen müssen, sondern dass die Ziffer 3 zu streichen wäre. Dies beantrage ich Ihnen. Das gilt im übrigen auch für die weiteren Paragraphen: Artikel 194 Absatz 3 und Artikel 159 Absatz 3 Militärstrafrecht.

M. **Aubert**, rapporteur: C'est, en effet, me semble-t-il, une inadvertance qui a conduit la minorité de la commission à proposer comme un texte exprès la prescription de cinq ans. Je vous rappelle que nous avons des règles générales à l'article 70 du code pénal. Lorsque l'infraction est passible de la réclusion, l'action pénale se prescrit par dix ans, de sorte que si nous voulions, à l'article 187, fixer une durée de cinq ans, il fallait le dire expressément.

Mais, à l'article 188, nous sommes en présence d'un délit et non pas d'un crime. Pour cette infraction, l'article 70 dit l'action pénale se prescrit par cinq ans. Il n'y a donc pas lieu de le répéter à l'article 188.

Je vous prie donc de faire la différence entre ce que nous avons décidé pour l'article 187, où il fallait dire quelque chose, que ce soit cinq ou deux ans, et à l'article 188, où il fallait dire quelque chose si c'était deux ans et où il n'y a rien à dire si c'est cinq ans.

Präsident: Herr Affolter beantragt, Ziffer 3 sei zu streichen. Der Herr Kommissionspräsident ist damit einverstanden. – Wird ein Gegenantrag gestellt?

Arnold: Ich gehöre auch zur Minderheit Affolter und möchte einfach zum besseren Verständnis der Abstimmungssituation sagen: Es geht um die Frage, ob die Verjährung in zwei oder in fünf Jahren eintreten soll. So sollte man dem Rat die

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision

Code pénal et code pénal militaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1987
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.06.1987 - 08:00
Date	
Data	
Seite	360-386
Page	
Pagina	
Ref. No	20 015 664

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Art. 188*Antrag der Kommission**Ziff. 1**Mehrheit*

.... von mehr als 15 Jahren,

Minderheit

(Schoch, Affolter, Arnold, Dobler)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ziff. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Ziff. 3**Mehrheit*

Die Strafverfolgung verjährt in zwei Jahren.

Minderheit

(Affolter, Arnold, Dobler, Steiner)

Die Strafverfolgung verjährt in fünf Jahren.

*Antrag Affolter**Ziff. 3*

Streichen

Art. 188*Proposition de la commission**Ch. 1**Majorité*

.... âgé de plus de 15 ans,

Minorité

(Schoch, Affolter, Arnold, Dobler)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Ch. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Ch. 3**Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

(La modification ne concerne que le texte allemand)

Minorité

(Affolter, Arnold, Dobler, Steiner)

L'action pénale se prescrit par cinq ans.

*Proposition Affolter**Ch. 3*

Biffer

M. **Aubert**, rapporteur: Au sujet de l'article 188, je n'ai rien à dire. Vous avez déjà passé de 15 à 16 dans un vote précédent et, pour le chiffre 3, vous venez, par un vote un peu fortuit, de décider de passer de 2 à 5 pour le délai de prescription. Je suppose qu'il n'y a pas lieu de répéter ces votes.

*Ziff. 1 – Ch. 1**Angenommen gemäss Antrag der Minderheit**Adopté selon la proposition de la minorité**Ziff. 2 – Ch. 2**Angenommen – Adopté**Ziff. 3 – Ch. 3**Angenommen gemäss Antrag der Minderheit**Adopté selon la proposition de la minorité**Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen**Le débat sur cet objet est interrompu**Schluss der Sitzung um 12.35 Uhr**La séance est levée à 12 h 35***Zwölfte Sitzung – Douzième séance****Donnerstag, 18. Juni 1987, Vormittag****Jeudi 18 juin 1987, matin**

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Dobler

85.047

**Strafgesetzbuch
und Militärstrafgesetzbuch. Revision
Code pénal et code pénal militaire.
Révision**
Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 360 hiervor – Voir page 360 ci-devant

Art. 188

M. **Aubert**, rapporteur: Nous avons déjà délibéré hier de l'article 188, mais nous avons encore une proposition de M. Affolter. Je demanderai que M. Affolter s'exprime à ce sujet là.

Affolter: Sie finden auf Ihrem Pult noch einen Antrag, den wir gestern eingereicht haben und der der tatsächlichen Situation im Strafgesetzbuch Rechnung trägt. Ich beantrage Ihnen nämlich, die Ziffer 3 zu streichen. Das ist die richtige Reaktion; denn nach Artikel 70 des geltenden Strafgesetzbuches verjährt die Strafverfolgung in fünf Jahren, wenn die strafbare Tat mit einer anderen Strafe bedroht ist. Das heisst also, dass wir das nicht mehr gemäss dem ursprünglichen Minderheitsantrag erwähnen müssen, sondern dass die Ziffer 3 zu streichen wäre. Dies beantrage ich Ihnen. Das gilt im übrigen auch für die weiteren Paragraphen: Artikel 194 Absatz 3 und Artikel 159 Absatz 3 Militärstrafrecht.

M. **Aubert**, rapporteur: C'est, en effet, me semble-t-il, une inadvertance qui a conduit la minorité de la commission à proposer comme un texte exprès la prescription de cinq ans. Je vous rappelle que nous avons des règles générales à l'article 70 du code pénal. Lorsque l'infraction est passible de la réclusion, l'action pénale se prescrit par dix ans, de sorte que si nous voulions, à l'article 187, fixer une durée de cinq ans, il fallait le dire expressément.

Mais, à l'article 188, nous sommes en présence d'un délit et non pas d'un crime. Pour cette infraction, l'article 70 dit l'action pénale se prescrit par cinq ans. Il n'y a donc pas lieu de le répéter à l'article 188.

Je vous prie donc de faire la différence entre ce que nous avons décidé pour l'article 187, où il fallait dire quelque chose, que ce soit cinq ou deux ans, et à l'article 188, où il fallait dire quelque chose si c'était deux ans et où il n'y a rien à dire si c'est cinq ans.

Präsident: Herr Affolter beantragt, Ziffer 3 sei zu streichen. Der Herr Kommissionspräsident ist damit einverstanden. – Wird ein Gegenantrag gestellt?

Arnold: Ich gehöre auch zur Minderheit Affolter und möchte einfach zum besseren Verständnis der Abstimmungssituation sagen: Es geht um die Frage, ob die Verjährung in zwei oder in fünf Jahren eintreten soll. So sollte man dem Rat die

Frage vorlegen. Das andere ist eine Sache der Formulierung. Wenn man fünf Jahre wählt, muss beim Artikel 188 nichts gesagt werden, weil das die gesetzliche Verjährungsfrist ist. Wenn man aber nach Bundesrat und Kommissionsmehrheit eine Verjährungsfrist von zwei Jahren möchte, dann müsste man dies ausdrücklich sagen. Der Rat hat aber gestern bei der anderen Bestimmung fünf Jahre gewählt, und ich bin der Meinung, dass der gestrige Entscheid auch hier ein Präjudiz für fünf Jahre ist.

Angenommen gemäss Antrag Affolter
Adopté selon la proposition Affolter

Art. 189

Antrag der Kommission

Abs. 1

Mehrheit

...., wird mit Zuchthaus bestraft.

Minderheit

(Cavelty)

Wer eine Person zu einer geschlechtlichen Handlung zwingt, indem er ...

Antrag der Kommission

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Handelt der Täter grausam oder verwendet er eine gefährliche Waffe oder einen anderen gefährlichen Gegenstand, so ist die Strafe Zuchthaus nicht unter drei Jahren.

Abs. 4

Mehrheit

Ablehnung der Anträge der Minderheiten

Minderheit I

(Cavelty)

Der Zwang zu einer geschlechtlichen Handlung in der Ehe wird nur auf Antrag verfolgt.

Minderheit II

(Miville, Meier Josi, Meylan)

Vergewaltigung in der Ehe wird nur auf Antrag verfolgt.

Artikel 28 Absatz 4 ist nicht anwendbar.

Minderheit III

(Meier Josi)

(falls der Minderheitsantrag II abgelehnt wird)

Vergewaltigung zwischen Ehepartnern, denen das Getrenntleben erlaubt ist, wird nur auf Antrag verfolgt.

Neue Anträge Cavelty

Randtitel

2. Ehre. Nötigung zu einer geschlechtlichen Handlung.

Abs. 1

Nach Antrag der Kommissionsminderheit

Abs. 2 und 3

Nach Antrag der Kommission

Abs. 4

Die Nötigung zu einer geschlechtlichen Handlung in der Ehe wird nur auf Antrag verfolgt. Artikel 28 Absatz 4 ist nicht anwendbar.

Art. 189

Proposition de la commission

Al. 1

Majorité

...., sera puni de la réclusion.

Minorité

(Cavelty)

.... résister, aura contraint une personne à un acte d'ordre sexuel

Proposition de la commission

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

Si l'auteur a agi avec cruauté ou s'il a fait usage d'une arme dangereuse ou d'un autre objet dangereux, la peine sera la réclusion pour trois ans au moins.

Al. 4

Majorité

Rejeter les propositions des minorités

Minorité I

(Cavelty)

La contrainte à un acte d'ordre sexuel entre époux ne sera pas poursuivie que sur plainte.

Minorité II

(Miville, Meier Josi, Meylan)

Le viol entre époux ne sera puni que sur plainte. L'article 28, 4e alinéa, n'est pas applicable.

Minorité III

(Meier Josi)

(au cas où la minorité II est rejetée)

Le viol entre époux autorisés à vivre séparés n'est poursuivi que sur plainte.

Nouvelles propositions Cavelty

Titre marginal

2. Atteintes à la liberté et à l'honneur sexuels. Contrainte à un acte d'ordre sexuel

Al. 1

Selon proposition de la minorité de la commission

Al. 2 et 3

Selon proposition de la commission

Al. 4

La contrainte à un acte d'ordre sexuel entre époux ne sera poursuivie que sur plainte. L'article 28, 4e alinéa, n'est pas applicable.

M. **Aubert**, rapporteur: Nous arrivons à une autre disposition importante du projet de loi. Il s'agit de la disposition relative au viol.

La majorité de la commission vous propose deux modifications. Une qui concerne la peine. Le projet du Conseil fédéral prévoit la réclusion pour dix ans ou plus. Nous, nous prévoyons la réclusion sans limite maximale, c'est-à-dire qui peut aller jusqu'à vingt ans. Donc une peine maximale plus forte. L'autre différence concerne l'alinéa 3, où nous avons cherché à faire une différence entre un auteur cruel et un auteur dangereux. Ces points seront, je suppose, repris plus tard.

Mais il est évident que la décision de notre Conseil aura le plus de retentissement sur un point où la majorité de la commission se rallie aux vues du Conseil fédéral: nous disons que le viol en mariage n'est pas punissable. A quoi s'opposent diverses propositions de minorité.

Je vous suggère, comme nous l'avons fait hier à l'article 187, de distinguer les différentes questions, de renvoyer à plus tard celle de la pénalité maximale et de nous entretenir d'abord du point qui a le plus retenu l'attention de l'opinion publique et qui est celui du viol en mariage.

Je voudrais d'abord vous rappeler qu'aujourd'hui, à l'article 187 du code pénal actuel, le viol entre époux n'est pas puni. Le Conseil fédéral a maintenu cette solution. Je ne sais pas si c'était de gaieté de coeur, mais il l'a maintenue. La majorité de la commission vous propose également de la maintenir. Certains de nos collègues, en revanche, pensent qu'il faut changer quelque chose.

Avant de vous donner les arguments de la commission, j'aimerais vous décrire la situation de certains droits étrangers. D'abord, en ce qui concerne les Etats qui nous sont le plus proches: le viol en mariage n'est pas puni en Allemagne fédérale. Il n'est pas puni non plus en Autriche. En France, le texte du code pénal ne fait pas la différence entre le viol entre époux et le viol entre deux personnes qui ne sont pas mariées. Mais, d'après la doctrine, le viol entre époux ne devrait pas être puni. Et nous n'avons pas de jurisprudence de la Cour de cassation en la matière, de sorte qu'il est difficile de dire quelle est, théoriquement, la situation en France. En Italie, nous disposons d'un arrêt de 1976 qui dit que le mari doit respecter les règles générales du code et que les dispositions sur le viol lui sont aussi applicables. Si nous élargissons le cercle de notre considération, en Angleterre et au Pays de Galles, le viol entre époux est puni quand

les époux sont séparés ou, dans l'hypothèse où ils ne sont pas séparés, quand il a pour conséquence des lésions corporelles. Au Canada, d'après une loi récente de 1983, le viol entre époux est puni quand les époux sont séparés.

Aux Etats-Unis d'Amérique, où le droit pénal relève des différents Etats, environ trente d'entre eux punissent le viol entre époux lorsqu'ils sont séparés, environ vingt autres punissent le viol entre époux même lorsqu'ils ne sont pas séparés. En Suède, le viol entre époux est puni mais, selon les informations dont nous disposons, le nombre de condamnations par année est extrêmement faible. Tout d'abord, le sentiment général est que beaucoup de brutalités ne sont pas dénoncées à la justice. Ensuite, et ceci me paraît important, sur les cas dénoncés à la justice, un sur vingt seulement conduit à une condamnation. Au Danemark, le viol entre époux est puni. En Norvège, le viol est puni s'il entraîne des lésions corporelles. En Finlande, le viol entre époux n'est pas puni. En Union soviétique, il est puni, mais malheureusement nous ne disposons pas d'informations sur la jurisprudence. Enfin, en Yougoslavie, il est assez curieux de noter que, sur l'ensemble des républiques et des provinces, qui sont compétentes en la matière, une seule sur huit déclare le viol entre époux punissable; toutes les autres ne le déclarent punissable que si les époux sont séparés. Voilà donc un tableau de ce qui se passe ailleurs.

Mais, nous ne devons pas nous méprendre sur le sens de ces indications. Dans un certain nombre d'Etats où le viol entre époux n'est pas punissable, il se dessine des mouvements de réforme. Tel est le cas, notamment, en Allemagne, en Autriche et en Finlande. De sorte que, si nous devons nous faire un jugement global après considération de ces diverses lois, nous dirions qu'une solution assez répandue est celle où le viol entre époux est punissable lorsque ceux-ci sont séparés, mais qu'il y a une certaine tendance, dont nous ne connaissons pas encore l'aboutissement, à punir le viol entre époux même lorsqu'ils ne sont pas séparés.

Je répète ce que je disais hier au sujet de l'article 187. Ce n'est évidemment pas parce qu'un Etat étranger a une certaine législation que nous devons nécessairement l'imiter. Mais, comme il s'agit de problèmes humains qui dépassent les frontières des nations, il est intéressant de voir comment des gens qui pensent un peu comme nous ont cherché à y répondre.

Je vais maintenant vous dire quelles ont été les réflexions de la commission.

Pour commencer, je ferai une remarque générale. Ce problème est extrêmement délicat et il doit être traité avec infiniment de modestie. Je suis convaincu que, si le Conseil fédéral n'était pas composé en grande majorité d'hommes, si la commission du Conseil des Etats n'était pas composée en grande majorité d'hommes, si l'évolution de la société faisait que nos assemblées étaient composées de femmes ou si les femmes y étaient proportionnellement représentées, nos conclusions auraient été différentes.

Nous devons savoir que nous faisons ici une oeuvre d'hommes, nous devons avoir la pudeur de le remarquer. Cela ne veut pas dire que les oeuvres d'hommes soient nécessairement mauvaises, mais j'aimerais que vous sentiez que nous avons ici une vue assez unilatérale. Je voudrais, à travers la fenêtre, le dire à toutes les femmes qui ont été déçues, pour ne pas dire indignées, des résultats de la délibération de notre commission. J'ai reçu aussi, personnellement, plusieurs lettres qui m'ont montré des états de grand désarroi. Je tiens à faire part à ces personnes que nous cherchons une solution, nous ne sommes pas sûrs d'avoir trouvé la bonne, nous comprenons la déception qu'elles ont éprouvée et nous savons en tout cas que des gens souffrent en silence. Cette déclaration introductive me semblait nécessaire.

La commission, dans sa majorité, tient aussi le viol dans le mariage, la brutalité d'un mari sur sa femme, pour une chose répugnante. Moralement, elle la condamne autant que ceux de nos collègues qui nous proposent une solution législative différente. Mais nous ne pouvons pas nous cacher, tel est du moins le sentiment de la majorité de la

commission, qu'il existe une différence entre un couple marié et deux personnes qui sont l'une à l'autre inconnues. Lorsqu'un homme inconnu viole une femme, c'est une irruption brutale dans ce que cette femme peut avoir de plus secret et de plus intime. Quand un mari brutalise son épouse, c'est plutôt une injure grave, un profond manque de respect à l'égard de son conjoint. C'est aussi répréhensible mais c'est d'un autre caractère que lorsqu'il n'y a aucun lien entre les deux personnes.

Nous avons, en d'autres termes, l'idée que l'acte est d'autant plus grave qu'il y a moins de relation préalable entre celui qui le commet et celle qui le subit. C'est cette idée qui a d'ailleurs dicté au Conseil fédéral l'alinéa 2 de l'article 189: s'il existe entre l'auteur et la victime des rapports personnels qui rendent l'acte moins grave, la peine sera l'emprisonnement. Comme nous avons ici un adoucissement, certains députés de la majorité disaient: dans la logique de l'alinéa 2, lorsque les rapports personnels sont le plus étroits, on descend même du délit à l'absence d'infraction.

Mais la majorité de la commission tient aussi la brutalité du mari à l'égard de son épouse pour une chose répugnante à cause des risques de grossesse qui peuvent en résulter. Cela non plus ne doit pas être ignoré dans notre débat.

Enfin, la majorité de la commission est également sensible à la différence de réglementation entre l'article 189 et l'article 190. A l'article 189, qui ne traite que du viol, les relations entre époux sont mises entre parenthèses, tandis qu'à l'article 190, qui traite d'une contrainte à un autre acte d'ordre sexuel, les relations entre époux sont incluses. Il y a une difficulté logique, il n'est pas toujours facile de comprendre pourquoi cette différence existe.

Elle existe déjà, toutefois, entre les articles 187 et 188 de l'actuel code pénal. Vient maintenant l'argument de la preuve. Le point commun d'un très grand nombre de réponses à la consultation préalable, notamment lorsque ces réponses étaient établies par des juges, c'est bien la difficulté de la preuve. On nous objecte que la preuve dans ces cas-là, est toujours difficile. Nous tenons quand même, pour notre part, qu'un viol commis par exemple dans un métro, comme il semble qu'il s'en produise quelquefois, ne peut pas ne pas avoir de témoins. Tandis qu'une brutalité qui se déroule dans une maison, dans une chambre d'où toutes personnes autres que les antagonistes sont absentes, là, décidément, l'administration de la preuve sera très difficile. Et il n'y a pas lieu d'avoir une longue expérience de la vie pour savoir qu'on peut passer progressivement d'une phase à une autre dans ces relations-là, de la suggestion à l'insistance, de l'insistance à la pression, de la pression à la violence.

Les juges, dans de nombreuses réponses à la consultation, ont encore précisé: si le viol entre époux est puni, il sera probablement puni sur plainte seulement et non pas d'office, avec des conséquences de procédure qui affaibliront la position de la plaignante, car elle ne sera pas entendue comme témoin, mais comme plaignante seulement et le poids de sa déclaration en sera diminué. Tandis que, si l'infraction était poursuivie d'office, il en irait différemment. A ce propos, il faut que je vous livre ici une réflexion que les comparatistes font en la matière. Plusieurs des pays dont je vous ai décrit la législation et qui prévoient la punissabilité du viol entre époux la soumettent à une plainte de la femme.

L'observation qu'on a pu faire, c'est qu'en déclarant cette infraction poursuivie sur plainte seulement on rendait la règle presque inopérante. D'abord, il faut se dépêcher quand on doit porter plainte, on a trois mois pour le faire. Ensuite, l'expérience a montré – à moins que le mariage ne soit dissout – que la plupart de ces plaintes étaient retirées. Vous devez comprendre que ce problème de procédure, savoir si l'infraction est poursuivie d'office ou sur plainte, a un effet sur l'utilité de la règle.

La majorité de la commission a aussi estimé qu'il fallait penser aux hommes – vous me direz que c'était bien naturel puisque les hommes l'emportaient au sein de la commission – mais c'est aussi un point de vue qu'on doit considérer. Il est apparu qu'une règle législative qui rendrait le viol entre époux punissable pourrait empoisonner le procès en

divorce, en inspirant à certaines femmes très animées contre leur mari des plaintes qui ne sont pas fondées ou tout au moins en les incitant à exercer une manière de pression pour obtenir de meilleurs termes dans un jugement civil. Certains juges – nous n'avons évidemment pas d'expérience en Suisse, puisque la chose n'existe pas – prévoyaient même qu'une telle règle pourrait devenir un instrument de chantage.

J'aimerais encore que vous imaginiez ce que signifie une infraction, qu'elle soit poursuivie d'office ou sur plainte. Elle signifie que l'homme devra, même lorsque les dénonciations sont dénuées de tout fondement, expliquer ce qu'il fait dans le plus intime de sa vie privée et il faudra qu'il l'explique devant un juge d'instruction et devant un tribunal. Souvent il se libérera, c'est entendu, nous avons vu le résultat de ces procédures en Suède – mais il devra aller expliquer ce qu'il fait dans le secret de sa maison.

Toutefois, ce qui a emporté la décision de la majorité de la commission ou en tout cas la décision personnelle de plusieurs de ses membres, c'est que nous ne voyons pas quelle est la signification d'un mariage où une femme introduit une action pénale contre son mari pour cela. Nous ne voyons pas ce qu'il subsiste d'un mariage. **Si une femme est victime de brutalités, à notre avis, ce qu'elle a de mieux à faire, à moins qu'elle ne pratique le pardon des offenses, c'est de partir, c'est de fuir, c'est de demander une séparation, le divorce. La majorité de la commission n'a pu comprendre ce qu'était la signification d'un mariage où une femme envoie son mari en prison à cause de leurs rapports sexuels.**

Il y a d'ailleurs certaines possibilités pénales qui s'offrent aux femmes molestées. Je vous rappelle que, de l'avis général de la doctrine, la règle législative sur la contrainte (Nötigung), où la preuve est moins détaillée, est applicable en l'espèce, pour ne pas parler, le cas échéant, des règles sur les lésions corporelles. Vous savez sans doute que, dans notre jurisprudence, il existe un cas, unique il est vrai, tranché par un tribunal bâlois, le 30 octobre 1968 – il y a bientôt vingt ans – où un mari a été condamné pour contrainte à l'égard de sa femme.

A titre personnel, j'aimerais conclure en vous disant que, de même que pour certains aspects de l'article 187, j'ai aussi réfléchi depuis que nous avons achevé nos travaux. Je pense qu'il n'est pas interdit à un membre de la commission de réfléchir encore. Et je crois que nous devons peut-être chercher une première solution dans la direction que nous indique Mme Meier, qui est que, lorsque le mariage n'a plus de réalité, lorsque les époux vivent séparés, il n'y a pas de raisons de protéger le mari qui exerce des brutalités sur sa femme.

Je dirai même, en anticipant sur ce que Mme Meier nous exposera tout à l'heure, que ce serait la séparation de fait, constatable, plutôt qu'une séparation autorisée par le juge, qui me paraîtrait déterminante. Si nous nous orientions dans cette direction-là, nous rejoindrions un grand nombre de législations étrangères.

Pour conclure, la majorité de la commission vous demande d'en rester à la règle actuelle, de suivre le projet du Conseil fédéral. A titre personnel, j'ai laissé entendre que nous ferions peut-être bien de l'assouplir dans le sens que Mme Meier a indiqué.

Präsident: Nach den Ausführungen des Kommissionspräsidenten beantrage auch ich Ihnen, zuerst Absatz 4 zu behandeln und auch als erstes über Absatz 4 abzustimmen.

Abs. 4 – *Al.* 4

Cavelty, Sprecher der Minderheit I: Meine Ausführungen werden sich nicht nur auf Absatz 4 beschränken, weil mein Antrag einen grösseren Rahmen umfasst. Hingegen ist dieser Absatz 4 für mich tatsächlich ein wichtiger Punkt. Das bisherige Strafrecht unterscheidet zwischen Beischlaf, beischlafähnlichen Handlungen und anderen unzüchtigen Handlungen. Dazu gibt es eine sehr eingehende Kasuistik.

Die Anwälte mittleren und höheren Alters unter uns wissen, wie man vor wenigen Jahren noch um die betreffenden Definitionen und Unterscheidungen stritt, die übrigens keinen grossen Sinn hatten und haben. Das neue Recht schafft nun diese wenig sinnvollen Unterscheidungen ab und spricht statt dessen überall von geschlechtlichen Handlungen, was zweifellos eine fortschrittliche Vereinfachung ist. Soweit so gut. **Nur bei Artikel 189 und 190 bleibt das neue Recht noch bei der alten Unterscheidung, indem Artikel 189 bei der Vergewaltigung von ausserehelichem Beischlaf spricht und Artikel 190 vom Zwang zu einer anderen geschlechtlichen Handlung. Diese Unterscheidung könnte im Geiste des bisherigen Rechts noch einen gewissen Sinn haben, weil im bisherigen Recht bei der Strafandrohung nicht gleich ist, ob es sich um eine andere geschlechtliche Handlung handelt oder um Beischlaf. Das neue Recht aber macht diesen Unterschied nicht mehr; das neue Recht bestraft beide Arten von geschlechtlichen Handlungen, Beischlaf, beischlafähnliche oder andere geschlechtliche Handlungen gleich bzw. die Strafdrohung ist für alle gleich.** Darum ist es von mir aus gesehen wirklich unsinnig, dass wir zwei Artikel mit zwei gleichen Definitionen und gleichen Strafandrohungen schaffen. Das führt zu einer unnötigen Ausweitung des Strafgesetzbuches und über die Hintertüre eigentlich zur Beibehaltung der – wie wir gesehen haben – unnötigen Unterscheidung zwischen Beischlaf, beischlafähnlichen und sonstigen geschlechtlichen Handlungen. Dazu gibt es – wenn wir so verfahren, wie die Fahne es vorsieht – einige unlogische Folgen, was ich im folgenden zu beweisen versuche:

Artikel 189 bestraft den Mann wegen erzwungenem Beischlaf und nennt dies Vergewaltigung. Vergewaltigungen durch Bedrohung durch eine weibliche Person oder durch Gleichgeschlechtliche sind im neuen Recht ebenso wenig erfasst wie die Vergewaltigung in der Ehe. Wer die Frage nicht weiter studiert hat, wird fragen: Ja, Vergewaltigung von Gleichgeschlechtlichen oder Vergewaltigung durch eine Frau, ist das überhaupt denkbar? Wenn Sie die Definition der Vergewaltigung lesen, nämlich: Zwang zum Beischlaf oder beischlafähnlicher Handlung durch schwere Drohung, dann müssen Sie diese Frage bejahen. In diesem Sinne ist eine Vergewaltigung auch durch die Frau oder durch einen Gleichgeschlechtlichen möglich. Dies aber soll nach neuem Recht nicht bestraft werden.

Ein weiterer Punkt: Gemäss Artikel 190 ist der Zwang zu einer anderen geschlechtlichen Handlung *ex officio* strafbar, muss also verfolgt werden. Dies gilt, im Gegensatz zum vorherigen Artikel, auch für die Eheleute. Die Botschaft weist auf Seite 68 insbesondere auf diesen Zusammenhang hin. Wir haben demzufolge die unlogische Situation, dass die Vergewaltigung in der Ehe nicht bestraft werden kann, dafür aber der Zwang zu einer anderen geschlechtlichen Handlung. **Dieser wird dann eigenartigerweise sogar *ex officio* verfolgt. Da ein erzwungener Beischlaf praktisch wohl kaum ohne andere geschlechtliche Handlung erfolgt, wird die unbefriedigende Situation eintreten, dass ein Teil der Vergewaltigung in der Ehe *ex officio* untersucht und bestraft wird, der eigentlich gravierende Teil, die Fortsetzung des ersten Teils, aber nicht strafbar ist.**

Gleich verhält es sich auch mit der Körperverletzung. Körperverletzung in der Ehe ist strafbar wie eine andere Körperverletzung auch. Die schwerste Körperverletzung aber, die man sich vorstellen kann, nämlich die Vergewaltigung, soll straflos sein. Wo ist da die Logik?

Als Schlussfolgerung ergibt sich die Notwendigkeit, die Unterscheidung zwischen den Begriffen von Beischlaf und anderen geschlechtlichen Handlungen fallen zu lassen und im neuen Recht lediglich von geschlechtlichen Handlungen gemeinhin zu sprechen, wie es das Recht sonst in allen Artikeln tut.

(Es sei hier noch auf eine weitere Schwierigkeit hingewiesen: Wenn Sie diese Unterscheidung beibehalten, was machen Sie mit den beischlafähnlichen Handlungen? Schlagen Sie sie zum Beischlaf, oder schlagen Sie sie zu den anderen geschlechtlichen Handlungen? Wenn Sie sie

zum Beischlaf schlagen, sind sie in der Ehe privilegiert, weil nicht strafbar, sonst sind sie strafbar.)

Nach meiner Idee entfällt also die Berechtigung von zwei Gesetzesartikeln mit gleicher Definition und gleicher Straffolge. **Es genügt ein einziger Artikel. Damit werden heterosexuelle und homosexuelle Zwangshandlungen von Tätern beiderlei Geschlechts gerechterweise gleich behandelt.**

Damit wäre aber ohne Ausnahmeklausel auch der Zwang zum Beischlaf in der Ehe unter Strafe gestellt, gleich wie der Zwang zu einer anderen geschlechtlichen Handlung. Dies würde jedoch einen für meine Vorstellung zu weiten Eingriff in die eheliche Intimsphäre bedeuten, wenn das *ex officio* erfolgen sollte. Wir können nicht Polizisten in jedes Schlafzimmer schicken. Darum soll bei Zwangshandlungen in der Ehe der Richter nur auf Antrag des verletzten Ehegatten eingreifen.

Aus diesem Grunde ist ein neuer Absatz, eben dieser Absatz 4, im neuen einzigen Artikel zu schaffen, der aus Zwangshandlung in der Ehe ein Antragsdelikt macht. Auf diese Weise ist die Vergewaltigung in der Ehe ohne besonderes Aufsehen geregelt, wie es sich auch gehört; denn die Vergewaltigung in der Ehe ist ein Delikt, das wegen seiner relativen Seltenheit beziehungsweise seltenen Beweisbarkeit nicht besonders in den Mittelpunkt der ganzen Beratung und Auseinandersetzung gestellt werden muss, wie dies in den Massenmedien geschehen ist.

Mit meinem Antrag erfolgt einfach eine Umkehrung der ganzen Ueberlegung. Man sagt nicht in erster Linie, die Vergewaltigung in der Ehe soll bestraft werden, sondern man sagt: Warum soll die Vergewaltigung in der Ehe nicht bestraft werden? Es gibt eine Akzentverschiebung, die meines Erachtens hier am Platze ist. Es geht nicht – wie heute auch gesagt wurde – um die Frage der Beweisbarkeit.

Die Beweisbarkeit ist ohnehin recht schwierig. Der Herr Präsident hat in diesem Zusammenhang von «pressions» bis «violence» gesprochen. Diese Steigerung, diese Schwierigkeit zu unterscheiden, gibt es – wenn Sie die Vergewaltigung in der Ehe haben oder nicht – auch bei den übrigen erzwungenen geschlechtlichen Handlungen. Es geht, wie gesagt, nicht um die Beweisbarkeit, sondern um das Prinzip, wonach die geschlechtliche Ehre und Freiheit jedes Menschen, auch die der Ehefrau, zu respektieren und zu schützen sind. Auch wenn der Fall einer Vergewaltigung in der Ehe in der Praxis vielleicht selten zur Beurteilung kommen sollte, so ist eine entsprechende Bestimmung in der Antragsform – wie gesagt – wichtig, schon um der vorbeugenden Wirkung willen.

Noch ein Wort zur Abgrenzung meines Antrages zu den Anträgen der Kollegen Frau Meier und Herr Miville. Gemeinsam haben wir die Idee, dass die geschlechtliche Handlung unter Zwang auch in der Ehe bestraft werden sollte, aber nur auf Antrag. Trennen tun sich unsere Wege, wo Frau Meier und Herr Miville die Unterscheidung zwischen Beischlaf und übrigen geschlechtlichen Handlungen beibehalten, ich aber diese Unterscheidung streiche.

Der Herr Präsident hat gesagt, die Einführung der Bestrafung für den Zwang zu geschlechtlichen Handlungen in der Ehe sei schon deshalb nicht sehr wirksam, weil man nur innert der Frist von drei Monaten Strafantrag stellen könne. Das ist richtig. Aber es ist doch besser, dass man überhaupt die Möglichkeit hat, einen Antrag zu stellen. Wenn das eine kurze Frist ist, dann müssten all jene froh sein, die überhaupt gegen eine Bestrafung sind. Dann können sie sich trösten und sagen, es dauere ja schliesslich nicht lange, bis die Antragsfrist vorbei sei.

Herr Aubert hat noch einen anderen Einwand gebracht, nämlich, die Antragsmöglichkeit bringe die Gefahr von «chantage» mit sich, die Ehefrau könne den Mann während dieser drei Monate unter Druck setzen. Das stimmt, ein gewisses Druckmittel wird sie haben. Das soll sie doch auch haben. Oder erwarten Sie von der Ehefrau, dass sie sich vergewaltigen lassen und schweigen soll und auf die nächste Vergewaltigung warten und nochmals schweigen soll, und so das ganze Leben lang? Soll sie nicht eben ein Mittel in der Hand haben, um sich dagegen zur Wehr zu setzen?

Mir scheint das wirklich ein Argument für unseren Antrag zu sein.

Ich bin von meinem Antrag überzeugt und hoffe, Sie seien auch so überzeugt, dass Sie sich fragen, warum der denn nur unter dem Namen Caveltly auf der Fahne stehe, warum ich keine weiteren Anhänger gefunden habe. Die Sache ist etwas kompliziert. Mein Antrag, aus den zwei Artikeln einen zu machen, wurde – wie das Protokoll auf Seite 52 ausweist – in der Kommission mit 8 zu 3 Stimmen gutgeheissen. Frau Kopp hat dazu gesagt, das sei ein logischer Antrag. Wenn man die Vergewaltigung in der Ehe in irgendwelcher Form unter Strafe stellen wolle, dann sei das die logische Konsequenz. Bei der Sitzung, in der wir die Fahne diesbezüglich bereinigten, konnte ich leider nicht anwesend sein, und es kam zu einem Missverständnis. Niemand hat sich mehr für den Antrag eingesetzt und sich richtig daran erinnert, worum es ging. So blieb mein Name allein stehen. Aber, ich glaube, das sollte keine Bedeutung haben.

Sie sind alle herzlich eingeladen, diesem Antrag jetzt zuzustimmen. Darauf kommt es an. Darum bitte ich Sie auch.

Miville, Sprecher der Minderheit II: Es gehört zu den Vorteilen ständerrätlicher Beratungen, dass in unserem Rate sehr viele Juristen sitzen, sogar Professoren der Rechtswissenschaft, und ich möchte ganz ausdrücklich sagen, dass ich hierüber im allgemeinen glücklich bin und einsehe, dass diese in unserem Rat in hohem Masse vorhandene Sachkenntnis für die Gesetzgebung von grosser und positiver Bedeutung ist.

Heute allerdings, in diesem einen seltenen Fall, wage ich es, die Beratung einer Gesetzesbestimmung auf eine andere Ebene zu stellen. Hie und da muss es im ständerrätlichen Prozedere Augenblicke geben, da die Nichtjuristen auf andere Gesichtspunkte verweisen, die für die Gesetzgebung auch von grosser Bedeutung sind.

Ich muss nun ein wenig ausholen und von allgemein gesellschaftspolitischen Vorgängen sprechen. Wenn Sie auch nur einigermaßen verfolgen, was die Frauenbewegungen unseres Landes in allen ihren Spielarten – sogenannte «ältere» Frauenbewegung, die noch das Frauenstimmrecht erkämpfte, und dann die «jüngeren» Frauenbewegungen – seit dem Zweiten Weltkrieg anstrebten, erreicht und noch nicht erreicht haben, dann sehen Sie bereits bestimmte Etappen.

Nach der politischen Gleichberechtigung ist es zunächst um die wirtschaftliche Gleichberechtigung gegangen: gleicher Lohn für gleiche Arbeit, gleiche Aufstiegschancen in Wirtschaft und Verwaltung. Dann wurde – nachdem diese Forderung noch keineswegs erfüllt ist – mehr und mehr die Frage einer neuen Rollenteilung innerhalb unserer Gesellschaft wichtig, Frauen nicht mehr nur Küche und Kinder, sondern auch eine wichtige Rolle im Berufsleben zuzuweisen, Männer womöglich mehr in die Aufgabenstellung zu Hause einzubeziehen.

In neuerer Zeit ist der Kampf der Frauenorganisationen unseres Landes in eine weitere Phase eingetreten: der Angriff auf jenen Aspekt des Patriarchates, der sich ganz einfach aus der physischen Ueberlegenheit ergibt. Seit Jahren kämpfen Frauenorganisationen gegen die männliche Gewalt. Das ist zu einem wichtigen Thema geworden. Diejenigen unter Ihnen, die sich vielleicht vermehrt mit Entschliessungen aus diesen Kreisen konfrontiert sehen, wissen darüber Bescheid. Man hat zuerst in eher defensiver Art und Weise in den Städten Frauenhäuser geschaffen, Zufluchtsstätten für geschlagene und vergewaltigte Frauen, geschlagen und vergewaltigt auch in der Ehe, und dann ist man in die Offensive übergegangen. Das ist nun, wie mir scheint, die neueste Phase dieser gesamtgesellschaftlichen Auseinandersetzung. Man ist dazu übergegangen, die Gewalt zu bekämpfen. Das ist es, was wir in diesem Rat neben der Jurisprudenz, deren Gesichtspunkte Sie so ausgezeichnet entwickelt haben, nun einmal bitte zu beachten haben.

Wir sind hier ein Gremium vorwiegend älterer Herren, zu denen ich mich auch zähle; ich bin sogar einer der Ältesten

unter Ihnen. Aber gerade weil wir das sind, meine ich, haben wir nun bei dieser Bestimmung einmal ein Zeichen zu setzen, ein Zeichen, das insbesondere der jüngeren und bewussten Frauengeneration des Landes zeigt, dass wir etwas tun wollen im Sinne des Abschwörens dieser uralten männlichen physischen Gewalt und Ueberlegenheit.

Ich mache Sie auf die psychologische und nicht nur die juristische Bedeutung aufmerksam, die diesem Absatz 4 des Artikels zugrunde liegt. Was ist gestern alles gesagt worden im Zusammenhang mit dem Schutzalter! Was haben wir gestern nicht alles gehört an richtigen, bedenkenswerten Feststellungen über das Selbstbestimmungsrecht der Menschen, das Selbstbestimmungsrecht eben auch in sexueller Hinsicht. Wie hat Frau Bundesrätin Kopp eindrücklich gesprochen – ich habe mir etwas wörtlich notiert – über die persönliche Entscheidungsfreiheit eines jeden Menschen in sexuellen Belangen. Richtig! Aber dann darf das heute nicht wieder vergessen werden.

Es gibt kaum ein schlimmeres Verbrechen im Sinne der Entwürdigung, im Sinne der Demütigung, im Sinne der nicht nur physischen, sondern auch psychischen Verletzung – ich möchte fast sagen, Vernichtung – als die Vergewaltigung, als dieses Missachten der körperlichen und seelischen Integrität eines Menschen. Da kann man – meiner nicht juristischen Auffassung nach – nicht unterscheiden, ob das gegenüber jemandem passiert, mit dem man verheiratet ist oder nicht.

Man kann mit einem Menschen nicht machen, was man will, wie man das mit einem Stück Metall oder mit einem Stück Holz tut. **Man kann mit einem Menschen nicht machen, was man will, nur weil und solange man mit ihm verheiratet ist.**

Das ist meine tiefste Ueberzeugung in dieser Frage, und sie verleitet mich zum Antrag, den ich, unterzeichnet von Frau Meier und Kollege Meylan, betone. Man kann das nicht tun, weil man noch nicht getrennt ist. Wenn man dann getrennt ist, soll auf einmal die Strafbarkeit möglich werden; oder auch wenn man im Konkubinat lebt. Obwohl das in der praktischen Auswirkung des Zusammenlebens der tatsächlichen Situation der Ehe durchaus gleicht mit Bezug auf die Beweisbarkeit dessen, was sich in der Wohnung und im Zimmer abspielt; aber der Konkubine kann man das nicht straflos antun. Das ist doch eine merkwürdige Logik. Bei der Ehefrau soll die Strafbarkeit nicht stattfinden.

Vor geraumer Zeit ist in der «Weltwoche» ein Artikel zu diesem Thema erschienen, von dem mir vor allem der Titel in Erinnerung geblieben ist. **«Die Frau des Täters kommt als Opfer nicht in Frage.»** Ueberlegen Sie sich bitte einmal, was alles an Unmöglichkeit und Unmenschlichkeit mit diesem Titel ausgedrückt wird. Ein Opfer kommt als solches nicht in Frage, weil es mit dem Täter verheiratet ist. Also wenn so etwas Gesetz wird, muss ich sagen – bei aller Anerkennung der juristischen Subtilitäten, die hier entwickelt wurden -: *summum jus, summa iniuria*.

Um das geht es hier! Es geht um gesellschaftliche Entwicklungen, denen wir auch in einem Ständerat einmal Rechnung tragen sollten. Es geht hier um gesellschaftliche Entwicklungen, welche von der Gesetzgebung nicht nur beachtet, sondern in einem gewissen Sinne aufgefangen werden müssten.

Was die Beweisfrage anbelangt: Wenn Sie alle Delikte, die schwer zu beweisen sind, weil sie schwer zu beweisen sind, aus unserem Strafgesetz eliminieren wollten, so gäbe das eine ganz beachtliche Liste. Vergewaltigung an sich ist schwer beweisbar. Da müsste eine Frau beweisen, dass sie sich während dieser verbrecherischen Handlung von A bis Z gewehrt hat usw. Wir wissen genau, wie gross bei Kindsmisshandlungen die Dunkelziffer ist, wie selten im Vergleich zur Gesamtheit der Handlungen, die stattfinden – die Anzeigen sind selten –, wie selten die Nachweise, wie selten die Verurteilungen sind. Man kann ein Verbrechen dieser Art nicht danach beurteilen, ob das am Ende beweisbar ist oder nicht.

Ich sympathisiere auch mit den Anträgen Meier und Cavelti. Wenn mein Antrag nicht durchgeht, so hoffe ich, dass wenigstens der Antrag Meier in bezug auf die tatsächlich

getrennt lebenden Paare durchgehen wird. Das ist das Minimum. Da spielt das Beweisargument nicht mehr die gleiche Rolle.

Herr Cavelti wiederum spricht von geschlechtlichen Handlungen. Ich wäre auch hier einverstanden, mache nur darauf aufmerksam, dass der Ausdruck geschlechtliche Handlungen natürlich von Gerichten sehr weit interpretiert worden ist. Das kann bis zum Griff an den Busen gehen usw., also zu harmloseren Aktivitäten.

Wichtig an allen diesen Anträgen – auch an meinem – ist, dass hier nur auf Antrag verfolgt werden soll. Darauf mache ich Sie ganz besonders aufmerksam.

In diesem Sinne bitte ich Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Frau Meier Josi, Sprecherin der Minderheit III: Ich möchte meinen Vorrednern für die behutsame Annäherung an das Thema danken. Ich spreche heute zu Ihnen nicht nur als Juristin, sondern auch aus der Sicht einer Frau. Weil aber hier weitgehend juristisch argumentiert wird, befasse ich mich nun nochmals mit der Summe dieser Argumente.

Das Gesetz stellt jede Nötigung, also jede Einschränkung der Handlungsfreiheit durch Gewalt oder Androhung ernstlicher Nachteile, unter Gefängnisstrafe. Nötigung ist demnach ein Vergehen gegen die Freiheit. Wo der Gesetzgeber eine Nötigung besonders schwer einstufte, umschrieb er spezielle Tatbestände und bedrohte sie mit noch höheren Strafen. Er tat es bei Bedrohung gegen Behörden, bei Raub, bei Erpressung. Im Sexualstrafrecht hielt er schon immer die Nötigung zu geschlechtlichen Handlungen und besonders die Vergewaltigung für so schwere Verletzungen, dass er sie zum Verbrechen stempelte, indem er sie mit der schwersten, mit der Zuchthausstrafe bedrohte.

Er tat und tut dies zu Recht. Vergewaltigung, da sind wir uns alle hier im Saal einig, ist etwas vom Schlimmsten, was einer Frau passieren kann. Für die meisten Frauen ist es sogar das Schlimmste. Da wird nicht nur die geschlechtliche Integrität schwer beeinträchtigt und irgendwelche Entscheidungsfreiheit verletzt, es geht hier zudem noch um den Entscheid über neues Leben. Der Entscheid zum Kind sollte nie auf diese Weise verunmöglicht werden. Das alles ist an sich klar.

Nun hat aber das bisherige Recht die Ehe von dieser Betrachtungsweise ausgespart. Alle Minderheitsanträge – beide Vorredner sagten es – vertreten gemeinsam die Auffassung, dass die total unterschiedliche Behandlung einer Untat innerhalb und ausserhalb der Ehe nur schwer zu rechtfertigen sei. Mein Eventualantrag III will die Privilegierung des Täters mindestens dann aufheben, wenn die Gatten getrennt leben. Wenn Sie sich dafür entscheiden, müsste allerdings der Zweitrat noch abklären, ob zur Unterscheidung von faktischer und richterlich beurteilter Trennung eine Präzisierung des Antrages nötig ist. Ich bitte Sie, hier diese Differenz nicht auszufechten, sondern den Grundsatzentscheid zu treffen.

Sie können meiner Variante auch ohne weiteres noch den Satz 2 von Kollege Miville zufügen, womit das Antragsrecht auf die Frau allein eingeschränkt wird und nicht etwa im Todesfall auf die Erben übergeht. Das ist auch nicht die Hauptentscheidung. Mein Antrag legt einfach die Betonung darauf: mindestens Strafbarkeit der Vergewaltigung bei getrennt lebenden Ehegatten.

Grundsätzlich kann mit Fug natürlich auch der Minderheitsantrag II (Miville) vertreten werden, der auch bei ungetrennter Ehe keine Privilegierung des Täters mehr zulässt.

Wir haben in den letzten Tagen wiederholt betont, das Strafrecht müsse Würde und Freiheit jedes Menschen, auch seine geschlechtliche Integrität und damit auch die Integrität der Frau, schützen. Dann – so sagten schon die Experten – muss das Persönlichkeitsrecht der Frau als Begründung für die Bestrafung der Vergewaltigung in der Ehe genügen. So sahen es sogar die meisten Vernehmlassungen, unter anderem jene der CVP, und so sieht es auch die Eingabe der CVP-Frauen, die im Verhältnis 6 zu 1 für die Wiederaufnahme der entsprechenden Bestimmungen waren und unter anderem dazu ausführten: «Auch in der Ehe gilt es, den Willen des Partners zu berücksichtigen. Sie ist kein

Freipass.» Oder: «Es ist für uns stossend, dass eine Frau gegen einen fremden Täter strafrechtlich vorgehen kann und gegen ihren eigenen Mann rechtlich wehrlos ist.»

Der Bundesrat hat offenbar erst in letzter Minute auf diesen Reformschritt wieder verzichtet. Wir sollten seine ursprüngliche Absicht weiterverfolgen. Dazu veranlasst uns Verschiedenes: Vor allem ist – Sie haben es aus den Voten unserer Vorredner gehört – ein Bewusstseinswandel eingetreten oder zumindest im Gange. Während zu langer Zeit sprach man im Zusammenhang mit Sexualität in der Ehe nur von ehelichen Pflichten. Die Nichthingabe der Frau wurde als Verletzung einer solchen Pflicht empfunden, die ihr Gatte durch Zwang sanktionieren konnte. So sagte im letzten Jahrhundert der deutsche Strafrechtler und Kriminalist Mittermaier: «Wer, wie der Ehemann, auf den Beischlaf ein vollkommenes Recht hat, macht sich durch das Erzwingen desselben keiner Notzucht schuldig.»

Natürlich wird die Ehe zu allen Zeiten im Hinblick auf eine dauernde, enge Gemeinschaft geschlossen, in welcher das geschlechtliche Einswerden wesenhaft und wesentlich ist. Hingegen ist nach heutigem Eheverständnis das Erzwingen des ehelichen Beischlafes alles andere als ehekonform. Leider ist aber die überholte Auffassung von Mittermaier noch gar nicht ausgerottet. In Frauenhäusern können wir erfahren, wieviel Leid auch im intimen Bereich die Gewalt bringen kann. Es ist an der Zeit, sich gegen diese Verhältnisse zu wehren.

Die Argumente der Gegner halten einer näheren Prüfung nicht stand. Ich bin folgenden begegnet, die ich der Reihe nach kurz erwidere:

1. Beweisschwierigkeiten – Sie haben es gehört – treten bei vielen Delikten auf, vor allem bei Sexualdelikten. Das würde Sie sonst nie veranlassen, auf Strafandrohungen zu verzichten. Noch gestern hat mir ein Richter bestätigt, dass Schwierigkeiten, die in der einen Art auftreten können, durch leichtere Beweismöglichkeiten anderer Art in diesem Zusammenhang aufgewogen werden. Beweisschwierigkeiten, davon bin ich überzeugt, hängen in diesem Bereich mehr mit der Mittermaierschen Grundeinstellung zusammen als mit dem Prozessrecht.

2. Indem die Frau zur Ehe ja sage, nehme sie ein gewisses Gefährdungsmoment in Kauf. Die Strafmilderungsgründe der engen Beziehung müssten in der Ehe logisch zur Strafbefreiung führen. Zustimmung müsse übrigens angenommen werden. Das scheint mir eine nahezu zynische Beweisführung zu sein. Sie läuft genau darauf hinaus, dass in der Ehe alles erlaubt sein sollte, eine Haltung, die es vielmehr zu überwinden gilt. Die Ehe ist nicht der Ort der institutionalisierten Gewalt. In ihr sollte vielmehr Liebe ganzheitlich und geborgen erlebt werden können. Die Heirat ist nie und nimmer ein Deliktsrisikokontrakt. Es gibt Abgründe zwischen einer erwünschten, nach Temperament selbst stürmischen Zärtlichkeit und der verurteilungswürdigen Gewalt eines Rohlings. Partner und Richter unterscheiden das sehr wohl, wie Sie das auch sehr wohl zu unterscheiden wissen. Was die vermeintliche stille Zustimmung angeht: Wenn das Opfer eines Raubes schliesslich lieber seine Brieftasche herausgibt als sein Leben zu riskieren, kommen Sie auch nicht auf die Idee, es liege stillschweigende Zustimmung und damit eine Schenkung vor. Die Verletzung durch den Gatten fällt aber auch – und da stimme ich nicht mit unserem Präsidenten überein – nicht weniger ins Gewicht als jene durch einen Fremden oder sonstigen Fernstehenden. Die Erfahrung zeigt das Gegenteil. Verletzungen durch Ausenstehende, denen man zudem in der Zukunft ohne weiteres entweichen kann, sind seelisch viel weniger schwer zu verarbeiten als jene durch Vertraute, besonders durch einen Lebenspartner, mit dem man an sich zusammenbleiben möchte.

3. Der Beizug des Eheschutzrichters oder des Scheidungsrichters bietet genügend Schutz; das ist ebenfalls verfehlt. Es gibt auch heute noch Leute, für die eine Ehe unauflöslich ist. Gerade deshalb streben sie andere Verhaltensnormen innerhalb der Ehe an. Beim Eintreten haben wir ja betont, dass das Strafgesetz leider für viele Menschen Leitfunktion hat,

so dass sie das, was nicht verboten ist, für erlaubt halten, wie es der zitierte Mittermaier tat. Deshalb brauchen wir die Reform zur Vorbeugung.

4. Es sei unlogisch, gerade jetzt einen neuen Straftatbestand zur Unterstützung einer Scheidungsklage einzuführen, wo wir gleichzeitig jenen des Ehebruchs fallen liessen. Das Antragsdelikt des Ehebruchs war in der Tat mit der Scheidung eng verkoppelt. Der Antrag kann nur gestellt werden, wenn der Ehebruch zur Scheidung geführt hat, also ohnehin zu spät. Das kann man füglich fallenlassen. Eine solch verfehlte Koppelung zwischen Strafe und Scheidung fehlt gerade bei den jetzt vorgeschlagenen Antragsdelikten im Zusammenhang mit Vergewaltigung. Die Strafandrohung – ich sagte schon – soll in erster Linie vorbeugend wirken, indem sie das Unrechtsbewusstsein für ein gewalttätiges Verhalten in der Ehe schärft. Die Ehefrau wird es nicht mehr zur Stützung einer Scheidung benützen, als sie bisher die an sich möglichen Strafklagen bei Körperverletzung benützt hat.

5. Wenn schon Strafrechtsschutz, dann genüge ja der Tatbestand der Nötigung. Das überzeugt mich auch nicht. Der Experte – auch Herr Cavetty – hat darauf hingewiesen, dass der Ehemann, der beispielsweise, wenn er betrunken nach Hause kommt und seine Frau zu geschlechtlichen Handlungen nach Artikel 190 nötigt, also ohne den Beischlaf zu erzwingen, sogar von Amtes wegen verfolgt und bestraft werden kann. Im Ergebnis ist er damit für weniger weitgehende Handlungen strafbar; für die extremste Gewalt bleibt er straffrei. Das ist stossend. Da zöge ich doch noch den kombinierten Antrag Cavetty vor.

6. Die besondere Bindung der Ehe fordere eine strafrechtliche Sonderbehandlung. Im übrigen stehe der Anspruch der Ehefrau auf Schutz ihrer Personenwürde dem Anspruch des Ehegatten auf Schutz seiner Privatsphäre gegenüber. Der besonderen Situation der Ehe tragen alle Minderheitsanträge Rechnung, indem sie alle nur Antragsdelikte fordern. Sie überlassen es damit durchwegs der Verletzten, zu überprüfen, ob die Verletzung so gravierend war, dass sich das letzte Abwehrmittel des Strafrechtes aufdrängt. Benützt es die Frau, dann wird ihre Intimsphäre ebenfalls getroffen. Diese Störung war aber noch nie ein taugliches Argument, um von irgendeiner Strafandrohung abzusehen, sonst dürften wir – wie schon gesagt – kein Sexualdelikt untersuchen.

7. Es fehle an Vorstössen und Bewegungen zu dieser Reform. Es stimmt, das Tabu hat uns an solchen Vorstössen lange gehindert. Die Bewegung ist jedoch da. Innert kurzer Zeit haben rund die Hälfte der amerikanischen Staaten – der Herr Präsident hat auf diese Ergebnisse hingewiesen – entsprechende Reformen durchgeführt. Drei von unseren Nachbarländern haben die Strafbarkeit entweder eingeführt oder sind dabei, solche Reformen zu prüfen, vermutlich weil die EG ihren Mitgliedern diese Reform empfohlen hat.

Viele Frauen in unserem Land, vor allem jene, die sich vertieft mit den Nöten befassen, bitten heute um diese Reform. Sie stellen unter anderem fest, dass sich ein falsches Verständnis von Gewalt in der Partnerbeziehung von Eltern oft auf die Erziehung der Kinder zur Gewalt auswirkt. Dagegen zu kämpfen lohnt sich. Solche Frauen scheinen sich zum Teil mit missverständlichen Formulierungen an Sie gewandt zu haben.

Deshalb halte ich hier mit Nachdruck fest: Ich erkläre mir Ihre teilweise Gegnerschaft einzig damit, dass Sie aus Ihren Erfahrungen in Ihrer Ehe sich gar nicht vorstellen können, was Frauen in einer von Gewalt geprägten Ehe erleiden müssen. Eine gestern veröffentlichte Studie des Sozialamtes Zürich fordert daher die Gesetzesänderung ebenfalls, kommt aber zum richtigen Schluss, dass in den betreffenden Ehen noch andere immaterielle Hilfestellungen nötig sind.

Ich fasse zusammen: Es geht darum, mit der Annahme eines der Minderheitsanträge das Bewusstsein zu stärken, dass auch in der Ehe eine Vergewaltigung eine Vergewaltigung bleibt. Der jetzige Zustand verstösst sogar gegen die Gleichheitsvorschrift von Artikel 4 BV, weil sie Frauen in- und ausserhalb der Ehe anders behandelt, nicht nur gegen die

Persönlichkeitsrechte der Frau, wobei mir das letztere wichtiger ist.

Mein Antrag geht eindeutig am wenigsten weit, weil er nur die Taten bei getrennt Lebenden erfasst. Der Antrag Miville bringt die völlige Gleichstellung innerhalb und ausserhalb der Ehe. Herr Cavelti umfasst geschlechtsneutral jeden Zwang zu einer geschlechtlichen Handlung und stösst damit am weitesten in neue Denkkategorien vor.

Entscheiden Sie sich bitte zugunsten einer dieser Lösungen, aber bitte nicht gegen alle – in Anerkennung der Menschenwürde der Frau!

Steiner: Ich teile die allgemeine Auffassung, dass eine Vergewaltigung ein schweres Delikt darstellt und strenge Bestrafung erfordert, auch mit Rücksicht auf den angerichteten Schaden körperlicher und ganz besonders seelischer Art beim Opfer.

Wenn man von der Person des Opfers ausgeht, ist indessen zu differenzieren zwischen dem Fall, wo die Frau den Täter nicht kennt und ihm vorher nie den Geschlechtsverkehr gestattet hat und andererseits nicht der Frau an sich, sondern der Ehefrau, wo eben das Gegenteil der Fall ist. Selbst wenn auch Vergewaltigungen während der Ehe verwerflich und abzulehnen sind, ist eine strafrechtliche Gleichstellung der ehelichen und der ausserhehlichen Umstände nicht angängig. Die Bestrafung einer Vergewaltigung während der Ehe führt zu einer übertriebenen kriminellen Dimension. Ich sage das auch bezüglich der Anträge für die Ausgestaltung zum Antragsdelikt, also die Anträge Cavelti und Miville. Aufgrund aller heute angeführten und noch folgenden Argumente zu diesem Standpunkt muss dem Vorschlag des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit gefolgt werden. Dabei sind gewisse Ungereimtheiten nicht zu leugnen, wie z. B. Straflosigkeit der Vergewaltigung bei gerichtlich getrennten, noch nicht geschiedenen Ehegatten – Gegenstand der Ausführungen des Antrags der geschätzten Kollegin Josi Meier.

Darf ich abschliessend sagen: Mit der Strafbarkeit der Vergewaltigung in der Ehe schaffen wir neues Recht. Wir verschärfen einen bisher geltenden Rechtszustand. Für eine solche schwerwiegende Änderung müssen ausreichende Gründe und ein damit verbundener Reifeprozess zu Händen der Gesetzgebung vorhanden sein. Diese Umstände vermisse ich hier weitgehend.

Wohl habe auch ich Kenntnis erhalten und Kenntnis genommen von zahlreichen schriftlichen und mündlichen Aeusserungen, allerdings erst in allerjüngster Zeit, und habe ein gewisses Verständnis dafür, aber für die Einführung dieser Strafbarkeit vermisse ich parlamentarische Vorstösse, vermisse ich Volksinitiativen, vermisse ich eine eigentliche Volksmeinung, eine Volksbewegung, die im Zusammenhang mit dem gesagten Reifeprozess für eine derartige Neuerung repräsentativ wäre.

Fazit: Ich stimme dem Antrag von Bundesrat und Kommissionsmehrheit zu und muss demnach die Minderheitsanträge Cavelti und Miville ablehnen. Bezüglich Herrn Ständerat Miville gestatte ich mir die Bemerkung, dass sich nach unserem gemeinsamen, leider erfolglosen Kampf von gestern um das Schutzalter 15 Jahre heute leider unsere Wege trennen.

Für den Antrag Josi Meier hätte ich am meisten Verständnis, allein ich möchte meine bisherige Mitwirkung mit der Kommissionsmehrheit nicht verleugnen.

Arnold: Wenn in der Ehe eine Frau tätlichen Angriffen oder unzulässigem Zwang des Ehemannes ausgesetzt ist, so wird sie in der Regel zuerst den Eheschutzrichter aufsuchen. Ich möchte Sie und die ganze Öffentlichkeit doch bitten, bei der Diskussion um die Vergewaltigung in der Ehe nicht nur den strafrechtlichen Weg zu sehen, sondern auch die Möglichkeit im Zivilrecht, wonach der Eheschutzrichter in solchen Fällen um Hilfe und Beistand anrufen werden kann. Es kommt nun aber die Frage dazu: Soll man für ganz schwerwiegende Fälle auch die Möglichkeit schaffen, den Strafrichter anzurufen? Man könnte vielleicht als Faustregel

sagen: die Ehefrau, die die Ehe retten und daran festhalten will, wird eher zum Eheschutzrichter gehen. Ist die Zerrüttung schon so weit fortgeschritten, dass man eine Scheidung in Kauf nimmt, so wird man den Strafrichter anrufen. Ich habe in dieser Sache einen Lernprozess durchgemacht. Ich war in der Kommission auch bei denjenigen, die einen wesentlichen Unterschied sahen zwischen dem Beischlaf, den ein fremder Mann gegenüber einer Frau erzwingt, und dem Beischlaf des eigenen Ehemannes mit seiner Frau unter gewissen unschönen Zwangsmassnahmen. Aber heute bin ich bereit, in das Strafgesetzbuch einen Tatbestand aufzunehmen, wonach der grobe Zwang gegenüber der eigenen Frau, auch im Zusammenhang mit dem Beischlaf, strafrechtlich verfolgt werden kann.

Kommissionspräsident Aubert benützte den Ausdruck «brutalität» in der Ehe. Dieses Wort fehlt uns in der deutschen Sprache. Das würde zum Ausdruck bringen, was gemeint ist. Ein Verhalten, das über Zumutungen hinausgeht, sondern etwas Unschönes – «brutalität» – darstellt.

Wenn wir eine solche Strafbestimmung – ich bin für eine ganz allgemeine Formulierung des Grundsatzes – in das Gesetz aufnehmen, so wird diese in erster Linie präventive Wirkung haben, und sie soll präventive Wirkung haben. Auch der Ehemann soll sich bewusst sein, dass er den Willen seiner Frau nicht mit Gewalt brechen soll.

Wenn wir eine Strafbestimmung schaffen, so wird sie auch in vereinzelten Fällen zur Anwendung kommen. Hier teile ich die Ansicht von Herrn Cavelti und anderen Votanten, dass diese Fälle nicht so zahlreich sein werden, wie man vielleicht heute vermutet; wahrscheinlich stehen sie meistens im Zusammenhang mit einem Ehescheidungsverfahren.

Man könnte sich hier sogar die Frage stellen – Frau Meier hat darauf hingewiesen –, ob man nicht einen Zusammenhang zwischen diesem Delikt und der Ehescheidung herstellen könnte oder sollte, so wie wir es bisher beim Ehebruch hatten. Wir schaffen diesen Tatbestand ab, aber als Modell möchte ich den Artikel 214 doch etwas verkürzt zitieren: «Der Ehegatte, der einen Ehebruch begeht, wird mit Gefängnis bis zu einem Jahr oder mit Busse bestraft, wenn die Ehe wegen dieses Ehebruches geschieden oder getrennt wurde.» Sie sehen hier die enge Verknüpfung des Straftatbestandes mit der Scheidung. Ich möchte diesen Gedanken nicht weiterverfolgen.

Wenn ich für eine Regelung im Strafgesetzbuch bin, so stellt sich für mich die Frage, welcher Variante ich den Vorzug gebe. Ich war schon in der Kommission unbefriedigt, weil eigentlich die Lösung, die meinen Vorstellungen am besten entsprochen hätte, nie in Anträge umgesetzt wurde.

Alle Lösungen – es sind die Minderheitsanträge –, die ein Antragsdelikt vorsehen, lehne ich ab. Sie alle beinhalten eine Einschränkung, und ich möchte den Grundsatz *tel quel* ohne Einschränkungen im Gesetz verankert wissen. Es ist Ihnen gesagt worden: Beim Antragsdelikt muss innert drei Monaten der Strafantrag gestellt werden, sonst ist die Sache verpasst. Das ist eine zeitliche Beschränkung, die ich hier vermeiden möchte. Es ist ganz selbstverständlich, dass in jedem dieser Fälle die Anzeige von der Ehefrau ausgehen wird. Ich wüsste nicht, wer sonst Strafanzeige erstatten könnte, wer von der Gewaltanwendung im Ehebett etwas wüsste.

Keine dieser Varianten befriedigt mich. Am ehesten würde meinen heutigen Ueberlegungen die Fassung des Bundesrates Rechnung tragen, wenn sie auch auf die Ehe, auf den brutalen Ehemann ausgedehnt würde. Wenn wir diese Fassung anschauen, so enthält sie im Absatz 1 doch einen Grundsatz, den wir auch für die Ehe übernehmen könnten, abgesehen von allen Beweisschwierigkeiten. Ich zitiere den Artikel 189 Absatz 1 noch einmal: «Wer eine Person weiblichen Geschlechts zum Beischlaf zwingt, indem er gegen sie Gewalt anwendet, sie schwer bedroht oder sie zum Widerstand unfähig macht, wird mit Zuchthaus bis zu 10 Jahren bestraft.» Könnten wir diese Kriterien nicht doch grundsätzlich auch für die Ehe gelten lassen?

An der Fassung des Bundesrates passt mir aber vor allem

der Absatz 2. Mit dem Absatz 2 liessen sich Lösungen für die Gewaltanwendung in der Ehe finden. Absatz 2 lautet: «Liegen in den persönlichen Beziehungen zwischen Täter und Opfer entlastende Umstände, so ist die Strafe Gefängnis.» Natürlich ist dieser Absatz 2 nicht auf die Ehe zugeschnitten, sondern auf Drittverhältnisse ausgerichtet worden. Aber es würde eigentlich nichts im Wege stehen, diesen Absatz 2 zu übernehmen und ihn auch für Eheleute anwendbar zu erklären. Unter Eheleuten besteht eine persönliche Beziehung. Sie kann enger oder weniger eng sein. Hier könnten die Fälle, in denen man zusammenlebt oder nicht mehr zusammenlebt, berücksichtigt werden. Die Strafe ist hier bedeutend milder (Gefängnis: 3 Tage bis 3 Jahre). Das wäre, mindestens dem Grundsatz nach, eine Sanktion, ohne dass man sagen müsste, hier würde ein Ehemann ganz unverhältnismässig betroffen.

Wir können in der Abstimmung natürlich nicht der Fassung des Bundesrates zustimmen, weil sie nur auf den «ausser-ehelichen» Beischlaf ausgerichtet ist. Beachten Sie dieses Wort! Das wollte gerade die Vergewaltigung in der Ehe ausschliessen. Wenn man meinem Gedanken folgen würde, so müsste man nur das Wort «ausserehelich» streichen, und wir hätten den Zwang in der Ehe nach den Kriterien der Absätze 1 und 2 von Artikel 189 geregelt.

Ich kann diese Lösung nicht mehr in Form eines Antrages aufnehmen, da das Plenum nie bereit ist, auch nur eine Streichung ohne schriftlichen Antrag gelten zu lassen. Ich kann auch nicht abschätzen – und das ist nicht ganz nebensächlich –, ob die Uebernahme des Tatbestandes einer Vergewaltigung in der Ehe die Vorlage gefährden und mit Erfolg zu einem Referendum führen würde.

Ich würde übrigens, wenn wir zur Fassung des Bundesrates – ausgedehnt auf die Ehe – zurückkehren würden, im Marginale das ominöse Wort «Vergewaltigung» streichen. Das ist für viele Ehemänner ein Reizwort. Wir könnten das Marginale stehenlassen «Angriffe auf die geschlechtliche Freiheit und Ehe» – entsprechend der Ueberlegung von Herrn Cavely.

Ich muss es dem Nationalrat überlassen, dass er auch diese Variante einer ganz grundsätzlichen Lösung prüft. Ich bedaure, dass ich über die Sache lange gesprochen habe, ohne dass Sie bei der Abstimmung nun für oder gegen meine Vorstellung votieren können.

Schoch: Ich gehöre zur Kommissionsmehrheit und werde heute mit der Kommissionsmehrheit stimmen. Sie hat ihren Entscheid in der Kommission immerhin mit einem recht komfortablen Stimmenverhältnis gefällt.

Ich verkenne nicht, dass das Thema, über das wir hier diskutieren, von erheblicher Problematik ist, denn ich bin realistisch genug, zu erkennen, dass es Gewalt in der Ehe gibt und auch Vergewaltigungen in der Ehe geben kann und gibt.

Die Gründe und Ueberlegungen der Kommissionsmehrheit sind Ihnen heute aber bereits umfassend dargetan worden, insbesondere im Rahmen des brillanten Einführungsreferates unseres Kommissionspräsidenten. Ich verzichte deshalb darauf, diese Gründe hier nochmals zu rekapitulieren oder die eine oder andere Ueberlegung herausgreifen.

Ich möchte indessen konzedieren, dass Ständerat Auberts Aussage im Rahmen seiner einleitenden Ausführungen wahrscheinlich nicht weit daneben liegt: nämlich die Feststellung, dass dieser Rat sich vielleicht anders entscheiden würde oder anders entschieden hätte, wenn er zur Mehrheit aus Frauen bestünde.

Ich meine, das sei eine naturgegebene Tatsache, und ich basiere dabei auf einer Feststellung, die Frau Meier getroffen hat und die ich natürlich nicht ungenervt gehört habe, nämlich die Feststellung, dass wir Männer uns den Tatbestand, um den es eigentlich Herrn Miville und Frau Meier geht, nur intellektuell vorstellen können, dass wir aber aus eigener Erfahrung die Not, in der viele Frauen offenbar stecken, eben nicht kennen. Das ist durchaus zuzugestehen. Aus dieser Ueberlegung heraus – und das möchte ich hier eigentlich sagen – werde ich heute zwar mit der Kommissions-

sionsmehrheit, aber für den Antrag der Minderheit III, also den Eventualantrag von Frau Meier, stimmen.

Ich möchte bei dieser Gelegenheit hier auch sagen, dass ich den Antrag von Herrn Cavely im Rahmen der Kommissionsarbeit vielleicht nicht ganz richtig begriffen habe. Das Aha-Erlebnis hat sich erst nach Abschluss der Kommissionsarbeit eingestellt – ich gebe das ohne weiteres zu. Ich meine doch, dass dieser Antrag vielleicht bedenkenswert wäre.

Wir können für einmal wieder froh und glücklich darüber sein, dass wir eine zweite Behandlung der Materie im Nationalrat kennen. Allenfalls wird dann die ganze Angelegenheit, also der Vorschlag Cavely, nochmals durchdiskutieren sein. Eines ist für mich allerdings klar: Wenn die Vergewaltigung in der Ehe strafbar sein soll, dann muss der Tatbestand geschlechtsneutral ausgestaltet sein, was er ist, wenn man dem Antrag Cavely folgt, was aber nicht der Fall ist, wenn dem Antrag der Minderheit II entsprochen würde.

Ich meine deshalb, dass der Vorschlag der Minderheit II für uns unter gar keinen Umständen eine Lösung bilden kann.

Küchler: Der Vorschlag des Bundesrates zu einem neuen Artikel 189 StGB, welchem sich die Kommissionsmehrheit grundsätzlich anschliesst, erfasst den Tatbestand der Vergewaltigung in der Ehe nicht, und dies meines Erachtens zu Recht.

Gegen die Einführung des Tatbestandes der Vergewaltigung in der Ehe, auch in der Form des blossen Antragsdeliktes, hege ich erhebliche Bedenken. Zwar lässt sich zugegebenermassen unter dem Gesichtspunkt des Persönlichkeitsschutzes der Frau einem künftigen Straftatbestand der Vergewaltigung der Ehefrau eine gewisse Berechtigung nicht absprechen. Ich teile auch mit der eidgenössischen Expertenkommission die Auffassung, dass der verheirateten Frau grundsätzlich das Recht auf sexuelle Selbstbestimmung zusteht. Die gewaltmässige Erzwingung des Beischlafes, sei es innerhalb oder ausserhalb der Ehe, stellt in meinen Augen auf jeden Fall eine verabscheuungswürdige Tat dar. Aber – und ich betone das Aber – die Nachteile, die die Einführung des Straftatbestandes der Vergewaltigung der Ehefrau – und zwar sowohl in der Form des Antrags- als des Offizialdeliktes – mit sich bringen würde und müsste, können bei allem Verständnis für das berechtigte Anliegen der Frauen nicht unberücksichtigt bleiben.

Es ist doch in der Tat nicht zu übersehen, dass ein möglicher Strafantrag der Ehefrau wegen Vergewaltigung meist in einem äusserst engen Zusammenhang stünde mit einem bevorstehenden oder bereits eingeleiteten Trennungs- oder Scheidungsverfahren. Eine Vergewaltigung wird doch vor allem dort vorkommen, wo die Ehe an sich bereits zerrüttet ist, nicht aber in einer intakten Ehe. Mit anderen Worten: Bei der Schaffung eines entsprechenden Straftatbestandes besteht die konkrete Gefahr, dass ein Strafverfahren seitens der Ehefrau in erster Linie zur Verstärkung der Scheidungsklage inszeniert wird, sei es eventuell auch nur, um sich den Rückzug des Strafantrages durch entsprechende Leistungen oder Einverständnisse des Ehemannes im Zusammenhang mit einer Scheidungs- oder Trennungsvereinbarung honorieren zu lassen.

Des weiteren kommt hinzu, dass die Vergewaltigung in der Ehe seitens der Ehefrau bewiesen werden müsste, wie wir das bereits gehört haben. Dabei geht es doch, wie wir alle wissen, bei einem Straftatbestand innerhalb der Ehe nicht so sehr um die physische Vergewaltigung der Ehefrau als vielmehr um die psychische Vergewaltigung, d. h. um die seelische Demütigung der Frau. Letztere aber würde weder von einem Straftatbestand erfasst noch könnte sie überhaupt bewiesen werden. Für die physische Vergewaltigung aber könnte praktisch als einziges Beweismittel meistens bloss das Zeugnis der Kinder in Frage kommen. Dabei ist die immer wieder gehegte Befürchtung, dass in solchen Fällen von beiden Seiten Druck auf die Kinder ausgeübt würde, nicht von der Hand zu weisen. Solches gilt es sicher zu vermeiden.

Ein weiteres Argument, das es zu beachten gilt: dass die Ehe nämlich nach herrschender Auffassung eine Lebens- und

eine Liebesgemeinschaft ist. Sie ist eine gesetzlich institutionalisierte Geschlechtsgemeinschaft. Damit unterscheidet sie sich grundlegend von der losen, konkubinatsmässigen Bindung oder von der bloss oberflächlichen Bekanntschaft zweier Menschen.

Nun würde aber meines Erachtens die Institution der Ehe in ihrer grossen gesellschaftspolitischen Bedeutung ganz erheblich herabgesetzt, wollte man die Nötigung zum ehelichen Verkehr strafrechtlich der Vergewaltigung einer beliebigen anderen Person gleichsetzen. Wir haben es nämlich ganz offensichtlich bei Verheirateten mit einem besonderen Tatbestand zu tun, der auch eine gesonderte strafrechtliche Behandlung durchaus rechtfertigt.

Ein Letztes: Gestatten Sie mir den Hinweis, dass ich mich des Eindrucks nicht erwehren kann, wonach ein neu zu schaffender Tatbestand einer Vergewaltigung in der Ehe im Ergebnis wiederum faktisch den Platz des mit dieser Revision aufzuhebenden Artikels 214 StGB betreffend Ehebruch einnehmen würde, also gleichsam einen Artikel ersetzen würde, der durch diese Vorlage völlig zu Recht eliminiert wird.

Die unter Strafe gestellte Vergewaltigung in der Ehe würde, wie der bisherige Artikel 214 StGB, hauptsächlich als Druckmittel im Rahmen von Scheidungs- oder Trennungvereinbarungen an Bedeutung erlangen. Es kann nicht im Ernst unsere Absicht sein, für den in der bisherigen Praxis nicht bewährten Artikel 214 StGB einen Ersatz zu schaffen, dessen kriminalpolitischer Nutzen bereits zum vorneherein äusserst fragwürdig erscheint.

Wie Herr Kollege Arnold angeführt hat, stehen der Ehefrau nach wie vor andere und meines Erachtens viel geeignetere Rechtsmittel zur Verfügung. So kann sie sich auch gegenüber ihrem Ehemann jederzeit auf den allgemeinen Schutz der persönlichen Freiheit gemäss Artikel 180 ff. StGB und auf den Schutz ihrer körperlichen Integrität gemäss Artikel 122 ff. StGB berufen. Ferner stehen ihr die eheschutzrichterlichen Bestimmungen gemäss Artikel 145 und 161 ff. ZGB zur Verfügung, wie wir es bereits gehört haben. Letztere Bestimmungen dürften in den allermeisten Fällen viel zweckmässiger sein, als die Möglichkeit eines blossen Strafanspruches gegen den eigenen Ehepartner wegen Vergewaltigung.

All diese Ueberlegungen veranlassen mich, für die Kommissionmehrheit und gegen die Schaffung eines Straftatbestandes der Vergewaltigung der Ehefrau – selbst nicht in der Form eines Antragsdeliktes gemäss den Minderheitsanträgen Cavelti, Miville und Meier – zu votieren.

Frau Bühner: Die Frage der Strafbarkeit der Vergewaltigung in der Ehe war kein Thema, das mich auf Anhieb bewegt hätte. Was soll's? sagte ich mir. Es gibt nun einmal Verhältnisse, die auf eine Scheidung zusteuern, und dagegen wächst auch im Strafgesetz kein Kraut. Je länger ich mich mit der Frage befasste, um so ungeheuerlicher kam es mir vor, dass Bundesrat und Kommissionmehrheit die Vergewaltigung in der Ehe straffrei belassen wollen. Es geht nicht um mehr oder weniger Gleichstellung mit der ausserehelichen Vergewaltigung, sondern darum, sie straffrei zu erklären und zu belassen.

Ich kann heute die Botschaft Seite 64 nicht mehr ohne Zorn lesen, wo gesagt wird, die Vergewaltigung in der Ehe sei straffrei, werde nicht erfasst, und das solle auch so bleiben. Dort wird klipp und klar gesagt, dass eine entsetzliche Tat, die Vergewaltigung, wenn sie gegenüber einer bestimmten Frau, nämlich der eigenen, begangen wird, nicht strafbar sein soll. Ist das nicht eine Ungeheuerlichkeit? Der Bundesrat negiert nicht, dass es Vergewaltigung in der Ehe geben kann. Allein die Beweisschwierigkeiten lassen die Straflosigkeit als opportun erscheinen. Das ist zu wenig.

Geradezu zynisch liest sich der Satz in der Botschaft, dass mit der bisherigen Regelung «keine schlechten Erfahrungen gemacht wurden». Was heisst das? Wer hat keine schlechten Erfahrungen gemacht? Der Bundesrat, die Männer, die Frauen, die Richter?

Unterschwellig wird damit das Problem der Vergewaltigung in der Ehe bagatellisiert. Gibt es dieses Problem überhaupt? fragt man sich. Hören Sie einmal etwas näher hin, was die Eidgenössische Kommission für Frauenfragen, die Verantwortlichen von Nottelonen oder von Häusern für geschlagene Frauen oder was Anwälte, Psychologen, Psychiater dazu sagen! Die Opfer sind zwar weitgehend stumm. Aber wer Ohren hat zu hören, kann ihre Klagen nicht ignorieren. Mir ist es jedenfalls so ergangen.

Der Bundesrat rechtfertigt die Kehrtwendung gegenüber dem Expertenentwurf mit dem Beweisnotstand. Dies ist eine Erwägung, die im übrigen im Strafrecht überhaupt nichts zu suchen hat. Warum gerade hier? fragt man sich. Um das zu verstehen, muss man wohl hinabtauchen in – wie man gerne glauben möchte – graue Vorzeiten, zu archaischen Vorstellungen oder doch patriarchalischen. Noch heute gibt es Kulturen, wo die Frauen kein Selbstbestimmungsrecht haben. Die Herrschaft über das weibliche Wesen geht nahtlos vom Vater auf den Ehemann über. Auf diesem Hintergrund kann es keine Vergewaltigung geben. Hier gibt es nur rechtmässige Ansprüche, die erfüllt werden müssen. Wohl kaum jemand würde sich offen zu so überholten Vorstellungen bekennen. Wir anerkennen Persönlichkeitsrechte, auch diejenigen der Frauen, auch diejenigen der verheirateten Frauen.

Wenn Sie nun der Meinung sind, Vergewaltigung in der Ehe solle straffrei sein, so heisst dies nichts anderes, als dass die Frau eines Teils ihrer elementaren Persönlichkeitsrechte am Traualter verlustig geht, nämlich ihres Rechts auf Selbstbestimmung im sexuellen Bereich. Ueberspitzt könnte man sagen, sie gebe das Ja-Wort als Blanko-Vollmacht für jederzeitige sexuelle Verfügbarkeit. Die Unterscheidung zwischen verheirateten und unverheirateten Frauen kann nicht gerechtfertigt sein. Sie ist nicht akzeptabel. Es geht um ein unveräusserbares Recht aller Frauen. Ueberdies macht die Unterscheidung zwischen verheirateten und unverheirateten Frauen die getrennt lebende Ehefrau schutzlos, denn nicht einmal unter solchen Umständen wäre eine Vergewaltigung strafbar. Zumindest in diesem Punkt dürfen wir die Dinge nicht so stehen lassen.

Es stellt sich die Frage, was es bringen könnte, wenn die Vergewaltigung in der Ehe auf Antrag unter Strafe gestellt würde. Wunder dürfen wir gewiss keine erwarten. Frauen werden sich immer schwertun, sich und ihrer Umgebung eine solche Situation einzugestehen. Sie werden sich schwertun, zum Richter zu laufen. Das ist verständlich. Das Eingeständnis der eigenen Situation ist schwer zu ertragen. Die Selbstachtung steht auf dem Spiel. Schlagartig wird sich kaum etwas ändern. Eine Aufnahme dieses Straftatbestandes könnte mittel- und langfristige etwas bewirken, aber eine Flut von Prozessen ist nicht zu erwarten. Diese Vorstellung ist absurd. Vielmehr ist eine langsame Bewusstseinsänderung zu erhoffen. Einerseits könnte es den Frauen Mut machen, nicht länger zu ertragen, was nicht ertragen werden darf, weil es selbstzerstörerisch ist. Andererseits könnte es eine Abwendung von alten, gewalttätigen Vorstellungen einleiten, die der Institution der Ehe verheerenden Schaden zugefügt haben. Respekt vor dem Partner, das gilt für Mann und Frau, ist eine unabdingbare Voraussetzung für eine dauerhafte Beziehung. Respekt will gelernt sein. Ein straffreier Raum im ehelichen Sexualbereich ist dem nicht förderlich.

Es ist inakzeptabel, dass eine Straftat – je nach Opfer – straflos sein soll oder aber äusserst hart bestraft wird. Mit dem hohen Strafmass, das auf Vergewaltigung steht, wird signalisiert, als wie abscheulich dieses Verbrechen eingestuft wird. Die Abscheulichkeit wird durch die besondere Situation in der Ehe gemildert; sie wird meines Erachtens verschärft. Was hinter verschlossenen Türen geschieht, was sich Frauen gefallen lassen, weil sie glauben, es sich gefallen lassen zu müssen, ist himmelschreiend!

Ich komme zum Schluss. Von Kollege Arnold habe ich gestern den Satz gehört: «Vergessen Sie den Geschädigten nicht.» Und Kollege Steiner hat in seinem Eintretensreferat daran erinnert, dass auch an die Opfer gedacht werden

müsse, dass der Tendenz entgegengetreten werden müsse, die vor allem den Täter zu verstehen versuche und «Qual und Pein der Opfer ignoriere». Ich vermute, dass genau dies hier der Fall ist: dass Sie dem Täter sehr viel Verständnis entgegenbringen und Qual und Pein der Opfer ignorieren. Ich bitte Sie, einem der Minderheitsanträge zuzustimmen. Zumindest der Antrag von Frau Meier muss akzeptiert werden. Persönlich habe ich sehr grosse Sympathie für den Antrag von Herrn Caveltz; auch ich hoffe, dass im Zweifelsfall in dieser Richtung noch etwas Erfreuliches geschehen wird.

Mme Bauer: Avec les associations féminines unanimes, avec ceux qui travaillent dans ces institutions de plus en plus nombreuses qui accueillent des femmes et leur prêtent assistance – je pense notamment aux foyers pour femmes battues qui se multiplient dans notre pays – je vous engage à voter avec la minorité de notre commission.

Il convient, en effet, d'introduire dans le code pénal la notion de violence, de contrainte à un acte sexuel même entre époux et de les condamner. La protection de l'intégrité de l'être humain, fût-il homme ou femme, doit être garantie dans toutes les situations, y compris dans le mariage.

Dans l'affaire qui nous occupe, il s'agit d'ancrer dans le code pénal un droit fondamental assuré à chaque être humain, garanti en dehors du mariage à toutes les femmes et dont la femme mariée ne saurait en aucun cas être exclue. Où qu'elles s'exercent, la force et la violence doivent être sanctionnées et il serait véritablement choquant que partout, hormis dans le mariage, leur usage soit condamné.

On peut argumenter certes. Aussi longtemps que les époux font ménage commun, la preuve du viol est difficile, voire quasiment impossible à produire. Nous l'admettons. Mais nous approuvons le Parti démocrate-chrétien lorsqu'il affirme, dans la procédure de consultation que, même si l'immixtion de l'autorité dans la vie conjugale est délicate, il importe que la protection conserve la priorité et l'emporte sur toutes les autres considérations. Une femme doit être protégée d'un mari violent, alcoolique, abusant de ses droits de partenaire, au même titre qu'elle jouit de cette protection face à un inconnu. Elle doit pouvoir demander protection, elle doit pouvoir porter plainte. On pourra objecter encore que si les conjoints en arrivent à cette extrémité, si la violence l'emporte, même dans leurs contacts les plus intimes, ils n'ont qu'à se séparer. Une séparation de corps est souhaitable et la femme, avec l'appui de services spécialisés, pourra demander le divorce.

Je voudrais souligner ici que, pour beaucoup de femmes, la situation n'est pas si simple. Ne serait-ce pas contraire à la réalité, en effet, d'affirmer qu'aujourd'hui les femmes ont les mêmes possibilités que les hommes de se faire entendre, de se faire respecter, de défendre leurs intérêts? Leur dépendance demeure, tant sur le plan économique que juridique et social. Si l'on admet que seul un viol sur dix ou même sur vingt, affirme certains experts, est dénoncé, c'est parce que les femmes hésitent à soumettre à l'enquête policière et judiciaire un événement qui les touche dans leur sphère la plus intime. Si la majorité d'entre elles renoncent à porter plainte, si elles restent, quitte à subir des violences, c'est parce qu'elles ont peur de perdre leurs enfants, c'est parce qu'elles n'ont pas de moyens financiers pour entamer la procédure. C'est encore, parce que disposant d'une formation professionnelle incomplète ou n'ayant pas de formation professionnelle du tout, elles craignent de ne pas trouver de places de travail, de ne pas avoir de moyens de subsistance. Vous avez pu le lire, ces derniers jours dans la presse – je crois que c'était hier – le service social de la ville de Zurich vient de publier un rapport sur la situation des femmes violées. J'en extrais ces quelques passages: «Personne n'a le droit de disposer du corps d'autrui – affirme l'un de ses auteurs. Dans le cadre conjugal également, le viol est répréhensible. Il ne s'agit plus vraiment de sexualité mais de la volonté d'humilier un partenaire». Cet auteur estime à un millier par an, à Zurich seulement, le nombre des femmes violées, et il se bat pour briser la chape de silence et de culpabilité dont on recouvre celles qui osent dénoncer les

outrages subis. «Des instances existent pourtant», ajoute l'auteur, «qui peuvent leur venir en aide mais l'inhibition des victimes est telle qu'elles n'osent pas faire appel à leurs services.»

Pour conclure, avec la Commission d'experts dont on peut regretter qu'elle n'ait pas été suivie par le Conseil fédéral mais on n'en sera pas étonné si l'on prend note des remarques de notre président qui soulignait sa composition exclusivement masculine – avec l'immense majorité des femmes qui, ô paradoxe, ô limites de notre démocratie, ne sont que trois dans cet auguste aréopage, composé à plus de nonante pour cent de notables masculins d'âge mûr, qui ont à décider de la punissabilité du viol entre époux, délit dont les femmes, faut-il le souligner, sont toujours les victimes, avec les trois femmes ici présentes, qui représentent finalement plus de la moitié de la population suisse, je vous engage à voter la proposition de la minorité de notre commission. Minorités I ou II, elles sont toutes les deux bonnes, mais pour le moins et j'insiste sur ce «pour le moins», la minorité III de Mme Josi Meier.

Le fait de laisser impuni l'usage de la violence dans le mariage n'est pas digne d'un Etat de droit libre et démocratique. Ce serait faire fi de la dignité de la femme et du principe d'égalité des droits ancrés dans notre Constitution. Dès lors que, lorsqu'il y a vie commune et je l'ai admis tout à l'heure, la preuve du viol est difficile, voire quasiment impossible à produire, au moins faut-il prévoir une sanction sur plainte lorsqu'il y a cessation de la vie commune, lorsque les époux sont séparés de fait ou de droit, dès le moment où une requête en mesures protectrices ou une citation en conciliation est pendante.

La proposition de la minorité III va dans ce sens. Elle représente la solution minimale. Par respect pour les femmes, je vous prie de l'accepter.

Masoni: Es entspricht dem liberalen Gedankengut und dem Grundsatz der Gleichheit der Geschlechter, es entspricht dem neuen, aber auch dem alten Artikel 4 BV, auch die Vergewaltigung in der Ehe unter Strafe zu stellen. In einer Schicksalsgemeinschaft wie der Ehe treten jedoch besondere Momente auf, die absolut erwägungswürdig sind.

Bei Eheleuten, die ein gemeinsames Leben hinter sich haben, gemeinsame Erinnerungen besitzen, möglicherweise gemeinsame Kinder haben, spielen bei nicht mehr ungestörten ehelichen Beziehungen psychologische Momente eine Rolle, wie zum Beispiel überhöhte Empfindlichkeit, Prestige, Reizbarkeit und auch Missverständnisse. Widersprüchliche, obschon verständliche Haltungen der Ehefrau können zum Beispiel den Ehemann dazu verleiten, zu glauben, die Frau willige ein bzw. seine Ueberwindung des äusserlichen Widerstands der Frau könne sogar zur Wiederherstellung der gestörten Gemeinschaft beitragen. Auf die Gefahr der Ausübung des Straftatbestandes zu Erpressungszwecken wurde in der Debatte schon hingewiesen.

Alle diese Momente sind meines Erachtens zu berücksichtigen, sind aber nicht genügend, um auf die Bestrafung der Vergewaltigung in der Ehe zu verzichten. Sie weisen jedoch deutlich darauf hin, dass die verschiedenen Interessen bei einer zu schaffenden Strafnorm mit grosser Aufmerksamkeit gegeneinander abgewogen werden müssen. Mir scheinen diese Argumente auch dafür zu plädieren, dass jene eventuelle Bestrafung – wenn man dazukommt, sie einzuführen – unter allen Umständen als Antragsdelikt zu gestalten sei. Ohne Antragsdelikt – wie Kollege Arnold angeregt hat – würde man meines Erachtens zu weit gehen und gefährlichen Entwicklungen Tür und Tor öffnen. Andererseits vermögen alle heute beantragten Lösungen nicht ganz zu befriedigen; die zu berücksichtigenden Elemente sind manchmal so widersprüchlich, dass es wirklich schwierig ist, eine nach allen Aspekten befriedigende Lösung zu finden.

Der bundesrätliche Entwurf hat die Frage ausgeklammert. Die Minderheiten I und II scheinen etwas zu weit zu gehen, während die Minderheit III mir heute der beste Schritt in der

richtigen Richtung zu sein scheint, indem sie in den ganz klaren Fällen Abhilfe schafft, wo keine eheliche Gemeinschaft mehr besteht. Aber auch diese Lösung ist meines Erachtens noch nicht ganz befriedigend, und zwar in jenen Fällen, wo die Frau wegen der Kinder oder in der Hoffnung auf eine Besserung der Verhältnisse die Lebensgemeinschaft noch nicht aufgibt. Es gibt Fälle, wo beim Zusammenleben wie beim Getrenntleben derselbe Schutz der Frau an sich nicht ungerechtfertigt wäre. Für diese Fälle sieht auch diese Lösung noch keinen Schutz vor.

Ich gestehe, es ist nicht leicht, eine richtige Formel zu finden. Anregungen wurden hier gemacht; Kollege Arnold hat davon auf die Möglichkeit hingewiesen, hier so vorzugehen, wie damals beim Ehebruch, als dieser noch mit Strafe geahndet war: damals war die Bestrafung des Ehebruchs praktisch mit der Bedingung verknüpft, dass das Delikt zur Scheidung oder zur Trennung führe. Eine ähnliche Lösung wäre für die Strafbarkeit der Vergewaltigung in der Ehe denkbar.

Obschon ich heute für diese Minderheit III stimme, möchte ich zuhänden des Zweitrats empfehlen, weiterhin nach noch offeneren Lösungen zu suchen. Eine weitere Möglichkeit könnte beispielsweise darin bestehen, dass man im Absatz 1 «ausserhehlich» streicht, damit der Tatbestand auch für die Ehe gilt, dann aber bei Absatz 2 einen Zusatz einfügt (wo Kollege Arnold sich ebenfalls eine mögliche Lösung vorgestellt hat), der wie folgt lauten könnte: «Erfolgt die Handlung in der ehelichen Gemeinschaft, ist die Tat nur auf Antrag strafbar. Ist der Täter für solche Handlungen oder für solche laut Artikel 190 während der letzten 5 Jahre unbestraft und hat das Opfer in derselben Zeitspanne die Feststellung ähnlicher Handlungen des Täters durch den Richter nicht erwirkt, ist die Strafe Busse.» Das ist kein Antrag, sondern nur die Anregung, nach Lösungen zu suchen, wodurch die volle Bestrafung nur dann in Frage kommt, wenn das Opfer durch ein Straf- oder Eheschutzverfahren (wo eine Feststellung des Richters vorliegt) dem Täter bereits klar zu verstehen gegeben hat, dass es solche Fälle nicht mehr dulden werde. Das ist eine prüfenswerte Möglichkeit, um zu erreichen, dass diese Handlungen in der Ehe nur dann zu einer weiteren Strafe als der Busse führen, wenn ähnliche Taten bereits Gegenstand einer richterlichen Feststellung oder Verurteilung waren. Ist das nicht der Fall, dann hätte man sich mit einer symbolischen Strafe – d. h. mit Busse – zu begnügen.

Eine andere Lösung könnte darin bestehen, Bestrafung oder Zulassung des Strafantrags von einem Entscheid des Eheschutz- oder des Scheidungsrichters abhängig zu machen. Auf eine andere Möglichkeit hat Kollege Arnold hingewiesen. Wichtig erscheint mir der Versuch, eine Lösung zu finden, wonach der strafrechtliche Schutz, der sicher im Falle gerechtfertigt ist, wo die Ehe faktisch getrennt ist und keine Gemeinschaft mehr darstellt, auch bei fortwährender Gemeinschaft in gewissen Fällen noch Platz finden kann.

Ich empfehle dem Zweitrat, sich damit zu befassen.

Aber aus den genannten Gründen stimme ich für die Minderheit III.

Jagmetti: Die Kommissionsmehrheit – eine grosse Mehrheit, wie ich betonen möchte – steht heute auf der Anklagebank, nicht in diesem Rat, aber in den Medien vor allem: Hartherzigkeit, archaische Vorstellung, männliches Ueberlegenheitsgefühl, fehlendes Einfühlungsvermögen, sind ungefähr das, was man dieser Kommissionsmehrheit vorwirft.

Davon, muss ich Ihnen sagen, sind wir betroffen. Ich muss das mit aller Deutlichkeit unterstreichen. Wir sind betroffen, weil das ganz genau das nicht ist, was wir empfinden. Wir haben gestern und vorgestern bei den Leitvorstellungen dieser Strafrechtsreform von Freiheit und Selbstbestimmungsrecht gesprochen. Das ist auch die Meinung der Kommissionsmehrheit. Ich glaube das wirklich mit guten Gründen sagen zu können. Es ist auch die Freiheit und das Selbstbestimmungsrecht der Frau, das uns am Herzen liegt

und für das wir, auch bei dieser Strafrechtsreform, aber beileibe nicht nur hier, kämpfen wollen.

Warum kommt man trotzdem zu dieser Kommissionsmehrheit? Ganz einfach deshalb, weil es für diese Mehrheitsmeinung eben ein grundlegender Unterschied ist, ob ein Mann gegen den Willen der Frau in deren Leben eindringt, ein wildfremder Mann vielleicht, schlimmstenfalls sogar eine Gruppe von solchen, ein Mann vielleicht, vor dem die Frau Abscheu empfindet, ein Mann jedenfalls, mit dem sie nie eine Gemeinschaft gestalten wollte – oder ob auf der anderen Seite Ehepartner zusammen sind, bei denen die Gemeinschaft, gestützt auf einen gemeinsamen Entscheid, gestaltet worden ist.

Ich sage das nicht als Theoretiker, ich sage das nach 30jähriger Ehe. Ich bin der tiefen Ueberzeugung, dass diese Gemeinschaft eben etwas völlig anderes ist als irgendein individuelles, losgelöstes Beziehungsgefüge. Wenn ein Mann ins Leben einer Frau eindringt gegen ihren Willen, ohne dass je eine solche Partnerschaft geschaffen worden ist, dann liegt für mich eine grundlegend andere Situation vor als unter Ehegatten. Das ist der Grund, weshalb ich mich einfach nicht bereit finden kann, die Situation unter Eheleuten jener genau gleichzustellen, bei der ein Fremder gegen den Willen der Frau in ihre Persönlichkeit eindringt, und zwar in ganz grober und schwerwiegender Weise. Ich komme nicht darum herum, dass hier ein Unterschied gemacht werden muss, und zwar ein ganz wichtiger Unterschied. Deshalb habe ich – das musste ich einfach zur Begründung noch sagen – für die Mehrheit gestimmt, nicht aus Verkennung des Selbstbestimmungsrechts der Frau oder aus mangelnder Achtung vor ihr, sondern wegen meines Verständnisses einer Ehe.

Frau Meier schlägt uns in einem Eventualantrag vor, dort, wo die Gemeinschaft nicht mehr besteht, die Strafbarkeit vorzusehen. Da gebe ich zu, da kippe ich, Frau Meier; ich stimme Ihnen bei diesem Antrag zu, weil ich der Meinung bin, dass wir dort, wo dieser Wille zur Gemeinschaft nicht mehr vorhanden ist, wo die Partner getrennt sind, wo das Gemeinschaftsgefüge zerstört ist, dass dort kein Grund besteht, die Strafbarkeit auszuschliessen. Aber dort, wo die Gemeinschaft besteht, bin ich für die Kommissionsmehrheit.

Frau Meier Josi, Sprecherin der Minderheit III: Ich will diese Diskussion nicht verlängern, ich habe nur eine Bemerkung zum Vorgehen in der Abstimmung.

Herr Cavelti hat Ihnen ja erklärt, dass sein Eventualantrag noch später auf die Fahne kam als die anderen. Das hat zur Folge, dass mein Eventualantrag jetzt nur gegen den Antrag von Herrn Miville zur Abstimmung käme. Ich möchte Sie bitten – das hätte ich auch getan, wenn ich den Antrag von Herrn Cavelti früh genug gekannt hätte –, meinen Antrag als Eventualantrag zu beiden, also zum Minderheitsantrag I und II, zu behandeln.

Cavelti: Ich möchte nur kurz Herrn Jagmetti etwas entgegenen.

Herr Jagmetti hat das Bild so geschildert, wie wenn auf der einen Seite der Ehemann als möglicher Täter in Frage käme und auf der anderen Seite nur ein Wildfremder. Dabei hat er übersehen, dass es sehr viele Zwischenstadien gibt; der Vergewaltiger braucht keineswegs ein Wildfremder zu sein; es kann ein Bekannter oder auch der Konkubinatspartner sein. Um diese müsste es auch gehen. Da rechtfertigt sich dieser Unterschied eben nicht.

Jagmetti: Ohne mich in allen Einzelheiten zu wiederholen: ein Unterschied liegt für mich eben doch vor, ob eine Dauergemeinschaft gestaltet werden wollte oder nicht. Da mache ich die Grenze.

M. Aubert, rapporteur: Il serait tout à fait inconvenant de reprendre les arguments qui ont été échangés de part et d'autre. Je me bornerai à quelques remarques.

Je voudrais dire à M. Miville, qui vient de faire un discours éblouissant, qu'il a une tendance à se poser comme le non-

juriste de la commission; il répète toujours: «ce sont des juristes et moi je ne le suis pas». C'est vrai, cette commission était composée essentiellement de juristes, mais l'apport de M. Miville a été des plus précieux. D'ailleurs, M. Miville, depuis le temps qu'il fréquente les juristes, l'est devenu un peu lui-même. Mais encore, tous les membres de la commission, mêmes les juristes, qui se sont exprimés aujourd'hui ne l'ont pas fait en tant que juristes, mais en tant que politiques. Nous ne faisons pas du droit, mais de la politique. Nous cherchons à revêtir d'une enveloppe juridique une position politique ou, si vous le préférez, une position morale. Vous concédez alors aux juristes de pouvoir le faire aussi bien que des non-juristes.

J'étais content que M. Jagmetti explique encore avec force la thèse de la majorité. En effet, au cours du débat, je me suis aperçu qu'au moins deux de nos collègues avaient trouvé leur chemin de Damas et changé considérablement d'opinion. Nous n'avons pas honte – M. Jagmetti l'a dit – à marquer encore aujourd'hui une différence entre une personne qui est la victime d'une autre personne avec laquelle elle vit depuis longtemps dans les liens du mariage et une personne qui est la victime d'un inconnu. Le cas du concubin – M. Cavelti en conviendra – est tempéré par le chiffre 2 de l'article 189.

Et je regrette les propos de M. Arnold, avant qu'il ait fait sa conversion: l'impunissabilité du viol en mariage n'est que la conséquence logique du chiffre 2 de l'article 189. Nous n'allons toutefois pas continuer ce débat, il est clos.

Je tiens seulement à vous rappeler quelles sont les propositions qui sont maintenant soumises au vote. Entre la proposition de M. Cavelti et celle de M. Miville, donc entre la minorité I et la minorité II, il n'y a, pour les époux, qu'une différence. M. Cavelti réunit en une seule disposition l'acte sexuel et les autres actes d'ordre sexuel, et entre époux il ne prévoit la poursuite que sur plainte. M. Miville en reste au système actuel de deux dispositions, où le viol entre époux serait poursuivi sur plainte, alors que les autres actes d'ordre sexuel, même accomplis entre époux, seraient poursuivis d'office.

M. Cavelti avait beau jeu de dire: le code pénal actuel et le projet de la commission présentent quelque chose de difficilement compréhensible du point de vue de la logique. Il a voulu réunir les deux dispositions. On aurait pu les réunir dans l'autre sens, en disant que, désormais, entre époux ni l'infraction de l'article 189 ni celle de l'article 190 n'est poursuivie. C'était aussi une sorte de logique. Mais la commission a préféré laisser les choses en l'état.

Encore un mot à M. Cavelti. La proposition de réunion que vous avez présentée a été rejetée. La page 52 du procès-verbal mentionne qu'elle a été acceptée, mais la page 75 du même procès-verbal rectifie en ce sens que c'est le résultat inverse qui a été obtenu. Il est parfaitement clair que, si vous aviez eu gain de cause en séance de commission, nous n'aurions pas, maintenant, cette longue discussion. J'aurais en effet dû dire: «Avec M. Cavelti, nous vous proposons de nous dissocier du Conseil fédéral».

Il me reste à vous informer que la proposition de M. Cavelti a été rejetée par 8 voix contre 3 et celle de M. Miville par 9 voix contre 2. Enfin, ceci est peut-être un signe, la minorité III, représentée par Mme Meier, n'a été écartée que par 6 voix contre 2, ce qui signifie qu'il y avait déjà plusieurs abstentions.

Bundesrätin Kopp: Die engagierte Diskussion hat gezeigt, dass wir bei einem neuralgischen Punkt angelangt sind. Ich habe auch festgestellt, dass der Denkprozess der Kommissionsmitglieder nach Abschluss der Kommissionsberatungen nicht aufgehört hat. Herr Aubert hat bereits darauf hingewiesen. Am augenfälligsten ist dies wohl bei Herrn Schoch, der in der Kommission mit guten Gründen die Lösung der Kommissionsmehrheit – also keine Strafbarkeit der Vergewaltigung in der Ehe – vertreten hat und nun heute für den Antrag von Herrn Cavelti – Vergewaltigung in der Ehe als Antragsdelikt – Sympathie bekundet.

Was mich an der heutigen, wie übrigens auch an der gestrigen Diskussion befriedigt hat, ist die Tatsache, dass das sexuelle Selbstbestimmungsrecht von niemandem bestritten wird und dass niemand, selbstverständlich auch nicht die Kommissionsmehrheit, der Meinung ist, dass eine Vergewaltigung in der Ehe keine verwerfliche Tat ist. Die Meinungen gehen dort auseinander, wo es um die Frage geht, ob die Ehefrau deswegen zum Strafrichter gehen soll oder ob es nicht besser sei, dass sie allenfalls einen Eheschutzrichter aufsucht, wie das Herr Arnold dargelegt hat.

Sie kennen den Standpunkt des Bundesrates, den ich Ihnen in aller Kürze nochmals darlegen möchte. Ich kann mich deshalb kurz fassen, weil Herr Aubert in seinem Einleitungsvotum die meisten Gründe – brillant wie immer – vorgetragen hat. Es besteht zunächst die erhebliche Schwierigkeit des Tatbeweises. Der Bundesrat ist sich bewusst, dass diese Schwierigkeit in anderen Fällen ebenfalls gegeben ist. Verschiedene Sprecher haben darauf zu Recht hingewiesen. Er glaubt aber, dass bei einer Vergewaltigung in der Ehe die Schwierigkeiten doch grösser sind und dass sie regelmässig zu Ermittlungen führen würden, welche die Intimsphäre der Ehegatten ganz empfindlich treffen.

Weiter spielt die Befürchtung eine Rolle, die Ehefrau könnte sich vor dem Hintergrund einer nicht mehr intakten Ehe dazu verleiten lassen, eine solche Bestimmung anzurufen, um ihre Scheidungs- oder Trennungsklage zu unterstützen. Dies ist ein Argument, das vor allem von Richtern geltend gemacht wurde und das deshalb in die Überlegungen des Bundesrates eingeflossen ist, wie dies auch in der Botschaft zum Ausdruck kommt. Vor allem diese beiden Nachteile überwogen für den Bundesrat die unbestreitbaren Vorteile einer die Ehefrau einbeziehenden Regelung, wie sie besonders eindrücklich von Herrn Miville, aber auch von anderen Sprechern dargelegt wurden.

Nun zum Antrag von Frau Josi Meier. Er sieht vor, dass auf Antrag die Strafbarkeit der Ehegatten, die getrennt leben, gegeben sei. Ich glaube auch, dass die Überlegungen der Vertreter der Kommissionsmehrheit, die gegen ein Antragsdelikt gesprochen haben, dann nicht mehr zutreffen, wenn die Eheleute getrennt leben, sei es aufgrund einer faktischen oder einer richterlichen Trennung. Frau Meier hat darauf hingewiesen, dass es ihr heute nur um den Grundsatz ihres Antrages und nicht um die genaue Formulierung geht. Die Formulierung ist tatsächlich noch nicht restlos geglückt, aber wir können sie getrost dem Zweitrat unterbreiten. Wir hätten allenfalls eine geeignetere Formulierung bereit, falls Sie dem Eventualantrag von Frau Meier zustimmen würden, was ich Ihnen empfehle.

Ein Wort zum Antrag von Herrn Cavelti, der tatsächlich etwas Bestechendes an sich hat und der durchaus – wie ich bereits in der Kommission ausführte – die Logik auf seiner Seite hat. Wir haben heute gemäss Antrag des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit im Grunde genommen eine unlogische und nicht restlos befriedigende Situation. Gestatten Sie mir, dass ich Ihnen das – nachdem das Votum von Herrn Cavelti doch schon einige Zeit zurückliegt – nochmals in Erinnerung rufe.

Nach den Beschlüssen von Bundesrat und Kommissionsmehrheit bleibt die Vergewaltigung der Ehefrau straflos. Die Nötigung der Ehefrau zu einer anderen geschlechtlichen Handlung wird dagegen als Officialdelikt bestraft. Die Schändung der Ehefrau gemäss Artikel 191 des Entwurfs wird ebenfalls als Officialdelikt bestraft, wobei der Tatbestand der Schändung den Missbrauch der urteilsunfähigen Ehefrau sowohl zum Beischlaf wie auch zu einer anderen geschlechtlichen Handlung umfasst. Eine Analyse dieser drei Vorschriften zeigt, dass sie nicht restlos synchron konzipiert sind.

Diesen Mangel will der Antrag von Herrn Cavelti beseitigen. Er will also die Vergewaltigung und die anderen geschlechtlichen Handlungen in einem einzigen Tatbestand zusammenfassen und damit eine Parallelität mit dem Tatbestand der Schändung herstellen und auf die Unterscheidung zwischen ausserehelichem und ehelichem Beischlaf verzichten. Der Antrag von Herrn Cavelti hat den Vorteil, dass beide

Tatbestände synchronisiert würden. Dies verfolgt er mit einer Vereinigung der Artikel 189 und 190 des Entwurfes. Geschütztes Rechtsgut wäre nach seinem Antrag – wie beim Tatbestand der Schändung – jede weibliche oder männliche Person. Auch die Umschreibung der Tatfolgen wäre identisch: bei der Schändung Missbrauch einer urteilsunfähigen Person zu einer geschlechtlichen Handlung, beim Antrag Caveltys Zwang oder Drohung zu einer geschlechtlichen Handlung. Die erzwungene oder durch Missbrauch herbeigeführte geschlechtliche Handlung umfasst sämtliche sexuelle Handlungen, das heisst, um mit den herkömmlichen Worten zu sprechen: den «Beischlaf» wie «jede andere unzüchtige Handlung». Das ist – ich glaube, Herr Caveltys stimmt mir zu – die Beurteilung seines Antrags.

Der Bundesrat und die Kommissionsmehrheit gehen in ihrem Entwurf von anderen Überlegungen aus. Der Bundesrat glaubt, dass der Zwang zum Beischlaf – wie übrigens auch nach geltendem Recht – eine besondere Strafbestimmung verdiene, und er wollte deshalb nur eine Person weiblichen Geschlechtes schützen, während die Nötigung zu einer anderen geschlechtlichen Handlung alle Personen, männliche und weibliche, erfassen sollte. Sie sehen, dass also die Konzeption eine andere ist.

Ich überlasse es Ihrem Rat, wie Sie sich entscheiden wollen. Ich vertrete hier die Meinung des Bundesrates und bitte Sie, der Fassung der Kommissionsmehrheit zuzustimmen. Ich nehme an, dass wir über das Strafmass nachher noch besonders abstimmen werden.

Präsident: Ich stelle fest, dass wir drei Minderheitsanträge und auf der anderen Seite den Antrag der Mehrheit und des Bundesrates haben.

Ich schlage Ihnen vor – und ich stütze mich dabei auf Artikel 64 unseres Reglements –, wie folgt abzustimmen:

Zuerst Minderheit I gegen Minderheit II, das Resultat aus dieser Abstimmung gegen Minderheit III und dieses Resultat gegenüber Bundesrat und Mehrheit.

Ich möchte noch feststellen, dass der Antrag, der von Frau Meier gestellt wurde, in bezug auf den letzten Satz vom Antrag der Minderheit II ebenfalls mitübernommen wird. Das heisst, dass Artikel 28 Absatz 4 nicht anwendbar ist.

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag der Minderheit I	17 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit II	13 Stimmen

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag der Minderheit I	7 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit III	25 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Minderheit III	22 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	9 Stimmen

M. Aubert, rapporteur: Avant de passer à la note marginale, j'aimerais que nous continuions à délibérer du contenu de l'article. Le premier point était, évidemment, de loin le plus important. Il a occupé plusieurs heures de notre matinée, savoir si le mariage est inclus dans l'incrimination. Vous avez voté.

Nous passons maintenant à un deuxième point qui me paraît aussi – pour le principe, pour le symbole – d'une certaine importance, c'est la durée maximale de la peine. Le droit actuel prévoit la réclusion. Le Conseil fédéral prévoit la réclusion pour dix ans au plus; c'est-à-dire que la peine est – du moins en théorie – substantiellement réduite, puisque la réclusion peut aller jusqu'à vingt ans et que le Conseil fédéral la propose jusqu'à dix ans. Cela ne me paraît pas juste et cela ne paraît pas juste à la commission du Conseil des Etats.

Je vous prie d'oublier le problème très spécifique du mariage pour penser au viol en général. C'est un crime

extrêmement grave. C'est une atteinte à l'honneur et à la liberté qui n'est pas loin de l'atteinte à la vie. Or, avec une peine de dix ans de réclusion au maximum, vous faites du viol une infraction qui n'est pas plus grave que l'escroquerie par métier (art. 148, al. 2), pas plus grave non plus que l'usure par métier (art. 157, al. 3), moins grave que le crime de faux monnayage. Je vous demande si vous trouvez qu'il est juste de dire que le viol est l'équivalent de l'escroquerie par métier, de l'usure par métier, moins grave que le faux monnayage, moins grave aussi que le meurtre. Le viol est une sorte d'homicide de l'honneur. Je sais bien qu'on nous objecte que, dans la pratique, les tribunaux vont rarement à ces hauteurs-là, que la peine est de quelques années de réclusion au plus. Mais – et cela a été abondamment dit aujourd'hui – le code pénal n'est pas simplement un instrument de technique juridique qui permet de prévoir ce qu'un tribunal va décider, c'est aussi un signe, c'est aussi un signal et nous aimerions ici, avec la majorité de la commission, marquer notre profonde répugnance à l'égard du viol. C'est pourquoi nous demandons que, comme aujourd'hui, le viol puisse être puni de la réclusion, c'est-à-dire de la réclusion jusqu'à la durée maximale de vingt ans. Hier, nous avons passé de dix à cinq ans pour des actes librement consentis, nous avons estimé que M. Caveltys avait de bonnes raisons de soutenir le Conseil fédéral et – je dois le lui dire – je me suis mollement défendu. Mais, aujourd'hui, je trouverais difficilement acceptable que le Conseil des Etats abaisse la pénalité pour le viol.

Abs. 1 – Al. 1

Caveltys, Sprecher der Minderheit: Mit dem Entscheid zu Absatz 4 ist von mir aus gesehen alles erledigt. Es ist ein Zusammenhang gegeben. Ich ziehe meinen Antrag zurück.

Frau Meier, Josi, Sprecherin der Minderheit III: Die Abstimmung über den Minderheitsantrag III müsste logischerweise bei vergleichbaren Sachverhalten erdiskutiert werden. All-fällige Anpassungen könnten aber erst im Zweitrat erfolgen.

Bundesrätin Kopp: Ihre Kommission schlägt Ihnen eine Strafe von Zuchthaus schlechthin vor. Ich habe in dieser Debatte bereits mehrmals betont, dass sich der Bundesrat bewusst ist, dass es bei der Vergewaltigung um die schwerste Verletzung der sexuellen Integrität der Frau überhaupt geht. Eine Herabsetzung der Strafe von Zuchthaus schlechthin auf Zuchthaus bis zu 10 Jahren scheint uns indessen vertretbar zu sein. Einerseits genügt unserer Ansicht nach dieser Strafrahmen, um eine der Tatschuld angemessene Bestrafung zu gewährleisten. Andererseits gilt hier wie bei der Anpassung von Artikel 191 die Überlegung, dass es wenig sinnvoll ist, im StGB eine Strafe vorzusehen, die in der Praxis gar nicht ausgesprochen wird.

Nach der Kriminalstatistik von 1984 wurden wegen Notzucht in 43 Fällen 25 Zuchthausstrafen ausgesprochen, darunter 18 unbedingte Strafen, deren mittlere Dauer 4,1 Jahre betrug. Die Angaben aus früheren Jahren liegen noch tiefer. Selbstverständlich kann eine höhere Strafe ausgesprochen werden, wenn Kongruenz mit vorsätzlicher oder eventualvorsätzlicher Tötung oder Körperverletzung vorliegt.

Aus diesen Gründen bin ich der Meinung, man sollte beim Antrag des Bundesrates bleiben, der für Vergewaltigung einen Strafrahmen von 10 Jahren Zuchthaus festlegt.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag des Bundesrates	6 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	17 Stimmen

Abs. 2 – Al. 2

Angenommen – Adopté

Abs. 3 – Al. 3

M. Aubert, rapporteur: Vous pouvez lire dans le texte de la commission que, d'une part, nous avons distingué entre

l'auteur cruel et l'auteur dangereux et, d'autre part, pour les moyens de menace, nous avons, sur une proposition de M. Miville, ajouté aux armes les objets. Je dois dire qu'ainsi nous sommes assez proches du libellé de l'article 123 du code pénal, mais que nous nous éloignons un peu du libellé des articles 137 et 139 du même code pénal. C'est très difficile de trouver un langage uniforme. Peut-être qu'un jour une autre Chambre y parviendra.

Bundesrätin **Kopp**: Der Bundesrat unterstützt die Formulierung der Kommission.

Angenommen – Adopté

Art. 190

Antrag der Kommission

Mehrheit

Abs. 1

....., wird mit Zuchthaus oder Gefängnis bestraft.

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Handelt der Täter grausam oder verwendet er eine gefährliche Waffe oder einen anderen gefährlichen Gegenstand, so ist die Strafe Zuchthaus nicht unter drei Jahren.

Minderheit

(Cavelty)

Abs. 1

Streichen

Art. 190

Proposition de la commission

Majorité

Al. 1

....., sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement.

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

Si l'auteur a agi avec cruauté ou s'il a fait usage d'une arme dangereuse, la peine sera la réclusion pour trois ans au moins.

Minorité

(Cavelty)

Al. 1

Biffer

M. **Aubert**, rapporteur: L'article 190, pour nous, est la transcription des décisions que nous avons prises au sujet de l'article 189.

Cavelty, Sprecher der Minderheit: Ich möchte Frau Meier fragen, ob ihre vorherige Bemerkung auch für Artikel 190 gilt. Sie sagte, auch die übrigen Bestimmungen seien dem neuen Absatz 4 entsprechend anzupassen. Ist das so gemeint, dass auch hier eine Lösung gefunden werden soll, wonach die Nötigung in der Ehe auch nur auf Antrag strafbar wäre, was ich logisch finden würde?

Frau **Meier** Josi: Ich habe hier keine Abschwächung des Schutzes anvisiert. Es geht mir um Verstärkungen. Ich habe aber auch an die Sachverhalte von Schändung etc. gedacht, wo das bedacht werden muss. Das kann nicht im Augenblick ausgeräumt werden.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 191

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 192

Antrag der Kommission

Abs. 1

Wer unter Ausnützung der Abhängigkeit einen Anstaltspfleger, Anstaltsinsassen, Gefangenen, Verhafteten oder Beschuldigten veranlasst, eine geschlechtliche Handlung vorzunehmen oder zu dulden, wird mit Gefängnis bestraft.

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 192

Proposition de la commission

Al. 1

Celui qui, profitant du rapport de dépendance, aura déterminé une personne hospitalisée, internée, détenue, arrêtée ou prévenue, à commettre ou à subir un acte d'ordre sexuel, sera puni de l'emprisonnement.

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Aubert**, rapporteur: La proposition de la commission est d'ordre rédactionnel.

Angenommen – Adopté

Art. 193

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 194

Antrag der Kommission

Abs. 1 und 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Mehrheit

Die Strafverfolgung verjährt in zwei Jahren.

Minderheit

(Affolter, Arnold, Dobler, Steiner)

Die Strafverfolgung verjährt in fünf Jahren.

Antrag Affolter

Abs. 3

Streichen

Art. 194

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

(La modification ne concerne que le texte allemand)

Minorité

(Affolter, Arnold, Dobler, Steiner)

Al. 3

L'action pénale se prescrit par cinq ans.

Proposition Affolter

Al. 3

Biffer

M. **Aubert**, rapporteur: Une explication a été donnée tout à l'heure pour l'article 188. Tout à l'heure, c'est-à-dire il y a trois heures. Elle vaut aussi pour l'article 194.

Abs. 1 und 2 – Al. 1 et 2

Angenommen – Adopté

Abs. 3 – Al. 3

Angenommen gemäss Antrag Affolter

Adopté selon la proposition Affolter

Art. 195*Antrag der Kommission**Abs. 1*

Wer eine unmündige Person der Prostitution zuführt, wer eine Person unter Ausnützung ihrer Abhängigkeit oder eines Vermögensvorteils wegen der Prostitution zuführt, wer eines Vermögensvorteils wegen die Handlungsfreiheit einer Person, die Prostitution betreibt, dadurch beeinträchtigt, dass er sie bei dieser Tätigkeit überwacht oder Ort, Zeit, Ausmass oder andere Umstände der Prostitution bestimmt, wer eine Person in der Prostitution festhält, wird mit Zuchthaus bis zu zehn Jahren oder mit Gefängnis bestraft.

Abs. 2

Streichen

Art. 195*Proposition de la commission**Al. 1*

Celui qui aura poussé une personne mineure à se prostituer, celui qui, profitant du rapport de dépendance ou pour en tirer un avantage patrimonial, aura poussé autrui à se prostituer, celui qui, pour en tirer un avantage patrimonial, aura porté atteinte à la liberté d'action d'une personne s'adonnant à la prostitution en la surveillant dans ses activités ou en lui imposant l'endroit, l'heure, la fréquence ou autres circonstances de celles-ci, celui qui aura maintenu une personne dans la prostitution, sera puni de la réclusion pour dix ans au plus ou de l'emprisonnement.

Al. 2

Biffer

M. **Aubert**, rapporteur: L'article 195, d'une part, ordonne la matière différemment, mais sans vouloir changer les éléments constitutifs de l'infraction et, d'autre part, élève la pénalité maximale de cinq à dix ans de réclusion. Il nous paraît que le fait de maintenir une personne dans un état de prostitution ressemble fort à une forme d'esclavage et que la peine doit être lourde.

Angenommen – Adopté

Art. 196*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 197*Antrag der Kommission**Ziff. 1**Mehrheit*

.... Person unter 15 Jahren

wird mit Gefängnis oder mit Busse bestraft.

Minderheit

(Schoch, Affolter, Arnold, Dobler)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag der Kommission**Ziff. 2*

...., wird mit Busse bestraft.

Wer die Besucher von Ausstellungen oder Vorführungen in geschlossenen Räumen im voraus auf deren pornographischen Charakter hinweist, bleibt straflos.

Ziff. 3

....

Die Gegenstände werden eingezogen.

Wer solche Gegenstände oder Vorführungen Personen über 18 Jahren zeigt, zu denen er enge persönliche Beziehungen hat, und wer solche Gegenstände zu diesem Zweck herstellt, einführt oder lagert, bleibt straflos.

Ziff. 4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ziff. 5

Gegenstände oder Vorführungen im Sinne der Ziffern 1–3 sind nicht pornographisch, wenn sie einen schutzwürdigen kulturellen oder wissenschaftlichen Wert haben.

Art. 197*Proposition de la commission**Ch. 1**Majorité*

.... à une personne de moins de 15 ans

sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

Minorité

(Schoch, Affolter, Arnold, Dobler)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition de la commission**Ch. 2*

.... l'amende.

Celui qui, lors d'expositions ou de représentations dans des locaux fermés, aura d'avance attiré l'attention des spectateurs sur le caractère pornographique de celles-ci ne sera pas punissable.

Ch. 3

....

Les objets seront confisqués.

N'est pas punissable celui qui montre de tels objets ou de telles représentations à des personnes de plus de 18 ans avec lesquelles il a des rapports personnels étroits et celui qui fabrique, importe ou prend en dépôt de tels objets à cette fin.

Ch. 4

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Ch. 5

Les objets ou représentations visés aux chiffres 1 à 3 ne seront pas considérés comme pornographiques lorsqu'ils auront une valeur culturelle ou scientifique digne de protection.

M. **Aubert**, rapporteur: L'article 197 contient une disposition qui ressemble à celle de l'article 135 que vous avez voté hier lorsque vous débattiez du projet A. La ressemblance, qui est même une identité, vaut pour les chiffres 3, 4 et 5. Ils sont une réplique de l'article 135 pour ce qu'on appelle la pornographie dure. Je vous invite à lire le message si vous voulez savoir plus précisément ce qu'est la pornographie dure.

Concernant l'autre pornographie que, naturellement, on appelle douce, le chiffre premier et le chiffre 2 contiennent des dispositions où l'on protège les jeunes personnes, de seize ans désormais, et non pas de quinze ans comme le proposait la majorité de la commission, de même que le public qui ne souhaite pas voir ce genre de représentation. J'aimerais faire trois remarques.

D'abord, la commission – cela apparaît mal dans le dépliant mais ressort clairement du procès-verbal – par six voix contre cinq vous invite à biffer les mots: «...ou les aura diffusés à la radio ou à la télévision». En effet, le problème de la radio et de la télévision, comme véhicules de représentations de violence à l'article 135 ou de représentations pornographiques à l'article 197, n'est pas clairement résolu. Il nous faut, en tout cas, traiter les deux dispositions de la même manière. A l'article 135, nous avons omis les termes de radio et de télévision et il devrait en aller de même, d'après la proposition de votre commission, pour l'article 197.

Nous pouvons, de toute façon, nous demander si le reste de la disposition ne suffit pas pour inclure la radio et la télévision. Et puis vous savez que nous avons un gros problème. S'il s'agit d'une radio et d'une télévision qui est produite en Suisse, les termes des concessions suffisent pour assurer que les concessionnaires ne pêcheront pas par représentations de violence ou par représentations pornographiques. Mais s'il s'agit de radio et de télévision étrangères, nous sommes vraiment démunis pour lutter contre elles. J'aimerais que vous compreniez que nous sommes dans une

position d'attente. A l'article 197, nous avons simplement mis entre parenthèses la radio et la télévision. C'était le premier point.

Le deuxième point, c'est que nous supprimons, dans le projet du Conseil fédéral, le deuxième paragraphe du chiffre 2, qui s'adressait aux cantons. Il était dit: «Les cantons peuvent édicter des dispositions plus restrictives». Nous avons le sentiment que ce texte, s'il était maintenu, pourrait susciter des idées erronées. Selon nous, les cantons n'ont pas le droit de viser, comme une incrimination supplémentaire, des représentations qui ne seraient pas pornographiques au sens du droit fédéral. En revanche, les cantons peuvent accompagner certaines représentations de diverses conditions telles que des règles sur l'âge et fortifier ces règles administratives par des sanctions pénales. Mais là, nous sommes dans le cadre de l'article 335, chiffre 1, alinéa 2, et non pas dans celui de l'article 335, chiffre 1, alinéa premier. Je tiens à le préciser pour apporter davantage de clarté en la matière. Ici, nous pouvons faire l'économie d'une disposition relative aux compétences cantonales.

J'ai une troisième remarque à faire en ce qui concerne le chiffre 3. Je vous ai dit tout à l'heure que l'article 197, chiffres 3 à 5, était la réplique exacte de l'article 135. Ce n'est plus tout à fait vrai depuis le vote d'hier.

A l'article 135, vous avez décidé hier de supprimer l'alinéa 4, avec la conséquence que la justice et la police peuvent aussi entrer dans les maisons pour voir si des adultes, mari et femme avec quelques amis, ne regardent pas des représentations de violence. Vous avez biffé hier l'article 135, alinéa 4. Or, à l'article 197, chiffre 3, alinéa 3, la commission dit exactement la même chose. Une certaine logique nous commanderait par conséquent de dire que cet alinéa doit être supprimé aujourd'hui aussi, si vous voulez vous en tenir à ce que vous avez décidé hier. J'ose ici vous demander de reconsidérer votre décision d'hier.

De toute façon, je mets en doute l'utilité de ces règles qui prétendent punir les détenteurs de vidéo-cassettes contenant des films de violence ou de pornographie. Je crois que cela ne servira à rien, que c'est une oeuvre vaine que nous avons faite – mais peu importe, c'était une opinion personnelle. En revanche, il me paraît absolument aberrant de croire que l'on peut envoyer des policiers et finalement saisir la justice pour des représentations montrées entre adultes constituant un cercle d'intimes à l'intérieur d'une maison. Je ne vois pas ce que la police et la justice ont à faire là dedans. Je vous demande donc instamment de garder le dernier alinéa du chiffre 3 de l'article 197 et, si vous le maintenez comme je le souhaite je me permettrai de faire une demande de réexamen de l'article 135, alinéa 4.

Ziff. 1 und 2 – Ch. 1 et 2

Schoch, Sprecher der Minderheit: Mit Bezug auf den Minderheitsantrag zu Ziffer 1 gehe ich automatisch davon aus, dass der gestrige Entscheid unseres Rates zu Artikel 188, nämlich Schutzalter 16, auch für den Artikel 197 Gültigkeit besitzt und dass demgemäss über den Antrag der Minderheit gar nicht mehr abgestimmt werden muss.

*Angenommen gemäss Antrag der Minderheit
Adopté selon la proposition de la minorité*

Ziff. 3 – Ch. 3

Arnold: Herr Kommissionspräsident Aubert hat hier auf die Parallele hingewiesen, die zwischen dem Artikel über die harte Pornographie – Ziffer 3 handelt nur von der harten Pornographie – und dem Artikel über die Gewaltdarstellung besteht.

Wir kennen die Auffassung unseres Herrn Kommissionspräsidenten, der die persönliche Freiheit von Erwachsenen nicht mehr als notwendig einschränken möchte und der Befürchtungen hegt, dass die Polizei in den Haushalt, in die Familie komme und Durchsuchungen vornehme.

Ich möchte Ihnen beantragen, in Ziffer 3 nicht der Mehrheit, sondern dem Bundesrat zu folgen. Das ist die Lösung, die Sie gestern bei dem Verbot der Gewaltdarstellungen gewählt haben.

Wir haben in der Kommission lange darüber gesprochen. Wir sind der Auffassung: Gewaltdarstellungen sind eine schlechte Sache, auch für Erwachsene, und sind abzulehnen. Es ist alles vorzukehren, damit solche Bänder weder über die Grenze kommen noch in der Schweiz hergestellt, verbreitet oder gezeigt werden.

Ihre Kommission hat sich gestern dieser Auffassung, die der Bundesrat in der Vorlage vertritt, angeschlossen. Die harte Pornographie ist meiner Meinung nach diesen Vorführungen gleichzustellen. Sie ist auch eine schlechte Sache. Es genügt, wenn Sie die weiche Pornographie etwas grosszügig behandeln.

Aber lesen Sie, was unter «harter Pornographie» zu verstehen ist: «... geschlechtliche Handlungen mit Kindern, Tieren, menschlichen Ausscheidungen oder Gewalttätigkeiten ...» Ich bitte Sie, auch das abzulehnen. Auch für Erwachsene ist das «Gift», und wir sollten mit dem entschiedenen Verbot ohne Einschränkungen dafür sorgen, dass solche Darstellungen bei uns nicht möglich sind.

Ich habe grössere Befürchtungen, wenn wir den Mehrheitsantrag übernehmen und die Vorführungen im engen Familienkreis zulassen, dass diese Bänder dann auch in die Hände von Jugendlichen und zum Haus hinaus in beliebige weitere Kreise kommen. Herr Kommissionspräsident, die Gefahr, dass die Polizei ohne Anlass in Ihr Haus kommt und eine Durchsuchung vornimmt, scheint mir viel, viel kleiner zu sein als die Gefahr, dass Bänder, die zum rein persönlichen Gebrauch aufbewahrt werden, in die Hände von Jugendlichen und Drittpersonen kommen.

Bei dieser Abwägung beantrage ich Ihnen, dass wir dem Bundesrat folgen und die harte Pornographie ganz generell strafbar erklären.

Hänsenberger: Im Sinne der Ausführungen des Kommissionspräsidenten möchte ich den Rat ersuchen, unbedingt bei diesem Zusatz zu Ziffer 3 zu bleiben. Wir können nicht Sammlungen, die skurrile Menschen aus irgendeinem Grunde angelegt haben, kriminalisieren und anzeigepflichtig machen.

Herr Arnold sagt, es bestehe keine Gefahr, dass die Polizei in Wohnungen, wo solche Sammlungen zu finden sind, eindringt. Aber wir sollten jemanden, der solche Dinge sammelt – es gibt eigenartige Menschen, die das besitzen wollen, für sich persönlich oder nur für ihren engsten Kreis –, nicht kriminalisieren. Es gibt die Möglichkeit, dass solche Dinge von anderen Leuten gesehen werden. Man ahnt es, macht Anzeige an die Polizei, dann ist es geschehen. Dann kommt die Polizei; sie muss von Amtes wegen eine Strafanzeige machen und diese Leute für eine Sache verurteilen, die nur sie persönlich angeht und wo sich nun wahrhaftig niemand einzumischen hat. Das geht den Staat nichts an. Das sollten wir straffrei bleiben lassen.

Bundesrätin Kopp: Ich bitte Sie dringend, nach Ihrem gestrigen Entscheid zu Artikel 135 bei einem absoluten Verbot für harte Pornographie zu bleiben. Es ist wirklich nicht einzusehen, wo der Unterschied zwischen harter Pornographie – was harte Pornographie ist, lesen Sie in Ziffer 3 – und den Gewaltdarstellungen sein soll.

Ich kann jedes Wort unterstreichen, das Herr Arnold gesagt hat. Wenn Sie für die harte Pornographie und – wie Herr Aubert vorschlägt – allenfalls auch für die «Brutalos» eine sogenannte «Nische» schaffen, dann ist nicht von der Hand zu weisen, dass solche Kassetten auch von Jugendlichen angesehen werden. Wenn Sie das Verbot lockern, dann öffnen Sie damit auch dem Missbrauch Tür und Tor.

Im Interesse eines wirksamen Jugendschutzes und im Sinne der Ausführungen von Herrn Arnold bitte ich Sie: bleiben Sie bei dem gestrigen Entscheid, einem absoluten Verbot der harten Pornographie und der Brutalos!

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission 13 Stimmen
 Für den Antrag des Bundesrates 15 Stimmen

Ziff. 4 und 5 – Ch. 4 et 5
Angenommen – Adopté

Art. 198

Antrag der Kommission
 Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Proposition de la commission
 Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. Aubert, rapporteur: Je ne veux pas vous retenir longtemps ici, mais je voudrais vous dire qu'en commission plusieurs d'entre nous ont eu de la peine à comprendre l'existence de deux dispositions: l'article 194 punissant l'exhibitionnisme et l'article 198 punissant des comportements désagréables dans le domaine sexuel. C'est un travail qu'il incombera à l'autre chambre de refaire après nous. Aujourd'hui je voudrais dire une chose, c'est que je n'ai pas encore compris que l'exhibitionnisme soit un délit puni d'emprisonnement, tandis que le fait d'importuner par des attouchements d'ordre sexuel une personne qui n'y a pas donné prétexte n'est qu'une contravention punie d'amende ou d'arrêts. J'estime – et je m'adresse surtout au représentant du Conseil fédéral puisqu'aucune proposition n'est faite – qu'il est beaucoup plus grave, plus offensant, plus injurieux, de porter la main sur une partie sexuelle d'une personne qui ne l'a nullement provoqué que de se montrer nu quelque part dans une forêt ou dans une rue. Je voudrais que l'on revoie les rapports entre l'article 194 et l'article 198, je ne fais pas de proposition, mais je ne comprends pas.

Angenommen – Adopté

Art. 199

Antrag der Kommission
Abs. 1
 Wer den kantonalen Vorschriften über Ort, Zeit oder Art der Ausübung der Prostitution und über die Verhinderung belästigender Begleiterscheinungen zuwiderhandelt, wird mit Haft oder Busse bestraft.
Abs. 2
 Streichen

Art. 199

Proposition de la commission
Al. 1
 Celui qui aura enfreint les dispositions cantonales réglementant les lieux, heures et modes de l'exercice de la prostitution et celles destinées à lutter contre ses manifestations secondaires fâcheuses, sera puni des arrêts ou de l'amende.
Al. 2
 Biffer

Angenommen – Adopté

Art. 200

Antrag der Kommission
 Wird eine strafbare Handlung dieses Titels gemeinsam von mehreren Personen ausgeführt, so kann der Richter die Strafe erhöhen, darf jedoch das höchste Mass der angeordneten Strafe nicht um mehr als die Hälfte überschreiten. Dabei ist er an das gesetzliche Höchstmass der Straftat gebunden.

Art. 200

Proposition de la commission
 Lorsqu'une infraction prévue dans le présent titre aura été exécutée en commun par plusieurs personnes, le juge pourra augmenter la durée de la peine, mais pas au-delà de la moitié en sus du maximum de la peine prévue pour cette

infraction. Il sera, en outre, lié par le maximum légal du genre de peine.

Angenommen – Adopté

Art. 201–212

Antrag der Kommission
 Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Proposition de la commission
 Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 358

Antrag der Kommission
 Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Proposition de la commission
 Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. II Ingress

Antrag der Kommission
 Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. II préambule

Proposition de la commission
 Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 153

Antrag der Kommission
Abs. 1
Mehrheit
, wird mit Zuchthaus bestraft.
Minderheit
 (Cavelty)
 Wer eine Person zu einer geschlechtlichen Handlung zwingt, indem er
Abs. 2
 Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Abs. 3
 Handelt der Täter grausam oder verwendet er eine gefährliche Waffe oder einen anderen gefährlichen Gegenstand, so ist die Strafe Zuchthaus nicht unter drei Jahren.
Abs. 4
Mehrheit
 Ablehnung der Anträge der Minderheiten
Minderheit I
 (Cavelty)
 Der Zwang zu einer geschlechtlichen Handlung in der Ehe wird nur auf Antrag verfolgt.
Minderheit II
 (Miville, Meier Josi, Meylan)
 Vergewaltigung in der Ehe wird nur auf Antrag verfolgt. Artikel 28 Absatz 4 ist nicht anwendbar.
Minderheit III
 (Meier Josi)
 (falls der Minderheitsantrag II abgelehnt wird)
 Vergewaltigung zwischen Ehepartnern, denen das Getrenntleben erlaubt ist, wird nur auf Antrag verfolgt.

Antrag Cavelty

Randtitel
 Nötigung zu einer geschlechtlichen Handlung
Abs. 4
 Die Nötigung zu einer geschlechtlichen Handlung in der Ehe wird nur auf Antrag verfolgt.

Art. 153

Proposition de la commission
Al. 1
Majorité
, sera puni de la réclusion.

Minorité

(Cavelty)

.... résister, aura contraint une personne à un acte d'ordre sexuel

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

Si l'auteur a agi avec cruauté ou s'il a fait usage d'une arme dangereuse ou d'un autre objet dangereux, la peine sera la réclusion pour trois ans au moins.

*Al. 4**Majorité*

Rejet des propositions des minorités

Minorité I

(Cavelty)

La contrainte à un acte d'ordre sexuel entre époux ne sera poursuivi que sur plainte.

Minorité II

(Miville, Meier Josi, Meylan)

Le viol entre époux ne sera puni que sur plainte. L'article 28, 4e alinéa, n'est pas applicable.

Minorité III

(Meier Josi)

(au cas où la proposition de minorité II est rejetée)

Le viol entre époux autorisés à vivre séparés n'est poursuivi que sur plainte.

*Proposition Cavelty**Titre marginal*

Contrainte à un acte d'ordre sexuel

Al. 4

La contrainte à un acte d'ordre sexuel entre époux ne sera poursuivie que sur plainte.

*Abs. 1 und 3 – Al. 1 et 3**Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité**Abs. 2 – Al. 2**Angenommen – Adopté**Abs. 4 – Al. 4**Angenommen gemäss Antrag der Minderheit III**Adopté selon la proposition de la minorité III***Art. 154***Antrag der Kommission**Mehrheit**Abs. 1*

...., wird mit Zuchthaus oder mit Gefängnis bestraft.

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Handelt der Täter grausam oder verwendet er eine gefährliche Waffe oder einen anderen gefährlichen Gegenstand, so ist die Strafe Zuchthaus nicht unter drei Jahren.

Minderheit

(Cavelty)

Streichen

Art. 154*Proposition de la commission**Majorité**Al. 1*

...., sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement.

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

Si l'auteur a agi avec cruauté ou s'il a fait usage d'une arme dangereuse ou d'un autre objet dangereux, la peine sera la réclusion pour trois ans au moins.

Minorité

(Cavelty)

Biffer

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Art. 155***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 155a***Antrag der Kommission*

Aufgehoben

Proposition de la commission

Abrogé

*Angenommen – Adopté***Art. 156***Antrag der Kommission**Ziff. 1 Ingress**Mehrheit*

1. Wer nach Vollendung des 15. Lebensjahres mit einem Kind unter 15 Jahren eine geschlechtliche Handlung vornimmt,

Minderheit

(Schoch, Affolter, Arnold, Dobler)

1. Wer nach Vollendung des 16. Lebensjahres mit einem Kind unter 16 Jahren

*Ziff. 1 Rest**Mehrheit*

.... Zuchthaus bis zu zehn Jahren

Minderheit

(Cavelty)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Ziff. 2**Mehrheit*

.... nicht zurückgelegt, so kann die zuständige Behörde

Minderheit

(Affolter, Aubert, Hänsenberger, Schoch)

.... das 20. Altersjahr

*Ziff. 3**Mehrheit*

.... mindestens 15 Jahre alt,

Minderheit

(Schoch, Affolter, Arnold, Dobler)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Ziff. 4**Mehrheit*

Die Strafverfolgung verjährt in zwei Jahren.

Minderheit

(Affolter, Arnold, Dobler, Steiner)

4. Die Strafverfolgung verjährt in fünf Jahren.

Art. 156*Proposition de la commission**Ch. 1 préambule**Majorité*

1. Celui qui, âgé de 15 ans révolus, aura commis un acte d'ordre sexuel sur un enfant de moins de 15 ans,

Minorité

(Schoch, Affolter, Arnold, Dobler)

1. Celui qui, âgé de 16 ans révolus, aura commis un acte d'ordre sexuel sur un enfant de moins de 16 ans,

*Chiff. 1 reste**Majorité*

sera puni de la réclusion pour dix ans au plus

Minorité

(Cavelty)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Ch. 2**Majorité*

.... moins de 18 ans, l'autorité compétente

Minorité

(Affolter, Aubert, Hänsenberger, Schoch)

.... moins de 20 ans,

*Ch. 3**Majorité*

.... âgée de 15 ans au moins

Minorité

(Schoch, Affolter, Arnold, Dobler)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Ch. 4**Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

(La modification ne concerne que le texte allemand)

Minorité

(Affolter, Arnold, Dobler, Steiner)

4. L'action pénale se prescrit par cinq ans.

*Ziff. 1 – 3 – Ch. 1 à 3**Angenommen gemäss Antrag des Bundesrates mit Ausnahme von Ziff. 2 («... 20. Altersjahr ...»)**Adopté selon la proposition du Conseil fédéral à exception du ch. 2 («... moins de 20 ans...»)**Ziff. 4 – Ch. 4**Angenommen gemäss Antrag der Minderheit**Adopté selon la proposition de la minorité***Art. 157***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Schmid**Ziff. 1*

Streichen

Art. 157*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition Schmid**Ch. 1*

Biffer

Schmid: Ich stelle Ihnen den Antrag, Artikel 157 Ziffer 1 MStG zu streichen, während die Ziffer 2 unverändert im Gesetz bestehen bleiben soll. Es scheint mir nicht richtig, homosexuelle Beziehungen, die auf freiwilliger und eigenverantworteter Basis zwischen erwachsenen Menschen vorgenommen werden, unterschiedlich zu behandeln, je nachdem, ob sie im Zivilleben oder im Militärdienst erfolgen. Wenn Sie der Auffassung sind, solche Beziehungen seien im Zivilleben nicht mehr zu pönalisieren – und dieser Auffassung sind Sie offensichtlich, indem Sie Artikel 194 des bürgerlichen Strafgesetzbuches gestrichen haben –, dann gibt es keine grundsätzliche und vernünftige Begründung mehr für die Pönalisierung gleichgeschlechtlicher Beziehungen im Militärdienst.

Es ist mir natürlich bekannt, dass insbesondere Disziplingründe vorgebracht werden, um diesen Tatbestand im Militärstrafgesetzbuch zu retten. Wenn das zutrifft, dann gibt es zumindest zwei Einwände gegen diese Betrachtungsweise.

1. Zunächst ist zu bemerken, dass Verhaltensweisen, die den Dienstbetrieb, die militärische Zucht und Ordnung stören, keine kriminellen Handlungen sind, die strafrechtlich geahndet werden müssen, sondern bloss disziplinarisch zu ahndende Verstösse gegen die Ordnung. Wenn wir nach Streichung des Artikels 194 im bürgerlichen Strafgesetzbuch die gleichgeschlechtlichen Handlungen im Militärstrafgesetzbuch unter dem 12. Abschnitt, «Verbrechen oder Vergehen gegen die Sittlichkeit», weiterhin strafbar erklären, betreiben wir schlicht und einfach einen unzulässigen Etikettenschwindel; denn das zu schützende Rechtsgut ist nicht mehr die Sittlichkeit, sondern die Dienstordnung, der Dienstbetrieb. Wenn schon, dann müsste man diese Bestimmung des Artikels 157 Ziffer 1 aus dem 12. Abschnitt herausnehmen und nach vorne in den zweiten Abschnitt verpflanzen, wo die Verbrechen und Vergehen gegen die

Dienstordnung, die sogenannten Dienstverletzungen, untergebracht sind. Das allerdings ist aus anderen Gründen unzulässig.

Das führt zunächst einmal zur Feststellung: Hier ist Artikel 157 Ziffer 1 sicher am falschen Ort; man muss sie hier auf alle Fälle streichen.

2. Es ist auch zu bemerken, dass heterosexuelle Beziehungen, die auf freiwilliger und eigenverantworteter Grundlage zwischen erwachsenen Menschen vorgenommen werden, im Militärdienst nicht pönalisiert werden. Man sieht also keinen Verstoß gegen die militärische Zucht und Ordnung und keine Verletzung der militärischen Disziplin, wenn Angehörige von Stäben – ich erwähne das Beispiel deswegen, weil die weiblichen Angehörigen der Armee dort eingeteilt sind – sich sexuell betätigen. Dass solches Verhalten den Dienstbetrieb nachhaltig stören, Zucht und Ordnung im Dienst geradezu untergraben kann, ist unbestritten. Man müsste also in der Konsequenz der Dinge das heterosexuelle Verhalten im Dienst ebenfalls unter Strafe stellen. Das tut man aber nicht und schafft damit zweierlei Recht, ohne dass eine Differenzierung gerechtfertigt wäre.

Entweder stellt man auch heterosexuelle Betätigungen im Dienst unter Strafe oder streicht die Pönalisierung der homosexuellen Betätigungen. Weil man ersteres nicht will, führt das dazu, das «zweitere» zu tun.

Wir müssen aus der Logik der Dinge, aber auch aus dem inneren Gehalt der Strafnorm, Artikel 157 Ziffer 1 MStG ersatzlos streichen.

M. Aubert, rapporteur: J'ai beaucoup de peine à parler de cette matière, car nous n'en avons pas délibéré en commission, pour la simple raison que M. Schmid n'en était pas membre et qu'il ne nous a pas envoyé de courrier particulier. Nous avons reçu du courrier particulier d'autres personnes, mais pas de M. Schmid, de sorte que nous ne pouvons pas prévoir ce qu'il nous demande aujourd'hui.

M. Schmid ne m'en voudra pas si je suis assez négatif à l'égard de sa proposition. Non pas tellement sur le fond, mais je me demande si c'est l'occasion de remettre en cause, aujourd'hui, une disposition qui n'est pas tellement de caractère moral, nous venons de libéraliser ce genre de relations dans le code pénal suisse, mais qui concerne l'ordre dans l'armée. Dans l'armée, il y a beaucoup d'hommes et il faut un minimum d'ordre. Je ne suis pas près d'abandonner cette règle, de sorte que, du moins en mon nom, tout en reconnaissant un certain mérite à la proposition et en me promettant de relire à loisir les explications de M. Schmid, je vous invite à ne pas le suivre.

Bundesrätin Kopp: Ein ähnlicher Antrag, wie ihn Herr Schmid jetzt stellt, wurde im Jahre 1979 im Nationalrat diskutiert und mit 62 gegen 37 Stimmen abgelehnt. Auch Ihre Kommission hat sich mit diesem Problem befasst – ich darf auf Seite 94 und Seite 95 des Protokolls der 7. Sitzung verweisen – und ist zur Schlussfolgerung gekommen, dass eine solche Strafbestimmung beizubehalten sei.

Die Kommission war zusammen mit dem Bundesrat der Meinung, dass innerhalb der militärischen Gesellschaft, die eine geschlossene und, abgesehen von den Stäben, doch vorwiegend aus Männern bestehende Gemeinschaft darstellt, homosexuelle Beziehungen mit der militärischen Disziplin unvereinbar wären. Im übrigen wird diese Bestimmung sehr selten angewendet.

Ich möchte Sie also im Namen des Bundesrates bitten, den Antrag Schmid abzulehnen.

Cavelty: Ich möchte keinen Antrag stellen, aber zuhanden des Zweirates eine Bemerkung zu Ziffer 2 von Artikel 157 machen. Dort steht: «Wer von einer Person gleichen Geschlechts unter Ausnützung seiner militärischen Stellung die Duldung oder Vornahme einer geschlechtlichen Handlung erlangt, wird ... bestraft.» Es wäre doch zu prüfen, ob nicht auch derjenige bestraft werden sollte, der eine solche Handlung gegenüber einer Person des anderen Geschlechts erlangt. Wer in Ausnützung seiner Stellung überhaupt zu

geschlechtlichen Handlungen gelangt, soll bestraft werden. Mit dem militärischen Dienst der Frauen kann das ohne weiteres eintreffen. Ich stelle keinen entsprechenden Antrag.

Im bürgerlichen Strafrecht haben wir eine entsprechende Bestimmung bei den Anstaltszöglingen: «Wer in Ausnützung seiner Vorgesetztenstellung in Anstalten den Geschlechtsverkehr oder geschlechtliche Handlungen erlangt, wird bestraft.» Hier sollte vielleicht ein Pendant dazu geschaffen werden.

Das zuhanden des Zweitrates, damit er das vielleicht überprüft.

M. Aubert, rapporteur: Mme Kopp a raison de dire que la commission a effleuré ce sujet. Cependant, aucune proposition ne lui a été soumise et elle n'a donc pas eu l'occasion de dire ce qu'elle en pensait.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Schmid	8 Stimmen
Für den Antrag der Kommission	12 Stimmen

Art. 158

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 159

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2 und 4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Mehrheit

Die Strafverfolgung verjährt in zwei Jahren.

Minderheit

(Affolter, Arnold, Dobler, Steiner)

Die Strafverfolgung verjährt in fünf Jahren.

Antrag Affolter

Abs. 3

Streichen

Art. 159

Proposition de la commission

Al. 1, 2 et 4

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

(La modification ne concerne que le texte allemand)

Minorité

(Affolter, Arnold, Dobler, Steiner)

L'action pénale se prescrit par cinq ans.

Proposition Affolter

Al. 3

Biffer

Abs. 1, 2 und 4 – Al. 1, 2 et 4

Angenommen – Adopté

Abs. 3 – Al. 3

Gestrichen gemäss Antrag Affolter

Biffé selon la proposition Affolter

Art. 159a¹

Antrag der Kommission

Randtitel

Geschlechtliche Belästigungen

Abs. 1

Wer vor jemandem, der dies nicht erwartet, eine geschlecht-

liche Handlung vornimmt und dadurch Aergernis erregt, wer jemanden, der ihm keinen Anlass dazu gegeben hat, in geschlechtlicher Weise tätlich belästigt, wird mit Haft bestraft.

Abs. 2

In leichten Fällen erfolgt disziplinarische Bestrafung.

Art. 159a¹

Proposition de la commission

Titre marginal

Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel

Al. 1

Celui qui aura causé du scandale en se livrant à un acte d'ordre sexuel en présence d'une personne qui y aura été inopinément confronté, celui qui aura importuné, par des attouchements d'ordre sexuel, une personne qui n'y avait pas donné prétexte sera puni des arrêts.

Al. 2

L'infraction sera puni disciplinairement si elle est de peu de gravité.

M. Aubert, rapporteur: La commission a jugé utile d'inclure dans le code pénal militaire une disposition parallèle à celle de l'article 198 du code pénal suisse.

Angenommen – Adopté

Art. 159a

Antrag der Kommission

Wird eine strafbare Handlung dieses Titels gemeinsam von mehreren Personen ausgeführt, so kann der Richter

Art. 159a

Proposition de la commission

Lorsqu'une infraction prévue dans le présent titre aura été exécutée en commun par plusieurs personnes, le juge pourra ,

M. Aubert, rapporteur: C'est la même modification que nous avons opérée à l'article 200 du code pénal suisse.

Angenommen – Adopté

Ziff. III

Antrag der Kommission

Ziff. 1

Das Zollgesetz

Ziff. 2

Für den Fall, dass die Aenderung vom des schweizerischen Strafgesetzbuches/Militärstrafgesetzes (strafbare Handlungen gegen Leib und Leben und gegen die Familie) nicht in Kraft tritt, wird das Zollgesetz wie folgt geändert:

Art. 36 Abs. 4

Werden bei der Revision Waren entdeckt, die strafbare pornographische Darstellungen enthalten (Art. 197 Ziff. 3 StGB) und deswegen voraussichtlich der Einziehung unterliegen, so sind sie vorläufig zu beschlagnahmen und der Staatsanwaltschaft des Kantons, in dem der Adressat der Sendung seinen Wohnsitz oder Sitz hat, oder der örtlich zuständigen Staatsanwaltschaft zu übermitteln. Filme, für welche eine Einfuhrbewilligung besteht, unterliegen dieser vorläufigen Beschlagnahme nicht.

Ueber die Aufrechterhaltung der Beschlagnahme wird ausschliesslich von den zuständigen kantonalen Strafverfolgungsbehörden nach kantonalem Prozessrecht entschieden. Die Beschwerde gegen Massnahmen der Zollverwaltung ist ausgeschlossen.

Ch. III

Proposition de la commission

Ch. 1

La loi fédérale sur les douanes

Ch. 2

Pour le cas où la modification du du code pénal suisse/ code pénal militaire (infractions contre la vie et l'intégrité corporelle et contre la famille) n'entrerait pas en vigueur, la loi fédérale sur les douanes serait modifiée comme il suit:

Art. 36 al. 4

Si, lors de la vérification, des marchandises sont découvertes, qui comportent des représentations pornographiques punissables (art. 197, ch. 3, CP) et qui, pour cette raison, sont selon toute vraisemblance sujets au séquestre, ils seront saisis provisoirement et transmis au ministère public du canton dans lequel le destinataire de l'envoi a son domicile ou son siège ou au ministère public du for. Les films pour lesquels il existe une autorisation d'importation ne sont pas soumis à cette mesure provisoire. Le séquestre ne pourra être confirmé que par les autorités de poursuite pénale compétentes en vertu du droit cantonal de procédure. Le recours contre des mesures prises par l'administration des douanes est exclu.

M. Aubert, rapporteur: Je rappelle simplement que j'ai essayé d'expliquer le mécanisme de cette disposition, lorsque nous en avons vu une symétrie dans le projet A.

Angenommen – Adopté

Ziff. IV

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. IV

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes

26 Stimmen

Dagegen

1 Stimme

C

Antrag der Kommission

Titel

Schweizerisches Strafgesetzbuch

(Behandlung von Rauschgiftsüchtigen)

Militärstrafgesetz

Ingress

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

C

Proposition de la commission

Titre

Code pénal suisse

(Traitement de toxicomanes)

Code pénal militaire

Préambule

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. Aubert, rapporteur: Nous arrivons à un tout petit projet qui contient deux dispositions sur la drogue; la consommation de drogue d'une part, le traitement pénal de certains toxicomanes d'autre part. Naturellement, ni le Conseil fédéral, ni la commission, n'ont la prétention de résoudre ainsi le problème de la drogue.

Le projet du Conseil fédéral était même minuscule, puisqu'il ne concernait la révision que d'une disposition du code pénal militaire. Il a été enrichi par une proposition de M. Jagmetti qui, elle, concerne la partie générale du code pénal suisse. Je trouverais vain que le président de la commission vous dise ce que M. Jagmetti vous exposera lui-même. Par conséquent, vous voudrez bien entendre ses explications.

Jagmetti: Ich bin Ihnen eine Erklärung schuldig, warum diese Vorlage um eine Bestimmung aus dem Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches angereichert worden ist.

Die Vorlage des Bundesrates betraf drei Teile, von denen wir zwei behandelt haben. Der dritte Teil betrifft die Drogendelinquenz. Der Bundesrat schlug dazu eine Bestimmung für das Militärstrafgesetzbuch vor. Wir haben eine solche für das Strafgesetzbuch beigefügt.

Bei der Drogendelinquenz liegt ein Problem vor, das sich seit längerer Zeit gestellt hat und das bei dieser Gelegenheit gelöst werden könnte. Es geht um folgendes:

Nach Artikel 44 des Strafgesetzbuches kann der Richter bei Drogenabhängigen entscheiden, ob an die Stelle der Strafe eine Massnahme, also eine Behandlung des Drogendelinquenten, treten soll. Diese Entscheidung kann am Anfang getroffen werden. Wird auf Massnahme entschieden, so kann der Richter später den Vollzug der Strafe anordnen. Das ist vorgesehen. Nachher aber nicht mehr möglich, ist der umgekehrte Weg von der Strafe zur Massnahme. Nun sind Drogendelinquenten ja sehr häufig selber Drogenabhängige, es werden also Täter bestraft, die ihrerseits drogenabhängig sind. Das zeigt sehr wohl die Bedeutung der Behandlung als Massnahme, die zu einer Besserung der Situation des Betroffenen führen kann.

Die Sache hat um so grösseres Gewicht, als es bei den Drogendeliktanten zum wesentlichen Teil junge Täter sind; die Resozialisierung ist demgemäss von besonderem Gewicht. Der Antrag, dem sich die Kommission anschliessen konnte und der dann durch das Departement freundlicherweise formuliert worden ist, erlaubt nun, in Zukunft auch den umgekehrten Weg zu gehen und dort wieder zu einer Massnahme zu wechseln, wo der Richter ursprünglich die Strafe für richtig gehalten hat.

Das ist aus mehreren Gründen sinnvoll. Erstens kann sich die Notwendigkeit der Massnahme erst nachher richtig manifestieren, und zweitens bedingt ja eine Entzugsbehandlung bei den Drogenabhängigen das Einverständnis des Betroffenen, wenn sie echten Erfolg haben soll. Dieses Einverständnis liegt vielleicht am Anfang nicht vor, kann aber durch Einsicht gewonnen werden; dann sollte der Weg nicht versperrt bleiben.

Es geht also nicht um irgendeine Kleinigkeit, um irgendeine Finesse in diesem Allgemeinen Teil unseres Strafgesetzbuchs, sondern es geht letztlich um ein soziales Problem, nämlich die Erleichterung der Wiedereingliederung drogenabhängiger Täter.

Ich empfehle Ihnen, dieser Lösung zuzustimmen, auf die erweiterte Vorlage einzutreten und sie nachher auch zu genehmigen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Titre et préambule

Angenommen – Adopté

Ziff. I'

Antrag der Kommission

Das Schweizerische Strafgesetzbuch wird wie folgt geändert:

Art. 44 Ziff. 6 Abs. 2

Erweist sich ein zu einer Strafe verurteilter Rauschgiftsüchtiger nachträglich als behandlungsbedürftig, behandlungsfähig und behandlungswillig, so kann ihn der Richter auf sein Gesuch hin in eine Anstalt für Rauschgiftsüchtige einweisen und den Vollzug der noch nicht verbüssteten Strafe aufschieben.

Ch. I'

Proposition de la commission

Le code pénal suisse est modifié comme il suit:

Art. 44 ch. 6 al. 2

S'il s'avère en cours d'exécution qu'un condamné toxicomane a besoin d'un traitement, est apte à être traité ou souhaite l'être, le juge pourra sur sa demande l'interner dans un établissement pour toxicomanes et suspendre l'exécution de la peine.

Jagmetti: An sich habe ich alles gesagt, was zu sagen war. Ich möchte nur darauf hinweisen, dass der ganze Artikel 44, der ursprünglich ausschliesslich für die Alkoholiker gedacht war, etwas kompliziert, unübersichtlich formuliert ist. Wenn wir Ihnen vorschlagen, heute nicht die ganze Arbeit zu tun, sondern das Wesentliche nur noch beizufügen, so deshalb, weil uns später einmal eine Vorlage erwartet, die den ganzen Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches betrifft. Für heute geht es einfach um die Lösung dieses an sich wichtigen und aktuellen Problems.

Angenommen – Adopté

Ziff. I und II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. I et II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes 23 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Abschreibung – Classement

Präsident: Der Bundesrat beantragt die Abschreibung einer Reihe von persönlichen Vorstössen.

Zustimmung – Adhésion

An den Nationalrat – Au Conseil national

87.256**Pétition des Centre d'Accueil et de prévention, Freiburg
Pétition du Centre d'Accueil et de prévention, Fribourg**

M. **Aubert** présente au nom de la commission chargée d'examiner la révision du code pénal et du code pénal militaire le rapport écrit suivant:

1. Par lettre du 30 juin 1986, le Centre d'Accueil et de prévention de Fribourg a déposé une pétition signée par 2100 personnes. La pétition a été motivée par un jugement du 11 février 1986 du tribunal correctionnel de l'arrondissement de la Sarine condamnant une mère à dix jours d'emprisonnement avec sursis parce qu'elle avait manifestement procuré un moyen de contraception à sa fille âgée de 13 ans. En signant la pétition, les pétitionnaires ont exprimé «leur colère et leur refus d'être traînés devant le tribunal pour avoir conseillé la pilule à leurs filles.» Ils tiennent donc à dire que la loi qui sanctionne de tels actes est irréaliste et ne correspond pas aux exigences actuelles des responsabilités auxquelles doivent faire face les parents.

Les pétitionnaires demandent aux Chambres fédérales:

– d'oeuvrer pour qu'à l'avenir plus jamais une personne soit traînée devant le tribunal pour de tels faits

– de faire le nécessaire à ce que, pour de telles affaires, le procureur ne soit plus seul pour décider si oui ou non il va traîner une personne devant les tribunaux. Nous suggérons qu'il soit secondé par une commission composée d'un

médecin, de parents, de psychologues et de membres du planning ainsi que de travailleurs sociaux. Cela aurait l'avantage d'envisager le problème sous d'autres angles que ceux du simple droit.

2. Une pétition analogue a été déposée le même jour à la Chancellerie d'Etat du canton de Fribourg. Le 24 septembre 1986, le Grand Conseil fribourgeois a décidé de renvoyer la pétition aux Commissions des pétitions du Conseil national et du Conseil des Etats.

3. Sur désir des pétitionnaires et en vertu de l'article 38, 1er alinéa, du règlement du Conseil des Etats, la pétition a été transmise à la commission chargée d'examiner la révision du code pénal et du code pénal militaire.

4. La commission propose au Conseil de prendre acte de la pétition du Centre d'Accueil et de prévention. Il n'appartient ni aux commissions parlementaires ni aux Chambres fédérales de se prononcer sur le bien-fondé du jugement d'un tribunal cantonal ou fédéral. Celles-ci ne peuvent même pas entrer en matière sur les propositions concernant la composition du tribunal en question.

Pour ce qui concerne les travaux de révision du code pénal, la commission rend les pétitionnaires attentifs au débat qui aura lieu les 16 et 17 juin 1987 au Conseil des Etats. Selon ses propositions, les actes d'ordres sexuel avec des enfants en âge de protection devraient demeurer punissables. La commission propose toutefois de fixer à 15 ans l'âge de protection et d'offrir au juge la possibilité de libérer de toute peine l'auteur âgé de moins de 18 ans. La question de la relation entre l'exemption de toute peine et la compatibilité de la tolérance des actes d'ordre sexuel des enfants avec le devoir d'éducation relève de la partie générale du code pénal.

Antrag der Kommission

Aus diesen Gründen beantragt die Kommission einstimmig, von der Petition Kenntnis zu nehmen, ohne ihr Folge zu geben.

Proposition de la commission

Pour ces motifs, la commission propose à l'unanimité de prendre acte de la pétition sans lui donner suite.

Zustimmung – Adhésion

86.040

**Finanzhaushaltgesetz. Aenderung
Loi sur les finances de la Confédération.
Modification**

Siehe Seite 239 hiervor – Voir page 239 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 15. Juni 1987
Décision du Conseil national du 15 juin 1987

Differenzen – Divergences

B**Bundesbeschluss über die Aufnahme von Anleihen
Arrêté fédéral relatif aux émissions d'emprunts**

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Schönenberger, Berichterstatter: Mit Beschluss vom 15. Juni 1987 hat der Nationalrat zum zweiten Mal das Eintreten auf das von unserem Rat genehmigte Bundesgesetz über den

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision

Code pénal et code pénal militaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1987
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.06.1987 - 08:00
Date	
Data	
Seite	386-408
Page	
Pagina	
Ref. No	20 015 665

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Zehnte Sitzung – Dixième séance

Dienstag, 11. Dezember 1990, Vormittag
Mardi 11 décembre 1990, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bremi

85.047

Strafgesetzbuch
und Militärstrafgesetzbuch. Revision
Code pénal et Code pénal militaire.
Révision

Botschaft und Gesetzentwurf vom 26. Juni 1985 (BBI II, 1009)
 Message et projet de loi du 26 juin 1985 (FF II, 1021)

Beschluss des Ständerates vom 18. Juni 1987
 Décision du Conseil des Etats du 18 juin 1987

Kategorie II/I, Art. 68 GRN – Catégorie II/I, art. 68 RCN

Antrag der Kommission
 Eintreten

Proposition de la commission
 Entrer en matière

M. Cotti, rapporteur: Le domaine qui nous occupera ces jours constitue la deuxième partie de la réforme du Code pénal et du Code pénal militaire, dont le but est d'adapter les éléments constitutifs des infractions contre la vie, l'intégrité corporelle, la famille et les moeurs aux impératifs actuels de la politique criminelle. Le message du Conseil fédéral du 26 juin 1985 subdivisait la matière en trois projets, le projet A concernant les infractions contre la vie, l'intégrité corporelle et la famille, le projet B qui a trait aux infractions contre les moeurs, à savoir les infractions d'ordre sexuel, et le projet C qui concerne d'une part un nouvel alinéa à l'article 44, chiffre 6, relatif au traitement des toxicomanes et, d'autre part, une modification du Code pénal militaire au sujet de la répression disciplinaire de la petite consommation de stupéfiants.

Notre commission avait décidé de vous soumettre l'objet en deux paquets, le premier concernant le projet A que vous avez déjà approuvé lors du débat du 23 juin 1989. Les divergences avec le Conseil des Etats ayant été éliminées, ces articles sont entrés en vigueur le 1er janvier 1990. Entre-temps, la commission avait interrompu les travaux concernant les présents projets, afin de s'occuper des normes relatives au blanchissage de l'argent sale, sur la base du message du Conseil fédéral du 12 juin 1989. Ce sont les dispositions que vous avez approuvées au mois de mars de cette année et qui sont entrées en vigueur le 1er août dernier.

Le projet dont on s'occupe s'inscrit dans le plan de révision du Code pénal, conforme au mandat confié à une commission d'experts qui remonte à l'année 1971 et qui prévoit la réforme du droit pénal en différentes étapes. La première concernait l'avortement et visait à la punissabilité de l'interruption de grossesse. Cette réforme n'a pas abouti. La deuxième concernait précisément les infractions contre la vie, l'intégrité corporelle, les moeurs et la famille, chapitre que nous sommes appelés à terminer aujourd'hui. La troisième concernait la réforme des dispositions relatives aux actes de violence, elle avait été traitée en priorité pour des raisons d'urgence d'ordre politique: le terrorisme. Cette révision a été adoptée par le Parlement et enfin par le peuple en 1981, avec une majorité écrasante.

La quatrième concerne la lutte contre la criminalité économique, elle renferme notamment les infractions contre le patrimoine, celles commises par l'utilisation frauduleuse des ordinateurs, des chèques et des cartes de crédit. Par ailleurs, les nouvelles normes sur les opérations d'initiés, ainsi que celles incriminant le blanchissage de l'argent sale – je viens de le dire – ont déjà été adoptées et sont déjà entrées en vigueur. Enfin, depuis l'année 1987 des experts, sous la présidence de Monsieur le professeur Krauskopf sont chargés de réviser la partie générale du Code pénal, le droit pénal des mineurs ainsi que le troisième livre. En outre, ces normes seront complétées par de nouvelles dispositions sur la confiscation, la répression pénale des organisations criminelles ainsi que des dispositions relatives à la punissabilité des personnes morales. On procède donc par étapes et on intervient en priorité là où il est urgent de légiférer.

Pourquoi pas une révision totale du Code pénal, direz-vous? Une réforme totale ne serait-elle pas justifiée après un demi-siècle d'application du droit pénal actuel? La réponse me paraît simple. La révision totale est politiquement très difficile, on en aura peut-être la preuve encore pendant le débat que nous allons entamer aujourd'hui. D'autre part, le Code pénal est là, il existe, nous pouvons donc prendre un certain délai pour examiner successivement et en profondeur les différentes parties qui le composent. Ainsi faisant, nous permettrons également aux citoyens de méditer plus tranquillement sur chacune des parties et enfin, si une partie de la réforme était mise en question par un référendum, cela ne mettrait pas en cause la réforme dans sa totalité.

J'en reviens à nos travaux sur les projets B et C qui ont occupé la commission pendant neuf séances, jusqu'au 28 août 1990, dans le respect de l'aphorisme latin *in iudicando criminosa est celeritas*, dont la célérité serait encore plus «criminosa» en légiférant. Le droit pénal présente des caractéristiques différentes des autres domaines du droit, en ce sens qu'il confère à un homme, à savoir au juge, le pouvoir de restreindre pour des raisons punitives la liberté d'un autre homme, ce bien très important, sinon le plus important. Il est donc nécessaire de réviser les normes pénales d'une manière précise, en laissant très peu d'espace à l'interprétation du juge.

C'est pourquoi, pour tenir compte de l'évolution des moeurs et de la mentalité, il est nécessaire de réformer le droit pénal après quelques décennies. Il s'agit d'indiquer toujours clairement les limites de la licéité, limites au-delà desquelles un comportement est considéré comme illicite et donc punissable.

C'est le principe de *nulla poena sine lege* qui nous impose cette adaptation de la loi. Les situations et les tentations des années 90 ne sont plus les mêmes que lors de la rédaction du Code pénal en vigueur depuis 1942. Des comportements qui n'étaient pas punissables à cette époque – je pense notamment au viol entre époux – le sont aujourd'hui et des situations qui étaient punissables alors – je pense ici aux amours juvéniles – ne devraient plus l'être aujourd'hui systématiquement. Certaines barrières se sont levées et d'autres sont tombées et le code doit en tenir compte, faute de quoi on imposerait aux juges de prononcer des décisions humainement et socialement inacceptables.

Tels sont les principes fondamentaux qui ont inspiré la réforme dont on s'occupe. Il en va de l'adaptation des éléments constitutifs d'un acte punissable aux exigences d'une politique criminelle moderne ainsi que de l'adaptation de normes claires et facilement compréhensibles, tout en évitant d'intervenir là où d'autres mesures assurent le maintien de l'ordre. De plus, il s'agit de renforcer le principe de droit pénal fondé sur la culpabilité, de corriger certaines dispositions sur le plan matériel et rédactionnel, d'effacer des dispositions qui pénalisent les délits de résultat, les «Erfolgsdelikte», de simplifier certaines définitions, de supprimer des dispositions dépassées, de soumettre à une norme pénale certains comportements typiques de notre époque lorsque les exigences morales et l'intérêt général le commandent, de dépénaliser certains actes, d'adapter enfin le Code pénal au principe de l'égalité entre hommes et femmes.

En ce qui concerne le projet B en particulier, il s'agit de proté-

ger les libertés personnelles et le droit d'auto-détermination de chaque citoyen. Le législateur pénal ne doit pas s'immiscer dans les rapports entre adultes consentants; quelle que soit l'opinion morale sur ce point, il n'a pas à s'en occuper, sauf dans les cas d'extrême gravité. Protéger les libertés personnelles signifie également garantir le libre consentement. C'est pourquoi on prévoit de protéger les personnes dépendantes et faibles d'esprit qui se trouvent dans un état de détresse, ainsi que la jeunesse, l'enfant, les jeunes adultes garçons et filles, hommes et femmes. En outre, il s'agit de sauvegarder les valeurs éthiques reconnues, et par conséquent la dignité de l'homme, ce qui a incité à réfréner les représentations pornographiques.

Après ces réflexions d'ordre général, voici quelques considérations sur les points essentiels de la réforme aux projets B et C. Le respect de la liberté de comportement nous impose de ne pas rendre punissables les actes qui concernent la sphère intime des personnes: ce n'est que lorsque ces actes sont de nature à léser l'intégrité sexuelle d'autrui que des mesures s'imposent. Le droit d'auto-détermination impose au Code pénal de punir les atteintes à cette liberté et notamment les actes qui sont de nature à entraver le développement de l'enfant.

Les points essentiels de la réforme sont les suivants. Tout d'abord l'âge de protection – dont nous reparlerons lors de l'examen de l'article 187: ce sont précisément l'enfant et le jeune adulte que le législateur souhaite protéger à l'article 187 du projet qui traite de la mise en danger du développement de mineurs. Le premier point à régler est celui de l'âge de protection. La commission l'a maintenu à 16 ans. Elle a cependant décriminalisé les amours juvéniles, en disant: «L'acte n'est pas punissable lorsque la victime a atteint l'âge de 14 ans et lorsque, entre la victime et l'auteur, il y a une différence d'âge maximale de quatre ans.» Cette nouvelle disposition pénale punit tout acte accompli sur une personne âgée de moins de 16 ans, que l'acte soit imposé ou pas, obtenu ou non par la violence, à la seule exception près, je le répète, des amours juvéniles, librement consenties entre un jeune homme de 18 ou 19 ans, par exemple, et une jeune fille âgée de 15 ou 16 ans. Les enfants de moins de 14 ans jouissent d'une protection absolue lorsque l'acte sexuel est commis par un adulte. En revanche, l'acte n'est pas punissable lorsque tous les participants ont un âge inférieur à 14 ans.

L'article concernant le viol a été l'un des points les plus controversés de ce projet qui a engagé la commission dans un long débat fort intéressant qui a touché l'opinion publique et suscité des débats dans le pays. Faut-il punir le viol commis entre époux? La commission unanime répond par l'affirmative. Elle n'est plus unanime, en revanche, lorsqu'il s'agit de la poursuite. Pour la majorité, le viol commis hors mariage doit être poursuivi d'office alors que l'auteur marié avec sa victime et qui vit avec elle n'est poursuivi que sur plainte.

Pour la minorité, tout viol doit être poursuivi d'office. Deux variantes subsidiaires s'ajoutent. La première prévoit la poursuite d'office mais octroie à la victime un droit d'opposition dans un certain délai et dans certaines conditions. La deuxième prévoit que la victime mariée avec l'auteur peut donner l'autorisation de poursuivre l'acte et énonce également les conditions et les délais auxquels est soumis ce droit. Quant au Conseil des Etats, il souhaite la poursuite sur plainte du viol commis entre époux si ces époux sont autorisés à vivre séparément, donc aucune punissabilité du viol entre époux vivant sous le même toit.

Les autres articles importants concernent l'acte sexuel avec des personnes dépendantes, incapables de discernement ou de résistance, hospitalisées ou détenues, et l'abus de détresses. Il s'agit de nouvelles dispositions qui visent à accroître la protection de l'intégrité sexuelle de certains groupes de personnes, dans certaines conditions que nous examinerons par la suite.

On a en outre reformulé l'article 195 relatif à l'encouragement de la prostitution. Les infractions relatives aux proxénètes, aux souteneurs, le fait de favoriser la débauche sont regroupés en une seule et nouvelle infraction: l'encouragement à la prostitution. La nouvelle disposition protège d'une part la liberté de décision des personnes adonnées à la prostitution et, d'autre

part, celles qui sont poussées à s'y livrer contre leur gré et elle prévoit de lourdes peines.

En ce qui concerne un autre article qui a suscité un certain intérêt, celui relatif à la pornographie, nous nous en sommes tenus au modèle adopté lors du débat sur l'article 135 qui concerne la punissabilité de représentations d'actes de violence en introduisant le critère de pornographie dure et douce. La première sera interdite de façon absolue, alors que la seconde ne le sera que dans la mesure où l'auteur la rend accessible à une personne de moins de 16 ans. Après de longues discussions et deux votations, nous avons décidé de ne pas adopter un parallélisme absolu avec l'article 135 – Représentation d'actes de violence: dans les moyens de communication susceptibles d'être punis, nous avons gardé les écrits ainsi que les images, enregistrements et autres. Là encore, le législateur a le souci de protéger le bien juridique que représente le développement sexuel paisible des adolescents.

Je terminerai ces réflexions d'ordre général relatives au projet B par une brève remarque concernant le Code pénal militaire. La tâche principale que s'est fixée le législateur est d'adapter les dispositions concernant les infractions d'ordre sexuel dans le droit pénal militaire aux modifications apportées dans le droit pénal ordinaire. En ce qui concerne l'homosexualité, la commission, suivant le principe de la non-répression des actes consentis librement par des personnes adultes, vous propose de ne plus punir un acte commis avec une personne du même sexe, ce qui discriminerait les homosexuels. Le nouvel article propose pour autant de sanctionner la personne qui profite de sa situation militaire pour commettre une infraction contre l'intégrité sexuelle d'une autre personne, du même sexe ou de l'autre. La portée de l'article actuel est donc étendue et non pas limitée à un seul groupe de personnes.

Enfin, les dispositions qui constituent le projet C de cette réforme afférente en droit pénal ordinaire au traitement des toxicomanes confèrent au juge la possibilité de renoncer à une peine ou de la suspendre et d'interner l'auteur pour un traitement de réhabilitation. En droit pénal militaire, on prévoit la répression disciplinaire de la petite consommation de stupéfiants en quantité minime.

Avant de conclure, je voudrais exprimer mes remerciements à tous ceux qui, sous une forme ou une autre, ont participé au travail de la commission. Dans les «hearings», à M. Godenzi, au professeur Killias, à l'Association suisse de la protection de l'enfant à Berne, aux Femmes juristes démocrates de Bâle, à la Commission fédérale pour les questions féminines de Berne, au Groupe de travail des homosexuels suisses de Zurich, au Forum suisse des associations de parents à Berne. Ont en outre assisté aux travaux M. le professeur Schultz, président de la commission d'experts, M. Barras, auditeur en chef, Mme Claudia Kaufmann, directrice du Bureau de l'égalité entre hommes et femmes, le professeur Krauskopf, vice-directeur de l'Office fédéral de justice, M. Riedo, chef de la section pénale de l'Office fédéral de justice, Mme Gadiant, secrétaire de la commission. Les procès-verbaux ont été rédigés par Mme Favre, Mme Koerfer et Mme Ali Khan. A tous, ainsi qu'aux membres de la commission qui, partant parfois de positions apparemment inconciliables, ont abouti à des solutions de consensus ou du moins à soumettre au plénum des prises de position en termes de clarté si bien que le débat dans cette salle sera facilité, à tous j'exprime mes remerciements pour le travail fourni avec engagement et esprit de coopération. Enfin, je voudrais adresser des remerciements particuliers à M. Koller, président de la Confédération, qui, sollicité à de nombreuses reprises par des membres de la commission, nous a fait profiter de ses profondes connaissances juridiques.

En conclusion, je vous invite à entrer en matière sur les projets B et C.

Frau **Spoerry**, Berichterstatterin: Wir werden in den nächsten Stunden die Revision des Strafgesetzbuches mit Bezug auf die Delikte gegen die sexuelle Integrität behandeln sowie die Aenderungen, welche sich aus der Ueberarbeitung dieses Gesetzes auch für das Militärstrafrecht ergeben. Es handelt sich

dabei um die Entwürfe B und C der bundesrätlichen Vorlage vom Juni 1985.

Den Entwurf A des bundesrätlichen Paketes, der die strafbaren Handlungen gegen Leib und Leben und gegen die Familie umfasste, haben wir bereits verabschiedet. Es ist auf den 1. Januar 1990 in Kraft getreten.

Zur Beratung der Ihnen jetzt vorliegenden Gesetzesrevision hat die Kommission neun ganztägige Sitzungen durchgeführt, die letzte am 28. August dieses Jahres. In einlässlichen Diskussionen, in denen wohl kaum ein Aspekt dieser delikaten Tatbestände unerwähnt geblieben ist, haben wir einen langen und – wie mir scheint – fruchtbaren Lernprozess durchgemacht. Wir gelangten dabei zu Lösungen, zu denen sich der Bundesrat noch nicht durchringen konnte und die im Ständerat erst ansatzweise diskutiert worden sind. Auch wenn die Kommission bei den zentralen Tatbeständen der vorliegenden Revision, nämlich bei der Behandlung der Jugendliebe und der Vergewaltigung in der Ehe, nicht mit einem einzigen Vorschlag vors Plenum tritt, sondern Ihnen Mehrheits- und Minderheitsanträge unterbreitet, muss man doch ganz klar festhalten, dass wir uns in der grundsätzlichen Beurteilung weitgehend einig sind und lediglich bestimmte Aspekte der strafrechtlichen Verfolgung unterschiedlich beurteilen.

Der Leitgedanke, der die ganze Revision prägt, besteht darin, sexuelles Verhalten nur noch dann strafbar zu erklären, wenn:

1. dieses Verhalten einen anderen schädigt oder schädigen könnte;
2. der Partner die Tragweite einer solchen Handlung nicht erkennen kann;
3. jemand davor bewahrt werden soll, sexuelle Darstellungen oder Handlungen gegen seinen Willen wahrnehmen zu müssen.

Mit anderen Worten: Es geht nicht darum, mit Hilfe des Sexualstrafrechtes Moralvorstellungen durchzusetzen, sondern es geht darum, sexuelle Ausnützung zu verhindern und das sexuelle Selbstbestimmungsrecht einer jeden Person zu schützen. Dieses Konzept hat zunächst zwei Konsequenzen. Zum ersten fallen gewisse Straftatbestände des geltenden Rechtes weg, weil sie im neuen Konzept als überholt zu beurteilen sind. Als wichtigste Beispiele seien genannt: der heutige Tatbestand der Verführung einer Unmündigen, dann die antiquierten Vorschriften über das Anlocken zur Unzucht, über die Veröffentlichung von Gelegenheiten zur Unzucht und die Anpreisung von Gegenständen zur Verhütung einer Schwangerschaft.

Eine wichtige Neuerung ist, dass die Bestrafung der Homosexualität aus dem Strafgesetzbuch verschwindet, und zwar sowohl im zivilen wie im militärischen Bereich. Dort sind sexuelle Handlungen nur noch dann strafbar, wenn sie unter Ausnutzung der militärischen Stellung erfolgen, und zwar gilt dies gleichermaßen für homo- und für heterosexuelle Handlungen.

Damit sind wir bei der zweiten Konsequenz aus dem neuen Konzept der «Strafbaren Handlungen gegen die sexuelle Integrität», wie die Kommission den Fünften Titel des Strafgesetzbuches neu benennt. Die Tatbestände werden geschlechtsneutral umschrieben. Die Opfer können Männer und Frauen, Knaben und Mädchen sein. So gibt es beispielsweise keinen Tatbestand Frauen- und Kinderhandel mehr, sondern nur noch einen Tatbestand Menschenhandel. Diese geschlechtsneutrale Formulierung aller Tatbestände gilt mit einer einzigen Ausnahme: mit der Ausnahme der klassischen Vergewaltigung. Der Beischlaf kann nur von einem Mann an einer Frau vollzogen werden. Dabei ist zu beachten, dass das revidierte Gesetz nicht mehr von einer Frau spricht, sondern von einer weiblichen Person. Damit wird die Definition des Begriffs «Frau» – bisher in Artikel 110 – überflüssig; dieser Artikel fällt weg. Eine weibliche Person kann auch jünger als 16 Jahre alt sein.

Gestatten Sie mir nun, die wichtigsten Ueberlegungen anzuführen, welche sich die Kommission vor allem zu den beiden zentralen Bestimmungen der vorliegenden Revision gemacht hat. Es handelt sich dabei einerseits um die Vergewaltigung – und zwar um die Vergewaltigung im allgemeinen wie auch und vor allem um die Vergewaltigung in der Ehe – sowie andererseits um die Festsetzung des Schutzalters und die Behandlung der Jugendliebe.

Mit Bezug auf die Vergewaltigung im allgemeinen vertritt die Kommission einhellig den Standpunkt, dass die heutige gerichtliche Tatbestandsauslegung, die sich auf das geltende Recht abstützt, für die betroffenen Frauen unhaltbar ist. Der heute geltende Artikel zur Vergewaltigung unterscheidet zwischen einer «normalen Vergewaltigung», die mit Gewalt oder durch schwere Drohung erzwungen wird, und einer «qualifizierten Vergewaltigung», die dann vorliegt, wenn das Opfer bewusstlos oder zum Widerstand unfähig gemacht worden ist. Das neue Gesetz verzichtet auf diese Unterscheidung. Wir wollen damit klar und deutlich zum Ausdruck bringen, dass eine Vergewaltigung immer ein schweres Verbrechen darstellt, nicht nur, wenn der körperliche Widerstand des Opfers völlig gebrochen wurde, sondern ebenso, wenn dem Opfer der Widerstand aus der Situation heraus nicht zumutbar ist.

Zudem erweitern wir den Begriff des Zwangs, mit welchem eine geschlechtliche Handlung durchgesetzt wird, um den Aspekt des psychischen Drucks und halten fest, dass eine «Drohung» genügt. Die «schwere Drohung» ist im neuen Text eliminiert. Aus dieser neuen Fassung des Tatbestandes wird sich bei den Gerichten eine veränderte Tatbestandswürdigung ergeben, welche die schwierige Situation des Opfers verbessert.

Gegenüber der Fassung von Bundesrat und Ständerat hat die Kommission zudem eine Umstellung vorgenommen, die zu beachten ist. Wir beantragen Ihnen, den Tatbestand der sexuellen Nötigung als allgemeinen Tatbestand der Vergewaltigung voranzustellen. Der Tatbestand der sexuellen Nötigung umfasst alle erzwungener sexuellen Handlungen, auch jene zwischen Personen des gleichen Geschlechts. Dabei können beischlafähnliche Handlungen vorkommen, die vom Opfer als genau so entwürdigend und demütigend empfunden werden, wie dies bei einer Vergewaltigung der Fall ist.

Aus diesen Grunde ist das maximale Strafmass bei der sexuellen Nötigung gleich hoch angesetzt wie bei der Vergewaltigung, nämlich Zuchthaus bis zu 10 Jahren. Damit soll der sexuellen Selbstbestimmung aller Personen ein optimaler Schutz geboten werden.

Nun zur wichtigen Frage der Vergewaltigung in der Ehe: Wie ausgeführt, beantragt Ihnen Ihre Kommission – im Gegensatz zum Entwurf des Bundesrates und zur Fassung des Ständerates – geschlossen, eine Vergewaltigung innerhalb der Ehe als Verbrechen unter Strafe zu stellen. Das Strafmass soll wie bei jeder Vergewaltigung Zuchthaus bis zu 10 Jahren betragen. Auch in der Ehe darf der Geschlechtsverkehr nicht erzwungen werden, indem Gewalt angewendet, die Ehefrau bedroht, unter psychischen Druck gesetzt oder zum Widerstand unfähig gemacht wird. Ein solcher Vorgang verstösst in krassester Weise gegen die Würde der Frau. Das Opfer verdient mit und ohne Trauschein den gleichen Schutz des Gesetzes.

Dieser grundsätzliche Konsens bei der Kommission ist entscheidend. Die Meinungen gehen jedoch bei der Frage auseinander, wie die Strafverfolgung einer Vergewaltigung in der Ehe einzuleiten sei. Dabei wird sich das Ratsplenum zu vier verschiedenen Lösungen aussprechen können. Die Hauptanträge umfassen das Antragsdelikt, das die Kommissionsmehrheit unterstützt, und andererseits das Offizialdelikt, welches die Kommissionsminderheit beantragt. Beim Antragsdelikt wird die Tat nur dann strafrechtlich verfolgt, wenn das Opfer selbst einen entsprechenden Antrag stellt. Beim Offizialdelikt müssen amtliche Ermittlungen eingeleitet werden, sobald die zuständige Behörde durch jemanden Kenntnis von einer Vergewaltigung erhalten hat.

Dieses unterschiedliche Vorgehen bei der Strafverfolgung will nicht einen unterschiedlichen Unrechtsgehalt des Verbrechens zum Ausdruck bringen. Ich möchte das betonen. Der Unrechtsgehalt des Verbrechens wird durch das Strafmass erfasst, und dieses ist bei allen Varianten der Strafverfolgung gleich. Die unterschiedlichen Standpunkte betreffen lediglich die Frage, ob es im Interesse der Ehefrau, die nicht selten gleichzeitig Mutter gemeinsamer Kinder ist, liegt, dass gegen ihren Ehemann ermittelt wird, ohne dass sie das Verfahren beeinflussen kann.

Die Kommission hat sehr um eine gute Regelung in dieser schwierigen Frage gerungen. Wir müssen feststellen, dass es

die Lösung ohne jeglichen Nachteil nicht gibt. Die Detailberatung wird dies bestätigen. Die Abwägung ist in der Kommission jedoch klar zugunsten des Antragsdeliktes ausgefallen, mit einem Stimmenverhältnis von 13 zu 4 Stimmen bei 3 Enthaltungen.

Der zweite zentrale Punkt der Revision betrifft das Schutzalter und die Jugendliebe. Auch hier hat die Kommission den Weg zu einem zeitgemässen Strafrecht geebnet. Bei der strafrechtlichen Erfassung der geschlechtlichen Handlungen mit Kindern und Unmündigen hat sich die Kommission an den Leitgedanken der Revision gehalten, wonach sexuelles Verhalten nur dann als strafbar zu erklären ist, wenn es einen anderen schädigt oder schädigen könnte. Diese Voraussetzung ist dann erfüllt, wenn die Entwicklung des Kindes durch sexuelle Uebergriffe Erwachsener gestört wird. Das Kind soll deshalb vor sexueller Verführung durch Erwachsene geschützt werden, welche durch ihre Erfahrung und durch anderweitige Ueberlegenheit die kindliche Unerfahrenheit zu ihren Gunsten ausnützen. In diesem Sinne ist der Schutz des heranwachsenden Kindes durch den Gesetzgeber zu gewährleisten.

Man kann darüber streiten, ab welchem Zeitpunkt der junge Mensch diesen Schutz nicht mehr benötigt. Mit einem Stimmenverhältnis von 13 zu 5 Stimmen hat die Kommission beschlossen, dass dieser Zeitpunkt nicht vor dem 16. Altersjahr gegeben sei, und schliesst sich damit grundsätzlich der Altersgrenze an, die auch der Bundesrat und der Ständerat für richtig beurteilt haben. Die Altersgrenze von 16 Jahren vermag aber nach Ueberzeugung der Kommission als Schutzalter nach heutigen Vorstellungen dann nicht mehr zu befriedigen, wenn Jugendliche untereinander erste sexuelle Erfahrungen machen und mehr oder weniger intensiv Zärtlichkeiten austauschen. Die sogenannte Jugendliebe soll kein Verbrechen sein; und die Eltern, welche die ersten sexuellen Kontakte ihrer heranwachsenden Kinder mit gleichaltrigen Jugendlichen nicht verhindern, sollen nicht als Gehilfen strafbar werden.

Aus diesem Grunde hat die Kommission beim Artikel 187 den Absatz 1 bis geschaffen, der die Jugendliebe entkriminalisiert. Auf die Differenz zwischen Mehrheit und Minderheit bei dieser Entkriminalisierung werden wir bei der Detailberatung eintreten.

Mit einer letzten Bemerkung zum Tatbestand der Pornographie möchte ich mein Eintretensvotum abschliessen. Beim neugefassten Tatbestand der Pornographie unterscheiden wir zwischen der sogenannten weichen und der harten Pornographie. Die Verbreitung harter Pornographie, die geschlechtliche Handlungen mit Kindern, Tieren, menschlichen Exkrementen oder Gewalttätigkeiten umfasst, wird analog zum Brutalverbot im Artikel 135 des Paketes A dieser Revision grundsätzlich verboten. Die Verbreitung weicher Pornographie ist dagegen nur dann strafbar, wenn sie Jugendlichen unter 16 Jahren zugänglich gemacht wird. Dabei haben wir im Gegensatz zum Ständerat das Verbot der Verbreitung von weicher Pornographie durch Radio und Fernsehen gemäss Vorschlag des Bundesrates im Gesetz belassen.

Abschliessend sei nochmals festgehalten, dass die Kommission die sich stellenden Fragen in grosser Offenheit und Ernsthaftigkeit diskutiert hat. Gerne schliesse ich mich dem Dank des Präsidenten an die Verwaltung, an die Experten und die Hearingsteilnehmer an, die unser Ringen um ein zeitgemässes Strafgesetz mit Geduld und konstruktiver Unterstützung begleitet haben. Als Kommissionsmitglieder haben wir während der Sitzungen einen Lernprozess durchgemacht. Zum Schluss sind wir überzeugt, Ihnen im Bereich der strafbaren Handlungen gegen die sexuelle Integrität eine gute Lösung vorzulegen, und wir bitten Sie, auf die Vorlage einzutreten.

Dünki: Die LdU/EVP-Fraktion bejaht die zur Diskussion stehende Revision des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzbuches. Diese Revision ist dringend notwendig und längst fällig. Wir werden also geschlossen für Eintreten stimmen. Bei der Beratung der Bestimmungen der einzelnen Handlungen im Sexualbereich wurden in unserer Fraktion verschiedene Standpunkte eingehend diskutiert und begründet. Die Meinungen über die Mehr- und Minderheitsanträge waren geteilt, so dass wir auf die Herausgabe von Parolen verzichten. Wir

sind der Auffassung, dass man in guten Treuen bei diesen Gewissensfragen verschiedene Positionen beziehen kann. Was ich heute ausführe und verrete, ist meine persönliche Ueberzeugung. Einige Fraktionsmitglieder werden selbstverständlich im Sinne meiner Empfehlungen stimmen.

Beim Schutzalter trete ich für das flexible Konzept der Kommissionmehrheit ein. Es ist richtig, dass grundsätzlich am Schutzalter von 16 Jahren festgehalten wird. Es soll aber auf jene Fälle beschränkt werden, in denen Aeltere die Unerfahrenheit der Jugendlichen ausnützen. Jedoch sollen sexuelle Beziehungen unter Jugendlichen nicht mehr bestraft werden, wenn die Altersdifferenz nicht mehr als vier Jahre ausmacht. Das Kind muss aber mindestens 14 Jahre alt sein. Der Minderheitsantrag von Frau Hafner geht mir zu weit. Auch für die Jugendliebe müssen die Betroffenen eine gewisse Reife haben. Eine zu grosse Liberalisierung kann gefährliche Folgen mit sich bringen.

Bei der Vergewaltigung in der Ehe schliesse ich mich der Ueberzeugung der Kommissionmehrheit an. Die Vergewaltigung in der Ehe ist ein schweres Vergehen und soll deshalb hart bestraft werden. Wie von den Kommissionsreferenten schon mehrmals gesagt wurde, darf auch in der Ehe der Geschlechtsverkehr nicht erzwungen werden, indem Gewalt angewendet wird. Auch Drohungen und Druckanwendungen jeglicher Art sind als strafbare Handlungen zu erklären. Die Frage, die heute von Bedeutung ist, ist die, ob eine Vergewaltigung in der Ehe ein Officialdelikt oder ein Antragsdelikt sein soll.

Warum plädiere ich für das Antragsdelikt? Die Tat ist verabscheuungswürdig, so oder so. Es ist keine mildere Tat, wenn der Mann seine eigene Frau und nicht eine fremde Person vergewaltigt. Von dieser Seite her besteht kein Unterschied. Der Unterschied besteht lediglich darin, dass die Ehefrau oft Mutter gemeinsamer Kinder ist und dass sie auf das Verfahren keinen Einfluss nehmen kann, wenn es einmal eingeleitet ist. Nach meiner Meinung soll es dem freien Willen der Ehefrau anheimgestellt werden, ob sie nach einer solchen Tat die Schritte einleiten will, die dazu führen, dass der Mann ins Zuchthaus kommen kann. Dies ist eine Gewissensfrage, die nur sie allein entscheiden kann. Hier stehen viele Interessen auf dem Spiel. Wenn Dritte verzeihen, kann es eventuell später zu Folgen kommen, die nicht im Interesse der Ehefrau und Mutter beziehungsweise der Kinder sind. Das ist unter allen Umständen zu vermeiden. Das Interesse der Ehefrau und das berechnete Interesse der Kinder sollen in jedem Fall vorgehen. Wenn der Täter im Sinne des Gesetzes grausam handelt, dann ist selbstverständlich eine Verfolgung von Amtes wegen gerechtfertigt. Ich gehe davon aus, dass eine Ehefrau einen freien Willen hat und dass sie in der Lage ist, auch schwere Entscheidungen selbst zu treffen. Wenn sie innerlich nicht davon überzeugt ist, dass sie richtig handelt, dann kommt es mit Bestimmtheit falsch heraus. Schwere Entscheidungen kann man niemandem abnehmen. Man muss überlegen, gut überlegen, und sie selbst fällen. Selbstverständlich kann sich eine Ehefrau beraten lassen, sie soll es auch tun. Aber die Gewissensentscheidung kann ihr niemand, kein Polizist, keine Amtsstelle, kein Nachbar und kein Freund, abnehmen. Ich achte und schätze die weiblichen Personen hoch. Ich bin auch überzeugt, dass sie fähig genug sind, selbständig zu handeln. Nicht andere sollen über ihren Willen verfügen. Die Frau muss selbständig handeln. Zugegeben, manche Ehefrauen stehen nach einem solchen Vorfall unter Schockwirkung. Zum Ueberlegen braucht es Zeit. Es ist falsch, wenn sofort gehandelt wird. Wenn die Schockwirkungen abklingen, sieht es vielfach anders aus, dann kann man wieder überlegen. Ich habe in meiner langjährigen Praxis im Vormundenschaftswesen oft erlebt, dass man in gewissen Fällen besser etwas zuwartet, bevor einschneidende Massnahmen getroffen werden. Vergewaltiger sind Straftäter, aber gerade in der ehelichen Gemeinschaft ist es nicht ausgeschlossen, dass Reue und Vergebung möglich sind. Diese Möglichkeiten dürfen nicht ausgeschlossen werden. Wenn wir das Officialdelikt in das Gesetz aufnehmen, gibt es nach Bekanntwerden der Vergewaltigung in der Ehe kein Zurück mehr. Ein solcher Weg ist aber offenzuhalten, darum könnte ich mich notfalls auch dem Eventualantrag an-

schliessen, der ein Widerspruchsrecht der Ehefrau beinhaltet. Meine Zusammenfassung: Jede Ehefrau oder Lebensgefährtin soll ein sexuelles Selbstbestimmungsrecht besitzen. Sie sollen aber auch selbst bestimmen können, ob sie gegen ihren Mann eine Anzeige erstatten wollen, wenn ihr Grundrecht verletzt wird. In beiden Fällen stehen für mich die betroffenen Personen im Vordergrund. Bei den übrigen Anträgen befinde ich mich auf der Seite der Kommissionsmehrheit. Die vorherrschenden Wertvorstellungen und Massstäbe einer Gesellschaft schlagen sich immer in der Gesetzgebung nieder. Dies wird auch im Bereich der Sexualität deutlich sichtbar. Ich möchte festhalten: Für mich haben die Begriffe Ehe und Familie noch nicht abgewirtschaftet. Sie sind wichtige Bestandteile unserer abendländischen, christlichen Wertvorstellungen. Ueberspannen wir deshalb den Bogen nicht, dies hätte verheerende Folgen. Die Gesetzgebung hat sich dem Wandel der Zeit anzupassen. Grundelemente, Fundamente dürfen aber nicht zerstört werden. Die Weltgeschichte belegt, dass es nicht zum Wohle eines Volkes ist, wenn an den Fundamenten der Institutionen Ehe und Familie grundlegend gerüttelt wird. Ich empfehle Ihnen heute, im Sinne der Kommissionsmehrheit zu entscheiden.

Frau Grendelmeier: Der Landesring hat eine andere Meinung bezüglich des Officialdeliktes bei Vergewaltigung in der Ehe. Ich will mich auf diesen Punkt beschränken, da alle anderen Punkte von den Kommissionsprechern sehr gut dargestellt worden sind; ich danke ihnen bestens für die umfassende Darlegung der Problematik. Im Mittelpunkt der Debatte steht bestimmt die Vergewaltigung. Ich bedaure es – ich möchte das an diesem Punkt deutlich unterstreichen –, dass wir uns auf den verharmlosenden Ausdruck der «geschlechtlichen Handlung» geeinigt haben, anstatt bei der «Vergewaltigung» zu bleiben. Denn nehmen Sie nur den Begriff beim Wort, meine Damen und Herren. Vergewaltigung hat zuerst einmal mit Gewalt zu tun, und Gewaltanwendung ist übelster Machtmissbrauch, ganz egal auf welchem Gebiet er geschieht, egal mit welchen Mitteln. Gewaltanwendung – da sind wir uns wohl einig – geht vom «Recht des Stärkeren» aus, und das ist zutiefst undemokratisch. Somit ist es nur logisch, dass in jeder echten Demokratie die Gewalt verfolgt und bestraft wird.

Wesentlich mehr Mühe scheint man zu bekunden – und zwar in allen Demokratien dieser Welt –, wenn es um die Verfolgung oder um die Bestrafung der sexuellen Gewalt geht. Denn Sexualität scheint bis auf den heutigen Tag – Freud auf, Liberalisierung ab – ein sehr spezieller Bereich des menschlichen Handelns zu sein. Sie ist ein Bereich, der trotz aller Liberalisierung, trotz 30 Jahren Pille, von Ängsten und Tabus besetzt bleibt. So ist es denn auch nicht verwunderlich, dass es auf diesem Gebiet zu den absonderlichsten Rechtsverzerrungen kommt; ganz bestimmt dort, wo es um die sexuelle Gewalt geht – eben um die Vergewaltigung. Sie ist wohl die erniedrigendste und die demütigendste Form der Gewaltanwendung, und es hat lange genug gedauert, nämlich bis 1942, bis zum Inkrafttreten des neuen Strafgesetzbuches, dass auch dieses Verbrechen – wenn es an einer fremden Frau begangen wurde – geahndet wurde, und zwar als Officialdelikt.

Man hat also die «aussereheliche Unzucht» – wie das so schön hiess – bestraft; hingegen nicht die «innereheliche Unzucht», die es gar nicht gibt! Hier lohnt es sich vielleicht, ein paar rechtshistorische Ueberlegungen anzustellen. Bis zum Inkrafttreten des neuen Eherechtes, also bis vor knapp drei Jahren, war die Ehe als Institution vollständig auf den Mann ausgerichtet. Mit der Eheschliessung gab die Frau ihre Identität und ihre Rechte weitgehend dem Ehemann ab und wurde somit zu seinem Besitz und Eigentum.

Erst das neue Eherecht hat aus den Eheleuten weitgehend Partner gemacht; ob das nun auf dem Gebiet der Finanzen der Frau sei oder der Erwerbsmöglichkeit, des Bürgerrechtes oder sogar des Namens; obwohl hier noch keine befriedigende Lösung gefunden worden ist. Das neue Eherecht garantiert eine Verbindung zwischen Mann und Frau, die weitgehend auf einer gleichberechtigten Partnerschaft beruht – mit einer einzigen, grossen Ausnahme: dem Bereich der Sexualität. Hier herrscht nach wie vor die atavistische Vorstellung,

dass die Frau zum Besitz des Mannes gehört, d. h. dass sie sein Eigentum ist. Daher kommt es zu jener perversen Logik, dass der Mann in der Ehe kein Rechtsgut verletzt, wenn er seine Frau vergewaltigt, die ja hier, auf diesem Gebiet, kein gleichberechtigter Mensch zu sein scheint, sondern eben «Eigentum» des Mannes, also eine «Sache», ist. Jetzt treibe ich die Perversität dieser Logik auf die Spitze: Bei der Vergewaltigung in der Ehe würde es sich schlimmstenfalls um eine Art «Eigentumsdelikt» handeln oder um eine «Sachbeschädigung». Diese wiederum kann ja nicht strafbar sein, da es sich um das «Eigentum», die «Sache» des Mannes, handelt, die er verletzt – absurder geht es wohl nicht mehr. Es ist auch kein Wunder, dass bei dieser Betrachtungsweise kein Unrechtsbewusstsein des Ehemannes entstehen kann. Genau so absurd wäre es demnach, wenn wir heute dem Ständerat zustimmen würden, der zwar völlig zu Recht die aussereheliche Vergewaltigung als Officialdelikt erkennt und sie auch verfolgt und mit Zuchthaus bestrafen will, die eheliche Vergewaltigung hingegen noch nicht einmal als ein Delikt betrachten will; angeblich wegen sogenannter Beweisprobleme. Wenn es darum ginge, könnten wir die Hälfte sämtlicher Straftaten aus dem Gesetz ausschliessen. Wenn Sie sich überlegen, wie oft ein Täter bei Mord, Diebstahl, Einbruch, Raub und anderen Gewalttaten wirklich erwischt und dem Gericht zugeführt werden kann, haben wir eine minimale Erfolgsquote. So gesehen könnten wir auch sagen: Streichen wir die Gewaltverbrechen doch ganz aus dem Gesetz! Auf diese Idee würde hier wohl niemand kommen. Aber mit dieser Aufteilung der Vergewaltigung, in eine strafbare und eine nicht strafbare, schaffen wir nicht nur eine haarsträubende Rechtsungleichheit, sondern wir verstossen auch gegen den Grundgedanken des neuen Eherechtes. Wir unterstützen damit nicht etwa – hier unterscheide ich mich von der EVP – die Ehe als Institution, sondern wir unterstützen den gewalttätigen Ehemann. Die partnerschaftlich eingestellten Ehemänner – ich gehe davon aus, dass sie in der überwiegenden Mehrheit in unserem Lande sind – haben ja nichts zu befürchten, wenn die Vergewaltigung auch innerhalb der Ehe zum Officialdelikt erklärt wird. Denn sie werden die Frau als Menschen respektieren und auch ihre sexuellen Bedürfnisse berücksichtigen; somit können wir ohne weiteres diese beiden Vergewaltigungsdelikte einander gleichstellen.

Dieser Meinung ist nicht nur die Fraktion des Landesringes, dieser Meinung sind auch die Frauenkommission des Landesringes Schweiz, die SP-Frauen Schweiz, die Frauengruppe der Grünen Partei der Schweiz, die Poch-Frauen, die Hälfte des Vorstandes der CVP-Frauen Schweiz wie auch die Hälfte des Ausschusses der SVP-Frauenkonferenz Schweiz. Sie sehen also: Die Frauen sehen aus naheliegenden Gründen dieses Problem etwas anders als die Männer oder ein kleiner Teil der Männer. Davon gehe ich zu ihren Gunsten aus. Seien wir also konsequent, und verhalfen wir dem neuen Eherecht auch auf diesem Gebiet zu seinem Durchbruch.

Frau Zölich: Namens der SVP-Fraktion bitte ich Sie, auf die Vorlage und damit auf die Beschlüsse B und C einzutreten. Hauptsächlichstes Ziel der neuen Bestimmungen muss es sein, die Freiheit und das Selbstbestimmungsrecht des einzelnen besser zu verteidigen, ganz allgemein den Menschen und im speziellen die Jugendlichen unserer Zeit angemessen zu schützen und massgebende Werte wie den Respekt vor dem Leben, die Würde des Menschen und seine sexuelle Integrität besser abzusichern. Im Zentrum stehen daher ganz grundsätzlich: der Schutz der persönlichen Freiheit, der Schutz der Ehre und der Würde des Menschen – von Frauen und Männern. Werden diese Werte tangiert, hat der Staat einzugreifen; und wenn Plato einst tatsächlich gesagt haben soll, man solle nicht strafen, weil Unrecht geschehen ist, sondern damit es nicht wieder passiert, dann hat dies wohl auch hier seine Gültigkeit.

Wir haben bei unseren Beschlüssen den gesellschaftlichen Entwicklungen und den Aenderungen der Moralvorstellungen, wie sie sich in den letzten Jahrzehnten vollzogen haben, Rechnung zu tragen. Wir haben jetzt Signale aufzunehmen. Schwerpunkte der Vorlage bilden unter anderem die Frage nach dem Schutzalter und der Strafbarkeit der Jugendliebe

und die Tatbestände der sexuellen Nötigung sowie der Vergewaltigung von Frauen in der Ehe.

Die SVP-Fraktion ist mit dem Bundesrat und dem Ständerat der Auffassung, dass die Schutzaltersgrenze von 16 Jahren grundsätzlich beibehalten werden sollte. Wir dürfen aber die Augen vor der Realität nicht verschliessen: Heute haben zahlreiche Jugendliche unter 16 Jahren bereits sexuelle Erfahrungen. Sie müssen solche Erfahrungen auch sammeln können, und sie müssen lernen, mit Zärtlichkeit umzugehen. Der Strafrichter ist bei der Jugendliebe nicht am Platz. Aus dieser Ueberlegung schliessen wir uns der Lösung der Kommissionmehrheit an, welche die Straflosigkeit der Jugendliebe vorsieht, dies aber im Rahmen des Altersunterschiedes von vier Jahren. An der unteren Grenze von 14 Jahren wollen wir – im Gegensatz zum Minderheitsantrag Hafner Ursula – festhalten. Auch zur Jugendliebe gehört eine gewisse körperliche Reife, und diese ist im Alter unter 14 Jahren noch nicht gegeben.

Die Frage nach der Strafbarkeit der sexuellen Nötigung und der Vergewaltigung in der Ehe wurde in unserer Fraktion sehr ausführlich diskutiert. Hier müssen wir nun klare Zeichen setzen! Wir müssen zeigen, dass es uns, dem Gesetzgeber, ernst ist mit dem Schutz der Würde des Menschen und insbesondere der Frau und ihrer körperlichen Integrität. Die sexuelle Nötigung und die Vergewaltigung sind schwere Verbrechen. Durch sie werden die sexuelle Entscheidungsfreiheit, die Selbstbestimmungsfreiheit und die körperliche Integrität eines Menschen missachtet, oft bis hin zur psychischen Vernichtung. Hier werden Körper und Seele geschädigt.

Die hohen Rechtsgüter der Integrität und der Würde des Menschen dürfen der Intimität der Ehe nicht einfach leichtfertig untergeordnet werden. Vergewaltigung in der Ehe ist ebenso ein Verbrechen wie jede andere Gewaltanwendung zur Brechung des Willens eines anderen. Auch die Ehefrau des Täters ist ein Opfer, und das Jawort vor dem Zivilstandsbeamten ist kein Freipass.

Die Gleichbehandlung der Frauen durch den Gesetzgeber darf auch in diesem Punkt die Ehefrauen nicht ausklammern. Hier kann man auch nicht Beweisschwierigkeiten ins Feld führen, sonst könnte nämlich kein einziges Sexualdelikt mehr bestraft werden. Schwierige Beweisführung war übrigens für den Gesetzgeber noch nie ein Grund, ein Verbrechen nicht in das Strafgesetzbuch aufzunehmen.

Ueber die Strafwürdigkeit der Vergewaltigung in der Ehe herrscht denn auch in unseren Nachbarstaaten zunehmend Uebereinstimmung.

Ueber die Frage aber, ob eine Strafuntersuchung eingeleitet werden soll, muss nach unserer Auffassung allein die Frau, das Opfer, entscheiden können. Es kann für sie nämlich auch wichtige Gründe geben, die sie davon abhalten, den Schritt vor den Richter zu tun, vor allem, wenn sie Rücksicht auf die Kinder und die Familie nehmen will oder wenn sie verzeihen kann. Wenn man nämlich das Selbstbestimmungsrecht ernst nimmt, darf auch eine Versöhnung nicht vereitelt werden. Wir wollen also der sexuell misshandelten oder der vergewaltigten Frau die Möglichkeit geben, sich besser zu wehren, den Schritt an eine Instanz zu wagen. Ob sie diese Strafuntersuchung einleiten will, soll die Frau selber entscheiden können. Erfahrungen zeigen übrigens, dass die Angst, Frauen würden das Gesetz in diesem Fall missbräuchlich benutzen, unbegründet ist. Jede Frau wird sich eine Anzeige gründlich überlegen und nicht leichtfertig damit umgehen.

Die Möglichkeit, die Vergewaltigung in der Ehe zu bestrafen, ist kein reines Frauenanliegen, sondern es ist ein gesamtgesellschaftliches, ein ethisches Problem, an dessen Lösung sich die Einstellung unserer Gesellschaft zur Würde des Menschen ableiten lässt. Das Strafgesetzbuch ist für viele Menschen noch richtungsweisend. Es kann daher auch vorbeugend wirken.

Aus all diesen Gründen wird die SVP-Fraktion bei den Artikeln 189 und 190 der Kommissionmehrheit zustimmen. Sie wird sich auch in den übrigen Punkten – mit wenigen Ausnahmen – der Kommissionmehrheit anschliessen.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten.

Frau Fankhauser: Der Bundesrat hat sich bei der Erteilung eines Expertenauftrages vor gut 20 Jahren und mit der Verabschiedung der Botschaft 1985 von der früheren weitverbreiteten Prüderie offiziell verabschiedet. Er hat erkannt, dass – ich zitiere aus dem damaligen Pressecommuniqué – «der Bürger selber über sein Verhalten entscheiden könne»; dies gelte ganz besonders für das zur Intimsphäre gehörende sexuelle Verhalten. Von den Bürgerinnen sagte der Bundesrat damals bezeichnenderweise nichts. Wann – und wie – kann eine verheiratete Bürgerin selber über ihr Verhalten entscheiden, ganz besonders über das zur Intimsphäre gehörende sexuelle Verhalten, wenn bei Vergewaltigungen in der Ehe die Ehefrau des Täters als Opfer nicht in Frage kommt? Ist nicht vielleicht die sexuelle Gewalt so unauffällig und so alltäglich, weil die Vergewaltigung in der Ehe nicht strafbar ist? Gibt es tatsächlich Beziehungsformen, wo sexuelle Gewalt tolerierbar ist? Gibt es Momente, in denen die Frau ihre Untertänigkeit akzeptieren muss? Wir meinen klar: Nein!

Es ist nicht akzeptabel, dass Männer, die eine Frau vergewaltigt haben, bevorzugt behandelt werden, weil sie mit dem Opfer verheiratet sind oder weil der Täter das Opfer später heiratet. So werden Abhängigkeitsmuster weitergepflegt, die sich auf die Stellung der Frau in der Gesellschaft und letztlich auf die von uns angestrebte – und vom Parlament im Eherecht sanktionierte – Partnerschaft verheerend auswirken.

Auf dem Weg zur Gleichberechtigung von Mann und Frau müssen die Instrumente des Patriarchats erkannt werden. Die sexuelle Gewalt ist ein solches Instrument. Deshalb muss die Revision des Strafgesetzes ganz klar das Selbstbestimmungsrecht im sexuellen Bereich, den Schutz der sexuellen Integrität voranstellen. Dieses Ziel wird mit der Präzisierung des Fünften Titels bereits verdeutlicht.

Dank dem Einsatz von vielen zunehmend selbstbewussten Frauen ist es gelungen, die sexuelle Gewalt gegen Frauen an die Öffentlichkeit zu bringen. Viel zu lange hat die Gesellschaft das Thema verdrängt. Wir kennen die sexuelle Gewalt der früheren Jahrhunderte höchstens aus den Hexenprozessen. Beschrieben wird die sexuelle Gewalt auch in der Chronik der Kriege: Die Eroberung der Länder ging immer mit Wellen von Vergewaltigungen einher. Seit eh und je war Missachtung des Selbstbestimmungsrechtes der Frau betreffend ihr sexuelles Verhalten Teil der Unterdrückung der weiblichen Welt – was sage ich «Teil»? Richtiger wäre: Grundlage für die Unterdrückung, Anfang der Herrschaft, Kern der Macht. Sexuelle Gewalt ist Ausdruck von Machtgefühlen. Nicht Triebtäter sind meistens am Werk, sondern Männer, die – wie Godenzi sagte: bieder und brutal – die Frauen erniedrigen wollen; Männer, die in ihrer Geschlechtsrolle gelernt haben, Konflikte mit Gewalt zu lösen.

Heute haben wir es mit der Erarbeitung neuer Gesellschaftsmuster zu tun. Im Respektieren des Willens und im Respektieren der sexuellen Integrität des Gegenübers und aber im Brechen dieses Willens und in der Verletzung dieser Integrität wird zwischen Friede oder Krieg entschieden, zwischen Konfliktlösung mit oder ohne Gewalt, im Grunde: zwischen Achtung oder Missachtung der Menschenrechte.

Die Frauen dieses Rates haben zum ersten Mal in der Geschichte dieses Landes Gelegenheit, ihre Betroffenheit direkt in die Gestaltung des Gesetzes einzubringen. Ich gebe zu, es fällt manchmal schwer, als potentielles Opfer – als Frau, die gerne zu später Stunde verlassene Strassen zur Heimkehr benutzt; als Frau, die eine Einladung zum Kaffee ohne Hintergedanken annehmen möchte; als Frau mit Lust auf soziale Kontakte ohne besondere Risiken – die Männer nicht als Vertreter der Täterschaft zu betrachten. Und trotzdem! Sicherheitspolitik für die Frauen, dies könnte das Ergebnis der heutigen Revision des Sexualstrafrechtes sein. Die langen Beratungen in der Kommission, das intensive Reden miteinander haben einen Prozess ausgelöst, der in den Anträgen der Kommission seine Spuren hinterlassen hat. Es ist zu hoffen, dass im Rat und in der Öffentlichkeit diese Entwicklung ebenso erfolgen kann. Nicht nur im Niederschreiben von Strafartikeln, auch in den Köpfen der Menschen muss etwas geschehen, sonst bleibt dies Strafgesetzrevision Kosmetik. Die Beratung des Strafgesetzes gibt uns Gelegenheit, in diesem Rat Themen

aufzugreifen, die bis heute nur in sogenannten Frauenkreisen intensiv diskutiert wurden. Die Fragen des Schutzalters und der Entkriminalisierung der Jugendliebe und der Vergewaltigung in der Ehe sind ins Zentrum der aktuellen öffentlichen Diskussion gerückt. Wir werden zu diesen Themen ausführlicher in der Detailberatung etwas sagen. Unsere Haltung ist aus den Minderheitsanträgen heraus bereits ersichtlich.

Wir sind für die Bestrafung der Vergewaltigung in der Ehe selbstverständlich auch als Officialdelikt und für die Entkriminalisierung der Jugendliebe. Wer durch sein Verhalten einem anderen Schaden zufügt, soll bestraft werden, dies ist die Leitlinie. Es soll die Selbstbestimmung geschützt werden, wie der Kommissionspräsident und die Kommissionssprecherin deutlich gesagt haben.

Einige Gedanken zu Themen, die im Schatten dieser Hauptthemen diskutiert werden oder wurden: Zum Bereich der sexuellen Ausbeutung von Kindern: Diese sexuelle Ausbeutung betrifft Kinder jeden Alters, Mädchen und Buben. Kleinkinder und Kinder im Primarschulalter scheinen am häufigsten Opfer dieser bis vor kurzem sehr tabuisierten Misshandlungen zu sein. Die Täter sind in der Mehrheit Bezugs- und Vertrauenspersonen. Hier braucht es mehr als eine blossе Strafandrohung und eine Verjährungsfristverlängerung, wie es jetzt die Kommission beschlossen hat. Ein ganzes Paket von Massnahmen drängt sich auf: Aufklärung, Beratung, Hilfe an die Opfer und ihre Angehörigen. Deshalb wurde aus unseren Reihen heute ein Postulat eingereicht.

Dasselbe gilt für den Menschenhandel: Strafandrohungen nützen wenig, wenn das Opfer aus dem Land gewiesen wird und aus dem fernen Ausland die Strafjustiz bewegen muss. In einem Bericht «Frauen aus der Dritten Welt» hat der Bundesrat mögliche Massnahmen aufgezeigt, aber soweit bekannt, keine initiiert. Auch zu diesem Punkt ist ein Postulat eingereicht worden, um den Bundesrat aufzufordern, Massnahmen zu ergreifen, damit die modernen Formen des Frauenhandels, in der Vorlage geschlechtsneutral als Menschenhandel erwähnt, wirksam bekämpft werden können. Wir begrüssen die Formulierung der Kommissionsmehrheit zur Bestrafung der sexuellen Belästigung. Wir können den Frauen Mut zurufen, sich wirksam zu wehren und von ihren Kräften Gebrauch zu machen. Dies könnte vielleicht ein Umdenken auslösen, das einen Niederschlag in Sprache und Werbung finden könnte. Ich sage «könnte», weil die Entwürdigung durch Sprache und Werbung leider straflos bleibt, es sei denn, Frau wäre persönlich verletzt.

Zurück zu den Hauptthemen der Auseinandersetzung: Es wird angenommen, dass nur 5 bis 30 Prozent der tatsächlichen Vergewaltigungen und Nötigungen bekanntwerden. Die möglichst auf die Kommastelle genaue Zahl von Vergewaltigungen scheint aber neben der Tatsache nebensächlich, dass tagtäglich Männer vergewaltigen und Frauen vergewaltigt werden, die meisten davon im vertrauten Kreis. Das Bild des Triebtäters, der hinter dem Gebüsch lauert, scheint tief in den Köpfen zu sitzen, obwohl die Mehrzahl der Vergewaltigungen und der sexuellen Nötigungen innerhalb von Beziehungen stattfindet. Zu oft noch wird das Opfer in die Rolle der Täterin gedrängt. Solange aber das Opfer – entgegen den Empfehlungen der Polizei, sich besser nicht zu wehren, um sein Leben zu schützen – sich mit letzter Kraft wehren muss, um seinen Widerstand und damit seine Glaubwürdigkeit vor Gericht beweisen zu können, solange Gerichte in durchwegs männlicher Besetzung den Grad der tolerierbaren Gewalt festlegen werden – solange wird die sexuelle Gewalt leider unauffällig bleiben, solange werden auch Männer mit Frauen ungestraft brutal umgehen können. Das Opferhilfegesetz soll hier Remedur schaffen. Der Entwurf des Gesetzes weist in die richtige Richtung. Ohne eine eingehende Revision der Verfahrensbestimmungen werden die misshandelten Frauen und Kinder es schwer haben, zu ihrem Recht zu kommen. Wenn der Bundesrat sich von den patriarchalischen Vorstellungen verabschiedet, die in der Botschaft zur Sexualstrafrechtsrevision immer wieder durchsickern, sind wir dem angestrebten Ziel, die Bürgerinnen und die Bürger könnten selber über ihr Verhalten entscheiden, nähergekommen.

Die SP-Fraktion ist demnach für Eintreten. Sie wird die Anträge

der Minderheit, mit Ausnahme des Minderheitsantrages Salvioni, unterstützen, damit wir nicht auf halbem Weg stecken bleiben.

Frau Bär: Es gibt zweifellos einfachere Diskussionen als die, welche wir heute führen. Es gibt einfachere Gesetzesrevisionen als die des Sexualstrafrechtes. Aber es gibt wenig Diskussionen, die nötiger wären, und nicht viele Gesetzesrevisionen, die überfälliger sind als die vorliegende. Wie schwierig das Thema ist, zeigte nicht zuletzt die dreijährige Kommissionsarbeit. Dieser Gesetzesrevision gerecht werden, heisst, sich grundlegende Gedanken machen. Denn was hier in einigen nüchternen Artikeln aus dem Jahre 1937 daherkommt, geht weit über die Frage der Sexualität hinaus, widerspiegelt rund 3000 Jahre Menschheits- und Gesellschaftsgeschichte. Gesellschaftsgeschichte sage ich nur, um Sie nicht gleich zu Beginn mit dem Begriff Patriarchat zu erschrecken. Viele Menschen auf dieser Welt werden aufgrund ihrer politischen oder religiösen Ueberzeugung, viele wegen ihrer Hautfarbe unterdrückt. Eine der ältesten und schlimmsten Unterdrückungen ist die, welche des Geschlechtes wegen verübt wird. Hier sind die elementarsten Menschenrechte tangiert. Das Recht auf Selbstbestimmung, das Recht auf physische und psychische Integrität, ganz speziell das Recht auf sexuelle Selbstbestimmung wird verletzt. Das sexuelle Selbstbestimmungsrecht der Frau, namentlich der Ehefrau, ist in der Schweiz bis auf den heutigen Tag durch das Gesetz nicht geschützt. Ja, das geltende Gesetz akzeptiert Gewalt gegen Frauen als Grundmerkmal unserer Gesellschaft. Alberto Godenzi, der Verfasser einer breit angelegten Studie über Gewalt an Frauen in der Schweiz – er hat vor unserer Kommission darüber referiert –, schreibt: «In nahezu allen bekannten Gesellschaften hat sexuelle Gewalt einen traditionsreichen Platz. Sie gehört zur Reihe etablierter Umgangsformen, wo immer Männer auf Frauen stossen. Dieses extreme und gleichzeitig gewöhnliche Verhalten von Männern gegenüber Frauen wird massenhaft praktiziert.» Damit ist mit aller Deutlichkeit widerlegt, was heute noch so gerne behauptet wird: Gewalt an Frauen, die sich in ihrer brutalsten Form als Vergewaltigung manifestiert, ist nicht ein individuelles Missgeschick, das einer einzelnen Frau geschieht, und beim Täter handelt es sich nicht um einen pathologischen Einzelfall. «Vergewaltigung ist ein Alltagsgeschäft», schreibt Godenzi.

Mit dieser Revision ist also die Auseinandersetzung mit einem schmerzlichen Thema verbunden. Männer müssen sich mit der eigenen Frauenfeindlichkeit auseinandersetzen. Frauen werden sich ihrer geschlechtsspezifischen Betroffenheit bewusst. Vergewaltigung hat seit eh und je eine wichtige Funktion inne. Sie ist eine Methode bewusster, systematischer Einschüchterung und Machtdemonstration und hat nichts mit überbordender sexueller Triebhaftigkeit zu tun. Es ist sexualisierte Gewalt, mit der Herrschaftsstrukturen etabliert werden. Dies haben auch die übereinstimmenden Aussagen von Männern, die Gewalt anwenden, in der Untersuchung Godenzi ergeben. Denken wir an die Kriege: Erst durch die Vergewaltigung der Frauen des Feindes wird aus den Heldentaten ein richtiger Sieg, weil die Frauen nicht als eigenständige Persönlichkeiten gelten, sondern als Objekte und Eigentum des Mannes. Erst auf diese Weise wird der Feind so richtig erniedrigt. Bis Ende der sechziger Jahre war Gewalt an Frauen, speziell Gewalt in der Ehe, als Thema tabu. «Mann» wollte das Bild der «heiligen Familie» nicht in Frage stellen, denn schliesslich gilt sie ja als Keimzelle unserer Gesellschaft, also darf die Macht des Ehemannes über seine Familienangehörigen, auch die der Kinder, nicht angetastet werden. Gewalttätigkeit in der Ehe, in einer Zweierbeziehung überhaupt spielte sich unter Ausschluss der Öffentlichkeit ab. Das eheliche Schlafzimmer hat «Mann» für die Rechtsprechung zum «verbotenen Zimmer» erklärt. Es ist das Verdienst der neuen autonomen Frauenbewegung, die Ende der sechziger Jahre den Finger auf die grosse Wunde legte, dass das Thema überhaupt in die Öffentlichkeit kam. Das Buch «Schrei laiser» und die rasch überbelegten, überbuchten Häuser für geschlagene Frauen und ihre Kinder lösten in der Schweiz starke Reaktionen aus. Diese Tatsache ist auch dem Bundesrat nicht entgangen; so schreibt er denn

in seiner Botschaft: «Es ist unverkennbar, dass unsere heutigen Vorstellungen über die Sexualität anders sind als die Vorstellungen, die zur Zeit herrschten, als das Strafgesetzbuch entstand. Eine Anpassung der Gesetzesbestimmung an diese veränderten gesellschaftlichen Auffassungen drängt sich somit auf.» Und weiter hält er fest – das ist wichtig –, das geschützte Rechtsgut solle in Zukunft die sexuelle Integrität, das sexuelle Selbstbestimmungsrecht sein. Wörtlich: «Sexuelles Verhalten ist dann strafbar zu erklären, wenn es einen andern schädigt oder schädigen könnte, wenn ein Partner in solches Verhalten nicht in verantwortlicher Weise einwilligen kann.»

Schauen Sie sich jetzt einmal die bundesrätliche Vorlage, aber auch den ständerätlichen Vorschlag unter diesen Grundsätzen an, die ich vorher zitiert habe; sie haben sich in den einzelnen Artikeln nicht niedergeschlagen! Das Ziel der Revision wird nicht erreicht, ist in der Absichtserklärung des Bundesrates steckengeblieben. Vielmehr legt der Bundesrat einen Entwurf vor, der unter dem Motto steht: Je näher die Frau dem Täter steht, desto weniger Schutz des Gesetzes genießt sie; je schwächer die gesellschaftliche Stellung des Opfers ist, desto milder geht der Gesetzgeber mit dem Täter um. Oder anders gesagt: Ist die Frau dem Täter nicht bekannt, muss er mit einer hohen Strafe rechnen; wie Sie wissen, ist das bei den wenigsten Sexualdelikten der Fall. Steht die Frau in näherer Beziehung zum Täter, ist dies nach dem Willen des Bundesrates und des Ständerates ein Strafmilderungsgrund. Missbrauch der Täter eine urteilsunfähige Frau oder eine in einem Abhängigkeitsverhältnis, kann er mit einer massiv reduzierten Strafe rechnen; nützt der Täter eine Notlage aus, ist nicht mehr Zuchthaus, sondern nur noch Gefängnis vorgesehen. Völlig straffrei geht der Mann aus, der seine eigene Ehefrau vergewaltigt. Der Ehemann des Opfers kommt nach dem Willen des Bundesrates – und zum Teil auch des Ständerates – als Täter nicht in Frage; so steht es auch in der Botschaft.

Beim heutigen Wissensstand und beim heutigen gesellschaftlichen Bewusstsein ist es nur noch zynisch, wenn der Bundesrat dazu schreibt: «Mit der Beschränkung des Vergewaltigungstatbestandes auf den ausserehelichen Beischlaf sind keine schlechten Erfahrungen gemacht worden.» Herr Bundespräsident, ich frage Sie: Wo haben Sie sich umgehört? Wo haben Sie sich informiert, um zu einer solch ungeheuerlichen Aussage zu kommen?

Für die grüne Fraktion ist eine solche Haltung nicht akzeptabel und darf niemals Grundlage für eine Gesetzesrevision sein. Wir erwarten, dass der Bundesrat seit der Veröffentlichung der Botschaft vor fünf Jahren dazugelernt hat und heute seine frühere Haltung aufgibt. Folgende Grundsätze sind für uns unabdingbare Voraussetzung für ein Strafrecht, das der individuellen Menschenwürde und der persönlichen Integrität verpflichtet ist: Die körperliche Integrität der Frau muss gleich geschützt sein wie die des Mannes. Die sexuelle Integrität der Ehefrau muss geschütztes Rechtsgut werden. Der Tatbestand der Nötigung und der Vergewaltigung muss innerhalb und ausserhalb der Ehe gleich behandelt werden, und zwar als Offizialdelikt. Ich werde bei der Detailberatung die Begründung dazu liefern.

Vergewaltigung darf nicht über das tolerierte Mass an Gewalt definiert werden, sondern nach der Willensäusserung der betroffenen Frau. Dagegen hat folgerichtig das Strafrecht in einer freiwilligen, von beiden Beteiligten gewünschten Beziehung unter Jugendlichen nichts zu suchen.

Die Revision muss die in der Bevölkerung eingetretene Bewusstseinsveränderung aufnehmen. Sie muss den Forderungen der Direktbetroffenen, der Opfer, wie sie durch die Frauenorganisationen formuliert wurden, gerecht werden. Sie muss eine Signalwirkung haben für die langfristige positive Veränderung der kulturellen und sozialen Stellung der Frauen in diesem Lande.

M. Maître: La révision que nous abordons, après avoir déjà traité de l'arrêté A, porte maintenant sur les infractions d'ordre sexuel. Je crois qu'il n'est pas inutile au début de cette discussion, de se souvenir que le Code pénal actuel qui a été proposé sur la base d'un message de 1937, en réalité, dans sa conception, remonte à plus de septante ans puisque, si ma

mémoire est bonne, la commission d'experts mise en oeuvre par le Conseil fédéral avait planché sur cette matière en 1918 environ. Depuis, il est évident que l'évolution des moeurs est très considérable. C'est une question de conviction personnelle de savoir si cette évolution est un progrès, mais le problème n'est pas là. Aujourd'hui, cette évolution existe, nous la constatons, elle est objectivement vécue et il y a donc un décalage dans certains secteurs entre la réalité sociale, les faits et le droit, en l'occurrence le droit pénal.

Il ne convient pas ici d'entrer dans le détail des différents articles qui feront l'objet de la discussion article par article et je me bornerai, au nom du groupe démocrate-chrétien, à quelques considérations générales.

La révision dont il s'agit porte essentiellement me semble-t-il sur trois grandes têtes de chapitre. Il s'agit tout d'abord de savoir quelle est la mesure que nous voulons donner à la protection de l'enfance et de l'adolescence. Il s'agit ensuite de savoir de quelle manière nous entendons protéger la liberté des gens et, en particulier, leur liberté dans le domaine sexuel. Enfin, il sera question de savoir quel est le contour que nous voulons donner à certains éléments fondamentaux de la dignité des femmes et des hommes.

A propos du chapitre de la protection des enfants, je crois que ce qui est discuté, en particulier quant à l'âge de protection des enfants, c'est tout simplement le développement serein de l'enfance, c'est en d'autres termes, l'aptitude de notre société à considérer sereinement les équilibres nécessaires à l'adolescence, pour que celle-ci soit véritablement une transition réussie vers la maturité et vers l'âge adulte.

Au-delà de la protection des enfants, cette révision vise à affiner le concept que nous entendons donner à la protection de la liberté. A cet égard, il faut distinguer deux domaines: tout d'abord la protection de la liberté individuelle en tant que telle et nous devons admettre ici, tout à fait clairement, que les adultes consentants doivent pouvoir organiser leur vie personnelle comme ils l'entendent et que le législateur pénal n'a en principe pas à intervenir. On est là dans un domaine très typique de l'application d'un principe cardinal du droit pénal qui est celui de la subsidiarité et qui consiste à admettre que le Code pénal ne doit intervenir que comme *ultima ratio*, c'est-à-dire que lorsque d'autres moyens de la politique sociale, du droit civil, etc., ne parviennent pas à atteindre le but que l'on s'est fixé. Donc liberté individuelle, liberté des gens d'organiser leur vie personnelle, leur vie sexuelle, comme ils le souhaitent. Mais il y a également un autre aspect que nous entendons protéger, c'est la liberté du consentement. En d'autres termes, il s'agit véritablement de protéger le droit d'une personne, de déterminer librement son comportement en matière sexuelle et également de ne pas subir ce qu'elle n'entend pas accepter. C'est un des aspects assez fondamentaux de cette révision. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans le cadre de la discussion de détail.

Le troisième grand chapitre qui peut retenir notre attention dans le cadre de cette révision est celui de la protection de la dignité. C'est essentiellement le problème de la pornographie. Je crois que c'est un débat important. Il s'agit de savoir quelle est la dignité minimale que nous estimons devoir reconnaître aux femmes et aux hommes dans notre société, en d'autres termes, quelle est l'image que notre société se fait et entend projeter de cette dignité. Nous abordons un débat difficile, car les convictions des uns et des autres, sur certains points, dépassent assez largement les clivages politiques et c'est normal.

A la suite des travaux de la commission, il nous semble que d'une manière générale, on arrive à un tout relativement équilibré et c'est la raison pour laquelle le groupe démocrate-chrétien vous recommande l'entrée matière et se prononcera en faveur des solutions qui ont été retenues par la majorité de la commission.

Bonny: Die freisinnig-demokratische Fraktion begrüsst die Revision des Sexualstrafrechtes. Damit findet – so hoffen wir wenigstens – eine sehr lange, fast 20 Jahre dauernde Vorbereitungsarbeit ihr Ende, die in erster Linie auch in Expertenkommissionen stattfand. Wir sind also für Eintreten auf die Vor-

lage und unterstützen praktisch in allen Punkten die Mehrheitsanträge der Kommission. Eine Ausnahme bildet der Minderheitsantrag unseres Kollegen Salvioni.

Wenn ich hier eine Fraktionsmeinung bekanntgebe, ist eine Nuancierung am Platz. Beim Sexualstrafrecht handelt es sich in der Tat um eine ausserordentlich heikle Materie. Sie wirft für jeden von uns Gewissensfragen auf, die jeder einzelne vor sich selber zu verantworten hat. Von der freisinnigen Fraktion respektieren wir daher auch die Minderheitsauffassungen, die hier im Rat vorgetragen werden. Sie werden feststellen, dass in einzelnen Punkten – z. B. bei der Vergewaltigung in der Ehe – auch divergierende Auffassungen von der Fraktionsminderheit vorgetragen werden.

Wir Freisinnigen hoffen auf eine tolerante Diskussion, auf eine Diskussion, in der gegenseitige Meinungen respektiert werden. In diesem Sinne bedaure ich das Votum von Frau Bär. Es war getragen von einem gewissen Fanatismus – ich kann es nicht anders sagen. Ich bin nicht sicher, Frau Bär, ob Sie mit diesem Stil der Sache der Frau einen guten Dienst geleistet haben.

Das Strafrecht gehört zum umfassenden Bereich des Rechtes; aber es ist eben eine Rechtsmaterie ganz spezifischer Art. Das Strafrecht widerspiegelt mehr als andere Rechtsbereiche die bestehende gesellschaftliche Situation. Es greift mehr als andere Rechtsbereiche in die Persönlichkeitssphäre, in die Intimsphäre des menschlichen Individuums ein. Es berührt sehr eng Institutionen, die für unsere Gesellschaft tragend sind wie Ehe und Familie. Dass es dabei zwischen all den Rechtsgütern, die wir schützen wollen, zu Interessenkonflikten kommt, ist objektiv unabwendbar und muss akzeptiert werden. Wichtig ist aber, dass wir diese Interessenkonflikte in einem positiven, konstruktiven Stil bewältigen.

Es ist ganz klar, dass im Sexualstrafrecht auch die Moral der Gesellschaft eine Rolle spielt. Die Moral in der Gesellschaft ist aber kein festgefügtter Begriff; es ist ein Begriff, der eben in gewissen Bandbreiten auch Fluktuationen und Schwankungen unterworfen ist. Es kommt zu Interpretationen, die je nach Standort des einzelnen zu verschiedenen Schlüssen führen.

Als wichtiger Faktor ist auch die Entwicklung in unserer Gesellschaft zu berücksichtigen. Hier stellen wir fest, dass in den letzten Jahren und Jahrzehnten bedeutende Wandlungen stattgefunden haben, die miteinbezogen werden müssen. In erster Linie ist zu beachten, dass sich die Rolle der Frau in unserer Gesellschaft gewandelt hat. Die Stellung der Frau in unserer Gesellschaft ist erfreulicherweise stärker geworden, wobei wir ohne weiteres feststellen und auch zugeben, dass dieser Prozess noch nicht abgeschlossen sein darf. Die freisinnige Fraktion ist der Meinung, dass das Selbstbestimmungsrecht der Frau gerade im Bereich der sexuellen Beziehungen zu respektieren ist und dass diesem Schutz eine hohe Priorität zukommen muss. Unsere Fraktion bejaht diese Entwicklung ausdrücklich. Sie befürwortet daher einhellig alle Revisionspunkte, welche diesem Wandel Rechnung tragen.

Strafrecht schliesslich muss aber auch eine weitere Voraussetzung klar erfüllen, nämlich die Akzeptanz im Volk. Wir haben uns in diesem Rat in den letzten Sessionen verschiedentlich über das Aktienrecht unterhalten. Wir haben uns Mühe gegeben, aber sicher wird es so bleiben, dass eben sehr viele Leute in diesem Land dieses Aktienrecht wahrscheinlich nicht ganz verstehen. Das ist auch kein Landesunglück. Beim Strafrecht hingegen ist es anders. Vor allem das Sexualstrafrecht muss für alle Leute, für alle Mitbürgerinnen und Mitbürger, für alle Menschen in diesem Lande verständlich und nachfühlbar sein. Daher müssen wir zu einfachen, klaren und praktikablen Lösungen kommen, die mit den moralischen Grundprinzipien im Volk übereinstimmen.

Es ist nicht Aufgabe eines Eintretensreferates, auf alle Detailregelungen einzugehen, daher möchte ich mich auf zwei Hauptpunkte konzentrieren und hier die Haltung unserer Fraktion signalisieren.

Der Hauptstreitpunkt – das war auch in der Kommission so – ist zweifelsohne die Frage der Vergewaltigung in der Ehe. Unsere Fraktion hat sich die Sache nicht leichtgemacht, und wir haben sehr intensive Diskussionen geführt, in denen verschiedene Auffassungen zum Ausdruck kamen. Wir sind einhellig

dafür, dass die Vergewaltigung in der Ehe zu einem klaren strafbaren Tatbestand wird. Damit rücken wir von der ursprünglichen Auffassung des Bundesrates ab, die auch der Botschaft zugrunde lag. Aber man muss, Frau Bär, auch dem Bundesrat einen gewissen Lernprozess zugestehen. Er hat stattgefunden. Wir rücken aber auch ab von dem kleinen Schrittlein, das der Ständerat gemacht hat, indem er nur jene Fälle zum strafbaren Tatbestand machte, wo Ehen gerichtlich getrennt sind. Damit wollen wir zum Ausdruck bringen, dass wir das Selbstbestimmungsrecht der Frau in ihrem sexuellen Verhalten auch in der Ehe respektieren, dass wir ihre persönliche Integrität auch in der Ehe zu beachten haben.

Die Mehrheit der Fraktion will den Tatbestand der Vergewaltigung in der Ehe als Antragsdelikt ausgestalten und nicht als Officialdelikt. Das hat – das möchte ich klar betonen – in keiner Weise mit einer Relativierung dieses Deliktes, also nichts mit der Schwere dieses Tatbestandes zu tun; es hat vielmehr damit zu tun, dass die Ehefrau selber, wirklich allein, darüber bestimmen können muss, ob ein Strafverfahren mit schwerwiegenden Konsequenzen für ihre Familie, für ihre Kinder in Gang gebracht werden wird, ob die Mühlen der Strafjustiz zu mahlen beginnen. Vielleicht möchte sie das aus ganz bestimmten Gründen gar nicht, welche es auch immer seien. Es stimmt nicht, Frau Grendelmeier, wenn Sie sagen, wir würden jetzt eine Lösung treffen, bei der in gewissen Fällen durch die Vergewaltigung in der Ehe kein Rechtsgut verletzt werde. Es ist ganz klar, dass in jedem Fall, auch dort, wo die Frau nicht Antrag stellt, ein Rechtsgut verletzt wird. Die einzige Frage – und dort liegt der Unterschied zwischen dem Antrags- und dem Officialdelikt – ist die, ob die Frau will, dass eine Strafverfolgung stattfindet. Es ist in einem gewissen Sinn ein Schutz der Ehefrau vor Dritten, damit sie nicht einer Anzeige ausgesetzt wird, die fahrlässig die Mühlen der Strafjustiz in Gang bringt. Das ist eine Grundsatzfrage, und wir Freisinnigen bewegen uns hier durchaus auf unserer ideologischen Grundlinie, welche das menschliche Individuum in den Mittelpunkt stellt.

Und nun zum zweiten Streitpunkt, der die Kommission stark beschäftigt hat und wo wir uns in der Lösung recht nahegekommen sind, zum Schutzalter der Kinder: Hier ist unsere Fraktion für die Beibehaltung des Schutzalters von 16 Jahren. Sie ist der Meinung, dass wir die Fälle der Jugendliebe ausklammern wollen. Wir wollen berücksichtigen, dass in den letzten Jahren bei den Kindern eine Tendenz offenbar wird, die ein Auseinanderklaffen der Entwicklung zeigt: Es gibt heute sechzehnjährige junge Menschen, die Schutz nötig haben, weil sie noch Kinder sind. An sie müssen wir auch denken. Es gibt andererseits viele junge Menschen dieses Alters, die sich vom Elternhaus emanzipiert haben, die in ihrer geistigen und körperlichen Entwicklung viel weiter fortgeschritten sind als andere Gleichaltrige. Da wäre es stossend, wenn wir solche Fälle als Jugendliebe ausklammern würden.

Die FDP-Fraktion ist überzeugt, dass wir es hier mit einer guten Vorlage zu tun haben. Sie meint, dass das, was durch die Mehrheitsanträge beantragt wird, massvoll ist und mit der Entwicklung in der Gesellschaft Schritt hält. Eine Nichtberücksichtigung der gesellschaftlichen Entwicklung im Strafrecht wäre falsch. Wir sind der Meinung, dass wir eine Vorlage haben müssen, die dem Selbstbestimmungsrecht aller Menschen im sexuellen Bereich – vor allem jenem der Frau – Rechnung trägt: Gleichzeitig wollen wir Sorge tragen, dass grundlegende Institute unserer Gesellschaft wie Ehe und Familie respektiert werden.

M. Leuba: Le groupe libéral est favorable à l'entrée en matière sur le projet qui vous est présenté.

Il constate tout d'abord que notre Code pénal, qui est entré en vigueur le 1er janvier 1942, déjà voté par le peuple en 1937, remonte en réalité, en raison des travaux préparatoires, au début des années vingt et même à la fin des années 1918-1919. Même si certaines dispositions du chapitre qui nous intéresse, qui s'appelaient «Infractions contre les moeurs» et qui est devenu «Infractions d'ordre sexuel», ont été révisées en 1950 et en 1971, il n'en reste pas moins que ce texte a vieilli dans ses conceptions mêmes et qu'il est dès lors parfaitement judicieux de le remettre à jour.

Peut-être peut-on exprimer ici un regret, à savoir la longueur de la procédure d'élaboration de ce texte. Je rappelle que le message date de 1985 déjà et que ce texte ne sera pas adopté en 1990 puisque nous devons encore éliminer les divergences. Je rappelle encore qu'en raison de cette longueur, seuls deux des conseillers fédéraux qui ont adopté le message sont encore en fonction et qu'aucun des chefs du Département de justice et police qui ont préparé, défendu ou adopté le message devant le Conseil des Etats n'occupe encore son poste. Dans la discussion de détail nous reviendrons notamment sur les sujets importants et brûlants que sont en particulier l'âge de protection et le viol conjugal, mais ici précisément nous ne voulons pas aborder les détails car le risque, dans une discussion de ce genre, c'est que, tout comme l'arbre cache la forêt, les détails nous empêchent de voir la ligne générale que nous devons observer pour cette révision.

Le groupe libéral s'est posé quelques questions sur les grands principes que l'on devait appliquer en matière de droit pénal appliqué aux infractions d'ordre sexuel. Il nous semble bon de rappeler ces grands principes.

Tout d'abord, en matière de moeurs, le droit doit être modeste. On pourrait longuement épiloguer et dissenter sur les relations entre droit et morale, qui sont un peu celles des vieux couples qui vivent à la fois de complicité et d'opposition. Complicité, car lorsqu'on parle de l'âge de protection des enfants, du droit d'auto-détermination de la femme, on légifère en réalité sur des valeurs morales auxquelles nous sommes attachés. Opposition, parce que lorsque l'on traite de la pornographie, de la prostitution, il est évident que la morale et le droit ne coïncident pas et que ce qui peut être moralement condamnable doit échapper aux dispositions pénales. Il est inutile de vouloir lutter par la loi pénale contre les moeurs admises au travers de ce Code pénal. Tel est le cas par exemple d'une disposition que l'on abandonne, celle sur l'adultère, qui a démontré que le Code pénal ne pouvait pas se substituer ici à des règles morales individuelles. De même, il est inadmissible de penser que l'on va façonner la société future au moyen des règles du droit pénal. On ne modèlera pas la société par ces règles, ici le droit pénal suit l'évolution des moeurs.

Le deuxième principe, c'est le caractère extraordinairement populaire du droit pénal, car il s'agit du droit qui nous régit véritablement tous; en effet, chacun, même s'il n'a aucun intérêt pour les problèmes juridiques – Dieu soit loué, c'est le cas de la majorité de nos concitoyens – y est soumis et chacun doit savoir ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. C'est pourquoi – et c'est le deuxième principe que le groupe libéral voudrait rappeler – le droit pénal doit être simple dans sa conception et dans son application. Il doit être facilement compréhensible pour le simple citoyen.

Troisième principe, nous souhaitons un droit réaliste, c'est-à-dire un droit qui repose sur le sentiment général de la population. Nous avons toujours prétendu qu'il est vain pour le législateur de vouloir imposer des règles pénales qui ne sont pas ressenties comme justes par une majorité de nos concitoyens. C'est toujours le cas dans une démocratie ouverte et non policière: l'application du droit doit correspondre à un sentiment général, faute de quoi le droit est inapplicable.

Quatrième principe, nous voulons protéger les faibles, rôle de l'Etat. C'est la raison pour laquelle nous sommes intransigeants sur l'âge de protection des enfants. Nous voulons ici protéger l'innocence, la naïveté, et il n'est pas normal que nous sacrifions ces valeurs à un autre principe auquel nous sommes attachés, à savoir celui de la liberté. Par conséquent s'agissant de l'âge de protection des enfants, nous voulons protéger ici le faible, nous voulons le protéger aussi dans le mariage – dans la mesure où la femme est le faible dans le mariage, ce qui serait encore à démontrer – nous voulons protéger l'abus de la force physique dans le mariage. C'est pourquoi nous nous rallions à la proposition de la majorité de la commission.

Nous voulons un homme libre et responsable. Cela signifie que le développement de cet homme, la préparation de l'enfant à sa vie d'homme doivent être protégés. Nous savons trop bien quelles sont les lésions souvent irréversibles qui peuvent être causées à des enfants par des abus d'ordre sexuel qui

sont commis sur eux. C'est la raison pour laquelle la solution de la commission nous paraît excellente à ce sujet, avec une protection relativement élevée de l'âge puis avec cette possibilité d'échapper à la sanction pénale si la différence d'âge entre l'auteur et la victime n'est pas trop importante.

Comme cinquième principe, nous voulons protéger la libre détermination. Nous considérons le citoyen comme libre, raison pour laquelle, dans ce domaine, nous donnons la préférence à la poursuite du viol conjugal sur plainte. J'aurais l'occasion d'y revenir dans la discussion de détail.

Nous saluons aussi les dispositions sur la pornographie qui nous paraissent démontrer clairement ce qu'on a voulu dans cette révision, protection absolue des mineurs, protection de tous ceux qui ne souhaitent pas être attaqués, agressés par la pornographie, mais liberté pour ceux qui trouvent quelque plaisir dans ce genre de distraction.

Nous approuvons, également, d'une manière générale, la théorie subjectiviste qui inspire la révision du Code pénal, à savoir que l'on doit punir l'auteur non pas en fonction du résultat atteint, mais en fonction du résultat qu'il voulait atteindre. Cela nous paraît aussi important.

Nous voulons enfin – c'est le dernier principe – un droit pénal équilibré. Il y a des biens qui doivent être protégés. Nous avons cité la libre détermination de l'homme ou de la femme et cela c'est un de ces biens qui doit être protégé. Mais – je crois qu'on ne l'a pas encore dit à cette tribune – le droit pénal doit aussi s'appliquer à la vie et ne pas être un simple objet de réflexion, de cabinet de professeur ou même d'une salle de parlementaires. Il faut donc permettre au juge de tenir compte de toutes les circonstances de la vie qui sont toujours beaucoup plus compliquées, beaucoup plus diffuses que les circonstances que nous pouvons imaginer en notre qualité de législateur.

Dès lors, il faut aussi tenir compte du fait que le juge, lorsqu'il se trouve en présence de l'auteur, se trouve en présence d'un homme en chair et en os, qui a ses propres réactions, qui, sans doute, mérite d'être puni lorsqu'il a commis un acte illégitime, mais qui aussi mérite d'être compris et mérite que l'on recherche quelles sont ses motivations. Nous le disons de manière très claire, nous ne discutons pas le principe du bien protégé, par exemple la libre détermination de la femme en matière sexuelle mais, en revanche, nous voulons que, lorsqu'il s'agit d'apprécier la faute, lorsqu'il s'agit d'apprécier la sanction, le juge ait la liberté de tenir compte de l'ensemble des circonstances. Or, ces circonstances ne peuvent pas être décrites d'une ligne dans le Code pénal.

C'est dans cet esprit que le groupe libéral soutiendra les propositions de la majorité de la commission, sauf en ce qui concerne la proposition de minorité de M. Salvioni.

Bundespräsident Koller: Zunächst möchte ich dem Kommissionspräsidenten und der Berichterstatterin deutscher Zunge bestens für die eingehende Präsentation der Vorlage und den Fraktionsprecher für die gute Aufnahme danken. Wir sind uns alle einig: Bei der Revision des Sexualstrafrechts geht es um einen sehr sensiblen und delikaten Normenbereich. Toleranz – Herr Bonny hat darauf hingewiesen – ist hier besonders notwendig. Wir sollten nicht zum vorneherein in jeder ändern, von der eigenen abweichenden Meinung einen Ausdruck von kämpferischem Feminismus oder unverbesserlichem Patriarchalismus sehen.

Die Strafe ist Teil der Rechtsordnung, ja sie sichert unsere Rechtsordnung. Das Strafrecht verleiht bestimmten Rechtsgütern einen verstärkten Schutz. Nur die Verletzung der wichtigsten Verhaltensvorschriften wird mit Strafe geahndet. Das Strafrecht mit den Folgen Strafe oder Massnahme ist immer gerechtfertigt, aber auch nur insoweit, als es notwendig ist, weil es keine andere Möglichkeit gibt, das Recht durchzusetzen. Strafrecht ist zudem Teil unserer Kultur. Es reflektiert auch Aenderungen von Wertvorstellungen in unserer Gesellschaft. Es liegt daher in der Natur der Sache, dass ein Gesetz, das aus den dreissiger und vierziger Jahren stammt, heute revisionsbedürftig ist. Rechtsgüterschutz ist aber nicht der alleinige Zweck der Strafe. Die Resozialisierung des Täters ist eine weitere Zielsetzung, die sich auf das gesamte Strafrecht auswirkt.

Der Gesetzgeber ist daher dauernd vor die Aufgabe gestellt, zu prüfen, ob auf Strafbestimmungen zu verzichten sei, und gleichzeitig mit der Frage konfrontiert, ob veränderte Verhältnisse neue Vorschriften erfordern. Das Strafrecht führt sodann mit seinen Durchsetzungsmechanismen der Strafen und Massnahmen zu besonders schweren Eingriffen in die Persönlichkeit der Betroffenen. Schon deshalb ist mit Ueberlegung, Distanz und Zurückhaltung zu legiferieren. Zwei Parameter setzen für das Strafrecht als Ordnung über strafwürdiges Verhalten den Rahmen: Nicht alles, was rechtswidrig ist, ist strafwürdig, und das Strafrecht muss daher subsidiär sein. Es soll nur dort eingreifen, wo andere Mittel nicht ausreichen oder die an sich verletzende Handlung geringfügig ist, das heisst die Rechtsordnung nicht wesentlich stört. Diese Gedanken über strafwürdiges Strafrecht und Strafe prägen auch den Entwurf des Bundesrates zur Revision des Sexualstrafrechts. Es darf heute nicht mehr darum gehen, ein bestimmtes sexuelles Verhalten unter Strafe zu stellen oder vorwiegend moralische Auffassungen mit dem Mittel des Strafrechts durchzusetzen. Eine solche Gesetzgebung würde den kriminalpolitischen Zielsetzungen der Strafe und auch dem Grundsatz widersprechen, wonach der Bürger in einer Demokratie selber über sein Verhalten entscheiden soll – sofern er nicht durch sein Handeln oder Unterlassen andere schädigt. Es gilt, gerade in einer wertpluralistischen Gesellschaft, den Satz vom Recht als ethischem Minimum zu beachten.

Für die Strafwürdigkeit sexuellen Verhaltens ist nach der Revision denn auch nicht massgeblich, ob eine Handlung wegen ihrer fehlenden Uebereinstimmung mit gewissen moralischen Vorstellungen unter Strafe zu stellen ist. Entscheidend ist vielmehr, ob dadurch elementare Interessen von Dritten oder der Gesellschaft verletzt werden. Im Vordergrund des Interesses stehen dabei die unbeeinflusste Freiheit der sexuellen Selbstbestimmung als einem Persönlichkeitsrecht, aber auch die ungestörte Persönlichkeitsentwicklung von Kindern und Jugendlichen im sexuellen Bereich.

Drei Leitgedanken sind für die Strafwürdigkeit sexuellen Verhaltens massgebend: Sexuelles Verhalten soll nach unserer Revisionsvorlage nur dann sanktioniert werden, wenn es einen anderen schädigt oder schädigen könnte; wenn der Partner wegen mangelnder Selbstbestimmungsfähigkeit die Tragweite einer solchen Handlung nicht erkennen kann oder aber wenn jemand davor bewahrt werden soll, gegen seinen Willen sexuelle Handlungen zu erdulden oder sexuelle Darstellungen wahrnehmen zu müssen.

Mit 26 Stimmen, bei einer Ablehnung, folgte der Ständerat vor drei Jahren diesem Konzept. Während nun dieses Konzept als solches auch in Ihrer Kommission kaum in Frage gestellt wurde, bestehen aber doch recht unterschiedliche Auffassungen darüber, wie es in konkrete Rechtsnormen gefasst werden soll. Ich möchte daher kurz zu drei neuralgischen Punkten des Revisionsentwurfes Stellung nehmen.

Die erste Frage betrifft das sogenannte Schutzalter. Von welchem Alter an kann einem jungen Menschen die Fähigkeit zugesprochen werden, in sexueller Hinsicht selbstverantwortlich zu handeln? Unbestreitbar ist, dass nicht alle Jugendlichen diese Schwelle erreicht haben, wenn sie das 14., 15. oder 16. Altersjahr vollendet haben. Optimal wäre daher zweifellos eine individuelle Beurteilung von Fall zu Fall, je nach Stand der körperlichen und geistig-seelischen Entwicklung der Jugendlichen. Gegen eine solche differenzierte Regelung sprechen aber eine Reihe von praktischen Gründen. Denn schon die körperliche Reife eines Kindes liesse sich ohne Eingriffe in dessen Persönlichkeit nicht leicht feststellen. Noch viel schwerer aber wäre die Erueibbarkeit der geistig-seelischen Reife der Jugendlichen. Ein solches Abstellen auf die individuelle Reife der Jugendlichen würde sodann dem Täter fast immer die Ausrede ermöglichen, er habe das Kind für geschlechtsreif gehalten.

Aus diesen Gründen und namentlich mit Blick auf den Schutz des Opfers, aber auch mit Blick auf die unbedingt notwendige Rechtssicherheit, drängt sich daher notwendigerweise eine zugegebenermassen schematische, feste Altersgrenze für das Schutzalter auf.

Der Bundesrat kann im übrigen auch der Aussage nicht fol-

gen, dass mit der heute früher eintretenden körperlichen Entwicklung junger Menschen regelmässig auch eine beschleunigte seelische Reife einhergeht. Ihre Kommission, Bundesrat und Ständerat schlagen Ihnen daher mit guten Gründen vor, grundsätzlich an der bisherigen Altersgrenze von 16 Jahren festzuhalten.

Nun sind wir uns alle freilich bewusst, dass eine solche schematische Grenze nicht allen Fällen gerecht wird. Bundesrat und Ständerat empfehlen Ihnen daher eine fakultative Straffreiheit für jene Fälle, in denen sexuelle Beziehungen zwischen Jugendlichen unter 16 Jahren und Partnern bestehen, die nicht älter als 20 Jahre sind. Insbesondere möchten wir die fakultative Straffreiheit für Fälle sogenannter echter Jugendliebe vorsehen.

Ihre Kommission hat diesen Gedanken der Entkriminalisierung von Beziehungen zwischen Jugendlichen noch weitergesponnen, denn nach ihren Vorschlägen sollen sexuelle Handlungen zwischen Jugendlichen unter 14 Jahren absolut straffrei sein. Die Kommission schlägt sodann absolute Straffreiheit vor für sexuelle Beziehungen zwischen einem über 14-jährigen Jugendlichen und einem nicht mehr als vier Jahre älteren Partner.

Schliesslich kommt nach den Beschlüssen Ihrer Kommission auch noch das bundesrätliche Konzept zum Tragen. Die zuständige Behörde kann von der Strafverfolgung, Ueberweisung an das Gericht oder Bestrafung absehen, wenn der Partner das 20. Altersjahr noch nicht zurückgelegt hat und der jugendliche Partner jünger als 16 Jahre alt ist.

Ihre Kommission hat damit versucht, sämtliche Entkriminalisierungsmöglichkeiten für Fälle sogenannter Jugendliebe zwischen Jugendlichen unter 14 Jahren und den klassischen Fällen der Jugendliebe zwischen über 14-jährigen Jugendlichen auszuschöpfen. Nach näherer Betrachtung Ihrer Vorschläge und eingehender Analyse der doch sehr kasuistischen und meiner Meinung nach auch wenig übersichtlichen Regelungen muss ich jedoch feststellen, dass obligatorische und fakultative Straffreiheit nicht nahtlos miteinander verknüpft sind. Der teils zufällige Wechsel von der absoluten zur fakultativen Straffreiheit oder von der fakultativen zur absoluten Straffreiheit ist unübersichtlich und teils sogar widersprüchlich. Der Jugendliche weiss danach nicht mehr, ob er gegebenenfalls ein Strafverfahren in Gang setzt oder nicht. Er weiss nicht mehr, ob das, was er tut, auch wirklich strafwürdig ist oder nicht. Rechtsunsicherheit und mangelnde Bestimmtheit sind die Folgen dieses allzu kasuistischen Aufbaus der Straftatbestände und der Strafbefreiungsgründe.

Vor allem die pauschale Strafflosigkeit geschlechtlicher Handlungen zwischen 14-jährigen Jugendlichen und Partnern, die bis zu 4 Jahre älter sind, wird einem vernünftigen Schutz der jeweils jüngeren Person nicht gerecht. Ja, es gibt gar keinen Schutz mehr, auch dann nicht, wenn ein Abhängigkeitsverhältnis aufgrund des Altersunterschiedes entsteht und missbraucht wird. Im Ergebnis schlagen Sie vor, in diesen Bereichen, also zwischen 14- und 18-jährigen, zwischen 15- und 19-jährigen Jugendlichen erst einzugreifen, wenn es zu sexueller Nötigung oder gar zu Vergewaltigung kommt, also brutale Verbrechenstatbestände erfüllt sind.

Mit dieser Lösung können Sie nach Auffassung des Bundesrates der Vielfalt der Lebenswirklichkeit nicht gerecht werden. Ich bitte Sie deshalb, den bundesrätlichen Vorschlag nochmals in Erwägung zu ziehen. Der Entwurf des Bundesrates und des Ständerates ist klar und flexibel. Er kann allen Situationen echter Jugendliebe angemessen durch Strafbefreiung Rechnung tragen. Er stellt aber für Opfer-Täter-Verhältnisse, die auch zwischen 14- und 18-jährigen oder zwischen 15- und 19-jährigen – wie wir aus dem praktischen Leben wissen – möglich sind, nicht von vornherein einen totalen Freipass aus. Soviel zum Schutzalter.

Um einen weiteren, heiklen Punkt geht es beim Vergewaltigungstatbestand. Wie Sie wissen, hat der Bundesrat im Jahre 1985 beschlossen, auf eine strafrechtliche Ahndung der Vergewaltigung der Ehefrau zu verzichten. Damals waren für den Bundesrat folgende Ueberlegungen massgebend: Er sah vor allem erhebliche Schwierigkeiten des Tatbeweises. Es wären Ermittlungen zu führen – so sagte damals der Bundesrat –,

welche die Intimsphäre der Ehegatten empfindlich trafen. Schliesslich hatte er auch Bedenken, Kinder als Auskunftspersonen beizuziehen, weil damit erhebliche Nachteile für die betroffenen Familien verbunden sein könnten. Die vorberatende ständerätliche Kommission folgte dann mehrheitlich dem Bundesrat. Das Plenum des Ständerates gab jedoch im Jahre 1987 mit der Annahme des Antrages von Frau Ständerätin Josi Meier – Strafbarkeit der Vergewaltigung von Ehepartnern, denen getrennt zu leben gestattet ist – zu verstehen, dass es Sache des Nationalrates sei, das Problem einer ganzheitlichen Lösung zuzuführen. Ihre Kommission hat in sehr ausgedehnten Diskussionen nach dieser Lösung gesucht und die Grundsatfrage Strafbarkeit der Vergewaltigung in der Ehe einstimmig bejaht. Zur Frage der Ausgestaltung des Deliktes kamen vier Varianten in Betracht: Antragsdelikt, Offizialdelikt, Offizialdelikt mit Widerspruchsrecht oder Offizialdelikt mit Ermächtigungsvorbehalt. Die grosse Mehrheit der Kommission hat sich dann für das Antragsdelikt entschieden. Mit Blick auf die heutige Beratung hat der Bundesrat auch dieses Thema erneut in Erwägung gezogen. Ich kann Ihnen mitteilen, dass der Bundesrat einer Ausgestaltung dieses Tatbestandes als Antragsdelikt heute zustimmt. Er ist zur Ueberzeugung gelangt, dass im Hinblick auf das überragende Rechtsgut der sexuellen Selbstbestimmung der Frau die Vergewaltigung auch in der Ehe strafbar sein muss, das heisst, strafrechtlichen Schutz verdient und verlangt. Wenn der Bundesrat sich hier für ein Antragsdelikt ausspricht, dann deswegen, weil damit das Selbstbestimmungsrecht der Ehefrau voll zum Tragen kommt. Es muss nämlich nach Auffassung des Bundesrates auf die besondere Beziehung in einer Ehe Rücksicht genommen werden. Das heisst, die Strafverfolgungsbehörde soll nicht ohne oder gegen Veranlassung einer Ehefrau ermitteln. Gerade dann, wenn der Gesetzgeber das Recht auf Selbstbestimmung der Ehefrau wirklich ernst nimmt, darf er auch eine von der Ehefrau gewollte Versöhnung – Frau Zölch hat zu Recht darauf hingewiesen – nicht vereiteln, zumal hier auch weitere Rechtsgüter, nämlich das Wohl der Ehe und der Familie, mitzuberücksichtigen sind.

Weitere Kernpunkte der Revision sind die Ausnützung einer Abhängigkeit, die sich als Voraussetzung für die Strafbarkeit einer Reihe von Tatbeständen versteht, so bei geschlechtlichen Handlungen mit Abhängigen, Anstaltspfinglingen, Gefangenen und mit Beschuldigten, ferner bei Ausnützung einer Notlage sowie bei der Förderung der Prostitution. Die Strafwürdigkeit liegt hier darin, dass die erwähnten Personen durch das Bestehen einer Abhängigkeit dazu verleitet werden, in sexuelle Zumutungen oder in die Ausübung der Prostitution einzuwilligen, was sie aus freien Stücken nicht getan hätten.

Zur Pornographie: Dem Strafrecht kommen auf dem Gebiete der Pornographie meines Erachtens drei Aufgaben zu: Das Strafrecht soll junge Menschen vor der Wahrnehmung solcher Darstellungen bewahren, es soll verhindern, dass jemand gegen seinen Willen Darstellungen trivial sexuellen Inhalts wahrnehmen muss, und es soll schliesslich harte Pornographie schlechthin verbieten. Als harte Pornographie qualifizieren sich Darstellungen, die geschlechtliche Handlungen mit Kindern, Tieren, menschlichen Exkrementen oder Gewalttätigkeiten zum Inhalt haben. Mit dem absoluten Verbot solcher menschenunwürdiger Darstellungen zieht der Bundesrat eine Parallele zum absoluten Verbot menschenverachtender Brutalos, wie Sie das in Artikel 135 des Strafgesetzbuches bereits vor einem Jahr beschlossen haben.

Erlauben Sie mir noch einige Bemerkungen zum Militärstrafrecht: Wie immer bei Revisionen des Strafgesetzbuches sind auch die entsprechenden Bestimmungen des Militärstrafgesetzes anzupassen. Wir werden darauf in der Detailberatung zurückkommen. Auf einen Punkt möchte ich aber bereits hier hinweisen: Es geht um die Homosexualität im Militärdienst. Bundesrat und Ständerat übernahmen den Vorschlag der Expertenkommission, entgegen der Regelung im bürgerlichen Strafrecht homosexuelle Handlungen im Militärdienst weiterhin zu bestrafen. Ihre Kommission hat das einstimmig abgelehnt. Auch über diesen Punkt hat der Bundesrat nochmals beraten. Er ist heute bereit, sich ebenfalls für die Straflosigkeit auszusprechen. Auch im Militärdienst ist grundsätzlich vom

Prinzip der sexuellen Selbstbestimmung auszugehen. Zu schützen ist im Militärdienst allein die Dienstordnung oder der Dienstbetrieb, und dieser kann sowohl durch heterosexuelle als auch durch homosexuelle Handlungen gestört werden. Solche Tatbestände lassen sich aber im Militärdienst disziplinarrechtlich regeln.

Zum Gesetzentwurf C: Es geht bei diesem Entwurf um zweierlei, um den Konsum geringer Mengen von Betäubungsmitteln im Militärdienst und um die Möglichkeit der nachträglichen Umwandlung der Strafe eines verurteilten Rauschgiftsüchtigen in eine Massnahme im bürgerlichen Strafrecht. Der Entwurf C betraf ursprünglich ausschliesslich eine Aenderung des Militärstrafgesetzes. Wir schlagen Ihnen eine neue Bestimmung vor, die es dem Truppenkommandanten erlaubt, gegen Konsumenten geringer Mengen von Betäubungsmitteln direkt vorzugehen. Der Konsum geringer Mengen von Betäubungsmitteln ist während der Rekrutenschule heute nicht selten. Er hat keine Dienstuntauglichkeit zur Folge, denn in der Regel sind die Konsumenten sozial integriert. Das schliesst jedoch nicht aus, dass der Drogenkonsum auch in kleinen Mengen den betreffenden Wehrmann zu einer Gefahr für sich selbst und die ihn umgebenden Personen werden lässt, insbesondere während Schiessübungen. Dem Truppenkommandanten soll daher ermöglicht werden, in solchen Fällen disziplinarische Sanktionen zu verhängen. Der Drogenkonsum in geringen Mengen während des Militärdienstes wird deshalb neu disziplinarisch geahndet.

Aufgrund eines Antrages von Herrn Ständerat Jagmetti schlägt Ihnen sodann der Ständerat vor, im Zusammenhang mit der Drogendelinquenz auch eine Vorschrift des Allgemeinen Teils des Strafgesetzbuches zu ergänzen. Es geht um die Drogensüchtigen. Nach Artikel 44 des Strafgesetzbuches kann der Richter zum Zeitpunkt der Urteilsfällung entscheiden, ob eine Strafe zu vollziehen sei oder ob an die Stelle einer Strafe eine Massnahme im Sinne einer Behandlung zu treten habe. Ordnet der Richter eine Massnahme an, kann bei Erfolglosigkeit eine Strafe vollzogen werden. Wenn sich der Richter jedoch für eine Strafe entscheidet, ist eine rezualisierende Umwandlung in eine Massnahme nicht mehr möglich. Der Beschluss des Ständerates geht nun dahin, die nachträgliche Anordnung einer Massnahme zu ermöglichen. Der Bundesrat stimmt diesem Anliegen zu.

Das Sexualstrafrecht ist zweifellos revisionsbedürftig. Umstritten ist nicht die eigentliche Zielsetzung der Revision, nämlich der Schutz der sexuellen Integrität der Erwachsenen und der ungestörten Entwicklung der Jugendlichen, sondern lediglich das Ausmass und die konkrete Ausgestaltung des strafrechtlichen Schutzes.

Die Kommissionsmehrheit und der Bundesrat haben sich um einverständliche Lösungen bemüht, die zweifellos auch eine Chance haben, von der Mehrheit unseres Volkes akzeptiert zu werden. In diesem Sinne beantrage ich Eintreten auf diese Revisionsvorlage.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Detailberatung – Discussion par articles

B. Schweizerisches Strafgesetzbuch Militärstrafgesetz (Strafbare Handlungen im Sexualbereich)

B. Code pénal suisse Code pénal militaire (Infractions d'ordre sexuel)

Titel und Ingress, Ziff. I Ingress, Art. 110 Ziff. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I préambule, art. 110 ch. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Fünfter Titel*Antrag der Kommission*

Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität

Titre cinquième*Proposition de la commission*

Infractions contre l'intégrité sexuelle

M. Cotti, rapporteur: Je dois vous soumettre une modification qui a été oubliée lors de la préparation du dépliant. A la lettre B – Code pénal suisse, Code pénal militaire – vous trouvez entre parenthèses «Infractions d'ordre sexuel», que l'on doit remplacer par la locution «Infractions contre l'intégrité sexuelle» comme cela figure au titre cinquième. C'est la même chose en allemand, où il faut ajouter «Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität».

*Angenommen – Adopté***Art. 187 Ziff. 1***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 187 ch. 1*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 187 Ziff. 1bis***Antrag der Kommission**Mehrheit*

Die Handlung ist nicht strafbar, wenn das Kind mindestens 14 Jahre alt und der Täter nicht mehr als 4 Jahre älter ist. Die Handlung ist ebenfalls nicht strafbar, wenn alle Beteiligten weniger als 14 Jahre alt sind.

Minderheit

(Hafner Ursula, Bär, Braunschweig, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner, Stamm)

Die Handlung ist nicht strafbar, wenn der Täter nicht mehr als 4 Jahre älter ist als das Kind. Die Handlung ist ebenfalls

Antrag Steffen

Streichen

Art. 187 ch. 1bis*Proposition de la commission**Majorité*

L'acte n'est pas punissable si l'enfant est âgé de 14 ans au moins et si l'auteur n'est pas de 4 ans plus âgé que lui. L'acte n'est pas non plus punissable si tous les participants sont âgés de moins de 14 ans.

Minorité

(Hafner Ursula, Bär, Braunschweig, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner, Stamm)

Si la différence d'âge entre l'auteur et l'enfant est de moins de 4 ans, l'acte n'est pas punissable. L'acte n'est pas non plus punissable

Proposition Steffen

Biffer

M. Cotti, rapporteur: Je dirai quelques mots en guise d'introduction sur cet article où il s'agit d'assurer à l'enfant un développement paisible jusqu'à ce qu'il ait atteint la maturité nécessaire pour consentir de manière responsable à des actes d'ordre sexuel.

Le droit actuel connaît déjà une limite d'âge fixe, qui a l'avantage décisif de la précision par rapport à une réglementation qui se fonderait sur l'imaturité de l'enfant dans le cas particulier. Si la maturité était déterminante, l'auteur pourrait facilement se libérer de toute peine en faisant valoir qu'il était dans l'erreur dans cette circonstance précisément difficile à déter-

miner. Si l'expérience sexuelle de l'enfant devait jouer un rôle, la procédure pénale deviendrait plutôt un procès intenté à la victime tendant à prouver sa perversion. Le droit actuel prévoit donc l'âge protégé de 16 ans.

La commission d'experts a également opté pour un âge limite fixe considérant toutefois que la maturité physique plus précoce aujourd'hui qu'autrefois implique chez les jeunes une accélération du développement psychique et justifierait l'abaissement de cette limite à 14 ans. Le Conseil fédéral ayant relevé, lors de la procédure de consultation, qu'une forte minorité s'était exprimée en faveur d'un âge limite de 15 ans et qu'une autre minorité importante s'était exprimée en faveur du maintien de l'âge limite actuel, soit 16 ans, en contestant le fait que la maturité psychique va de pair avec le développement physique, craignait qu'un abaissement de la limite d'âge soit mal compris par les adolescents qui l'aurait considéré comme le feu vert à une grande liberté sexuelle.

Pour sa part, la commission a considéré comme non satisfaisantes aussi bien la proposition du Conseil fédéral que celle de la commission d'experts. C'est pourquoi, dans le but de ne pas criminaliser les amours juvéniles, elle vous propose, en se basant sur des considérations du professeur Killias et après avoir examiné différentes propositions, d'adopter l'alinéa 1bis qui prévoit, je le répète encore une fois, la non-punissabilité si l'enfant est âgé de 14 ans au moins et si l'auteur n'a au maximum que quatre ans de plus, ainsi que la non-punissabilité lorsque tous les participants ont moins de 14 ans. En d'autres termes, nous avons dépénalisé les amours juvéniles par une formulation qui s'écarte de celle du Conseil fédéral et du Conseil des Etats. Nous considérons en effet que l'âge protégé doit rester celui de 16 ans mais que, lorsque la victime est âgée de 14 ans et qu'entre elle et l'auteur la différence d'âge est au maximum de quatre ans, l'acte n'est pas punissable. Nous avons adopté ici les idées du professeur Killias, tout en fixant un âge limite de protection absolue de 14 ans.

Je ne pense pas qu'on puisse considérer cette méthode comme compliquée. Elle est à mon avis assez simple, surtout si l'on se place dans les conditions de la tranche d'âge intéressée. Il s'agit de jeunes gens qui ont mûri au même moment, qui ont plus ou moins les mêmes expériences, la même culture, la même éducation, la même préparation, qui partagent les heures de travail comme celles de loisirs. Je pense que cette règle ne peut vraiment pas être considérée comme une règle illisible ou d'interprétation difficile comme vient de le dire M. Koller, président de la Confédération.

Quant à l'acte incriminé, c'est la participation d'un enfant à un acte d'ordre sexuel. Contrairement à l'article 191 actuellement en vigueur, la nouvelle disposition ne fait plus aucune distinction entre l'acte sexuel, les actes analogues ou ceux contraires à la pudeur. Par acte d'ordre sexuel, on entend, comme aujourd'hui, les actes tant hétéro- qu'homosexuels. On punit celui qui aura commis un acte d'ordre sexuel sur un enfant ou qui l'aura entraîné à commettre un tel acte, ou encore qui l'aura mêlé. L'accomplissement d'un acte sexuel sur un enfant suppose que celui-ci y participe directement, ne serait-ce que passivement. Entraîner un enfant à un acte d'ordre sexuel signifie lui demander de commettre un tel acte soit avec un tiers soit sur soi-même. Mêler un enfant à un acte d'ordre sexuel signifie plus précisément qu'aujourd'hui que l'auteur commet sciemment cet acte devant l'enfant et veut que celui-ci le perçoive. Nous proposons, pour les actes d'ordre sexuel avec un enfant, une peine de réclusion de cinq ans ou l'emprisonnement, tout comme le Conseil fédéral et le Conseil des Etats. Le droit actuel prévoit par contre une peine de réclusion pouvant aller jusqu'à vingt ans ou l'emprisonnement de six mois au minimum. Il est évident que l'auteur qui contraint un enfant à un acte d'ordre sexuel en usant de violence ou de menaces graves réalise simultanément les éléments constitutifs du viol ou de la contrainte, autre acte sexuel selon les articles 190 et 199 que nous allons discuter prochainement. Il est possible dès lors de cumuler les peines et l'auteur sera passible d'une peine pouvant aller jusqu'à quinze ans de réclusion, puisqu'il y a concours idéal au sens de l'article 68 du Code pénal. Il en est de même en cas de concours avec le délit d'inceste.

A l'alinéa 3 de l'article 187, on ne prévoit qu'une peine d'em-

prisonnement si l'auteur a agi en admettant par erreur que l'enfant était âgé de 16 ans au moins, alors qu'en usant des précautions voulues, il aurait pu éviter l'erreur. On ne tente pas par là de réprimer la commission de l'acte par négligence. Il faut peut-être relever que la commission d'experts avait supprimé cette disposition, étant d'avis que la limite d'âge qu'elle avait fixée à 14 ans devait rendre une erreur sur l'âge de l'enfant sensiblement plus rare. L'auteur devra en tout cas faire preuve d'une prudence accrue lorsque l'âge de la victime se rapproche de la limite de protection. Ce n'est que si des faits précis lui ont fait admettre que la personne avait plus de 16 ans qu'il ne serait pas punissable. L'alinéa 2 de l'article 187 prévoit une exemption de la peine facultative lorsque l'auteur a moins de 20 ans au moment de l'acte ou s'il a contracté mariage avec la victime.

Notre commission a suivi le Conseil des Etats dans la fixation de l'âge à 20 ans au lieu de celui de 18 ans, fixé auparavant par le Conseil fédéral, le souci principal au Conseil des Etats étant de décriminaliser les amours entre jeunes personnes. Nous reviendrons sur ce problème lors de l'examen de la proposition de Mme Bär.

En ce qui concerne la prescription, la commission a biffé celle proposée de 5 ans; c'est donc le délai de prescription de 10 ans qui est appliqué, en vertu de l'article 70 du Code pénal. Donc, je vous répète que le Conseil fédéral était d'avis que la prescription devait avoir une durée de 2 ans; le Conseil des Etats l'avait augmentée à 5 ans; votre commission vous propose un délai de prescription de 10 ans.

Nous avons des divergences avec le Conseil des Etats à l'alinéa 1bis (nouveau) et à l'alinéa 4 concernant la prescription. De plus, Mme Hafner fait une proposition de minorité relative à l'alinéa 1bis en postulant l'exemption de la peine dans les cas évoqués tout à l'heure d'une différence d'âge entre l'auteur et la victime, mais sans fixer un âge absolu de protection. C'est la proposition du professeur Killias. Mais si celle-ci était acceptée, les actes d'ordre sexuel entre un jeune homme de 16 ans et une jeune fille de 12 ans ne seraient pas punis. Je pense que nous n'en sommes pas encore à ces limites.

Au chiffre 2, Mme Bär vous propose de biffer comme motif facultatif d'exemption le mariage subséquent, alors que la proposition de M. Steffen, qui vous a été soumise ce matin, tend à biffer le chiffre 1bis.

Frau Spoerry, Berichtstatterin: Gestatten Sie mir eine kurze Vorstellung des neuen Artikels 187 mit der neuen Bezeichnung «Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen. Geschlechtliche Handlungen mit Kindern».

Das geltende Recht spricht im Artikel 191 von «Unzucht mit Kindern» und setzt eine absolute Altersgrenze von 16 Jahren fest. Steht das Kind in einem speziellen Abhängigkeitsverhältnis zum Täter – ist es zum Beispiel ein Schüler, ein Grosskind oder ein Mündel –, liegt im geltenden Recht ein qualifizierter Tatbestand vor, der mit Zuchthaus nicht unter zwei Jahren geahndet wird. Der neue Tatbestand, den wir heute beraten, verzichtet auf diese Aufzählung und spricht nur noch von einem Kind unter 16 Jahren. Ein allfälliges Abhängigkeitsverhältnis zwischen Täter und Opfer soll im Strafmass berücksichtigt werden. Im übrigen besteht die Möglichkeit der Ideal Konkurrenz mit anderen Tatbeständen.

Die Expertenkommission, welche die Revision des Sexualstrafrechts zuhanden des Bundesrates vorbereitet hat, schlug ein festes Schutzalter von 14 Jahren vor. In der Vernehmlassung ist dieser Vorschlag allerdings nicht auf grosse Begeisterung gestossen, und eine doch beachtliche Zahl von Vernehmlassern haben sich für die Beibehaltung des Schutzalters von 16 Jahren ausgesprochen.

Der Bundesrat hat sich dann entschieden, das Schutzalter bei 16 Jahren zu belassen, aber – Herr Bundespräsident Koller hat das soeben ausgeführt – mit der Möglichkeit für die zuständige Behörde, von der Strafverfolgung abzusehen, wenn der Täter zum Zeitpunkt der Tat das 18. Altersjahr noch nicht zurückgelegt hat.

Es ist dies ein erster, zaghafter Schritt zur Entkriminalisierung der Jugendliebe. Der Ständerat ist diesem Konzept gefolgt, hat aber die Altersgrenze für eine individuelle Strafbefreiung

auf 20 Jahre erhöht. Der Bundesrat hält – wie Sie gehört haben – an diesem Konzept fest. Unser Kollege Hans Steffen übernimmt den Antrag des Ständerates und des Bundesrates. Der Ständerat hat auch in Absatz 4, wo es um die Verjährung geht, eine Aenderung vorgenommen. Der Bundesrat hatte eine verkürzte Verjährungsfrist für diese Taten von zwei Jahren vorgesehen. Die Absicht, die dahinter stand, war Rücksichtnahme auf das Opfer, damit nicht mittels eines Officialdeliktes Jahre später ein traumatisches Erlebnis durch die Aufnahme von Ermittlungen neu auflebt. Der Ständerat hat dann aber diese Frist auf fünf Jahre ausgedehnt, aus der Ueberlegung heraus, dass bei dieser kurzen Verjährungsfrist zu viele Täter nicht erfasst würden und dass die Täter veranlasst werden könnten, das auszunützen. Unsere Kommission geht noch weiter und streicht die Vorschrift über die Verjährung in Absatz 4 ganz. Das heisst, wir lassen die allgemeinen Grundsätze über die Verjährung Platz greifen, und das bedeutet bei Zuchthausstrafe zehn Jahre Verjährung, bei einer anderen Strafdrohung fünf Jahre Verjährung.

Bei der Jugendliebe geht unsere Kommission mit dem Absatz 1bis bei der Entkriminalisierung einen deutlichen Schritt weiter und lässt alle geschlechtlichen Handlungen zwischen Jugendlichen unter bestimmten Voraussetzungen – im wesentlichen handelt es sich um einen Altersunterschied von vier Jahren – straffrei. Die Mehrheit legt hier eine untere, absolute Schutzgrenze von 14 Jahren fest, die Minderheit will darauf verzichten. Es ist der Detailberatung vorbehalten, Pro und Contra der verschiedenen Vorschläge ausdiskutieren. Ich möchte lediglich noch darauf hinweisen, dass die Kommission geschlossen die Entkriminalisierung der Jugendliebe unterstützt. Das lässt sich auch damit rechtfertigen, dass dieser Artikel im Prinzip einvernehmliche Handlungen erfasst; das Opfer ist also mit der Tat einverstanden. Liegt ein gewaltmässiges Vorgehen vor, wird die geschlechtliche Handlung erzwungen, werden selbstverständlich auch diese Fälle mit dem Tatbestand der sexuellen Nötigung oder der Vergewaltigung erfasst.

Frau Hafner Ursula, Sprecherin der Minderheit: Der Sinn des Schutzalters ist es, die Jugendlichen vor sexuellen Uebergriffen von Erwachsenen zu schützen. Mit dem geltenden Strafgesetzbuch wurde das Schutzalter jedoch oft zum Bumerang für die Jungen. Es wurden überproportional viele Minderjährige für ihre Liebesbeziehungen verurteilt. Nun gehören aber Jugendliche, die ihre ersten Erfahrungen mit dem anderen Geschlecht machen, dafür nicht vor Gericht. Ich bitte Sie deshalb, den Antrag Steffen abzulehnen.

Ich halte es zwar nicht für wünschbar, dass die Jungen schon früh mit sexuellen Beziehungen anfangen, aber ich wünsche ihnen noch viel weniger, dass sie dann gleich noch ihre ersten Erfahrungen mit den Strafbehörden machen. Dass ihnen vor allem diese Erfahrungen schaden, ist auch die einhellige Meinung der Experten. So erklärte etwa Herr Professor Schultz in der Kommission: «Dass durch die Strafuntersuchung das Kind einen nachhaltigen Schaden erleidet, wie es ihn durch die sexuelle Handlung selbst nicht erfährt, das weiss man nachgerade aus der Literatur.» Diese Erkenntnis hat in der Praxis dazu geführt, dass das Strafgesetzbuch in vielen Fällen gar nicht angewendet wurde.

Laut Untersuchungen hatten bereits zu Beginn der siebziger Jahre fast die Hälfte der Jugendlichen unter 16 Jahren schon sexuelle Erfahrungen. Heute dürften es wohl noch mehr sein. Nur deshalb, weil Eltern, Lehrer und Behörden oft beide Augen zudrücken, bleiben all diesen jungen Menschen hochnotpeinliche Verhöre und eine Strafe erspart.

Auch unsere Kommission ist der Meinung, es habe keinen Sinn, die Hälfte der Schweizer Jugend für strafbar zu erklären. Leider ist aber die Kommissionsmehrheit mit der Lösung, die sie vorschlägt, auf halbem Weg stehengeblieben. Sie hat die Jugendliebe nur von der Strafbarkeit ausgenommen, falls beide Beteiligten entweder über 14 oder unter 14 Jahre alt sind. Ist aber einer von beiden 12 oder 13 und der andere 14 oder 15, so sollen die beiden einer behördlichen Untersuchung ausgesetzt werden. Mit anderen Worten: Solange Romeo und Julia 12- und 13jährig sind, werden vielleicht die El-

tern eingreifen, das neue Strafgesetzbuch liesse sie jedoch gewähren. Werden sie ein Jahr älter, machen sie sich aber strafbar, wieder ein Jahr später würde unser Strafgesetzbuch sie wieder in Ruhe lassen. Eine solche Regelung ist absurd.

Ich beantrage Ihnen deshalb, in Artikel 187 Absatz 1 bis die Worte «das Kind mindestens 14 Jahre alt» zu streichen. Damit erklären wir die Jugendliebe, das heisst Beziehungen zwischen mehr oder weniger Gleichaltrigen, generell für straflos. Die Kommissionsmitglieder, die meinem Antrag nicht zustimmen konnten, hatten Extrembeispiele vor Augen. Sie befürchteten, 14jährige könnten sich an 10jährigen vergehen, 15jährige an 11jährigen, 16jährige an 12jährigen und 17jährige an 13jährigen. Dazu ist zu sagen, dass die 10- bis 13jährigen Eltern, Betreuer oder Vormünder haben, die auf ihr Wohl bedacht sind und die doch mit 14- bis 17jährigen noch ohne Strafgesetzbuch zurechtkommen sollten, solange diese weder gewalttätig sind noch die Jüngeren nötigen. Sobald Gewalt oder Nötigung im Spiel ist, kommen ohnehin Artikel 189 und 190 zum Tragen. In anderen schwierigen Fällen könnte die Jugendfürsorge eingreifen.

Auch für Extremfälle brauchen wir hier also keine Bestimmung, und für alle anderen Jugendlichen sollten wir erst recht keine absurden Gesetzesartikel schaffen. Es ist absurd zu sagen, sexuelle Spielereien zwischen Jugendlichen unter 14 Jahren sollen straflos sein, sexuelle Beziehungen zwischen solchen über 14 Jahren sollen auch nicht Gegenstand von Strafuntersuchungen sein, aber was zwischen beiden Alterskategorien läuft, das ist unzulässig, da sollen die Jungen die Hände davon lassen. Sexuelle Reife ist doch nicht etwas, was uns von einem Tag auf den anderen zufällt. Dahinter stecken Entwicklungen, ein allmähliches Sich-Herantasten ans andere Geschlecht. Da gibt es kein Stillhalteabkommen zwischen Kindheit und Erwachsensein. Auch für die Pubertierenden von 12, 13, 14 oder 15 Jahren gibt es Formen, die ihnen gemäss sind. Vergessen Sie bitte nicht, dass in Artikel 187 mit «geschlechtliche Handlung» auch Zungenküsse und Petting gemeint sind. Die neue Bestimmung unterscheidet nicht mehr zwischen Beischlaf, beischlafsähnlicher und anderer unzüchtiger Handlung.

Auch wenn ich es persönlich nicht für wünschbar halte, dass die Jungen schon früh mit sexuellen Beziehungen anfangen, halte ich es andererseits für absolut notwendig, dass sie lernen, selber die Verantwortung für ihre Beziehungen zu übernehmen. Dabei kann ihnen das Strafgesetzbuch nicht behilflich sein. Ein Verbot von sexuellen Beziehungen zwischen Jugendlichen einer bestimmten Alterskategorie wird nichts nützen. Das beweist schon die grosse Zahl von Jugendlichen, die trotz dem Verbot im geltenden Strafgesetzbuch intime Beziehungen haben. Wie sollte ein solches Verbot auch Wirkung zeigen, nachdem nicht einmal ein göttliches Verbot die Menschen im Paradies daran hindern konnte, die Frucht vom Baume der Erkenntnis zu essen? Solange Adam und Eva sich einig sind, werden sie auch nicht einsehen, dass ihnen jemand die Liebe verbieten will – am wenigsten der Staat in seiner Anonymität.

Die Jugendlichen, die noch keine intimen Beziehungen haben, lassen sich nicht vom Strafgesetzbuch davon abhalten, sondern sie sind noch nicht bereit dazu, sie haben noch Angst davor oder haben von ihren Eltern eine bestimmte Moral mitbekommen. Ich meine also, dass ein gesetzliches Verbot von Liebesbeziehungen, die auf einem gegenseitigen Einverständnis beruhen, keinen Sinn hat; ich befürchte hingegen, dass es schaden kann, und zwar in verschiedener Weise. Ich habe schon erwähnt, dass sich die Experten darin einig sind, dass die Strafuntersuchung dem Kind viel mehr Schaden zufügt als eine sexuelle Handlung ohne Zwang; das gilt für Jugendliche jeden Alters. Dazu kommt die ganze Problematik der Aids-Prophylaxe. Wie soll die Aids-Aufklärung und allgemein die Sexuaufklärung Erfolg haben, wenn wir sexuelle Beziehungen tabuisieren und dadurch ins Dunkel und in die Heimlichkeit verdrängen? Sollen die Eltern ihrem 16jährigen Sohn sagen: «Du darfst nicht mit deiner 13jährigen Freundin schlafen; wenn du es dennoch tust, so musst du Präservative benutzen»? Das kommt mir vor, wie wenn sie sagen würden: «Du darfst nicht stehlen; wenn du es dennoch tust, so musst

du Handschuhe tragen.» Wie ernst sollen da die Jungen die Gesetze nehmen, die wir in diesem Saal machen? Beschliessen Sie keine Verbote, die der Gesundheitserziehung zuwiderlaufen und die Eltern in ihrer Aufgabe behindern!

Wir haben eine Petition des Centre d'accueil et de prévention von Freiburg erhalten. Anlass zur Petition war ein Gerichtsurteil vom Februar 1986, das eine Mutter zu zehn Tagen Gefängnis verurteilte, weil sie ihrer 13jährigen Tochter ein Verhütungsmittel verschafft hatte. Mit ihrer Unterschrift drückten mehr als 2000 Personen ihren Zorn und Unmut darüber aus, dass Eltern, die ihren Kindern Verhütungsmittel empfehlen, vors Gericht gezogen werden. Sie weisen darauf hin, dass ein Gesetz, das solche Handlungen unter Strafe stellt, wirklichkeitsfremd ist und der Verantwortung nicht gerecht wird, welche die Eltern zu tragen haben. Die Petenten ersuchen uns, dafür zu sorgen, dass in Zukunft keine Person mehr wegen solchen Handlungen vor Gericht kommt. Mit der Formulierung der Kommissionsmehrheit wäre die Mutter aus Freiburg weiterhin strafbar – wollen Sie das? Wollen Sie Mütter, die sich um das Wohl ihrer Kinder kümmern, weiterhin bestrafen?

Das Selbstbestimmungsrecht zieht sich sonst als Leitmotiv durch die ganze Sexualstrafrechtsreform hindurch und wurde heute von fast allen Sprecherinnen und Sprechern genannt. Dieses Leitmotiv soll auch für die Jugendlichen und ihre Eltern gelten. Ich bitte Sie, dabei eine klare und konsequente Haltung einzunehmen. Die komplizierte und widersprüchliche Lösung der Kommissionsmehrheit akzeptiert zwar die Eigenverantwortung der meisten jungen Liebespärchen und ihrer Eltern, eine bestimmte Kategorie fällt dabei aber zwischen Stuhl und Bank. Ich nehme an, dass auch der Ständerat bereit sein wird, meinem Vorschlag zuzustimmen. Im Ständerat drückten nämlich verschiedene Redner ihr Unbehagen über die getroffene Lösung aus. Sie bedauerten es, dass der Vorschlag des Strafrechtsprofessors Martin Killias, der nur auf den Altersunterschied abstellt, für die Beratungen in der ständerätlichen Kommission zu spät kam. Der Kommissionssprecher, Ständerat Jean-François Aubert, zitierte Killias folgendermassen: «Au fond, on saisirait mieux ces problèmes si on supprimait toute pénalité pour les auteurs qui n'ont que quatre ou cinq ans de plus que la personne qu'on s'obstine à considérer comme une victime. On fixerait une différence d'âge qui serait exclusive de la peine.» Aubert fügte bei: «Je regrette que nous n'ayons pas pu pousser plus avant cette idée.»

Es ist genau diese Idee, die ich Ihnen unterbreite, und ich bitte Sie, meinem Minderheitsantrag zuzustimmen.

Steffen: Einmal mehr muss ich feststellen, wie schwierig es für den Vertreter einer kleinen Partei ist, sich den dringend notwendigen Wissensstand in einer komplexen Rechtssache anzueignen, wenn man keinen Vertreter in der Expertenkommission hat und wenn man als Parlamentarier von den Kommissionsberatungen ausgeschlossen ist. Man muss seine Argumentation durch aufwendiges Aktenstudium zusammenbauen, wobei man alle Mühe hat, zu einer befriedigenden Gesamtschau der herkömmlichen und der angestrebten Rechtslage zu gelangen.

Zuerst habe ich einen Antrag auf Rückweisung erwogen; aber dann wurde mir die Aussichtslosigkeit dieses Ansinnens bewusst, und ich beschränke mich jetzt darauf, mit meinen beiden gleichlautenden Anträgen in den Bereichen Strafgesetz und Militärstrafgesetz einen zentralen und wesentlichen Artikel herauszugreifen.

Der Artikel 187 mit dem Flandtitel «Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen. Geschlechtliche Handlungen mit Kindern» nach Beschluss des Ständerates hält am heute gültigen Schutzalter von 16 Jahren fest. Ziffer 2 mit der Kann-Bestimmung eröffnet dem Richter einen angemessenen Ermessensspielraum, wobei die Anhebung der Altersgrenze von 18 auf 20 Jahre eine differenzierte Strafbefreiung bzw. eine dem Einzelfall angepasste Behandlung junger Täter erlaubt. Ziffer 4 bestimmt, dass die Strafverfolgung nach fünf Jahren verjährt, nicht – wie der Bundesrat vorschlägt – bereits nach zwei Jahren. Im Ständerat wurde diese Anhebung der Verfolgungsverjährung u. a. damit begründet, dass bei einer kurzen Frist von zwei Jahren ein guter Teil der Delikte ungesühnt bliebe – Frau

Spoerry hat darauf hingewiesen. Soviel zur Würdigung der ständerätlichen und bundesrätlichen Beschlüsse.

Bevor ich mich zum Mehrheits- und zum Minderheitsantrag unserer Kommission äussern möchte, erlaube ich mir ein paar grundsätzliche Überlegungen zu den Tendenzen, die der Revision des Sexualstrafrechts zugrunde liegen. Leider wird von bürgerlich-liberaler Seite meist übersehen, dass die seit mehr als zwanzig Jahren andauernde Sexualisierung des Menschen nicht einfach eine Folge des sich wandelnden Zeitgeistes ist, sondern eine sozialpolitische Strategie des Neomarxismus zur Gesellschaftsveränderung. Heute ist festzustellen, dass die sexuelle Emanzipation sich in allen Altersgruppen ausbreitet, wobei die traditions- und gebotsgebundenen älteren Jahrgänge – zu denen auch ich mich zähle – am meisten Widerstand leisten. Anfang der siebziger Jahre setzten denn auch im deutschsprachigen Raum gruppenspezifische Prozesse ein, die zum Ziele hatten, die herkömmlichen Ordnungen aufzubrechen. Hauptzielgruppen waren Kinder und Jugendliche. Kinder- und Jugendtheater wie die «Rote Grütze» in der Bundesrepublik oder das Spiel «Kasch mi gärn ha» im Basler Theater mit ihrer Vulgärsprache aus der untersten Schublade, der sexuellen Stimulierung durch Musik, Bewegung und Sprache und mit der Animation zum Nachvollzug lösten bei vielen Kindern das natürliche Schamgefühl auf, beseitigten Tabus, stellten Autorität in Frage, indem Eltern grundsätzlich als böse, Lehrer als hinterwäldlerisch, Polizisten als brutal und Grosseltern als dumm dargestellt wurden. Die Lächerlichmachung der Autoritätsträger zerstörte vielerorts die Ehrfurcht vor diesen Bezugspersonen und schuf einen Graben zwischen Kindern und Erwachsenen.

Sexualität ausserhalb der Ehe nach dem egoistischen Lustprinzip «Ich mache, was ich will und was mir Spass macht», wurde zum Leitsatz unzähliger junger Menschen. Diese wuchsen heran, wurden u. a. auch Lehrer, Psychologen, Theologen und Politiker und dienten so als Multiplikatoren dieser neuen Kultur. Damit verbreitete sich eine Kulturrevolution in Windeseile, und leider ist mancher Journalist, Experte und Politiker – vielleicht auch hier im Saal – ungewollt ein Glied dieser geistigen Geheimarmee, ein Veränderungsagent geworden. Zusammenfassend möchte ich festhalten, dass der vorgängig geschilderte gruppenspezifische Grossprozess andauert und heute auch in der grundlegenden Aenderung des Sexualstrafrechts erkennbar wird. Wir bewegen uns weg von den in der christlich-abendländischen Tradition verankerten Rechtsnormen und bewegen uns hin zu den Normen einer progressiv neomarxistisch bedingten Emanzipation. Selbst Frau Kollegin Spoerry, Berichterstatterin der Kommission, stellte in der Kommission einen Lernprozess fest, vermutlich wegen der Aenderung ihrer eigenen früheren Positionen.

Sie werden begreifen, dass ich nach diesen gesellschaftspolitischen Exkursen kein Verständnis für die beiden Anträge der Mehrheit und Minderheit unserer Kommission aufbringe. Ich bin sehr froh, feststellen zu dürfen, dass der Bundesrat die ständerätlichen Beschlüsse unterstützt. Ich verweise auf seine diesbezüglichen Ausführungen auf Seite 57f. der Botschaft und auf seine heutigen Erklärungen am Schluss der Eintretensdebatte.

Eine Entkriminalisierung der Jugendliebe, wie sie die Kommission anstrebt, hätte Auswirkungen, die in der ganzen Tragweite noch gar nicht abgeschätzt werden können. In Stichworten: Mangelhafte Verhütung, Schwangerschaft, Abtreibung, hormonale Störungen durch allzu frühen Pillengebrauch, Aids-Gefahr, Geschlechtskrankheiten, emotionale Störungen durch Geschlechtsverkehr als Freizeitbeschäftigung, Verhinderung des späteren Aufbaus einer verbindlichen Partnerschaft als Folge allzu früher, stets wechselnder Sexualkontakte, genussüchtige Sexualität als «Einstiegsdroge» und anderes mehr.

Abschliessend möchte ich noch zwei wichtige Bereiche beleuchten, in welchen die Straffreiheit der Jugendliebe echte Probleme schaffen würde. Ich bin Reallehrer an einer Oberstufenklasse. Meine Schüler verlassen die Volksschule im Alter von 16 bis 17 Jahren. Wir gehen jedes Jahr auf eine mehrtätige Schulreise oder in ein wöchiges Klassenlager. Muss ich meine Gedanken noch weiterspinnen?

Der zweite Bereich sei mit dem Stichwort «Elternrecht» versehen. Es gibt noch sehr viele Eltern – vielleicht mehr, als man denkt –, die ihre Kinder zur Keuschheit erziehen wollen, besonders solche, welche die gültige katholische Sexualethik respektieren, aber auch Eltern moslemischen Glaubens. Wie können aber diese ihr Elternrecht verwirklichen, wenn kein strafrechtlicher Schutz mehr für Jugendliche in bestimmten Altersbereichen besteht? Herr Bonny hat diese Überlegungen offensichtlich auch gemacht, ist dann allerdings zu anderen Schlüssen gelangt.

Sie spüren aus meinen Darlegungen, dass mich die anvisierte Aenderung persönlich sehr beschäftigt und auch betroffen macht. Herr Präsident Bremi hat in seiner Antrittsrede von der falschen politischen Ecke gesprochen. Ich bitte Sie, zu vergessen, dass ich aus dieser politischen Ecke komme. Nehmen Sie meine Überlegungen bei Ihrer Beurteilung ernst und folgen Sie meinen Anträgen zu den beiden Artikeln. Sie folgen dann ebenfalls den Beschlüssen des Ständerates und des Bundesrates.

Mme Jeanprêtre: Doit-on ou non abaisser l'âge de la majorité sexuelle? Les experts voulaient le fixer à quatorze ans, nous avons proposé de le maintenir à seize ans. On dira que les jeunes d'aujourd'hui connaissent mieux la vie, on dira en contrepoint qu'ils ne sont pas assez responsables. On parlera surtout de morale alors qu'il s'agit d'abord de liberté individuelle. Pourquoi abaisser cette limite d'âge? L'image d'un vieux satyre semble être de moins en moins vraie statistiquement. La plupart des personnes qui sont impliquées dans ces affaires comme auteurs ont moins de vingt-cinq ans. Il s'agit donc essentiellement d'amours juvéniles entre un garçon de dix-huit ou vingt ans et une fille de quatorze ou seize ans. Certes, si le développement physique des adolescents est aujourd'hui plus précoce, il n'en va pas de même de leur développement psychique, en raison notamment de leur entrée plus tardive dans la vie active.

Force est de constater que cette limite d'âge est totalement arbitraire et ne peut s'appuyer sur aucune étude scientifique très convaincante. Dès lors, l'argument qui nous convaincrait le plus est celui de l'acte librement consenti par les deux partenaires. Il faut chercher à défendre les valeurs profondes, comme la liberté individuelle, le consentement libre, le développement paisible de l'enfance et enfin, la dignité de l'homme et l'image qu'on s'en fait dans la société. Quelle que soit la limite d'âge que l'on fixe par ailleurs, on va rencontrer des difficultés, non pas seulement auprès des jeunes gens que l'on veut protéger, mais auprès des parents, des enseignants, des éducateurs, car il ne faut pas oublier que, eux-mêmes risquent d'être condamnés pour complicité, pour ne pas avoir empêché les relations sexuelles entre jeunes gens.

Un constat s'impose. Depuis les années soixante, il y a eu une baisse spectaculaire du taux de condamnations. On parle de 75 pour cent de cas en moins. Cela laisse supposer qu'il existe une tendance parmi les corps de police et les autorités compétentes à poursuivre moins systématiquement les infractions dont elles auraient éventuellement connaissance et une baisse des dénonciations en provenance de particuliers.

Le législateur ne saurait donc échapper à sa tâche de redéfinir les limites des comportements incriminés en renvoyant la balle aux praticiens. Quelle solution choisir: abaisser l'âge à quatorze ans? on en a déjà parlé. De toute façon, cette limite semble arbitraire. Faire une distinction entre enfant et adolescent, prendre en compte l'âge de l'auteur, le droit en vigueur, respectivement la jurisprudence ne font aucune distinction quant à l'âge de l'auteur d'une infraction tombant sous le coup de l'ancien article 191 et la conséquence en est que, même des enfants âgés de moins de seize ans peuvent être condamnés pour attentat à la pudeur d'un enfant.

Le Conseil fédéral a proposé d'exclure la possibilité de punir un auteur qui n'aurait lui-même pas encore dépassé l'âge protégé et de prévoir une exemption facultative de peine s'il n'a pas encore atteint l'âge de dix-huit ans. Cette proposition laisse entendre les difficultés suivantes. S'il paraît justifié de renoncer à toute peine à l'égard d'un adolescent qui entretenait des rapports avec une victime de son âge ou presque, faut-il

en faire autant à l'égard de celui qui abusait d'une fillette de six ans? Comment peut-on justifier qu'un auteur de dix-sept ans et demi ayant une amie de quinze ans puisse être exempté de toute peine si les rapports durent jusqu'à son dix-huitième anniversaire, mais non pas si cette relation se poursuit au-delà? Toutes les solutions qui fixent un âge limite absolu sont soumises à un arbitraire. D'autre part, toutes les solutions prévoyant une impunité facultative des auteurs n'ayant pas encore atteint une certaine limite d'âge souffrent des inconvénients suivants. Selon les explications données par le Conseil fédéral dans son message, il n'appartiendrait en aucun cas à la police, mais seulement aux autorités judiciaires, de renoncer à la poursuite d'un auteur. Il en résulte que la police devrait de toute façon mener une enquête, avec tout ce que cela implique en recherches et interrogatoires jugés comme particulièrement néfastes et traumatisants dans ce domaine sensible pour les enfants. Le texte légal proposé ne mentionne rien des critères dont l'autorité compétente devrait faire dépendre sa décision. Ainsi il ouvre la porte aux pratiques les plus contradictoires, sinon arbitraires. Toutes les solutions qui prévoient une limite d'âge fixe jusqu'à laquelle l'autorité compétente pourra renoncer à poursuivre ou condamner l'auteur maintiendront la punissabilité des parents, car l'exemption de toute peine dont profitera éventuellement l'auteur principal sera sans doute considérée comme une circonstance personnelle. Cette difficulté serait écartée si la différence d'âge entre l'auteur et la victime devient un élément constitutif de l'infraction. Une incohérence particulièrement choquante résulterait de la proposition du Conseil fédéral: si un enfant de quinze ans, par exemple, entretenait des relations – pas forcément intimes d'ailleurs – avec un autre enfant de quinze ans et demi, les parents ne seraient pas punissables parce qu'il n'y aurait pas d'infraction. En conclusion, l'introduction d'une différence d'âge entre l'auteur et la victime écarterait des incohérences telles que signalées, décriminaliserait les adolescents dans la mesure où ils entretiennent des rapports avec d'autres personnes de leur âge ou presque, mais non pas s'ils abusent de petits enfants, décriminaliserait les parents en leur laissant la responsabilité de veiller à l'éducation, à l'évolution sexuelle de leurs enfants selon leur propre conception. Le nouveau droit renoncerait ainsi à les obliger à imposer à leurs enfants une moralité fondée sur l'abstention, mettrait mieux en lumière l'immoralité de l'acte justifiant son incrimination, à savoir l'abus sexuel d'une personne mineure par une personne bien plus âgée et expérimentée et disposant d'une certaine autorité naturelle qui seule justifie que l'on parle dans ce contexte d'un auteur et d'une victime.

Si au sein de la minorité nous n'avons pas voulu fixer un âge limite de protection en relation avec une différence d'âge de quatre ans, c'est pour tenir compte d'une réalité qui est le traumatisme supplémentaire que représente une procédure pénale pour des enfants. Nous estimons que c'est l'affaire des éducateurs au sens étroit ou large du terme d'assurer la surveillance et de prendre des mesures disciplinaires et ce d'autant plus que les enfants seront plus jeunes.

Frau Stamm: Die seinerzeitige Expertenkommission schlug vor, das Schutzalter auf 14 Jahre festzusetzen und Beteiligte von Strafe auszunehmen, wenn beide im Schutzalter sind. Die Meinung der Expertenkommission war damals nicht, der Jugendsexualität Tür und Tor zu öffnen. Die Meinung der Expertenkommission war, dass Liebe, Zärtlichkeit, Sexualität, an der junge Menschen beteiligt sind, nicht in die Hand von Strafuntersuchungsbehörden gehören – auch wenn diese sich bei den Abklärungen und Befragungen grosse Mühe geben –, damit nicht noch zusätzlicher Schaden angerichtet wird. Die Kommissionmehrheit hat sich auf den Bundesrat und Vernehmlassungen abgestützt, welche sich für die Beibehaltung des Schutzalters 16 aussprachen. Gleichzeitig trug sie dem Anliegen der Jugendliebe Rechnung. Junge Menschen, die im Alter weniger als vier Jahre auseinanderliegen und eine Liebesbeziehung unterhalten, sollen nicht bestraft werden. Für diese Gruppe setzte die Kommissionmehrheit ein Mindestalter von 14 Jahren fest. Sie nahm auch die kindlichen sexuellen Spielereien von Beteiligten unter 14 Jahren von Strafe aus.

Die Kommissionmehrheit hat dadurch ermöglicht, dass beide Gruppen gar nicht in Ermittlungs- und Untersuchungsverfahren einbezogen werden. Das ist ausserordentlich wichtig. Wir wissen, dass die Befragungen von Kindern und Jugendlichen durch fremde Menschen in diesem intimen Bereich häufig eine schädigendere Wirkung erzeugen als eine vielleicht verfrühte sexuelle Beziehung. Speziell ausgebildete Polizeiorgane und Angehörige der Jugendanwaltschaften geben sich in diesen Fällen zwar alle Mühe; aber sie sind und bleiben fremde Erwachsene, die über intimstes Verhalten Auskunft verlangen. Vielleicht können Sie sich vorstellen, wie sich Kinder und Jugendliche in solchen Situationen fühlen.

Aus diesem Grund ist das Konzept der Kommissionmehrheit und der Minderheit Hafner Ursula dem Konzept von Bundesrat, Ständerat und dem Antrag Steffen vorzuziehen. Liebe, Zärtlichkeit, Sexualität vor jungen Menschen – ich wiederhole es noch einmal – gehören nicht in die Hände von Strafuntersuchungsbehörden. Wenn es nötig ist, haben andere Instanzen – Eltern, Erzieher, Psychologen – in angemessener Weise den jungen Menschen Beratung und Hilfe zu gewähren. Sind Sie der Meinung, dass all diese Instanzen – Elternhaus, Religion, Sitte, Moral – abgedankt haben und dass nur noch die Strafbehörden zum Rechten sehen können? Das wäre in der Tat eine traurige Bilanz.

Die Minderheit Hafner Ursula steht voll hinter dem Konzept der Kommissionmehrheit. Sie möchte aber keine Mindestgrenze von 14 Jahren, weil diese in der Praxis zu stossenden Resultaten führen wird. Straffrei sind bei der Kommissionmehrheit Kinder, wenn alle Beteiligten unter 14 Jahre alt sind, und solche, die weniger als vier Jahre älter sind als das beteiligte 14-jährige Kind. Dadurch wird jene Gruppe strafbar, bei der ein Beteiligtes unter und ein Beteiligtes über 14 Jahre alt ist, auch wenn sie fast gleichaltrig sind oder weniger als vier Jahre auseinanderliegen.

Das ist sehr stossend, und dem kann durch den Minderheitsantrag Hafner Ursula abgeholfen werden. Ich beantrage Ihnen daher, diesen zu unterstützen.

Nussbaumer: Als Kommissionsmitglied beschleicht mich ein zwiespältiges Gefühl, wenn ich die Stossrichtung dieser Gesetzesrevision in ihrer Gesamtheit überblicke. Einerseits bin ich glücklich über den vermehrten Schutz der Frau, welcher auch in der Konzeption der Mehrheit der Kommission wesentlich und entscheidend verbessert wird. Leider bringt Artikel 187 Absatz 1 bis in der Fassung der Minderheit, aber auch in derjenigen der Mehrheit, einen Abbau des Schutzes für Kinder unter 16 Jahren. Ich habe darauf verzichtet, einen Antrag einzubringen. Ich möchte aber den Ständerat bitten, diesen Absatz 1 bis – wenn er in der Form der Mehrheit angenommen wird – nochmals zu überdenken.

Die Lösung der Mehrheit lässt den Täter zwischen 16 und 20 Jahren beziehungsweise 14 und 18 Jahren straffrei ausgehen, wenn das Opfer 14 bis 16 Jahre alt ist. Wir werden im Jubiläumsjahr 1991 den 18jährigen das Stimm- und Wahlrecht geben. Es wird nur noch kurze Zeit dauern, bis das Mündigkeitsalter generell auf 18 Jahre herabgesetzt wird. Unter diesen Umständen ist eine Ausnahmeregelung für 18- bis 20jährige Täter nicht mehr angezeigt. Diese Ausnahmeregelung wäre kaum mit Artikel 4 der Bundesverfassung zu vereinbaren. Wer mit 18 Jahren mündig ist, soll alle Rechte und Pflichten eines mündigen Bürgers übernehmen. Es wäre daher richtig, wenn in Absatz 1 bis nur Täter von 14 bis 18 Jahren straffrei ausgehen könnten.

Ganz abwegig ist der Minderheitsantrag, der 12- bis 14jährige Mädchen – oder gar 10jährige – schutzlos einem 14- bis 18jährigen Täter ausliefern möchte. Damit würde das Schutzalter 16 total unterlaufen. Herr Leuba hat gesagt: «Nous voulons protéger les faibles. Nous voulons protéger la libre détermination.» Aber wo bleibt die Selbstbestimmung eines 13jährigen Mädchens, wenn sein 17jähriger Freund aus triebhaftem Egoismus das Kind überrumpelt? Kann dieses Kind die Tragweite seines Handelns erkennen? Ist es sich der Gefahr der Ansteckung mit Aids bewusst?

Dem Gesetzgeber kommt heute eine grosse Verantwortung zu. Unsere permissive Gesellschaft lebt alles aus, was der Ge-

setzgeber nicht verbietet. Die Kirchen haben leider das Sagen weitgehend verloren. Im Strassenbau bauen wir mit teuren Geldern bei gefährlichen Stellen Leitplanken ein. Dem jugendlichen Menschen, der in diesem Land den nicht ungefährlichen Weg des Lebens unter die Füsse nimmt, wird zugemutet, ganz auf sich selbst gestellt, ohne Schutz und Leitlinien, erwachsen zu werden.

Ich bitte Sie, den Antrag der Minderheit abzulehnen. Dem Antrag der Mehrheit könnte ich nur zustimmen, wenn der Ständerat die obere Grenze für die Straffreiheit auf 18 Jahre festlegen würde. Daher stimme ich dem Bundesrat zu.

Fischer-Sursee: Ich begrüsse, dass die sexuellen Beziehungen unter Kindern und Jugendlichen anders geregelt und entkriminalisiert werden. Die *ratio legis* ist die, dass Kinder und Jugendliche vor sexuellen Uebergriffen von Erwachsenen geschützt werden sollen. Die Ausnützung der Unerfahrenheit der Kinder und Jugendlichen bewirkt den psychologischen Schock, und das soll bestraft werden. Das Schutzbedürfnis stellt sich aber völlig anders dar, wenn Jugendliche unter sich, Kinder unter sich die sogenannte Jugendliebe tätigen, wenn also mehr oder weniger Gleichaltrige sexuelle Beziehungen aufnehmen oder Zärtlichkeiten austauschen. Hier fehlt in den allermeisten Fällen das Unrechtsbewusstsein; die Schädigung und der Schock treten nicht durch die Handlung ein, sondern durch das, was nachher geschieht. Ich kann Ihnen das aus meiner eigenen Tätigkeit als Anwalt – ich war früher relativ häufig im Strafrechtsbereich tätig und hatte mehrere Fälle solcher Jugendbeziehungen, die vor den Strafrichter kamen – bestätigen. Der Schaden trat regelmässig – und zwar beim Opfer und beim Täter – durch das Untersuchungsverfahren ein. Das Mädchen wurde befragt, es wurde im Intimbereich befragt. Dadurch nahm es meistens Schaden, und zwar deshalb, weil nämlich sein Freund wegen ihm in ein Strafverfahren verwickelt wurde. Der jugendliche Täter wurde verängstigt, er hatte ja kein Unrechtsbewusstsein. Er erlitt oft einen Schock. Ich hatte 17jährige vor mir, die weinten, die völlig aufgelöst und hilflos waren, weil sie sich nämlich gar nicht bewusst waren, dass sie sich hier strafrechtlich verhalten hatten. Ich bin daher der Meinung, dass die sogenannte Jugendliebe nicht in die Hand der Untersuchungsbehörde gehört, sondern – wie Frau Stamm dargelegt hat – in die Hand der Erzieher, Eltern und Psychologen.

Wir müssen auch noch eines bedenken: Es wird immer mit der Generalprävention argumentiert; es habe eine gewisse abschreckende Wirkung. Wir wissen, dass erstens im Jugendstrafbereich diese Fälle ja gar nicht publik werden, sie werden im geschlossenen Rahmen abgehandelt. Zweitens wissen wir ebenso sehr, dass im Bereich der Sexualität die Strafe keine abschreckende Wirkung hat. Da spielen ganz andere psychologische Faktoren hinein.

Es stellt sich nun die Frage, ob der Vorschlag der Mehrheit oder der Vorschlag der Minderheit der bessere ist. Der Vorschlag der Mehrheit bringt gegenüber dem heutigen Zustand eine wesentliche Verbesserung. Ich persönlich befürworte aber den Vorschlag der Minderheit. Der Vorschlag der Mehrheit ist starr. Er ist nicht flexibel, schafft eine neue Willkür und neues «Unrecht», während der Vorschlag der Minderheit flexibel ist, auch Rücksicht nimmt auf das Alter des Opfers und auf das Alter des Täters. Es ist nicht so, Herr Nussbaumer, dass ein 18jähriger nun ein 10- oder 11jähriges Mädchen missbrauchen könnte. Der macht sich strafbar. Es wurde sehr eingehend dargelegt, zu welchen Problemen es führen kann, wenn wir einen 15jährigen bestrafen, weil er sich mit einem dreizehn-einhalbjährigen Mädchen sexuell betätigt hat.

Die Kann-Formel des Bundesrates ist überhaupt keine Lösung; denn dort kommt genau das Strafverfahren, das Untersuchungsverfahren, und dann haben wir den Schaden angeordnet, den wir eigentlich verhindern wollen.

Wir müssen bei der Jugendsexualität ja immer beide Personen betrachten, das Mädchen und den jugendlichen Täter. Durch das Untersuchungsverfahren werden nämlich zusätzlich beide noch zum Opfer gemacht, das Mädchen, das allenfalls schon durch die sexuelle Handlung zum Opfer wurde, und der jugendliche Täter.

Ich möchte all jenen, die Bedenken gegen eine Lockerung haben, zu überlegen geben, was es für sie bedeuten würde, wenn ihr jugendlicher Sohn, z. B. ihr 16- oder 17jähriger Sohn, in ein Strafverfahren verwickelt würde.

Man kann die Jugendliebe ablehnen oder akzeptieren. Sie ist sicher nicht erwünscht, aber sie ist ein Faktum, das wir heute haben. Die Umstände und Tatsachen sind so. Die Auffassungen haben sich gewandelt. Auch diesem Faktum muss der Strafgesetzgeber Rechnung tragen. Schliesslich ist es – wie Frau Stamm sehr gut dargelegt hat – primär eine Sache der Familie, der Kirche und der Schule, die Kinder vor allzu früher Sexualität zu bewahren, und nicht Sache des Strafrichters.

Schmid: Ich bitte Sie im Namen der grünen Fraktion, dem Minderheitsantrag zuzustimmen. Er hat gegenüber dem Antrag der Mehrheit den Vorzug, dass er Jugendbeziehungen, die auch sexuelle Formen annehmen können, in keiner Altersphase unter Strafe stellt, sofern der Altersunterschied nicht mehr als vier Jahre beträgt. Damit tragen wir der Notwendigkeit Rechnung, dass eine Handlung nicht während einer bestimmten Zeit, die recht willkürlich angesetzt und entwicklungspsychologisch nicht vertretbar ist, vor die Öffentlichkeit gezerrt wird. Die Entwicklungs- und Reifejahre mit ihren Sensibilitäten, Konflikten und Krisen gehören in die Domäne des Hauses. Sie sind eine Angelegenheit der Erziehung und obliegen somit jenen Instanzen, die diese Erziehung wahrzunehmen haben, und gehören nicht in Gerichtsstuben, zu keiner Zeit und auch in keiner Uebergangszeit.

Deshalb darf auch das Wort Täter, an dem man sich etwas stossen kann, nicht mit Straftäter gleichgesetzt werden, sondern bezeichnet zunächst einfach einen Menschen, der eine Tat begangen hat, die erst noch gemäss Gesetz zu beurteilen ist.

Dass Liebe sich nicht in Sexualität erschöpft und Sexualität allein noch nicht Liebe ist, das lernen die einen, indem sie in ihren Freundschaften auf elterlichen Rat hin frühe geschlechtliche Beziehungen noch zurückstellen, damit eben Liebe und Sexualität nicht auseinanderfallen. Andere, bei denen Sexualität und Liebe sich erst noch finden müssen und die davon überzeugt sind, dass ihre Zuneigung echt und nicht nur eigenbezogen ist, werden im Vollzug sexueller Handlungen erfahren, dass damit die Liebe noch nicht gelernt ist. Jedes Alter pflegt seine eigenen Formen der Liebe, und sie sind nie weniger wahr und schon gar nicht verwerflich, auch wenn sie sich noch unbeholfen äussern. Die aufkeimende sexuelle Neugier, die natürlich auch nicht ausbleibt, ist ebenfalls Ausdruck dafür, dem Wunder der Liebe auf die Spur zu kommen, wenn auch vielleicht auf dem Weg über den Irrtum isolierter sexueller Handlungen, die innerlich leer lassen.

Solche Erfahrungen können weder durch eine Strafandrohung verhindert noch durch Strafmassnahmen ersetzt werden. Im Gegenteil, die sekundären Auswirkungen einer richterlich verhängten Strafe sind weit gravierender als allfällige Primärfolgen.

Liebe und Sexualität gehören zur intimsten Angelegenheit der Menschen. Wenn irgendwo die Privatsphäre vor dem Zugriff des Staates und seiner Richter bewahrt werden muss, und zwar in jeder Lebensphase, dann hier. Nur Gewaltanwendung und vorsätzlicher Missbrauch gehören vor den Richter.

Deshalb bitten wir Sie, den Antrag der Minderheit zu unterstützen, auf jeden Fall aber den Streichungsantrag Steffen abzulehnen.

Braunschweig: Das Eindrückliche an dieser langen Kommissionsarbeit waren die persönlichen Wandlungen, die bei allen Kommissionsmitgliedern vorgekommen sind; wir waren gefordert, uns ganz persönlich mit den Fragen der Sexualität zu beschäftigen. Wir konnten es uns nicht so leicht machen, einfach von vorbestandenen Meinungen auszugehen. Im Falle des Schutzalters haben alle an ihre eigene Kindheit gedacht. Man hat das im Verlaufe der Diskussion gespürt. Viele haben an ihre Kinder gedacht oder an Erfahrungen, die sie ausserhalb der eigenen Familie gemacht haben. Wer hat das Problem der Jugendliebe nicht schon in dieser

oder jener Form erlebt, teilweise fröhlich, ergreifend, zuversichtlich, teilweise auch mit grossen Bedenken und Sorgen? Von diesen Erfahrungen sind wir ausgegangen und haben Lösungen gesucht und sind zum Vorschlag gekommen, der heute vorliegt. Ich empfehle Ihnen, dem Minderheitsantrag von Frau Hafner zuzustimmen, weil wir mit ihm in vielen Fällen der Gerechtigkeit näher kommen.

Herr Steffen, in Ihrem Votum ist etwas Ueberraschendes passiert: Sie haben die üblichen Schlagworte gebraucht: «Neomarxismus» – Sie hätten sich damit auseinandersetzen müssen, wenn das wirklich aktuell wäre –, «Veränderungsgesetzen» und natürlich die bösen Journalisten (damit haben Sie Ihr Plansoll gegen die Pressefreiheit erfüllt). Aber dann das Seltsame, Herr Steffen, dann sprachen Sie als Lehrer und sagten wörtlich: «Muss ich meine Gedanken noch weiterspinnen?» Jawohl, Herr Steffen, diese Chance hätten Sie gehabt, Ihre persönlichen Gedanken weiterzuspinnen. Aber genau dort, wo es bei Ihnen ans Persönliche, ans «Läbige» gegangen ist, haben Sie geschwiegen, haben Sie abgebrochen und sind wieder zu den Vulgärphrasen übergegangen.

Sie haben von Vulgärsprache geredet. Ich kenne dieses Bedenken, es ist ein echtes Problem, aber Sie haben sich damit nicht auseinandergesetzt. Es stellt sich die Frage, ob wir nicht in gewissen Bereichen so mit den Menschen sprechen sollen, dass es ihre Sprache ist und dass sie es vielleicht besser verstehen können und so ein Lernprozess eingeleitet werden kann. Wenn Sie so überheblich darüber hinweggehen, erreichen Sie keinen Lernprozess. Mit den vielen Ausdrücken der Angst, die Sie verbreitet haben, erreichen Sie nur Einschüchterung und Ablehnung. Sie haben sogar dem Tabu das Lob gesungen! Tabu heisst, man will etwas verdrängen. Nun wissen wir gerade bei Fragen der Sexualität, die uns alle beschäftigen, wohin das führen kann, wenn wir sie verdrängen. Wahrscheinlich hat kein anderer Prozess wie dieser Verdrängungsprozess soviel Unheil, soviel Leid, soviel Traurigkeit ausgelöst. Von daher hätte man sich überlegen können: Vielleicht hätte es gutgetan, wenn Sie in der Kommission gewesen wären, nicht für uns, aber für Sie. Aber vielleicht wäre auch diese Kommissionsarbeit an Ihnen vorbeigegangen, und Sie hätten nicht gespürt, dass Sie sich einmal persönlich stellen und von Ihrer vorgefassten Meinung absehen sollten.

Ich bin seit 25 Jahren Amtsvormund der Stadt Zürich. Ich habe viele Erfahrungen auf diesem Gebiet. Ich war kürzlich zwei Tage in einem lieblichen Schweizer Kanton und habe mich dort mit einem 19jährigen Mann und einer 16jährigen Frau auseinandergesetzt, die in Erwartung ist. Ich habe versucht, die Probleme mit diesen beiden jungen Menschen zu lösen, habe versucht, dem Vater zu helfen, seine Verantwortung wahrzunehmen, die er durch die Schwangerschaft seiner Freundin auf sich geladen hat. Diese Frage ist für mich viel wichtiger als die strafrechtliche Frage, die sich für ihn ebenfalls stellt. Sie ist eine Störung. Man kann das Naheliegende nicht tun, weil der Strafrichter oder die Jugendanwaltschaft eingreifen muss, wobei ich mit diesen Organen gute Erfahrung gemacht habe. Es sind nicht die Personen, die falsch handeln, sondern es ist das System respektive der bisherige Strafrechtsartikel, der nicht mehr richtig ist, weil es subtile Fragen in unserem Leben gibt, die wir mit Strafrecht und Strafrichter nicht lösen können. Wir haben diese Erfahrung schon häufig gemacht bei der Sterbehilfe, beim Schwangerschaftsabbruch, bei Gesinnungsdelikten und auch im vorliegenden Bereich. Das Strafrecht ist nicht das richtige Mass. Hier braucht es die menschliche Beziehung, die Hilfe, das Gespräch, die Auseinandersetzung, die Erziehung. Das sollten Sie, Herr Steffen, eigentlich wissen als Lehrer, wenn Sie nicht einer schwarzen Pädagogik verpflichtet sind – so hat es allerdings getönt.

Als Eltern wollen wir einerseits unsere Kinder schützen, weil wir sie lieben, und gleichzeitig wollen wir sie für das Leben freigeben, wollen sie nicht abhängig machen, ebenfalls weil wir sie lieben. Das ist das grosse Dilemma. Für mich gibt es die Richtlinie: tun wir es nicht strafrechtlich, sondern durch die Erziehung, durch das Gespräch, durch die Zusammenarbeit, durch die Zärtlichkeit, durch die Zuwendung. Deswegen ist es richtig, wenn wir dem Minderheitsantrag Hafner Ursula zustimmen.

M. Leuba: Personne ne discute la protection de l'enfant mais la question de l'âge de protection pose un difficile problème que nous devons résoudre.

Il me semble que la minorité Hafner Ursula illustre l'adage selon lequel lorsqu'on veut tuer son chien on dit qu'il a la rage. En effet, on s'obstine à trouver des défauts à la solution de la majorité sans se demander pourquoi celle-ci a choisi cette solution.

Je rappelle que nous avons tout d'abord voulu fixer l'âge de protection générale des jeunes gens ou des jeunes filles à 16 ans. Ensuite, nous avons voulu privilégier une deuxième catégorie, soit les amours juvéniles – c'est-à-dire entre deux jeunes ayant presque le même âge – qui, aux yeux de la majorité, ne revêtent pas le même caractère coupable que des amours entre personnes d'âges très éloignés. Enfin, nous avons voulu éviter que soient punis des jeux érotiques ou des jeux sexuels, qui ne revêtent généralement pas l'importance de relations sexuelles, entre des enfants souvent très jeunes, qui jouent dirons-nous presque en toute innocence. Ces trois objectifs me semblent justifiés.

En outre, il s'agit d'une question d'âge et Mme Hafner s'en prend aux limites d'âge. Car nous savons tous que les limites sont toujours arbitraires mais qu'on ne peut faire autre chose que d'en fixer. La seule solution serait de parler de maturité sexuelle, mais c'est une notion qui ne peut pas être appliquée en droit pénal car elle serait déterminée après et non avant l'acte; il serait donc impossible d'avoir quelque sécurité.

On fait à mon avis beaucoup de théorie. Les trois objectifs que poursuit la majorité de la commission sont parfaitement défendables. Je crois que même la proposition Hafner n'échappe pas aux critiques qu'elle adresse à la proposition de la majorité, car elle implique ceci, qui à mon avis est tout à fait critiquable: un jeune âgé de 15 ans pourrait librement entretenir des relations avec une fillette ou un garçon de 11 ans, qui n'ont pas du tout atteint le même stade de développement sexuel, sans être punissable. Or c'est précisément ce que l'on voulait éviter, à savoir abuser d'un développement sexuel peut-être complet à l'égard d'un enfant au tout début de ce développement ou même avant. C'est inacceptable à mon avis. Par conséquent, si la proposition de la majorité, qui pourrait être remaniée par le Conseil des Etats lors de la procédure d'élimination des divergences, n'est certes pas parfaite, elle est en tout cas tout aussi valable si ce n'est préférable à la proposition Hafner qui nous conduirait à des relations tout à fait choquantes entre personnes ayant des maturités sexuelles complètement différentes. Or vous savez qu'à l'adolescence la maturité sexuelle se développe extrêmement rapidement et qu'en l'espace d'une année ou deux d'énormes différences peuvent intervenir. Il faut être raisonnable en ce domaine.

Enfin, on a beaucoup invoqué ici – notamment Mme Stamm et M. Fischer-Sursee – le rôle de la famille et celui de l'Eglise, qui sont importants. Il est évident que lorsque la famille prend son rôle au sérieux les problèmes ne se posent pas et que c'est surtout dans les familles qui se trouvent dans des conditions sociales difficiles que ces problèmes sont aigus. Il est inutile d'invoquer ici le rôle de la famille puisque c'est précisément suite à un échec de la famille que, selon le principe de subsidiarité rappelé tout à l'heure par M. Maître, le juge pénal doit intervenir dans ce cas pour remédier au désordre qui a été supporté, consenti ou même provoqué. Il ne faut pas renverser les rôles. Le rôle du juge pénal est subsidiaire mais c'est malheureusement lorsque la famille n'a pas rempli ses fonctions qu'il doit y suppléer.

Bonny: Ich möchte die Auffassung unserer Fraktion, die auch meiner persönlichen Ueberzeugung entspricht, wie folgt zusammenfassen: Zuerst einmal – und das wird etwas überdeckt von dieser Debatte, von dieser Auseinandersetzung um Mehrheits- und Minderheitsantrag – wollen wir dankbar anerkennen, dass gegenüber der Fassung des Ständerates ein Fortschritt erzielt worden ist. Dieser Artikel 1bis, den wir in der Kommission eingefügt haben, darf eindeutig als bessere Lösung betrachtet werden, besser als das, was bei den Beratungen des Ständerates herausgekommen ist. Hier unterscheidet sich etwas von meinem Vorredner, Herrn Leuba. Ich gehe

nicht so weit, dass ich sagen würde, wenn die Wahl nicht auf die Lösung der Mehrheit fallen würde, zöge ich die ständerätliche Lösung vor. Dieser Fortschritt ist am Platze, und deshalb lehnen wir den Antrag von Herrn Steffen ab.

Nun kommt die sehr delikate Abwägung des Pro und Kontra zwischen dem Mehrheits- und dem Minderheitsantrag. Ich muss gestehen, dass ich gerade in den letzten Tagen – auch noch nach Abschluss der Kommissionsberatungen – um den Entscheid gerungen habe, was das Richtige ist. Ich gebe zu, dass auch die Mehrheitslösung Nachteile aufweist; das gleiche gilt auch für den Minderheitsantrag. Ich bin vor allem aus drei Ueberlegungen dazu gekommen, die Nachteile der Minderheitslösung stärker zu gewichten als jene der Mehrheitslösung.

Ich beantrage Ihnen deshalb, der Mehrheit zuzustimmen. Die drei Ueberlegungen, die für mich den Ausschlag gegeben haben, sind folgende:

Erstens finde ich – das ist in unserer Debatte etwas untergegangen –, dass der Begriff der «geschlechtlichen Handlung» zu wenig beachtet worden ist. Für mich ist klar, dass es aus juristischer Sicht ohne weiteres möglich ist, dass Liebeleien oder das Dökterlspielen unter Kindern nicht erfasst werden sollen. In einer Vormundschafts- und Fürsorgekommission bin ich auch mit solchen Fällen konfrontiert worden, die wir anders erledigt haben. Frau Stamm hat überzeugend dargetan, dass sie das schon jetzt – Gott sei Dank – in ihrer Tätigkeit als Jugendrichterin oder Jugendanwältin macht. Wir haben hier ohne weiteres einen Handlungsspielraum, auch beim Mehrheitsantrag.

Eine zweite Ueberlegung, bei der es wirklich um das Grundsätzliche geht: Wir haben die Jugendliebe straffrei erklärt, aus der Ueberlegung, dass unter 16 Jahren ein Konsens zwischen Gleichaltrigen – oder zwischen jungen Menschen, die ungefähr gleich alt sind – über das, was sie machen, stattfinden kann. Hier liegt die grosse Schwäche des Antrages Hafner Ursula, der überhaupt keine Altersabgrenzung gegen unten setzt. Ich glaube, wir haben hier gerade aufgrund der Erkenntnis, dass der Entwicklungsstand der jungen Generation zwischen 12 und 16 Jahren enorm differiert, eine Verantwortung. Wir müssen Kinder, die überhaupt noch nicht urteilsfähig sind, welche die Folgen ihres Handelns also nicht abschätzen können, schützen, gerade gegenüber einem jungen Mann von 16 und mehr Jahren, der sehr entwickelt ist und vielleicht schon sexuelle Erlebnisse, auch mit älteren Menschen, gehabt hat. Ich glaube, da ist ein Schutz absolut am Platz, und da dürfen wir der Erziehung der Eltern nicht in den Rücken fallen.

Das dritte Argument: Wir müssen auch an die präventive Wirkung einer Lösung denken. Es wäre nicht gut, ja es wäre bedauerlich, wenn wir eine Lösung treffen würden, die den Eindruck wecken könnte, jetzt sei überhaupt alles, auch mit Kindern zwischen 10 und 12 oder 13 Jahren, erlaubt; das wäre nicht von Gutem. Da müssen wir eine Barriere setzen.

Das sind die Gründe, weshalb ich Sie bitte, den Mehrheitsantrag zu unterstützen.

On. **Cotti**, relatore: Mi sia acconsentito esprimermi in lingua italiana dal momento che il collega Leuba ha detto praticamente quello che avrei voluto dire e l'ha detto in modo molto migliore, molto facilmente comprensibile.

Non ripeterò quello che è stato detto dal collega Leuba, sottolineando soltanto che lo sottoscrivo al cento per cento.

Ci troviamo in una situazione in cui vi è una proposta del Consiglio federale di mantenere l'età protetta a 16 anni, dopo che gli esperti avevano postulato la riduzione di questo limite di età protetta a 14 anni.

Ci troviamo di fronte a una proposta che praticamente non vuol porre limiti al disotto dei 14 anni: la proposta della Signora Hafner, che è, direi, agli antipodi della soluzione proposta dal Consiglio federale.

Si dice che non è opportuno fissare un limite d'età. Sappiamo tutti che questi limiti sono per certi aspetti arbitrari. Penso che in questi casi, ove si colloca in condizioni di impunità l'autore, occorra perlomeno fissare un limite verso il basso, non soltanto per trovare una soluzione di compromesso, ma perchè questa soluzione è quella che trova maggiori consensi

nel Paese. Basterebbe dare un'occhiata alla procedura di consultazione per vedere che in quella procedura, in un ambito un po' diverso da quello in cui si dibatte attualmente, le persone, le associazioni e gli organismi interpellati hanno risposto fissando un'età minima.

Abbiamo voluto introdurre una limitazione alla punibilità, tenendo in considerazione gli amori giovanili, ed abbiamo fatto un atto di comprensione rispetto ai giovani che si trovano in una certa fascia di età, che hanno le stesse esperienze, lo stesso modo di comportarsi, che hanno probabilmente subito influenze che noi non abbiamo subito, ma che proprio per questo sanno riconoscersi fra loro. Questi ragazzi sanno individuare facilmente qual è il limite al di là del quale non si va, per motivi che hanno tratto alla punibilità che noi stiamo per sancire, ma ancor più per motivi che hanno tratto al loro modo di guardare alle cose, alla loro educazione.

La soluzione che sostengo, quella della maggioranza della Commissione, vuole avere anche una funzione di prevenzione generale. Vogliamo dire – non soltanto agli adolescenti, ma anche ai genitori – che un certo rigore s'impone quando il bambino o adolescente non è ancora in grado di valutare chiaramente le conseguenze di un atto.

Per queste considerazioni vi raccomando di volere accettare, di fare vostra, la proposta della maggioranza della Commissione che prevede una protezione assoluta ai minori di 14 anni.

Frau **Spoerry**, Berichterstatterin: Ich möchte eingangs nochmals festhalten, dass im Prinzip bei zwei Bereichen grundsätzlich Einigkeit besteht. Wir sind uns grundsätzlich einig, dass das Problem der Jugendliebe eine spezielle Behandlung erfährt. Das ist sogar beim Konzept des Bundesrates so. Auch das Konzept des Bundesrates bringt gegenüber der heutigen Regelung einen Fortschritt. Wir sind uns des weitern einig – jedenfalls habe ich keine gegenteilige Wortmeldung gehört –, dass bei kindlichen Spielereien unterhalb von 14 Jahren, also wenn alle beteiligten Kinder unter 14 Jahre alt sind, das Strafrecht nicht Platz greifen soll. Hier sind wir uns einig.

Ich komme zum Antrag von Herrn Steffen. Ich kann zu diesem Antrag im Namen der Kommission sprechen, weil er ja den Antrag des Bundesrates und des Ständerates übernimmt, den die Kommission ablehnt. Wir müssen dem Bundesrat zugestehen, dass sein Konzept im Prinzip einfacher ist. Er sagt: Alles, was an geschlechtlichen Handlungen mit Kindern unter 16 Jahren geschieht, ist grundsätzlich strafbar; aber wenn der Täter das zwanzigste Altersjahr noch nicht erreicht hat, kann im Einzelfall eine fakultative Strafbefreiung erfolgen: ein übersichtliches, klares Konzept – das ist zuzugeben. Warum konnte die Kommissionsmehrheit diesem Konzept trotzdem nicht folgen, sondern wollte für die Jugendliebe, für die Fälle zwischen 14 und 18 Jahren, eine völlige Straffreiheit verankern? Es sind im Prinzip drei Gründe, ich möchte sie nochmals anführen.

Zum Ersten handelt es sich um einvernehmliche Handlungen. Es handelt sich um geschlechtliche Handlungen zwischen Jugendlichen von 14 und 18 Jahren, die in gemeinsamer Uebereinkunft vorgenommen werden.

Zum Zweiten ist festzuhalten, dass der Tatbestand alle geschlechtlichen Handlungen umfasst. Es ist nicht nur der Beischlaf, der strafbar ist. Es sind sämtliche Zärtlichkeiten, die unter dem geltenden Recht der Strafe unterstehen. Wenn wir aber Zärtlichkeit zwischen 14- und 18jährigen grundsätzlich als strafbar ansehen, dann müssen wir zugeben, dass wir ein Gesetz schaffen, das in der Praxis schlicht nicht angewandt wird.

Das dritte Element ist der Punkt, auf den Herr Fischer-Sursee hingewiesen hat, die *ratio legis*. Wir wollen mit dem neuen Strafgesetz nicht persönlichen Moralvorstellungen zum Durchbruch verhelfen, sondern wir wollen die sexuelle Ausnützung verhindern. Das Schutzalter soll gewährleisten, dass die Unerfahrenheit Heranwachsender nicht durch erfahrene und überlegene Erwachsene ausgenützt wird; aber wir wollen mit dem Strafrecht nicht die erwachende Sexualität zwischen Jugendlichen und deren erste Ausdrücke strafrechtlich erfassen.

Deswegen beantragt Ihnen die Kommission, den Antrag Steffen abzulehnen.

Jetzt komme ich zum Minderheitsantrag: Frau Hafner möchte bei der Jugendliebe die untere Altersgrenze von 14 Jahren, welche die Kommissionsmehrheit als absolute Schutzgrenze vorsieht, eliminieren. Sie begründet das im wesentlichen mit dem Argument, dass diese Schutzgrenze von 14 Jahren zu stossenden Grenzfällen führt und dass dann Fälle von geschlechtlichen Handlungen und Zärtlichkeiten zwischen 13- und 15jährigen beispielsweise erfasst werden müssen. Es ist zuzugeben – und Vorredner haben das auch getan –: Eine fixe Altersgrenze hat immer Nachteile und führt immer zu Grenzfällen. Das ist auch bei der Altersgrenze von 16 Jahren der Fall. Sobald ein Zwanzigjähriger mit einem fünfzehneinhalbjährigen Mädchen Zärtlichkeiten austauscht, ist das strafrechtlich relevant. Das sind die Nachteile einer fixen Altersgrenze; aber die Kommissionsmehrheit vertritt die Meinung, dass eben auch die Lösung von Ursula Hafner ohne untere Altersgrenze Nachteile hat. Es ist ein Abwägen, welche Nachteile mehr ins Gewicht fallen. Es geht, wenn man diese untere Altersgrenze wegfallen lässt, nicht nur um die Grenzfälle von 13- und 15jährigen, sondern es geht um jene Fälle, die Herr Leuba und Herr Bonny erwähnt haben, wo 17jährige mit 13jährigen, 16jährige mit 12jährigen, 15jährige mit 11jährigen geschlechtliche Beziehungen aufnehmen.

Frau Hafner hat gesagt, die Kommissionsmehrheit habe nur die Extremfälle im Auge. Stimmt, Frau Hafner, aber genau für die Extremfälle ist das Strafrecht da. Das Strafrecht ist die *ultima ratio* und soll dann eingreifen können, wenn es Grenzfälle gibt, die harmlos sein können, aber nicht harmlos sein müssen.

Dabei möchte ich auf etwas hinweisen, worauf bis jetzt zuwenig hingewiesen wurde: Bitte beachten Sie Ziffer 2 von Artikel 187, den wir jetzt beraten. In diesen Grenzfällen, von denen wir jetzt sprechen – sei das nun ein 19jähriger mit einer 14jährigen oder sei das ein 15jähriger mit einer 13jährigen –, kann von der Strafverfolgung abgesehen werden; es muss im Einzelfall kein Strafverfahren eingeleitet werden. Diese Ziffer 2 mildert die Nachteile, die Frau Hafner bei der fixen Altersgrenze zu Recht aufgeführt hat. Mit der Kommissionsmehrheitslösung wird sichergestellt, dass das Strafrecht eingreifen kann, wenn ein Extremfall vorliegt. Es wird aber mit Ziffer 2 auch sichergestellt, dass die zuständigen Behörden die harmlosen Grenzfälle von der Strafverfolgung ausnehmen können.

Deswegen beantrage ich Ihnen, der Kommissionsmehrheit zu folgen und die Anträge Steffen und Hafner Ursula abzulehnen.

Bundespräsident Koller: Zwischen der Mehrheit Ihrer Kommission einerseits und Bundesrat und Ständerat andererseits besteht Einigkeit darüber, dass die Fälle sogenannt echter Jugendliebe entkriminalisiert werden sollten. Das ist gegenüber dem heutigen Rechtszustand ein klarer Fortschritt.

Umstritten dagegen ist, mit welchen Mitteln wir dieses gemeinsame Ziel erreichen wollen. Bundesrat und Ständerat schlagen Ihnen in Ziffer 2 eine fakultative Strafbefreiung für Jugendliche vor, die das 20. Altersjahr noch nicht zurückgelegt haben. Diese Lösung hat – wie ich bereits im Eintretensvotum dargelegt habe – den Vorteil der grösstmöglichen Flexibilität. In den Augen der Mehrheit Ihrer Kommission soll die bundesrätliche und ständerätliche Lösung den Nachteil haben, dass trotzdem Untersuchungshandlungen stattfinden können. Deshalb schlägt Ihnen die Kommissionsmehrheit eine absolute Straffreiheit für geschlechtliche Handlungen zwischen Jugendlichen vor, die ein Altersunterschied von lediglich vier Jahren trennt, also zwischen 14- und 18- oder 15- und 19jährigen.

Diese Lösung hat unseres Erachtens folgende Nachteile: Es werden Tatbestände straffrei erklärt, bei denen ein unbestreitbares Täter-Opfer-Verhältnis besteht. Es gibt auch innerhalb dieses Altersunterschiedes von vier Jahren sexuelle Beziehungen, die mit echter Jugendliebe nichts zu tun haben; ich denke an den 18jährigen, der sexuelle Handlungen mit einem noch völlig unreifen 14jährigen Mädchen vornimmt. Das junge Mädchen wird hier sexuell ausgenutzt, ohne dass ein staatlich

cher Schutz angerufen werden kann. Die schematische Lösung Ihrer Kommission erkaufte sich somit die Ausschaltung der staatlichen Strafverfolgungsorgane um den Preis des Schutzes von Kindern, die tatsächlich schutzbedürftig sind.

Wenn alle sagen: Natürlich ist es unerwünscht, dass es unter Jugendlichen sehr früh zu sexuellen Handlungen oder sogar zum Beischlaf kommt, darin müssen Sie eben doch beachten, dass Sie mit einer solchen absoluten Straffreiheit diesen Jugendlichen einen Freipass ausstellen. Ich überschätze den Einfluss von strafrechtlichen Normen auf das Verhalten Jugendlicher keineswegs, aber wenn Sie eben ganz generell in diesem Bereich, 14 bis 18 und 15 bis 19 Jahre, eine absolute Straffreiheit vorsehen, dann beeinflussen Sie indirekt das sexuelle Verhalten Jugendlicher. Diese Verantwortung möchte der Bundesrat aber nicht übernehmen.

Die Lösung, die Ihnen der Bundesrat und der Ständerat daher vorschlagen, ist meines Erachtens von der Konzeption her geeigneter, auf die Umstände des Einzelfalles – darauf kommt es hier wirklich an – abzustellen. Schreitet eine Untersuchungsbehörde auf eine Strafanzeige hin ein, so kann – darauf sei ausdrücklich hingewiesen – bereits der Untersuchungsrichter das Verfahren einstellen, nämlich dann, wenn er sieht, dass es sich tatsächlich um einen Fall echter Jugendliebe handelt.

Nun noch zu den unter 14jährigen. Auch hier kann ein einziger Tag – nach dem Lösungsvorschlag Ihrer Kommission – über Straffreiheit oder Strafbarkeit entscheiden. Warum soll aber ein noch nicht ganz 14jähriger, der mit einem 13jährigen Mädchen sexuelle Handlungen begeht, einen Tag nach seinem Geburtstag plötzlich für etwas strafbar werden, was vorgestern noch straffrei war und übermorgen wieder straffrei wird, dann nämlich, wenn das Mädchen selber auch 14jährig wird? In diesem System geht – wie dieses Beispiel meiner Meinung nach eindeutig zeigt – etwas nicht auf.

In Ihren Bemühungen um eine Entkriminalisierung der echten Jugendliebe wird ein falscher Weg beschritten. Obligatorische Straffreiheit wird von fakultativer Bestrafung abgelöst, um dann wieder zur Straffreiheit zu führen. Die genannten Beispiele belegen, dass die Umstände des Einzelfalles zur Beantwortung der Frage entscheidend sein müssen, ob eine Strafbefreiung angezeigt ist. Diese richtige Lösung bietet die vom Bundesrat und Ständerat vorgeschlagene Ziffer 2 an.

Schliesslich noch ein Wort zum sogenannten Döckerlspielen, also zu Kindersexualität zwischen 8-, 9- aber auch 10- und 11jährigen. Solche Handlungen verfolgt die Praxis schon heute nicht, es dürfte sich im übrigen auch kaum um geschlechtliche Handlungen im Sinne von Artikel 187 handeln, so dass auch aus diesem Grunde der Vorschlag Ihrer Kommissionsmehrheit unnötig erscheint.

Ich möchte Sie daher bitten, den bundesrätlichen Vorschlag noch einmal in Erwägung zu ziehen. Der Entwurf des Bundesrates – das hat auch Frau Spoerry bezeugt – ist klar, unmissverständlich und kann allen Situationen angemessen Rechnung tragen. Er allein gewährleistet meiner Meinung nach auch Rechtssicherheit. Der Jugendliche weiss, dass sexuelle Handlungen mit unter 16jährigen grundsätzlich strafbar sind, dass aber das Gesetz ihm für Fälle echter Jugendliebe Straffreiheit in Aussicht stellt. Es kommt aber einer falschen Idealisierung sexueller Beziehungen zwischen Jugendlichen gleich, wenn man meint, alle sexuellen Beziehungen zwischen 14- und 18- oder 15- und 19jährigen seien Fälle echter Jugendliebe, die tatsächlich auf einer echten Liebesbeziehung beruhen. Auch hier gibt es eben Täter-Opfer-Verhältnisse. Die knapp 14- oder 15jährige ist, wenn sie noch unreif ist, vor Missbrauch ebenso zu schützen wie noch jüngere Jugendliche.

Der bundesrätliche Entwurf ermöglicht Strafbefreiung in allen echten Fällen von Jugendliebe. Er gewährt aber dort strafrechtlichen Schutz, wo er angebracht ist. Er verbindet daher Rechtssicherheit mit Billigkeit, während der Vorschlag Ihrer Kommissionsmehrheit irgendwelchen sexuellen Beziehungen zwischen Jugendlichen mit einem Altersunterschied von weniger als vier Jahren einen gesetzlichen Freipass ausstellt, und das möchte der Bundesrat nicht. Er empfiehlt Ihnen daher, den Antrag der Mehrheit abzulehnen und Bundesrat und Ständerat zuzustimmen.

*Abstimmung – Vote**Eventuell – A titre préliminaire*

Für den Antrag der Mehrheit	78 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	74 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Mehrheit	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag Steffen	Minderheit

Art. 187 Ziff. 2*Antrag der Kommission**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Bär, Braunschweig, Fankhäuser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

.... nicht zurückgelegt, so kann die zuständige

Art. 187 ch. 2*Proposition de la commission**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Bär, Braunschweig, Fankhäuser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

.... 20 ans, l'autorité compétente

Frau **Bär**, Sprecherin der Minderheit: Der Grundsatz, den ich bei diesem Artikel zur Diskussion bzw. in Frage stelle, zieht sich durch das ganze Gesetz hindurch – der Antrag kommt bei allen Artikeln wieder –: der Grundsatz nämlich, dass der Täter, falls er sein Opfer später heiratet, von den Behörden belohnt werden kann, indem sie von einer Strafverfolgung, von einer Ueberweisung an das Gericht oder von einer Strafe absehen können. Was heisst das nun im Klartext?

Es heisst: Durch Heirat kann eine Untat, ein Verbrechen wiedergutmacht werden. Aber nicht irgendeine Untat, nicht irgendein Delikt, nicht Raub und nicht der Versuch einer Tötung! Im ganzen Strafgesetzbuch finden Sie keinen Straftatbestand, bei dem durch Heirat eine Strafbefreiung möglich wird. Nur bei den Sexualdelikten soll dies möglich sein. Damit ist praktisch alles klar und gesagt.

Hier soll eine patriarchale, frauendiskriminierende Vorstellung der Schadenwiedergutmachung im Gesetz bleiben. Hier kommt wieder der Grundsatz zum Tragen, wonach das Opfer mit der Ehe ins Eigentum des Täters übergeht und zum Objekt wird. Aus einem vergangenen Delikt wird eine Privatangelegenheit. Der Bundesrat schreibt es in seiner Botschaft auch deutlich: «Es wäre störend, den Ehemann wegen vorehelicher Beziehungen zu seiner Ehefrau zu bestrafen.»

Was gestern ein Gewaltdelikt war, wird durch die Ehe zu einer Beziehung. Aus der gleichen Geisteshaltung heraus ist ja heute die Vergewaltigung der Ehefrau immer noch strafflos. Wenn Sie jetzt aber entschlossen sind – und es sieht erfreulicherweise so aus –, bei Artikel 190 die Vergewaltigung als Straftatbestand auch innerhalb der Ehe anzuerkennen, dann können Sie doch niemals diesem Strafbefreiungsgrund zustimmen.

Die Mehrheit der Kommission hat – wie der Bundesrat auch – mit Familienschutzargumenten meinen Antrag abgelehnt. Ich frage Sie: Ist das wirklich Ihr Ziel, dass die Eheschliessung missbraucht werden kann, um eine Strafbefreiung zu erlangen? Den Trauschein als Ablassschein einzusetzen, ist das wirklich verantwortungsvolle Familienpolitik?

Stellen Sie sich einmal den Druck vor, der auf das Opfer ausgeübt werden kann – vom Täter, von der Familie des Täters, aber auch von der eigenen Familie! Namentlich bei jungen Menschen – wie in diesem Artikel 187 – ist die Gefahr gross, und die Folgen dieses Druckes sind entsprechend schlimm. Stellen Sie sich die Situation vor, wie sie in Artikel 192 und 193 dargestellt ist: Dort sind die Opfer Gefangene, Anstaltsinsas-

sinnen oder Frauen, die unter Ausnützung einer schweren Notlage zu Opfern von Sexualdelikten werden. Dementsprechend wird der Druck auf eine Eheschliessung auch hier gross sein.

Stossend ist zudem, dass ein Täter, der sich unter Umständen mit dem Opfer tatsächlich versöhnt hat, so dass die beiden sogar in einer Beziehung – aber ohne Trauschein – zusammenleben, ohne Rücksicht auf diese Situation bestraft wird. Genauso diskriminiert sind natürlich homosexuelle Täter.

Aus all den genannten Gründen bitte ich Sie, das uralte Relikt aus der Gesetzesvorlage zu streichen. Es widerspricht schlicht und einfach der Zielsetzung dieser Revision.

Frau **Haller**: Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion möchte ich nicht nur zu Artikel 187 Absatz 1 bis Ziffer 2 – den Frau Bär gerade begründet hat – Stellung nehmen, sondern parallel auch noch zu den entsprechenden Erklärungen der Straflosigkeit bei späterer Eheschliessung in den Artikeln 188, 190, 192 und 193, weil unsere Stellungnahme zu den fünf Artikeln dieselbe ist. Ueberall soll erklärt werden, dass Straflosigkeit eintritt, wenn Opfer und Täter später die Ehe schliessen. Die sozialdemokratische Fraktion befürwortet überall die Streichung dieses Passus, befürwortet also den Antrag der Minderheit. Ich führe es am Beispiel des Schutzalters in Artikel 187 aus.

Was wird eigentlich durch diesen Schutzalterartikel geschützt? Geschütztes Rechtsgut ist die psychische und sexuelle Entwicklung des Kindes. Bei der Jugendliebe ist keine Gewalt im Spiel. Das geschützte Rechtsgut ist ganz klar die psychisch und sexuell gesunde Entwicklung des Kindes. Woher kommt dann also der Gedanke, die Eheschliessung könne so etwas wiedergutmachen? An der Entwicklung des Kindes, am geschützten Rechtsgut, kann nichts mehr wiedergutmacht werden. Diese Zeit ist vorbei. Welchen Schluss können wir daraus ziehen? Er liegt auf der Hand. Diese Straflosigkeitserklärungen sind nicht zum Schutze der beteiligten Personen, sondern zum Schutze der Institution Ehe gedacht.

Ich möchte hier auf den Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches ausgreifen, weil ich Ihnen erklären will, wo das Element der Beziehung geschützt wird. Das Element der Beziehung wird in Artikel 63 und 64 im Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches geschützt, und zwar im Rahmen der Bestimmungen der Strafzumessung. Dort steht ausdrücklich – und das gilt für alle Delikte –, dass der Richter die persönlichen Verhältnisse des Täters und seine Beweggründe berücksichtigt. Das sind die Bestimmungen, die zugunsten der beteiligten Personen da sind und die es ermöglichen, die Individualität zu berücksichtigen. Das sind nicht die Bestimmungen, die ein Institution schützen, und deshalb sind das die für uns wichtigen Bestimmungen.

Erlauben Sie mir noch eine Bemerkung zur rechtlichen Bedeutung dieser Straflosigkeitserklärungen. Wir definieren hier Straftatbestände. Diese Straftatbestände gelten für alle Leute gleich. Dann kommen wir und nehmen Leute, die inzwischen eine Ehe eingegangen sind, plötzlich von der Strafbarkeit aus! Ist das nicht ein Missbrauch der Ehe? Ist es nicht eine Herabwürdigung auch der menschlichen Beziehung, die eine Ehe auch ausmachen kann?

Eine letzte Frage: Was tun wir eigentlich rechtlich, wenn wir solche Straflosigkeitserklärungen aufgrund der Institution Ehe ins Strafgesetz aufnehmen? Sollten wir uns nicht vielleicht überlegen, ob wir da nicht eine Art rechtsfreien Raum schaffen? Die sozialdemokratische Fraktion ist der Ansicht: Wenn wir Straftatbestände definieren, sollen wir zu diesen Straftatbeständen stehen können. Deshalb bittet Sie die sozialdemokratische Fraktion, alle fünf genannten Bestimmungen betreffend Straflosigkeit bei späterer Eheschliessung zu streichen. Es ist dies die ehrlichere Lösung. Sie zeigt, dass wir zu den Straftatbeständen, die wir hier definieren, effektiv stehen können.

Frau **Stocker**: Es geht hier darum, ob wir die Vergewaltigung glaubwürdig als Delikt deklarieren wollen oder nur zum Schein. Wie soll denn, wenn eine minderjährige Frau vergewaltigt wird und sie nachher mit dem Täter die Ehe eingeht,

plötzlich aus diesem Delikt keines mehr werden können? Was haben Sie für ein Familienverständnis? Was für eines gegenüber dem Delikt Vergewaltigung? Ich habe manchmal das Bedürfnis, wenn hier so deklamatorisch darüber gesprochen wird, Ihnen die Frage zu stellen: Wann haben Sie das letzte Mal mit jungen Menschen über solche Themen gesprochen? Wann haben Sie zum Beispiel je ein Frauenhaus von innen gesehen und gesehen, wie die Kette der Gewalt, der Missachtung, der Unterdrückung ihren Lauf nimmt? Dieses beginnt sehr häufig eben im Frühjugendalter: Das Mädchen wird zur Ehe gezwungen, um den Schein zu wahren, und dann läuft die Karriere der Gewalttätigkeit durch alle Stufen hindurch.

Wenn wir heute dem Minderheitsantrag nicht Folge geben, sind sämtliche Anträge, die Vergewaltigung als Delikt zu erklären, schlicht und einfach unglaublich. Dann sagen Sie doch ganz klipp und klar: Vergewaltigung ist zwar schon ein Delikt; aber die Ehe macht dann alles wieder gut! Unter diesen Umständen muss ich als Frau den jungen Frauen, als Sozialarbeiterin meinen Klientinnen und als Mutter meiner Tochter erklären: Heirate nie! Eine so verstandene Verbindung ist ja eine Katastrophe. Wenn ein Staat in seinem Gesetzbuch die Ehe als Wiedergutmachung für ein begangenes Delikt erklärt, müssen wir Parlamentarierinnen hier drinnen ausrufen: Schweizerinnen, heiratet um Himmels willen nicht mehr unter den bestehenden Gesetzen!

Bitte, nehmen Sie den Antrag meiner Kollegin ernst! Es geht jetzt ganz klar darum, ob wir für die Gesamtrevision und die Detailberatungen von morgen glaubwürdig erklären wollen, dass es uns ernst damit ist, die Gewalt gegen die Integrität der Frau als Delikt zu erklären – von A bis Z und nicht nur bis zum Buchstaben E wie Ehe!

M. Cotti, rapporteur: La proposition Bär a été rejetée par la commission par 13 voix contre 6. Je vais vous livrer, avec quelques commentaires, les arguments qui ont été le plus souvent avancés.

Selon cette proposition, les relations sexuelles entre une personne de 15 ans et demi et une de 20 ans et demi seraient punissables. Il faudrait donc poursuivre la personne adulte et lui infliger une peine, même si par la suite les deux personnes en cause venaient à se marier. La situation est absurde. D'autre part, l'alinéa 2 de l'article en question ne donne au juge que la faculté d'intervenir, c'est une «Kannvorschrift». Le juge pourra toujours poursuivre ce cas si la situation l'exige, malgré le mariage. Les cas d'abus seraient faciles à relever par les juges. Le mariage, qui a pour but d'éviter les conséquences d'une mesure pénale, constitue l'exception. Beaucoup de gens ont des rapports sexuels avant le mariage, tout en envisageant de se marier.

Il faut penser en outre aux cas où l'action pénale n'est pas ouverte immédiatement après l'acte. C'est le cas le plus fréquent, lorsque les actes ne sont découverts qu'après trois ou quatre ans et que le couple, marié, vit heureux, avec des enfants. Cette situation reflète toute l'absurdité d'une mesure pénale à l'égard du futur mari qui aurait accompli un acte sexuel avec une personne considérée comme un enfant, parce que n'ayant pas encore 16 ans, et elle méconnaît le mariage sous sa forme actuelle qui ne constitue pas, sauf dans de très rares cas, un acte de contrainte. D'ailleurs dans la réforme du droit civil, nous avons introduit le critère de «Partnerschaft»: l'épouse et l'époux sont désormais des partenaires avec égalité de droits, et il est de moins en moins possible d'imaginer une situation de contrainte du mari à l'égard de la femme.

Cette proposition de Mme Bär se réfère évidemment aussi aux articles 188, Actes d'ordre sexuel avec personnes dépendantes, 189, Contrainte, 190, Viol, 193, Abus de la détresse et 192 qui concerne les victimes hospitalisées ou détenues.

En conclusion, je vous propose d'adopter la solution de la commission. Je vous rappelle que le juge sera toujours en mesure, au moment de l'application de cet alinéa 2, de peser les intérêts en jeu, ceux de la victime avant tout bien sûr, mais aussi ceux des enfants s'il y en a et, dans une certaine mesure, l'intérêt du mari à l'intérieur de sa famille.

Frau **Spoerry**, Berichtstatterin: Auch im geltenden Recht kennen wir die Bestimmung, dass nach einer Eheschliessung die Strafverfolgung entfällt, und zwar bei den Tatbeständen der Verführung und des Missbrauchs der Abhängigkeit oder einer Notlage. Aber im geltenden Recht ist es eine zwingende Bestimmung. Wenn gehe ratet wird, muss von der Strafverfolgung abgesehen werden. Da besteht in der Tat die Möglichkeit, dass die Ehe missbraucht wird, um sich vor der Strafverfolgung zu schützen, weil die alleinige Tatsache der Eheschliessung zu dieser Strafbefreiung führt.

Im neuen Recht, das wir Ihnen vorlegen, ist das nicht mehr so. Es kann von der Strafverfolgung abgesehen werden, wenn die Ehe eingegangen wird; aber es muss nicht so sein. Das ist ein ganz entscheidender Unterschied.

Wenn Frau Bär fragt, ob Sie denn wirklich wollten, dass die Ehe als Ablassschein missbraucht werde, so stellt die Kommission die Gegenfrage: Wollen Sie denn wirklich, dass auch dann, wenn eine Ehe aus Liebe entsteht, obwohl einmal eine unrechtmässige Handlung vorgefallen ist, das Strafrecht in diese Ehe eingreift? Die Kommission hat mit 13 zu 6 Stimmen beschlossen, dass in den Fällen, wo die Ehe aus Liebe geschlossen wird, das Strafrecht nicht eingreifen soll. Wir gehen davon aus, dass es das gibt und nicht nur den Missbrauch. Die Beurteilung liegt im Ermessen des Richters. Das ist entscheidend: Der Richter kann den Einzelfall würdigen. Wo die Eheschliessung missbraucht wird, kann die Strafverfolgung vorgenommen werden.

Frau Stocker, ich muss Sie korrigieren: Nach einer Vergewaltigung greift diese Erleichterung nicht Platz. Die Möglichkeit, dass die Ehe die Strafverfolgung verhindert, ist nur bei den weniger schweren Delikten vorgesehen, eben z. B. bei geschlechtlichen Handlungen mit Kindern, dann aber auch bei der Ausnützung von unmündigen Abhängigen, bei der Ausnützung einer sonstigen Abhängigkeit, z. B. bei Anstaltspfleglingen, und bei der Ausnützung einer Notlage. Nur dann ist diese fakultative Möglichkeit vorgesehen.

Es bleibt die Frage des Unterschieds zwischen Ehe und Konkubinat, auf die Frau Haller eingegangen ist. Warum soll eine gute Beziehung, die in eine Ehe mündet, zur Strafbefreiung führen, eine gute Beziehung, die ohne Trauschein gelebt wird, jedoch nicht?

Diese Frage ist in den Artikeln 188, 192 und 193, wo dieses Vorgehen vorgesehen ist, eine eher akademische. Wenn nämlich nach einem solchen Tatbestand zwei Menschen miteinander in einer engen Beziehung ohne Trauschein leben und mit einem Officialdelikt ein strafbares Verhalten angezeigt wird, wonach der Mann seine Partnerin ausgenützt habe, wird diese Partnerin das bestreiten und sagen: Es stimmt, ich war zwar Insassin einer Anstalt, und es bestand objektiv gesehen ein Abhängigkeitsverhältnis, aber es war keine Ausnützung. Es war Liebe, und ich war mit den geschlechtlichen Handlungen einverstanden. Dann entfällt der Tatbestand. Bei den Artikeln 188, 192 und 193 sind daher Ehe und Konkubinat in der praktischen Auswirkung sehr nahe.

Nicht so – da muss ich Frau Haller recht geben – beim Artikel 187, über den wir jetzt sprechen. Dort besteht keine Möglichkeit, dass das Opfer sagt: Ich war schon 16 Jahre alt, wenn es eben noch nicht 16 Jahre alt gewesen ist. Wenn also der 22jährige das ehemalige Opfer heiratet, kann die Strafbefreiung ausgesprochen werden. Wenn sie nur in einer guten Beziehung ohne Trauschein zusammenleben, kann nach dem Buchstaben des Gesetzes diese Strafbefreiung nicht eintreten. Das ist richtig. Aber ein vernünftiger Richter wird Möglichkeiten finden, auf diese Beziehung Rücksicht zu nehmen. Es ist ja möglich, dass ein gemeinsames Kind da ist, dass der Vater dieses Kind anerkennt, was alles für eine tragfähige Beziehung spricht. Auch dann wird der Richter zu verhindern wissen, dass das Strafgesetz in diese gute, tragfähig gewordene Beziehung eingreift. Und das ist das, was wir möchten: das Strafgesetz nicht eingreifen lassen in Beziehungen, die gut geworden sind und die auf Liebe beruhen.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Frau **Stocker**: Ich habe mich wirklich falsch ausgedrückt und möchte mich dafür entschuldigen. Ich habe Vergewaltigung gesagt und meinte alle Tatbestände, die Gewalt gegen Frauen beinhalten. Das hat offenbar viel Verwirrung ausgelöst. Ich möchte mich dafür entschuldigen. Aber um es klarzustellen: Persönlich empfinde ich gerade bei diesem Artikel – wir haben alle zusammengenommen, was vielleicht nicht so klug war –, wo es um die Jugendlichen geht, diesen Punkt ganz existentiell wichtig, weil hier Weichen gestellt werden für das Verständnis der Beziehungsfähigkeit, für das Verständnis von Abhängigkeit und Autonomie.

Ich möchte mich entschuldigen, Frau Spoerry: Sie haben recht. Ich habe mich falsch ausgedrückt. Aber das Problem liegt mir weiterhin am Herzen, gerade bei diesem Artikel, wo es um die Jugendlichen geht.

Bundespräsident **Koller**: Obwohl Frau Stocker die Sachlage selber geklärt hat und damit feststeht, dass es sich hier eindeutig nicht um Vergewaltigungstatbestände und auch nicht um Fälle der sexuellen Nötigung handelt, scheint es mir doch richtig, wenn wir diese Frage der fakultativen Strafbefreiung in den Artikeln 187 Ziffer 2, 188 Ziffer 2, 192 Absatz 2 und 193 Absatz 2 im Sinne der Rationalisierung der Ratsverhandlungen ein für allemal entscheiden.

Wichtig ist, dass es sich hier um einen fakultativen Strafbefreiungsgrund handelt. Die spätere Eheschliessung führt bei all diesen Tatbeständen nicht zwingend zu einer Strafbefreiung, wie es im geltenden Recht der Fall war. Das ist deshalb wichtig, weil damit Missbrauchsfälle eindeutig ausgeschlossen sind. Wenn das Abhängigkeitsverhältnis zwischen Täter und Opfer dazu benützt wurde, das Opfer sogar in eine Ehe zu zwingen, ist der Richter dank der Kann-Vorschrift gerade nicht gehalten, von dieser Strafbefreiungsmöglichkeit Gebrauch zu machen.

Frau Haller hinterfragt unser Rechtsverständnis, da wir meinen, begangenes Unrecht könnte durch eine spätere Eheschliessung im Sinne einer fakultativen Strafbefreiung geheilt werden. Frau Haller, ich möchte Ihnen eine Gegenfrage stellen. Ich habe das Gefühl, Ihre Haltung läuft auf den altrömischen Rechtssatz hinaus «fiat justitia perat mundus» – es muss unbedingt Gerechtigkeit geschehen, selbst wenn dabei die Welt oder, wie hier, die Ehe zugrunde geht oder schwer belastet wird. Es ist doch nicht einzusehen, dass, wenn sich aus dieser dem Strafrecht unterworfenen Beziehung nachher eine echte Liebesbeziehung, eine gute Ehe entwickelt hat, diese Ehe noch belastet werden soll dadurch, dass der Mann oder die Frau nachher ins Gefängnis geschickt wird. Wie gesagt: Alle Missbrauchsfälle sind durch die Kann-Vorschrift eindeutig ausgeschlossen.

In diesem Sinne möchte ich Sie bitten, dem Antrag des Bundesrates und der Kommission zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	77 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	38 Stimmen

Art. 187 Ziff. 3, 4*Antrag der Kommission**Ziff. 3*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ziff. 4

Streichen

Art. 187 ch. 3, 4*Proposition de la commission**Ch. 3*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ch. 4

Biffer

*Angenommen – Adopté***Art. 188***Antrag der Kommission**Ziff. 1*

.... durch ein Erziehungs-, Betreuungs- oder Arbeitsverhältnis oder auf andere Weise

*Ziff. 2**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

*Streichen**Ziff. 3*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 188*Proposition de la commission**Ch. 1*

.... d'éducation, de confiance ou de travail, ou de liens

*Ch. 2**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

*Biffer**Ch. 3*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

M. **Cotti**, rapporteur: Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes. Les jeunes âgés de plus de seize ans ont également besoin d'une protection pénale contre les abus d'ordre sexuel lorsqu'ils se trouvent dans un rapport de dépendance, diminuant leur liberté de décision à un point tel qu'ils ne sont plus à même de se défendre contre ces sollicitations d'ordre sexuel.

Dans la nouvelle disposition, on ne distingue plus l'acte sexuel des autres actes contraires à la pudeur, on emploie, comme déjà d'ailleurs à l'article 187, l'expression d'acte d'ordre sexuel. En outre, cette norme n'énumère plus de manière exhaustive les personnes dites «dépendantes» mais introduit une clause générale qui protège tous les mineurs se trouvant dans un état de dépendance de quelque nature que ce soit.

La dépendance peut résulter en premier lieu d'un rapport d'éducation ou de confiance. Par la locution «liens de dépendance d'autre nature», on entend englober des situations de dépendance autres que celles qui résultent de rapports effectifs d'éducation ou de confiance. La mise à profit doit être prouvée. Dans le cas concret, elle ne résulte pas *a priori* du rapport de dépendance. On a prévu une peine d'emprisonnement comme le proposait la commission des experts que le Conseil des Etats et la commission ont suivie. Le cas d'exception de la peine a été résolu par le vote de tout à l'heure.

Un seul point a été modifié par la commission en citant explicitement parmi les rapports concernés par cet article les rapports de travail. Il ne s'agit pas d'ailleurs par cette locution d'élargir les critères adoptés par le Conseil fédéral et le Conseil des Etats, mais de souligner un rapport particulier parmi ceux qui sont indiqués dans l'article et qui n'énumère pas de manière exhaustive les personnes dites dépendantes.

Frau **Spoerry**, Berichterstatterin: Es geht bei Artikel 188 um den Schutz der Jugendlichen von über 16 Jahren, wenn diese sich in einem Abhängigkeitsverhältnis befinden. Das geltende Recht zählt alle möglichen Abhängigkeitsverhältnisse abschliessend auf. Im neuen Recht führen wir eine Generalklausel ein. Eine irgendwie geartete Abhängigkeit genügt zur Erfüllung des Tatbestandes, sofern diese irgendwie geartete Abhängigkeit ausgenützt wird. Wenn beispielsweise ein Nachbar eine Mittelschülerin jeden Tag mit dem Auto in die nahe Stadt mitnimmt und dann dieses Verhältnis ausnützt, wird dies

durch diesen Tatbestand erfasst. Wir haben die Generalklausel zudem um den Begriff des Arbeitsverhältnisses erweitert, weil wir in der Kommission zum Schluss gekommen sind, dass Arbeitsverhältnisse dazu benützt werden, die mögliche Abhängigkeit zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer, zwischen Vorgesetztem und Untergebenem in sexueller Weise auszunützen. Zu betonen ist aber, dass wir mit diesem Artikel nicht alle geschlechtlichen Handlungen ausschliessen wollen, die in den Fällen eines Abhängigkeitsverhältnisses vorkommen. Es ist ja möglich, dass auch bei Bestehen eines Abhängigkeitsverhältnisses solche Handlungen in gegenseitigem Einvernehmen passieren. Wir wollen nur die Ausnützung des Abhängigkeitsverhältnisses erfassen und sicherstellen, dass Jugendliche über 16 Jahre nicht Opfer einer solchen Ausnützung werden.

Ziff. 1, 3 – Ch. 1, 3
Angenommen – Adopté

Ziff. 2 – Ch. 2

Präsident: Hier haben Sie sich infolge der Abstimmung zu Artikel 187 Ziffer 2 für die Mehrheit entschieden.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.50 Uhr
La séance est levée à 12 h 50

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision

Code pénal et Code pénal militaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	11.12.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2252-2276
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 300

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Antrag der Kommission

Gestützt auf den befürwortenden Bericht der Delegation beantragt Ihnen die Kommission für auswärtige Angelegenheiten einstimmig, dem Bundesbeschluss über ein Abkommen mit Italien betreffend eine Grenzvereinigung im Bereich der Stau-
mauer von Livigno zuzustimmen.

Proposition de la commission

Suite au rapport positif fourni par la délégation, la Commission des affaires étrangères vous propose à l'unanimité d'approuver l'arrêté fédéral relatif à la convention avec l'Italie concernant une rectification de la frontière dans le secteur du barrage de Livigno.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles**Titel und Ingress, Art. 1, 2****Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2**Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble**

Für Annahme des Beschlussentwurfes

94 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

85.047

**Strafgesetzbuch
und Militärstrafgesetzbuch. Revision
Code pénal et Code pénal militaire.
Révision**

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 2252 hiervoor – Voir page 2252 ci-devant

Art. 189**Antrag der Kommission****Titel**

Sexuelle Nötigung

Abs. 1**Mehrheit**

Wer eine Person zur Duldung einer beischlafsähnlichen oder einer anderen geschlechtlichen Handlung nötigt, namentlich indem er sie bedroht, Gewalt anwendet, sie unter psychischen Druck setzt oder zum Widerstand unfähig macht, wird mit Zuchthaus bis zu zehn Jahren oder mit Gefängnis bestraft.

Minderheit

(Salvioni, Bonny, Cevey, Tschuppert, Wanner)

.... Handlung nötigt, indem

Abs. 2**Mehrheit**

Ist der Täter der Ehegatte des Opfers und lebt er mit diesem in einer Lebensgemeinschaft, wird die Tat auf Antrag verfolgt. Das Antragsrecht erlischt nach Ablauf von sechs Monaten. Artikel 28 Absatz 4 ist nicht anwendbar.

Minderheit

(Stamm, Bär, Braunschweig, Danuser, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner)

Streichen**Eventualantrag**

(falls Minderheitsantrag abgelehnt wird)

(Jeanprêtre, Bär, Braunschweig, Danuser, Fankhauser, Rechsteiner, Stamm)

Die Tat wird nicht von Amtes wegen verfolgt, wenn das Opfer innerhalb von drei Monaten seit Eröffnung des Verfahrens widerspricht. Der Widerspruch ist endgültig, sofern das Opfer ihn nicht erhoben hat, weil es vom Täter unter Druck gesetzt wurde. Auf das Widerspruchsrecht sind die Vorschriften von Artikel 28 Absätze 2 und 3 sinngemäss anwendbar.

Abs. 3**Mehrheit**

Handelt der Täter grausam, verwendet er namentlich eine gefährliche Waffe oder einen anderen gefährlichen Gegenstand, so ist die Strafe Zuchthaus nicht unter drei Jahren. Die Tat wird in jedem Fall von Amtes wegen verfolgt.

Minderheit

(Stamm, Bär, Braunschweig, Danuser, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner)

.... unter drei Jahren.

(Rest des Absatzes streichen)

Abs. 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Eppenberger Susi**Abs. 1**

Gemäss Antrag der Mehrheit

Abs. 2

Ist der Täter der Ehegatte des Opfers und lebt er mit diesem in einer Lebensgemeinschaft, hat die zuständige Behörde vor Einleitung des Verfahrens die Ermächtigung des Opfers einzuholen. Die Ermächtigung ist innerhalb von sechs Monaten zu erteilen. Artikel 28 Absätze 2 und 3 sind sinngemäss anwendbar. Für den Rückzug der Ermächtigung gelten die Vorschriften von Artikel 31 Absätze 1 bis 3.

Abs. 3

Gemäss Antrag der Mehrheit

Art. 189**Proposition de la commission****Titre**

Contrainte sexuelle

Al. 1**Majorité**

Celui qui, notamment usant de menace, de violence, en exerçant des pressions d'ordre psychique ou en la mettant hors d'état de résister, aura contraint une personne à subir un acte analogue à l'acte sexuel ou un autre acte d'ordre sexuel, sera puni de la réclusion pour 10 ans au plus ou de l'emprisonnement.

Minorité

(Salvioni, Bonny, Cevey, Tschuppert, Wanner)

Celui qui, usant

Al. 2**Majorité**

L'acte sera poursuivi sur plainte si l'auteur est marié avec la victime et si l'auteur mène une vie commune avec la victime. Le droit de porter plainte se prescrit par six mois. L'article 28, alinéa 4, n'est pas applicable.

Minorité

(Stamm, Bär, Braunschweig, Danuser, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner)

Biffer**Proposition subsidiaire**

(au cas où la proposition de la minorité est rejetée)

(Jeanprêtre, Bär, Braunschweig, Danuser, Fankhauser, Rechsteiner, Stamm)

L'acte ne sera pas poursuivi d'office si la victime s'y oppose dans les trois mois suivant l'ouverture de la procédure. L'opposition est définitive pour autant que la victime n'a pas exercé son droit sous la pression de l'auteur. Les dispositions de l'article 28, alinéas 2 et 3, s'appliquent par analogie au droit d'opposition.

Al. 3**Majorité**

Si l'auteur a agi avec cruauté, notamment s'il a fait usage d'une arme dangereuse ou d'un autre objet dangereux, la peine sera la réclusion pour trois ans au moins. L'acte est dans tous les cas poursuivi d'office.

Minorité

(Stamm, Bär, Braunschweig, Danuser, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner)

.... trois ans au moins.

(Biffer la dernière phrase)

Al. 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Eppenberger Susi**Al. 1**

Selon proposition de la majorité

Al. 2

Si l'auteur est marié avec la victime et qu'il mène une vie commune avec elle, l'autorité compétente est tenue de requérir l'autorisation de la victime avant l'ouverture de la procédure. L'autorisation sera délivrée dans les six mois. Les dispositions de l'article 28, alinéas 2 et 3, s'appliquent par analogie à l'octroi de l'autorisation, celles de l'article 31, alinéas 1er à 3, au retrait de l'autorisation.

Al. 3

Selon proposition de la majorité

Art. 190**Antrag der Kommission****Titel**

Vergewaltigung

Abs. 1**Mehrheit**

Wer eine Person weiblichen Geschlechts zur Duldung des Beischlafs nötigt, indem er sie bedroht, Gewalt anwendet, sie unter psychischen Druck setzt oder zum Widerstand unfähig macht, wird mit Zuchthaus bis zu zehn Jahren bestraft.

Minderheit

(Fankhauser, Bär, Braunschweig, Danuser, Jeanprêtre, Rechsteiner, Stamm)

Wer eine Person weiblichen Geschlechts zur Duldung des Beischlafs oder einer beischlafsähnlichen Handlung nötigt, namentlich indem er sie bedroht, Gewalt

Abs. 2**Mehrheit**

Ist der Täter der Ehegatte des Opfers und lebt er mit diesem in einer Lebensgemeinschaft, wird die Tat auf Antrag verfolgt. Das Antragsrecht erlischt nach Ablauf von sechs Monaten. Artikel 28 Absatz 4 ist nicht anwendbar.

Minderheit

(Stamm, Bär, Braunschweig, Danuser, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner)

Streichen

Eventualantrag

(falls Minderheitsantrag abgelehnt wird)

(Jeanprêtre, Bär, Braunschweig, Danuser, Fankhauser, Rechsteiner, Stamm)

Die Tat wird nicht von Amtes wegen verfolgt, wenn das Opfer innerhalb von drei Monaten seit Eröffnung des Verfahrens widerspricht. Der Widerspruch ist endgültig, sofern das Opfer ihn nicht erhoben hat, weil es vom Täter unter Druck gesetzt wurde. Auf das Widerspruchsrecht sind die Vorschriften von Artikel 28 Absätze 2 und 3 sinngemäss anwendbar.

Abs. 3**Mehrheit**

Handelt der Täter grausam, verwendet er namentlich eine gefährliche Waffe oder einen anderen gefährlichen Gegenstand, so ist die Strafe Zuchthaus nicht unter drei Jahren. Die Tat wird in jedem Fall von Amtes wegen verfolgt.

Minderheit

(Stamm, Bär, Braunschweig, Danuser, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner)

.... drei Jahren.

(Rest des Absatzes streichen)

Art. 190**Proposition de la commission****Titre**

Viol

Al. 1**Majorité**

Celui qui, usant de menace, de violence, en exerçant des pressions d'ordre psychique ou en la mettant hors d'état de résister, aura contraint une personne du sexe féminin à subir l'acte sexuel, sera puni de la réclusion pour 10 ans au plus.

Minorité

(Fankhauser, Bär, Braunschweig, Danuser, Jeanprêtre, Rechsteiner, Stamm)

Celui qui, notamment en usant de menace, de violence, en exerçant des pressions d'ordre psychique ou en la mettant hors d'état de résister, aura contraint une personne du sexe féminin à subir l'acte sexuel ou un acte analogue à l'acte sexuel, sera puni de la réclusion pour dix ans au plus.

Al. 2**Majorité**

L'acte sera poursuivi sur plainte si l'auteur est marié avec la victime et si l'auteur mène une vie commune avec la victime. Le droit de porter plainte se prescrit par six mois. L'article 28, alinéa 4, n'est pas applicable.

Minorité

(Stamm, Bär, Braunschweig, Danuser, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner)

Biffer

Proposition subsidiaire

(au cas où la proposition de la minorité est rejetée)

(Jeanprêtre, Bär, Braunschweig, Danuser, Fankhauser, Rechsteiner, Stamm)

L'acte ne sera pas poursuivi d'office si la victime s'y oppose dans les trois mois suivant l'ouverture de la procédure. L'opposition est définitive pour autant que la victime n'a pas exercé son droit sous la pression de l'auteur. Les dispositions de l'article 28, alinéas 2 et 3, s'appliquent par analogie au droit d'opposition.

Al. 3**Majorité**

Si l'auteur a agi avec cruauté, notamment s'il fait usage d'une arme dangereuse ou d'un autre objet dangereux, la peine sera la réclusion pour trois ans au moins. L'acte est dans tous les cas poursuivi d'office.

Minorité

(Stamm, Bär, Braunschweig, Danuser, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner)

.... trois ans au moins.

(Biffer la dernière phrase)

M. Cotti, rapporteur: L'article 189 sur la contrainte sexuelle ainsi que les articles 190 et 191 qui lui sont proches en vertu de la systématique ont suscité, lors de nos séances, des discussions longues et fort intéressantes.

Comme vous le savez, le Code pénal en vigueur ne punit pas le viol commis dans le mariage, mais il n'exclut pas que l'épouse puisse faire valoir contre son conjoint les dispositions concernant la protection générale de la liberté personnelle,

notamment les articles 181 et 188 qui concernent les attentats à la pudeur avec violence et les dispositions concernant l'intégrité corporelle aux articles 122 et suivants.

Le Conseil des Etats fait un pas en avant et propose de punir le viol dans le mariage sur plainte, mais seulement dans le cas où les époux sont autorisés à vivre séparément.

Notre commission a adopté une troisième solution. Premièrement, à l'unanimité, elle a accepté le principe de l'illicéité du viol entre époux. Quant aux conditions de la poursuite de cette infraction, elles diffèrent selon que l'auteur et la victime sont mariés ou non. Le viol commis hors mariage sera, comme jusqu'à présent, puni d'office, alors que le viol sera poursuivi sur plainte lorsque la victime est mariée à l'auteur et qu'ils mènent une vie commune. Ces deux conditions sont donc cumulatives. Je vous propose d'entrer en discussion sur le problème de la punissabilité dans le cadre de l'article 189, sachant que nos prises de décisions sur ces questions valent également pour l'article 190.

Le projet du Conseil fédéral, article 189, définit le viol et, à l'article 190, la contrainte à un autre acte d'ordre sexuel. La commission vous propose de renverser l'ordre des articles 189 et 190 et de donner à l'article 189 un nouveau titre marginal: «Contrainte sexuelle» pour la raison suivante. La contrainte sexuelle est considérée comme le cas général touchant toutes les personnes et concerne tous les actes sexuels, sauf le viol, alors que le viol est un délit spécial ne concernant qu'une personne de sexe féminin. Suite à cette inversion d'ordre systématique, on a donc, à l'article 189, la contrainte sexuelle et, à l'article 190, le viol. L'article 189 punit la contrainte à l'acte analogue à l'acte sexuel («beischlafähnliche Handlungen») ou un autre acte d'ordre sexuel («andere geschlechtliche Handlungen»). Le viol, le «Beischlaf» est puni par contre par l'article 190. Dans les deux cas, la victime doit être mise hors d'état de résister par des menaces, de la violence ou des pressions d'ordre psychique. Toute personne, homme ou femme, peut être la victime de la contrainte sexuelle. Tandis que seule une personne de sexe féminin est protégée par l'article 190: Viol.

Les éléments constitutifs de la contrainte sexuelle – je le répète – sont: l'acte analogue à l'acte sexuel («beischlafähnliche Handlungen») et les autres actes d'ordre sexuel («andere geschlechtliche Handlungen»); ce sont des actions moins graves. La contrainte sexuelle englobe tous les actes subis par la contrainte, sauf l'acte sexuel proprement dit qui – je le répète – est poursuivi par l'article 190. Je m'excuse de répéter ces concepts, mais ils sont assez importants pour avoir une vision complète de la situation.

Notre commission tient à ce que les victimes d'actes aussi dégradants que l'acte sexuel soient protégées de la même façon. La sanction pour la contrainte sexuelle est la réclusion pour dix ans au plus ou l'emprisonnement, tandis que la sanction prévue en cas de viol n'est que la réclusion pour dix ans au plus. On ne prévoit donc pas la possibilité de prononcer la mesure de l'emprisonnement pour les faits moins graves qui ne sont pas soumis à cet article.

En somme, on peut dire que pour le viol et les actes analogues, la peine est semblable, alors que pour les autres actes la mesure est moins sévère, le juge ayant la possibilité de prononcer tout simplement l'emprisonnement. La peine maximale est d'ailleurs la même pour les deux infractions qui sont poursuivables d'office.

En ce qui concerne les moyens de mise hors d'état de résister, la commission a ajouté au texte proposé par le Conseil fédéral les pressions d'ordre psychique qui englobent également le cas où la victime est mise, par surprise, hors d'état de résister. La proposition décrit ces différents moyens de contrainte de manière exhaustive à l'article 190. A l'article 189, on trouve, avant l'énumération des faits poursuivables, le terme «notamment», ce qui signifie que l'énumération est exemplificative et que le juge pourra interpréter ce fait d'une façon plus extensive que pour ce qui concerne l'article 190 qui prévoit la punissabilité des faits les plus graves.

Cette différence de formulation entre les deux articles pratiquement égaux dans leur conception a provoqué deux propositions de minorité. La première, de M. Salvioni, tend à biffer le

terme «notamment» de l'article 189 et la deuxième, de Mme Fankhauser, désire réintroduire, à l'article 190, les termes «notamment» et «ou un acte analogue à l'acte sexuel», afin de faciliter la preuve de l'acte délictueux et de tenir compte des autres possibilités de contrainte qui pourraient se présenter.

Les divergences avec le projet du Conseil des Etats sont, en résumé, les suivantes:

Premièrement, l'article 189, le Conseil des Etats prévoyait le terme «notamment», avant l'énumération des moyens de contrainte.

Deuxièmement, l'acte incriminé, à savoir un acte analogue à l'acte sexuel ou à un acte d'ordre sexuel, tandis que la version du Conseil fédéral ne prévoyait pas d'autres actes d'ordre sexuel.

Troisièmement, au moyen de mise hors d'état de résister, on a ajouté les pressions d'ordre psychique.

La commission et le Conseil fédéral vous soumettent une proposition visant à la réclusion de dix ans au plus ou à l'emprisonnement. Le Conseil des Etats proposait l'emprisonnement ou la réclusion sans limitation vers le haut, donc une peine maximale de vingt ans.

L'alinéa 2 de l'article 189 règle la contrainte sexuelle commise entre époux. Vous aurez à choisir parmi quatre possibilités. Trois d'entre elles se trouvent sur le dépliant et la quatrième est la proposition Eppenberger Susi. Voici ces quatre versions: le délit poursuivi sur plainte – proposition de la majorité – le délit poursuivi d'office – proposition de la minorité Stamm – le délit poursuivi d'office avec droit d'opposition – proposition Jeanprêtre – et enfin le délit poursuivi d'office sous réserve d'autorisation – proposition Eppenberger.

La majorité de la commission, je l'ai dit, vous propose de poursuivre l'infraction sur plainte. Elle est d'avis qu'il faut tenir compte de la situation particulière du couple; il faut faire une différence entre le cas où la violence est exercée sur une personne totalement inconnue et celui où la victime est l'épouse de l'auteur. Le mariage, un «Partnership», une vie longue ou brève en commun, des enfants en commun, des intérêts communs, tout cela justifie de laisser à l'épouse au moins la possibilité d'entamer un procès. Il faut donc aménager les conditions de poursuite en fonction des facteurs psychologiques et sociologiques qui entrent en ligne de compte, et en premier lieu la possibilité de réconciliation des époux, et cela dans l'intérêt de la famille. Il en va aussi de l'autodétermination de l'épouse, du «Selbstbestimmungsrecht». Le seul et vrai juge, le juge naturel, celui qui ne se trompe pas sur l'opportunité d'un procès ne peut être que l'épouse. Pour permettre à la victime d'agir dans les délais nécessaires et avec la lucidité nécessaire, la commission décide donc de mettre entre les mains de l'épouse cette arme considérable qu'est la plainte et elle propose en outre de prolonger le délai pour le droit de plainte de trois à six mois – ce qui constitue une exception au principe de l'article 29 du Code pénal.

Le retrait de la plainte est possible tant que le jugement de première instance n'a pas été prononcé. Avec cette solution, les victimes d'une contrainte sexuelle ou d'un viol bénéficient de la plus grande liberté d'agir – je parle toujours de la victime à l'intérieur du mariage – et de la faculté d'exercer son droit à l'autodétermination.

J'en viens maintenant aux alinéas 2 des articles 189, 190 et 191, tels qu'ils figurent dans le projet du Conseil fédéral, ces alinéas n'existant pas dans le projet de la commission. Ces alinéas 2, qui prévoyaient de sanctionner l'infraction moins sévèrement lorsqu'elle est commise entre personnes qui entretiennent des rapports personnels rendant l'acte moins grave, n'ont pas trouvé grâce auprès de notre commission. Il s'agit des délits mentionnés aux articles 189, 190 et 191 – Viol, Contrainte, Actes accomplis sur des personnes incapables de discernement ou de résistance. Ce raisonnement n'entre plus en ligne de compte dès lors que l'acte en tant que tel est considéré comme étant particulièrement grave, qu'il soit commis dans le mariage ou hors mariage. Enfin, les alinéas 3 des articles 189 et 190 décrivent l'acte qualifié. Si l'auteur agit avec cruauté, en faisant usage d'une arme ou d'un objet dangereux, il y aura aggravation et la poursuite aura lieu d'office, que

cela se soit passé à l'intérieur du mariage ou hors mariage, avec une peine plus lourde.

J'ai souligné les points qui ont donné lieu à discussion et qui concernent principalement les deux articles 189 et 191. En ce qui concerne l'article 190, Viol, il se singularise uniquement par le fait qu'il ne protège que les personnes de sexe féminin et que l'acte incriminé est seulement la contrainte à l'acte sexuel proprement dit, pour le différencier des autres actes décrits précédemment. Les divergences avec le Conseil des Etats portent en général sur les moyens d'empêcher toute résistance – on a ajouté les pressions d'ordre psychologique – ainsi que sur la peine qui peut aller jusqu'à 10 ans de réclusion, sans donner au juge la possibilité de se prononcer pour une peine moins grave, l'emprisonnement.

En ce qui concerne la proposition de Mme Fankhauser qui voudrait introduire au premier alinéa de l'article 190 le terme «notamment», je me prononcerai ultérieurement.

Frau **Spoerry**, Berichterstatterin: Wir behandeln jetzt die beiden Artikel 189 und 190 zusammen, weil diese Tatbestände der sexuellen Nötigung und der Vergewaltigung alle denkbaren erzwungenen geschlechtlichen Handlungen zwischen Partnern beider Geschlechter umfassen und damit im wesentlichen auch die gleichen Probleme stellen. Ich verzichte jetzt darauf, auf einzelne Anträge einzugehen; das sei der Detailberatung vorbehalten. Ich möchte lediglich einen allgemeinen Ueberblick über diese beiden Tatbestände liefern und gehe dabei vom geltenden Recht aus.

Das geltende Recht unterscheidet zwei Arten von Vergewaltigungen:

1. Eine Vergewaltigung ist mit Zuchthaus bedroht, wenn sie unter Gewalt oder mit schwerer Drohung erzwungen wird. Zusätzlich gibt es eine Form der qualifizierten Vergewaltigung: Wenn das Opfer bewusstlos oder zum Widerstand unfähig gemacht worden ist, darf die Strafe nicht geringer als drei Jahre Zuchthaus sein. Das neue Recht verzichtet auf diese Unterscheidung. Diese Unterscheidung hat dazu geführt, dass hochnotpeinliche Abklärungen, ob ein Opfer zwischenhinein zum Widerstand fähig gewesen wäre oder eben nicht, nötig wurden – Abklärungen und Urteile, die gerade in jüngster Zeit wieder zu Recht Empörung ausgelöst haben. Wir wollen das den Opfern in Zukunft ersparen.

2. Das geltende Recht geht davon aus, dass eine Vergewaltigung nur ausserhalb der Ehe strafbar ist. Der geltende Tatbestand 187 erfasst nur den erzwungenen ausserehelichen Beischlaf. Allerdings gibt es daneben im geltenden Recht einen Nötigungstatbestand, der im Prinzip auf alle Personen anwendbar ist, unabhängig vom Geschlecht, unabhängig vom Zivilstand, und der im Prinzip von der Ehefrau angerufen werden könnte. Aber dadurch, dass der spezielle Tatbestand der Vergewaltigung den ehelichen Beischlaf ausdrücklich ausschliesst, ist dieser Nötigungstatbestand nicht zum Tragen gekommen; die Vergewaltigung in der Ehe hat eben nicht als Delikt gegolten.

Das geltende Recht kennt auch einen erfolgsqualifizierten Tatbestand. Wenn das Opfer in der Folge der Tat schwer an seiner Gesundheit geschädigt ist oder gar stirbt, gibt es eine erhöhte Strafdrohung.

Die gegenwärtige Revision des Strafgesetzbuches eliminiert alle diese erfolgsqualifizierten Tatbestände; wir gehen von einem Schuldstrafrecht aus. Auch beim Tatbestand der Vergewaltigung ist das in der Zukunft so.

Die Expertenkommission zur Vorbereitung der Revision des Strafgesetzes hat für die Vergewaltigung in der Ehe ein Antragsdelikt vorgeschlagen. Der Bundesrat hat diesem Vorschlag nicht folgen können. Er hat mehr oder weniger das geltende Recht übernommen, also keine Strafbarkeit für die Vergewaltigung in der Ehe vorgesehen. Der Unterschied zum geltenden Recht war beim Vorschlag des Bundesrates der, dass er auf die Unterscheidung einer «normalen» Vergewaltigung und einer «qualifizierten» Vergewaltigung verzichtet hat.

Der Ständerat hat den bundesrätlichen Vorschlag übernommen. Es war ihm dabei aber nicht mehr ganz wohl; er hat das Problem des Verbrechens einer Vergewaltigung in der Ehe zumindest diskutiert, konnte sich aber zu keiner Lösung durch-

ringen. Er hat dafür – wie mir scheint, fast ein bisschen aus einem schlechten Gewissen heraus – die Strafdrohung für die Vergewaltigung im allgemeinen erhöht. Der Bundesrat sieht eine maximale Strafdrohung bis 10 Jahre Zuchthaus vor, weil in der Praxis nie höhere Zuchthausstrafen ausgesprochen worden sind. Der Ständerat hat das Strafmass auf 20 Jahre erhöht. Wir gehen wieder auf die 10 Jahre des Bundesrates zurück.

Zudem hat unsere Kommission eine Umstellung vorgenommen. Wir stellen den allgemeinen Tatbestand der sexuellen Nötigung, der alle geschlechtlichen Handlungen inklusive alle beischlafsähnlichen geschlechtlichen Handlungen zwischen Personen beider Geschlechter umfasst, dem speziellen Tatbestand der Vergewaltigung vor. Das maximale Strafmass ist bei beiden Tatbeständen gleich.

In diesem Zusammenhang möchte ich Frau Grendelmeier sagen: Sie haben gestern geäussert, Sie bedauern, dass wir auf die namentliche Erwähnung der Vergewaltigung verzichten. Ich muss Ihnen sagen, dass wir tatsächlich in der Kommission darüber diskutiert haben, ob wir nicht sämtliche Tatbestände unter die sexuelle Nötigung subsumieren könnten. Wir sind dann klar zum Schluss gekommen, dass das wohl rein gesetzestechnisch ausreichend wäre, dass wir aber wegen der grossen Sensibilität in der Bevölkerung mit Bezug auf den Tatbestand der Vergewaltigung und im besonderen mit Bezug auf die Vergewaltigung in der Ehe darauf verzichten und eben ausdrücklich einen Tatbestand «Vergewaltigung» schaffen wollen. Das haben wir mit dem Artikel 190 getan. Dabei möchte die Kommissionsmehrheit die Strafverfolgung bei der Vergewaltigung in der Ehe nur auf Antrag der Ehefrau eintreten lassen. Ueber die Frage Antragsdelikt oder Officialdelikt werden wir anschliessend diskutieren.

Gestatten Sie mir noch einen kurzen Blick auf die europäische Rechtssituation und Rechtsentwicklung in diesem Bereich: Man kann festhalten, dass die Entwicklung überall in Europa ganz eindeutig Richtung Strafbarkeit der Vergewaltigung auch in der Ehe geht.

Es war uns in der Kommission nicht möglich, Berichte von konkreten Erfahrungen aus einem Land zu erhalten, das für die Vergewaltigung in der Ehe das Officialdelikt kennt; wir kennen allerdings die Rechtsetzung der umliegenden Länder.

In Frankreich besteht lediglich ein allgemeiner Tatbestand über die Vergewaltigung. Nach dem Buchstaben des Gesetzes wäre also die Vergewaltigung in der Ehe strafbar, und zwar als Officialdelikt; es gibt aber schlicht keine höchstrichterliche Praxis dazu. Man hat also keine Erfahrung und keine Praxis in der Strafbarkeit der Vergewaltigung in der Ehe. Das ganze Strafgesetz ist in Frankreich in Revision. Die Revisionsziele in diesem speziellen Bereich sind aber nicht bekannt.

In Deutschland gibt es seit 1983 Vorstösse, die heute geltende Beschränkung der Bestrafung auf den ausserehelichen Beischlaf aufzuheben und auf den ehelichen Beischlaf auszudehnen – dort ist also die genau gleiche Diskussion im Gange wie bei uns. Es wurde bis jetzt nichts entschieden; zurzeit macht es den Anschein, dass es eher auf ein Antragsdelikt hinauslaufen wird, aus genau den gleichen Gründen, die Sie nachher hier hören werden.

Ebenfalls in Diskussion ist das Thema in Italien, ebenfalls mit den genau gleichen Argumenten. Ob es zu einem Antrags- oder zu einem Officialdelikt kommt, ist zurzeit offen.

Klar ist die Situation eigentlich – immer von unseren Nachbarn aus gesehen – einzig in Oesterreich, wo es seit 1989 einen Straftatbestand gibt, der die Vergewaltigung in der Ehe unter Strafe stellt, und zwar als Antragsdelikt. In Oesterreich wird das allerdings wie folgt gehandhabt: Wenn der Strafantrag einmal gestellt ist, entscheidet der Staatsanwalt allein; es gibt dann keine Rückzugsmöglichkeit des Antrages mehr, wie das bei uns – sofern wir uns für das Antragsdelikt entscheiden – möglich wäre.

Frau **Stamm**, Sprecherin der Minderheit: Ich beantrage Ihnen, die Absätze 2 von Artikel 189 und 190 zu streichen, das heisst, die Vergewaltigung in der Ehe und die sexuelle Nötigung in der Ehe als Officialdelikt auszugestalten. Sollten Sie meinem Antrag folgen, dann müssten auch die Absätze 3 der beiden

Artikel angepasst werden. Wie Sie aus den vielen Zuschriften, die wir erhalten haben, ersehen konnten, stehen hinter der Forderung, die ich Ihnen vortrage, eine grosse Zahl von Frauenorganisationen unseres Landes.

Ich begrüsse es sehr, dass die nationalrätliche Kommission sich einstimmig dafür ausgesprochen hat, dass auch die Vergewaltigung und die sexuelle Nötigung in der Ehe strafbar sein sollen. Damit hat sie sich von der seinerzeitigen Argumentation des Bundesrates klar distanziert, der vor allem die Beweisschwierigkeiten als Gegenargument ins Feld geführt hatte. Ich beglückwünsche den Bundesrat dazu, dass er sich im Verlaufe der Kommissionsberatungen neuen Erkenntnissen geöffnet hat und heute eine für Frauen akzeptablere Position vertritt.

Ich bin sicher, Herr Bundesrat Koller, dass sich der Gesamtbundesrat meinem Antrag anschliessen würde, wenn er noch mehr Zeit gehabt hätte, sich in das Problem zu vertiefen und sich z. B. durch Personen, die in Frauenhäusern arbeiten, einlässlich über die schweren Auswirkungen dieser Delikte orientieren zu lassen. Es ist nicht so, dass wir uns als gesetzgebendes Parlament im Strafrecht nur durch die Höhe einer Strafdrohung darüber aussprechen, wie unakzeptabel und strafwürdig für uns ein Verhalten ist.

Die Strafdrohung für Vergewaltigung und sexuelle Nötigung haben wir ja in der Tat recht hoch angesetzt. Auch durch die Ausgestaltung einer Straftat als Officialdelikt oder als Antragsdelikt sagen wir etwas darüber aus, ob wir ein solches Verhalten als in jedem Fall unerwünscht, unakzeptabel und strafwürdig erklären oder ob wir es eben unter bestimmten Umständen doch als nicht so schlimm betrachten – es den Beteiligten überlassen – und kein öffentliches Interesse an der Verfolgung anmelden.

Dadurch, dass die Kommissionsmehrheit Ihnen vorschlägt, Vergewaltigung und sexuelle Nötigung in der Ehe als Antragsdelikte auszugestalten, nimmt sie ihrem mutigen Grundsatzentscheid wieder einen Teil seiner Wirkung. Und in ähnlichem Sinne gelten meine folgenden Ausführungen auch für die sogenannte Ermächtigung im Antrag von Kollegin Susi Eppenberger.

Es stellt einen völligen Bruch in der Strafgesetzgebung dar, ein Delikt mit einer so hohen Strafdrohung als Antragsdelikt auszugestalten. Können Sie sich einen Raub oder eine schwere Körperverletzung zu Lasten eines Ehepartners als Antragsdelikt vorstellen? Mit diesen schweren Tatbeständen müssen Sie eine Vergewaltigung vergleichen. Aus Untersuchungen weiss man, dass bei Sexualdelikten die gewaltsame sexuelle Handlung, der gewaltsame sexuelle Akt, das eine ist; je näher sich Täter und Opfer stehen, um so verheerender wirken sich aber diese Handlungen aus. Nicht die gewaltsame sexuelle Handlung allein, sondern der damit einhergehende Bruch des Vertrauens, der Missbrauch der emotionalen Nähe bewirken seelische Verletzungen und Wundungen, die oft fast nicht mehr zu heilen sind; denn sie zerstören das Kostbarste im Menschen: das Urvertrauen denen gegenüber, die ihm nahestehen.

Wir können doch nicht im Ernst als gesetzgebende Körperschaft solche Handlungen auf die Stufe von Antragsdelikten – wie beispielsweise Entwendung einer Sache von geringem Wert oder Veruntreuung, Unterschlagung, Fundunterschlagung an Sachen von geringem Wert – stellen! Wir in diesem Haus müssen ein Zeichen setzen dafür, dass es uns ernst ist damit, das sexuelle Selbstbestimmungsrecht der Frau, die sexuelle Integrität der Frau, in unserem Strafrecht ohne jeden Abstrich als geschütztes Rechtsgut zu erklären.

Ich weiss, dass die Ausgestaltung dieser Tatbestände «Vergewaltigung» und «sexuelle Nötigung in der Ehe» als Antragsdelikte beim ersten Hinsehen etwas Bestechendes hat. Mir schien das ursprünglich auch eine angemessene Lösung. Ich bin aber im Verlaufe eingehenden Nachdenkens über diese Frage und im Verlaufe zahlreicher Gespräche mit Frauen und Männern zur Ueberzeugung gelangt, dass nur das alleinige Officialdelikt dem Grundanliegen dieser Revision des Sexualstrafrechtes gerecht werden kann; denn das Grundanliegen ist, die freie Selbstbestimmung und Entscheidung jeder Person in sexuellen Belangen zu schützen.

Es ist in der Tat verführerisch zu sagen, die betroffene Frau soll selbst entscheiden können, ob sie eine Strafuntersuchung will oder nicht. Diese Konstruktion dient nur scheinbar dem Schutz der Frauen; in Wirklichkeit aber dem Schutz jenes Mannes, der vergewaltigt. Wieso sollen wir uns durch unsere Gesetzgebung mit jenen Männern, die ihre Ehefrauen vergewaltigen, solidarisieren? Es sind nämlich nicht die selbstbewussten, selbstbestimmten Frauen, die vor dieser Entscheidung stehen: Diese wissen sich in der Tat schon zu wehren. Es sind die emotionell und wirtschaftlich abhängigen Frauen, Frauen mit schwacher Persönlichkeit, die sich gegen ihren Ehemann nicht zur Wehr setzen können. Sie müssen wissen, dass wir als staatliche Gemeinschaft nicht wollen, dass sie der Gewalt ihres Mannes weiterhin schutzlos ausgeliefert sind. Sie müssen wissen, dass wir sie nicht dem Druck aussetzen wollen, an der Antragstellung verhindert zu werden oder gezwungen zu werden, den Antrag wieder zurückzuziehen. Vom Kostenrisiko, das mit der Antragstellung in den kantonalen Prozessordnungen verbunden ist, ganz zu schweigen.

Wir wollen doch in diesem Bereich nicht das Drama der geschlagenen Frauen wiederholen. Weil die einfache Körperverletzung ein Antragsdelikt ist, können Ehefrauen über Monate und Jahre unter den Augen der Öffentlichkeit misshandelt werden, bis sie endlich die Kraft aufbringen, sich aus dieser unwürdigen Situation zu befreien. Diese Zustände haben ja in unserem Land erst die Häuser für geschlagene Frauen so recht ans Tageslicht gebracht.

Auch wenn die Vergewaltigung und sexuelle Nötigung in der Ehe als Officialdelikte ausgestaltet werden, so ist es niemals der Richter, der im Falle einer Untersuchung und Verurteilung die Ehe zerstört. Es ist der Partner, der das sexuelle Selbstbestimmungsrecht der Frau nicht respektiert, der meint, Anspruch darauf zu haben, sich sein Recht gewaltsam zu holen, ohne auf die Wünsche, die Bedürfnisse, den Willen seiner Ehepartnerin Rücksicht zu nehmen; er ist es, der durch solches Verhalten die eheliche Gemeinschaft zerrütet.

Unser Strafrecht soll dokumentieren, dass in unserem Land die sexuelle Integrität jeder Frau geschützt ist, ungeachtet ihres Zivilstandes. Dadurch erhält das Strafrecht eine Signalwirkung und kann hoffentlich durch Abschreckung gewalttätiges Verhalten auch zum voraus verhindern. Das ist aber nur möglich, wenn wir die Absätze 2 von Artikel 189 und 190 vorbehaltlos streichen, und darum bitte ich Sie.

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

90.046

Voranschlag der Eidgenossenschaft 1991 Budget de la Confédération 1991

Siehe Seite 2277 hiervor – Voir page 2277 ci-devant
Beschluss des Ständerates vom 12. Dezember 1990
Décision du Conseil des Etats du 12 décembre 1990

Differenzen – Divergences

806 Bundesamt für Strassenbau
Antrag der Kommission
4600.001 Nationalstrasser., Bau
Mehrheit
Festhalten
Minderheit
(Frey Claude, Darbellay)
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision

Code pénal et Code pénal militaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.12.1990 - 15:00
Date	
Data	
Seite	2300-2304
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 309

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

85.047

**Strafgesetzbuch
und Militärstrafgesetzbuch. Revision**
Code pénal et Code pénal militaire.
Révision

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 2300 hiervor – Voir page 2300 ci-devant

Art. 189, 190 (Fortsetzung – Suite)

Mme **Jeanprêtre**: Une des caractéristiques de la norme pénale est de marquer, à un moment donné, ce que la société considère comme un acte grave ou moins, selon une hiérarchie de qualifications, de procédures ou de peines. En présence de cette infraction qualifiée qu'est le viol, il semblerait juste d'accorder la primauté à l'intérêt public, à la protection d'un bien juridique de très grande valeur – l'intégrité physique – et à la protection de la personnalité de la femme, mariée ou non, et de poursuivre l'acte d'office dans tous les cas. Le viol comme expression paroxystique de l'agressivité sexuelle ne disparaîtra pas, certes, par le seul effet de la sanction pénale, même si nous pouvons lui reconnaître un caractère dissuasif. Mais le fait que nous désirions sanctionner une attitude excessive du comportement sexuel masculin, dans le mariage également, va lui enlever de sa légitimation tacite.

Si les femmes ont obtenu au fil de l'histoire quelques droits qui paraissaient alors exorbitants, elles aspirent à ce que leur autodétermination au plan sexuel soit reconnue en droit à la fin du vingtième siècle. Les relations entre hommes et femmes, et plus particulièrement l'institution du mariage, appartiennent aux schémas sociaux véhiculés traditionnellement qui voient la force et le pouvoir être l'apanage des hommes, la tendresse et la soumission celui des femmes. Que ces rôles soient modifiés, et l'anathème tombe: il n'y a plus de vrais hommes, il n'y a plus de vraies femmes!

Le moment est venu, si l'on veut essayer de progresser vers une société plus humaine et plus respectueuse de l'autre, de tendre vers l'égalité. Or celle-ci ne sera possible que si dans la sphère la plus privée et socialement la plus protégée, le mariage, un interdit est posé: celui de la violence. Au nom de quoi la violence serait-elle plus légitimée et légitimable au sein d'un couple uni par les liens du mariage qu'entre concubins? Le mariage est-il un chèque en blanc à l'exercice de la violence et au droit de libre disposition du mari sur sa femme? N'est-ce pas précisément parce que le lien de dépendance de la femme mariée est plus réel et que le mariage, telle une chape de plomb, recouvre la vie privée que justement la femme mariée doit être particulièrement protégée?

Lorsque l'on parle de viol dans le mariage, certains s'étonnent, voire s'indignent, soit qu'ils pensent que cela ferait partie du contrat de mariage, soit qu'ils prétendent que cela n'existe pas. Combien tous ces gens sont à côté d'une réalité qui nous a été présentée en commission, que de préjugés sont tombés à la lecture des chiffres et des témoignages et à l'écoute des spécialistes ou gens du terrain! Sait-on que 18 pour cent des femmes violées récemment en Allemagne l'ont été par leur conjoint? Dans l'imagerie populaire, on croit que le violeur est celui qui surprend sa victime dans un parc public ou un parking. La réalité est différente. On nous apprend que le violeur connaît fort bien sa victime, qu'il est souvent un proche et que la violence s'exerce entre les quatre murs de la chambre à coucher. Si le risque de grossesse suite à un viol est toujours présent, celui de contracter le SIDA est une autre réalité de notre époque, qu'il faut aussi prendre en compte.

Ce que l'on veut et doit protéger à la fin du vingtième siècle en droit pénal suisse, c'est l'intégrité sexuelle de la femme qui est partie intégrante de sa personnalité et son droit à l'autodétermination, quelles que soient les circonstances et quel que soit

son état civil. Les hommes ne doivent plus se conformer au schéma de la morale sexuelle masculine traditionnelle, mais doivent développer leur propre sensibilité et percevoir et respecter comme une limite les besoins et les attentes des femmes. Autant il n'y a pas d'interdit si les pratiques sexuelles sont librement consenties par des partenaires dans une relation empreinte de respect et d'affection, autant la violence unilatérale doit être condamnée. Et le viol est le paroxysme de la violence exercée sur une femme, mariée ou non.

Certes, une approche respectueuse de l'autre est davantage question d'éducation et d'enseignement et elle ne s'obtiendra pas ipso facto par la révision du Code pénal. Cependant le fait que le législateur, donc nous-mêmes, déciderait que l'on ne peut, sous couvert d'un mariage, faire subir à une femme l'atteinte la plus grave, la plus traumatisante et la plus avilissante, correspond à ce que souhaite une majorité – on parle de 62 pour cent des Suisses interrogés – la condamnation du viol dans le mariage. A ceux qui prétendent que cette démarche tuera le mariage, je répondrai que c'est bien plutôt la violence qui est cause de la rupture du lien conjugal. A ceux qui disent que le viol dans le mariage est impossible à prouver, je répondrai que la difficulté de prouver n'a jamais été un argument suffisant pour renoncer à une disposition pénale, et que s'il est possible de prouver le viol entre concubins ou entre époux séparés, comme le désire le Conseil des Etats, il doit l'être tout autant pour les couples mariés.

J'en viens à la proposition que j'ai faite. D'abord un constat: comme s'ils étaient tout à coup apeurés par l'audace qui les avait vus condamner de façon unanime le viol dans le mariage, nos collègues de la commission, qui représentent maintenant la majorité, ont décidé que le viol dans ce cas serait poursuivi sur plainte de l'épouse. Je reste persuadée, comme les membres de la minorité, que le viol doit être poursuivi d'office dans tous les cas car il n'existe pas différentes catégories de femmes et des circonstances atténuantes. C'est la femme que l'on veut protéger. Le viol est l'atteinte la plus grave envers l'intégrité physique et psychique de la femme et envers sa dignité. Les séquelles d'un viol sont d'autant plus lourdes que le violeur était un familier de la victime. Ainsi, on peut même se poser la question de savoir si cet acte n'est pas plus grave lorsqu'il est commis dans le cadre du mariage, dans le sens où il y a abus d'un rapport de confiance.

De plus, si l'on envisageait d'en faire un délit poursuivi sur plainte de la femme mariée, celle-ci pourrait être soumise au chantage, du mari notamment, pour qu'elle retire sa plainte, elle qui est déjà dans une situation particulièrement fragilisée, à laquelle s'ajoute souvent un état de détresse et de dépendance économique.

L'ancien conseiller aux Etats, **Jean-François Aubert**, après le débat en 1987, confiait à un hebdomadaire romand qu'en matière de condamnation du viol dans le mariage, seule la poursuite d'office serait efficace. C'est ce qui ressort aussi des prises de position écrites que nous avons reçues en commission et des témoignages entendus.

J'attire maintenant votre attention sur le fait que ma proposition s'adresse à toutes les femmes. En effet, il y a deux circonstances qui méritent que l'on respecte le choix d'une femme qui désirerait stopper la procédure dans les trois mois qui suivent son ouverture. Premièrement, une femme, mariée ou non, ne supporte pas l'idée de revivre au travers d'un procès un drame qu'elle ressentirait comme un deuxième viol. Le taux de suicides est élevé chez les femmes qui ont été violées. Ainsi dans ce cas, soit en ce qui concerne la poursuite à tout prix du violeur, on respectera le choix de la femme. C'est la femme qui choisit cette solution et qui l'assume. Nous respectons ainsi son libre arbitre. Un autre argument est particulièrement pertinent dans le cadre du mariage: il peut en effet arriver que l'homme ou le couple se soumette à une thérapie, car le viol est toujours l'expression extrême d'une souffrance. Dans ce cas aussi, c'est la femme qui choisira, dans le rôle actif, de faire stopper la procédure. Même si certains verront une régression entre la criminalisation d'office du viol et cette proposition, je pense qu'elle a le mérite de prendre en compte la règle, la poursuite d'office, dans tous les cas, et une exception, le fait de tenir compte du libre choix de la femme. Les autorités de

police notamment seront particulièrement attentives au fait que la femme n'aura pas subi de pression pour faire opposition.

C'est en sorte une proposition de compromis, qui a rencontré le soutien des organisations de femmes, à l'inverse des deux autres propositions, celle de la majorité et celle de Mme Eppenberger, qui confirme un statut discriminatoire lié à l'état-civil. J'aimerais souligner aussi que cette proposition a reçu de la part de l'Office fédéral de la justice un avis qui en pesait les avantages et les inconvénients.

Dans les avantages, on voyait que cette solution tient compte des intérêts de la victime en ce qui concerne le respect de la sphère privée et son intérêt à une probable sauvegarde de l'union conjugale. La volonté de la victime n'étant pas une condition à la naissance du droit de répression appartenant à l'Etat, mais uniquement une condition à la suspension de la poursuite. Dans ce sens, on peut effectivement qualifier le droit d'opposition de plainte pénale inversée. Le seul inconvénient était le fait qu'on introduisait une nouvelle institution juridique applicable à un cas singulier. Mais je prétends aussi qu'il y aurait une nouveauté à introduire un délit si grave frappé d'une simple plainte.

C'est la raison pour laquelle je vous propose de soutenir la proposition que j'ai faite.

Frau Eppenberger Susi: Es geht mir wie Frau Stamm. Herr Bundesrat Koller hätte wahrscheinlich meinem Antrag zugestimmt, wenn er in der Kommission länger behandelt worden wäre. Die Idee wurde dort von Frau Spoerry eingebracht.

Mein Antrag entspringt dem Wunsch, der vergewaltigten Ehefrau den schwierigen Schritt zu ersparen, gegen ihren Ehemann selbst Anklage zu erheben, ihr aber dennoch zu ermöglichen, auf ein Verfahren Einfluss zu nehmen, das sie selbst, ihre Familie und insbesondere gemeinsame Kinder in eine äusserst unerfreuliche und belastende Situation hineinzieht.

Ich weiss, dass mein Antrag unkonventionell ist und in die geltende Rechtsordnung nicht so recht hineinpassen will. Es handelt sich bei der Vergewaltigung in der Ehe eben auch um einen speziellen Tatbestand. Es ist ein Verbrechen, das sehr schwer wiegt, ein Verbrechen, das die intimste Sphäre einer Frau berührt und das erst noch durch einen Menschen begangen wird, mit dem diese Frau das Leben teilen sollte und mit dem sie möglicherweise gemeinsame Kinder hat. Dem Nachteil meines Antrages, in unsere Rechtsordnung ein neues und bislang wenig bekanntes Element einzubringen, stehen jedoch verschiedene Vorteile gegenüber.

1. Die Vergewaltigung ist für alle Frauen, unabhängig von ihrem Zivilstand, ein Officialdelikt. Das heisst: Die Tat wird von Amtes wegen verfolgt, sobald eine zuständige Behörde durch jemanden davon Kenntnis erhalten hat.

2. Der Ehefrau, die durch eine Vergewaltigung schwer verletzt worden ist, deren Vertrauen erschüttert ist und die ihrem Gatten gegenüber wahrscheinlich Angstgefühle hat, wird nicht auch noch die Entscheidung darüber aufgebürdet, dass sie selbst gegen ihren Ehemann, eventuell den Vater ihrer Kinder, Strafklage erheben muss. Ein Ausserstehender, dem die Situation bekannt ist und der auch die Schwere der Tat einigermaßen beurteilen kann, kann der Frau diesen Schritt abnehmen.

3. Sollte eine Fehlanzeige erfolgen, was bei einem Officialdelikt, das in der Regel ohne Zeugen geschieht, nicht ganz auszuschliessen ist, so wird der Ehemann nicht in Ermittlungen hineingezogen, die für ihn äusserst unangenehm sein können, weil die Ehefrau dazu kein grünes Licht gibt.

4. Auch wenn die Anzeige grundsätzlich zu Recht erfolgt ist, kann die Ehefrau die Ermittlungen verhindern, wenn sie dies entweder mit Rücksicht zum Beispiel auf ihre Kinder tun will oder wenn sie ihrer Beziehung zu diesem Mann trotz allem noch eine Chance gibt und diese Chance nicht durch peinliche Ermittlungen gefährden will.

5. Auch in jenen Fällen, in denen die Frau mit der Einleitung von Ermittlungen gegen ihren Ehemann einverstanden ist, dürfte sie durch die Einwilligung in diese Ermittlungen etwas weniger belastet sein, als wenn sie mit ihrem Antrag der alleinige und einzige Auslöser des Verfahrens ist.

Noch ein Wort zum Antrag Jeanprêtre, der auf den ersten Blick meinem sehr ähnlich ist: Da ist zunächst zu sagen, dass Frau Jeanprêtre ihren Vorschlag auf alle Frauen ausdehnt und nicht nur den Ehefrauen vorbehält. Wichtiger ist aber folgender Unterschied: Beim Officialdelikt mit Widerspruchsrecht nimmt das Verfahren seinen Anfang, das heisst die Behörden müssen mit den Ermittlungen beginnen, sobald sie Kenntnis von der Tat haben. Zwar kann die Ehefrau das Verfahren in einem späteren Zeitpunkt stoppen, aber dann sind möglicherweise schon Zeugen befragt worden. Der Ehemann ist bereits mit dem Stigma des Vergewaltigers behaftet, was für alle Beteiligten eine schwere Belastung darstellt. Geht man davon aus, dass nach einer Vergewaltigung eine Ehe unter bestimmten Voraussetzungen weitergeführt werden kann, so dürfte dies bei meinem Vorschlag wesentlich einfacher sein als beim Vorschlag von Frau Jeanprêtre.

Zusammengefasst: Mein Vorschlag, der ein Officialdelikt mit Ermächtigungsvorbehalt für die Ehefrau vorsieht, versucht, die unbestrittenen Vorteile des Officialdeliktes mit den unbestreitbaren Vorteilen des Antragdeliktes zu vereinen. Dies geht leider nur mit einer etwas unkonventionellen Lösung.

Ich bitte Sie, diese wohlwollend zu prüfen. Sie könnte durchaus die Lösung der Zukunft sein.

Bonny, Sprecher der Minderheit: Ich kann Ihnen eine erfreuliche Mitteilung machen. In einer Session, die durch zunehmende Polarisierung und Verhärtung der Fronten gekennzeichnet ist, darf ich Ihnen mitteilen, dass die Unterzeichner des Minderheitsantrages Salvioni – allerdings in Abwesenheit des Antragstellers – beschlossen haben, den Antrag zurückzuziehen. Wir machen das vor allem mit Blick auf das kürzlich ergangene Urteil des Bundesgerichtes, das als sehr unglücklich qualifiziert werden muss und das vor allem die Tendenz hatte, den Tatbeweis mit Bezug auf die Bedrohungsformen zuegunsten der Frau auszudehnen. Wir möchten nun mit diesem Antrag, der ja die Bedrohungsformen durch die Streichung des Wortes «namentlich» restriktiver macht, dieser Tendenz nicht noch Vorschub leisten. In diesem Sinne ziehe ich den Antrag zurück und hoffe, dass mich Herr Salvioni nach seiner Rückkehr aus Amerika nicht bei den Ohren nimmt.

Frau Zölich: Ich bitte Sie, bei den Absätzen 2 der Artikel 189 und 190 der Mehrheit zuzustimmen.

Es wurde hier mit Recht bereits verschiedentlich betont: Sexuelle Nötigung und die Vergewaltigung einer Frau sind schwere Verbrechen. Mit solchen Gewalttaten werden die Würde eines Menschen, insbesondere einer Frau, die körperliche Integrität und die Selbstbestimmungsfreiheit mit Füssen getreten. Solche Verbrechen müssen bestraft werden können. Dies ist der grosse Schritt, den wir tun müssen und den wir tun wollen. Wir müssen ein ganz klares Zeichen setzen: Sexuelle Nötigung und Vergewaltigung innerhalb und ausserhalb der Ehe sind gleich verwerflich. Bei der Vergewaltigung in der Ehe kommt zu allem noch ein Vertrauensmissbrauch hinzu, ein Vertrauensmissbrauch unter Eheleuten, der noch zusätzlich schmerzhaft kann.

Die hohen Rechtsgüter wie körperliche Integrität und Selbstbestimmungsfreiheit dürfen nicht ohne weiteres hinter die Intimität der Ehe gestellt werden. Wir möchten aber den Entscheid über die Frage, ob eine Strafuntersuchung eingeleitet werden soll, der Ehefrau überlassen. Sie allein soll entscheiden können, ob sie den Ehemann und vielleicht den Vater ihrer Kinder vor den Richter bringen will. Die Frau soll alle im Raume stehenden Interessen und Aspekte gegeneinander abwägen können. Die Ehefrau soll aber auch selber entscheiden und spüren können, ob sie die Kraft hat zu vergeben, ob sie verzeihen will. Diese Entscheidung muss sie in Ruhe, ohne polizeiliche Intervention und Erhebung, die jede Einleitung eines Strafverfahrens mit sich bringt, treffen können – auch ohne Anstoss von Dritten. Für mich ist dieses Selbstbestimmungsrecht der Frau ganz entscheidend.

Wir wollen durch eine Einwirkung Dritter, sei dies nun die Freundin, die Sozialarbeiterin oder die Polizei, die vielleicht noch mögliche Versöhnung unter den Ehegatten nicht vereiteln. Eine Frau kann sehr gute und wichtige Gründe haben,

den Ehemann oder den Vater ihrer Kinder eben nicht vor den Richter zu bringen. Sie kann auf ihre Kinder und auf die Familie Rücksicht nehmen. Oder vielleicht will die Frau mit ihrem Schmerz allein fertig werden, ihn allein oder zusammen mit ihr vertrauten Menschen verarbeiten. Darauf soll die Frau Anspruch haben, ohne dass vorgängig ein Dossier über ihren Fall eröffnet wird. Nehmen wir doch Rücksicht auf dieses Selbstbestimmungsrecht der Frau, achten wir es und stimmen wir hier der Kommissionsmehrheit zu.

Die SVP-Fraktion lehnt aus den genannten Gründen auch den Antrag von Kollegin Eppenberger ab. Der Antrag wurde damals als Kompromissvorschlag in der Kommission ausführlich diskutiert, dann aber klar abgelehnt. Der Kompromiss kam nicht zustande, was ich persönlich sehr bedauerte. Zwischen dem Antrag Eppenberger Susi und dem Antragsdelikt gemäss Kommissionsmehrheit besteht im Grunde genommen nur ein ganz kleiner Unterschied, nämlich der, dass bei der Lösung von Frau Eppenberger die zuständige Behörde den ersten Schritt zur Einleitung des Verfahrens macht, und beim Antragsdelikt ist es die Ehefrau, die diesen ersten Schritt tun muss. Wir sollten aus diesem kleinen Unterschied keine Glaubensfrage machen. Ein weiterer Nachteil des Antrages Eppenberger Susi ist auch derjenige, dass unsere Rechtsordnung das Offizialdelikt mit Ermächtigungsvorbehalt nicht kennt.

Noch kurz etwas zu den Kosten, Frau Stamm hat es angesprochen: In den meisten Kantonen, z. B. auch im Kanton Bern, muss die Antragstellerin die Kosten des Verfahrens nur bezahlen, wenn sie die Anzeige leichtfertig eingereicht hat. Eine Ehefrau wird aber kaum leichtfertig einen solchen Schritt vor den Richter unternehmen. Daher sind auch die diesbezüglichen Argumente nicht stichhaltig.

Ich beantrage Ihnen also namens der SVP-Fraktion nochmals, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

M. Leuba: Contrairement à ce que l'on essaie de nous faire croire, la question posée est simplement une question de technique juridique et non de principe. La solution de majorité vous propose la même définition pour le viol conjugal que pour le viol en général, sans aucune atténuation, la sanction étant exactement la même pour les deux cas. C'est bien la preuve que, contrairement à ce que l'on insinue, la majorité n'entend pas faire du viol conjugal un crime au rabais. La différence qui existe dans la solution de la majorité, que le groupe libéral vous propose d'approuver, tient exclusivement dans le fait que la victime d'un viol conjugal a la possibilité d'apprécier si une procédure pénale allant jusqu'à dix ans de réclusion doit ou non être conduite contre son mari. C'est donc bel et bien une question de technique juridique, avec ses avantages et ses inconvénients, et on vous trompe lorsque l'on vous dit que c'est une question de principe.

J'admets que l'avantage de la solution de la minorité est que la femme est libérée de ce geste sans doute parfois difficile qui consiste à déposer une plainte pénale. En réalité, compte tenu de la nature particulière du viol et du fait que ce n'est pratiquement que sur la base des déclarations de la victime que l'action pénale pourra être introduite, il est bien clair que la position de la femme ne s'en trouve finalement nullement améliorée. Le mari saura en tous cas que c'est à cause des déclarations que sa femme a faites que l'action pénale est ouverte. En réalité, on constate ainsi que la femme se trouve dans la même situation avec la plainte ou avec la procédure d'office, c'est-à-dire qu'elle sera de toute façon exposée aux reproches de son mari, alors que la procédure d'office devrait l'en protéger. Nous avons la conviction – et j'aimerais insister là-dessus – que ceux qui veulent transformer le viol en un délit d'office s'en prennent à l'institution de la famille. On fait passer l'intérêt de l'Etat, l'intérêt de la poursuite pénale devant celui de la famille et nous n'acceptons pas cette manière de voir les choses. Nous entendons que l'on respecte – on l'a assez dit ici – l'autodétermination de la femme dans sa vie sexuelle, qui refuse des relations intimes à son mari, mais aussi qui décide si le crime commis par son mari justifie une action pénale ou non. Je trouve quand même extraordinaire que l'on nous parle tout le temps d'autodétermination de la femme et que là où une occasion de l'appliquer se présente, elle soit refusée!

Au surplus, j'aimerais dire qu'il y a une différence – permettez-moi d'invoquer non pas mon expérience personnelle, l'expression serait sans doute malheureuse en l'espèce, mais mon expérience professionnelle – dans le fait que le violeur, que j'appellerais extra-conjugal, représente un énorme danger pour la société. Le violeur extra-conjugal est un récidiviste. C'est un homme qui, lorsqu'il a violé une femme, risque de recommencer à plusieurs reprises avec d'autres femmes dans des circonstances semblables et, par conséquent, il est évident qu'il y a un intérêt public à mettre fin à ses agissements. Celui qui ne viole que sa femme – le «que» ayant ici un sens non restrictif – commet un crime tout aussi grave. Mais celui qui viole sa femme risque de recommencer sans doute avec sa femme, mais beaucoup moins avec une femme à l'extérieur. Par conséquent, il est juste que sa femme ait le moyen de mettre fin à ses agissements si elle entend le faire et c'est exactement la solution que propose la plainte.

C'est exactement l'inverse de la solution de Mme Jeanprêtre. L'intérêt public est complètement abandonné parce que la femme extérieure qui est violée en dehors du mariage pourrait mettre fin à l'action pénale et ainsi ne pas protéger les autres femmes qui pourraient être victimes du même violeur. Il faut bien voir que c'est là la conséquence de ce que Mme Jeanprêtre nous présente comme un avantage. A mon avis, c'est certainement un grand inconvénient.

Enfin, j'aimerais attirer votre attention sur le point suivant: il arrive précisément que les femmes qui sont l'objet de violences – ce peuvent être des violences physiques, par exemple des coups, cela peut être le viol conjugal – cherchent néanmoins à sauver leur ménage. Nous avons mis sur pied une institution qui sont les mesures protectrices de l'union conjugale, la possibilité d'en appeler au juge civil pour qu'il intervienne dans le ménage et fasse si possible cesser le trouble. Si vous adoptez la solution du délit d'office, la femme ne pourra pas indiquer au juge les véritables raisons pour lesquelles elle demande son intervention, parce que si elle le fait, le juge sera tenu, en fonction de son serment, de dénoncer à l'autorité pénale le viol dont il aurait connaissance dans l'instruction des mesures protectrices de l'union conjugale. L'institution se retourne donc contre la femme et ne la protège plus puisqu'elle sera placée devant le dilemme suivant: ou donner les véritables raisons de la demande de protection de l'union conjugale ou se taire pour éviter au mari d'être entraîné dans une poursuite pénale dont elle ne veut pas. Vous avez ici exactement l'impossibilité pour la femme de se faire rendre justice.

On a une situation souvent un peu semblable avec des délits fiscaux qui, si le juge les dénonce d'office dans une liquidation de régime matrimonial, par exemple, empêche sa liquidation honnête. Je crois qu'il faut être extrêmement prudent et penser à cet élément. Dès le moment où c'est un délit d'office, la femme qui ne voudra pas entraîner son mari dans une poursuite pénale sera obligée de taire un certain nombre de faits décisifs pour l'intervention du juge dans le cadre d'un ménage qu'il conviendrait de sauver.

C'est la raison pour laquelle il me paraît extrêmement important ici, où nous avons en face les intérêts de l'Etat d'une part et ceux de la famille d'autre part, de privilégier les intérêts de la famille lorsque la femme elle-même décide que ce sont ces intérêts-là qui doivent être protégés.

Le groupe libéral vous engage à voter la proposition de la majorité.

M. Maître: En abordant l'un des points les plus délicats de toute cette révision, il faut avoir la lucidité tout autant que l'honnêteté intellectuelle d'admettre qu'il n'y a pas de solution absolument idéale, totalement satisfaisante. Notre approche doit être, en fonction d'une pesée d'intérêts parfois assez contradictoires, de rechercher la solution la moins mauvaise.

Il faut d'abord rappeler – c'est un point qu'on a peut-être tendance à perdre de vue tant notre attention est focalisée sur la discussion entre le délit sur plainte et le délit poursuivi d'office – que dans le droit actuel, le viol entre époux n'est pas punissable, il est même, à certains égards, considéré tacitement comme licite, ce qui est évidemment profondément choquant. Dans ce sens-là, la révision, quoi qu'il en soit, marque un pro-

grès très considérable, puisqu'elle traite le viol entre époux de la même manière que le viol entre personnes qui ne sont pas mariées. En ce qui concerne les conditions de la poursuite, faut-il distinguer le viol entre époux du viol dit ordinaire? C'est bien la question dont nous avons à débattre aujourd'hui.

Le groupe démocrate-chrétien est partisan, après en avoir délibéré, de la solution de la poursuite sur plainte et cela pour un certain nombre de raisons que je vais tenter de résumer. En réalité, si le viol est poursuivi d'office, on peut se trouver en face de certaines situations où l'épouse outragée subira, plus qu'elle ne la voudra, une procédure pénale, alors que réellement, et notamment dans l'intérêt de ses enfants, elle ne veut pas cette seconde épreuve qui se déroule, comme vous le savez, en audience publique. M. Leuba a eu raison de rappeler qu'il y a pour partie les intérêts de la famille qui s'opposent à l'intérêt public: il y a véritablement un intérêt «personnalisime» de l'épouse à ne pas subir une procédure pénale extrêmement douloureuse venant s'ajouter à l'outrage dont elle a été victime.

La commission a cherché à faire de cette définition un usage le plus restrictif possible, en ce sens qu'il ne faut pas transformer l'exception en règle. La règle c'est que le viol est poursuivi d'office. L'exception c'est que lorsque le viol a lieu entre époux et que les époux font ménage commun, il peut être effectivement poursuivi sur plainte. Il y a donc cette condition cumulative qui est destinée à restreindre au maximum le champ d'application de cette exception.

La proposition de minorité repose essentiellement sur le fait que si le délit peut avoir lieu sur plainte, l'épouse risque d'être victime de pressions. Je crois qu'il faut voir les faits tels qu'ils se produisent malheureusement dans ce genre de circonstances douloureuses. Par définition, le viol est un crime qui a lieu tout à fait exceptionnellement dans des circonstances telles que des témoins auditifs ou oculaires sont à même de porter une dénonciation pénale. En d'autres termes, dans la quasi-totalité des cas, c'est bien toujours la victime qui, d'une manière ou d'une autre, enclenche l'action pénale, soit par une dénonciation en cas de poursuite d'office, soit par une plainte si le délit est poursuivi sur plainte. Dans un cas comme dans l'autre, si pression il doit y avoir, elle s'exercera parce que c'est effectivement la victime qui fait – si vous me permettez l'expression – les premiers pas vers l'ouverture d'une poursuite pénale.

Voilà les raisons pour lesquelles nous sommes arrivés à la conclusion que l'on devait, dans certains cas qui seront exceptionnels, respecter la volonté profonde de l'épouse, dans son propre intérêt et dans celui de ses enfants, de ne pas enclencher une procédure pénale si, véritablement, elle s'y refuse. Il y a là un intérêt privé, personnel, tout à fait prépondérant que l'on doit prendre en considération.

Vient alors la proposition subsidiaire de Mme Jeanprêtre qui cumule à la fois les inconvénients de la poursuite d'office et les inconvénients de la poursuite sur plainte. Pourquoi? Parce que les inconvénients de la poursuite d'office font subir à l'épouse ce qu'elle ne voudrait pas subir, c'est-à-dire une procédure pénale, pour elle-même et pour ses enfants. Or, cette proposition enclenche cette poursuite d'office. Il y a donc cet inconvénient. Mais avec le droit d'opposition qu'on accorde ultérieurement à l'épouse, celle-ci est soumise aux mêmes pressions que l'on craint dans le cadre d'une poursuite qui est susceptible d'être engagée sur plainte seulement. On cumule donc ces deux inconvénients.

Voilà les raisons pour lesquelles le groupe démocrate-chrétien arrive à la conclusion que la poursuite sur plainte est préférable et réunit moins d'inconvénients que toute autre solution et c'est à cette solution-là qu'il vous invite à adhérer.

Frau Bär: Wenn Sie sich heute gegen das Offizialdelikt aussprechen, dann nehmen Sie Ihren Entscheid, die Vergewaltigung auch innerhalb der Ehe als strafbar zu erklären, wieder ein gutes Stück zurück. Sie bauen der Ehefrau bewusst eine neue Hürde ein, um zu ihrem Recht zu kommen. Vergewaltigte Ehefrauen erleiden nicht «nur» eine körperliche und seelische Verletzung. Hier wird aufs schwerste ein Vertrauensverhältnis missbraucht, was eigentlich strafverschärfend sein müsste.

Was wir jetzt aus der Praxis genau wissen – von den Betreuerinnen in den Frauenhäusern und an den Nottelefonen – ist, dass es für die Opfer sexueller Gewalt sehr, sehr schwer ist, sich für eine Anzeige zu entscheiden. Besonders schwierig ist es dann, wenn der Täter dem Opfer bekannt ist, also in einem Beziehungsdelikt, dort, wo eine emotionale Nähe besteht.

Die Untersuchung Godenzi bestätigt dies und bestätigt auch, wie schwer es den Frauen fällt, überhaupt über die Tat zu sprechen. Zuerst findet bei diesen Frauen eine Verdrängung statt. Oft sagen sie, nur so sei ihnen überhaupt ein Weiterleben nach dieser Tat möglich. Häufig wird auch gesagt: Vergewaltigung ist ein Mord, bei dem das Opfer weiterlebt. Beim Entscheid zwischen Offizial- und Antragsdelikt ist eben auch daran zu denken, wie lange die Frauen brauchen, bis sie diesen Akt überhaupt soweit überwunden haben, dass sie sich für eine Anzeige entscheiden können. Ein Antragsdelikt würde nach sechs Monaten erlöschen.

Sie wissen auch, dass häufig eine finanzielle Abhängigkeit zwischen Opfer und Täter besteht und somit grosser Druck auf die Frau ausgeübt werden kann, ja, sie wird erpressbar. Ein Rückzug des Strafantrages kann zum Handelsgut werden. In dem Moment, wo eine Ehefrau in grosser physischer und psychischer Not ist, wo sie in ihrem Selbstwertgefühl erschüttert oder dieses sogar zerstört ist, geht es nicht an, dass ihr der Staat mit dem Antragsdelikt eine zusätzliche Verantwortung aufbürdet, statt ihr grösstmöglichen Rechtsschutz zu bieten. Wir müssen unseren Entscheid auf das Interesse des Opfers abstellen. Wenn Sie sagen, das Opfer gebe beim Offizialdelikt seinen Entscheid aus der Hand und sei nicht mehr selbständig im Handeln und Sie wollten die Selbständigkeit der Frau schützen, dann ist das bei diesem Delikt wirklich nicht stichhaltig.

Der Entscheid zwischen Offizial- und Antragsdelikt hat aber auch etwas mit der Schwere des Deliktes zu tun, auch wenn Frau Spoerry und andere Sprecher hier das Gegenteil gesagt haben. Wenn Sie für ein Antragsdelikt votieren, setzen Sie den Unrechtsgehalt dieses Deliktes herunter. Im ganzen Strafgesetzbuch finden Sie kein in seiner Schwere vergleichbares Delikt mit dieser hohen Strafandrohung, das ein Antragsdelikt ist, auch nicht innerhalb der Familie. Damit stellt sich hier ernsthaft die Frage nach der Rechtsgleichheit.

Ich bitte Sie eindringlich, im Interesse des Opfers und nicht zum Schutze des Täters zu legiferieren. Bitte stellen Sie auf die Erfahrungen der Frauen in den Frauenhäusern und bei den Nottelefonen ab. Nehmen Sie diese Erfahrungen sehr ernst. Wir müssen uns heute für das Offizialdelikt entscheiden.

Abschliessend möchte ich noch mein Entsetzen über das Votum von Herrn Leuba aussprechen. Wenn er sagt, bei einem externen Vergewaltiger bestehe ein öffentliches Interesse, dass es ein Offizialdelikt sei, bei der Ehefrau sei es etwas anders, da werde der Täter, der Ehemann, nur seine eigene Frau und nur eine Frau vergewaltigen und deshalb könne man auf ein Antragsdelikt abstellen, dann finde ich das schlicht ungeheuerlich.

Frau Haering Binder: Die Eintretensvoten der Fraktionen, aber auch diejenigen der Berichterstatterin und des Berichtstatters waren eindeutig. Im Grundsatz schien Einigkeit zu bestehen, und diese Übereinstimmung betrifft folgendes: Für Verbrechen, in diesem Fall für das Verbrechen der Vergewaltigung, soll mit oder ohne Trauschein der gleiche Schutz des Gesetzes garantiert werden. Dies leuchtet ein. Es kann nicht angehen, dass eine Frau, die in einer ausserhehlichen Beziehung einen klaren Rechtsschutz genießt, diesen Rechtsschutz verliert, sobald sie heiratet. Unabhängig vom Zivilstand besteht ein elementares Persönlichkeitsrecht der körperlichen und der geistigen Integrität der Frau.

Wenn Sie mir bis zu diesem Punkt gefolgt sind, dürfte der nächste Schritt ein kleiner sein: Nur die Unterstellung der Vergewaltigung – auch in der Ehe – unter das Offizialdelikt schafft einen gleichen Rechtsschutz. Es reicht nicht aus, wenn Sie dem erklärermassen gleichen Unrechtsgehalt der Vergewaltigung innerhalb und ausserhalb der Ehe mit dem gleichen Strafmass gerecht werden wollen; dem Strafverfahren steht

ebenfalls zentrale Bedeutung zu. Dies aus folgenden Gründen:

1. Das Officialdelikt repräsentiert das öffentliche Interesse an einer Strafverfolgung. Wenn Sie dieses öffentliche Interesse nur auf die Strafverfolgung der Vergewaltigung ausserhalb der Ehe beschränken, so reduzieren Sie damit implizit den Unrechtsgehalt der Vergewaltigung innerhalb der Ehe; auch wenn Sie dies nicht wollen, dies jedenfalls so beteuern. Das Votum von Herrn Leuba hat dies, zum Glück, möchte ich sagen, sehr deutlich gemacht. Es soll offensichtlich kein öffentliches Interesse an der Unversehrtheit der verheirateten Frau bestehen.

2. Gerade die in der Ehe vergewaltigte Frau kann unter Umständen den Schutz des Officialdeliktverfahrens besonders dringend benötigen, denn die Bestimmungen des Officialdelikts können sie vor Erpressungsversuchen des Vergewaltigers schützen. Diese Druckversuche werden angesichts der Höhe der potentiellen Strafe Realität sein.

3. Die Prävention, die Verhinderung strafwürdiger Taten, ist eine zentrale Aufgabe des Strafrechts. Sie werden mir zustimmen müssen, dass die Klassifizierung als Officialdelikt eine weit grössere präventive Wirkung ausübt als jene als Antragsdelikt.

4. Die Vergewaltigung ausserhalb der Ehe steht unter Officialdelikt. Die Nötigung, die in aller Regel der Vergewaltigung vorgeht, ist auch innerhalb der Ehe Officialdelikt. Es ist somit juristisch nichts anderes als logisch, wenn auch die Vergewaltigung innerhalb der Ehe als Officialdelikt anerkannt wird. Von den Gegnerinnen und Gegnern des Officialdelikts werden Interessen der Frau und Interessen der Erhaltung der Ehe postuliert. Aber es ist nicht das Strafverfahren, das die betroffenen Ehen zerstört; es ist das Verbrechen der Vergewaltigung, das diese Beziehung zerstört, und dies gilt gleichermassen für aussereheliche Beziehungen wie für Ehen.

A propos Wahrung der Interessen der Familie: Diese Frage müsste wohl eher dem Täter gestellt werden. Wo bleibt seine Verantwortung gegenüber seiner Familie und seinen Kindern? Der Verzicht auf das Officialdelikt schützt damit nicht die Frauen oder die Ehen oder ihre Kinder, sondern die Täter; er schützt nicht eine Intimsphäre, sondern eine Gewaltsphäre.

Die Vergewaltigung in der Ehe ist ein grässliches Problem für viele Frauen, entsprechend haben sich auch die diversen Frauenorganisationen für die Einführung des Officialdelikts ausgesprochen. Es ist aber zudem – oder primär – ein Problem der Männer. Ich bitte Sie deshalb: Machen Sie dieses Geschäft nicht zu einem Frauenthema! Aus diesem Grund teile ich mein Fraktionsvotum mit Moritz Leuenberger.

Zum Abschluss: Die SP-Fraktion spricht sich klar für das Officialdelikt aus und eventualiter für den Antrag Jeanprêtre; im Antrag Eppenberger Susi sehen wir wenig Sinn, denn er fordert grundsätzlich nichts anderes als ein leicht modifiziertes Antragsdelikt.

Leuenberger Moritz: Einige juristische Ueberlegungen zur Stellung der Antrags- und der Officialdelikte im Strafgesetzbuch: Es trifft nicht zu, dass einzig der Schutz der Privatsphäre, die Autonomie des Opfers, entscheidendes Kriterium dafür wäre, ob ein Strafverfahren durchzuführen sei oder nicht. Statt dessen geht es eben auch um die Gewichtung des Deliktes.

Als wie verwerflich erachten wir ein Delikt? Wenn Sie zum Beispiel im Warenhaus von Herrn Loeb ein Ragusa-Stengeli nehmen, dann ist das ein Mundraub einer Sache von geringem Wert. Die Polizei kann Sie nicht verfolgen, sondern sie muss zunächst Herrn Loeb fragen, ob er einverstanden sei, dass Sie verfolgt werden. Das ist ein Antragsdelikt. Wenn Sie aber ein Büchlein Kaviar nehmen – wenn es also um einen höheren Wert geht –, dann hat Herr Loeb nichts mehr zu sagen, dann schlägt die Härte des Gesetzes zu, dann ist es Diebstahl.

Nun weiss ich genau, es gibt den Familiengenossendiebstahl, der nur auf Antrag verfolgt werden kann. Es geht mir darum zu zeigen, dass der Unterschied zwischen Antrags- und Officialdelikt eine Frage der Gewichtung des Deliktes ist. Viel deutlicher wird das bei der Körperverletzung: Die einfache Körperverletzung ist auf Antrag zu verfolgen, die schwere Körperver-

letzung aber von Amtes wegen. Wenn nun – ich sage es extra so – eine Frau ihren Ehemann verletzt, in einem Ehestreit, zum Beispiel mit einem Wallholz, und die Verletzung ist schwer, so wird diese Frau von Staates wegen verfolgt; niemand kümmert sich um Ehefrieden und Einheit der Ehe und darum, dass sie wiederhergestellt werden müssen. Auch umgekehrt, wenn ein Ehemann seiner Ehefrau einen Tritt gibt, sie eine Treppe hinunterfällt, sich das Bein bricht, es also Komplikationen gibt – das Bein ist nach der Operation vielleicht zwei Zentimeter kürzer –, ist das eine schwere Körperverletzung, die von Amtes wegen verfolgt wird. Das heisst: Für den Entscheid, ob Vergewaltigung in der Ehe Antrags- oder Officialdelikt sein soll, müssen wir das Mass der Aechtung dieses Deliktes definieren.

Wenn wir daran denken, dass das Gesetz die schwere Körperverletzung u. a. mit dem Kriterium des bleibenden Nachteiles definiert, dann muss man betonen, dass eine Vergewaltigung ebenso einen bleibenden Nachteil hinterlässt, psychisch und physisch; das steht ja ausser Diskussion. Ich glaube nicht, dass die Gegner des Officialdeliktes im Ernst sagen können, die schwere Körperverletzung sei verabscheuungswürdiger als eine Vergewaltigung.

Wir müssen uns auf ein wertneutrales Kriterium einigen, und das ist das angedrohte Strafmass. Dieses beträgt zehn Jahre Zuchthaus in beiden Fällen. Und wieso nun das Verfahren bei einer Vergewaltigung anders geregelt werden soll als bei der Körperverletzung, begangen in der Ehe, ist logisch nicht vertretbar.

Ich möchte noch einen zweiten, einen strafprozessualen Aspekt zur Diskussion stellen: Vergewaltigung ist ein schweres Delikt, 10 Jahre Zuchthaus. Es gibt so oder so einen Verteidiger. Auch wenn der Angeklagte keinen will, wird er einen Officialverteidiger bekommen. Die erste Aufgabe jedes Verteidigers bei einem Antragsdelikt ist doch die, das Opfer dazu zu bringen, seinen Antrag zurückzuziehen. Ich bin auch Strafverteidiger und weiss es. Weil diese Möglichkeit besteht, machen auch die Untersuchungsbehörden mit, nicht nur unangenehm, aber man sagt: «Ja, wollen Sie jetzt wirklich dieses Theater? Ziehen Sie doch zurück!» Die Untersuchungsbeamten haben dann auch weniger Arbeit. Das kommt dazu.

Es sind genau diese Prozessphasen, die dazu führen, dass der Anzeigerstatter bzw. hier eben die Anzeigerstatterin die Rolle einer Querulantin erhält. Und in diesen Phasen wird sie langsam zum Opfer im Strafprozess gedreht, weil sie so stur und so querulatorisch ist, an ihrem Antrag festhalten zu wollen. Genau das will man ja mit dieser Revision vermeiden. Auch aus diesem Grunde müssen Sie das Delikt als ein Officialdelikt ausgestalten.

Bonny: Im Namen der Mehrheit der freisinnigen Fraktion möchte ich mich im folgenden zu Artikel 189 Absatz 2 und Artikel 190 Absatz 2 äussern. Konkret heisst das, ich spreche insbesondere zur Frage Antrags- oder Officialdelikt bei der Vergewaltigung oder der sexuellen Nötigung in der Ehe. Ferner werde ich mich auch zum Eventualantrag Jeanprêtre sowie zum Antrag Eppenberger Susi äussern.

Die jetzige Diskussion ergibt ein Zerrbild. Sicher nicht das erste Mal wird im Laufe der Debatte – vor allem in der Eintretensdebatte wurde es erwähnt – gesagt, dass wir gegenüber der ursprünglichen Fassung Bundesrat und gegenüber dem Beschluss des Ständerates wesentliche Fortschritte im Sinne eines vermehrten Schutzes der Frau gemacht haben.

Ich erinnere daran, dass wir jetzt in diesem Rat nicht mehr darüber diskutieren, ob die Vergewaltigung in der Ehe ein strafbarer Tatbestand ist oder nicht. Das wird von uns allen bejaht. Die Auseinandersetzung geht jetzt noch um die Form der Verfolgung.

Ich möchte noch eine Sache richtigstellen. Es wird von denjenigen, welche die These Officialdelikt vertreten, immer so getan, als handle es sich in jenen Fällen, in denen eben kein Antrag gestellt werde, nicht mehr um eine Verletzung von Rechtsgütern. Ich trete dieser Auffassung entschieden entgegen. Im Falle einer Vergewaltigung oder einer sexuellen Nötigung in der Ehe, und wo kein Antrag gestellt wird, werden auch Rechtsgüter verletzt. Anders ist einzig, dass aus Gründen, die

wir respektieren möchten, die Ehefrau zum Schlusse kommen kann, dass von einer Strafverfolgung abzusehen ist, dass sie also nicht die Mühlen der Strafjustiz in Bewegung setzen will. Das ist eigentlich die Grundfrage. Herr Moritz Leuenberger, Sie haben interessante Beispiele gebracht: den Diebstahl im Warenhaus, den Unterschied vom Ragusa-Stengeli zum Kaviar-Büchsl. Der materielle Aspekt steht doch gar nicht zur Diskussion. Für mich ist auch beim Antragsdelikt der Tatbestand äusserst schwerwiegend. Was uns aber – das auch als Antwort an Frau Bär, die an sich geschickt argumentiert und darauf hingewiesen hat, dass im Strafgesetzbuch normalerweise die Antragsdelikte nur in Verbindung stehen mit relativ leichten und nicht so schwerwiegenden Delikten – zu unserem Antragsdelikt gebracht hat, ist eindeutig der Schutz der Freiheit der Ehefrau. Sie allein soll darüber bestimmen, ob eine Strafverfolgung in einem solchen Fall durchgeführt werden soll. Da geht es natürlich schon um Wesentliches. Wir dürfen diesen Aspekt nicht ins Lächerliche ziehen.

Ich habe in den letzten Wochen mit zwei erfahrenen Strafrichtern des bernischen Obergerichtes gesprochen, mit zwei aufgeschlossenen Leuten. Sie haben mir gesagt, was sie eigentlich am meisten bei diesen Fällen fürchten – das kann natürlich auch bei Antragsdelikten zutreffen –: Es ist die Frage der Beweisführung. Sie ist in einer Ehe natürlich ausserordentlich heikel. Unter Umständen müssen, damit die Beweisführung wirklich zu klaren Schlüssen kommt, auch andere Familienangehörige, beispielsweise die Kinder, konsultiert werden. Und das ist dann eine Situation, bei der ich mir vorstellen kann, dass eine Ehefrau sagt: «Das will ich meinen Kindern ersparen.» Ich werte diesen Entscheid nicht, aber es ist ein Entscheid, der zu respektieren ist. Man darf ihn nicht leichtfertig wegwischen.

Deshalb, Herr Moritz Leuenberger, ist Ihr Vergleich mit dem Ragusa-Stengeli nicht schlüssig. Es geht bei Ihrem Beispiel um die Frage des materiellen Wertes: Kaviar kostet etwas mehr als ein Ragusa-Stengeli. Der Entscheid einer Ehefrau, die sagt: «Ich will unter keinen Umständen – ich bringe selber dieses Opfer –, dass meine Kinder in ein solches Verfahren einbezogen werden», ist nicht mit irgendwelchen materiellen Werten zu vergleichen.

Es gibt aber auch andere Gründe. Eine Frau will einfach, dass ihre Ehe, die vielleicht keine mehr ist, der Kinder wegen schützen. Wir haben uns, Frau Fankhauser, in der Kommission sehr intensiv über diese Frage unterhalten. Die subjektive Freiheit einer solchen Frau möchten wir schützen, und sie haben wir zu respektieren. Das ist der Grund, weshalb dies ein Antragsdelikt sein soll; wir von der Kommissionmehrheit sind also keineswegs der Ansicht, es handle sich hier um ein geringfügigeres Delikt.

Man muss aber auch sehen, dass bei einem Officialdelikt – bei einer Verfolgung von Amtes wegen – doch auch allfällige Missbräuche überdacht werden müssen: Denken wir einmal weniger an städtische, sondern an ländliche Verhältnisse: Jeder kennt jeden; man wohnt vielleicht in einem ringhörigen Mehrfamilienhaus; die Frau hat sich vielleicht schon einmal beklagt, sie habe Schwierigkeiten in der Ehe, und nun hört eine Nachbarin einen gewaltigen Lärm und erstattet – vielleicht gut gemeint – Anzeige. Es beginnt ein Verfahren, und das ist bereits gravierend, selbst wenn es gleich abgebrochen wird. Wir müssen aufpassen, dass wir solchen Situationen nicht Vorschub leisten. Das sind die Ueberlegungen, die der Mehrheit der freisinnigen Fraktion massgebend schienen; deswegen haben wir uns zum Antragsdelikt bekannt.

Zu den Anträgen Jeanprêtre und Eppenberger Susi folgendes: Ich habe in der Fraktion und in der Kommission erklärt: Wenn schon, brauchen wir eine eindeutige Lösung und keine, die halbwegs zwischendrin liegt. Wir müssen den Mut haben und uns für ein Antrags- oder ein Officialdelikt entscheiden. Deshalb überzeugen uns die sicher gut gemeinten Zwischenlösungen nicht.

Beim Antrag Jeanprêtre ist beim Widerruf die ganze Gerichtsmaschinerie bereits in Gang gekommen. Hier bringt auch ein Widerruf nicht mehr viel, der Schaden ist bereits da. Wir befürchten, dass das – vielleicht in einem etwas geringeren Masse – auch beim Antrag von Frau Eppenberger Susi der Fall

ist, wo die Frau die Möglichkeit hat, zu stoppen, wenn sie die Ermächtigung nicht gibt.

Aus diesem Grunde plädieren wir dafür, dass man sowohl Absatz 2 von Artikel 189 wie von Artikel 190 klar im Sinne eines Antragsdeliktes ausgestaltet.

Frau Grendelmeier: Ich habe mich gestern eingehend zum Thema Official- oder Antragsdelikt geäussert, als ich die Meinung des LdU vertrat, die sich von jener der EVP unterscheidet. Ich möchte hier noch ein paar Ueberlegungen beifügen und versuchen, mögliche Zweifler von der Richtigkeit der Anerkennung des Officialdelikts zu überzeugen.

Lassen Sie mich vorerst noch etwas sagen: Frau Spoerry hat mich heute auf sehr elegante Art und Weise korrigiert, weil ich gestern bedauert habe, dass das Wort «Vergewaltigung» hier nicht mehr steht. Es steht tatsächlich nur im Titel, und zwar bei Artikel 190, also nur dort, wo es sich um eine Vergewaltigung der Frau handelt, während bei Artikel 189 alle Menschen mit einbezogen sind. Es ist ein Wortstreit. Es ist letztlich aber dasselbe, ob Sie «sexuelle Nötigung» oder «Vergewaltigung» sagen, beides hat etwas mit Gewalt zu tun.

Eine Sache scheint mir erfreulich zu sein: In Artikel 189 sind so auch die homosexuellen Partner miteinbezogen und als Partner anerkannt. Das scheint mir sehr wichtig und ein Fortschritt zu sein. Denn auch da gibt es Gewalt und Vergewaltigung, auch wenn es sexuelle Nötigung heisst. Das nur zum Eingang. Erfreulich finde ich auch, dass sich in der kurzen Zeit seit der Behandlung im Ständerat ein so grosser Gesinnungswandel abzeichnet. Ich habe bis jetzt in diesem Rat von gar niemandem gehört, dass er die Vergewaltigung in der Ehe nicht als Straftat empfindet oder anerkennen würde. Es geht also nur noch darum: Soll es der Staat sein, der dieses Verbrechen verfolgt, egal, ob es sich um eine fremde oder die eigene Frau handelt, oder soll die Frau selber Antrag stellen müssen?

Für das Officialdelikt sprechen auch ganz klare juristische Ueberlegungen. Das Antragsdelikt erleichtert es der Frau keineswegs, zu ihrem Recht zu kommen, sondern sie steht unter dem Druck, selber die Sache in die Hand zu nehmen und ihren Mann anzuzeigen. Diesem Druck ist sie nach all den Demütigungen, die sie bereits erfahren hat, sehr oft nicht gewachsen. Wir gehen natürlich nicht davon aus, dass es zu einer Verurteilung oder einer Strafanzeige käme, in einer Ehe, die in Ordnung ist und die gut geht. Voraussetzung ist ja immer, dass eigentlich schon alles zerbrochen ist. In einer Ehe, die gut geht, findet auch keine Vergewaltigung statt. Die Frau ist also einem grösseren psychischen Druck ausgesetzt. Zudem tritt sie als Klägerin auf. Als Klägerin muss sie auch die Prozesskosten bezahlen, sollte sie mit ihrem Antrag nicht durchkommen und sollte es ihr nicht gelingen, den Beweis zu erbringen, dass sie vergewaltigt worden ist. Sie ist also doppelt abhängig. Sie ist wirtschaftlich abhängig von ihrem Ehemann und muss dann noch gegen ihren Ehemann Antrag stellen und die Kosten bezahlen, für den Fall, dass sie nicht durchkommt. Das ist eine dreifache Belastung.

Anders ist es beim Officialdelikt. Wenn der Staat eingreift, wenn der Staat die Anwaltschaft übernimmt, als «Staats-Anwalt», und damit das öffentliche Interesse vertritt, weil er der Meinung ist, dass ein Gewaltdelikt ein Gewaltdelikt ist, egal, ob eine Vergewaltigung bei verheirateten Frauen stattfindet oder ausserehelich, dann ist der Staat an der Aufdeckung des Verbrechens interessiert und übernimmt auch die Kosten, weil die Frau nicht als Klägerin, sondern als Zeugin auftritt. Das ist psychisch weniger belastend für die Frau.

Nun noch etwas an die Adresse derjenigen, die noch immer zweifeln, ob die Frau auch beim Officialdelikt unter Umständen dem Mann verzeihen und die Anklage zurückziehen könnte. All diesen Zweiflern möchte ich sagen: Ja, sie kann – und zwar ganz einfach, weil sie zur Familie des Vergewaltigers gehört, und Familienmitglieder müssen nicht gegeneinander Zeugen sein. Sie kann vom Zeugnisverweigerungsrecht innerhalb der Familie Gebrauch machen. Sie sehen also, es ist keine Rede davon, dass der Richter unter die Bettdecke guckt und letztlich bestimmt, was in der Ehe zu geschehen hat.

Es ist auf jeden Fall einfacher für die Frau, wenn sie weiss, sie kann Hilfe von aussen, von Dritten, bekommen. Es ist auch

einfacher für sie, wenn sie weiss, dass sich Nachbarn für sie einsetzen, wenn sie sich selber nicht mehr wehren kann. Es ist einfacher für die Frau – das möchte ich hier noch einmal sagen –, wenn der Mann weiss, dass seine Frau nicht sein Besitz ist, mit dem er machen kann, was er will, sondern seine gleichberechtigte Partnerin, die denselben Respekt verdient wie jeder Mensch, der ihm begegnet, und dass er ein Verbrechen begeht, wenn er seine eigene Frau vergewaltigt.

Wir schützen also nicht die Ehe, wenn wir dem Offizialdelikt nicht zustimmen, sondern wir schützen den Täter, den Vergewaltiger. Ich glaube nicht, dass irgend jemand hier drinnen das möchte; man hat es sich vielleicht nicht so genau überlegt. Bitte, haben Sie keine Angst vor der schärferen Fassung, in der alle Frauen dasselbe Recht und ein Anrecht darauf haben, dass der Staat als Anwalt auftritt, wenn sie angegriffen werden.

Frau Diener: Wen wollen wir in diesem Gesetz eigentlich schützen? Nachdem ich jetzt zugehört habe, vor allem dem Votum von Herrn Bonny und noch einigen andern in diesem Saal, komme ich zum Schluss, dass Sie wohl zuerst die Institution Ehe schützen wollen oder, wie Herr Bonny, die Kinder. Aber wenn Sie ganz ehrlich sind, dann wollen Sie vor allem jemanden andern schützen: den Täter. Ob das der richtige Weg ist? Für mich nicht.

Wir haben doch bei diesen Fällen ein Opfer, und das Opfer ist die Frau. Wenn Sie jetzt für das Antragsdelikt stimmen, dann werden Sie für das Opfer ganz klar den Weg erschweren. Beim Offizialdelikt hat die Frau die Möglichkeit der Zeugnisverweigerung, wenn sie nicht will, dass das Ganze verfolgt wird, weil sie zum Beispiel die Kinder schützen will oder weil sie die Ehe schützen will. Dafür brauchen wir das Antragsdelikt nicht. Aber diese Frauen brauchen Hilfe.

Ich weiss nicht, wer von den Männern hier im Saal schon je mit Frauen Kontakt hatte, die eine Vergewaltigung erlebt oder gar mehrfach erlebt haben. Ich denke, es ist sehr schwierig, hier nur theoretisch darüber zu verhandeln; es wäre vielleicht notwendig gewesen, dass sich einige hier im Saal eingehend mit diesem Problem, mit der Not und dem Elend, beschäftigt hätten. Spätestens nachdem Sie sich ganz konkret mit dieser Frage auseinandergesetzt hätten, wüssten Sie auch, dass die Frauen unsere Hilfe hier in der Gesetzgebung brauchen.

Ich bitte Sie, stimmen Sie dem Offizialdelikt zu und nicht dem Antragsdelikt.

On. Cavadini: Questi due articoli affrontano uno dei temi più delicati di questa riforma e mi sembra che, più che l'aspetto giuridico, sia importante la questione della misura.

Sono del parere che debba essere seguita la posizione della maggioranza della Commissione e debbano invece essere respinte le diverse proposte di minoranza. Infatti si tratta di scegliere fra due soluzioni: quella della maggioranza, che dà alla donna sposata che convive con il coniuge la possibilità di denunciare il marito che le usa violenze, e quindi di far scattare l'intervento della giustizia.

E l'altra, la proposta della minoranza, che vuole permettere all'autorità di procedere d'ufficio, dando in pratica a terze persone la possibilità di denunciare una violenza tra coniugi. Mi sembra che questa seconda proposta debba essere respinta con convinzione per le gravi e penose conseguenze che potrebbe avere. La responsabilità di una denuncia per violenza, a mio giudizio, deve essere lasciata unicamente alla donna, perché soltanto lei sarà in grado di veramente valutare le conseguenze della sua denuncia sui futuri rapporti con il coniuge e anche le conseguenze che questa denuncia potrebbe poi avere sulla vita familiare nei confronti quindi dei figli. Si tratta in fondo di evitare anche ai figli eventuali interrogatori estremamente delicati e difficili.

Lasciare invece, come lo vogliono le minoranze, la facoltà di procedere d'ufficio su denuncia da parte di terze persone di una presunta violenza, significa perdere – a mio parere – il senso delle proporzioni e anche della realtà.

Così facendo a terze persone si aprirebbe la vita più intima di una coppia, dando a estranei una pericolosa facoltà di denuncia basata su affermazioni e su supposizioni, ossia su elementi che sono difficilmente verificabili direttamente; denuncia che

però farebbe scattare il procedimento penale, il quale potrebbe pure essere messo in moto all'insaputa e contro la volontà medesima della donna che ne sarebbe poi coinvolta. Un procedimento che provocherebbe all'interno della coppia e della famiglia, specialmente là dove vi sono dei figli d'anni, probabilmente irreparabili. Non senza dimenticare – e mi sembra anche questo un aspetto che debba essere sottolineato – che la possibilità di una denuncia da parte di terzi si presterebbe pure a ricatti e ad altre spiacevoli intromissioni nella vita coniugale che potrebbero distruggere definitivamente la serenità e l'esistenza di una famiglia, la cui vita intima arrischierebbe poi anche di diventare di pubblico dominio. Una conseguenza questa che specialmente in zone o in piccoli abitati, dove la conoscenza delle persone è molto diffusa, avrebbe indubbiamente pesanti conseguenze.

Per motivi di senso della misura, di realtà delle cose e per lasciare alla donna la responsabilità di prendere la delicata decisione di denunciare il coniuge, vi invito a sostenere la proposta della maggioranza e a respingere le minoranze.

Mme Antille: En acceptant de reconnaître le viol dans le mariage comme un délit, la commission a franchi un grand pas dans la bonne direction. Il serait dommage de ne pas profiter de cet élan pour aller encore un peu plus loin. En effet, il convient de savoir si, au niveau des procédures, il faut appliquer les mêmes principes pour le viol conjugal et pour le viol hors mariage.

Un viol, quel qu'il soit, est toujours un crime odieux qui, à mon avis, doit être poursuivi d'office. Pourquoi donc vouloir créer des différences de traitement entre ces deux catégories de viol? La majorité de la commission et le Conseil fédéral ont voulu maintenir cette inégalité estimant que la souveraineté du mariage ne saurait supporter aucune ingérence extérieure. Il faut éviter que les juges entrent dans les familles, disent certains. Ce discours est inacceptable. Il me fait penser aux propos déjà entendus lors des débats concernant la révision de la loi sur le régime matrimonial. Or, les craintes et les réticences qu'on évoquait à ce moment-là se sont complètement estompées aujourd'hui. Considérer le viol conjugal comme un cas particulier, en prenant des mesures particulières, est une injustice et une erreur. Il faut cesser de créer des catégories de traitement pour un même délit et appliquer, dans le cas du viol conjugal, la même logique que l'on conçoit pour le viol extra-conjugal. Toutes les différences que l'on veut maintenir entre les deux catégories de viol ne sont finalement que des tabous que nous avons de la peine à faire tomber.

Reconnaître le viol dans le mariage comme un délit poursuivi d'office, c'est assurer aux femmes, victimes dans le cas présent, une égalité de traitement et une meilleure protection. Je vous invite donc à soutenir, aux articles 189 et 190, les propositions de minorité défendues par Mme Stamm ou par Mme Jeanprêtre.

Mme Aubry: Je tiens à expliquer mon vote sur les articles 189 et 190 qui concernent le viol entre époux car je ne suivrai pas la majorité de mon groupe.

S'il est évident qu'on ne peut me ranger du côté des femmes revendicatrices et extrême-féministes, je dois approuver tout de même leur persistance à vouloir faire comprendre que la femme a également droit au choix du moment de l'acte sexuel dans le mariage. Il est encore trop ancré dans les traditions que l'homme dispose de la femme selon son humeur et son gré. L'égalité devrait aller au moins jusque-là. J'ajouterai que, pour les couples unis, cela ne pose aucun problème. Par contre, dans le mariage où l'homme est l'élément faible, où il s'adonne à la boisson, à la violence même contre toute sa famille, pour oublier ses propres problèmes, la femme doit être protégée et bien protégée par la loi.

A mes yeux, le viol est un crime qui est trop peu pris au sérieux par nos juges, nos tribunaux et trop peu puni, hélas! Lorsqu'il a lieu entre époux, c'est souvent dans des circonstances dramatiques et violentes, humiliantes pour la femme qui tente de ne pas alarmer sa famille, voire ses enfants. Va-t-elle se plaindre de mauvais traitements à un poste de police? On minimise les faits, on en «rigole» parfois, avec en cadeau des remarques

égrillardes. Il ne reste plus à une femme qu'à s'adresser au juge si elle en a le courage, et si elle n'est pas menacée par un conjoint, violent ou aviné. Le courage, la force de déposer plainte, c'est souvent ce qui manque à la femme dans une situation conflictuelle. Dès lors, il me semble que seul le principe du délit poursuivi d'office est acceptable.

Il peut y avoir des abus, de la part de voisins qui entendent des bagarres, me rétorquera-t-on, d'un ami ou d'un amant jaloux. Mais pour quelques cas dont on ne peut apporter les preuves, combien d'autres qui permettront peut-être à des parents, à des frères et soeurs, d'intervenir pour une femme n'osant pas porter plainte parce que menacée par un mari agressif et irritabile.

En tant que législateurs, il est de notre tâche de protéger un être qui, physiologiquement, est plus faible que l'homme. La concubine, vous l'avez entendu, ou la maîtresse de certains hommes est mieux protégée que l'épouse par la loi. Je pose la question: Cela va-t-il continuer? Y aurait-il donc deux catégories de femmes devant la loi?

En conclusion, chers collègues, je voudrais vous demander de ne pas jouer la comédie du loup et de l'agneau. Comprenez que ce que je vous demande est la raison. Vous êtes d'ailleurs en majorité dans nos conseils et si, souvent, des femmes agressives revendiquent vos sièges, c'est parce qu'elles pensent pouvoir mieux défendre les droits des femmes. J'ai longuement discuté de ce problème avant de faire ce choix.

Je vous demande d'accepter la plainte d'office, c'est-à-dire de suivre la minorité Stamm, aux articles 189 et 190.

M. Rohrbasser: Sacha Guitry, une des langues les plus acerbes de la littérature française, au soir de son troisième mariage disait: «Vous ne saurez ce qu'a été le bonheur qu'après vous être marié» et il ajoutait «hélas, il sera trop tard!» La nature humaine, il l'avait compris, est ainsi faite, il faut en être averti, le sublime cotoie le sordide. Quel que soit le sexe qui nous définit dans ce débat, il s'agit de mettre au vestiaire la passion et de faire place à la raison et surtout d'éviter les raisonnements à l'emporte-pièce. Partout où l'intégrité physique ou morale de l'individu peut être mise en danger, il faut ériger des barrières judiciaires. Cette règle est un invariant, restent alors là les modalités.

Que la femme violente dans un régime d'union conjugale puisse porter plainte et recouvrer sa dignité, c'est un principe non remis en cause, la justice offrant ainsi aux femmes les moyens de se libérer de cette triste contrainte.

Alors, Mesdames, aujourd'hui, ce sont les hommes qui vous observent en clignant de l'oeil et comme nous savons que vos défauts sont semblables aux nôtres, il y a lieu de se protéger de certains systèmes de dénonciation. Cette dénonciation dite d'office – et la poursuite qui s'ensuit – se définit par un sinistre mot, la délation. Imaginez une enquête provoquée de toute pièce par une calomnie abusive découlant d'intrigues intestines. Calomniez, calomniez disait l'autre, il en restera toujours quelque chose. Imaginez le concierge, la soeur, la belle-mère ou, si le vaudeville sévissait, l'amant de la porte d'à-côté s'ériçant en Zorro de la moralité entre deux personnes formant un couple. Perret chantait: «ouvrez, ouvrez la cage aux oiseaux», dorénavant nous ouvrirons nos chambres à coucher et nous regarderons sous le lit s'il n'y a pas un gendarme couché, un vrai en chair et en os. Drôle d'époque où le drap conjugal sacagé par la luxure pourrait bien devenir l'ultime stade avant la paille humide du cachot. Partout où la délation a la moindre chance de s'enraciner, il faut prendre des mesures protégeant le citoyen contre ce fléau. Nous, les Suisses, n'avons jamais fait l'expérience de cette gangrène. Allez demander aux femmes et aux hommes qui ont vécu des guerres, des dictatures ce qu'est cette horrible habitude.

Faute de pouvoir citer de crus exemples et ils seraient indécents dans cette noble assemblée, tirons un parallèle frappant. L'affaire des fiches, qu'est-ce pour certains? Ni plus ni moins qu'un viol de la conscience collective de ce pays. Qu'est-ce qui a choqué le citoyen dans cette affaire? le fait d'être répertorié? Pas tant, mais bien plutôt la crainte de faire l'objet d'une délation à tout propos, lorsque la quiétude du pays viendrait à être troublée, donc d'être livré en état d'infériorité,

sans défense, à des juges. Alors qu'avons-nous fait? On abolit les fichiers personnels et justement là, dans ces «histoires» de viol – je mets histoires entre guillemets – on ferait descendre dans la rue, à la portée du premier gigolo venu, le droit de pointer un index inquisiteur sur une personne qu'il n'aurait même pas à connaître. Alors, direz-vous, que faites-vous des enquêtes policières, que faites-vous de la justice? Elle est humaine, cette justice, vous le savez, les femmes et les hommes qui la rendent éprouvent diverses sensibilités et c'est tant mieux. Ne les mettons pas mal à l'aise en les obligeant à slalomer entre le vrai et le faux, deux notions qui, habilement manoeuvrées, peuvent devenir tellement diffuses que la vérité tout comme le mensonge peuvent s'entremêler et se valoir.

Ce qui m'inquiète dans ce débat, c'est de ne pas croire la femme assez forte pour assumer son état. J'ai toujours considéré la femme comme l'égale de l'homme. Alors pourquoi vouloir la mater, l'inférioriser, qu'elle recule en la rendant dépendante d'une démarche délatrice. Vous valez beaucoup plus, Mesdames! Demeurez debout, ne pliez jamais le genou en implorant le carcan protecteur issu de la bassesse humaine. Nos grands-mères avaient jeté leur corset par-dessus les haies, parce que ces artifices vestimentaires représentaient un symbole d'étrangement et d'immobilisme. Les entraves morales sont tout aussi graves et la condition de femme vaut mieux que la fréquentation de pratiques douteuses. L'égalité que vous réclamez à juste raison, pour laquelle des générations de femmes – et permettez-moi de vous le dire – d'hommes, se sont battues ne s'obtiendra jamais dans les prétoires. C'est un état de vie, une façon de penser et, comme de la qualité de pensée dépend la qualité de la vie, allez, Mesdames, assurer avec sérénité votre destin. Nous le savons, comme disait Ferrat, «la femme est l'avenir de l'homme» et votre courage est là pour nous le prouver et surtout, même en étant femmes, lorsque vous allez vers un destin, lorsque vous allez vers une destinée qui sera la vôtre, toujours plus hautes, toujours plus égalitaires avec la gente mâle que vous fréquentez, eh bien, méditez le principe de Vauban à savoir qu'il n'y a pas de citadelle imprenable, il n'y a que de piètres assaillants!

Frau Dormann: Als Eheschutz- und Sühneversuchsrichterin fühle ich mich verpflichtet, hier meine Stellungnahme zur Nötigung und zur Vergewaltigung in der Ehe abzugeben. Ich muss allerdings zugeben, dass es mir sehr schwerfällt, 1990, zwei Jahre nach Einführung des Eherechts und der Streichung des Artikels «Der Mann ist das Oberhaupt der Familie», zugunsten der partnerschaftlichen Ehegemeinschaft über die Strafbarkeit der Vergewaltigung in der Ehe diskutieren zu müssen.

In einem Volk, das einen hohen Bildungsstand aufweist und das seit zehn Jahren die Gleichberechtigung von Mann und Frau in der Verfassung kennt, wirkt es geradezu beschämend, noch von Vergewaltigungen, insbesondere in der Ehe, sprechen zu müssen. Aber es ist leider eine Tatsache, dass in der Schweiz nicht wenige Ehefrauen durch ihre Ehemänner Opfer von einmaligen, wiederholten oder chronischen Vergewaltigungen werden.

Wenn ich Ihnen Beispiele aus meiner beruflichen Tätigkeit erzählen müsste, könnten Sie begreifen, dass ich mich für all die Männer schäme, die auf schamlose und perfide Art ihrer Macht über die Frau Ausdruck geben, schämen aber auch für die vergewaltigten Frauen, die keine Kraft mehr haben, sich gegen die Macht zu stellen sondern widerstandslos resignieren müssen. Welche Frau rühmt sich gerne, einen Mann als Ehepartner auserwählt zu haben, von dem sie in ihren intimsten Rechten missbraucht wird? Ich wage auch, aufgrund von Schilderungen solcher Vergewaltigungen, zu behaupten, dass die Ehefrau die Vergewaltigung durch ihren Mann noch weit schlimmer, erniedrigender und verwerflicher empfindet als jene Frau, die durch eine Drittperson vergewaltigt wird, da bei der Ehefrau durch die Vergewaltigung auch das Vertrauen zu ihrem Ehemann zerstört wird.

Keine Frau muss bei Eheabschluss damit rechnen, dass sie von ihrem Ehemann vergewaltigt werden könnte, hat sie ihm doch mindestens bis zu dieser «Hochzeit» vollstes Vertrauen geschenkt. Kein Mensch setzt sich einem andern Menschen gegenüber so stark aus, wie sich Eheleute gegenseitig ausset-

zen oder eben gegenseitig vertrauen. Dabei sollte es selbstverständlich sein, dass die Freiheiten des Ehepartners ihre Grenzen finden sollen an der Freiheit des andern. Deshalb ist die Vergewaltigung der Ehefrau durch den Ehemann noch demütigender und gravierender. Ich sehe aus diesem Grunde nicht ein, weshalb man ausgerechnet die durch ihre Ehemänner vergewaltigten Frauen im Recht schlechterstellen will als alle andern Frauen.

Das Argument, nicht auch noch die Ehe zu beschnüffeln, indem man die Vergewaltigung in der Ehe zum Offizialdelikt bestimmt, vermag nicht zu überzeugen. Das würde dem Ehemann mehr Rechte gegenüber seiner Frau zubilligen als gegenüber einer andern Frau. In Tat und Wahrheit soll der Mann von heute im gleichen Ausmass Achtung und Respekt vor jeder Frau und jedem weiblichen Körper haben. Im Gegenteil: Erklärung zum Antragsdelikt der Vergewaltigung in der Ehe könnte sensible heiratswillige Frauen davon abhalten, eine Ehe einzugehen, weil sie in dieser Beziehung ihrem Mann gegenüber schlechtergestellt werden als vor dem Eheabschluss. Ich glaube, dass wir im Zeitalter der Gleichberechtigung mit Ahnendiskriminierungen aufräumen müssen.

Das Argument, die Strafverfolgung der Vergewaltigung in der Ehe sei ehezerrüttend – wie ich von Gegnern gehört habe –, ist geradezu absurd. Meine Herren, obwohl es Ihnen Mühe machen wird, wie vielen von uns Frauen auch, über Vergewaltigung in der Ehe zu diskutieren, weil Sie sich einen solchen Vertrauensmissbrauch nicht vorstellen können, ist sie leider keine seltene Tatsache. Sie glauben ja nicht im Ernst, dass Strafverfolgung an sich ehezerrüttend und scheidungsfördernd ist, Vergewaltigung an sich aber einem ehelichen Einvernehmen nicht schaden soll! Ich muss Ihnen leider sagen, dass praktisch in allen mir bekannten Fällen der Vergewaltigung auch übermässiger Alkoholkonsum im Spiel war und ab und zu sogar die Bedrohung mit Waffen.

Nach dem Berner Kommentar Bühler/Spühler zum Eherecht und zum Ehescheidungsrecht ist die Verweigerung des ehelichen Verkehrs gerechtfertigt, wenn dieser vom Partner im alkoholisierten Zustand verlangt wird. Dies als Antwort auf die vielen Aeusserungen von Gegnern, die annehmen, vergewaltigte Frauen hätten sich ihrem Ehemann sicher verweigern wollen. Wie denn sonst könnte es zu einer Vergewaltigung kommen?

Männer, die ihre Ehefrauen vergewaltigen, leiden meiner Meinung nach an einer Charakterinvalidität. So rücksichtslos und pietätlos sie die Ehefrau missbrauchen, so renitent wird ihr Bestreiten des Vorfalls vor dem Richter sein; vielleicht vermögen sie sich zum Teil gar nicht mehr daran erinnern, weil sie zu stark alkoholisiert waren.

Wenn der Frau als geschädigtem Opfer der Beweis vor dem Gericht nicht gelingt, muss das Verfahren eingestellt werden. Ich stelle mir vor, dass sich die Frau in solchen Fällen in ihrer Ohnmacht als Lügnerin vorkommen muss. Nach den meisten Strafprozessordnungen der Kantone kann sie für das Untersuchungs- und Gerichtsverfahren sogar kostenpflichtig werden, wenn sie als Antragstellerin aufgetreten ist. Beim Offizialdelikt fällt die Kostenpflicht der unterlegenen anzeigenden Partei weg. Auch in dieser Beziehung schaffen wir eine Diskriminierung der Ehefrau gegenüber der unverheirateten Frau. Es muss aber allen Opfern von Vergewaltigungen der gleiche Rechtsschutz gewährt werden.

Persönlich wage ich zu behaupten, dass weniger Fälle von Vergewaltigung in der Ehe vor den Richter kommen, wenn sie als Offizialdelikt statuiert werden. Alle Kantone verfügen von Gesetzes wegen über Ehe- und Lebensberatungsstellen, viele Gemeinden und Bezirke kennen Sozialdienststellen, die von Fachpersonen geführt werden. Wenn sich eine vom Ehemann vergewaltigte Frau an eine solche Stelle wendet, ist nicht in jedem Fall anzunehmen, dass die Drittperson, die davon Kenntnis erhalten hat, sofort Anzeige erstattet; sie ist auch nicht immer dazu verpflichtet. Viel eher wird diese Person versuchen, mit dem Täter in Kontakt zu treten und ihn zu einer Therapie seiner absurden Einstellung zur Sexualität in der Ehe zu überzeugen.

Längst nicht alle vergewaltigten Frauen streben eine Scheidung an: Sie suchen nach einem andern Machtverhältnis in

der Ehe. Im Strafrecht sprechen wir je länger, je weniger von Busse und Sühne, sondern von Hilfe und Besserung. Als Beispiel kann ich Ihnen sagen, dass längst nicht alle Tatbestände von Notzucht in der Familie oder Verwandtschaft zur Anzeige gelangen, weil der Täter ab und zu bereit ist, sich einem Gespräch zu stellen und Hilfe anzunehmen.

Der Einwand, der vorliegende Strafbestand als Offizialdelikt könnte zu leichtfertigen Anzeigen führen, ist sicher bei der Vergewaltigung in der Ehe nicht zutreffend. Welche Frau spricht schon gerne über ihre Demütigung? Es ist nachweisbar, dass selbst Frauen, die ausserhalb der Ehe vergewaltigt werden, nicht immer in allen Fällen Anzeige erstatten, weil sie falsche Angst oder Scham vor dem Verfahren haben. Die Tendenz ist nach wie vor noch jene, dass wir immer zuerst glauben, die Frau übertreibe, phantasie oder lüge. Zudem könnte die vergewaltigte Frau ja, wie Frau Grendelmeier erwähnt hat, vor Gericht jederzeit das Zeugnis verweigern.

Wenn der Tatbestand der Nötigung und der Vergewaltigung in der Ehe von uns ganz ernstgenommen werden will, muss er zum Offizialdelikt erklärt werden. Wenn ich je an den prophylaktischen Nutzen eines Strafgesetzartikels geglaubt habe, dann an die Strafbarkeit der Vergewaltigung in der Ehe als Offizialdelikt.

M. Longet: A priori, il y a peu de notions plus contradictoires que celle de viol et celle de mariage. Mais hélas, la réalité est différente. Dans une société où un mariage sur trois aboutit au divorce, la réalité sociale du mariage est loin d'être toujours aussi harmonieuse qu'on le souhaiterait. Le mariage peut tout à fait dégénérer en une sorte de prison dont précisément celle qui subit le viol conjugal n'a pas la force de briser les murs. C'est effectivement hélas dans le mariage qu'il est le plus facile pour certains de se transformer en violeurs, sachant que la victime subira en silence et n'osera pas sortir de sa relation de dépendance du rapport de force dans laquelle elle est enfermée. Bien sûr, ce sont des situations atypiques, comme tout ce que nous régulons dans le droit pénal, mais qui existent et qui sont terriblement dramatiques. Notre droit civil, tout à fait à l'opposé de telles relations perverses de maître à esclave, a choisi de définir clairement le mariage comme une relation d'égalité, d'assistance mutuelle et de respect réciproque. C'est aujourd'hui cette même logique que nous devons introduire dans le Code pénal.

J'aimerais rappeler que quand nous définissons des normes pénales, nous ne visons pas *a priori* la punition; nous ne visons pas *a priori* la sanction. Nous visons à définir à l'intention de l'ensemble de la société quelles sont les normes de comportement admissibles et quelles sont les choses que l'on ne peut pas faire. Nous visons donc à édicter, avec une sanction à la clé bien entendu, avant tout des normes pour la vie de tous les jours de chacun des membres de la société. Nous visons à définir des limites qui s'imposent à tous. Dans ce contexte, déclarer punissable le viol conjugal est cette indication très claire que nous donnons en tant que législateur à l'ensemble de la société, au corps social quant à ce qui est admissible et ce qui ne l'est pas. Je crois que certains de nos collègues – je pense en particulier à MM. Leuba, Bonny – dans leurs interventions ont tout à fait négligé ce côté préventif, ce côté normatif du Code pénal qui vise à indiquer à chacun ce qui n'est pas possible, ce qui n'est pas tolérable.

Dans ce contexte, il me semble que la poursuite sur plainte n'est pas appropriée à la situation réelle de dépendance dans laquelle ce type de comportements peut apparaître. Elle crée un obstacle de plus à franchir par la victime. Elle suppose de la part de la victime une volonté de se lancer dans une procédure. En un mot, il me semble que seule une procédure d'office permet de répondre à la situation de soumission psychologique d'abord, factuelle ensuite, qui permet au drame qu'est le viol conjugal d'exister. Il me semble que si nous faisons une loi qui rend punissable le viol conjugal et si nous n'allons pas dans le sens de la poursuite d'office, nous obtiendrons une loi imparfaite dont nous risquons de regretter qu'elle ne porte pas tous les effets que nous devons en attendre. En effet, si nous voulons cette modification du Code pénal, nous devons la

vouloir réellement efficace et pour moi, la seule garantie d'efficacité, c'est la punissabilité d'office.

Frau Segmüller: Im Prinzip sind wir uns ja einig. Jede Vergewaltigung soll strafbar sein. Wir diskutieren über das Mass. Antragsdelikt, Offizialdelikt oder Zwischenlösungen, Ermächtigung oder Widerruf.

Die Frage des Masses sollte nicht zur Hauptfrage emporgehoben werden. Die Frage stellt sich für mich nicht so, wie Herr Leuenberger Moritz sie gestellt hat, nämlich: Ist das Delikt schwer genug, dass es ein Offizialdelikt sein soll? Ich stelle die Frage anders: Ist es gerechtfertigt, zu differenzieren, der Ehe eine Sonderbehandlung zu gewähren? Ich beantworte diese Frage mit: Ja. Denn was ist die Ehe? Sie ist und bleibt die engste und intimste Gemeinschaft zwischen zwei Menschen. Es gibt keine absolute Gleichstellung von Ehe und Konkubinat.

Wieso denn haben wir ein Eherecht, nicht aber ein Konkubinarsrecht? Diese spezielle Bindung schafft auch ein spezielles Verhältnis zwischen Opfer und Täter bei der Vergewaltigung in der Ehe. Die Sonderbehandlung via Antragsdelikt soll dem Opfer die Möglichkeit geben, diese Bindung neu zu beurteilen, und zwar eine Bindung, die nicht wie das Konkubinat von heute auf morgen gelöst werden kann, und eben selber zu beurteilen, wie es auf die Tat reagieren will. Dies rechtfertigt meiner Meinung nach eine juristische Sonderbehandlung. Es ist dies keine schlechtere Behandlung, sondern sie gibt der Ehefrau Sonderrechte entsprechend dem zivilrechtlichen Zweck der Ehe, nämlich Schutz dieser speziellen Bindung. Wenn man das negiert, müsste man logischerweise das Eherecht abschaffen. Die Anträge mit Widerspruch oder Ermächtigung zeigen, dass es einem nicht wohl ist beim reinen Offizialdelikt. Der Unterschied zwischen diesen Varianten ist ja auch nicht sehr gross.

Ich möchte einen weiteren Aspekt einbringen, nämlich die Europafähigkeit. Die Diskussion über die Ausgestaltung des Deliktes findet in allen umliegenden Ländern statt. In keinem unserer Nachbarländer ist Vergewaltigung in der Ehe ein reines Offizialdelikt. Mit dem Antragsdelikt sind wir also in guter Gesellschaft. Es ist um so eher zu verantworten, als es, wenn Gewalt oder Grausamkeit im Spiel sind, zum Offizialdelikt wird.

Es gibt auch einen praktischen Aspekt. Ich gehe davon aus, dass bei einer Vergewaltigung in der Ehe keine Zeugen vorhanden sind, also wird die Tat nur bekannt, wenn die Frau redet, sich jemandem anvertraut. Die Frau ist damit zugleich Opfer und alleinige Zeugin. Diese spezielle Situation wird auch durch das Offizialdelikt nicht entschärft, d. h. im Grunde ist ein Offizialdelikt für die Vergewaltigung in der Ehe eben doch eine Art Antragsdelikt. Daher bin ich dafür, dass wir die Vergewaltigung in der Ehe konsequenterweise zum Antragsdelikt machen.

Es gibt einen weiteren Aspekt: Beim Antragsdelikt kann die Frau die Klage zurückziehen. Beim Offizialdelikt kann sie das Zeugnis verweigern. In beiden Fällen ist sie allenfalls dem Druck des Partners ausgesetzt. Hier hat also das Offizialdelikt überhaupt keinen Vorteil zu bieten. Dem Vorwurf, die Antragstellerin könne als Querulantin abgetan werden, ist entgegenzuhalten, dass dann Antragsdelikte generell abgeschafft werden müssten, weil man das in jedem Fall eines Antragsdeliktes vorbringen kann.

Ich bitte Sie daher, der Ausgestaltung als Antragsdelikt zuzustimmen.

Frau Nabholz: Ich habe mich während der ganzen Debatte gefragt, warum wir uns eigentlich so schwertun mit der Regelung dieser Straftat. Es mag damit zusammenhängen, dass wir ein Delikt zu regeln haben, das ganz besondere Merkmale aufweist, die sonst kein Delikt aufweist. Es betrifft den Sexualbereich und damit die intimste Sphäre, die lange Zeit tabuisiert war. Es betrifft gewaltsame geschlechtliche Beziehungen, bei welchen fast ausnahmslos der Mann der Täter, die Frau das Opfer ist.

Es gibt zudem keinen Tatbestand, der mir bekannt wäre, um den sich derart viele Mythen ranken wie um die Vergewaltigung. Es gibt auch keinen Tatbestand, bei dem die Täter/Opfer-Rolle so gerne umgekehrt wird, bei dem man so rasch

bereit ist, für den Täter Entlastungsgründe zu suchen und dem Opfer die Schuld zuzuschreiben. Letztlich gibt es auch keinen Tatbestand, der für Frauen erniedrigender, entwürdigender, demütigender, ja, auch zerstörender sein kann.

Nun will die Kommissionsmehrheit diesem Ausnahmekatalog noch eine weitere Ausnahme hinzufügen, indem man die Vergewaltigung innerhalb der Ehe nur auf Antrag hin bestrafen soll. Argumentiert wird vor allem mit dem freien Willen der Frau betreffend Strafanzeige und vor allem mit ihrem freien Willen, den Gang des Verfahrens selbst bestimmen zu können.

Es ist bereits ausgeführt worden: Das ist ein Nebenkriegschauplatz, auf den man uns führen will, um vom Offizialdelikt abzulenken, weil die verheiratete Frau selbstverständlich auch bei einem Offizialdelikt den Gang des Verfahrens weitgehend selbst bestimmt. Die verheiratete Frau kann nicht gezwungen werden, gegen ihren Ehemann auszusagen. Sie kann nicht zum Zeugnis verpflichtet werden. Dadurch erledigt sich ein solches Verfahren sozusagen von selbst.

Trotz gegenteiliger Beteuerung kommt es eben bei der Frage, ob Offizialdelikt oder Antragsdelikt, auf eine Wertung heraus, auf eine Gewichtung, ob eine Vergewaltigung ausserhalb der Ehe schwerer wiege als dieselbe Tat innerhalb der Ehe.

Nun wird niemand behaupten wollen, eine Vergewaltigung sei ein Bagatelldelikt. Das hat auch niemand getan. Das sieht man am Strafmass, und es wäre ein Unikum, wenn wir nun hier eine Tat, auf die Zuchthaus steht, nun plötzlich wie ein Bagatelldelikt als Antragsdelikt ausgestalten und damit verfahrensmässig in die Situation der Behandlung eines blossen Vergehens geraten.

Glauben Sie ja nicht, dass diese Umgestaltung des Delikts im Verfahrensrecht keinen Einfluss hat auf den Gang des Verfahrens; glauben Sie vor allem nicht, dass das keinen Einfluss hat auf die Ernsthaftigkeit, mit welcher die Untersuchung angestellt wird.

Sie haben das Argument von Kollege Leuba gehört. Es wird damit doch automatisch bei den Untersuchungsbehörden suggeriert, es sei, wenn in der Ehe tatbeständliches Verhalten vorkommt, im Prinzip doch eine Privatangelegenheit, die die Ehegatten unter sich lösen können. Sie können sich vorstellen, dass durch solche Dinge ganz klar die Position des Opfers geschwächt wird.

Sie werden zudem einen Widerspruch nicht los. Sie haben in diesem Gesetz einen Absatz 3, der die Vergewaltigung bei einer schweren Tat *officialiter* verfolgen will. Ja, meine Damen und Herren, wenn Sie Vergewaltigung in der Ehe nicht von Anfang an als Offizialdelikt ausgestalten, wie können Sie dann wissen, ob der Täter grausam, gefährlich oder mit einem gefährlichen Gegenstand gehandelt hat?

Ich möchte zum Schluss kommen und auf eine allgemeine, grundsätzliche Sache zu sprechen kommen: Eine Rechtsordnung, die sich für die Rechte aller verbürgt, darf diese nicht ausgerechnet den schwächsten Gliedern der Gesellschaft vorenthalten. Mit der Option, Vergewaltigung in jedem Fall strafbar zu erklären, hat man eine grundsätzliche Entscheidung getroffen, die kein Wenn und Aber zulässt. Hier wie nirgends sonst gilt wohl der Satz: «C'est la loi qui donne des dents à la morale.» (*Beifall*)

Präsident: Darf ich die Besucher auf der Tribüne darauf aufmerksam machen, dass unser Reglement es ausschliesst, dass Sie Ihrer Sympathie oder Antipathie Ausdruck geben? Danke.

Rechsteiner: Gestatten Sie mir noch ein paar Gedanken zu einigen Votanten, die für ein Antragsdelikt plädiert haben.

Zunächst zu den Herren Bonny und Leuba. Sie haben, und das ist aufgefallen, bei Ihrer Argumentation immer wieder das Selbstbestimmungsrecht und die Freiheit der Frau herangezogen und damit argumentiert, dass die Ehefrau ihre Freiheit und das Selbstbestimmungsrecht behalte, wenn sie das Antragsrecht im Zusammenhang mit einer Vergewaltigung in der Ehe ausüben könne.

Es ist doch ausserordentlich fragwürdig, das Argument der Freiheit und des Selbstbestimmungsrechts beim Antragsrecht und nicht beim Tatbestand vorzubringen. Die Vergewaltigung

ist einer der schwersten Eingriffe in die Freiheit der Frau, der Ehefrau, und sie zerstört ihr sexuelles Selbstbestimmungsrecht. Die Freiheit wird gebrochen durch den Akt der Vergewaltigung selber. Hingegen kann nicht wegdiskutiert werden, dass das Strafantragsbedürfnis in der Praxis kein Sonderrecht der Ehefrau bedeutet, wie es Frau Segmüller ausgedrückt hat, sondern eine Sonderverpflichtung, eine zusätzliche Hürde für die Einleitung eines Strafverfahrens darstellt. Wir haben, wenn das Officialdelikt für die Vergewaltigung in der Ehe nicht gilt, prozessual zwei Arten von Vergewaltigung: Wir haben die «normale Vergewaltigung», die *officialiter* verfolgt werden muss, und die Vergewaltigung in der Ehe, wo die Ehefrau die zusätzliche Hürde des Strafantrages überwinden muss. Diese Hürde ist in der Praxis schwer zu überwinden, weil gerade bei diesem Delikt seitens des Ehemannes regelmässig Druck im Hinblick auf einen Rückzug des Strafantrages ausgeübt wird. Verfahrensmässig stellt dies eine klare Diskriminierung der Ehefrau dar gegenüber anderen Frauen, die vom gleichen Delikt betroffen sind.

Herr Leuba hat weitere sehr fragwürdige Aussagen gemacht im Zusammenhang mit der Unterscheidung von Vergewaltigungen ausserhalb der Ehe, die für die Gesellschaft eine Gefahr darstellten, und Vergewaltigungen in der Ehe, die das nicht täten. Er geht dabei offensichtlich von der Annahme aus, dass es sich bei der Ehe um so etwas wie einen rechtsfreien Raum handle. Die Ehe ist aber kein rechtsfreier Raum. Die Ehefrau behält ihre Grundrechte, und zu den Grundrechten gehört elementar das Recht auf sexuelle, persönliche Integrität. Dieses Recht wird durch eine Vergewaltigung in gravierender Weise verletzt.

Herr Maitre hat dann einen Unterschied gemacht, und er ist aufschlussreich, und zwar zwischen der Vergewaltigung in der Ehe und dem sogenannten «*viol ordinaire*», also der sogenannten «gewöhnlichen Vergewaltigung», wie er sie genannt hat. Er hat dabei übersehen, dass alle neueren Studien ergeben, dass gerade neben den anderen Vergewaltigungen diejenigen in den Beziehungen das grosse Problem sind, das gesellschaftlich erkannt werden muss und für das auch Lösungen geschaffen werden müssen. Der Strafgesetzgeber bringt mit seinen Entscheidungen über die Bestrafung grundsätzliche Werthaltungen zum Ausdruck. Herr Maitre hat dann im Zusammenhang mit der Vergewaltigung in der Ehe – und nur in diesem Zusammenhang, das ist hervorzuheben – die sekundäre Viktimisierung angesprochen, wie man das technisch ausdrückt, die Traumatisierung eines Opfers durch das Strafverfahren. Das ist aber kein Problem, das nur die Ehefrau betrifft, sondern alle Opfer von Sexualdelikten. Dieses ernsthafte Problem kann mit der Einführung eines zusätzlichen Verfahrenshindernisses nicht beseitigt werden, sondern allenfalls dann, wenn neue Verfahrensrechte geschaffen werden, Verfahrensrechte, wie sie beispielsweise im Opferhilfegesetz vorgesehen sind. Es müsste beispielsweise dafür gesorgt werden, dass Sexualdelikte auch von Frauen- und nicht mehr nur von reinen Männergerichten beurteilt werden.

Eine abschliessende Bemerkung: Die Entscheide des Ständerates sind ja bereits so zu qualifizieren, als ob sie aus einem andern Jahrhundert stammten. Aber selbst dort hat jemand einmal anerkannt, dass sie vermutlich sehr viel anders ausgefallen wären, wenn der Ständerat geschlechtermässig anders zusammengesetzt gewesen wäre, wenn eine Frauenmehrheit dort gesessen hätte.

Ich möchte Sie bitten, diesen Gedanken auch auf unseren Rat zu übertragen. Hätten wir hier eine Frauenmehrheit, so wären gewisse Voten in diesem Rat so nicht gefallen, und gewisse Anträge wären so nicht gestellt worden. Die Entscheidungen würden zweifellos zugunsten des Officialdeliktes ausfallen!

Nussbaumer: Die Vergewaltigung ist ein Verbrechen, das leider in den letzten Jahren stark zugenommen hat. Es ist für mich ein ganz unvorstellbar schwerwiegendes Delikt. Trotzdem oder vielleicht deswegen bin ich erstaunt, dass sich in diesem Rat die Situation jetzt umgekehrt hat im Vergleich zur Behandlung des Strafgesetzes, wo es um die Vergehen gegen Leib und Leben ging. Dort hatte ich den Eindruck, dass jene,

die sich jetzt ganz eindeutig ins Lager des Opfers geschlagen haben, praktisch nur Verständnis für den Täter hatten.

Frau Haering Binder hat gesagt, Ehezerstörer sei der Partner, der Vergewaltiger, und nicht der Richter. Das stimmt. Aber beim Officialdelikt zerstört der Richter- und Schnüffelstaat die Familie, und zwar unter Missachtung der Interessen der Kinder, deren Ruf in Mitleidenschaft gezogen wird. Vergewaltigung in der Ehe als Officialdelikt missachtet auch die legitimen, aber durch niemanden vertretenen Interessen der Kinder, nicht nur des Opfers. Der Staat hat ein öffentliches Interesse am Schutze der Familie.

Die Lösung der Mehrheit wird den Interessen der Frau hundertprozentig Rechnung tragen, indem sie als mündige Person klagen kann. Es gilt, die Eheberatungsstellen so auszubauen, dass die vergewaltigten Ehefrauen Hilfe erhalten, um ihr Recht durchzusetzen.

Frau Haering Binder, Herr Moritz Leuenberger und Frau Nabholz haben behauptet, der Druckversuch beim Officialdelikt sei kleiner. Das Verfahren beim Officialdelikt kann von der Frau nicht mehr gestoppt werden, das stimmt. Selbst wenn sie aus freien Stücken ihrem reuigen Mann vergeben möchte, holt sie der Richter zu Hause ab. Sie kann die Aussage zwar verweigern, der Schaden des Verfahrens ist aber sehr gross. Ein ruchloser Ehemann indessen könnte auch beim Officialdelikt die Frau unter Druck setzen, so dass sie, wenn sie vom Richter abgeholt wird, aus Angst vor dem Richter nicht aussagt. Dann wird das Verfahren eingestellt, und die Familie wird womöglich noch – Sie kennen die üblen Dorfgeschwätze – zum Gelächter und zum Gespött der Umgebung. Wir sollten die Ursachen der zunehmenden Vergewaltigung generell erforschen.

Herr Longet, ich glaube nicht an die präventive Wirkung des Officialdeliktes, weil sich primitive Täter nicht um die Artikel des Strafgesetzbuches kümmern. George Bernard Shaw sagte einmal, der Unterschied zwischen Ehe und Freundschaft liege darin, dass die Ehe auf Dauer, auf Treue und auf Unauflöslichkeit angelegt sei, während die Freundschaft bei der ersten Schwierigkeit ohne weiteres gelöst werden könne.

Wenn Sie diesen Unterschied bei der Gesetzesausarbeitung beachten, kommen Sie zum Schluss, dass Sie das Antragsdelikt unterstützen müssen, um so mehr – das hat Frau Stamm vergessen oder unterschlagen – als die Kommission einstimmig bei beiden Artikeln Absatz 3 hinzugefügt hat: «Handelt der Täter grausam ..., so ist die Strafe Zuchthaus nicht unter drei Jahren. Die Tat wird in jedem Fall von Amtes wegen verfolgt.» Diese Verschärfung wurde einstimmig von der Kommission beschlossen. Man soll sie jetzt nicht relativieren und bagatellisieren. Ich bitte Sie, dem Antragsdelikt zuzustimmen.

M. Petitpierre: Il faut reconnaître que dans le domaine qui nous occupe la pertinence du droit pénal est limitée, mais ce droit a au moins la valeur mentionnée par Mme Nabholz à la fin de son intervention, et quoi qu'il en soit, ce soir, on parle du Code pénal. Mais il faut savoir que ce n'est pas ici que l'on résout fondamentalement un problème de la gravité de celui-ci. Entre la poursuite sur plainte et la poursuite d'office, la détermination est vraiment très difficile. Un fait est sûr: le viol entre personnes mariées vivant en commun et entre personnes vivant en commun même sans être mariées n'est en tout cas pas moins odieux que le viol d'une personne étrangère au cercle des proches. La rupture du lien de confiance qu'il implique ajoute plutôt à sa gravité, ne l'atténue en rien en tout cas.

Or, la majorité tient compte de cette différence qui n'affecte pas la gravité du crime – tout le monde est d'accord – et cela de façon contestable, puisque les concubins vivant ensemble ne sont pas inclus dans le texte de l'alinéa 2 proposé par la majorité. La plainte est donc prévue seulement pour les époux vivant ensemble, d'où une différence de traitement avec les époux séparés, les concubins vivant ensemble et les personnes sans proximité particulière.

Les critères doivent être cherchés ailleurs. Est décisive à mes yeux la comparaison des inconvénients des deux systèmes. L'inconvénient de la poursuite d'office est qu'elle peut conduire à des procès pénaux que la victime ne souhaite pas pour des raisons personnelles ou familiales parfaitement légitimes. Mais il en va de même si le violeur est un tiers extérieur à la fa-

mille. Et on admet pourtant, dans ce cas-là, la poursuite d'office. Il en est encore plus de même quand les époux sont séparés, si l'on pense à ce que disait M. Maître du souci qu'il avait de préserver les enfants. Et il y a des enfants quand les époux sont séparés. Dans ce cas-là, pourtant, la majorité admet la poursuite d'office.

La poursuite sur plainte – je m'occupe de ses inconvénients – impose à la victime de prendre à elle seule – on l'a suffisamment relevé ici – la responsabilité de l'action pénale avec toutes les pressions, tous les tourments supplémentaires que cela peut impliquer pour la victime. Les cas où l'instruction d'office soulage la victime et la libère d'une partie d'une responsabilité très lourde ne sont pas exceptionnels. Il me semble que les situations de la première hypothèse, celles où la poursuite est nuisible, seront nécessairement peu nombreuses. Et surtout, elles seront moins nombreuses que celles de la seconde hypothèse. Cela est pour moi déterminant. N'oublions pas quand même que l'autorité de poursuite jouit d'un certain pouvoir d'appréciation. N'oublions pas que, notamment si la victime s'oppose à la poursuite, dans nombre de cantons le procureur général peut en tenir compte, que le juge opérera, je l'espère, toujours à huis clos et qu'enfin, dans son jugement, il doit tenir compte de toutes les circonstances.

Autre problème où je tente de faire des comparaisons: les possibilités d'abus. Elles sont exactement les mêmes dans les deux systèmes. Je dirai que le système de la plainte est un tout petit peu plus dangereux en termes d'abus parce que le fait qu'on pourra retirer une plainte peut plus facilement inciter quelqu'un à en déposer une un peu légèrement en se disant: «suivant ce qui se passe je pourrai toujours la retirer». Quoi qu'il en soit, je n'argumente vraiment pas là-dessus, je ne crois pas que sont nombreuses les personnes qui sont d'accord de se lancer à la légère et sans bons motifs dans une procédure pénale pour viol.

C'est ce qui m'amène à trancher en faveur du texte, «biffer», de la minorité conduite par Mme Stamm, aux articles 189 et 190, alinéas 2. La poursuite d'office présente finalement moins d'inconvénients que la poursuite sur plainte. Elle est plus claire, plus simple et elle ne repose pas sur des distinctions peu ou pas pertinentes. Les solutions plus nuancées ont un goût de perfectionnisme qui me fait penser qu'elles vont manquer leur but.

C'est pour cette raison que je vous invite à suivre la proposition de Mme Stamm et à biffer les alinéas 2 des articles 189 et 190.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Frau **Danuser**: Ich wollte vor eineinhalb Stunden eine Erklärung zum Votum von Herrn Leuba abgeben. Ich wurde an den Schluss der Liste gesetzt und habe so Gelegenheit, zu jemandem etwas zu sagen, der tüchtig «in den Wolken herumgestochert» hat, nämlich zu Herrn Rohrbasser.

Herr Leuba, Sie sagen, das Strafgesetzbuch dürfe nicht über Ehe und Familie gestellt werden. Stimmt es, dass Sie damit meinen, Ehe und Familie stellten etwas ganz besonders Hochstehendes und Würdiges dar? Wollen Sie damit nicht die Familie aufwerten? Es gelingt Ihnen aber nicht – mit dieser Aussage machen Sie das Gegenteil.

Dasselbe gilt übrigens auch für Herrn Nussbaumer. Ehe und Familie werden von Ihnen abgewertet. Frau Bär hat Ihr Votum als ungeheuerlich bezeichnet. Ich möchte sagen, es ist unlogisch. Solange Sie einer verheirateten Frau weniger Schutz gewähren wollen als einer unverheirateten, werten Sie die Ehe gegenüber den vertragslosen Beziehungen ab.

Herr Rohrbasser hat gesagt, man wolle hier die Frauen bevormunden, sie sogar zu Denunziantinnen machen. Das stimmt nicht. Als vom Manne bevormundet galten die Frauen bis 1912, bis zur Schaffung des Zivilgesetzbuches. Nachher, bis ins Jahr 1988, galt nach Zivilgesetzbuch der Mann als Oberhaupt der Familie. Und heute sind sie in rechtlicher Hinsicht gleichberechtigte Partner.

Hier und heute, bei der Behandlung des Sexualstrafrechts, geht es darum, die verheirateten Frauen den unverheirateten gleichzustellen. Das ist dann der Fall, wenn Sie dem Antrag von Frau Stamm zustimmen, und darum bitte ich Sie.

M. **Cotti**, rapporteur: Je voudrais faire quelques remarques quant aux propositions de Mme Stamm, de Mme Jeanprêtre et de Mme Eppenberger.

Mme Stamm craint que les épouses victimes subissent des pressions telles qu'elles renoncent à exercer leur droit de plainte. Elle plaide donc en faveur du délit poursuivi d'office. La variante selon laquelle le délit est poursuivi d'office aussi longtemps que la victime ne s'y oppose pas, soit la proposition de Mme Jeanprêtre, s'inscrit également dans ce cadre. Dans les deux cas, la poursuite est entamée d'office, même à l'insu ou contre le gré de l'épouse victime, suite à une dénonciation ou au bavardage d'un tiers, d'un ami ou d'un parent. Enfin, le fonctionnaire qui a eu connaissance de l'acte dans l'exercice de ses fonctions, par exemple au cours d'une enquête concernant un autre cas, est tenu de promouvoir une procédure à l'encontre du mari qui aurait commis un viol sur son épouse sans que cette dernière ait la possibilité de se prononcer. En somme, chaque personne qui a été lésée par un acte punissable, ou qui a simplement eu connaissance d'un acte punissable, a le droit de le dénoncer à l'autorité compétente.

Dans le cas d'un délit poursuivi d'office, l'épouse ne peut exercer son droit d'autodétermination qu'en refusant de témoigner. Ce refus ne pourrait toutefois pas interrompre le cours de la procédure, il l'aggraverait au contraire. Le procès continuera, le juge enquêtera, entendra des témoins, la victime subira une deuxième honte, celle de se trouver dépourvue de moyens pour faire entendre sa voix, pour décider de son futur et de celui de sa famille.

Avec la proposition Jeanprêtre, la victime peut réagir dans un délai de trois mois en stoppant la poursuite. Mais entre-temps, il y aura eu des actes du juge, avec toutes les conséquences négatives que la femme doit être en droit de pouvoir éviter. La femme pourra agir lorsque le dommage moral sera irréparable, «quando i buoi sono fuori della stalla», comme nous disons en italien.

La proposition de Mme Eppenberger, quant à elle, consiste à accorder à l'épouse victime le droit d'autoriser la poursuite dans les trois mois qui suivent l'ouverture de ladite poursuite. Cette autorisation peut évidemment être retirée, Madame Eppenberger. Je crains que, dans ce débat sur des solutions un peu particulières, l'on ne recherche des solutions – je ne dirais pas de prestige – qui tendent à garder dans le Code pénal la notion de délit officiel, et qui en pratique sont plus proches, sinon identiques au délit poursuivable sur plainte. La portée procédurale de l'autorisation est substantiellement égale à celle d'une plainte. Il faut admettre que la proposition Eppenberger serait la moins dangereuse des trois. Elle a néanmoins un désavantage en commun avec la proposition de Mme Jeanprêtre, celui d'inventer un moyen de droit susceptible de provoquer potentiellement une certaine confusion. Madame Jeanprêtre, plutôt que de proposer un délit poursuivable d'office – ce que d'ailleurs vous venez de soutenir en première ligne – autant, Madame Eppenberger, s'accommoder d'une poursuite sur plainte.

Les situations ne sont pas exactement identiques, je l'admets, mais très semblables. Ces compromis ne sont pas souhaitables.

La question centrale est de savoir par qui le viol doit être porté à la connaissance de l'autorité de poursuite. C'est l'épouse qui doit avoir la possibilité d'apprécier les conditions de la poursuite. Ces conditions diffèrent substantiellement, quoi qu'on dise, lorsque l'auteur est une personne inconnue, ou peu connue, de la victime, ou lorsqu'il s'agit du conjoint. Si l'on admet l'hypothèse d'un viol qui serait poursuivi sur plainte, qu'il s'accomplisse dans la famille ou en dehors de celle-ci, il faut admettre aussi dans ces conditions que la femme aurait beaucoup moins d'hésitation à déposer une plainte contre un inconnu, ce qui n'est pas le cas lorsqu'il s'agit de la personne avec laquelle elle a une relation durable, avec laquelle elle est mariée, parce que par la plainte tout un ensemble de rapports serait touché, soit dans le cas présent, ceux qui dépendent du mariage et de la vie en commun. J'admets avec M. Petitpierre que l'on aurait peut-être pu faire de cet article quelque chose de différent: remplacer le «et» par un «ou». Mais telle est la situation actuellement.

En conclusion, je dirai que ce n'est pas vrai que le délit poursuivi sur plainte soit considéré comme moins grave que celui poursuivi d'office. Avant l'introduction du Code pénal suisse dans six législations cantonales, le viol n'était pas poursuivi d'office mais sur plainte, accompli soit dans ou hors du mariage. Cela n'avait rien à voir avec la gravité de l'acte mais défendait surtout les intérêts de la victime. Il faut distinguer deux choses essentielles: l'illicéité du comportement et les conditions de punissabilité. Ce qui est choquant dans le Code pénal en vigueur aujourd'hui, c'est que non seulement le viol entre époux n'est pas punissable mais licite. La commission a apporté cette correction à l'article en question. Les éléments constitutifs du délit sont les mêmes, mais, dans un cas, un lien juridique notable entre le mariage et l'intérêt de la victime joue un rôle très important et déterminant.

La femme qui dispose au fond de la plainte est privilégiée. Elle peut décider; elle a un délai de six mois pour ce faire et elle peut consulter les associations de protection de la femme ou de la famille. Elle peut décider, pour finir, de briser le mariage, comme elle peut aussi décider de le sauvegarder, donc de se réserver la solution qu'elle juge être pour elle, la victime, la plus favorable. Il faut lui laisser le choix soit en finir avec une solution insupportable soit sauvegarder son acquis matrimonial.

Frau **Spoerry**, Berichterstatterin: Vielleicht erinnern Sie sich an mein Eintretensvotum: Die Lösung ohne jegliche Nachteile, die Lösung, die alle Fälle optimal abdeckt, gibt es bei diesem schweren Delikt nicht.

Die emotionale und rechtliche Bindung des Opfers an den Täter, das Bekanntwerden des schweren Eingriffs in den intimsten Bereich einer Frau, das mögliche Vorhandensein gemeinsamer Kinder lassen Zielkonflikte entstehen, die gegeneinander abzuwägen sind und die mit keiner Lösung vollumfänglich behoben werden können. Die Diskussion hier in diesem Rat hat das deutlich gemacht, so wie das auch in der Kommission deutlich geworden ist. Beide Seiten haben die Vorteile ihrer Lösung und die Nachteile der anderen Lösung subtil und mit guten Argumenten vertreten.

Wir haben das auch in der Kommission gemacht und uns die Aufgabe sicher nicht leicht gemacht. So haben wir zum Beispiel versucht, eine Lösung zu finden, welche die Frauen nach erfolgter Tat vor Pressionen, vor Druck schützt. Und wir haben festgestellt: es gibt sie nicht. Der Täter kann die Frau unter Druck setzen, keinen Antrag zu stellen. Der Täter kann die Frau in jedem Fall unter Druck setzen, und zwar beim Antrag Jeanprêtre, Widerspruch einzulegen, beim Antrag Eppenberger Susi, die Ermächtigung nicht zu erteilen, und beim Officialdelikt, nichts auszusagen. Wir können dieses Problem mit dem Strafrecht nicht lösen, so gerne wir das täten. Das ist die erste Feststellung.

Und jetzt komme ich zu den Anträgen Jeanprêtre und Eppenberger Susi. Beide Anträge versuchen, eine Kompromisslösung einzubringen. Sie wollen die Nachteile des Antrags- und des Officialdeliktes minimieren und die Vorteile retten. Sie wollen der Frau den ersten schwierigen Schritt der Anzeige ihres eigenen Mannes ersparen und gleichzeitig ermöglichen, dass die Frau trotzdem das Verfahren in der Hand behalten und auf das Verfahren Einfluss nehmen kann.

Zum Antrag Jeanprêtre ist zu sagen – Frau Jeanprêtre legt Wert darauf, dass ich das nochmals wiederhole –, dass der Unterschied zwischen dem Antrag Jeanprêtre und dem Antrag Eppenberger Susi darin besteht, dass Frau Jeanprêtre das Widerspruchsrecht allen Opfern geben will. Verheiratete und unverheiratete Opfer könnten mit einem Widerspruch gegen das eingeleitete Verfahren das Verfahren stoppen. Damit – das muss ich jetzt vor allen Dingen zu Herrn Leuenberger Moritz sagen, der aber nicht hier ist – lässt sich beweisen, dass die Tatsache, ob wir eine Vergewaltigung innerhalb der Ehe als ein Antrags- oder ein Officialdelikt verfolgen, nichts über den Unrechtsgehalt dieses Deliktes aussagt. Das Widerspruchsrecht unterbindet ein Verfahren. Das Antragsrecht muss nicht ausgeübt werden. Hier besteht die Verbindung.

Wir haben in der Kommission sogar darüber diskutiert, alle Vergewaltigungen als Antragsdelikt auszugestalten, weil

selbstverständlich ein Prozess über eine Vergewaltigung auch für eine nichtverheiratete Frau keine angenehme Sache ist und einen schweren Eingriff in ihre persönliche Sphäre darstellen kann, dem sie gerne ausweichen würde. Wir haben aber davon abgesehen, und zwar nicht wegen des Unrechtsgehaltes, sondern weil das ein Schritt hinter das geltende Recht zurück gewesen wäre, so dass wir wahrscheinlich auf wenig Verständnis gestossen wären. Aber auch der Experte hätte vom Unrechtsgehalt der Tat her mit einer solchen Lösung leben können.

Es gibt in unserem Recht drei Möglichkeiten, ein Antragsdelikt anstatt eines Officialdeliktes einzuführen: Zum ersten die Geringfügigkeit der Tat, also der berühmte Ragusa-Stengel im Warenhaus von Herrn Loeb; zum zweiten der Schutz der persönlichen Sphäre; zum dritten die Möglichkeit der Versöhnung, die den Fortbestand einer Zweierbeziehung bewirken könnte.

Beim Entscheid zum Antragsdelikt sind wir in der Kommission von diesen zwei Grundsätzen ausgegangen: vom Schutz der persönlichen Sphäre und von der Möglichkeit der Versöhnung und des Weiterbestandes der Ehe.

Wohl wissen wir, dass es schwierig sein dürfte, nach einer Vergewaltigung eine Ehe weiterzuführen, aber es ist sicher nicht unmöglich. Aus diesen Überlegungen muss ich den Vorwurf von Frau Diener – auch sie ist nicht hier – an die Kommissionsmehrheit, sie wolle mit dem Antragsdelikt in Wirklichkeit nicht das Opfer, sondern den Täter schützen, mit Entschiedenheit zurückweisen. Diesen Vorwurf verdienen wir nicht, nachdem wir um eine gute Lösung so gerungen haben.

Ich möchte einen weiteren Unterschied zwischen dem Antrag Jeanprêtre und dem Antrag Eppenberger Susi anführen. Frau Jeanprêtre ermöglicht dem Opfer den Widerspruch, nachdem das Verfahren eingeleitet worden ist. Es ist also möglich, dass mit Einvernahmen bereits Schaden, beispielsweise bei den Kindern, angerichtet ist. Frau Eppenberger hingegen möchte die Ermittlungen erst dann greifen lassen, wenn die Frau dazu ihre Einwilligung erteilt hat.

Ich mache keinen Hehl daraus, dass ich für den Antrag Eppenberger Susi grosse Sympathie habe. Wir haben diesen Antrag in der Kommission diskutiert. Persönlich habe ich gehofft, er könnte eine Brücke bauen, ein Kompromiss sein. Frau Zölich hat es mit mir gehofft. Ich war auch der Meinung, dass die Schwäche des Antrages, nämlich etwas Neues, etwas Ungeohntes in unsere Rechtsordnung einzuführen, durchaus als Innovation in einem so heiklen Bereich vertretbar wäre. Aber dieser Kompromiss ist nicht zustande gekommen, und ich muss auch festhalten, dass er deswegen nicht zustande gekommen ist, weil die Vertreter des reinen Officialdeliktes zu diesem Kompromiss nicht Hand geboten haben.

Da dieser Kompromiss nicht konsensfähig war, haben wir uns nachher in der Kommission mit 13 zu 4 Stimmen bei 3 Enthaltungen klar für das Antragsdelikt entschieden. Wir bestreiten nicht, dass es Fälle gibt, in denen das Officialdelikt für das Opfer die bessere Lösung wäre und die bessere Hilfe darstellen könnte. Aber wir wissen ebenso, dass es auch Fälle gibt, bei denen ausgerechnet die Verfolgung von Amtes wegen für das Opfer selbst ein Erschweris darstellt: nämlich dann, wenn ein Besserungswille des Täters vorhanden ist, wenn die Frau den Täter nach wie vor liebt, die Ehe weiterführen möchte, dem Täter eine Chance geben möchte oder wenn sie die Kinder nicht hineinziehen will.

Das Zeugnisverweigerungsrecht beim Officialdelikt kann diese Probleme nicht befriedigend lösen, weil das Verfahren von Amtes wegen eingeleitet werden musste und zunächst einmal zu verfolgen ist. Es gibt aber noch weitere Probleme beim Officialdelikt – Herr Leuba hat bereits darauf hingewiesen. Wenn die Frau zum Eheschutzrichter geht – oder in Scheidung steht – und sagen möchte, warum sie Schutz braucht, warum sie sich scheiden lassen will, dann löst sie zumindest in einigen Kantonen ein Officialdelikt aus, weil auch zivile Behörden zum Eingreifen, d. h. zur Anzeige, verpflichtet sind. Aus all diesen Gründen hat sich die Kommission klar für das Antragsdelikt entschieden.

Noch ein Wort zum Kostenrisiko: Es trifft nicht zu, dass wir mit dem Antragsdelikt der Frau hier spezielle Probleme aufbü-

den. Ich zitiere ein juristisches Lehrbuch aus dem Jahre 1989 zum Strafprozessrecht des Kantons Zürich und des Bundes: «Eine Kostenaufgabe kommt nur bei haltlosen Verdächtigungen, nicht aber bei einer in guten Treuen oder irrtümlich erstatteten, unrichtigen Strafanzeige zum Zuge.» Die Frauen werden aber sicher nicht leichtfertig ihren eigenen Mann der Vergewaltigung bezichtigen.

Noch zu einem letzten, wichtigen Punkt: Frau Dormann hat gesagt, es gebe sogar Vergewaltigungen in der Ehe, wo der Mann die Waffe einsetze. Ich glaube, dass das leider so ist. Aber in diesen Fällen ist nach der Fassung der Kommissionsmehrheit die Vergewaltigung in der Ehe ebenfalls ein Officialdelikt. Handelt der Täter grausam, ist die Tat in jedem Fall und unabhängig vom Zivilstand von Amtes wegen zu verfolgen.

In der Debatte wurde gefragt, wie man denn die Grausamkeit der Tat überhaupt feststellen wolle, wenn man kein Officialdelikt habe. Wenn die betroffene Frau sich in ihrer schwierigen Situation jemandem anvertraut, z. B. einer Sozialarbeiterin, so werden diese Fachleute wissen, dass eine grausame Vergewaltigung in jedem Fall von jedermann angezeigt werden kann, und werden eine Untersuchung von Amtes wegen veranlassen, wenn sie das für opportun erachten.

Aus all diesen Ueberlegungen bitte ich Sie, die Minderheitsanträge abzulehnen und der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Bundespräsident Koller: Wie ich bereits in meinem Eintretensvotum ausgeführt habe, stellt die sexuelle Selbstbestimmung der Frau ein derartig überragendes Rechtsgut dar, dass auch für den Bundesrat feststeht, es müssten sexuelle Nötigung und Vergewaltigung auch in der Ehe strafbar sein. Ich komme darauf nicht mehr zurück.

Ich möchte auch nicht mehr auf die einzelnen Tatbestandselemente dieses Artikels eingehen, weil die Kommissionssprecher das ausführlich getan haben. Ich möchte mich sofort der Hauptfrage zuwenden, über die Sie in wenigen Minuten zu entscheiden haben: Antragsdelikt oder Officialdelikt?

Ihre ausgedehnte Diskussion auf meiner Meinung nach klar gezeigt, dass es eine ideale, allseits befriedigende Lösung in diesem Dilemma leider nicht gibt. Herr Nationalrat Petitpierre hat zu Recht darauf hingewiesen. Es steht auch klar fest, dass bei beiden Regelungsmöglichkeiten, sowohl beim Antragsdelikt als auch beim Officialdelikt, Missbräuche möglich sind. Gerade das Erfordernis des Antrags kann vom Mann oder von der Frau, vom Täter oder dem Opfer, als Druckmittel missbraucht werden. Auch Strafanzeigen – das wissen wir – sind missbräuchlich möglich. Strafanzeigen – um Ihnen das noch zu verdeutlichen – können beispielsweise sehr unerwünschte Konfliktsituationen in einer Familie bewirken, wenn bei einem Officialdelikt beispielsweise ein Kind gegen den Willen des Opfers eine Strafanzeige einreicht.

Ich glaube, all das kann für den Entscheid, den Sie zu treffen haben, nicht ausschlaggebend sein. Das Problem, dass es eine allseits befriedigende Lösung nicht geben kann, hängt ganz eindeutig damit zusammen, dass der Gesetzgeber, dass wir alle um eine Rechtsgüterabwägung nicht herumkommen, denn es besteht hier eindeutig eine Konfliktsituation zwischen verschiedenen Rechtsgütern. Auf der einen Seite haben wir das Selbstbestimmungsrecht der Ehefrau, das die Strafbarkeit verlangt. Auf der anderen Seite haben wir das Rechtsgut der Ehe und der Familie, das die Förderung des Weiterbestandes der Ehe und der Familie nahelegt. Und zwischen diesen sich widerstreitenden Rechtsgütern – so wird gesagt – müsse die Frau doch unbedingt zu ihrem Recht kommen.

Da stelle ich einfach die Frage: Glauben Sie tatsächlich, dass eine Frau ihr Recht erhält, wenn der Täter – ihr Ehemann, den sie einmal geliebt und geheiratet hat, der dann zwar ein schweres Verbrechen gegen sie begangen hat, dem sie aber verziehen hat – gegen den Willen der Frau zu einer Zuchthausstrafe verurteilt werden muss und alle Folgen von ihr und von ihren allfälligen gemeinsamen Kindern zu tragen sind? Ich glaube nicht, dass man sagen kann, ein solches Resultat könne dieser Frau Recht verschaffen.

Es kommt aber noch etwas anderes dazu: Ist es nicht etwas eigenartig, wenn eine Frau, die ihrem Ehemann als Täter verziehen hat und daher beispielsweise auf eine Scheidungs- oder

Trennungsklage verzichtet, es andererseits dennoch in Kauf nehmen muss, dass ihrem Ehemann für mehrere Jahre – wie gesagt – die Freiheit entzogen wird, weil er eine längere Freiheitsstrafe zu verbüssen hat?

Ich glaube, gerade dann, wenn wir das Selbstbestimmungsrecht der Frau ernst nehmen, müssen wir dafür sorgen, dass auch eine Versöhnung möglich ist – und das ermöglicht das Antragsdelikt.

Nun haben verschiedene Nationalrätinnen – Frau Stamm, Frau Stocker und andere – gesagt, man könnte diesem unerwünschten Resultat, das ich Ihnen hier schilderte – der Ehemann muss eine längere Gefängnis- oder Zuchthausstrafe absitzen, obwohl ihm die Ehefrau verziehen hat –, dadurch entgegen, dass sich die Ehefrau auf das Zeugnisverweigerungsrecht berufen könne. Grundsätzlich ist das zwar möglich. Aber die Genauigkeit verlangt den Hinweis, dass immerhin in einigen Kantonen – ich nenne die Kantone Thurgau und Appenzell-Ausserrhoden – die Opfer einer Straftat nicht die Möglichkeit haben, sich auf das Zeugnisverweigerungsrecht zu berufen. Es kommt aber noch etwas anderes dazu: Selbst dort, wo diese Möglichkeit der Zeugnisverweigerung für das Opfer besteht, bedeutet das doch, dass diese Ehefrau und die ganze Familie, also auch die Kinder, die ganze Belastung eines Strafverfahrens auf sich nehmen müssen, obwohl die Frau das gar nicht will, was sie gerade mit ihrer Zeugnisverweigerung zum Ausdruck bringt.

Das Officialverfahren hat noch einen weiteren Nachteil: Wie muss der Richter dann handeln, wenn Dritte als Zeugen auftreten? Auch dann versagt die Ausweichmöglichkeit des Zeugnisverweigerungsrechts des Opfers.

Aus all diesen Gründen sind wir daher überzeugt, dass das Antragsdelikt die bessere Lösung ist. Der Bundesrat ist der Meinung, dass das private und soziale Interesse des Opfers gegenüber dem staatlichen Interesse an der Strafverfolgung überwiegt. Diese Rechtsgüterabwägung ist nur im Rahmen des Antragsdeliktes möglich.

Nun noch einige kurze Bemerkungen zu den Anträgen von Frau Jeanprêtre und von Frau Eppenberger: Beim Antragsdelikt kann der Strafantrag bekanntlich solange zurückgezogen werden, als das Urteil erster Instanz noch nicht verkündet worden ist. Innerhalb dieser Frist kommt das genannte Selbstbestimmungsrecht der Ehefrau also voll zum Tragen. Dasselbe gilt zwar auch für den Antrag von Frau Jeanprêtre, allerdings mit der Ausnahme, dass dieses Widerspruchsrecht dann zu weichen hat, wenn das Opfer unter Druck gesetzt worden ist.

Der Antrag von Frau Jeanprêtre weckt meines Erachtens aber auch noch ein anderes Bedenken. Er enthält eigentlich die individualisierteste aller möglichen Lösungen, weil hier der staatliche Strafanspruch total zur Verfügung des Opfers gestellt wird, sei das nun der Ehefrau, sei es auch ausserhalb der Ehe, also beispielsweise eines Opfers im Rahmen gleichgeschlechtlicher sexueller Handlungen.

Da frage ich mich: Ist eine solche Lösung, wo der staatliche Strafanspruch total zur Verfügung eines Individuums gestellt wird, richtig, wenn es um so wichtige Rechtsgüter wie Ehe oder Familie geht? Für mich auf jeden Fall nicht, und das ist der Grund, weshalb ich diesen Antrag ablehnen muss.

Schliesslich noch zum Antrag von Frau Eppenberger: Frau Eppenberger, wenn ich Ihren Antrag richtig verstehe, möchten Sie – wie Sie selber gesagt haben – auf eine recht unkonventionelle Art und Weise der Frau diesen ersten Schritt ersparen, indem Sie sagen: Der erste Schritt soll eben doch durch Strafverfolgungsorgane, auch aufgrund von Anzeigen Dritter, erfolgen. Die Frau hat dann aber die Ermächtigungsmöglichkeit.

Dagegen spricht, dass wir damit – das haben Sie selber gesagt – ein ganz neues Rechtsinstitut einführen. Ich glaube, wir sollten das um der Rechtssicherheit willen nicht tun, wenn nicht eine unbedingte Notwendigkeit besteht.

Der zweite Grund, der meiner Meinung nach gegen Ihre Lösung spricht, ist, dass Sie dem Opfer zwar den Vorteil einräumen, nicht den ersten Schritt tun zu müssen, ihm jedoch zuzumuten, den Nachteil von Strafanzeigen und entsprechenden Gerüchten in Kauf zu nehmen. Ich glaube daher, dass auch dieser Antrag abgelehnt werden muss.

Schliesslich noch eine Bemerkung zu all jenen, die sagen –

Herr Leuenberger Moritz und, wenn ich mich richtig erinnere, vor allem auch Frau Nabholz –, mit dem Antragsdelikt würden wir den Eindruck erwecken, die sexuelle Nötigung und die Vergewaltigung in der Ehe hätten dann lediglich einen ganz geringen Unrechtsgehalt, wie etwa eine Entwendung oder andere Tatbestände, die ebenfalls Antragsdelikte sind. Diesbezüglich darf ich aber doch auf den Kommentar Trechsel verweisen. Herr Trechsel sagt ganz klar, dass das Strafgesetzbuch Antragsdelikte für drei Gruppen von Fällen vorsieht: einmal tatsächlich für Tatbestände mit geringem Unrechtsgehalt. Das trifft hier – da bin ich mit Herrn Leuenberger einig – in keiner Weise zu. Aber Antragsdelikte sind in unserem Strafgesetzbuch auch vorgesehen zur Schonung des Verletzten, für den sich der Schaden durch das Verfahren vergrössern könnte. Weiter sind Antragsdelikte vorgesehen zum Schutze der Familie und ähnlicher enger Lebensgemeinschaften. Selbstverständlich treffen hier allein diese zweite und dritte Tatbestandsgruppe zu.

Im übrigen darf ich doch darauf hinweisen, dass beispielsweise auch beim Betrug und beim Diebstahl Verbrechenstatbestände – wenn sie zu Lasten von Familienangehörigen erfolgen – als Antragsdelikte ausgestaltet sind.

All das führt den Bundesrat dazu, Ihnen zu empfehlen, dem Antragsdelikt zuzustimmen. Lediglich für den Zweirat möchte ich noch auf eine Ungereimtheit im Antrag der Mehrheit hinweisen. Er reduziert dieses Antragsdelikt auf Tatbestände, bei denen Täter und Opfer in einer Ehe im Sinne einer echten Lebensgemeinschaft leben. Nun ist aber die Lebensgemeinschaft kein feststehender Begriff – weder im Straf- noch im Zivilgesetzbuch –, und das hätte zur Folge, dass die Strafverfolgungsorgane fast inquisitorisch untersuchen müssten, ob die Ehe tatsächlich auch praktiziert wurde. Das scheint mir eine unglückliche Lösung, aber ich verzichte hier auf einen Antrag; das werden wir im Rahmen des Differenzbereinigungsverfahrens lösen können. Die richtige Lösung wäre zweifellos, dass man auf den Tatbestand der Ehe und nicht auf den rein faktischen Tatbestand der Lebensgemeinschaft abstellt.

Erlauben Sie mir zum Schluss einen rechtsvergleichenden Ausblick: Wenn wir jetzt im Sexualstrafrecht die sexuelle Nötigung und die Vergewaltigung in der Ehe als Antragsdelikte kodifizieren, dann schaffen wir auch im internationalen Vergleich eine sehr fortschrittliche Lösung. Oesterreich hat diese Lösung jüngst gewählt, und alle andern Nachbarstaaten arbeiten noch an solchen Lösungen. Ich bin daher überzeugt, dass wir mit dem Antragsdelikt und dem Offizialdelikt bei grausamer Begehung eine moderne Lösung treffen, welche die Rechtsgüter, von denen ich am Anfang sprach, am besten gegeneinander abwägt.

In diesem Sinne möchte ich Sie bitten, dem Antrag der klaren Mehrheit Ihrer Kommission zuzustimmen.

Art. 189 Titel – Art. 189 titre
Angenommen – Adopté

Art. 189 Abs. 1 – Art. 189 al. 1

Präsident: Herr Bonny hat den Minderheitsantrag Salvioni zurückgezogen.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 189 Abs. 2 – Art. 189 al. 2

Präsident: Nach Absprache mit der Kommission, der Sprecherin der Minderheit und der Erstunterzeichnerin des Namensaufrufes schlage ich Ihnen folgendes Vorgehen vor: Zuerst Minderheit Stamm gegen Antrag Eppenberger. Wenn die Minderheit Stamm obsiegt, stelle ich sie in einer Abstimmung unter Namensaufruf gegen die Mehrheit. Siegt der Antrag Eppenberger, wird er dem Eventualantrag Jeanprêtre gegenübergestellt. Das Resultat wird dann in einer Abstimmung unter Namensaufruf der Mehrheit gegenübergestellt. Es findet also in jedem Fall nur ein Namensaufruf statt. Sie sind damit einverstanden.

Erste Eventualabstimmung – Premier vote préliminaire

Für den Antrag der Minderheit 77 Stimmen
Für den Antrag Eppenberger Susi 75 Stimmen

Zweite, namentliche Eventualabstimmung

Deuxième vote préliminaire, par appel nominal

Für den Antrag der Mehrheit stimmen die folgenden Ratsmitglieder:

Votent pour la proposition de la majorité:

Aliesch, Auer, Baggi, Basler, Berger, Bircher Peter, Blatter, Bonny, Bühler, Burckhardt, Bürgi, Büttiker, Caccia, Cavadini, Cevey, Cincera, Cotti, Couchepin, Coutau, Daepf, Darbellay, Déglise, Dietrich, Dreher, Dubois, Ducret, Dünki, Eggly, Engler, Eppenberger Susi, Fäh, Feigenwinter, Fischer-Hägglingen, Fischer-Sursee, Fischer-Seengen, Frey Claude, Frey Walter, Friderici, Früh, Giger, Graf, Grassi, Gros, Guinand, Hänggi, Hari, Hess Otto, Hess Peter, Keller, Kohler, Kuhn, Kühne, Leuba, Loeb, Loretan, Luder, Maitre, Massy, Mühlemann, Müller-Meilen, Müller-Wilberg, Nebiker, Neuenchwander, Nussbaumer, Oehler, Paccolat, Perey, Philipona, Pidoux, Reich, Reichling, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Ruckstuhl, Ruf, Rutishauser, Rüttimann, Sager, Savary-Vaud, Scherrer, Schmidhalter, Schnider, Schwab, Segmüller, Seiler Hanspeter, Spälti, Spoerry, Steffen, Stucky, Theubet, Tschuppert, Wanner, Weber-Schwyz, Wellauer, Wyss William, Zbinden Paul, Zölch, Zwingli, Zwygart (99)

Für den Antrag der Minderheit stimmen die folgenden Ratsmitglieder:

Votent pour la proposition de la minorité:

Aguet, Ammann, Antille, Aubry, Baerlocher, Bär, Bäumlín, Béguelin, Bircher Silvio, Bodenmann, Borel, Braunschweig, Brügger, Bundi, Carobbio, Columberg, Danuser, David, Dormann, Eggenberger Georges, Euler, Fankhauser, Fierz, Gardiol, Grendelmeier, Günter, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Haller, Herczog, Hubacher, Jaeger, Jeanprêtre, Lanz, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Leutenegger Oberholzer, Longet, Maeder, Matthey, Mauch Rolf, Mauch Ursula, Meier Fritz, Meier-Glatfelden, Meier Samuel, Meizoz, Meyer Theo, Nabholz, Petitpierre, Pitteloud, Portmann, Rechsteiner, Reimann Fritz, Ruffy, Schmid, Schüle, Seiler Rolf, Stamm, Stappung, Stocker, Thür, Uchtenhagen, Ulrich, Vollmer, Wiederkehr, Zbinden Hans, Züger (68)

Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder – Sont absents:

Allenspach, Aregger, Biel, Blocher, Diener, Eggenberg-Thun, Eisenring, Etique, Gysin, Hildbrand, Hösli, Houmard, Iten, Jeanneret, Jung, Ledergerber, Martin, Neukomm, Pini, Rebeaud, Revaclier, Rycken, Salvioni, Savary-Fribourg, Scheidegger, Spielmann, Steinegger, Weder-Basel, Widmer, Widrig, Wyss Paul, Ziegler (32)

Präsident Bremi stimmt nicht

M. Bremi, président, ne vote pas

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Mehrheit 89 Stimmen
Für den Eventualantrag Jeanprêtre 63 Stimmen

Art. 189 Abs. 3 – Art. 189 al. 3

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 189 Abs. 4 – Art. 189 al. 4

Angenommen – Adopté

Art. 190 Titel – Art. 190 titre

Angenommen – Adopté

Art. 190 Abs. 1 – Art. 190 al. 1

Frau **Fankhauser**, Sprecherin der Minderheit: Es gibt kein Recht auf sexuelle Verfügbarkeit der Frau. Wir haben das Selbstbestimmungsrecht der Frau in ihrem sexuellen Verhal-

ten zu schützen, getreu unserer Beteuerungen von gestern und heute. Wir haben auch die Würde der Frau ernst zu nehmen und hier klar zu sagen, was Vergewaltigung heisst. Wir gehen davon aus, dass jedes von der Frau nicht gewollte Eindringen in die Körperöffnungen eine Vergewaltigung ist. Eine orale oder anale Penetration oder andere Penetrationsformen sind ebenso erniedrigend und verletzend für die Frau wie der nicht gewollte Beischlaf. Ein derartiges Eindringen in den Körper der Frau gegen ihren Willen stellt wohl die tiefgreifendste Verletzung dar und ist der massivste Ausdruck der Zerstörung weiblicher Selbstbestimmung. Deshalb ist es für die Erreichung des Zieles unserer Strafrechtsrevision, nämlich des Schutzes der sexuellen Integrität, für uns unabdingbar, die beischlafsähnlichen Handlungen als Form der Vergewaltigung im Artikel 190 zu erwähnen.

Das Kriterium der Willensäusserung sollte massgebend sein für die Beurteilung des Willensbruches der Frau durch den Mann und nicht ein von uns festgelegtes Mass an Gewalt. Der Willensbruch steht im Mittelpunkt der Gesetzesrevision. Wir wollen die verfahrensrechtliche Stellung des Opfers verbessern.

Ich habe es gestern in der Eintretensdebatte erwähnt: Wir haben es mit einer neuen, erfreulichen Gesellschaftsnorm zu tun. Auch im sexuellen Bereich gibt es die Pflicht des Partners, das Nein der Partnerin zu respektieren. Es ist eine Sorgfaltspflicht. Dies ist die logische Konsequenz des Schutzes der sexuellen Integrität. Eine Frau könnte gebeten, gefleht und geweiht haben, auch wenn ihr geglaubt wird, muss sie noch nachweisen, dass Gewalt angewendet worden ist. Es würde den Nachweis der Tat erschweren, wenn – gemäss der Formulierung der Kommissionsmehrheit – unbedingt zusätzliche Tatbestandsmerkmale gegeben sein müssten, damit der Tatbestand erfüllt wird.

Die abschliessende Aufzählung – gemäss Formulierung der Kommissionsmehrheit – stellt eine Erschwernis für das Opfer und indirekt oft – wie die Praxis zeigt – einen unbegründeten Zweifel an der Glaubwürdigkeit der Frau dar. Zudem könnte es sein, dass ein Täter irgendein Mittel anwendet, das im Gesetz in der abschliessenden Aufzählung – wie sie die Kommissionsmehrheit will – nicht erwähnt ist. Eine diffuse Angst, Männer könnten ungerechtfertigterweise ins Gefängnis gebracht werden, darf uns nicht verleiten, den Schutz der sexuellen Integrität der Frau in Frage zu stellen.

Schliesslich gibt es für uns überhaupt keine Gründe, die Regelung, wie wir sie jetzt für die Nötigung im Artikel 189 beschlossen haben, nicht auch für den Tatbestand der Vergewaltigung anzuwenden. Diese Regelung ist ohne Diskussion genehmigt worden, weil Herr Bonny den Antrag Salvioni zurückgezogen hat.

Frau Bär: Wenn ich den Grundsatz der Gesetzesrevision – wie er in der Botschaft des Bundesrates steht und auch der übereinstimmenden Meinung der Kommission entspricht und hier von Ihnen allen, die gesprochen haben, immer wieder beteuert wurde – definieren will, dann zitiere ich Carola Meier-Seethaler, die Psychologin und Psychoanalytikerin: «Niemand hat das Recht, vom Partner, den er sexuell begehrt, eine positive Beantwortung seines Begehrens zu erwarten. Wenn es überhaupt ein Grundrecht der individuellen Persönlichkeit gibt, so ist es das Recht auf die Verfügbarkeit über den eigenen Körper, auf das freie Ja oder Nein zum Begehren des Partners, das keiner spezifischen Rechtfertigung bedarf.» Das heisst nichts anderes, als dass der Wille der Frau respektiert werden muss; ihr Nein ist ein Nein. Das bedeutet, dass der Tatbestand erfüllt ist, sobald der Wille der Frau nicht respektiert wurde bzw. – wie es der Gesetzestext sagt –: die Frau genötigt wurde. Weitere Tatbestandsmerkmale dürfen nicht als Voraussetzung ins Gesetz aufgenommen werden. Wenn die Elemente Gewaltanwendung, Drohung und Zum-Widerstand-unfähig-machen in Artikel 190 genannt werden sollen, dann ausschliesslich zum Zweck der Verdeutlichung, dass der Wille der Frau für den Täter erkennbar werden muss.

Die Nötigungsmittel können aber weder abschliessend aufgeführt werden, noch dürfen sie eine zusätzliche Hürde für die Frau darstellen, um ihre schon ohnehin äusserst schwierige

und delikate Stellung im Vergewaltigungsprozess ungerechtfertigt zu erschweren. Die einzige sinnvolle Lösung ist deshalb mit dem «namentlich» deutlich zu machen, dass bei der Vergewaltigung die Nötigungshandlung, das Gegen-den-Willenden-Frau-Handeln ausschlaggebend ist und nicht die Tatmittel. Herr Bonny hat bei der Begründung, weshalb er den Minderheitsantrag Salvioni zurückzieht, genauso argumentiert; es wäre unlogisch, wenn man jetzt bei Artikel 189 «namentlich indem» stehen lässt und hier, beim qualifizierten Delikt in Artikel 190, nur «indem» sagt und den Tatbestand somit abschliessend aufzählt.

Der zweite wichtige Unterschied zum Mehrheitsantrag ist der Begriff «Beischlaf und beischlafsähnliche Handlungen»; darunter werden alle andern Penetrationsformen subsumiert, oral und anal, die wir eigentlich im Gesetz aufzählen wollten und die von der Kommission nicht akzeptiert wurden. Sie sind hier unter dem Begriff «beischlafsähnliche Handlungen» gemeint. Diese Handlungen werden von den Opfern als genauso schlimm und entwürdigend erlebt wie die vaginale Penetration.

Ich bitte Sie deshalb, dem Minderheitsantrag der Kommission zuzustimmen.

Rechsteiner: Ich bitte Sie namens der sozialdemokratischen Fraktion, dem Minderheitsantrag von Frau Fankhauser zuzustimmen. Die Präsenz in diesem Saal, auch die Aufmerksamkeit – kein Wunder, zu dieser Zeit – kontrastieren sehr stark zur Bedeutung dieses Antrages. Wir machen Strafgesetzgebung in einem sehr wichtigen und delikatsten Bereich. Wir machen Strafgesetzgebung, die möglicherweise wiederum für Jahrzehnte Geltung beanspruchen wird, und wir bringen damit wichtige gesellschaftliche Werthaltungen zum Ausdruck, die für sehr viele Menschen in diesem Land von grosser Bedeutung sind. Deshalb ist es ausserordentlich problematisch, eine so zentrale, wichtige Debatte an einem Abend durchzuführen, zudem wenn sie noch durch Budgetbereinigungen, durch Differenzbereinigungen bei der Finanzordnung unterbrochen wird. Es besteht dabei die Gefahr, dass die Wichtigkeit der Anträge nicht mehr zum Ausdruck kommt und die Abstimmungen möglicherweise entsprechend ausfallen.

Es geht hier beim Minderheitsantrag von Frau Fankhauser zentral um das Wort «namentlich». Es ist ein kleines Wort, trotzdem hat es eine ganz entscheidende Bedeutung bei der Ausgestaltung des Tatbestandes. Bei Artikel 190, beim Vergewaltigungstatbestand, wird im Vergleich zur sexuellen Nötigung bei Artikel 189 eine zusätzliche Hürde, eine grosse Beweiserchwernis, vorgeschlagen. Bei Artikel 189 wird mit dem Wort «namentlich» ausgedrückt, dass die verschiedenen Nötigungsmittel, die dort aufgezählt werden, nicht im einzelnen nachgewiesen werden müssen. Es genügt der Nachweis, dass der Wille der Frau, der Wille des Opfers gebrochen wird. Es braucht nicht den zusätzlichen Nachweis eines weiteren Tatbestandselementes. Es genügt, dass die Nötigung nachgewiesen ist. Bei Artikel 190 soll dieses Prinzip, das auch von Herrn Bonny anerkannt worden ist, gebrochen werden. Da wird mit der abschliessenden Aufzählung dieses zusätzliche Tatbestandselement für den Nachweis gefordert; das bedeutet in der Praxis eine sehr starke Beweiserchwernis. Gerade bei diesen Tatbeständen, insbesondere beim Tatbestand der Vergewaltigung, besteht doch eine besondere Situation, indem die einzelnen Nötigungsmittel – Gewalt oder psychischer Druck oder Widerstandsunfähigkeit – nicht so einfach nachzuweisen sind. Beispielsweise ist es, wenn eine Frau in einer Parkgarage im Dunkeln oder in einem Park bedroht wird, für sie sehr oft nicht ratsam, sich zur Wehr zu setzen. Wenn der strikte Nachweis dieses Nötigungsmittels – Gewalt oder psychischer Druck – gefordert wird, dann führt das in der Praxis dazu, dass der Beweis erschwert ist. Dies muss verhindert werden.

Woher kommt die Ungereimtheit zwischen Artikel 189 und Artikel 190, zwischen der sexuellen Nötigung und der Vergewaltigung? Sie stammt – ich möchte das offenlegen – aus einem Vorschlag des Bundesrates, der versuchte, einen sogenannten Kompromiss herbeizuführen, einen Kompromiss, der aber leider ein fauler ist. Es sei sinnvoll, es beim weniger schwerwie-

genden Tatbestand der sexuellen Nötigung bei der nicht abschliessenden Aufzählung bewenden zu lassen. Hingegen sei es beim sehr schweren Tatbestand der Vergewaltigung so, dass eine abschliessende Aufzählung der Nötigungsmittel gemacht werden müsse.

Das ist eine sehr fragwürdige Logik. Der Gesichtspunkt der Rechtsgleichheit wird nämlich missachtet: Gleichgeschlechtliche sexuelle gewaltsame Uebergriffe, bei denen eine offenere Formulierung des Tatbestandes gilt, werden gegenüber dem sehr schweren Tatbestand der Vergewaltigung, bei der das Opfer eine Frau ist, ungleich behandelt. Bei gleichgeschlechtlichen, gewaltsamen sexuellen Uebergriffen, beispielsweise unter Männern, ist dann der Beweis nach Artikel 189 also einfacher zu führen als bei der Vergewaltigung, dem sehr schweren Tatbestand, wo wir uns eigentlich einig sein sollten, dass hier der strafrechtliche Schutz ausgedehnt, verbessert werden muss. Das ist eine Ungereimtheit, die sich mit einer seriösen Strafgesetzgebung in diesem wichtigen Zeitpunkt nicht verträglich.

Ich ersuche Sie deshalb, dem Minderheitsantrag von Frau Fankhauser zuzustimmen und damit gleichzeitig zum Ausdruck zu bringen – das ist das zweite Problem bei diesem Minderheitsantrag –, dass die orale oder anale Penetration der Vergewaltigung gleichzustellen ist.

Frau **Nabholz**: Ich spreche für mich persönlich, nicht für die Fraktion. Darf ich im Zusammenhang mit dem Antrag Fankhauser auf das Bedürfnis aufmerksam machen, dass man homogen legislieren sollte? Wir haben in Artikel 189 ausdrücklich den Begriff «namentlich» aufgenommen, um hier die nicht abgeschlossene Aufzählung der möglichen Deliktformen festzuhalten. Der Antrag Salvioni, der das zurücknehmen wollte, wurde zurückgezogen. Also stimmt man dieser nicht abschliessenden Regelung zu. So ist es für mich nicht mehr als logisch, dass man beim folgenden Artikel 190 die Version von Frau Fankhauser wählt. Das macht Sinn, das andere nicht.

Bonny: Ich möchte kurz noch auf einen Punkt hinweisen. Ich will die Diskussion nicht verlängern. Ich habe bei Artikel 189 den Minderheitsantrag, welcher «namentlich» streichen wollte, zurückgezogen. Nachdem es sich bei Artikel 190 um ein schwereres Delikt handelt, gibt es Gründe, trotzdem die engere Fassung zu behalten. Ich verzichte aber auf diese Diskussion. Man kann in guten Treuen auch die Meinung vertreten, dass man durchziehen und in beiden Artikeln gleiche Regelungen schaffen soll.

Mir scheint etwas anderes wichtig zu sein. Wir haben in Artikel 189 Absatz 1 den Mehrheitsantrag angenommen. Dort heisst es: «... zur Duldung einer beischlafsähnlichen ... nötigt ...» So wie ihn die Kommission verstanden hat und wie er konzipiert ist, richtet sich dieser Absatz 1 in Artikel 189 sowohl an Mann als auch an Frau. In Artikel 190 ist nur von einer «Person weiblichen Geschlechts» die Rede. Im Minderheitsantrag kommt nun wiederum die «beischlafsähnliche Handlung» vor: «... zur Duldung des Beischlafs oder einer beischlafsähnlichen Handlung ...» Hier sehe ich folgendes Problem: Wenn wir dem Minderheitsantrag bei Artikel 190 zustimmen, steht er in Konkurrenz mit Artikel 189 Absatz 1, wo ebenfalls die beischlafsähnliche Handlung erwähnt ist.

Gravierend ist dabei, dass die Strafandrohung bei Artikel 189 Absatz 1 anders lautet: Neben Zuchthaus bis zu 10 Jahren kann noch mit Gefängnis bestraft werden; bei Artikel 190 handelt es sich bei der Strafandrohung nur um Zuchthaus bis zu 10 Jahren.

Auch wenn ich die Frage des Ausdrucks «namentlich» ausklammere, bleibt somit eine Inkongruenz zwischen Artikel 190 Absatz 1 in der Minderheitsfassung und der eben beschlossenen Fassung von Artikel 189 Absatz 1. Das ist der Grund, weshalb ich trotz der Relativierung des Gegensatzes bei «namentlich» nach wie vor bei Artikel 190 an der Mehrheitsfassung festhalten muss. Das ist auch die Meinung der Mehrheit unserer Fraktion.

M. Maitre: En adoptant l'article 189, nous avons adopté une formulation qui conduit à punir la personne qui aura fait subir

un acte analogue à l'acte sexuel ou un autre acte d'ordre sexuel. A l'article 190, Mme Fankhauser voudrait qu'outre le viol on parle également d'acte sexuel ou d'acte analogue à l'acte sexuel. Il nous semble que cette proposition n'est pas logique dans la mesure où elle fait en quelque sorte double emploi avec ce qui a déjà été voté à l'article 189 et dont le degré de pénalité englobe la totalité des comportements que le droit pénal veut prohiber. C'est pourquoi nous arrivons à la conclusion que la proposition Fankhauser apporte en réalité plus de confusion que de clarté dans la systématique de la loi et nous vous proposons dès lors d'en rester à la systématique exprimée tant à l'article 189 qu'à l'article 190 qui réprime le viol et qui a été adopté par la majorité de la commission.

M. Cotti, rapporteur: La proposition de Mme Fankhauser présente deux nouveautés: le terme «notamment», avant tout; ensuite elle veut étendre la portée de l'article aux actes analogues à l'acte sexuel.

Je parlerai tout d'abord de ce deuxième point. Nous avons deux articles, 189 et 190. L'article 189 punit tous les actes analogues à l'acte sexuel et tous les autres actes, donc tous les actes possibles et imaginables qui peuvent se passer entre deux personnes, de n'importe quel sexe. L'article 190 parle de l'acte sexuel proprement dit. Par les deux articles, et avec la même peine maximale, on touche donc tous les délits susceptibles d'être commis. Si nous transférons à l'article 190 les actes analogues à l'acte sexuel qui sont déjà punis de la même façon avec la même peine maximale à l'article 189, nous introduisons un double inopportun, nous créons de l'incertitude. Nous avons voulu l'article 190 comme un cas spécial de l'article 189. Il faut garder cette logique, sinon on crée la confusion. La raison pour laquelle on a retiré le viol de l'article 189 qui a un caractère général, c'est la volonté de souligner le viol comme un acte particulièrement important parmi les actes délictueux. Par conséquent, pour une question de logique juridique, je vous prie, d'une part, de voter séparément sur les deux choses et, d'autre part, de ne pas créer de la confusion. Tous ces actes dont nous avons entendu la description tout à l'heure par Mme Fankhauser et par Mme Bär sont punissables en appliquant l'article 189. Il n'y a pas de différence entre la solution de la commission et celle de Mme Fankhauser.

Je reviens sur le mot «notamment». Le viol est un délit grave pour lequel est prévue une peine allant jusqu'à dix ans de réclusion et non une peine d'emprisonnement comme c'est le cas à l'article 189. Les faits justifiant la poursuite doivent donc être clairement délimités. On a toujours dit vouloir mettre de la clarté dans le Code pénal, à savoir que le principe *nulla poena sine lege* nous impose de délimiter clairement les faits punissables, et c'est ce que l'on a fait en supprimant le terme «notamment» de la formulation de l'article 190, alors qu'on l'a maintenu pour des raisons d'opportunité à l'article 189.

Frau **Spoerry**, Berichterstatterin: Es geht beim Antrag Fankhauser um zwei Aenderungen gegenüber der Mehrheit. Zum einen will Frau Fankhauser bei Artikel 190 den Begriff «beischlafsähnliche Handlung» einführen. Dazu ist folgendes festzuhalten: Frau Fankhauser hat absolut recht, wenn sie sagt, dass beischlafsähnliche Handlungen, also andere Penetrationen als der eigentliche Beischlaf zwischen einem Mann und einer Frau, für das Opfer ebenso demütigend sein können wie der eigentliche Beischlaf; darin sind wir uns einig. Wir sind uns aber auch einig, dass diese Handlungen auch zwischen Männern vorkommen können, und dann ist es für das Opfer genauso demütigend. Aus dem Bestreben heraus, ein geschlechtsneutrales Sexualstrafrecht zu schaffen, haben wir deshalb alle beischlafsähnlichen Handlungen in den Artikel 189 aufgenommen, in den Tatbestand der sexuellen Nötigung, der für alle Menschen in diesem Lande gilt. Wenn wir die beischlafsähnlichen Handlungen auch noch in Artikel 190 einfügen, wo es nur um die Frau geht, so verankern wir einerseits einen geschlechtsspezifischen Unterschied und andererseits eine Doppelspurigkeit, die nicht gerechtfertigt sind. Ich beantrage Ihnen daher im Namen der Kommission, diese Ergänzung nicht vorzunehmen.

Jetzt zur zweiten Differenz, zum Wort «namentlich»: Es wurde

immer davon gesprochen, dass der Antrag Salvioni zurückgezogen wurde, weshalb jetzt gleichgeschaltet werden müsse. Ich bitte Sie zu beachten, dass gemäss Kommissionsmehrheit beim Artikel 189 das Wort «namentlich» eingefügt ist und beim Artikel 190 nicht. Und das ist kein Zufall, sondern hat seine guten Gründe.

Zuerst aber noch eine Vorbemerkung: Ich bin froh, im Namen der Kommission nochmals festhalten zu können, dass eine Frau sich nicht verzweifelt wehren muss, wenn ihr der Widerstand nicht zumutbar ist. Wir wollen – und wir wollen das hier über die Materialien den Gerichten weitergeben –, dass niemand von einer Frau erwartet, die in einer ausweglosen Situation – z. B. weil weit und breit niemand ist – belästigt, bedroht, vergewaltigt wird, dass sie sich unter Lebensgefahr und unter Gefahr einer schweren Verletzung wehrt. Wir sind vielmehr der Meinung, dass dieser Frau der Widerstand nicht zumutbar ist. Sie ist aus der Situation heraus zum Widerstand unfähig. Das ist Bestandteil des vorgelegten Textes, dazu braucht es das Wort «namentlich» nicht.

Aber es ist ebenso wichtig zu sagen, dass das schwere Verbrechen der Vergewaltigung nur dann erfüllt sein kann, wenn der Mann mit Zwang oder durch die Hilflosigkeit des Opfers aus der Situation heraus seinen Willen durchsetzt und den Willen der Frau bricht. Die Ausweitung der Tatbestandsmerkmale, die wir vorgenommen haben – Drohung, nicht mehr «schwere» Drohung, Gewalt, psychischer Druck und Zum-Widerstand-unfähig-Machen, inklusive aus der Situation heraus –, deckt alle möglichen Tatbestandsmerkmale einer Vergewaltigung ab. Deswegen haben wir hier das «namentlich» weggelassen.

Es ist ein bisschen anders bei der sexuellen Nötigung. Die sexuelle Nötigung umfasst auch die schweren geschlechtlichen Verletzungen, also insbesondere die entwürdigenden beischlafsähnlichen Handlungen. Dort müssen die gleichen Tatbestandsmerkmale gegeben sein wie bei der Vergewaltigung. Aber die sexuelle Nötigung umfasst eben auch sexuelle Handlungen weniger schwerer Art. Stellen Sie sich vor, der Lift wird blockiert und der Mann nützt diesen Umstand aus, um zudringlich zu werden. Er wendet zwar keine Gewalt an, es kommt auch nicht zu beischlafsähnlichen Handlungen, aber er nützt immerhin die Situation schamlos aus. Diese weiteren Möglichkeiten der sexuellen Nötigung wollen wir mit dem Wort «namentlich» zum Ausdruck bringen. Deswegen hat der Unterschied zwischen Artikel 189 und Artikel 190 einen Sinn. Die Kommission hat sich dabei etwas überlegt.

Im Namen der Mehrheit der Kommission bitte ich Sie daher, unserem Antrag zu folgen.

Rechsteiner: Wegen der Tragweite der Angelegenheit möchte ich noch kurz die Gelegenheit zu einer Erklärung nutzen, und zwar will ich insbesondere auf die Voten von Herrn Bonny und der beiden Kommissionssprecher zurückkommen.

Es ist erfreulich, dass Herr Bonny und andere Sprecher der bürgerlichen Parteien einsehen, dass es ungereimt wäre, zwischen Artikel 190 und Artikel 189 eine unterschiedliche Umschreibung des Tatbestandes zu wählen. Wenn diese Tatbestandselemente in Artikel 189 nicht abschliessend umschrieben sein sollen, dann gilt dies mit guten oder noch besseren Gründen auch für Artikel 190.

Das Problem, das Herr Bonny hatte, war ja die Gleichbehandlung der Tathandlungen bei den beischlafsähnlichen Handlungen zwischen Artikel 189 und 190 nach dem Vorschlag der Kommissionsminderheit.

Meines Erachtens und auch nach Auffassung der Experten, die wir in der Kommission beigezogen hatten, stellt sich dieses Problem der Rechtsgleichheit nicht, weil in Artikel 189 eben nicht nur die schweren beischlafsähnlichen Handlungen erfasst sind, sondern auch die sogenannten anderen geschlechtlichen Handlungen, die von geringerer Schwere sind. Die Maximalstrafandrohung ist gleich hoch. Weniger hoch bei Artikel 189 ist die Mindeststrafandrohung, und diese bezieht sich auf die anderen geschlechtlichen Handlungen. Man hätte dieses Problem auch dadurch lösen können, indem man den Artikel 189 aufgeteilt hätte in einen Artikel 189 mit den beischlafs-

ähnlichen Handlungen und Artikel 189bis mit den anderen geschlechtlichen Handlungen.

Aber es geht uns, den Unterzeichnerinnen und Unterzeichnern des Minderheitsantrages, darum, eine Brücke zu bauen für das zentrale Problem der Umschreibung des Tatbestandes. Wir sind deshalb bereit – auch Frau Fankhauser als Erstunterzeichnerin –, die Formulierung «beischlafsähnliche Handlung» bei Artikel 190 fallenzulassen, um eine Brücke zu bauen, insbesondere auch im Hinblick auf das Differenzbereinigungsverfahren. Das zentrale Moment für die Umschreibung des Tatbestandes ist der Einbau des Wortes «namentlich», und damit sind Sprecher bürgerlicher Parteien einverstanden. Wir wären bereit, hier zu einem Kompromiss Hand zu bieten.

Bonny: Es geschehen doch noch Zeichen und Wunder. In der Diskussion hat sich eindeutig gezeigt, dass die Annahme des Minderheitsantrages bei Artikel 190 Absatz 1 zu Problemen im Zusammenhang mit der bereits verabschiedeten Fassung der Mehrheit bei der sexuellen Nötigung, bei Artikel 189 Absatz 1, führen würde, weil in beiden Artikeln die Duldung von beischlafsähnlichen Handlungen erwähnt ist. Wir haben von Herrn Rechsteiner gehört – offenbar hat er als Vertreter der Minderheit gesprochen –, dass diese bereit wäre, bei Artikel 190 Absatz 1 den Passus «oder einer beischlafsähnlichen Handlung» zu streichen. Es bleibt somit nur noch die «Duldung des Beischlafs» beim Vergewaltigungsbegriff. Dann bleibt noch der andere Unterschied: das «namentlich». Ich habe bereits angetönt, dass ich, nachdem ich den Antrag Salvioni zurückgezogen habe, der das Wort «namentlich» streichen wollte – bei Artikel 189 Absatz 1 –, diesen Unterschied bei Artikel 190 nicht mehr aufrechterhalten möchte. Ich glaube, die Sache ist reif zu einer einvernehmlichen Lösung, nachdem die Hauptschwäche des Minderheitsantrages eliminiert worden ist.

Ich kann nicht die Auffassung der Fraktion bekanntgeben. Ich habe aber mit Frau Nabholz und den Herren Petitpierre und Leuba kurz gesprochen. Unter der Bedingung der Streichung des Passus «oder einer beischlafsähnlichen Handlung» wären wir somit bereit, dem modifizierten Minderheitsantrag zuzustimmen.

Bundespräsident Koller: Wir kommen offenbar zu vorgerückter Stunde zu etwas unkonventionellen Methoden der Differenzbereinigung zwischen Mehrheit und Minderheit. Wenn ich Sie richtig verstanden habe, wäre die Minderheit einverstanden, die erste Differenz zu beseitigen und Artikel 190 auf den klassischen Fall der Vergewaltigung, also auf den Beischlaf, zu beschränken. Das nehme ich zur Kenntnis. Damit wird tatsächlich eine Differenz beseitigt. Es bleibt aber die andere Differenz in bezug auf das «namentlich»: In bezug auf das «namentlich» möchte ich Sie doch bitten, der Mehrheit Ihrer Kommission, der sich der Bundesrat anschliesst, zuzustimmen. Man hat gesagt, das sei nicht logisch und sei nicht seriöse Gesetzgebung. Aber es geht hier zweifellos nicht um ein Problem rein formaler Logik, sondern es geht um ein Problem der juristischen Wertung. In Artikel 190 haben Sie eine eindeutig strengere Strafandrohung. Die Mindeststrafe, die beim Tatbestand von Artikel 190 auszusprechen ist, ist bekanntlich ein Jahr Zuchthaus. Bei Artikel 189 ist dagegen die Mindeststrafe drei Tage Gefängnis.

Nun legt die unterschiedliche Wertung zweifellos nahe, dass bei einem Straftatbestand, der eine derart strenge Strafandrohung vorsieht, eine grössere Bestimmtheit verlangt werden muss. Das ist der Grund, weshalb die Mehrheit Ihrer Kommission und der Bundesrat beim Tatbestand von Artikel 190 das «namentlich» herausnehmen möchten. Denn jeder Normadressat muss bei einer derartig eingreifenden Strafe von mindestens einem Jahr Zuchthaus genau wissen, welche Tatbestandselemente gegeben sind – das verlangt der Bestimmtheitsgrundsatz –, während bei einer weniger weitgehenden Strafandrohung – wie wir sie in Artikel 189 haben – es eher hinzunehmen ist, wenn der Tatbestand diesbezüglich etwas offener bleibt.

Aus diesem Grund möchte ich Ihnen empfehlen, bei Artikel 190, bei der einzig verbleibenden Differenz, das «namentlich» mit der Mehrheit herauszustreichen.

Präsident: Ich stelle fest, dass im Antrag der Minderheit Fankhauser die vier Worte «oder einer beischlafsähnlichen Handlung» gestrichen sind. Der Unterschied zur Mehrheit besteht demnach nur noch im Wort «namentlich».

Abstimmung – Vote

Für den modifizierten Antrag der Minderheit 56 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit 52 Stimmen

Art. 190 Abs. 2, 3 – Art. 190 al. 2, 3
Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 191

Antrag der Kommission

Abs. 1

.... ihres Zustandes zum Beischlaf, zu einer beischlafsähnlichen oder einer anderen geschlechtlichen mit Zuchthaus bis zu zehn Jahren oder

Abs. 2

Streichen

Art. 191

Proposition de la commission

.... pour commettre sur elle l'acte sexuel, un acte analogue ou un autre acte d'ordre sexuel, sera puni de la réclusion pour 10 ans au plus ou de l'emprisonnement.

Al. 2

Biffer

Angenommen – Adopté

Art. 192

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

Streichen

Art. 192

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

Biffer

Abs. 1 – Al. 1

Angenommen – Adopté

Abs. 2 – Al. 2

Präsident: Infolge Ihres Entscheidens bei Artikel 187 gilt hier der Antrag der Mehrheit als angenommen.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 193

Antrag der Kommission

Abs. 1

Wer eine Person veranlasst, eine geschlechtliche Handlung vorzunehmen oder zu dulden, indem er eine Notlage oder eine durch ein Arbeits- oder Dienstleistungsverhältnis begründete Abhängigkeit oder eine Abhängigkeit ähnlicher Art ausnützt, wird mit Gefängnis bestraft.

Abs. 2

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

Streichen

Art. 193

Proposition de la commission

Al. 1

Celui qui, profitant de la détresse où se trouve la victime ou d'un lien de dépendance fondé sur des rapports de travail ou de prestations de service ou d'un lien de dépendance analogue, aura déterminé

Al. 2

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

Biffer

Abs. 1 – Al. 1

Angenommen – Adopté

Abs. 2 – Al. 2

Präsident: Dieser Entscheid ist ebenfalls eine Folge von jenem bei Artikel 187.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 194

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Braunschweig

Streichen

Art. 194

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Braunschweig

Biffer

Braunschweig: Ich bitte Sie zu später Stunde um Verständnis für eine sehr kleine und uns fremde Minderheit. Im Artikel 194 geht es um den Exhibitionismus. Wir lesen: «Der Exhibitionist als Täter ist eher harmlosen Zuschnitts.» So steht es bereits in der Botschaft des Bundesrates. Trotzdem sollen diese Menschen weiterhin dem Strafrecht unterstellt bleiben. Ich habe den Antrag auf Streichung bereits in der Kommission gestellt. Ich bin dort unterlegen und habe zunächst auf einen Minderheitsantrag verzichtet, weil ich weiss, dass es sich wirklich um eine kleine Minderheit handelt; aber auch das sind Menschen mit Problemen und Sorgen. In der Zwischenzeit hatte ich Kontakt mit Sozialarbeiterinnen und Sozialarbeitern. Sie haben mich gefragt, weswegen diese Frage nicht auch hier aufgegriffen wird. Die Kommissionsarbeit ist ihnen weitgehend unbekannt, sie ist nicht öffentlich. Daraufhin habe ich mich nach Rücksprache mit meiner Fraktion entschlossen, den Antrag im Plenum nochmals zu stellen.

Eine Begründung, weswegen die Exhibitionisten als harmlose Täter bezeichnet werden, können Sie in der Botschaft auf Seite 72 nachlesen; ich möchte dies nicht wiederholen. Heute ist unbestritten: Exhibitionisten sind in erster Linie kranke Menschen. Ihr Verhalten ist eine Krankheit, nicht ein kriminelles Verhalten, schon gar nicht ein gewalttätiges. Sie sind Patienten; deshalb ist es mehr als fragwürdig, wenn wir von Tätern sprechen. Wir sollten ein Sensorium entwickeln, um zu unterscheiden, wer kriminell und wer Patient ist. Ich gebe zu, das Verhalten ist uns fremd und für viele Menschen fast unerträglich, unverständlich, macht manchmal auch Angst oder löst einen vorübergehenden Schrecken aus, ist unangenehm – das ist alles richtig; aber das Verhalten ist nicht kriminell. Gewalttätigkeit kommt praktisch nicht vor.

Deswegen bin ich der Meinung, dass wir die Mittel anwenden sollten, die für solche Fälle vorhanden sind. Das sind nicht Polizei, Untersuchungsbehörde, Strafrecht, allenfalls sogar der Strafvollzug, sondern das sind die Fürsorge, die persönliche und mitmenschliche Betreuung, der Arzt, der Psychiater – je nach Abklärung des einzelnen Menschen und seiner Situation. Auch in dieser Beziehung besteht keine Meinungsdivergenz.

Es besteht in Absatz 2 die Absicht, eine ärztliche Behandlung vorzusehen, und ausserdem ist das Delikt ein Antragsdelikt. Das hilft mindestens in einem Punkt nicht. Ein Verfahren mittels Polizei und Untersuchungsbehörde muss dennoch stattfinden. Wir sollten diesen Menschen auch dieses Verfahren wenn möglich ersparen, weil für die meisten Menschen ein Verfahren mit Polizei und Strafverfolgung eine belastende Angelegenheit ist. Es gibt wenig Menschen, die das leichtnehmen. Hinzu kommt: Eine ärztliche Behandlung aufgrund eines Befehls, einer Verfügung des Untersuchungsrichters, ist in der Regel – nicht immer, aber sehr häufig – eine fragwürdige Sache. Es gibt viele Psychologen, Aerzte, Psychiater, die das geradezu ablehnen, weil sie Freiwilligkeit und Einsicht verlangen. Diese Einsicht ist manchmal vorhanden, kann zustande kommen. Aber es gibt Menschen – sie haben auch ihre menschlichen Schwächen –, die vielleicht sehr stur sind oder für die es eine hohe Angst- und Hemmschwelle gibt und die nicht bereit sind, eine solche ärztliche Behandlung auf sich zu nehmen. Dann kommt eben doch noch die Strafe, und zwar kommt sie vielleicht nach Jahren; es ist für sie fast nicht mehr nachvollziehbar, weshalb sie noch eine Strafe absolvieren müssen – für eine Tat, die sie vor Monaten oder Jahren begangen haben und die nicht schwerwiegend ist.

Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie daraus die Konsequenz ziehen und sagen würden, dass wir das Tun dieser Menschen nicht mehr als strafbar erklären und dass wir anderweitig den Kontakt mit ihnen suchen und pflegen wollen, damit man ihnen wirklich helfen kann. Die Gefängnisstrafe als letzte Möglichkeit kann das am allerwenigsten; denn diese Menschen sind häufig besonders einsam, sind durch ihre Lebenserfahrung bitter geworden. Sie bekommen im Gefängnis kaum Hilfe, im Gegenteil, dort werden sie noch einsamer, noch mehr verbittert. Deswegen müssen wir andere Wege suchen.

Diese Wege sind vorhanden: Es gibt überall, in jeder Gemeinde und in jedem Quartier, Fürsorgeeinrichtungen; es gibt Schulen, es gibt Lehrer, die alle für Kinder mitverantwortlich sind. Kinder sind am ehesten Exhibitionisten ausgesetzt. Gemeinsam sollte es in einer Gemeinschaft, in einem Dorf oder in irgendeiner Siedlung, möglich sein, ohne Strafrichter und ohne Polizei mit diesen und für diese Menschen eine Lösung zu finden.

Wenn im äussersten Notfall, d. h. wenn ganz besondere Hartnäckigkeit vorhanden ist, zu diesem Mittel doch noch gegriffen werden muss, dann gibt es vier Artikel später den Artikel 198, wo es um die geschlechtliche Belästigung geht; dieser Artikel könnte als Notbremse greifen, wenn es nicht mehr anders geht.

Normalerweise sind diese Menschen aber zugänglich, man kann mit ihnen sprechen; es braucht allerdings Menschen, Verantwortliche, die den Mut, die Zivilcourage haben, mit ihnen zu sprechen und ihnen zu sagen: Dieses Verhalten wollen wir nicht und dulden wir nicht; man muss vielleicht sogar energisch mit ihnen sprechen, aber sie sind ja nicht gefährlich. Das

kann getan werden von Nachbarn, von einem Lehrer oder von anderen Menschen, die für Kinder eine Mitverantwortung tragen.

Deswegen lade ich Sie ein, sich für die Selbstverantwortung einer Gemeinschaft einzusetzen, damit in erster Linie aus dieser Sicht das Problem angegangen und nicht gleich nach Polizei und Untersuchungsbehörde gerufen wird. Das ist anspruchsvoll, aber heute sind das Verständnis und die Bereitschaft in weiten Teilen unserer Bevölkerung vorhanden, auch bei den Behörden. Deswegen können wir den Schritt wagen, auf den Artikel 194 zu verzichten.

Ich bitte Sie, diesem Streichungsantrag zuzustimmen.

Hess Peter: Ich äussere mich nicht zum Problem des Exhibitionismus, benütze aber die Gelegenheit, zum Problem der Regelung der Verjährung ein Wort zu sagen. Wir haben bereits bei Artikel 187 Ziffer 4, Artikel 188 Ziffer 3 und jetzt bei Artikel 194 und später beim Militärstrafgesetzbuch Artikel 156 Ziffer 4 und Artikel 159 Absatz 3 den Antrag der Kommission, dass die Verjährungsregelung gemäss Bundesrat bzw. bei einem Artikel gemäss Ständerat zu streichen sei. Das hat zur Konsequenz – ich glaube, das hat im Rat kaum jemand mitbekommen –, dass für all diese Fälle die 5- bzw. 10jährige Verjährungsfrist gemäss dem Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches gilt. Nun muss ich mich allen Ernstes fragen, ob es wirklich unser Wille ist, für alle diese Deliktategorien, die zum Teil eben nur Antragsdelikte oder Vergehen sind, die 5- bzw. 10jährige Verjährungsfrist festzulegen.

Ich möchte daher zuhänden des Protokolls und vor allem für das Differenzbereinigungsverfahren beantragen, dass man sich – soweit es überhaupt im Differenzbereinigungsverfahren dann noch möglich ist – Rechenschaft gibt in der ständerätlichen Beratung, auf diesen Punkt nochmals zurückkommt und vielleicht die Zwischenlösung, die bei Artikel 187 vorgesehen war, nämlich generell eine 5jährige Verjährungsfrist, einfügen würde.

M. Leuba: Je ne m'exprimerai pas sur le problème de la prescription soulevée par M. Hess mais sur le problème de l'exhibitionnisme soulevé par M. Braunschweig. J'aimerais simplement rappeler que si vous n'avez pas de dispositions dans le Code pénal, cela veut dire que c'est permis! Si M. Braunschweig nous propose de supprimer purement et simplement l'article 194, cela signifie que, dorénavant, l'exhibitionnisme sera autorisé dans notre pays et c'est une conséquence inacceptable.

Pour le surplus, j'aimerais rappeler que l'enfer lui aussi est pavé de bonnes intentions et je ne doute pas des bonnes intentions de M. Braunschweig. Nous sommes d'accord que la très grande majorité des exhibitionnistes – peut-être tous – sont des malades, mais j'aimerais rappeler que la sanction pénale ou la menace de la sanction pénale est aussi un moyen de thérapie. Le Conseil fédéral a choisi ici une solution extrêmement souple – je vous invite à relire cette solution – puisqu'il prévoit qu'on peut suspendre l'exécution de la peine pour céder à un traitement qui s'impose dans tous les cas. Mais, pour l'amour du ciel, ne décidez pas que l'exhibitionnisme est dorénavant autorisé en Suisse!

M. Maître: Nous avons eu l'occasion de dire lors du débat d'entrée en matière que l'un des objectifs de cette révision était véritablement de protéger la liberté d'autrui, ce par quoi il faut entendre, en particulier, la liberté de ne pas avoir à subir un acte sexuel ou d'ordre sexuel – c'est-à-dire le viol ou les actes analogues – ou un acte du même type que l'on n'aurait pas accepté de voir. En l'occurrence, le problème est de faire en sorte que soient protégés ces personnes, notamment des enfants, qui ne souhaitent pas être confrontés à des actes de ce type.

C'est aussi un problème de défense de liberté. Il est vrai que ceux qui se livrent à de l'exhibitionnisme sont, la plupart du temps, des malades et qu'ils doivent bénéficier, à cet égard, d'un traitement adéquat qui n'est pas nécessairement pénal. C'est précisément ce que prescrit l'article 194, alinéa 2, qui permet au juge de suspendre l'application de toute peine, si

un traitement médical, en l'occurrence un traitement psychiatrique, est engagé. On a donc là une disposition qui est parfaitement équilibrée en ce qui concerne l'auteur de l'acte qui pourra se faire soigner, nécessaire en ce qui concerne les victimes potentielles qu'il convient de protéger. Il faut donc maintenir un degré de protection suffisant dans le droit pénal.

M. **Cotti**, rapporteur: Je n'ai rien à ajouter à ce qui a été dit par MM. Leuba et Maître, tous les arguments ont été donnés en ce qui concerne le texte français.

Frau **Spoerry**, Berichterstatterin: Zuerst zur Intervention von Kollege Peter Hess. Ich teile seine Meinung, dass die Fragen der Verjährung in dieser Beratung im allgemeinen etwas zu kurz gekommen sind. Beim vorliegenden Artikel ist aber folgendes festzuhalten: Wenn wir den Absatz 3 mit der Verjährungsvorschrift streichen, dann ist die Verjährung nicht 10 Jahre, sondern 5 Jahre. Denn wenn wir nichts über die Verjährung sagen, dann gelten die allgemeinen Grundsätze der Verjährung in Artikel 70 des Strafgesetzbuches, und das ist bei einer Zuchthausstrafe 10 Jahre, aber bei einer andern Strafdrohung – hier ist es Gefängnis oder Busse – ist es 5 Jahre. Wenn wir also hier den Absatz 3 streichen, gilt eine Verjährung von 5 Jahren.

Und nun zum Antrag von Herrn Braunschweig, diesen ganzen Artikel zu streichen. Herr Braunschweig hat es gesagt: Er hat diesen Antrag bereits in der Kommission gestellt, wir haben ihn ernsthaft diskutiert und ihn zum Schluss abgelehnt. Grundsätzlich teilen wir zwar die Auffassung von Herrn Braunschweig: Es handelt sich bei diesen Tätern vorwiegend um Kranke, und nicht um Menschen, die für ihr Verschulden Strafe verdienen. Aber gerade deswegen haben wir diesen Artikel beibehalten. Er bringt gegenüber dem geltenden Recht nämlich gewaltige Fortschritte. Heute ist die Belästigung mit unzüchtigen Handlungen ein *Offizialdelikt*, das im Gegensatz zum neuen Antragsdelikt keine Möglichkeit einer ärztlichen Behandlung vorsieht.

Wir haben in der Kommission festgestellt, dass bei allem Mitgefühl für einen Täter, der Exhibitionismus betreiben muss, in der Praxis Anzeigen nicht zu verhindern sind. Eltern regen sich darüber auf, wenn ihre Kinder wiederholt von einem Exhibitionisten belästigt werden. Sie werden daher zur Polizei gehen. Wenn wir den Artikel 194 nicht mehr haben, werden sie sich auf den Artikel 198 mit der geschlechtlichen Belästigung berufen. Dann aber fehlt die Möglichkeit zur Therapie. Der neue Artikel 194 bringt dem Täter die Chance, dass er einer Therapie zugeführt wird; dies kann für den Täter eine wirkliche Hilfe sein.

Wir bitten Sie daher, der Kommission zu folgen und den Artikel 194 beizubehalten.

Bundespräsident **Koller**: Zunächst eine Bemerkung zur Verjährungsproblematik: Ich habe bei Artikel 187 – bei den geschlechtlichen Handlungen mit Kindern – bewusst nicht interveniert, weil ich die Verhandlungen nicht verlängern wollte. Aber nachdem das Problem schon aufgeworfen wurde, sei hier klar festgehalten, dass der Bundesrat bei der Lösung des Ständerates bleiben möchte. Es ist dem Bundesrat nicht verwehrt, gelegentlich auf den Zweitrat zu hoffen, wenn ohnehin eine Differenz besteht.

Nun zum Problem des Exhibitionismus: Ich glaube, Herr Braunschweig geht mit mir einig, dass wir gegenüber dem heutigen Rechtszustand mit einem *Offizialdelikt* einen grossen Schritt nach vorne gemacht haben. Es soll künftig nur ein Antragsdelikt sein. Wenn also exhibitionistische Handlungen niemanden stören, dann kommt es auch nicht zu einem Strafverfahren. Andererseits müssen wir realistisch zur Kenntnis nehmen, dass Exhibitionisten, wenn sie in einer Gegend immer wieder auftauchen, tatsächlich eben doch Unruhe stiften können, vor allem gegenüber Kindern und Jugendlichen, und dann müssen wir eine Eingriffsmöglichkeit haben. Dieser Eingriff soll ja ärztliche Behandlung und nicht in erster Linie Strafverfolgung sein. Wir wissen auch, dass solche ärztlichen Behandlungen heute grosse Erfolgchancen haben.

Aus diesem Grunde möchte ich Ihnen empfehlen, den Streichungsantrag Braunschweig abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag Braunschweig	Minderheit

Art. 195

Antrag der Kommission

Abs. 1

.... wer die Handlungsfreiheit einer Person, die Prostitution betreibt, dadurch beeinträchtigt,

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 195

Proposition de la commission

Al. 1

.... à la prostitution, celui qui aura porté atteinte

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 196

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 197

Antrag der Kommission

Ziff. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ziff. 2 – 5

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Zwygart

Ziff. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Steffen

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 197

Proposition de la commission

Ch. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Ch. 2 – 5

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Zwygart

Ch. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Steffen

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Zwygart: Artikel 197 beschäftigt sich mit der Pornographie. In Ziffer 2 beantrage ich, dem ursprünglichen Vorschlag des Bundesrates zuzustimmen.

Bei Ziffer 1 wird umschrieben, was mit sogenannten Softporno-Darstellungen gemeint ist. Die Hauptabsicht bei Ziffer 1 ist aber der Jugendschutz. Da wird eine wohltuende Unterscheidung gemacht, dass im engeren Bereich nur ausschliesslich Gefängnis vorgesehen ist und nicht Busse oder Gefängnis. Diese Verstärkung des Ständerates, dem unsere Kommission beizupflichten scheint, möchte ich positiv vermerken.

Nun zu Ziffer 2. Hier werden allgemeingültige Einschränkungen umschrieben. Aber aus meiner Sicht ist die ursprüngliche Formulierung insofern einschränkender, als der Kanton ver-

mehrte Rechte zur Einschränkung erhält. Es ist doch widersinnig, Hintertürchen zu öffnen bei einem an und für sich problematischen Bereich, damit dann Softpornos gezeigt werden können. Es könnte dann genügen, dass nach dem Vorschlag der Kommission im Fernsehprogramm stehen würde «Sex-film», und damit wäre dem Gesetz Genüge getan, und der Streifen könnte gezeigt werden.

Es stellt sich hier die Frage, ob man gewillt ist, die Grenzen beizubehalten oder sie zu öffnen. Die Zuständigkeit der Kantone im Gerichtswesen bleibt natürlich bestehen. Aber seien wir uns bewusst: Gewisse Schranken sind doch immer und immer wieder weiter weggerutscht. Es gibt gar Leute, die sagen, die Ziffer 1 und die Ziffer 2 sollte man eigentlich fallenlassen. Somit wären Softpornos erlaubt. Es gibt sogar Stimmen, die sagen – und in gewissen ausländischen Städten ist das schon so –, dass auch das unter Ziffer 3 Genannte, der «harte Porno», durchaus praktiziert werden könnte. Die sogenannten Wertmassstäbe unserer Gesellschaft haben sich stetig in Richtung Aufweichung und Aufgeben von Schranken im Bereich der Sexualität verschoben.

Ich hoffe, dass wir bereit sind, diese Schranken aufrechtzuerhalten. Denken wir daran: Je weiter man die Schranken hinauschiebt, desto mehr kommen andere Bereiche ins Rutschen. Die Brutalität, das Verbrechen sind an gewissen Orten die Begleiterscheinungen.

Ich hoffe, dass wir hier dem Bundesrat, also der ursprünglichen Fassung, zustimmen, um den Aufweichungstendenzen nicht weiter Vorschub zu leisten.

Steffen: Mein Antrag zielt dahin, die mit den Beschlüssen des Ständerates geschaffenen Nischen in der Pornographiegesetzgebung aufzuheben und eine unstatthafte Privilegierung bestimmter Veranstalter, Kunstschaffender und Wissenschaftler zu verhindern. Dabei nehme ich in Kauf, dass man mir den Vorwurf macht, mein Antrag sei nicht menschenrechtskonform, unterscheide sich von der kürzlich beschlossenen Gesetzgebung in Artikel 135 Brutalverbot, und er widerspreche der heutigen Gerichtspraxis.

Die von mir vorgenommene Güterabwägung ist von der Wahrung der Menschenwürde geprägt. Sie gewichtet insbesondere die ungestörte sexuelle Entwicklung von Kindern und Jugendlichen stärker, als es dies der Ständerat bei seiner Behandlung des Geschäftes getan hat. Harte Pornographie ist auch für erwachsene Konsumenten ein Gift, welches zu schweren Schädigungen der Persönlichkeit führt und erhebliche Beeinträchtigungen im partnerschaftlichen Verhältnis mit sich bringen kann; ganz abgesehen von der Gefahr, dass Kinder an pornographisches Material wie z. B. Videobänder herankommen, diese unbeaufsichtigt konsumieren, kopieren und von Schulmappe zu Schulmappe zirkulieren lassen. Das ist leider, dank der fortschrittlichen Gerichtspraxis, welche gültige Gesetzesnormen missachtet, schon heute gang und gäbe.

Nun ein paar Bemerkungen zu den Beschlüssen des Ständerates. Herr Kollege Zwygart hat sich zu Ziffer 2 ausführlich geäußert. So kann ich mich sehr kurz halten. Ziffer 2 bestimmt, dass Ausstellungen und Vorführungen von Pornographie in geschlossenen Räumen straflos bleiben sollen, wenn im voraus auf den pornographischen Charakter hingewiesen wird. Da möchte ich Ihnen, Herr Bundesrat, eine Frage stellen: Wie darf auf den pornographischen Charakter hingewiesen werden? Ist es statthaft, dies beispielsweise mit Inseraten – ich denke da an «Blick»-Inserate –, Flugblättern oder Plakaten zu tun? Dürften Medien im nachhinein darüber berichten?

Zur neu eingefügten Ziffer 5 des Ständerates. Hier werden, ähnlich wie in Artikel 135 Brutalverbot, schutzwürdige kulturelle und wissenschaftliche Gegenstände und Vorführungen vom Verbot ausgenommen. Meiner Meinung nach hat diese Privilegierung einen Pferdefuss. Ich erinnere an die rechtlichen Auseinandersetzungen rund um die Kunstwerke der Maler Kurt Fahrner und Joseph Felix Müller. Martin Schubarth, heute wiedergewählter Bundesrichter, damals noch Rechtsanwalt und Professor in Basel, hat sich schon vor zehn Jahren dahin publizistisch geäußert, dass man nur im Notfall eine Einschränkung der künstlerischen Freiheit vornehmen könne.

Für Juristen und Richter sei die Kunst nur schwer rechtlich zu fassen, weil Juristen die Bedeutung eines Künstlers und seines Werkes nicht einschätzen könnten; so müssten sie sich auf Kenner, zum Beispiel Kunstkritiker, und ihr Urteil verlassen.

Sollte Ziffer 5 im Strafgesetz Eingang finden, würden letztlich Kunst-, Film- oder Theaterkritiker darüber befinden, welche Kunst – eben auch hart pornographische – schutzwürdig wäre und so straflos gezeigt werden dürfte. Die heutige Praxis in einem andern Bereich wurde im Zusammenhang mit dem Rechtsstreit um den gotteslästerlichen Film «Das Gespenst» von Herbert Achternbusch sichtbar, bei dem sich Richter auf das Werturteil von Filmexperten stützten und den Film trotz grosser Widerstände und Reklamationen zur Aufführung freigaben. Ich bin überzeugt, dass dannzumal Aktionskünstler wie Hermann Nitsch seine Schweine an Kreuze nageln, ihnen den Bauch vor versammelter Kunstelite aufschlitzen dürfte, so dass Därme, Blut, Kot und Urin aus der Bauchhöhle spritzen, und das unter dem Applaus der Anwesenden. Deutsche und österreichische Boulevardzeitungen berichteten jeweils über solche Kunstorgien und verbreiteten so widerlichste Bilder und Beschreibungen unter die Masse der Leserschaft.

Das Beispiel fällt nicht unter Pornographie – hängen Sie mich an diesem Umstand nicht auf –, aber es schildert die Stossrichtung, die bei widerlicher Pornographie enden dürfte. Ich weiss, dass ich mit diesem Antrag gegen den Strom der vom Zeitgeist geprägten Experten und Politiker schwimme. Aber das kümmert mich wenig. Mindestens ist in den Materialien zu diesem Gesetz festgeschrieben, dass Widerstand gegen die beabsichtigte, folgenschwere Oeffnung der Pornographiegesetzgebung aufgekommen ist. Ich ersuche Sie alle, denen Menschenwürde mehr bedeutet als künstlerische Duldung von schweineischen Exzessen, meinem Antrag zuzustimmen.

M. Cotti, rapporteur: Je dirai avant tout que la notion de pornographie qu'on a introduite dans le but de juger et de limiter certaines représentations est plus claire que l'idée de publication obscène telle qu'elle existe dans le Code pénal actuel. Il s'agit évidemment de représentations de comportements sexuels sans le contexte de relations humaines qui impliquent normalement ces comportements, les rendant ainsi vulgaires et importuns. Les juges auront certainement des difficultés à délimiter la pornographie qui est illicite par rapport à des représentations érotiques admises. Mais ils pourront surmonter ces difficultés car il y a des aspects en la matière qu'on ressent. Un juge américain qui s'est occupé du problème dernièrement a dit: «When I see it, I can tell.» En d'autres termes, les juges savent en général reconnaître les limites au-delà desquelles l'érotisme devient pornographie, un acte qui sort d'un cadre humain transformé en un tout autre aspect, un aspect mécanique dirai-je, anatomique, en dehors de tout type de sentiment. Cet article représente donc un pas en avant dans la lutte contre les représentations pornographiques.

Vous avez soulevé quelques objections quant aux motifs ou aux valeurs culturelles et scientifiques qui rendraient admissibles certaines représentations. Nous avons eu l'occasion de discuter à ce sujet lorsque nous avons introduit l'article 135 du Code pénal concernant les représentations de violence. Je dois vous avouer que la commission ne s'est plus penchée sur cet aspect du problème qui avait été élucidé il y a une année et demie dans cette salle. Je ne pourrais plus vous répéter exactement les arguments avancés en l'occurrence. Chacun est à même de se rendre compte que certaines représentations peuvent être utilisées à des fins scientifiques – plutôt que culturelles dans le cas présent – ne serait-ce que pour délimiter la licéité ou l'illicéité de ces représentations. Je ne peux pas entrer dans les détails, mais je ne voudrais cependant pas exclure cette possibilité-là. Les juges seront d'ailleurs toujours très limitatifs lorsqu'il s'agira d'interpréter cette norme.

Nous avons prévu des peines, nous avons introduit le critère de pornographie dure et de pornographie douce – je vous épargnerai la description de la pornographie dure, vous l'avez lue dans le message. Nous nous sommes donc préoccupés de protéger les jeunes gens du danger de la pornographie qualifiée de «douce». Ce sont des représentations qui peuvent

être acceptées lorsqu'une personne est mûre et capable de déterminer son comportement sexuel, mais lorsqu'il s'agit d'un jeune homme – ou d'une jeune femme – encore immature, il faut les interdire. La différence est claire: une interdiction est de type absolu, l'autre est limitée aux jeunes gens. Je ne crois pas que l'on puisse dire que c'est une solution très permissive, elle est à mon avis très limitative si l'on tient compte de la situation actuelle dans le pays.

Frau **Spoerry**, Berichterstatterin: Herr Steffen befürchtet, dass wir mit der Fassung des Pornographieartikels, wie wir ihn vorgehen, der Verbreitung der Pornographie im Zuge des Zeitgeistes Vorschub leisten. Wir können Herrn Steffen beruhigen, wir machen das Gegenteil, indem wir die harte Pornographie ohne Wenn und Aber verbieten. Das ist ein Fortschritt. Wir haben das bei den Brutalos auch so gemacht; wir haben die ekel-erregenden Gewaltdarstellungen der Gewalt zuliebe mit dem Artikel 135 schlicht verboten.

Ich erinnere mich gut an die Diskussion, die wir dazu in diesem Rat führten. Wir mussten uns den Vorwurf gefallen lassen, wir seien engstirnig und nicht liberal, jeder erwachsene Mensch könne doch ansehen, was er wolle. Dasselbe könnte man auch hier sagen. Wir vertreten aber die Ansicht, dass im Interesse des Jugendschutzes der Brutalo und die harte Pornographie vollständig zu verbieten sind.

Die Erwachsenen müssen das «Opfer» ihrer Freiheit bringen, diese Streifen nicht anzusehen. Nur so ist es möglich, dass sie auch von den Jugendlichen ferngehalten werden. In diesem Sinne verschärfen wir den geltenden Tatbestand, um die schlimmsten Auswüchse dieser Branche zu unterbinden.

Wir machen die Ausnahme in Absatz 5, mit Zulassung von Darstellungen von wissenschaftlich-kulturellem Wert. Sie stossen sich daran, Herr Steffen, und haben gleichzeitig die zutreffende Begründung geliefert, warum wir das tun. Wir tun das tatsächlich in Analogie zum Brutalo-Artikel; auch dort haben wir diese Ausnahme zugelassen im Vertrauen darauf, dass damit nicht Missbrauch getrieben wird.

Zum Antrag von Herrn Zwygart, der beim zweiten Satz von Ziffer 2, wo es sich um die weiche Pornographie handelt, dem Bundesrat folgen möchte. Der Bundesrat sagt in dieser Ziffer, die Kantone könnten für Kinovorführungen einschränkendere Bestimmungen vorsehen. Es handelt sich dabei um eine Selbstverständlichkeit, die im Verwaltungsstrafrecht so vorgesehen ist. Deswegen hat der Bundesrat auch auf diese Ziffer verzichtet.

Die Ziffer, die jetzt der Ständerat eingeführt hat, präzisiert, was das Gesetz verlangt, nämlich dass man die weiche Pornographie niemandem unter 16 Jahren zugänglich machen darf, dass aber Erwachsene das konsumieren dürfen, wenn es ihnen Spass macht. Der Anbieter muss darauf aufmerksam machen, dass es sich um weiche pornographische Darstellungen handelt, die für Jugendliche nicht zugänglich sind. Damit genügt man den Anforderungen des Gesetzes.

Ich bitte Sie daher, der Kommissionmehrheit zuzustimmen.

Bundespräsident **Koller**: Zunächst zum Antrag von Herrn Zwygart: Der Antragsteller bringt mich in eine schwierige Situation, wenn er sagt, er möchte bei Ziffer 2 Absatz 2 dem Bundesrat zustimmen. Wir haben leider feststellen müssen, dass wir hier eine Selbstverständlichkeit ins Gesetz aufgenommen haben. Wir sollten solche Artikel, die rein deklaratorischen Wert haben, nicht ins Gesetz aufnehmen, weil sie eher Verwirrung stiften als Klarheit schaffen.

Das Ziel, das Sie verfolgen, ist durch Artikel 335 Ziffer 1 Absatz 2 klar abgedeckt. Es heisst dort: «Sie (die Kantone) sind befugt, die Uebertretung kantonaler Verwaltungs- und Prozessvorschriften mit Strafe zu bedrohen.» Und weil das schon im Strafgesetzbuch in dieser Bestimmung enthalten ist, macht es keinen Sinn, das nochmals ausdrücklich zu sagen. Ich muss zugeben, dass der Bundesrat offenbar selber zu diesem Missverständnis beigetragen hat.

Zu den Bedenken von Herrn Steffen in bezug auf Ziffer 2 und die sogenannt geschlossenen Filmvorführungen: Auch hier hat der Ständerat nur einen Gedanken aufgenommen, den wir in der Botschaft Seite 82 bereits benannt hatten in Anlehnung

an einen Bundesgerichtsentscheid (96 IV 70). Dort hat das Bundesgericht ausgeführt: «Im Gegensatz zu allgemein zugänglichen Schriften und Bildern entfällt bei Filmvorführungen auch weitgehend die Gefahr, dass das Publikum gegen seinen Willen mit Darbietungen sexuellen Inhalts konfrontiert wird, namentlich wenn die Kinobesucher durch entsprechende Anzeigen zum Voraus auf Gegenstand und Charakter des 'pornographischen' Filmes aufmerksam gemacht werden.»

Diesen Gedanken hat der Ständerat aufgenommen. Ich kann Ihre Frage dahin beantworten, dass das selbstverständlich nicht öffentlich mit pornographischen Bildern angekündigt werden darf, denn sonst bestünde ja Gefahr, dass Ziffer 1 von Artikel 197 erfüllt wäre.

Dann noch zu Ihrem Streichungsantrag in bezug auf Ziffer 5: Wir haben dieser Ziffer 5 zugestimmt, weil sie Klarheit schafft in bezug auf die Konformität mit der Europäischen Menschenrechtskonvention. Die Europäische Menschenrechtskonvention gewährleistet die Meinungsäusserungsfreiheit, und dazu gehört auch die Freiheit künstlerischer Aeusserung. Wir haben eine genau gleiche Vorschrift auch beim Brutaloverbot in Artikel 135 aufgenommen.

Herr Steffen, ich kann Sie auch beruhigen. Ob künstlerische Darstellungen tatsächlich schutzwürdig sind, darüber entscheidet natürlich nicht der sogenannte Künstler individuell, sondern darüber entscheidet, wenn streitig wird, ob etwas tatsächlich einen schutzwürdigen kulturellen oder wissenschaftlichen Wert habe, der Richter. Es besteht also keine Gefahr, dass Künstler dieses Recht von vornherein in Anspruch nehmen könnten.

Aus diesem Grunde möchte ich Sie bitten, der Ziffer 5 – auch im Sinne einer einheitlichen Systematik des ganzen Strafrechtes, analog zum Brutaloverbot – zuzustimmen.

Präsident: Herr Zwygart hat seinen Antrag zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag Steffen	Minderheit

Art. 198

Antrag der Kommission

Wer von jemandem wer jemanden tätlich oder in grober Weise durch Worte geschlechtlich belästigt,

Art. 198

Proposition de la commission

...., celui qui aura importuné une personne par des attouchements d'ordre sexuel ou par des paroles grossières, sera,

Angenommen – Adopté

Art. 199, 200, 201 – 212, 358

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. II Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. II préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Zwölfter Abschnitt

Antrag der Kommission

Titel

Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität

Chapitre douzième*Proposition de la commission*

Titre

Infractions contre l'intégrité sexuelle

*Angenommen – Adopté***Art. 153***Antrag der Kommission*

Titel

Sexuelle Nötigung

Abs. 1

Mehrheit

Wer eine Person zur Duldung einer beischlafsähnlichen oder einer anderen geschlechtlichen Handlung nötigt, namentlich indem er sie bedroht, Gewalt anwendet, sie unter psychischen Druck setzt oder zum Widerstand unfähig macht, wird mit Zuchthaus bis zu zehn Jahren oder mit Gefängnis bestraft.

Minderheit

(Salvioni, Bonny, Cevey, Tschuppert, Wanner)

.... Handlung nötigt, indem

Abs. 2

Streichen

Abs. 3

Handelt der Täter grausam, verwendet er namentlich eine gefährliche Waffe oder einen anderen gefährlichen Gegenstand, so ist die Strafe Zuchthaus nicht unter drei Jahren.

Abs. 4

Streichen

Art. 153*Proposition de la commission*

Titre

Contrainte sexuelle

Al. 1

Majorité

Celui qui, notamment usant de menace, de violence, en exerçant des pressions d'ordre psychique ou en la mettant hors d'état de résister, aura contraint une personne à subir un acte analogue à l'acte sexuel ou un autre acte d'ordre sexuel, sera puni de la réclusion pour 10 ans au plus ou de l'emprisonnement.

Minorité

(Salvioni, Bonny, Cevey, Tschuppert, Wanner)

Celui qui, usant

Al. 2

Biffer

Al. 3

Si l'auteur a agi avec cruauté, notamment s'il fait usage d'une arme dangereuse ou d'un autre objet dangereux, la peine sera la réclusion pour trois ans au moins.

Al. 4

Biffer

*Titel, Abs. 2–4 – Titre, al. 2–4**Angenommen – Adopté*

Abs. 1 – Al. 1

Präsident: Hier verweise ich auf Diskussion und Entscheide zu den Artikeln 189 und 190.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Art. 154***Antrag der Kommission*

Titel

Vergewaltigung

Abs. 1

Mehrheit

Wer eine Person weiblichen Geschlechts zur Duldung des Beischlafs nötigt, indem er sie bedroht, Gewalt anwendet, sie un-

ter psychischen Druck setzt oder zum Widerstand unfähig macht, wird mit Zuchthaus bis zu zehn Jahren bestraft.

Minderheit

(Fankhauser, Bär, Braunschweig, Danuser, Jeanprêtre, Reichsteiner, Stamm)

Wer eine Person weiblichen Geschlechts zur Duldung des Beischlafs oder einer beischlafsähnlichen Handlung nötigt, namentlich indem er sie bedroht, Gewalt

Abs. 2

Streichen

Abs. 3

Handelt der Täter grausam, verwendet er namentlich eine gefährliche Waffe oder einen gefährlichen Gegenstand, so ist die Strafe Zuchthaus nicht unter drei Jahren.

Art. 154*Proposition de la commission*

Titre

Viol

Al. 1

Majorité

Celui qui, usant de menace, de violence, en exerçant des pressions d'ordre psychique ou en la mettant hors d'état de résister, aura contraint une personne du sexe féminin à subir l'acte sexuel, sera puni de la réclusion pour 10 ans au plus.

Minorité

(Fankhauser, Bär, Braunschweig, Danuser, Jeanprêtre, Reichsteiner, Stamm)

Celui qui, notamment en usant de menace, de violence, en exerçant des pressions d'ordre psychique ou en la mettant hors d'état de résister, aura contraint une personne du sexe féminin à subir l'acte sexuel ou un acte analogue à l'acte sexuel, sera puni de la réclusion pour dix ans au plus.

Al. 2

Biffer

Al. 3

Si l'auteur a agi avec cruauté, notamment s'il a fait usage d'une arme dangereuse ou d'un autre objet dangereux, la peine sera la réclusion pour trois ans au moins.

*Titel, Abs. 2, 3 – Titre, al. 2, 3**Angenommen – Adopté*

Abs. 1 – Al. 1

Präsident: Hier gilt das gleiche wie bei Artikel 153.*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Art. 155***Antrag der Kommission*

Abs. 1

.... ihres Zustandes zum Beischlaf, zu einer beischlafsähnlichen oder einer anderen geschlechtlichen mit Zuchthaus bis zu zehn Jahren oder

Abs. 2

Streichen

Art. 155*Proposition de la commission*

Al. 1

.... pour commettre sur elle l'acte sexuel, un acte analogue ou un autre acte d'ordre sexuel, sera puni de la réclusion pour 10 ans au plus ou de l'emprisonnement.

Al. 2

Biffer

Angenommen – Adopté

Art. 155a (neu)*Antrag der Kommission*

Titel

Strafrecht und Strafgerichtsbarkeit

Wortlaut

Sexuelle Nötigung und Vergewaltigung sind dem zivilen Strafrecht und der zivilen Strafgerichtsbarkeit unterworfen, wenn der Täter der Ehegatte des Opfers ist und mit diesem in einer Lebensgemeinschaft lebt.

Art. 155a (nouveau)*Proposition de la commission*

Titre

Application du droit pénal et de la juridiction pénale ordinaire

Texte

La contrainte sexuelle et le viol seront soumis au droit pénal et à la juridiction pénale ordinaire si l'auteur est marié avec la victime et si l'auteur mène une vie commune avec la victime.

*Angenommen – Adopté***Art. 156***Antrag der Kommission*

Ziff. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ziff. 1bis (neu)

Mehrheit

Die Handlung ist nicht strafbar, wenn das Kind mindestens 14 Jahre alt und der Täter nicht mehr als 4 Jahre älter ist. Die Handlung ist ebenfalls nicht strafbar, wenn alle Beteiligten weniger als 14 Jahre alt sind.

Minderheit

(Hafner Ursula, Bär, Braunschweig, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner, Stamm)

Die Handlung ist nicht strafbar, wenn der Täter nicht mehr als 4 Jahre älter ist als das Kind. Die Handlung ist ebenfalls

Ziff. 2

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

.... nicht zurückgelegt, so kann die zuständige

Ziff. 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ziff. 4

Streichen

Antrag Steffen

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 156*Proposition de la commission*

Ch. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ch. 1bis (nouveau)

Majorité

L'acte n'est pas punissable si l'enfant est âgé de 14 ans au moins et si l'auteur n'est pas de 4 ans plus âgé que lui. L'acte n'est pas non plus punissable si tous les participants sont âgés de moins de 14 ans.

Minorité

(Hafner Ursula, Bär, Braunschweig, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner, Stamm)

Si la différence d'âge entre l'auteur et l'enfant est de moins de 4 ans, l'acte n'est pas punissable. L'acte n'est pas non plus punissable

Ch. 2

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

.... 20 ans, l'autorité compétente

Ch. 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ch. 4

Biffer

Proposition Steffen

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Präsident: Auch hierzu wurde die Diskussion bereits geführt.

Ziff. 1, 3, 4 – Ch. 1, 3, 4

Angenommen – Adopté

Ziff. 1bis, 2 – Ch. 1bis, 2

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Art. 157***Antrag der Kommission*

Titel

Ausnützen der militärischen Stellung

Ziff. 1

Streichen

Ziff. 2

Wer unter Ausnützung seiner militärischen

Art. 157*Proposition de la commission*

Titre

Profiter de sa situation militaire

Ch. 1

Biffer

Ch. 2

.... à une personne un acte

*Angenommen – Adopté***Art. 158, 159***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 159a***Antrag der Kommission*

Abs. 1

Wer von jemandem, wer jemanden tätlich oder in grober Weise durch Worte geschlechtlich belästigt,

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 159a*Proposition de la commission*

Al. 1

.... , celui qui aura importuné une personne par des attouchements d'ordre sexuel ou par des paroles grossières, sera puni des arrêts.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 159b***Antrag der Kommission*

.... Handlung dieses Abschnittes gemeinsam

Art. 159b

Proposition de la commission
.... le présent chapitre aura

Angenommen – Adopté

Ziff. III, IV

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. III, IV

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	92 Stimmen
Dagegen	2 Stimmen

C. Militärstrafgesetz
(Disziplinarische Ahndung des Konsums geringer Mengen von Betäubungsmitteln)
C. Code pénal militaire
(Répression disciplinaire de la petite consommation de stupéfiants)

Titel und Ingress, Ziff. I, II

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I, II

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	86 Stimmen (Einstimmigkeit)
---------------------------------	--------------------------------

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

90.2008

Pétition Pedernana Ron
Revision des StGB. Inzestbestimmung

Pétition Pedernana Ron
Révision du Code pénal.
Dispositions sur l'inceste

Herr **Cotti** unterbreitet im Namen der Kommission für die Vorbereitung der Revision des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzbuches den folgenden schriftlichen Bericht:

1. Mit Eingabe vom 8. September 1988 reichte Herr Ron Pedernana eine Petition ein, welche am internationalen Inzest-Seminar vom 14. August 1988 verabschiedet wurde. Die Petenten fordern das Parlament auf, Artikel 187 des Entwurfs zur Revision des Strafgesetzbuches in folgendem Sinne und mit folgender Begründung zu ändern:

«Wir sind der Meinung, dass streng getrennt werden muss, ob der Täter eines Sexualverbrechens eine Bezugsperson des Opfers ist oder nicht. Die Tat ist für das von einer Vertrauensperson sexuell ausgebeutete Kind mit sehr schwerwiegenden seelischen Folgen verbunden.

Es gibt für uns keine Gründe, sexuelle Handlungen zwischen gleichaltrigen Jugendlichen und Kindern unterhalb der Schutzaltersgrenze strafrechtlich gleichzusetzen mit sexuellen Handlungen in Abhängigkeitsverhältnissen.

Wir befürworten eine Öffnung des Strafmasses gegen unten, um therapiewilligen Tätern die Türen zur effektiven Resozialisierung zu öffnen. Wir fordern, dass die Verjährungsfrist in Fällen von geschlechtlichen Handlungen mit Abhängigen auf 15 Jahre ausgedehnt wird.»

2. Die Kommission für die Vorbereitung der Revision des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzbuches, welcher die Petition gemäss Artikel 40 Absatz 1 des Geschäftsreglementes des Nationalrates sowie Artikel 37 Absatz 1 des Geschäftsreglementes des Ständerates zur Prüfung überwiesen wurde, befasste sich am 28. August 1990 mit dieser Eingabe.

Die Kommission ist mehrheitlich der Auffassung, dass der in Artikel 187 StGB vorgesehene Strafrahmen den zuständigen Behörden die Möglichkeit gibt, bei der Beurteilung und Gewichtung der Tat zu berücksichtigen, ob der Täter eine Bezugsperson des Opfers ist oder nicht. Sie teilt sodann die Auffassung der Petenten, dass sexuelle Handlungen zwischen Gleichaltrigen oder fast Gleichaltrigen nicht mit sexuellen Handlungen in Abhängigkeitsverhältnissen gleichzusetzen sind. Aus diesen Gründen hat die Kommission dem Nationalrat in Artikel 187 beantragt, sexuelle Handlungen nicht unter Strafe zu stellen, wenn der Täter nicht mehr als vier Jahre älter ist als das mindestens 14 Jahre alte Kind. Zudem will die Kommission auch bei sexuellen Handlungen, bei denen alle Beteiligten weniger als 14 Jahre alt sind, von Strafandrohungen absehen.

Die Verjährungsfrist soll gemäss Antrag der Kommission zehn Jahre betragen.

Die Kommission verweist im übrigen auf die diesbezüglichen Beratungen des Nationalrates anlässlich der Wintersession 1990.

M. Cotti présente au nom de la commission chargée de préparer la révision du Code pénal et du Code pénal militaire le rapport écrit suivant:

1. Le 8 septembre 1988, M. Ron Pedernana a déposé une pétition adoptée à l'occasion du séminaire international sur l'inceste du 14 août 1988. Les signataires demandaient au Parlement de modifier l'article 187 du projet de révision du Code pénal suisse. Leurs arguments sont présentés ci-après:

«Nous sommes d'avis qu'en ce qui concerne l'auteur d'une infraction d'ordre sexuel il faut établir une distinction nette entre celui qui avait une relation de confiance avec la victime et celui qui n'en avait pas. Lorsque l'acte est commis par une personne de son entourage, l'enfant dont l'auteur a abusé subit en effet de très lourds préjudices de nature psychique. A nos yeux, il n'y a pas de raison d'assimiler sur le plan pénal les rapports sexuels de jeunes et d'enfants du même âge qui ont moins de 16 ans, à des actes d'ordre sexuel commis avec des personnes dépendantes.

Nous sommes favorables à une réduction de la peine de manière à donner la possibilité aux auteurs qui souhaitent suivre une thérapie de bénéficier d'une véritable resocialisation. Nous demandons que la prescription soit étendue à 15 ans en cas d'infraction d'ordre sexuel commise avec des personnes dépendantes.»

2. La commission chargée de préparer la révision du Code pénal et du Code pénal militaire s'est penchée le 28 août 1990 sur la pétition. C'est à elle, en effet, que devait être transmis ce texte en vertu de l'article 40, premier alinéa, du Règlement du Conseil national et de l'article 37, premier alinéa, du Règlement du Conseil des Etats.

La majorité de la commission est d'avis qu'il est possible aux autorités compétentes, dans les limites des peines prévues à l'article 187 du Code pénal, de distinguer, lors de l'apprécia-

tion et de la pondération de l'acte, entre les auteurs qui avaient une relation de confiance avec la victime et ceux qui n'en avaient pas. Elle s'associe ensuite aux signataires de la pétition lorsqu'ils estiment que les rapports sexuels entre jeunes du même âge ou presque ne sauraient être assimilés à des actes sexuels commis avec des personnes dépendantes. Aussi la commission a-t-elle proposé au Conseil national de ne prévoir aucune poursuite pénale à l'article 187 lorsqu'au moment de l'acte la différence d'âge entre l'auteur et la victime était inférieure à quatre ans et que la victime était âgée de 14 ans au moins. De plus, la commission entend renoncer aux sanctions pénales dans les cas où les personnes impliquées dans un acte sexuel auraient toutes moins de 14 ans.

La commission propose de porter la prescription à dix ans. Au surplus, la commission renvoie aux débats menés sur la question au Conseil national lors de la session d'hiver de 1990.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt, von der Petition Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission propose de prendre acte de la pétition sans lui donner suite.

Angenommen – Adopté

87.256

Pétition Centre d'accueil et de prévention, Freiburg Revision des Strafgesetzbuches

Pétition du Centre d'accueil et de prévention, Fribourg Révision du Code pénal

Herr **Cotti** unterbreitet im Namen der Kommission für die Vorbereitung der Revision des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzbuches den folgenden schriftlichen Bericht:

1. Das Centre d'accueil et de prévention, Freiburg, hat mit seinem Schreiben vom 30. Juni 1986 eine von 2100 Personen unterzeichnete Petition eingereicht. Anlass zur Petition war das Urteil, mit dem das Zuchtgericht des Saanebezirks am 11. Februar 1986 eine Mutter zu zehn Tagen Gefängnis bedingt verurteilte, weil sie ihrer dreizehnjährigen Tochter erweisenmässen ein Verhütungsmittel verschafft hatte. Mit ihrer Unterschrift geben die Petenten ihrem Zorn und ihrem Unwillen darüber Ausdruck, vor Gericht gezogen zu werden, wenn sie ihren Töchtern die Pille empfehlen. Es geht ihnen also darum, darauf hinzuweisen, dass das Gesetz, das solche Handlungen unter Strafe stellt, wirklichkeitsfremd ist und der Verantwortung nicht gerecht wird, welche die Eltern zu tragen haben.

Die Petenten ersuchen die eidgenössischen Räte:

- dafür zu sorgen, dass in Zukunft keine Person mehr wegen solcher Handlungen vor Gericht gezogen wird;
- das Nötige zu unternehmen, damit der Staatsanwalt in Zukunft in solchen Angelegenheiten nicht mehr allein darüber befindet, ob eine Person vor Gericht zu ziehen ist oder nicht. Sie regen an, es sei ihm eine Kommission zur Hand zu geben, die sich aus einem Arzt, Eltern, Psychologen und Mitgliedern der Beratungsstelle für Familienplanung sowie aus Sozialarbeitern zusammensetzt; dies hätte nach ihrer Auffassung den Vorteil, dass die Frage noch unter andern als nur rein rechtlichen Gesichtspunkten beurteilt werden könnte.

2. Am gleichen Tag ist eine entsprechende Petition bei der Staatskanzlei des Kantons Freiburg eingereicht worden. Der Freiburger Grosse Rat hat am 24. September 1986 beschlossen, die Petition an die Petitionskommissionen des National- und des Ständerates weiterzuleiten.

3. Auf Wunsch der Petenten und gestützt auf Artikel 37 Absatz 1 des Geschäftsreglementes des Ständerates sowie Artikel 40 Absatz 1 des Geschäftsreglementes des Nationalrates ist die Petition an die Kommission überwiesen worden, die mit der Vorberatung der Revision des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzbuches betraut ist.

4. Die Kommission beantragt dem Rat, von der Petition des Centre d'accueil et de prévention Kenntnis zu nehmen. Es ist jedoch weder Sache der parlamentarischen Kommissionen noch Sache der eidgenössischen Räte, zu einem Urteil eines kantonalen oder eines eidgenössischen Gerichts Stellung zu nehmen. Die parlamentarischen Kommissionen und die eidgenössischen Räte können nicht einmal auf die Vorschläge zur Zusammensetzung des fraglichen Gerichts eintreten.

Im übrigen macht die Kommission die Petenten auf die laufenden Verhandlungen über die Revision des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzbuches aufmerksam. Nach ihren Vorschlägen sollen geschlechtliche Handlungen mit Kindern im Schutzalter strafbar bleiben. Allerdings hat die Kommission dem Nationalrat in Artikel 187 beantragt, sexuelle Handlungen nicht unter Strafe zu stellen, wenn der Täter nicht mehr als vier Jahre älter ist als das mindestens 14 Jahre alte Kind. Zudem will die Kommission auch bei sexuellen Handlungen, bei denen alle Beteiligten weniger als 14 Jahre alt sind, von Strafdrohungen absehen.

Die Kommission hält jedoch fest, dass sie Verständnis für diesbezügliche Konfliktsituationen der Eltern hat. Die Frage, ob die Strafbefreiung und das Tolerieren geschlechtlicher Handlungen von Kindern mit den elterlichen Erziehungspflichten vereinbar sind, muss aber in Anwendung der allgemeinen Bestimmungen des Strafgesetzbuches beantwortet werden.

M. **Cotti** présente au nom de la commission chargée d'examiner la révision du Code pénal et du Code pénal militaire le rapport écrit suivant:

1. Par lettre du 30 juin 1986, le Centre d'accueil et de prévention de Fribourg a déposé une pétition signée par 2100 personnes. La pétition a été motivée par un jugement du 11 février 1986 du tribunal correctionnel de l'arrondissement de la Sarine condamnant une mère à dix jours d'emprisonnement avec sursis parce qu'elle avait manifestement procuré un moyen de contraception à sa fille âgée de 13 ans. En signant la pétition, les pétitionnaires ont exprimé «leur colère et leur refus d'être traînés devant le tribunal pour avoir conseillé la pilule à leurs filles». Ils tiennent donc à dire que la loi qui sanctionne de tels actes est irréaliste et ne correspond pas aux exigences actuelles des responsabilités auxquelles doivent faire face les parents.

Les pétitionnaires demandent aux Chambres fédérales:

- d'œuvrer pour qu'à l'avenir plus jamais une personne ne soit traînée devant le tribunal pour de tels faits;
- de faire le nécessaire de sorte que, pour de telles affaires, le procureur ne soit plus seul pour décider si oui ou non il va traîner une personne devant les tribunaux. Nous suggérons qu'il soit secondé par une commission composée d'un médecin, de parents, de psychologues et de membres du planning ainsi que de travailleurs sociaux. Cela aurait l'avantage d'envisager le problème sous d'autres angles que ceux du simple droit.

2. Une pétition analogue a été déposée le même jour à la Chancellerie d'Etat du canton de Fribourg. Le 24 septembre 1986, le Grand Conseil fribourgeois a décidé de renvoyer la pétition à la Commission des pétitions du Conseil national et du Conseil des Etats.

3. Sur désir des pétitionnaires et en vertu de l'article 37, premier alinéa, du Règlement du Conseil des Etats et de l'article 40, premier alinéa, du Règlement du Conseil national, la pétition a été transmise à la commission chargée d'examiner la révision du Code pénal et du Code pénal militaire.

4. La commission propose au conseil de prendre acte de la

pétition du Centre d'accueil et de prévention. Il n'appartient pourtant ni aux commissions parlementaires ni aux Chambres fédérales de se prononcer sur le bien-fondé du jugement d'un tribunal cantonal ou fédéral. Celles-ci ne peuvent même pas entrer en matière sur les propositions concernant la composition du tribunal en question.

Pour ce qui concerne les travaux de révision du Code pénal et du Code pénal militaire, la commission rend les pétitionnaires attentifs aux débats en cours. Selon ses propositions, les actes d'ordre sexuel avec des enfants en âge de protection devraient demeurer punissables. La commission a toutefois proposé au Conseil national de ne prévoir aucune poursuite pénale à l'article 187 lorsqu'au moment de l'acte, la différence d'âge entre l'auteur et la victime était inférieure à quatre ans et que la victime était âgée de 14 ans au moins. De plus, la commission entend renoncer aux sanctions pénales dans les cas où les personnes impliquées dans un acte sexuel auraient toutes moins de 14 ans.

Au surplus, la commission propose que l'acte ne soit pas non plus punissable, si tous les participants sont âgés de moins de 14 ans.

La question de la relation entre l'exemption de toute peine et la compatibilité de la tolérance des actes d'ordre sexuel des enfants avec le devoir d'éducation relève toutefois de la partie générale du Code pénal.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt, von der Petition Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission propose de prendre acte de la pétition sans lui donner suite.

Angenommen – Adopté

Schluss der Sitzung um 21.55 Uhr

La séance est levée à 21 h 55

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision

Code pénal et Code pénal militaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.12.1990 - 15:00
Date	
Data	
Seite	2309-2336
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 312

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

aus der letzten, sondern aus der vorletzten Legislatur. Warum soll man den Kantonen diese Befugnis nehmen, die diese Börsengesetzgebung bisher gemacht haben und nahe am Geschehen sind – das Geschehen also sehr genau kennen –, die im übrigen in der Lage sind, ihre Ordnungen aufeinander abzustimmen und miteinander in Uebereinstimmung zu bringen, damit der Börsenplatz Schweiz als solcher funktioniert, wenn sie doch willens und in der Lage sind, das modernere Recht zu schaffen?

Ich bitte Sie also, es bei der kantonalen Börsengesetzgebung zu belassen. Wie gesagt, gegen die Uebernahmeregulierung auf eidgenössischer Ebene habe ich nichts einzuwenden.

Schmid, Berichterstatter: Ich glaube, es ist in diesem Saal unbestritten und bekannt, dass ich ein Föderalist bin. Ich verstehe die Aussagen von Herrn Kollege Jagmetti. Ich hätte es auch nicht gern, wenn der Bund beginnen würde, mein kantonales Alpbüchlein 4,6 zu einem Bundesgesetz zu machen. Nur, dazu hat der Bund keine Veranlassung. Aber ein kantonales Börsengesetz durch eidgenössisches Recht zu ersetzen, dafür wird in Zukunft alle Veranlassung bestehen. Wir glauben nicht daran, dass sich die Börsen als kantonale Börsen werden halten können. Es wird eine «Börse Schweiz» geben. Ob nun in Zürich, in Basel, in Genf die Börsen weiter bestehen bleiben, ob sie technisch zusammengehängt werden, es wird einen «Börsenplatz Schweiz» geben. Für diesen Börsenplatz Schweiz wird es eine einheitliche, eine eidgenössische Regelung brauchen.

Es ist undenkbar, dass in einer derart bedeutenden und wichtigen volkswirtschaftlichen Angelegenheit entscheidende Elemente des Funktionierens solcher Instrumente gesamtschweizerisch, landesübergreifend dem Zufall kantonalen Kooperation oder eben Nichtkooperation überlassen werden können.

Die «Börsengesetzgebung Schweiz» wird kommen, und sie muss kommen. Das ist der Sinn dieser Motion.

Hunziker: Ich teile die Meinung des Kommissionspräsidenten. Was Herr Kollege Jagmetti ausführt, gilt, wenn man einerseits die Probleme anschaut, die sich innerhalb unseres Landes und vielleicht noch zwischen den Börsen innerhalb unseres Landes ergeben. Aber im Hinblick auf die europäischen Entwicklungen und die schon vorhandenen Börsengesetzgebungen in den EG- und zum Teil in den Efta-Ländern hätte ich Mühe zu sagen, man brauche kein Börsengesetz. Gerade wenn man Fragen, wie sie heute angeschnitten wurden – Uebernahmekodex usw. –, vergleicht, stellt man fest, dass in anderen Ländern drei legislatorische Bereiche ineinandergreifen: das Gesellschaftsrecht (das Aktienrecht, wie wir es heute verabschieden), das Börsenrecht und das Kartellrecht. Ich bin überzeugt, dass wir schon in einer nächsten Revisionsrunde, die in diesem Jahrzehnt unter Dach kommen muss, gezwungen sein werden, gewisse Anpassungen an europäisches Recht und europäische Gepflogenheiten vorzunehmen. Unter anderem werden dort typisch börsenrechtliche Fragen zu lösen sein. Deshalb hat es mir eingeleuchtet, dass der Nationalrat diese Motion überweisen will. Ich bin ebenfalls dazu bereit.

Bundesrat Koller: Sie wissen, der Bundesrat ist bereit, die Motion entgegenzunehmen. Auch wir sind überzeugt, dass es heute angesichts der Harmonisierung der Finanzmarktregulierungen in ganz Europa und im Rahmen der OECD für föderalistische Lösungen in unserem kleinen Land keinen Raum mehr gibt.

Bezüglich des Tempos, Herr Ständerat Jagmetti, darf ich Sie beruhigen. Wie ich bereits ausführte, hat die Expertenkommission bereits einen Entwurf verabschiedet. Er wird demnächst vom Bundesrat behandelt werden. Nachher ist es an Ihnen, das Tempo der Beratungen zu bestimmen.

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung der Motion
Dagegen

24 Stimmen
6 Stimmen

88.500

Motion des Nationalrates (Spoerry) Ungleiche Behandlung der Ehefrauen bei der Bildung der Einzelfirma

Motion du Conseil national (Spoerry)

Raisons individuelles. Inégalité de traitement de la femme mariée

Wortlaut der Motion vom 7. Oktober 1988

Der Bundesrat wird beauftragt, die ungleiche Behandlung der Ehefrauen zu beseitigen, welche bei der Bildung der Einzelfirma (Handelsname) gemäss Artikel 945 Absatz 2 OR noch immer gilt.

Texte de la motion du 7 octobre 1988

Le Conseil fédéral est chargé de supprimer l'inégalité de traitement dont sont encore victimes les femmes mariées qui souhaitent créer leur propre entreprise en ce qui concerne le choix de la raison de commerce (art. 945, 2ème al. CO).

Antrag der Kommission

Mit der von den Räten beschlossenen Aufhebung des entsprechenden Absatzes von Artikel 945 ist das Anliegen der Motion erfüllt. Die Kommission beantragt deshalb, die Motion abzuschreiben.

Proposition de la commission

La décision des Chambres d'abroger l'alinéa y relatif de l'article 945 donne suite à la motion. C'est la raison pour laquelle la commission propose de classer la motion.

Schmid, Berichterstatter: Wir haben die Motion im Rahmen dieser Revision bereits erfüllt, indem wir Artikel 945 Absatz 2 geändert haben. Die Motion kann zufolge Erfüllung im Protokoll abgeschlossen werden.

Angenommen – Adopté

85.047

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision Code pénal et Code pénal militaire. Révision

Differenzen – Divergences

Siehe Jahrgang 1987, Seite 386 – Voir année 1987, page 386

Beschluss des Nationalrates vom 12. Dezember 1990
Décision du Conseil national du 12 décembre 1990

B. Schweizerisches Strafgesetzbuch. Militärstrafgesetz (Strafbare Handlungen im Sexualbereich) B. Code pénal suisse. Code pénal militaire (Infractions d'ordre sexuel)

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Wir stehen in der Differenzbereinigung zu den Entwürfen B und C des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzes.

Der Ständerat hat dieses Gesetz in erster Lesung im Jahre 1987 behandelt, d. h. in der letzten Legislaturperiode. Ich möchte darauf hinweisen, dass unterdessen zwanzig oder mehr neue Mitglieder in diesem Rat sind und dass sich in den letzten vier Jahren auch einiges ereignet hat. Wir haben eine Entwicklung durchgemacht, nicht nur hier im Ständerat, sondern allgemein. Es drängen sich deshalb einige Bemerkungen auf.

Ich möchte mit meinen drei Vorbemerkungen eine Brücke bauen zwischen den Entscheidungen, die in diesem Rat 1987 getroffen wurden, und den heutigen Kommissionsvorschlägen.

1. Beim Studium der Protokolle von 1987, Ratsprotokolle und Kommissionsprotokolle, ist mir aufgefallen, wie sehr die Mitglieder der Kommission, aber auch die Mitglieder des Ständerats sich damals bemüht haben, den heutigen bzw. modernen Anforderungen eines Strafrechts des 20. Jahrhunderts gerecht zu werden. Das bedeutet für jeden, auch in der heutigen Diskussion, eine ethische Auseinandersetzung mit sich selbst, einen Entscheid nicht für sich selbst, sondern letztlich für das Allgemeininteresse. Dass das nicht so einfach ist und dass man dabei auch Entwicklungen durchmachen kann, hat Herr Aubert, der damals Präsident der Kommission war, sehr deutlich gesagt. Er hat damals mehrmals angedeutet, dass er im Grunde genommen froh ist, dass durch unser Zweikammersystem die Möglichkeit besteht, Korrekturen anzubringen, wenn eine Bestimmung noch nicht so ist, wie man sich das eigentlich wünschte. In diesem Sinn und Geist hat damals der Ständerat als Erstrat gearbeitet. Unterdessen hat der Nationalrat getagt, und Ihre Kommission hat an Ihrer Sitzung im Januar viele Gedanken – das möchte ich betonen – und Anregungen von 1987 wiederaufgenommen und jetzt umgesetzt. Ich möchte Ihnen im übrigen empfehlen, die Ausführungen von Herrn Aubert, der die grundsätzlichen Gedanken in rechtsphilosophischer Optik angeht, zu lesen. Diese Ausführungen von Herrn Aubert sind von bleibendem Wert.

2. Die Debatte von 1987 bedeutete bereits eine Entwicklung. Ihr Kommissionspräsident bedauerte damals, dass im Ständerat nicht mehr Frauen mitreden konnten, da sie letztlich vielleicht noch andere Gewichtungen brächten. Unterdessen haben sowohl Frauen als auch Männer in vielen Bereichen in den letzten vier Jahren ihre Einstellung, ihre Gedanken, Betrachtungsweisen und Ansichten ändern müssen. Das findet nun auch seinen Niederschlag in dieser neuen Fassung, heute in der zweiten Lesung oder in der Differenzvereinbarung.

Der Nationalrat hat seinerseits Ende Jahr eine Entwicklung eingeläutet, und Ihre Kommission hat mit einer ausgesprochen offenen und aufgeschlossenen Haltung all die heiklen Fragen in den insgesamt 16 Differenzen diskutiert. Ich möchte meinen Kolleginnen und Kollegen danken, aber auch Herrn Bundesrat Koller, der uns mitteilte, dass der Bundesrat bereit sei, die ideale Entwicklung mitzumachen. Damit hat er auch entscheidende Konsequenzen gezogen. Ich denke insbesondere an die Veränderungen in den Artikeln 189 und 190 des Strafgesetzbuches.

3. Auf der neuen Fahne finden Sie eigentlich zwei Schwerpunktthemen. Sie betreffen den Artikel 187, Schutzalter, und die Artikel 189 und 190. Ferner finden Sie drei Minderheitsanträge, die sich dann auch wiederholen.

Es kann sein, dass nicht alle diese Minderheitsanträge eine grosse Chance haben, aber es ist doch recht wichtig, dass sie zuhanden der Materialien ausformuliert und verbalisiert werden, und zwar deshalb, weil menschliches Leben – und mit der Schattenseite dieses Lebens beschäftigt sich dieses Gesetz – nie vollkommen ist. Es kann letztlich in seiner Komplexität auch nicht ein für allemal in eine Gesetzesformel gefasst werden.

Es ist also wichtig, dass wir unsere Gedanken formulieren; das ist letztlich für den Richter von Bedeutung. So sind auch die Minderheitsanträge wichtig, weil damit – auch nicht vollkommen, aber breiter als nur in der nüchternen Gesetzesnorm – der Vielfalt menschlichen Daseins eher Rechnung getragen werden kann.

Ich komme zum Schluss meiner Vorbemerkungen und möchte Ihnen in Erinnerung rufen, dass zwei wichtige Ueber-

zeugungen dieses Gesetz prägen. Das ist erstens die Menschenwürde, die wir schützen wollen. Das heisst für dieses Gesetz, dass derjenige bestraft werden soll, der die Würde oder die Entfaltung eines Menschen beeinträchtigt, ob das ein Kind ist, ein Jugendlicher, ein Erwachsener oder ein Mensch eben, der aus Schicksalsgründen in irgendeiner Abhängigkeit steht.

Zweitens wurde in diesem Gesetz festgelegt, dass sämtliche Taten geschlechtsneutral betrachtet werden, mit einer Ausnahme.

Ich käme damit zur ersten Differenz.

Fünfter Titel: Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre cinquième: Infractions contre l'intégrité sexuelle

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Hier hat der Nationalrat den Titel neu gefasst, weiter gefasst, vor allem einen Titel formuliert, der das geschützte Rechtsgut klarer bezeichnet. Ich bitte Sie, zuzustimmen.

Angenommen – Adopté

Art. 187

Antrag der Kommission

Ziff. 1 bis

Mehrheit

Die Handlung ist nicht strafbar, wenn alle Beteiligten weniger als 14 Jahre alt sind.

Minderheit

(Bührer, Hänsenberger, Jagmetti, Onken, Schoch, Weber)

Die Handlung ist nicht strafbar, wenn der Täter nicht mehr als drei Jahre älter ist als das Kind. Die Handlung ist ebenfalls nicht strafbar, wenn alle Beteiligten weniger als 14 Jahre alt sind.

Ziff. 2

.... zurückgelegt und liegen besondere Umstände vor oder

Ziff. 4

Festhalten

Antrag Béguin

Ziff. 2

Hat der Täter zur Zeit der Tat das 20. Altersjahr noch nicht zurückgelegt und ist das Opfer mehr als 14 Jahre alt, so wird die Tat nur auf Antrag hin verfolgt. Das Antragsrecht erlischt nach Ablauf von sechs Monaten.

Art. 187

Proposition de la commission

Ch. 1 bis

Majorité

L'acte n'est pas punissable si tous les participants sont âgés de moins de 14 ans.

Minorité

(Bührer, Hänsenberger, Jagmetti, Onken, Schoch, Weber)

Si la différence d'âge entre l'auteur et l'enfant est de moins de 3 ans, l'acte n'est pas punissable. L'acte n'est pas non plus punissable si tous les participants sont âgés de moins de 14 ans.

Ch. 2

.... ans et en cas de circonstances particulières ou si la victime a contracté mariage avec l'auteur, l'autorité compétente pourra

Ch. 4

Maintenir

*Proposition Béguin**Ch. 2*

Si, au moment de l'acte, l'auteur avait moins de 20 ans et la victime plus de 14 ans, la poursuite n'aura lieu que sur plainte. Le droit de porter plainte se prescrit par six mois.

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Hier stellt sich die Frage des Schutzalters. Ich spreche gerade zum gesamten Artikel; wir können nachher Ziffer 1 bis und Ziffer 4 bereinigen.

Dieser Artikel bildet einen Schwerpunkt. Wir haben es hier mit zwei Differenzen zu tun. Bei Ziffer 1 bis geht es um die Entkriminalisierung der Jugendliebe und die Entkriminalisierung der Kindersexualität; bei Ziffer 4 geht es um die Verjährung.

In Ziffer 1 haben Sie vor vier Jahren beschlossen, das generelle Schutzalter auf 16 Jahre festzulegen. Weder der Nationalrat noch Ihre Kommission haben an diesem Grundsatz gerüttelt. Dieser Grundsatz wird gemildert durch Ziffer 2, die besagt, dass, wenn der Täter unter 20 Jahren ist, von einer Strafverfolgung abgesehen werden kann. An dieser Ziffer 2 wird im Prinzip ebenfalls nicht gerüttelt. Sie gibt im Prinzip dem Richter die Möglichkeit, auf die Umstände des Einzelfalles einzugehen.

In Ziffer 1 bis haben wir folgende Sachlage: Der Nationalrat hat beschlossen, dass in einem gewissen Rahmen die Jugendliebe und die Kindersexualität entkriminalisiert, d. h. straffrei erklärt werden können. Der Pferdefuss im nationalrätlichen Text liegt im ersten Satz, in dem quasi ein zweites Mindestalter fixiert wird – man hat von der «Liebe mit dem Rechenschieber» gesprochen. In der Ständeratskommission war man sich eigentlich einig, dass die Bestimmung so nicht akzeptiert werden könne.

Ihre Kommission hat es sich nicht leicht gemacht und die verschiedenen Alterskonstellationen in Betracht gezogen. Es ging ihr zusammengefasst darum, Kinderspiele, die erste Berührungen mit dem «anderen» bedeuten, nicht zu dramatisieren und eben als solche zu behandeln. Diesem Gedanken wurde im Mehrheitsantrag Rechnung getragen.

Die Kommission hat aber auch schwer mit sich gerungen; das ersehen Sie aus der Tatsache, dass eine recht grosse Minderheit das Resultat der Mehrheit noch ergänzen möchte mit dem Gedanken, dass die Liebe oder Sexualität zwischen Jugendlichen, deren Altersunterschied nicht grösser als drei Jahre ist, als straffrei betrachtet werden soll. Darauf wird dann Frau Bühler eingehen.

Die Mehrheit der Kommission hat beschlossen, Ihnen zu empfehlen, dass die Kinderliebe, die Kindersexualität straffrei sein sollen und dass für alle weitergehenden Möglichkeiten der Jugendliebe Ziffer 2 zur Anwendung kommen soll, dass es also im richterlichen Ermessen liege, ob man aus einer harmlosen Situation einen Fall machen wolle. Um zu zeigen, dass bei einfühlbaren, verständlichen Fällen von Jugendliebe keine belastenden Situationen geschaffen werden sollten, dass also in einem solchen Fall zum Beispiel bereits der Untersuchungsrichter von einer Strafverfolgung absehen könnte, hat ihre Kommission in Ziffer 2 die Worte eingefügt «... und liegen besondere Umstände vor».

Wir schaffen in Artikel 187 auf jeden Fall eine Differenz, wenn Sie der Mehrheit folgen. Es ist meines Erachtens richtig, dass wir mit der Minderheits- und der Mehrheitskonstellation über diese Frage noch einmal reden.

Im Namen der Mehrheit der Kommission bitte ich Sie um Zustimmung.

Frau **Bührer**, Sprecherin der Minderheit: Der Nationalrat hat mit der Einführung der Ziffer 1 bis den Versuch unternommen, die Jugendliebe, d. h. sexuelle Handlungen unter fast Gleichaltrigen, zu entkriminalisieren. Der Sinn des Schutzalters war und ist, Kinder und Jugendliche vor sexuellen Uebergriffen von Erwachsenen zu schützen. Der Schutzgedanke ist indes ins Absurde verkehrt, wenn Jugendliche kriminalisiert werden, die unter sich in einvernehmlich eingegangenen Beziehungen erste Erfahrungen auf sexuellem Gebiet machen. Es kann nicht Sinn des Schutzalters sein, in solchen Fällen von Tätern und Opfern zu sprechen und die Strafbehörden in Marsch zu setzen.

Nicht die ersten Beziehungen zum anderen Geschlecht schädigen die Minderjährigen, wohl aber – so ist zu befürchten – die ersten Erfahrungen mit den Strafbehörden. Das geschützte Rechtsgut sei – ich zitiere hier den Departementsvorsteher, Bundesrat Koller – «die ungestörte sexuelle Entwicklung der Jugendlichen». Da haben hochnotpeinliche Verhöre durch Strafverfolgungsbehörden keinen Raum. Es müsste aber zu Untersuchungshandlungen kommen, wenn gemäss Ziffer 2 des Mehrheitsbeschlusses die «besonderen Umstände» abgeklärt werden müssen. Gegebenenfalls könnte, wenn diese besonderen Umstände zugebilligt werden, auf eine Strafverfolgung verzichtet werden.

Es ist bekannt, dass die Hälfte der Jugendlichen unter 16 Jahren bereits sexuelle Erfahrungen haben. Hat es einen Sinn, grundsätzlich die Hälfte der Schweizer Jugend zu kriminalisieren? Der Nationalrat hat diese Frage klar mit Nein beantwortet. Leider hat er aber eine unpraktikable Lösung vorgeschlagen. Die Jugendliebe ist gemäss Nationalrat dann von der Strafbarkeit ausgenommen, wenn beide Beteiligten entweder unter 14 Jahren alt sind oder beide Beteiligten über 14 Jahre alt sind. Dazwischen – also wenn ein Teil über 14 und der andere unter 14 Jahren ist – droht die Fuchtel des Gesetzes, selbst wenn der Altersunterschied minim ist.

Die ständerätliche Kommission schlägt nun vor, die noch nicht 14jährigen von der Strafverfolgung auszunehmen. Dagegen ist nichts einzuwenden. Sobald aber ein Beteiligter diese Altersschwelle überschritten hat, wird er grundsätzlich zum Täter. Nur durch die Zubilligung von «besonderen Umständen» kann er, sofern er unter 20 Jahren ist, von der Strafverfolgung verschont werden.

Mit dem Vorschlag der Mehrheit wird also weiterhin die Hälfte unserer Jugend kriminalisiert, auch dann, wenn der Altersunterschied gering ist und die Beziehungen unter den Jugendlichen einvernehmlich sind und keinerlei Gewalt im Spiele ist.

Da in diesem Artikel 187 alle geschlechtlichen Handlungen anvisiert sind, könnte man kurz und bündig und etwas pointiert sagen: Zärtlichkeiten unter Jugendlichen sind grundsätzlich strafbar. Ein solches Gesetz ist lächerlich. Es wird nicht angewendet werden, doch das ist ein schwacher Trost.

Die Minderheit schlägt Ihnen zweierlei vor:

Erstens bügelt der Antrag der Minderheit die Unebenheit an der Altersschwelle 14 Jahre in der nationalrätlichen Fassung aus, also keine Liebe mit dem Rechenschieber; zweitens verringert der Antrag den Altersunterschied, der Straffreiheit gewährt, von vier Jahren – wie in der nationalrätlichen Fassung – auf drei Jahre. Damit trägt die Minderheit den Bedenken Rechnung, dass ein Altersunterschied von vier Jahren bei Jugendlichen bezüglich Reife und Selbstverantwortlichkeit bereits erheblich sein kann und ein Opfer-Täter-Verhältnis nicht ausschliessen ist.

Mit der Fixierung des Altersunterschieds auf drei Jahre wird diesen Ueberlegungen Rechnung getragen.

Bereits der Präsident der seinerzeitigen ständerätlichen Kommission, unser ehemaliger Kollege Jean-François Aubert, skizzierte eine Lösung in dieser Richtung. Interessanterweise schwebte ihm die Fixierung des Altersunterschieds bei vier bis fünf Jahren vor; wir gehen da nicht so weit.

Ich glaube, es ist Zeit, eine praktikable, vernünftige und massvolle Lösung dieses Problems zu beschliessen. Ich bitte Sie, der Minderheit zu folgen.

Danioth: Die Kommissionspräsidentin hat vorhin sehr zutreffend darauf hingewiesen, dass die ständerätliche Kommission die seit der letzten Behandlung eingetretene gesellschaftliche Wandlung mitvollzogen und eine deutliche Kehrtwendung in Richtung eines Konsenses mit dem Nationalrat vollzogen hat. Ich trage diese Wendung mit. Ich bin aber überzeugt, dass die Lösung, die die ständerätliche Kommission zur Regelung der Jugendliebe, der erlaubten oder eben der unerlaubten, vorschlägt, besser, praxisnaher ist und damit auch den Jugendlichen mehr entspricht. Es trifft nicht zu, wie Frau Bühler sagt, dass man weiterhin mehr als die Hälfte der Jugendlichen kriminalisiert. Das Gegenteil ist der Fall.

Die Lösung, die die Kommission vorschlägt, muss gesamthaft gesehen werden, wie das Frau Präsidentin Weber erklärt hat,

nämlich einerseits Ziffer 1bis und andererseits Ziffer 2, weil beide ineinandergreifen. In Ziffer 1bis haben wir jetzt nur – aber immerhin – die absolute Strafbefreiung, wenn alle Beteiligten weniger als 14 Jahre alt sind. Hier nimmt überhaupt kein irgendwie geartetes Strafverfahren seinen Lauf. Es ist zwar auch darauf hingewiesen worden, dass es durchaus zwischen einem 13jährigen und einem 7jährigen zu einer Täter-Opfer-Beziehung kommen kann, aber hier meint man, dass die Eltern – vor allem nötigenfalls auch die Vormundschaftsbehörden – zum Rechten sehen sollen. Hier will man einfach den absoluten strafrechtlichen Schutz, diese Immunität schaffen und damit in Kauf nehmen, dass vielleicht Verstösse nicht geahndet werden.

Dazu hat die ständerätliche Kommission in Ziffer 2 vorgeschlagen, dass man für das Alter 14 bis 20 – wenn wir dem Nationalrat bei der Altersstufe folgen – die Straffreiheit relativ zubilligen kann, wenn «der Täter zur Zeit der Tat das 20. Altersjahr noch nicht zurückgelegt» hat – also auch zwischen 18- und 19jährigen – oder «die verletzte Person mit ihm die Ehe geschlossen» hat; und neu kommt nun dazu: wenn «besondere Umstände» vorliegen, vor allem die Frage des Unrechtsgehaltes, des Reifegrades und all das.

Was heisst das? Das heisst, dass in dieser Altersstufe die Behörde nach einer ersten kurzen Befragung – es braucht kein hochnotpeinliches Verfahren – die Strafverfolgung überhaupt einstellen kann – das kann der Untersuchungsrichter, der Bezirksanwalt oder der Jugendanwalt, wer auch immer. Man kann von der Ueberweisung an das Gericht nötigenfalls Umgang nehmen und, wenn der Richter oder der Jugendrichter das Verfahren schon eingeleitet hat, von der Bestrafung Umgang nehmen.

Wir haben also hier den verantwortungsbewussten Entscheid in die Kompetenz der Behörde gelegt, die zu jedem Zeitpunkt des Verfahrens in Kenntnis der Tatsachen die Abwägung vornehmen kann, ob es im Interesse der Kinder, der Jugendlichen, vor allem der Verletzten liegt, dass das Verfahren durchgeführt wird oder dass man sich mit einer Befragung begnügt. Hier möchte ich noch einmal festhalten, dass man immer die «böse» Polizei an die Wand malt, die dann diese Kinder befragt und noch grösseren Schaden anrichtet. Sicher gibt es immer noch Fälle von ungeschicktem Vorgehen; aber aufgrund der eigenen Praxis weiss ich – und diese Kenntnis hat man jetzt in den meisten Kantonen –, dass mit fachlich kompetentem Personal gearbeitet wird. Vor allem sind die Leute, die Kinder befragen, vom gleichen Geschlecht; ein Mädchen wird von einer Frau befragt usw. Bei delikaten Fällen greifen ausgebildete Jugendpsychologen usw. ein, so dass man also hier nicht mehr Schaden anrichtet.

Persönlich bin ich der Meinung, dass hier – im Gegensatz zur Lösung des Nationalrates – keine Jugendliebe mit dem Rechenschieber bewilligt wird, dass aber auch – im Gegensatz zur Lösung der Minderheit – die Unebenheiten beseitigt werden, dass bis zu einem bestimmten Zeitpunkt Straffreiheit, während eines bestimmten Zeitraums wieder Straffälligkeit und nachher wieder Straffreiheit besteht.

Hier haben wir, also die Mehrheit, die Liberalisierung optimal verwirklicht. Auch aus diesem Grund ist der von der Kommission nach langen Beratungen gefundene Lösung mit Ziffer 1bis und Ziffer 2 der Vorzug zu geben.

Bundesrat Koller: Einigkeit besteht in bezug auf das geschützte Rechtsgut, die ungestörte sexuelle Entwicklung des Kindes. Einigkeit besteht auch darin, dass diese sexuellen Kinderspiele unter Kindern unter 14 Jahren straffrei sein sollen.

Einigkeit besteht sogar darin, dass die Fälle der sogenannten echten Jugendliebe entkriminalisiert werden sollen. Hier besteht zwischen der Mehrheit und der Minderheit eigentlich nur ein Unterschied im Vorgehen.

Die Minderheit Ihrer Kommission möchte innerhalb dieses Altersunterschiedes von drei Jahren eine absolute Straffreiheit, mit dem Argument, es sei besser, gewisse Fälle unechter Jugendliebe straffrei zu lassen, als Gefahr zu laufen, dass Fälle echter Jugendliebe durch einen Untersuchungsrichter behandelt würden; dieser Schaden sei grösser.

Hier kann der Bundesrat Ihrer Minderheit nicht folgen, son-

dern möchte eine fakultative Entkriminalisierung, und zwar schon durch den Untersuchungsrichter. Schon der Untersuchungsrichter kann von der Strafverfolgung Abstand nehmen, wenn er sieht, dass tatsächlich eine ernsthafte Beziehung, eine echte Romeo-und-Julia-Situation, vorliegt. In allen diesen Fällen soll es nicht zu einer Strafverfolgung kommen.

Warum kann sich der Bundesrat mit der Mehrheit Ihrer Kommission nicht zu dieser absoluten Straffreiheit im Rahmen dieses Altersunterschiedes von drei Jahren bekennen? Zunächst gebe ich der Minderheit gerne zu, dass ihr Vorschlag gegenüber dem Nationalrat ein Fortschritt ist. Einmal deshalb, weil die nationalrätliche Lösung, durchaus zu Recht, als «Liebe mit dem Rechenschieber» beurteilt worden ist. Danach würde Straffreiheit von zwei noch nicht vierzehnjährigen von fakultativer Bestrafung abgelöst, wenn einer der beiden Beteiligten diese Grenze von vierzehn Jahren überschritten hat. Wären dann beide älter als vierzehn, wäre wiederum Straffreiheit gegeben. Ich glaube, wir sind uns alle einig, dass dieser Ansatz des Nationalrates nicht befriedigen kann.

Warum kann der Antrag Ihrer Minderheit den Bundesrat noch nicht überzeugen? Es ist der Umstand, dass nach allgemeiner Lebenserfahrung es eben auch zwischen vierzehn- und siebzehnjährigen nicht nur echte Jugendliebe, sondern Täter-Opfer-Verhältnisse gibt. Nehmen Sie das Beispiel des unerfahrenen vierzehnjährigen Mädchens, und des siebzehnjährigen Jungen mit bereits grosser sexueller Erfahrung, wobei ich im Zeitalter der Gleichberechtigung gerne zugebe: Man kann das von den Geschlechtern her auch umkehren. Es scheint uns einfach nicht gerechtfertigt zu sein, dass Sie bei einem solchen Opfer-Täter-Verhältnis das unerfahrene Kind durch diesen Vorschlag der absoluten Straffreiheit praktisch ohne jeglichen staatlichen Schutz belassen.

Der Bundesrat ist der Meinung, dass wir diesbezüglich vom Gesetzgeber her auch ethisch-moralisch ein falsches Signal setzen würden. Wir sind uns wohl bewusst, dass das Strafrecht nur ein ethisches Minimum festlegen kann. Es werden aber nicht in allen Verhältnissen zwischen Siebzehn- und Vierzehnjährigen blosse Zärtlichkeiten ausgetauscht. Es gibt solche Fälle, und in diesen kann nach Meinung des Bundesrates und der Mehrheit Ihrer Kommission Strafbefreiung ausgesprochen, ja sogar die Strafverfolgung sistiert werden. Aber für jene Fälle, in denen Opfer-Täter-Verhältnisse vorliegen, wäre es unserer Meinung nach ein falsches Signal, wenn wir eine absolute Straffreiheit statuieren würden.

Das sind die Gründe, weshalb ich Ihnen im Namen des Bundesrates empfehle, der Mehrheit Ihrer Kommission zuzustimmen.

M. Béguin: La proposition que je fais à l'article 187, chiffre 2 vient en complément du chiffre 1bis de la majorité. C'est la raison pour laquelle je souhaite m'exprimer maintenant.

L'article 187 nouveau puni celui qui commet un acte d'ordre sexuel avec un enfant de moins de seize ans. Cette disposition saisit des situations qui peuvent être extrêmement différentes entre elles. Cela peut s'appliquer aussi bien au père indigne qui abuse de son enfant, au vieillard lubrique qui court après des petits enfants et enfin, ça s'applique aussi au jeune homme et à la jeune fille qui nouent une idylle. La loi actuelle est trop sévère pour ces amours juvéniles – comme cela a été rappelé tout à l'heure – qui punit actuellement de six mois d'emprisonnement minimum le jeune de dix-huit ans par exemple qui a des relations avec une jeune fille qui n'a tout juste pas seize ans. Leur seul tort aux yeux de la loi étant en quelque sorte d'avoir fêté Pâques avant les Rameaux. Cette situation est souvent pénible, elle est intolérable et elle est en parfaite contradiction avec l'évolution des mœurs. Je dois dire que j'ai sur mon bureau un certain nombre de dossiers qui concernent ces amours juvéniles et que j'ai attendu exprès pour les traiter que le Parlement puisse modifier la loi, de manière que la *lex mitior* puisse s'appliquer. Je crois que tout le monde est d'accord pour dire qu'une certaine dépenalisation des amours juvéniles s'impose.

Les solutions qui nous sont proposées, tant par la majorité que par la minorité, vont dans le bon sens, mais elles sont, à mon avis, insuffisantes. D'abord elles ont un défaut parce qu'avec

cette double échelle mobile entre l'âge de la victime et de l'auteur, on entre dans des calculs d'apothicaire, c'est difficilement praticable. Et puis surtout, le défaut que je vois dans ces propositions, c'est qu'à l'intérieur du cercle il n'y a pas d'infraction mais dès qu'on en sort, il y a infraction qui se poursuit d'office. Il y a donc un double traitement qui, personnellement, me choque.

La proposition que je fais me semble plus libérale, dans la mesure où elle supprime la poursuite d'office dans un champ d'application plus large, lorsque la victime a plus de quatorze ans et que l'auteur a moins de vingt ans – ce qui est de loin les cas les plus fréquents. Cette solution redonne à la famille, redonne au détenteur de la puissance parentale un pouvoir d'appréciation sur la liaison entre son enfant et un autre enfant ou un jeune adulte. Si la liaison est tolérée par la famille de la victime, voire si elle est encouragée, je ne vois pas pourquoi l'Etat devrait intervenir et pénaliser un comportement qui est admis. Si au contraire, la liaison est jugée néfaste pour le développement de la victime ou pour sa carrière scolaire ou professionnelle, les parents gardent le droit de déposer plainte dans des cas exceptionnels. Il me semble que dans ce domaine, ce sont les parents ou les détenteurs de l'autorité parentale qui sont le mieux à même d'évaluer la maturité de leurs enfants et leur capacité de vivre positivement ou négativement leur sexualité.

Je dois dire qu'en pratique les plaintes sont extrêmement rares et les lettres que je reçois sont plutôt des lettres de parents de victimes qui me disent ne pas comprendre pourquoi on poursuit en justice l'ami de leur fille, par exemple, alors qu'ils estiment que c'est grâce à cette liaison que leur fille a pu retrouver un certain équilibre, un certain mieux être. Alors je dis: «laissons aux parents le soin d'apprécier la situation».

Avec la solution que je vous propose, vous avez une protection absolue de l'enfant jusqu'à quatorze ans et une protection relative entre quatorze et seize ans qui est laissée à l'appréciation des familles concernées. Je pense que cela réaliserait un progrès qui aboutirait à une dépenalisation de fait de ces amours juvéniles. Je fais un parallèle avec l'article 196 actuel, la séduction qui ne se poursuit que sur plainte, eh bien, il n'y a pratiquement jamais de plainte pour infraction à l'article 196. Ce serait là le véritable progrès pour séparer des satyres et de ceux qui abusent honteusement de la pudeur des enfants les jeunes gens qui vivent leur sexualité un peu plus tôt que la moyenne.

Cavelty: Meines Erachtens ist der Antrag Béguin weit weniger liberal als die Lösung, die Ihnen die Kommission vorschlägt, und zwar deshalb, weil dieser Antrag lediglich dem Verletzten die Möglichkeit gibt, von einer Strafverfolgung abzusehen, indem kein Antrag gestellt wird. Das ist der einzige Umstand, der eine Strafverfolgung oder eine Bestrafung nicht eintreten lassen kann. Wir aber sehen vor, dass es alle möglichen Umstände geben kann, persönliche Umstände, die vielleicht vor allem in der Person des Täters, nicht nur in der Person des Verletzten, liegen. All diese Umstände würden durch den Antrag Béguin ausgeschlossen. Ich meine, man sollte nicht nur den Verletzten sehen. Das ist die Kehrseite der Medaille, die Herr Béguin haben möchte.

Im übrigen passt die generelle Möglichkeit der Strafbefreiung gemäss Vorlage sehr gut zur Lösung der Mehrheit in Ziffer 1 bis. Nur dann kann die von der Kommissionmehrheit vorgeschlagene Lösung einen liberalen Sinn gemäss den Einführungsworten der Kommissionspräsidentin haben.

Bundesrat Koller: Zum Antrag von Herrn Ständerat Béguin möchte ich folgendes festhalten: Auf den ersten Blick hat dieser Antrag etwas durchaus Verfängliches, weil man sagen kann: Die Eltern sind die gesetzlichen Vertreter dieser Kinder zwischen vierzehn und sechzehn Jahren, und sie sollen aufgrund des Strafantrages entscheiden können, ob es zu einer Strafverfolgung kommt oder nicht. Aber beim zweiten Gedanken – darauf hat mich auch Herr Ständerat Cavelty hingewiesen – besteht bei Ihrem Antrag doch eine beträchtliche Gefahr; er ist tatsächlich weniger liberal als derjenige der Mehrheit und des Bundesrates. Beispielsweise könnten Eltern ei-

nen Strafantrag einreichen, nur weil sie mit dieser echten Liebesbeziehung nicht einverstanden sind. Und echte Liebesbeziehungen möchten wir ja entkriminalisieren. Es ist also denkbar, dass Eltern mit einer gewissen Liebesbeziehung nicht einverstanden sind und deshalb Strafantrag einreichen, und es kommt dann zu einer Strafverfolgung, obwohl wir das vom objektiven Tatbestand her eigentlich nicht möchten. Deshalb bitte ich Sie, der Mehrheit zuzustimmen.

Frau Weber, Berichterstatterin: Bevor wir abstimmen, möchte ich kurz noch einmal sagen, worum es geht:

Herrn Béguin postuliert, dass die Jugendliebe zwischen 14- und 20jährigen ein Antragsdelikt ist, das heisst, die Initiative liegt beim Opfer.

Im Mehrheitsantrag sprechen wir nicht mehr vom Opfer. Die Mehrheit möchte – ich fasse zusammen – Schutzalter 16 Jahre. Unter 14 Jahren betrachten wir Begegnungen als Kinderliebe; letztere sind straffrei. Und in Ziffer 2 wird die Möglichkeit eingeräumt, dass sämtliche Varianten von Jugendliebe bis zu 20 Jahren dem richterlichen Ermessen überlassen werden. Aber der Richter kann auch Straffreiheit deklarieren. Das ist die Situation gemäss Mehrheit.

Ziff. 1 bis – Ch. 1 bis

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	22 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	17 Stimmen

Ziff. 2 – Ch. 2

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	28 Stimmen
Für den Antrag Béguin	12 Stimmen

Ziff. 4 – Ch. 4

Frau Weber, Berichterstatterin: Bei Ziffer 4 geht es um die Verjährung. Der Bundesrat ging ursprünglich von einer zweijährigen Frist aus. Dann beschloss der Ständerat, die Verjährung auf fünf Jahre festzusetzen. Der Nationalrat erhöhte die Frist auf zehn Jahre.

Ihre Kommission empfiehlt Ihnen Festhalten mit Rücksicht auf Opfer und Täter, die am Anfang ihres Lebens stehen und denen man auch eine Chance geben müsste.

Bundesrat Koller: Ich stimme dem Antrag der Kommission zu.

Angenommen – Adopté

Art. 188 Ziff. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 188 ch. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Frau Weber, Berichterstatterin: Hier geht es um die geschlechtlichen Handlungen mit Abhängigen. Der Artikel ist eigentlich unbestritten, und die Differenz zwischen Ständerat und Nationalrat ist nur die, dass der Nationalrat die Generalklausel, die durch die Hauptbeispiele Erziehungs- und Betreuungsverhältnis gekennzeichnet war, durch ein weiteres Hauptbeispiel ergänzt, nämlich durch Abhängigkeit durch ein Arbeitsverhältnis. Diese Ergänzung entspricht dem heutigen Denken. Die Kommission empfiehlt Ihnen Zustimmung.

Angenommen – Adopté

Art. 189

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2**Mehrheit**

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit

(Bührer, Onken, Weber)

Streichen

Abs. 3**Mehrheit**

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit

(Bührer, Onken, Weber)

.... unter drei Jahren. (Rest des Absatzes streichen)

Art. 189**Proposition de la commission****Al. 1**

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2**Majorité**

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Bührer, Onken, Weber)

Biffer

Al. 3**Majorité**

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Bührer, Onken, Weber)

.... trois ans au moins. (Biffer la dernière phrase)

Art. 190**Antrag der Kommission****Abs. 1**

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2**Mehrheit**

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit

(Bührer, Onken, Weber)

Streichen

Abs. 3**Mehrheit**

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit

(Bührer, Onken, Weber)

.... drei Jahren. (Rest des Absatzes streichen)

Art. 190**Proposition de la commission****Al. 1**

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2**Majorité**

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Bührer, Onken, Weber)

Biffer

Al. 3**Majorité**

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Bührer, Onken, Weber)

.... trois ans au moins. (Biffer la dernière phrase)

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Die Artikel 189 und 190 bedeuten nun eine starke Veränderung gegenüber dem, was man 1987 beschlossen hat. Ich spreche grundsätzlich zu beiden Artikeln, weil sie sehr eng zusammengehören oder eigentlich

voneinander abhängen. Es sind dies diejenigen Bestimmungen, um deren Perfektion man sich auch in der Kommission am meisten Gedanken gemacht hat.

Der Nationalrat hat hier zwei grundsätzliche Hauptveränderungen vorgenommen.

1. Es erfolgte eine systematische Umstellung. Artikel 189 behandelt die sexuelle Nötigung als Grundtatbestand, der auch geschlechtsneutral behandelt wird, während Artikel 190 von der Vergewaltigung als einem Spezialtatbestand der Nötigung spricht, dessen Opfer eine weibliche Person ist.

2. Vor vier Jahren hatte der Ständerat die sexuelle Nötigung beziehungsweise die Vergewaltigung in der Ehe als Tatbestand von der Strafbarkeit ausgeklammert. Bereits damals hat man aber im Ständerat gewusst, dass dies einfach ein Anfang der Diskussion sein kann. Ihr Präsident verwies schon damals auf den Nationalrat, der als Zweitrat die Sache weiterzubehandeln hatte. Das hat der Nationalrat unterdessen getan, und er hat sich auf folgende Lösung einigen können:

Artikel 189: Absatz 1 besagt, dass, wer eine Person zur Duldung einer beischlafsähnlichen oder einer anderen geschlechtlichen Handlung nötigt (dann wird eine Enumeration gemacht), mit Zuchthaus oder Gefängnis bestraft wird. Die Nötigung ist also grundsätzlich ein Officialdelikt. Dieser Absatz ist unbestritten, war auch in der Kommission unbestritten.

Nun muss ich zu diesem Absatz folgendes beifügen: Es wurde in der Kommission gewünscht, dass ich eine Anmerkung mache betreffend des Begriffes der Nötigung. Unser Kollege, Herr Ständerat Daniöth, machte darauf aufmerksam, dass dieser Begriff im Sprachgebrauch sehr weit gehen könne, dass man z. B. im Kanton Uri jemandem zu einem Kaffee «nöten» könne. So etwas – muss ich Ihnen sagen – gibt es im Kanton Zürich nicht. Aber wir wissen, dass wir in einer vielfältigen Schweiz leben.

Spass beiseite; unter dem Begriff «nötigen» verstehen wir natürlich etwas mehr als einen sanften Druck, das bringt auch die Enumeration zum Ausdruck. Nötigen bedeutet einen Zwang und soll ein Oberbegriff sein und heisst eigentlich: zur Duldung zwingen.

Absatz 2 in der ursprünglichen Fassung wurde gestrichen. Die Kommission zeigte damit, dass sie die betreffenden Straftaten in ihrer ganzen Schwere erfasst haben möchte und aus dieser Sicht der Einführung besonderer Strafmilderungen misstraut. Zum neuen Absatz 2 im Nationalratsfassung und Fassung der Mehrheit ihrer Kommission: Er beinhaltet nun neu den Tatbestand der Nötigung durch einen Ehegatten, mit dem man in einer Lebensgemeinschaft lebt. Diese Art Nötigung ist nach Beschluss des Nationalrates und der Mehrheit Ihrer Kommission ein Antragsdelikt. Das heisst: Der/die Betroffene oder sonst jemand muss eine Klage erheben.

Wie kommt die Kommissionsmehrheit zu dieser Lösung? Welches waren ihre Erwägungen?

1. Der Gedanke hat sich unwidersprochen durchgesetzt, dass ein Opfer nicht einfach aus dem Grund, weil es verheiratet ist, keine Rechtsmöglichkeiten haben sollte. Die entwürdigende Situation, die das Opfer einer Nötigung bzw. einer Vergewaltigung empfindet, besteht für jedermann, egal, ob verheiratet oder nicht verheiratet. Vielmehr kann man sagen, dass ein verheiratetes Opfer sich eigentlich noch schlimmer missbraucht vorkommen muss, weil man in einer Ehe doch grundsätzlich von einem Vertrauenszustand ausgeht.

2. Es stand die Entscheidung offen: Soll die Nötigung oder Vergewaltigung in der Ehe ein Antrags- oder ein Officialdelikt sein? Die Kommissionsmehrheit entschied sich, die Nötigung oder Vergewaltigung in der Ehe als Antragsdelikt zu betrachten und das insbesondere aus Rücksicht auf die Intimsphäre des Opfers, auf die Möglichkeit einer Versöhnung mit dem Ehepartner und auch aus Rücksicht auf die gemeinsamen Kinder.

Zwar war man sich auch bewusst, dass Ehen, in denen wiederholt Nötigungen oder Vergewaltigungen vorkommen, eigentlich bereits menschenunwürdige Lebensräume bedeuten können. Letztere sind um so belastender für die Opfer, wenn die sozialen Verhältnisse und die Betreuung von Kindern es quasi nicht ermöglichen, eine Trennung oder Scheidung einzuleiten. Wir Frauen hier im Ständerat kennen wahrscheinlich

einige solche Fälle. Wir wissen auch, dass es da oft gar keine Lösung mehr gibt und irgendeine Auffangstation der einzige Schutz ist. In solchen Fällen kann man natürlich auch nicht von einem Selbstbestimmungsrecht der Ehefrau und ihrer Möglichkeit, es zu wahren, sprechen.

Das ist die eine Seite.

Die andere Seite der Argumentation ist ebenso legitim. Man kann nämlich auch befürchten, dass die neue Klagemöglichkeit vermehrt zu Missbräuchen führen kann, indem in Zukunft bei jeder Ehescheidung die Andeutung auf eine Nötigung geltend gemacht werden kann.

Es ist sehr gut möglich, dass das neue Recht in dieser Art auch als neues Druckmittel verwendet werden kann. Je nach Gewichtung ist man eher für ein Official- oder ein Antragsdelikt. Letztlich waren die Ansichten in der Kommission gar nicht so weit auseinander. Das möchte ich Ihnen sagen. Ich habe mich in der Sitzung wie folgt ausgedrückt, und ich erlaube mir, das hier zu wiederholen: Wenn wir uns heute für die Version Antragsdelikt entscheiden, ist das bereits ein grosser Schritt. Es ist ein grosser Schritt auch deshalb, weil wir innerlich trotzdem etwas unsicher sind, ob wir wirklich dem Opfer gerecht werden. Diese Unsicherheit ist gesund, und es kann gut sein, dass wir im Laufe der Jahre und Jahrzehnte eines Tages anders urteilen werden. Wenn man die Nötigung oder Vergewaltigung in der Ehe eines Tages als Officialdelikt sehen kann, ist das vielleicht eine Entwicklung, die wir bereits heute durch unsere Gedanken und durch unsere Unsicherheit eingeleitet haben. Mir fällt auch auf – das habe ich auch in der Kommission gesagt –, dass unsere männlichen Kollegen diese Fragen um einiges idealistischer angehen. Sie rücken die Ehe und das Idealbild der Ehe eher in den Vordergrund als wir Frauen, die wir eher aus der Sicht der betroffenen Personen urteilen. Wir kennen die Situation aus konkreten Fällen, wir kennen Menschen, deren Leid ungeheuer ist und die sich nicht wehren können. Ich betone aber, dass die Kommission echt bemüht war, die Probleme zu erkennen und ihnen gerecht zu werden. Deshalb ist es auch wichtig, dass ich diese Gedanken hier im Ständerat nochmals formuliert habe.

Die Kommission empfiehlt Ihnen, die Nötigung in der ehelichen Gemeinschaft als Antragsdelikt zu formulieren, d. h. dem Nationalrat zu folgen.

Erlauben Sie mir noch eine Bemerkung zum Begriff der Lebensgemeinschaft. Es ist darauf hinzuweisen: Wenn wir innerhalb der Tatbestände der sexuellen Nötigung und der Vergewaltigung speziell für die Ehegatten gültige Regelungen treffen, gelten diese nur für verheiratete Partner, die mit dem Ehegatten in einer Lebensgemeinschaft leben, auch wenn sie aus beruflichen Gründen nicht am selben Ort wohnen; sie gelten jedoch nicht, wenn sie faktisch oder richterlich getrennt vom Ehepartner leben. Nur in dieser Situation drängt sich eine Ausnahmelösung auf. Für alle übrigen Situationen bietet sich das Regelprinzip der Officialverfolgung an. Dies gilt also namentlich auch für entsprechende Straftaten an Opfern, die mit dem Täter im Konkubinat leben oder in anderen eheähnlichen Lebensgemeinschaften. Ob ein Konkubinatsverhältnis eine der Ehe vergleichbare Gemeinschaft bildet, bedarf nach Bundesgericht, dem sich die Frage im Zusammenhang mit dem Verlust einer Scheidungsrente stellte, einer umfassenden Prüfung.

Im Namen der Kommissionsmehrheit bitte ich Sie, Absatz 2 in der nationalrätlichen Fassung zu akzeptieren. Ich möchte Sie bitten, Herr Vizepräsident, die Absätze 1 und 2 zu bereinigen bzw. der Minderheit das Wort zu geben.

Zu Absatz 3 werde ich nachher noch einmal sprechen.

Frau Bühler, Sprecherin der Minderheit: Ich spreche gleichzeitig zu Absatz 2 von Artikel 189 und Artikel 190. Ich freue mich ausserordentlich, dass die Kommission gewillt ist, dem Nationalrat zu folgen und damit die grundsätzliche Strafwürdigkeit der sexuellen Nötigung und Vergewaltigung in der Ehe anerkennt.

Zwischen den Entscheiden in dieser Frage anlässlich der ersten Behandlung in diesem Rat und heute liegen nicht nur vier Jahre, es liegen Welten dazwischen. Ich weiss das zu schätzen. Wenn ich Ihnen nun als Sprecherin der Minderheit bean-

trage, die Vergewaltigung in der Ehe als Officialdelikt auszugestalten, so bitte ich Sie einfach, den Weg, den Sie erfreulicherweise beschritten haben, zu Ende zu gehen. Es gibt keinen vertretbaren Grund, auf halbem Wege stehenzubleiben! Eine grosse Zahl von Frauenorganisationen schliesst sich dieser Meinung an, darunter beispielsweise die Frauenkommission des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes, der Verband Frauenrechte, der Schweizerische Katholische Frauenbund und der Schweizerische Evangelische Frauenbund und viele andere mehr. Sie sehen, wir befinden uns keineswegs in der Gesellschaft von Extremistinnen.

Die hohe Strafdrohung, die auf sexuelle Nötigung und Vergewaltigung steht, verlangt konsequenterweise die Ausgestaltung als Officialdelikt. Die Schwere des Delikts muss ausschlaggebend sein und nicht die Art des Opfers. Auch ist die landläufige Meinung nicht akzeptabel, dass die Schwere des Deliktes gemindert wird, wenn sich Opfer und Täter nahestehen, wie das in einer Ehe der Fall ist. Das Gegenteil ist richtig! Die Handlungen wirken um so verheerender, je näher sich Opfer und Täter stehen oder einmal gestanden sind. Zur erzwungenen sexuellen Handlung kommt noch der Vertrauensbruch, die Zerstörung der emotionalen Beziehung dazu.

Immer wieder hört man die Meinung, dass mit der Eheschliessung, mit dem Ja-Wort auch zur Geschlechtsgemeinschaft, die Partner ihre Selbstbestimmung in sexuellen Belangen – zumindest teilweise oder tendenziell – verloren hätten. Dem ist nicht so. Zwar ist der Fortbestand einer Ehe bei Unstimmigkeiten im sexuellen Bereich aufs schwerste gefährdet. Niemals kann aber zur Diskussion stehen, dass sogenannte Ansprüche gegen den Willen des Partners durchgesetzt werden dürften. Die sexuelle Integrität beider Partner gilt in der Ehe ohne jeden Abstrich.

Als Hauptargument gegen die Ausgestaltung als Officialdelikt wird die Gefährdung der Ehe ins Feld geführt. Abgesehen davon, dass eine strikte Unter-Strafe-Stellung der Vergewaltigung und der sexuellen Nötigung in der Ehe eine präventive und damit eheerhaltende Wirkung entfalten kann, ist es niemals der Richter, der eine Ehe zerstören wird. Die Rücksichtslosigkeit des Partners hat dies bereits getan. Sich vorzustellen, dass gegen den Willen des Opfers Verfahren durchgezogen würden, ist absurd. Auch wenn die Vergewaltigung in der Ehe zum Officialdelikt wird, steht einer Versöhnung, falls sie überhaupt möglich ist, nichts im Wege. Es ist indes so, dass die Ausgestaltung als Antrags- oder Officialdelikt darüber entscheidet, ob es überhaupt – bei voller Zustimmung des Opfers – zu einer Strafverfolgung kommt. Reden Sie mit Betreuerinnen von Frauenhäusern! Die Realität ist niederschmetternd. Sie werden einige Illusionen verlieren. Die nackte Angst hindert eingeschüchterte, wirtschaftlich total abhängige Frauen daran, sich aus unerträglichen, erniedrigenden Situationen zu befreien. Es ist ein entscheidender Unterschied, ob eine Frau als Anklägerin gegen ihren Mann oder als Zeugin auftreten muss, ob sie den ersten Schritt selbst tun muss oder ob ihr Angehörige zu Hilfe kommen können. Daran entscheidet sich die Frage, ob diese Delikte überhaupt geahndet werden.

Das wichtigste erscheint mir aber folgendes: Von der Ausgestaltung als Officialdelikt erwarte ich eine Signalwirkung. Man könnte das so ausdrücken: Rücksichtslosigkeit in der Ehe wird nicht mehr risikolos sein. Das Strafrecht könnte zum Schutzschild für diejenigen werden, die sich nicht zu wehren wissen und heute zu bedauernswerten, zugrundegerichteten und verzweifelten Opfern werden. Dieser Schutzschild könnte sehr viel mehr zur Erhaltung von Ehen beitragen als die unlogische, schwächliche Ausgestaltung der sexuellen Nötigung und der Vergewaltigung in der Ehe als Antragsdelikt.

Ich bitte Sie, nicht auf halbem Weg stehenzubleiben und der Minderheit zuzustimmen.

Danioth: Ich trete für die Fassung der Mehrheit ein in der vollen Ueberzeugung, es sei in der heutigen Gesellschaft weitgehend anerkannt, dass die Frau ein integrales Selbstbestimmungsrecht hat, das sie auch mit der Eheschliessung nicht aufgibt. Das frühere sogenannte Verfügungsrecht des Mannes über die Frau, das Frau Bühler wieder heraufbeschworen

hat und das sie meiner Meinung nach etwas zu schwarz ausmalt, sollte endgültig der Vergangenheit angehören.

Ich bin froh, wenn der Ständerat bewusst diese Wandlung nachvollzieht, wie er es bereits beim vorher diskutierten Artikel tat. Der Trauschein darf kein Freipass für Gewalt irgendwelcher Art mehr sein. Gewalt bleibt Gewalt, ob inner- oder ausserhalb der Ehe. Sie ist zu verurteilen, zu missbilligen, zu bekämpfen. Nach meiner Meinung können wir auch nicht – wie es in der früheren Fassung des Ständerats gemacht wurde, die nicht mehr aufrechterhalten wird – unterscheiden zwischen einem Tatbestand in getrennter und nicht getrennter Ehe, in sogenannter intakter Ehe; ganz abgesehen davon, dass es in einer wirklich intakten Ehe nicht zu derartigen Verhaltensweisen kommen dürfte.

Für die Rechtfertigung dieses Schrittes wird übrigens im Volk noch einiges an Ueberzeugungs- und Aufklärungsarbeit zu leisten sein. Gerade deshalb kommt dem neu einzuführenden Strafrecht – darin bin ich mit meinen Vorrednerinnen durchaus einverstanden –, das das sexuelle Selbstbestimmungsrecht der Ehefrau postuliert, auch eine präventive, d. h. vorbeugende Wirkung zu. Sie soll auch einen Bewusstseinsprozess auslösen und, das möchte ich klar sagen, auch in die Erziehung einfließen. Die Bereitschaft, einer Frau Gewalt anzutun, ist ja nicht etwas von der gesellschaftlichen Entwicklung Losgelöstes. Diese Bereitschaft entsteht in den Gedanken, in den Köpfen, und hier muss sie zuerst verschwinden. Der im Gesetz festgehaltene vermehrte Respekt vor der Würde der Frau muss einen gesellschaftlichen Prozess auslösen. Hierzu braucht es das klare Bekenntnis des Strafrichters. Das allein genügt aber nicht, darin sind wir uns einig.

Ich setze mich klar für die Strafbarkeit ein, bin aber ebenso klar gegen die Ausgestaltung des Delikts als Officialdelikt, in der Form, wie es Frau Bühler soeben dargestellt hat. Wie kann man, möchte ich fragen, auf der einen Seite das Selbstbestimmungsrecht der Frau ernst nehmen – das ja auch der Beratung und Unterstützung zugänglich ist – und ihr das Nein dem Mann gegenüber zubilligen, ihr dann aber gleichzeitig dieses Recht, nein zum staatlichen Verfahren, nein zum staatlichen Eingriff zu sagen, wieder wegnehmen? Sie kann so nicht nein sagen zu den Konsequenzen, die das Verfahren für sie, für die Kinder haben wird, und es wird ihr damit auch die Möglichkeit verbaut, dass es zu einer Versöhnung kommen kann und damit möglicherweise die Ehe, auch wenn sie schwer angeschlagen ist, gerettet werden kann.

Mit anderen Worten: Für mich gibt es keinen absoluten Strafanspruch. Er ist in Relation zu den übrigen Rechtsgütern zu setzen. Aus diesem Grund bin ich der Meinung, wir sollten diese wohlabgewogene Regelung, wie sie die Mehrheit in Zustimmung zum Nationalrat vorschlägt, nachvollziehen.

Ich bin durch die Erklärungen der Frau Präsidentin zur Begriffsumschreibung etwas beruhigt worden, weil ich glaube, dass wir durchaus die früheren Worte hätten gebrauchen können. Die Worte «Zwang, zwingen» bringen besser zum Ausdruck, dass hier Gewalt angetan wird, während das Wort «nötigen» eine sehr abschwächende Bedeutung haben kann, und zwar nicht nur beim vorhin erwähnten Beispiel. Nicht ganz zufrieden bin ich auch mit dem Einschleiben des Wortes «namentlich», weil so die Enumerativmethode hier ganz klar hervorgehoben wird. Einerseits ist nämlich die Aufzählung abschliessend, und andererseits wird eine Unsicherheit bei einem Tatbestand geschaffen, der immerhin mit Zuchthaus bestraft wird. Auch hier bin ich um die präzisierenden Erklärungen der Kommissionspräsidentin froh.

Gesamthaft meine ich, wir sollten diesen Schritt des Konsenses mit dem Nationalrat bewusst tun und diesen wichtigen Punkt des Strafrechtes so verabschieden.

Cavelty: Wenn ich Frau Bühler höre, muss ich ihr recht geben. Eine Vergewaltigung in der Ehe, so wie sie sie geschildert hat, in dieser Brutalität und Härte, sollte tatsächlich streng geahndet werden. Es wäre nicht falsch, diese *ex officio* zu verfolgen. Aber wir schaffen ein Gesetz, das eigentlich für alle Fälle angewendet werden muss, auch für Vergewaltigungen, die nicht gerade in dieser Härte und Brutalität stattfinden. So erinnere ich mich an eine Sendung im Fernsehen vor einigen Jahren zu

diesem Thema, wo eine bekannte Fernsehfrau, die heute nicht mehr lebt, sagte, wenn sie es sich richtig überlege, müsste sie nachträglich doch sagen, sie sei in ihrer früheren Ehe auch schon vergewaltigt worden. Damit möchte ich nur andeuten, dass es graduelle Unterschiede in der Vergewaltigung gibt. Es wäre doch allzu hart und allzu wenig flexibel, auch solche Fälle, wo man erst im nachhinein auf den Gedanken kommt, man sei vergewaltigt worden, als Officialdelikt zu verfolgen. Da wir ein Gesetz schaffen, das für alle Fälle Anwendung finden soll, muss man zum Schluss kommen, dass ein Antragsdelikt genügt.

Im übrigen scheint mir, besteht nur ein ganz kleiner, fast nicht wahrzunehmender Unterschied zwischen Antragsdelikt und Officialdelikt. Im Grunde genommen geht es bei der Vergewaltigung nämlich darum, dass eine Frau gegen ihren Willen genötigt wird. Sagen, dass eine geschlechtliche Handlung gegen ihren Willen gehe, kann nur die Frau selbst. Die äusseren Merkmale nützen da nur als Indizien.

Wenn wir also ein Officialdelikt schaffen, die Frau aber keine Strafverfolgung will, dann wird sie bei ihrer ersten Befragung die Frage des Untersuchungsrichters, ob sie vergewaltigt worden sei, mit «Nein» beantworten, und kein Mensch kann ihr das Gegenteil nachweisen. Damit möchte ich sagen: Machen wir keine grosse Philosophie daraus. Lassen wir es bei der Wendung des Antragsdeliktes. Vielleicht hat Frau Weber recht, vielleicht wandeln sich die Ansichten und auch die Praxis, so dass man in einer späteren Revision dann doch noch zur Form, wie es die Minderheit jetzt schon will, gelangt. Aber vorläufig ist dieser Schritt noch verfrüht.

Bundesrat Koller: Frau Weber hat bereits erwähnt, dass der Bundesrat in dieser Frage, innert dieser fünf oder sechs Jahre seit der Botschaft, zu einer anderen Beurteilung gelangt ist. Wir sind zur Ueberzeugung gekommen, dass die sexuelle Selbstbestimmung der Ehefrau ein derart überragendes Rechtsgut ist, dass auch Nötigung und Vergewaltigung in der Ehe strafbar sein müssen. Es geht heute glücklicherweise – da bin ich mit Ihnen einverstanden – wirklich nur noch um die Frage Antrags- oder Officialdelikt.

Wenn man beide Möglichkeiten richtig durchdenkt, muss man nüchtern feststellen, dass im Grunde genommen keine der beiden Möglichkeiten voll befriedigt, weil beide zu gewissen Missbrauchstatbeständen führen können, und zwar vermögen sie schon aus der Natur der Sache heraus nicht voll zu befriedigen, weil sich hier unterschiedliche Rechtsgüter gegenüberstehen. Auf der einen Seite ist es das Rechtsgut der sexuellen Selbstbestimmung der Ehefrau, auf der andern Seite sind es aber eben auch Rechtsgüter wie das Interesse am Fortbestand der Ehe, am Fortbestand einer Familie, aber auch das Interesse am Schutz der Intimsphäre. Wegen dem Konflikt zwischen diesen Rechtsgütern ist der Bundesrat mit dem Nationalrat der Meinung, dass das Antragsdelikt doch die bessere Lösung sei.

Beim Officialdelikt muss das Strafverfahren auch gegen den Willen der Ehefrau durchgeführt werden. Frau Bühler, hier muss ich Sie korrigieren: Auch bei einer Versöhnung muss das Strafverfahren noch zu Ende geführt werden. Möglich ist einzig, dass man diese Versöhnung allenfalls strafmildernd oder -mildernd berücksichtigt, aber aufgrund der Versöhnung das Strafverfahren abzubrechen, das geht eigentlich nicht an. Nun sagt man, die Frau könne sich ja mit einem Zeugnisverweigerungsrecht behelfen. Einmal gewähren aber nicht alle Strafprozessordnungen der Ehefrau ein solches Zeugnisverweigerungsrecht. Und dann ist es natürlich immer auch möglich, dass eine Drittperson als Zeuge auftritt. Dann hat es die Frau selbst mit einem Zeugnisverweigerungsrecht nicht in der Hand, ein Strafverfahren tatsächlich zu unterbrechen. Das Officialdelikt ist vor allem problematisch, wenn die Frau aufgrund einer Versöhnung, weil sie ihrem Ehemann eben verziehen hat, beispielsweise zivilrechtlich überhaupt nichts unternimmt, sondern ihre Ehe fortführen, ihre Familie retten möchte; es müsste dann aber trotzdem noch ein Strafverfahren gegen diesen Ehemann und Vater der Kinder durchgeführt werden. Aus all diesen Gründen glaubt der Bundesrat, dass das Officialdelikt übers Ziel hinausschiesst und bei der Abwägung al-

ler im Spiel stehenden Rechtsgüter das Antragsdelikt doch die beste Lösung ist. Ein Rechtsvergleich zeigt übrigens, dass sich auch international das Antragsdelikt durchsetzt wie beispielsweise jüngst in Oesterreich.
Aus all diesen Gründen möchte ich Sie bitten, mit Nationalrat und Mehrheit Ihrer Kommission dem Antragsdelikt zuzustimmen.

Art. 189 Abs. 1 – Art. 189 al. 1
Angenommen – Adopté

Art. 189 Abs. 2 – Art. 189 al. 2

Abstimmung – Vote
Für den Antrag der Mehrheit 28 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 5 Stimmen

Art. 189 Abs. 3 – Art. 189 al. 3

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Dem Absatz 3 wurde vom Nationalrat neu ein zweiter Satz beigefügt, nämlich dass die Tat von Amtes wegen verfolgt wird. Das bedeutet, dass dieser Tatbestand ein Officialdelikt ist, wenn der Täter grausam handelt. Die Kommission empfiehlt Ihnen Zustimmung zum Nationalrat.

Präsident: Der Antrag der Minderheit ist zurückgezogen.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 190 Abs. 1 – Art. 190 al. 1
Angenommen – Adopté

Art. 190 Abs. 2, 3 – Art. 190 al. 2, 3
Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 191
Antrag der Kommission
Abs. 1
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2
Mehrheit
Ist der Täter der Ehegatte des Opfers und lebt er mit diesem in einer Lebensgemeinschaft, wird die Tat auf Antrag verfolgt. Das Antragsrecht erlischt nach Ablauf von sechs Monaten. Artikel 28 Absatz 4 ist nicht anwendbar.

Minderheit
(Meier Josi, Bühler, Onken, Weber)
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 191
Proposition de la commission
Al. 1
Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2
Majorité
L'acte sera poursuivi sur plainte si l'auteur est marié avec la victime et si l'auteur mène une vie commune avec la victime. Le droit de porter plainte se prescrit par six mois. L'article 28, 4e alinéa, n'est pas applicable.

Minorité
(Meier Josi, Bühler, Onken, Weber)
Adhérer à la décision du Conseil national

Abs. 1 – Al. 1
Angenommen – Adopté

Abs. 2 – Al. 2

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Hier geht es um die Schändung. Absatz 1 ist unbestritten.

In Absatz 2 schafft die Kommissionsmehrheit eine Differenz zum Nationalrat. Es geht um die Schändung, die als Officialdelikt verstanden wird.

Die Mehrheit der Kommission unterscheidet auch hier zwischen einem ausserehelichen und einem innerehelichen Tatbestand. Tatsächlich gibt es Grenzfälle. Man dachte an sklerotische Erscheinungen bei einem Ehegatten, die es absolut rechtfertigen, den Tatbestand in einer Ehe etwas anders zu beurteilen und damit auf Antrag zu verfolgen.
Die Kommissionsmehrheit empfiehlt Ihnen Zustimmung.

Frau **Meier Josi**, Sprecherin der Minderheit: Artikel 189 bedroht die Nötigung zu beischlafsähnlichen Handlungen, Artikel 190 die Vergewaltigung mit Strafe.

In beiden Fällen wird der Missbrauch der Uebermacht eines Menschen über einen andern unter Strafe gestellt.

Bei ungetrennter Ehe wurde dabei insbesondere die Möglichkeit der Verzeihung und der Schutz der Intimsphäre zum Anlass genommen, nur auf Antrag zu strafen.

In Artikel 191 geht es nicht nur um den Missbrauch eigener Macht. Hier geht es zusätzlich um die Ausnützung der völligen Ohnmacht des Opfers. In meinen Augen ist das das Schlimmste, was im Bereich der Sexualität geschehen kann. Da werden Idioten, Bewusstlose, gelähmte Personen, die *a priori* nicht die geringste Möglichkeit haben, nein zu sagen oder ein Nein nur anzudeuten, missbraucht, und dies definitionsgemäss im vollen Wissen um den Zustand des Opfers. Die Höchststrafe wurde daher zu Recht auf das gleiche Maximum festgesetzt wie bei Vergewaltigung.

Schändung galt schon immer – der Name sagt es – als besonders verwerflich. Für mich ist es vor allem deshalb ein qualifizierter, also ein schwerwiegender Tatbestand, weil beim Beischlaf die Ausnützung der Ohnmacht des Opfers auch noch dazu führen kann, dass Kinder gezeugt werden. Wir stehen schon auch vor einem Wertungsproblem. Innerhalb einer Ehe sollten nach meiner Ueberzeugung eigentlich der Respekt und die Sorge um eine Lebensgefährtin und die Sorge um eine verantwortungsbewusste Familienplanung nicht weniger Rücksicht bewirken. Ich hätte daher sogar Verständnis für schärfere Strafandrohungen gehabt. Aber das hat gar niemand beantragt. Für milde Behandlung wirklich leichter Tatbestände kann der Richter übrigens innerhalb des sehr weiten Strafraumens ohne weiteres sorgen.

Wenn ich nun aber bei der Schändung der Zurückstufung auf ein blosses Antragsdelikt bei ungetrennter Ehe nicht zustimmen kann, hat dies folgenden speziellen Grund, den wir vielleicht in der Kommissionsberatung zuwenig bedacht haben: Naturgemäss ist eine urteilsunfähige Person in der Mehrzahl der Fälle gleichzeitig auch handlungsunfähig und damit gar nicht in der Lage, Antrag zu stellen. Nach Artikel 28 Absatz 2 müsste das dann ein Vormund, der eine solche Schändung feststellt, tun: Er müsste den Antrag stellen. Wenn es böse geht, ist der verletzende Partner sogar noch selbst Vormund des Opfers. Wir brauchen uns die Verfahrensprobleme, die daraus entstehen können, nicht auszumalen. Der Widersinn eines Antragsdelikts bei solchen Fällen liegt eigentlich auf der Hand. Die Ueberlegungen, die Kollege Daniöth vorher zum Selbstbestimmungsrecht der Frau anstellte, versagen gerade hier, eben beim Stellen eines Strafantrages.

Ich empfehle Ihnen daher, der Minderheit zuzustimmen. Damit würden wir übrigens unserer eigenen ursprünglichen Haltung treu bleiben. Wir haben nämlich beim ersten Durchgang die Schändung richtigerweise – wie das früher immer der Fall war – als Officialdelikt eingestuft. Zudem würden wir erst noch eine Differenz aus der Welt schaffen.

Daniöth: Nachdem die Kommissionspräsidentin auch zur Minderheit gehört, erlaube ich mir, doch noch ein Wort für den Mehrheitsantrag einzulegen. Frau Meier Josi übersieht offenbar, dass es sich beim Absatz 2 um die Schändung zwischen Ehegatten handelt, also der Ehemann schändet die Ehefrau. Sie haben nicht den generellen Tatbestand der Schändung, den auch wir nicht privilegieren wollen, der von Amtes wegen verfolgt werden soll.

Im weiteren ist zu sagen, dass selbst innerhalb der Ehe die Schändung dann ohne Antrag verfolgt werden kann, wenn sie mit gefährlichen Mitteln und mit Körperverletzung usw. zustande kommt, wie wir das im Artikel 190 haben. Also: Handelt der Täter grausam, verwendet er namentlich eine gefährliche Waffe oder einen anderen gefährlichen Gegenstand, dann wird die Tat von Amtes wegen verfolgt.

Wir sind aber zur Auffassung gelangt, dass es durchaus Fälle von vorübergehender Urteilsunfähigkeit gibt, aufgrund von Alkoholgenuss oder Medikamenteneinnahme, und dass dann Beziehungen eintreten, die unter Umständen, wenn ein Officialdelikt gegeben ist, zu einem Strafverfahren führen, das an den Realitäten vorbeigeht. Wenn aber der Fall eintritt, dass eine behinderte Frau, die sich nicht einmal wehren kann, eine kranke Frau missbraucht wird und dass eindeutig ein grosser Strafrechtsgehalt vorhanden ist, ist die Meinung der Kommissionmehrheit, dass aufgrund des Antragsrechts ein Strafverfahren gegen den Ehemann durchgeführt werden soll. Hier braucht es aber den Antrag, und wenn die Ehefrau nicht urteilsfähig ist und den Antrag nicht selber stellen kann, ist dieser vom Vormund – nötigenfalls von einem zu ernennenden Vormund – zu stellen, so dass die Strafe durchaus erfolgen kann. Es lassen sich nicht alle Fälle abdecken. Wir sind aber der Meinung, dass die Fassung der Mehrheit der Notwendigkeit sehr wahrscheinlich am nächsten kommt.

Bundesrat **Koller**: Bei Artikel 191 hat Ihnen der Bundesrat bereits in der Botschaft ein Officialdelikt empfohlen. Wir sind der Meinung, dass der sexuelle Missbrauch einer urteils- und widerstandsunfähigen Person ein derart krasses Delikt ist und in der Ehe derart gegen die Treue- und Beistandspflicht in der ehelichen Gemeinschaft verstösst, dass man es auch in der Ehe als Officialdelikt ausgestalten sollte. Vor allem für die Fälle der dauernden Urteilsunfähigkeit, wo zudem der Antragsmechanismus nur sehr schlecht spielt, weil vielfach beispielsweise sogar der Ehemann der Vormund ist, glauben wir, dass ein Antragsdelikt keine adäquate Lösung ist. Deshalb bitte ich Sie, mit dem Bundesrat, dem Nationalrat und der Minderheit Ihrer Kommission einer Ausgestaltung als Officialdelikt zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	19 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	12 Stimmen

Art. 193 Abs. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1

.... ein Arbeitsverhältnis oder eine in ähnlicher Weise begründete Abhängigkeit ausnützt, wird mit Gefängnis bestraft.

Art. 193 al. 1

Proposition de la commission

Al. 1

.... travail ou d'un lien de dépendance analogue

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Der Nationalrat hat eine gegenüber dem Bundesrat etwas umformulierte Fassung beschlossen. Das Adjektiv «schwer» wurde gestrichen und der Tatbestand durch das Arbeits- oder Dienstleistungsverhältnis erweitert. Der Nationalrat ist der Meinung, dass eine Notlage allein schon etwas Schweres ist. Nun hat Ihre Kommission eine weitere Aenderung vorgenommen. Sie spricht von einem Arbeitsverhältnis oder einer in ähnlicher Weise begründeten Abhängigkeit. Die Aenderung ist eigentlich nicht bloss materieller Art. Die Kommission bittet Sie um Zustimmung.

Angenommen – Adopté

Art. 195 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 195 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Es geht um die Streichung des Passus «eines Vermögensvorteils wegen». Hier schliesst sich die Kommission dem Nationalrat an, der einen ähnlichen Schritt macht, wie es der Ständerat 1987 gegenüber dem Bundesrat machte. Neu bedeutet das: Die Ueberwachung der/des Prostituierten soll nicht bloss strafbar sein, wenn dies eines Vermögensvorteils wegen erfolgt, sondern schlechthin. Es geht also wiederum um die Beeinträchtigung der Handlungsfähigkeit, die schlechthin nicht erlaubt ist. Das heisst: Der Zuhälter wird, wenn er diese Beeinträchtigung vornimmt, in Zukunft deswegen bestraft, unabhängig davon, ob er kassiert oder nicht.

Angenommen – Adopté

Art. 197 Ziff. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 197 ch. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Der Nationalrat beschloss Zustimmung zum Bundesrat. Der Ständerat hat 1987 den Ausdruck «Radio oder Fernsehen» gestrichen, mit dem Vermerk, dass letztere in den «Ton- oder Bildaufnahmen» enthalten seien. Nun ist es doch wichtig, dass wir diesen Ausdruck wieder in den Wortlaut hineinnehmen. Zur Präzisierung bitte ich Herrn Bundesrat Koller, vielleicht kurz etwas zu sagen wegen der strafrechtlichen Verantwortung bezüglich der Erstausröhler.

Bundesrat **Koller**: Wir empfehlen Ihnen, die Wendung «oder durch Radio oder Fernsehen verbreitet» wiederaufzunehmen, und zwar aus zwei Gründen: Sie waren der Meinung, man könne diesen Passus streichen, weil es sich hier sowieso um Ton- oder Bildaufnahmen handle. Das ist aus logischer Sicht richtig, aber im Medienrecht hat der Begriff der Verbreitung eine besondere technische Bedeutung erhalten. Verantwortlich gemacht werden können nur die Erstverbreiter, nicht aber die Weiterverbreiter, beispielsweise Kabelfernsehen, und deshalb ist es richtig, diese Formulierung hier wiederaufzunehmen.

Angenommen – Adopté

Art. 198

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Neu hat der Nationalrat formuliert «oder in grober Weise durch Worte». Es war dem Nationalrat sehr wichtig, dass das aufgeführt wird. Es ist zu sagen, dass Injurieren heute schon strafbar ist. Die Kommission empfiehlt ihnen Zustimmung zum Nationalrat.

Angenommen – Adopté

Zwölfter Abschnitt: Strafbare Handlungen gegen sexuelle Integrität, Art. 153–155

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Chapitre douzième: Infractions contre l'intégrité sexuelle, art. 153–155

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Hier kommen nun die Anpassungen an die Nötigung und die Vergewaltigung. Ich empfehle Ihnen im Namen der Kommission Zustimmung zu den Artikeln 153 bis 155, das sind alles analoge Artikel zu 189 und 190 StGB

Angenommen – Adopté

Art. 155a (neu)

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 155a (nouveau)

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Hier hat der Nationalrat neu etwas bestimmt. Die Vergewaltigung und die Nötigung zwischen Ehegatten werden der zivilen Strafbarkeit unterworfen, da das Militärstrafgesetz keine eigentlichen Antragsdelikte kennt, mit Ausnahme der Ehrverletzungsklage. Die Kommission empfiehlt Ihnen Zustimmung.

Angenommen – Adopté

Art. 156

Antrag der Kommission

Ziff. 1bis

Mehrheit

Die Handlung ist nicht strafbar, wenn alle Beteiligten weniger als 14 Jahre alt sind.

Minderheit

(Bührer, Hänsenberger, Jagmetti, Onken, Schoch, Weber)

Die Handlung ist nicht strafbar, wenn der Täter nicht mehr als drei Jahre älter ist als das Kind. Die Handlung ist ebenfalls nicht strafbar, wenn alle Beteiligten weniger als 14 Jahre alt sind.

Ziff. 2

.... zurückgelegt und liegen besondere Umstände vor oder

Ziff. 4

Festhalten

Art. 156

Proposition de la commission

Ch. 1bis

Majorité

L'acte n'est pas punissable si tous les participants sont âgés de moins de 14 ans.

Minorité

(Bührer, Hänsenberger, Jagmetti, Onken, Schoch, Weber)

Si la différence d'âge entre l'auteur et l'enfant est de moins de 3 ans, l'acte n'est pas punissable. L'acte n'est pas non plus punissable si tous les participants sont âgés de moins de 14 ans.

Ch. 2

.... ans et en cas de circonstances particulières ou si la victime a contracté mariage avec l'auteur, l'autorité compétente pourra

Ch. 4

Maintenir

Ziff. 1bis – Ch. 1bis

Bundesrat **Koller**: Hier liegt ein Irrtum vor. Im Militärstrafrecht bleibt für sexuelle Handlungen unter Leuten, die jünger als 14 Jahre sind, selbstverständlich kein Raum. Ich beantrage Ihnen, diesen Absatz zu streichen.

Präsident: Sie sind damit einverstanden. Dadurch fallen die Anträge sowohl der Mehrheit als auch der Minderheit dahin.

Angenommen gemäss Antrag des Bundesrates

Adopté selon la proposition du Conseil fédéral

Ziff. 2, 4 – Ch. 2, 4

Angenommen – Adopté

Art. 157 Ziff. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 157 ch. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Hier muss ich eine Bemerkung machen: Es geht um die Ausnützung einer militärischen Stellung.

Ziffer 1, die Strafbarkeit der gleichgeschlechtlichen Handlungen, wird im Militärstrafgesetz gestrichen. Einen solchen Antrag hat Herr Schmid bereits 1984 gestellt, das möchte ich hier betonen. Homosexualität wäre damit nicht mehr strafbar. Ziffer 2 wird entsprechend angepasst. Die Kommission bittet Sie um Zustimmung.

Angenommen – Adopté

Art. 159a Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 159a al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Hier geht es um Exhibitionismus. Es erfolgt eine Anpassung an das Strafgesetzbuch. Ich bitte Sie im Namen der Kommission um Zustimmung.

Angenommen – Adopté

Art. 159b

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

An den Nationalrat – Au Conseil national

Schluss der Sitzung um 11.45 Uhr

La séance est levée à 11 h 45

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision

Code pénal et Code pénal militaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.03.1991 - 08:00
Date	
Data	
Seite	78-88
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 863

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Bundesrat **Koller**: Ich würde Ihnen empfehlen, dass wir den Artikel 759 absatzweise durchgehen.

In Absatz 1 geht es um das sogenannte Aussenverhältnis. Es geht also um die Frage: Wenn ein Geschädigter mehreren Schädigern gegenübersteht – also ein Aktionär mehreren Verwaltungsräten oder zugleich dem Verwaltungsrat und der Kontrollstelle –, wofür haben die Schädiger dann einzustehen? Es besteht grundsätzlich Uebereinstimmung, dass hier das Prinzip der solidarischen Haftung gelten soll, d. h., dass die mehreren Schädiger grundsätzlich für das Ganze zu haften haben. Was nun aber strittig ist, ist die Frage, ob in diesen Aussenverhältnissen ein Schädiger bereits den unterschiedlichen Grad seines Verschuldens geltend machen kann. An der bisherigen strengen Praxis des Bundesgerichtes hat man gerügt, es sei irgendwie widersprüchlich, dass ein Verwaltungsrat, der nur aus einem einzigen Mann bestehe, als Entlastungs- und Herabsetzungsgrund geltend machen könne, es treffe ihn nur ein leichtes Verschulden. Wenn der gleiche Verwaltungsrat dagegen in einem mehrköpfigen Verwaltungsrat sitzt, soll er das nach der bisherigen Rechtsprechung und nach dem Antrag, den Frau Uchtenhagen eingereicht hat, nicht machen können.

Die Begründung, die das Bundesgericht und die entsprechende Literatur geben, ist folgende: Als Aktionär habe man eben durch den Umstand, dass eine Gesellschaft einen mehrköpfigen Verwaltungsrat habe, auch eine zusätzliche Garantie im Fall der Haftung. Demgegenüber sagt die andere Richtung, es widerspreche den übrigen Fällen von Solidarhaftung, insbesondere der Solidarhaftung im Strassenverkehrsrecht. Dort kann bereits im Aussenverhältnis der unterschiedliche Grad des Verschuldens geltend gemacht werden.

Aus diesen Gründen – wenn ich Sie richtig verstanden habe –, wegen einer besseren Kongruenz und der Aufhebung dieser Widersprüche, haben sich Nationalrat und Ständerat für diese – ich kann fast sagen – SVG-konforme Auffassung der Solidarität bekannt. Das zum Absatz 1.

Nun zu Absatz 2: Hier geht es um die Frage des internen Verhältnisses, also um die Schadensverteilung zwischen mehreren Verwaltungsräten oder auch um die Schadensverteilung zwischen Verwaltungsräten und Angehörigen der Kontrollstelle.

Hier besteht eigentlich nur eine ganz kleine Differenz. Frau Uchtenhagen hat ausdrücklich gesagt, dass sie eigentlich nichts dagegen habe, hier dem Ständerat zuzustimmen. Ich möchte Ihnen das eigentlich empfehlen, weil der Begriff «in Würdigung aller Umstände» noch etwas weiter ist als nur das Abstellen auf das Verschulden, obwohl das zweifellos der wichtigste Umstand ist. Aber ich würde hier dem weiteren Begriff den Vorzug geben und empfehle Ihnen, hier dem Ständerat zuzustimmen.

Schliesslich kommt noch Absatz 3. Bundesrat und Ständerat beantragen, ihn zu streichen. An sich verstehe ich das Anliegen, das Herr Nationalrat David vertritt. Aber das geht einfach rechtsdogmatisch nicht auf; es sind zwei ganz verschiedene Probleme. Das eine ist die Frage: Wer haftet dem Geschädigten im Aussenverhältnis? Das andere ist die Frage: Wie ist diese Verantwortlichkeit unter den mehreren haftbaren Personen – also unter den Verwaltungsräten und den Mitgliedern der Kontrollstelle – intern aufzuteilen?

Wenn Sie beispielsweise im Aussenprozess gar nicht alle möglichen Beteiligten eingeklagt haben, dann kann selbstverständlich der Richter in diesem Aussenprozess auch gar nicht den Grad des Verschuldens aller möglichen Beteiligten festlegen. Aus diesem Grund möchte ich Sie bitten, den Absatz 3 zu streichen.

Präsident: In Absprache mit dem Kommissionspräsidenten stimmen wir wie folgt ab: Zuerst über die Absätze 1 und 2 zusammen und anschliessend separat über Absatz 3.

Abs. 1, 2 – Al. 1, 2

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit

76 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit

27 Stimmen

Abs. 3 – Al. 3

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit

78 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit

31 Stimmen

Ziff. III Art. 2 Abs. 2

Antrag der Kommission

.... ausgenommen. Gesellschaften, deren Partizipationskapital am 1. Januar 1985 das Doppelte des Aktienkapitals übersteigt, sind von,

Ch. III art. 2 al. 2

Proposition de la commission

.... le capital-participation dépassait le double du capital-actions au 1er janvier 1985

Angenommen – Adopté

Art. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

85.047

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision Code pénal et Code pénal militaire. Révision

Differenzen – Divergences

Siehe Jahrgang 1990, Seite 2309 – Voir année 1990, page 2309

Beschluss des Ständerates vom 5. März 1991

Décision du Conseil des Etats du 5 mars 1991

Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

Art. 187

Antrag der Kommission

Ziff. 1bis

Die Handlung ist nicht strafbar, wenn der Altersunterschied zwischen den Beteiligten nicht mehr als drei Jahre beträgt.

Ziff. 2, 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 187

Proposition de la commission

Ch. 1bis

L'acte n'est pas punissable si la différence d'âge entre les participants ne dépasse pas trois ans.

Ch. 2, 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Art. 156

Antrag der Kommission

Ziff. 1bis

Die Handlung ist nicht strafbar, wenn der Altersunterschied zwischen den Beteiligten nicht mehr als drei Jahre beträgt.

Ziff. 2, 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 156*Proposition de la commission**Ch. 1bis*

L'acte n'est pas punissable si la différence d'âge entre les participants ne dépasse pas trois ans.

Ch., 2, 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

M. Cotti, rapporteur: Dans la procédure concernant la réforme du droit pénal à propos des actes sexuels, nous avons produit 16 divergences avec le Conseil des Etats. Sur ces 16 divergences, trois sont restées. La principale se réfère à l'article 187 du Code pénal, «Actes d'ordre sexuel avec des enfants». Cet article règle l'âge limite de protection. Son but est donc de protéger les enfants dont l'âge se situe en dessous de cette limite contre des actes relevant du domaine sexuel commis par des adultes. Cet article a fait l'objet de multiples propositions au cours des travaux de commission, tant au Conseil national qu'au Conseil des Etats. En effet, si l'âge limite de protection fixé à 16 ans est maintenu, la discussion a porté essentiellement sur un autre aspect du problème, à savoir sur la non-punissabilité des amours juvéniles.

Le Conseil fédéral propose, au chiffre 2 de l'article, une exemption de peine facultative si l'auteur a moins de 18 ans au moment de l'acte ou s'il se marie avec la victime. Le Conseil des Etats, lors de ses premières décisions, a choisi d'élever cette limite à 20 ans. Ainsi, le principe général de l'âge limite de protection fixé à 16 ans est atténué en permettant aux juges de renoncer à la poursuite, au renvoi devant le tribunal ou à une peine chaque fois qu'ils se trouvent en présence de jeunes personnes au-dessous de 20 ans ayant eu des rapports sexuels avec des partenaires plus jeunes qu'eux, c'est-à-dire âgés de moins de 16 ans, mais consentants.

La commission du Conseil national, suivie par le plénum, a estimé que l'exemption facultative prévue au chiffre 2 de l'article n'était pas suffisante. On a donc ajouté un chiffre 1bis au sens duquel «l'acte n'est pas punissable si l'enfant est âgé de 14 ans au moins et si l'auteur n'est pas de 4 ans plus âgé que lui. De plus, l'acte n'est pas non plus punissable si tous les participants sont âgés de moins de 14 ans.» Il s'agit, je le répète, d'une exemption de peine obligatoire si la différence d'âge entre deux jeunes personnes est inférieure à 4 ans, afin d'éviter que ces deux personnes soient amenées devant un juge pour des actes auxquels elles ont librement consenti. Entre des personnes ayant pratiquement le même âge, il n'y a pas de relations de dépendance ou de subordination; il n'y a pas de rapport auteur/victime.

Entre la décision du Conseil fédéral de garder l'âge protégé à 16 ans et celle de la commission d'experts de le réduire à 14 ans, on avait trouvé une solution de compromis que l'on considérait équitable. Le but de l'exemption obligatoire était d'éviter de confronter des jeunes gens avec des autorités judiciaires, certains actes de procédure pouvant être plus nuisibles pour la jeune personne intéressée que l'acte incriminé lui-même. Au surplus, ces cas peuvent faire l'objet de mesures d'éducation plus adéquates qu'une sanction pénale.

On reproche cependant à la solution du Conseil national – c'est-à-dire celle que l'on avait adoptée – d'être trop compliquée. En effet, des cas se présentent où l'acte n'est pas punissable à un certain âge alors que quelque mois plus tard il le devient et, ensuite, ne l'est plus de nouveau. Je pense à un rapport sexuel entre un garçon de 13 ans et demi et une fille de 12 ans qui n'est pas punissable, alors qu'il le serait si le garçon avait fêté ses 14 ans; lorsque la fille aura atteint l'âge de 14 ans, il pourra poursuivre son idylle impunément. On n'exclut pas non plus certains cas où même à l'intérieur d'une tranche d'âge, il peut y avoir un rapport de dépendance ou de subordination: Cette solution empêche d'intervenir pénalement dans certains cas choquants qui peuvent se présenter, par exemple entre des enfants de 13 et de 7 ans.

Cette solution a été acceptée par le Conseil national à une faible majorité de 74 voix contre 70. La minorité qui a recueilli 74 voix proposait l'exemption de la peine si la différence d'âge entre l'auteur et la victime n'est pas supérieure à 4 ans, sans

mentionner un âge de protection absolu, et cette solution fut alors à ce moment abandonnée.

Le Conseil des Etats a revu ce problème au printemps de cette année. Au chiffre 1bis, il a renoncé à prévoir le critère de la différence d'âge entre la victime et l'auteur comme motif d'exemption obligatoire. Il a cependant proposé, au chiffre 2, «que le juge peut, en cas de circonstances particulières, renoncer à poursuivre ...», solution du Conseil fédéral avec un âge limite de 20 ans au lieu de 18 ans. Il s'agit, je le répète, d'une exemption à titre purement facultatif.

Par contre, le Conseil des Etats a maintenu la deuxième phrase du chiffre 1bis qui décriminalise les jeux des enfants âgés de moins de 14 ans. Cette solution, soit la non-punissabilité facultative, n'a pas non plus recueilli l'approbation d'une forte majorité du Conseil des Etats, puisqu'elle a été adoptée par 22 voix contre 17.

La minorité Bühler considère que cette libéralisation dépend d'un jugement sur les amours librement consenties entre des jeunes personnes qui ont presque le même âge n'est pas satisfaisante. Il faut éviter tout contact avec l'autorité de justice. En outre, un grand nombre de jeunes gens seraient touchés par cette disposition incriminant tous les actes d'ordre sexuel, même les moins graves. La proposition de Mme Bühler se rapproche beaucoup de celle de Mme Hafner, conseillère nationale, quant au contenu, et les arguments en sa faveur sont presque identiques.

Ces arguments ont amené votre commission à insister sur la non-punissabilité obligatoire. En effet, il s'agit de jeunes gens plus ou moins du même âge, ayant fait des expériences plus ou moins égales, dans le même moment et la même ambiance, possédant plus ou moins la même culture, la même éducation, la même préparation, et partageant les heures de travail comme celles de loisirs. Ces données sont typiques à tous les cas d'amours juvéniles. L'impunissabilité facultative décrétée par le juge est certainement moins opportune que la non-punissabilité absolue. Le juge ne pourrait que constater, presque dans tous les cas, l'inopportunité d'un procès ou d'une procédure pénale. Le cadre général dans lequel se produisent ces comportements est toujours le même.

La commission du Conseil national a donc de nouveau examiné ce cas et elle est parvenue à la solution suivante: l'article 187, chiffre 1bis, prévoit l'exemption obligatoire lorsque la différence d'âge entre les participants ne dépasse pas trois ans, au lieu de quatre. Cette solution ne parle plus d'auteur et de victime, mais seulement de participants. L'exemption de peine facultative, si l'auteur a moins de 20 ans, prévu au chiffre 2 de l'article 187, reste et se cumule avec l'exemption obligatoire.

En outre, la commission vous propose de biffer la dernière phrase du chiffre 1bis, soit celle qui déterminait la non-punissabilité si les participants sont âgés de moins de 14 ans. On s'est rendu compte que certains cas extrêmes doivent tout de même être punis. On considère d'ailleurs que le juge, en vertu du chiffre 2, lorsque la différence d'âge dépasse trois ans, aura toujours la possibilité de juger ces cas selon le critère de l'opportunité: exemption facultative.

La solution que nous vous présentons est souple et peut être mise en pratique. Je suis certain que le Conseil national suivra l'avis de la commission. Nous aurons ainsi trouvé une solution à ce problème qui nous a occupés durant des mois, tant au sein des commissions du Conseil national et du Conseil des Etats qu'au sein des conseils eux-mêmes.

Avant de conclure, je relève une autre petite divergence concernant l'article 187, plus particulièrement son chiffre 4. Notre commission vous invite à suivre le Conseil des Etats qui prévoit un délai de prescription de cinq ans. Je vous recommande donc de vous prononcer dans ce sens.

Frau Spoerry, Berichterstatterin: Bei der Revision der Bestimmungen über die strafbaren Handlungen im Sexualbereich im Rahmen unseres Strafgesetzbuches sind zwischen dem Ständerat und unserer Kammer drei Differenzen verblieben: Die wichtigste befindet sich ohne Zweifel bei Artikel 187 des Strafgesetzbuches, wo es um die Schutzalterfrage und die Behandlung der sogenannten Jugendliebe geht.

Ich möchte ganz kurz die Geschichte dieses Artikels replizieren: Das Konzept des Bundesrates, dem sich der Ständerat in der Erstbehandlung angeschlossen hat, bestand im Prinzip darin, am Schutzalter 16 Jahre festzuhalten und alle geschlechtlichen Handlungen, die mit Kindern unter 16 Jahren vorgenommen werden, im Grundsatz als strafbar zu erklären, also auch dann, wenn sie zwischen praktisch Gleichaltrigen vorkommen, also zum Beispiel zwischen einem 15 und einem 17 Jahre alten Jugendlichen. Allerdings hat der Bundesrat vorgesehen, bei diesen Fällen die zuständigen Behörden zu ermächtigen, von einer Strafverfolgung oder von der Ueberweisung an das Gericht oder letztlich von einer Bestrafung abzusehen, sofern der Täter zur Zeit der Tat das 20. Altersjahr noch nicht zurückgelegt hat oder der Täter das Opfer heiratet.

Ihre nationalrätliche Kommission war mit dieser Lösung nicht ganz zufrieden, und zwar vor allem wegen der sogenannten Jugendliebe, die nach dem Vorschlag des Bundesrates und des Ständerates im Grundsatz dem Strafrecht unterstanden hätte. Bei der Jugendliebe handelt es sich um einvernehmliche – das ist wichtig – geschlechtliche Handlungen zwischen etwa Gleichaltrigen. Das hat nach Ansicht der Kommission nichts zu tun mit einem strafrechtlichen Tatbestand und sollte deshalb vom Strafrecht ausgeklammert werden. Damit kann man auch weitere unerwünschte Folgen beseitigen: Eltern, welche die Kontakte sehen und nicht verhindern können, würden sich nämlich der Gehilfenschaft schuldig machen.

Sie, das Plenum des Nationalrates, sind Ihrer Kommission gefolgt und haben die Jugendliebe als straffrei erklärt, wenn der Altersunterschied zwischen den beiden Jugendlichen nicht mehr als vier Jahre beträgt.

Gleichzeitig haben wir aber ein zweites Schutzalter eingeführt, nämlich das Alter 14. Die vorerwähnte Entkriminalisierung hätte nicht gegolten, wenn das Opfer jünger als 14 Jahre gewesen wäre. Zusätzlich haben wir festgelegt, dass Straflosigkeit Platz greifen solle, wenn alle Beteiligten jünger als 14 Jahre sind. Das Ziel dieser zweiten Vorschrift bestand darin, die sogenannten «Dökterlispiele», also sexuell gefärbte Spielereien zwischen Kindern, die harmlos sind, aus dem Strafrecht herauszuhalten. Die Lösung, die wir getroffen haben, ist auf Kritik gestossen. Sie wurde als Rechenschieberlösung bezeichnet, was nicht ganz unzutreffend ist, hat sie doch zur Folge, dass die gleiche Handlung einmal straffrei, dann strafbar und dann wieder straffrei ist, je nachdem, in welcher Alterskategorie sich die Beteiligten befinden. Haben also 13- bis 11-jährige gewisse sexuelle Kontakte, ist das straffrei, sind sie 15 und 13 Jahre alt, ist es strafbar, und sind sie 16 1/2 und 14 1/2 Jahre alt, ist es wieder straffrei.

Diese komplizierte Lösung vermochte den Ständerat nicht zu befriedigen. Er ist zur Lösung des Bundesrates und seiner ersten Behandlung zurückgekehrt: Schutzalter 16 mit grundsätzlicher Erfassung aller sexuellen Uebergriffe auf Jugendliche unter 16 Jahren mit einer fakultativen Strafbefreiung. Er hat aber von unserer Lösung das zweite Schutzalter, also die untere Grenze von 14 Jahren, übernommen, wonach alles, was unterhalb von 14 Jahren geschieht, grundsätzlich straffrei sein soll.

Nachdem alle diese Varianten durchdiskutiert und ihre Vor- und Nachteile umfassend ausgeleuchtet worden sind, schlägt Ihnen Ihre Kommission nun eine, wie uns scheint, nochmals verbesserte Lösung vor, die für uns jetzt fast das Ei des Kolumbus darstellt. Diese Lösung sieht folgendermassen aus:

1. Das Schutzalter bleibt unverändert bei 16 Jahren in all jenen Fällen, wo die ungestörte Entwicklung des Jugendlichen vor Uebergriffen von älteren, erfahrenen Personen geschützt werden soll;
2. wir halten fest an der Entkriminalisierung der Jugendliebe, aber nicht mehr im Rahmen eines Altersunterschiedes von 4 Jahren, sondern im Rahmen eines Altersunterschiedes von 3 Jahren. Im Ständerat wurde nämlich diese Lösung als Minderheitsantrag eingegeben und hat dort grosse, wenn auch nicht mehrheitliche Unterstützung gefunden, so dass wir glauben, mit dieser Rückstufung auf 3 Jahre dem Ständerat entgegenzukommen;

3. bei allen Handlungen, die ausserhalb dieser Differenz von 3 Jahren passieren, besteht die Möglichkeit der fakultativen Strafbefreiung;

4. der wichtigste Punkt: Wir verzichten auf das zweite Schutzalter von 14 Jahren. Was heisst das?

Die Straflosigkeit der sexuellen Spiele unterhalb von 14 Jahren ist auch nur noch im Rahmen der Altersdifferenz von 3 Jahren gewährleistet.

Warum sind wir zu dieser Lösung gekommen?

Erstens entfällt damit die Rechenschieberlösung total. Der Altersunterschied bleibt immer der gleiche, unabhängig davon, in welche Alterskategorien die Betroffenen fallen. Es ist also nicht möglich, dass die Tat einmal straffrei, dann strafbar und anschliessend wieder straffrei ist.

Zweitens stellt der Altersunterschied von 3 Jahren auch unterhalb von 14 Jahren sicher, dass die sexuell gefärbten Spiele straflos nur bei etwa Gleichaltrigen toleriert werden, wo man einen vergleichbaren Entwicklungsstand annehmen kann; Ausnützung der körperlichen Unterlegenheit kann ausgeschlossen werden. Sollte zudem einmal Gewalt dabei im Spiele sein, dann kommen natürlich die qualifizierten Tatbestände zum Zug.

Drittens müssen wir eingestehen, dass es uns – oder jedenfalls vielen in der Kommission – mit der gänzlichen Strafbefreiung aller Kinder unter 14 Jahren nicht ganz wohl war. Wenn es auch sicher so ist, dass es sich bei den fraglichen Handlungen meistens um harmlose Spielereien handelt, so sind eben Grenzfälle doch nicht ganz auszuschliessen: Wenn zum Beispiel ein 13-jähriger Junge sich an ein 5- oder 6-jähriges Mädchen heranmacht, muss sichergestellt werden, dass diese Uebergriffe zumindest überprüft und begutachtet werden können. Die Kinder zwischen 7 und 15 Jahren unterstehen dem Jugendstrafrecht, und das Jugendstrafrecht ist auf die Persönlichkeit des Täters ausgerichtet. Für die Behörde, die diese Fälle gemeldet bekommt, steht daher nicht die Strafe des Kindes im Vordergrund, sondern im Vordergrund stehen erzieherische Massnahmen und damit das Ziel, solche Handlungen in Zukunft zu vermeiden.

Das wollen wir mit dieser neuen Lösung erreichen. Wir glauben daher, eine optimale Lösung gefunden zu haben, die vier zentrale Anliegen beinhaltet:

1. Das Schutzalter 16 bleibt bestehen, als Schutz gegen Uebergriffe älterer, erfahrener Personen, welche die Unerfahrenheit Jugendlicher ausnützen.
2. Jugendliche untereinander, die als praktisch Gleichaltrige die ersten sexuellen Kontakte haben, bleiben straffrei.
3. Der Altersunterschied von 3 Jahren gilt auch bei Kindern. Damit wurden die «Dökterlispiele» aus dem Strafrecht herausgehalten.
4. Die Möglichkeit bleibt erhalten, bei unerwünschten Handlungen von Kindern, die erzieherische Massnahmen erfordern, eingreifen zu können.

Ich bitte Sie, diesem Antrag der Kommission zu folgen.

Präsident: Die Fraktionen der CVP, der Grünen, der SVP und der Freisinnigen teilen mit, dass sie den Anträgen der Kommission zustimmen.

Dünki: Die LdU/EVP-Fraktion stimmt dem Antrag der nationalrätlichen Kommission zu. Es ist eine sehr wichtige Sache zu bereinigen. Unsere Fraktion hat sich immer klar für eine Entkriminalisierung der Jugendliebe und der Jugendsexualität ausgesprochen. Es muss aber noch eine Formulierung gefunden werden, welche dem Grundgedanken am besten entspricht. Der Beschluss des Ständerates, eine geschlechtliche Handlung als nicht strafbar zu erklären, wenn die Beteiligten weniger als 14 Jahre alt sind, kann nicht als Ei des Kolumbus bezeichnet werden. Berufener Leute als ich werden Ihnen erklären, dass sich diese Version in der Praxis nicht bewähren würde. Eine Reduktion auf einen Altersunterschied von 3 Jahren ist schon besser. Unsere Fraktion ist aber nicht ganz sicher, ob diese Verbesserung genügt, das angestrebte Ziel zu erreichen. Aus diesem Grund ist es richtig, dass wir heute der Kommission folgen. Wir müssen eine Differenz zum Ständerat

schaffen, damit dieser den gesamten Fragenkomplex nochmals diskutieren kann.

Wir glauben, dass eine Kombination zwischen der ursprünglichen Fassung des National- und derjenigen des Ständerates möglich sein sollte, um einen Gesetzestext zu erhalten, welcher der allgemeinen Vorstellung entspricht und welcher bei der Anwendung auf wenig Schwierigkeiten stösst. Es lohnt sich bestimmt, das Für und Wider nochmals durchzudenken. Mit einem schlechten Gesetz können wir mehr Schaden als Nutzen anrichten. Die Entkriminalisierung der Jugendliebe muss so erfolgen, dass die Neuerung in der Praxis etwas bringt. Nur diejenigen Personen sollten straffrei ausgehen, die keine schlechte Tat begangen haben. Aus diesen Gründen empfehlen wir, den Kommissionsantrag zum Beschluss zu erheben. Mit grösster Wahrscheinlichkeit werden wir später nochmals über diese heikle Frage reden können.

Frau Hafner Ursula: Die Kommissionssprecherin hat Sie daran erinnert, dass Artikel 187 Ziffer 1bis, wie dieser Rat ihn in erster Lesung beschlossen hat, unter dem Begriff «Liebe mit dem Rechenschieber» Eingang in die Medien gefunden hat. Der Ständerat machte einen untauglichen Versuch, die Sache zu vereinfachen, indem er nur den Kindern unter 14 Jahren Straffreiheit gewähren will. Für 14- oder 15jährige sollen jedoch intime Zärtlichkeiten verboten sein. Nach dem Beschluss des Ständerates müssten die jungen Menschen also ein zweijähriges Moratorium einschalten, bevor ihnen wieder Straffreiheit zugestanden würde. Falls sie sich nicht an dieses Zärtlichkeitsmoratorium halten, müsste der Untersuchungsrichter überprüfen ob – wie unser Justizminister sagte – «eine echte Romeo-und-Julia-Situation», ein «Fall echter Jugendliebe», vorliege.

Nach welchen Kriterien die Liebesbeziehung auf ihre Echtheit überprüft werden könnte, hat uns niemand erklärt. Das augenfälligste Kriterium der Romeo-und-Julia-Situation war der erbitterte Widerstand beider Familien gegen die Liebesbeziehung. Soll folglich jenen Jugendlichen eine echte Romeo-und-Julia-Situation attestiert werden, die gegen den Widerstand ihrer Eltern eine Beziehung eingehen? So kann es kaum gemeint sein. Noch weniger nehme ich an, dass es gar auf den Tatbeweis ankommen soll. Romeo und Julia fanden bekanntlich nur noch im Tod einen Weg für ihre Liebe.

Aufgrund solcher Überlegungen war sich unsere Kommission einig, dass wir dem Ständerat nicht folgen können. Die Mitglieder der sozialdemokratischen Fraktion sind froh, dass die Kommission nun die Lösung übernommen hat, die wir schon in der ersten Lesung vertreten haben. Jugendliebe soll generell für strafflos erklärt werden. Unter Jugendliebe verstehen wir Beziehungen zwischen mehr oder weniger Gleichaltrigen. Ob dies nun einen Unterschied von drei oder vier Jahren bedeuten darf, ist eine Ermessensfrage. Wir müssen uns einfach bewusst sein, dass um so mehr Jugendliche noch vor den Richter müssten, je kleiner wir den Altersunterschied ansetzen. Und das ist es ja, was wir mit der Entkriminalisierung verhindern wollen.

Im Blick auf einen möglichen Kompromiss mit dem Ständerat scheint es mir jedoch richtig, den Altersunterschied gegenüber unserem Antrag in der ersten Lesung von vier Jahren auf drei Jahre zu reduzieren. Ein entsprechender Minderheitsantrag von Ständerätin Esther Bühler vereinte immerhin schon 17 Stimmen auf sich, gegenüber 22 Stimmen für die Straflosigkeit nur für die sogenannte «echte Jugendliebe».

Indem Sie unserem Kommissionsantrag folgen, bewahren Sie einen grossen Teil der Schweizer Jugend davor, sich strafbar zu machen. Ich danke allen, die bereit sind, dieser Lösung zuzustimmen und damit vielen jungen Menschen einen Eingriff in ihre Intimsphäre in Form von peinlichen Verhören zu ersparen.

M. Leuba: Je pourrai être bref puisqu'en réalité la proposition de la commission n'est pas combattue. Le groupe libéral est favorable à la version telle qu'elle a été arrêtée par la commission.

Nous étions conscients lors du premier débat devant notre conseil, que notre solution n'était pas satisfaisante sur la ques-

tion de la limite d'âge. Nous espérons à vrai dire, tout en étant convaincus qu'on devait introduire la notion de différence d'âge, que le Conseil des Etats mettrait de l'ordre dans notre musique un peu dissonante. Malheureusement, ce dernier s'est perdu dans les détails et les chausse-trappes que nous avons involontairement tendues sous ses pieds, il n'a rien voulu entendre de la solution de la différence d'âge, même si une importante minorité l'a soutenue.

C'est Mme Hafner qui a débloqué la situation, en proposant de supprimer la protection absolue de quatorze ans et en limitant à trois ans la différence d'âge qui rend l'acte non punissable, si l'un des partenaires a moins de seize ans. Mais il fallait aller jusqu'au bout et supprimer aussi la limite de quatorze ans quand elle prétendait créer une impunissabilité absolue. Cette limite présentait aussi des inconvénients. Nous disions dans notre texte: «si tous les participants ont moins de quatorze ans, il n'y a plus de punissabilité, mais si un seul d'entre eux avait plus de quatorze ans, alors tous devenaient punissables, ce qui était un résultat absurde.»

La solution de votre commission correspond finalement à ce que nous voulons, un âge de protection relativement élevé, pour préserver le développement complet et la libre détermination de l'enfant ou de l'adolescent à l'égard d'adultes plus expérimentés et qui pourraient être tentés d'abuser précisément de l'innocence de la jeunesse. Mais nous voulons aussi un droit pénal moderne et l'absolution des jeux sexuels, lorsqu'ils sont le fait de jeunes qui ont à peu près – j'insiste sur cette notion qui est bien rendue par la différence d'âge de trois ans – le même âge. Il n'y a alors, en principe, plus de place pour le droit pénal, il n'y a pas d'abus de l'expérience ou de l'autorité et le droit pénal n'a plus à s'en mêler. Ce n'est plus qu'une question d'éducation, une question de morale personnelle et, dans ces conditions, le juge doit s'abstenir. C'est la raison pour laquelle nous vous invitons vivement à soutenir les propositions de la commission.

Bundesrat Koller: Der Kommissionspräsident und die Sprecherin deutscher Zunge haben die Situation im Rahmen der Bereinigung der letzten Differenzen hier ausführlich dargelegt, so dass ich mich kurz fassen darf.

Wir alle – Bundesrat, Ständerat und Nationalrat – sind uns einig, dass Jugendliebe entkriminalisiert werden soll. Wo die Meinungen noch auseinandergehen, betrifft es einzig den Weg dieser Entkriminalisierung. Bundesrat und Ständerat möchten diese Entkriminalisierung durch eine fakultative Strafbefreiung im Einzelfall realisieren, und zwar so, dass bereits die Untersuchungsorgane ein Verfahren einstellen können.

In Ihrem Rat hat man am 11. Dezember 1990 in einer Eventualabstimmung mehrheitlich, wenn auch knapp (78 zu 74 Stimmen), die Meinung vertreten, schon allein eine Kontaktaufnahme mit den Untersuchungsorganen sei schädlich und deshalb müsse der Gesetzgeber selber – innert gewisser Grenzen – die Jugendliebe als absolut straffrei erklären.

Der Bundesrat hat gegenüber dieser Auffassung vor allem zwei Bedenken:

Auf der einen Seite sind wir davon überzeugt, dass auch innerhalb eines Altersunterschiedes – von vier Jahren damals, jetzt von drei Jahren – Opfer-Täter-Verhältnisse möglich sind. Es ist nicht immer eine gleichwertige Partnerschaft gegeben. Und dort, wo es um Opfer-Täter-Verhältnisse geht, sind wir der Meinung, dass der Staat nicht auf den Schutz des Strafrechtes verzichten sollte.

Das andere Bedenken, das wir haben, betrifft die Frage, ob nicht der Staat mit einer solchen absoluten Strafbefreiung ein falsches Signal auch zuhanden der Jugendlichen setzt.

Aus diesen Gründen finden der Bundesrat und auch die Mehrheit des Ständerates die Möglichkeit in Ziffer 2, im einzelnen Fall die Strafbefreiung zu realisieren, die bessere Lösung.

Eines muss ich Ihnen zugeben: Die jetzige Version, wie sie aus den Beratungen Ihrer Kommission hervorgegangen ist, ist zweifellos besser als der Beschluss, den Sie im letzten Dezember gefasst haben. Der Vorwurf der «Liebe mit dem Rechenschieber» kann hier nicht mehr geltend gemacht werden. Sie haben sich also gegen diese bedenkliche Abwechslung zwi-

schen absoluter und fakultativer Straffreiheit entschieden. Es ist zweifellos auch ein Vorteil, dass Sie von einer unteren fixen Altersgrenze absehen.
Gesamthaft ist der Bundesrat aber nach wie vor der Meinung, dass wegen der möglichen Täter-Opfer-Verhältnisse eine Strafbefreiung im Einzelfall die bessere Lösung wäre.

Präsident: Ich schlage Ihnen vor, den Artikel 187 des Strafgesetzbuches gemeinsam mit Artikel 156 des Militärstrafgesetzes zu behandeln. Die Anträge sind wortgleich.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	91 Stimmen
Dagegen	1 Stimme

Art. 193 Abs. 1

Antrag der Kommission

.... eine in anderer Weise

Art. 193 al. 1

Proposition de la commission

.... lien de dépendance de toute autre manière, aura déterminé

M. Cotti, rapporteur: L'article 193 concerne les abus de détresse fondés sur un rapport de dépendance. Il existe des cas de personnes qui subissent des actes sexuels par le fait qu'elles se trouvent dans un état de dépendance; ces cas sont soumis à une législation par des articles spéciaux que nous avons déjà adoptés. Je pense aux articles 188, protection des mineurs de seize ans; 192, actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues; 149, concernant le viol; 190, relatif à la contrainte et 191, actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement. Le cas qui reste ouvert est celui d'une victime, femme ou homme, incapable de décider librement, dans un état de détresse ou de dépendance. Le Conseil fédéral considérerait seulement une détresse profonde de la victime comme élément constitutif du délit. Le Conseil national, quant à lui, décidait qu'il ne fallait pas une détresse qualifiée, une détresse simple suffisait et il ajoutait comme élément constitutif un lien de dépendance fondé sur des rapports de travail ou des prestations de service ou un lien de dépendance analogue. Par cette formulation, on voulait surtout inclure dans ces faits punissables la prestation de service dans le domaine médical et psychothérapeutique. Or, le Conseil des Etats simplifie. Comme conditions de punissabilité, il parle d'un rapport de travail ou lien de dépendance analogue. Comme on ne rappelle plus les prestations de service, quelques doutes à propos de la punissabilité de l'état de dépendance entre un médecin, ses aides ou le psychothérapeute d'une part et le patient d'autre part, peuvent subsister. Avec la formulation de notre commission, on aurait à ce sujet plus de clarté. Il n'y a en somme aucune différence matérielle entre notre décision du 12 décembre 1990 et celle d'aujourd'hui et non plus une différence matérielle entre notre formulation et celle du Conseil des Etats. Il s'agit d'une amélioration dans la forme. Je vous propose donc d'accepter la proposition de la commission.

Frau Spoerry, Berichterstatterin: Bei Artikel 193 geht es eigentlich um eine redaktionelle Aenderung. Wir wollen die Worte «eine in ähnlicher Weise» ersetzen durch die Worte «in anderer Weise». Grundsätzlich erscheint das als sprachliche Korrektur. Wir möchten aber mit dieser sprachlichen Korrektur auch etwas Inhaltliches zum Ausdruck bringen, das wichtig ist. Es geht bei diesem Artikel um die Strafbarkeit der Taten, die in Ausnutzung einer Notlage oder einer Abhängigkeit des Opfers vollzogen worden sind. Wir möchten mit dieser Formulierung «in anderer Weise» zum Ausdruck bringen, dass eine Abhängigkeit eben nicht nur durch ein Arbeitsverhältnis ausgelöst werden kann, sondern ebenso durch irgendeine Therapieform. Das kann eine medizinische, eine psychische oder auch eine physische Therapieform sein, die den Patienten oder Kunden während der Dauer der Behandlung in ein gewisses Abhängigkeitsverhältnis bringt. Wir möchten mit dieser For-

mulierung sagen, dass bei allen Fällen, wo die Abhängigkeit in irgendeiner Art ausgenützt wird, sei das in einem Arbeitsverhältnis, sei das in einer Therapie oder sonst bei einer Behandlung, diese Tat strafbar ist. Ich bitte Sie, dieser redaktionellen Aenderung mit einer inhaltlichen Ergänzung zuzustimmen. Wenn ich das Wort habe, möchte ich noch etwas zu Artikel 187 beifügen: Frau Hafner hat mich darauf aufmerksam gemacht, dass der Nationalrat bei unserer ersten Beratung sehr geschlossen und mit wenigen Gegenstimmen der grundsätzlichen Entkriminalisierung der Jugendliebe durch die Altersdifferenzfestlegung zugestimmt hat. Das Stimmenverhältnis von 78 zu 74 Stimmen, das Herr Bundesrat Koller erwähnt hat, hat sich auf die Abstimmung über das zweite Schutzalter, also über die Straflosigkeit beim Alter unter 14 Jahren, bezogen. Damit möchten wir einfach zuhänden des Protokolls und des Ständerates zum Ausdruck bringen, dass der Nationalrat sich jetzt zweimal praktisch geschlossen für die Entkriminalisierung der Jugendliebe ausgesprochen hat.

Präsident: Herr Bundesrat Koller stimmt zu.

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

88.066

**Bäuerliches Bodenrecht
Droit foncier rural**

Différences – Divergences

Siehe Seite 118 hiervor – Voir page 118 ci-devant
Beschluss des Ständerates vom 12. März 1991
Décision du Conseil des Etats du 12 mars 1991

**A. Bundesgesetz über das bäuerliche Bodenrecht (BGBB)
A. Loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)**

Nussbaumer, Berichterstatter: Unsere Kommission bereinigte sehr viele Differenzen. Einige sind allerdings noch offen. Doch sehr viele dieser Differenzen haben einen inneren Zusammenhang über mehrere Kapitel hinweg. Wenn ein Grundsatzbeschluss gefasst wird, sind dann gleich vier oder fünf Artikel auf einmal erledigt. Bei einer so wichtigen Gesetzesvorlage birgt die Einteilung in Kategorien die Gefahr in sich, dass Bemerkungen vergessen werden, die unbedingt in die Materialien für die spätere Gerichtspraxis einfließen sollten. In diesem Sinne sehe ich mich veranlasst, wegen der vielen Rückfragen zu verschiedenen bereits bereinigten Artikeln noch eine paar kurze Bemerkungen zu machen. Ich werde diese anbringen, wenn die Artikel zur Diskussion stehen.

Ganz besondere Aufmerksamkeit wurde von seiten derjenigen, die diese Gesetzesvorlage verfolgen, dem Anwendungsbereich gewidmet. Es heisst hier in Artikel 2 Absatz 1: «Dieses Gesetz gilt für einzelne oder zu einem landwirtschaftlichen Gewerbe gehörende landwirtschaftliche Grundstücke, die ausserhalb einer Bauzone im Sinne des Raumplanungsgesetzes liegen und für welche die landwirtschaftliche Nutzung zulässig ist.» Es stellt sich tatsächlich die Frage, welche Bauzone da gemeint ist.

Ich hatte keine Gelegenheit, diese Frage in der Kommission zu stellen. Ich habe daher mit dem Direktor des Bundesamtes für Raumplanung Rücksprache genommen. Er hat mir – vor allem auch gestützt auf die Diskussionen im Ständerat – folgende Auskunft gegeben:

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision

Code pénal et Code pénal militaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	03.06.1991 - 14:30
Date	
Data	
Seite	854-858
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 951

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Sechste Sitzung – Sixième séance

Dienstag, 11. Juni 1991, Vormittag
Mardi 11 juin 1991, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Hänsenberger

85.047

**Strafgesetzbuch
 und Militärstrafgesetzbuch. Revision**
**Code pénal et Code pénal militaire.
 Révision**

Differenzen – Divergences

Siehe Seite 78 hiavor – Voir page 78 ci-devant
 Beschluss des Nationalrates vom 3. Juni 1991
 Décision du Conseil national du 3 juin 1991

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Der Nationalrat hat gestern vor einer Woche die Differenzbereinigung vorgenommen, und er hat im Grunde eine erwähnenswerte, grössere Differenz gegenüber dem Ständerat geschaffen. Ihre Kommission schlägt Ihnen vor, auf die Version des Nationalrates einzugehen und ihr zuzustimmen. Ich spreche damit gerade zu Artikel 187. Worum geht es?

Zum ersten ist zu sagen, dass das Schutzalter nach wie vor bei 16 Jahren bleibt.

Zweitens ist zu sagen: Für jene Jugendlichen, die unter 20 Jahre alt sind, greift eine Kann-Formel in Absatz 2. Hier kann der Richter sogar auf eine Strafverfolgung verzichten. Das bleibt so, wie es vorher war.

Nun hat der Ständerat in der letzten Session beschlossen, erste Annäherungen, die unter den Begriff der «Kinderliebe» fallen, als straffrei zu bezeichnen. Die getroffene Formulierung glückte nicht ganz, da damit quasi zwei verschiedene Schutzalter geschaffen wurden.

Neu ist nun die Version des Nationalrates. Er schlägt vor, dass eine sexuelle Handlung von zwei jungen Menschen, die einen Altersunterschied von nicht mehr als drei Jahren aufweisen, als straffrei bezeichnet werden soll. Betonen möchte ich aber, dass damit nur eine Beziehung im Sinne einer freien, gegenseitigen Zuneigung gemeint ist. Es geht um eine frühe Jugendliebe, deren Art man aber nicht ernster machen möchte als nötig.

Der Nationalrat stimmte mit 91 Stimmen zu 1 Stimme dem vorliegenden Text zu. Sämtliche Fraktionen hatten ihre Zustimmung mitgeteilt. Ihre Kommission schlägt Ihnen ebenfalls Zustimmung zu dieser Version vor.

Art. 187 Abs. 1bis; 193 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 187 al. 1bis; 193 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Frau **Weber**, Berichterstatterin: In Artikel 193 Absatz 1 handelt es sich um eine redaktionelle Aenderung. Ihr wurde im Nationalrat ohne Gegenstimme zugestimmt.

Angenommen – Adopté

Art. 156 Abs. 1bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 156 al. 1bis

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Frau **Weber**, Berichterstatterin: Der Ständerat hat das letzte Mal Absatz 1bis von Artikel 156 gestrichen. Diese Bestimmung war tatsächlich in der Art und Weise, wie wir Artikel 187 verstanden hatten, nicht nötig. Jetzt aber, nachdem wir einen Altersunterschied von drei Jahren als straffrei bezeichnet haben, ist dieser Artikel in gewissen Fällen nötig.

Ich bitte Sie im Namen der Kommission, diesem Artikel 156 zuzustimmen.

Angenommen – Adopté

89.067

**Gegen Missbräuche
 der Fortpflanzungs- und Gentechnologie
 beim Menschen. Volksinitiative**

**Contre l'application abusive
 des techniques de reproduction
 et de manipulation génétique
 à l'espèce humaine. Initiative populaire**

Differenzen – Divergences

Siehe Jahrgang 1990, Seite 477 – Voir année 1990, page 477

Beschluss des Nationalrates vom 20. März 1991
 Décision du Conseil national du 20 mars 1991

Piller, Berichterstatter: Wir befinden uns im Differenzbereinigungsverfahren zur «Beobachter»-Initiative bzw. des Gegenvorschlages. Der Nationalrat ist im wesentlichen der Linie des Ständerates gefolgt. Es verbleiben noch fünf Differenzen, wobei zwei davon materiell von Bedeutung sind.

Wie der Ständerat hat sich auch der Nationalrat dafür ausgesprochen, den Extrahumanbereich zusammen mit dem Humanbereich in einem einzigen Verfassungsartikel zu regeln. Die «Beobachter»-Initiative selbst deckt nur den Humanbereich ab. Allerdings möchte sich der Nationalrat im Extrahumanbereich nicht mit einer Gesetzeskompetenz begnügen.

Materiell von Bedeutung ist ferner die Differenz in der Frage der In-vitro-Fertilisation. Der Nationalrat möchte – wie der Ständerat – diese Methode nicht verbieten, will aber bereits auf Verfassungsstufe eine restriktive Regelung.

Art. 2

Antrag der Kommission

Art. 24octies (neu)

Abs. 2 Einleitung, Bst. a–c

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2 Bst. cbis

Mehrheit

.... Bedingungen erlaubt. (Rest des Absatzes streichen)

Minderheit I

(Meier Josi, Huber, Simmen)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit II

(Küchler, Lauber)

.... oder um Forschung zu betreiben. (Rest des Absatzes streichen)

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision

Code pénal et Code pénal militaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	11.06.1991 - 08:00
Date	
Data	
Seite	450-450
Page	
Pagina	
Ref. No	20 020 205

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Dreizehnte Sitzung – Treizième séance

Freitag, 21. Juni 1991, Vormittag
Vendredi 21 juin 1991, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Hänsenberger

Präsident: Ich begrüße Sie zur letzten Sitzung der Sommer-session. Ganz besonders begrüße ich unseren Kollegen, Herrn Ziegler, der heute Geburtstag hat. Wir wünschen ihm alles Gute. (*Beifall*)

88.039

Bund und Kantone.
Aufgabenteilung. Zweites Paket
Confédération et cantons.
Répartition des tâches.
Second train de mesures

Differenzen – Divergences

Siehe Seite 389 hiervoor – Voir page 389 ci-devant
 Beschluss des Nationalrates vom 20. Juni 1991
 Décision du Conseil national du 20 juin 1991

5. Bundesgesetz über den Wasserbau
5. Loi fédérale sur l'aménagement des cours d'eau

Art. 6 Abs. 3

Antrag der Kommission
 Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 6 al. 3

Proposition de la commission
 Adhérer à la décision du Conseil national

Rüesch, Berichterstatter: Wir haben noch eine kleine Differenz zu bereinigen: Der Nationalrat hat in einer seltenen Phase der Grosszügigkeit in sämtlichen Differenzen bei beiden Gesetzen (Wasserbau und Fischerei) überall uns zugestimmt. Es bleibt eine kleine Differenz in Artikel 6 Wasserbaugesetz. Wir haben dort den Absatz 3 gestrichen, weil wir der Meinung waren, es sei eigentlich im Absatz 1 schon enthalten, dass der Bund Vorschriften erlassen könne, die er an seine Subventionen bindet; ich erinnere an das Subventionsgesetz und anderes mehr. Aber der Nationalrat möchte daran festhalten. Damit wird es einfach doppelt genährt sein. Ich beantrage Ihnen, dem Nationalrat zuzustimmen.

Angenommen – Adopté

85.047

Strafgesetzbuch
und Militärstrafgesetzbuch. Revision
Code pénal et Code pénal militaire.
Révision

Siehe Seite 450 hiervoor – Voir page 450 ci-devant
 Beschluss des Nationalrates vom 3. Juni 1991
 Décision du Conseil national du 3 juin 1991

B. Schweizerisches Strafgesetzbuch. Militärstrafgesetz
(Strafbare Handlungen im Sexualbereich)
B. Code pénal suisse et Code pénal militaire
(Infractions d'ordre sexuel)

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Entwurfes 38 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

C. Militärstrafgesetz (Disziplinarische Ahndung des Konsums geringer Mengen von Betäubungsmitteln)
C. Code pénal militaire (Répression disciplinaire de la petite consommation de stupéfiants)

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Entwurfes 40 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

87.061

Radio und Fernsehen. Bundesgesetz
Radio et télévision. Loi

Siehe Seite 506 hiervoor – Voir page 506 ci-devant
 Beschluss des Nationalrates vom 21. Juni 1991
 Décision du Conseil national du 21 juin 1991

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Entwurfes 35 Stimmen
 Dagegen 2 Stimmen

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

87.076

Fernmeldegesetz
Loi sur les télécommunications

Siehe Seite 430 hiervoor – Voir page 430 ci-devant
 Beschluss des Nationalrates vom 21. Juni 1991
 Décision du Conseil national du 21 juin 1991

Le président: J'ai une communication à vous faire en ce qui concerne la version française. Dans le texte français il y a une omission. A l'article 20, alinéa 2, il faut ajouter le membre de phrase suivante: «s'ils sont de peu d'importance».

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch Revision

Code pénal et Code pénal militaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.06.1991 - 08:00
Date	
Data	
Seite	614-614
Page	
Pagina	
Ref. No	20 020 258

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

85.047

**Strafgesetzbuch
und Militärstrafgesetzbuch. Revision
Code pénal et Code pénal militaire.
Révision**

Siehe Seite 854 hiervor – Voir page 854 ci-devant
Beschluss des Ständerates vom 21. Juni 1991
Décision du Conseil des Etats du 21 juin 1991

**B. Schweizerisches Strafgesetzbuch. Militärstrafgesetz
(Strafbare Handlungen im Sexualbereich)
B. Code pénal suisse et Code pénal militaire
(Infractions d'ordre sexuel)**

Schlussabstimmung – Vote final
Für Annahme des Entwurfes 124 Stimmen
Dagegen 3 Stimmen

**C. Militärstrafgesetz (Disziplinarische Ahndung des Konsums geringer Mengen von Betäubungsmitteln)
C. Code pénal militaire (Répression disciplinaire de la petite consommation de stupéfiants)**

Schlussabstimmung – Vote final
Für Annahme des Entwurfes 129 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

87.061

**Radio und Fernsehen. Bundesgesetz
Radio et télévision. Loi**

Siehe Seite 1153 hiervor – Voir page 1153 ci-devant
Beschluss des Ständerates vom 17. Juni 1991
Décision du Conseil des Etats du 17 juin 1991

Schlussabstimmung – Vote final
Für Annahme des Entwurfes 106 Stimmen
Dagegen 9 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

87.076

**Fernmeldegesetz
Loi sur les télécommunications**

Siehe Seite 1107 hiervor – Voir page 1107 ci-devant
Beschluss des Ständerates vom 6. Juni 1991
Décision du Conseil des Etats du 6 juin 1991

Präsident: Ich muss Ihnen eine Ergänzung mitteilen, die den französischen Text betrifft: In Artikel 20 Absatz 2 der französischen Fassung ist der Satzteil «s'ils sont de peu d'importance» einzufügen.

Schlussabstimmung – Vote final
Für Annahme des Entwurfes

123 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

88.039

**Bund und Kantone.
Aufgabenteilung. Zweites Paket
Confédération et cantons.
Répartition des tâches.
Second train de mesures**

Siehe Seite 1276 hiervor – Voir page 1276 ci-devant
Beschluss des Ständerates vom 21. Juni 1991
Décision du Conseil des Etats du 21 juin 1991

**5. Bundesgesetz über den Wasserbau
5. Loi fédérale sur l'aménagement des cours d'eau**

Schlussabstimmung – Vote final
Für Annahme des Entwurfes 127 Stimmen
(Einstimmigkeit)

**6. Bundesgesetz über die Fischerei
6. Loi fédérale sur la pêche**

Schlussabstimmung – Vote final
Für Annahme des Entwurfes 120 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

89.067

**Gegen Missbräuche
der Fortpflanzungs- und Gentechnologie
beim Menschen. Volksinitiative
Contre l'application abusive
des techniques de reproduction
et de manipulation génétique
à l'espèce humaine. Initiative populaire**

Siehe Seite 1288 hiervor – Voir page 1288 ci-devant
Beschluss des Ständerates vom 21. Juni 1991
Décision du Conseil des Etats du 21 juin 1991

M. Guinand: Le groupe libéral souhaite l'adoption d'une norme constitutionnelle sur le génie génétique et la procréation médicalement assistée. Le contre-projet adopté par l'Assemblée fédérale apporte cependant des restrictions que nous jugeons excessives. C'est pourquoi nous ne pouvons pas l'accepter.

Schlussabstimmung – Vote final
Für Annahme des Entwurfes 51 Stimmen
Dagegen 31 Stimmen

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision

Code pénal et Code pénal militaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.06.1991 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1408-1408
Page	
Pagina	
Ref. No	20 020 125

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.